



Gouvernement  
du Canada

Government  
of Canada

---

Établis par le  
Receveur général du Canada

---

---

# Comptes publics du Canada

# 1

## Volume II

Partie II

Informations  
et analyses  
supplémentaires

---

Canada 

## INSTRUCTIONS

**PRIÈRE DE NE PAS REMPLIR OU ENLEVER LE FORMULAIRE DE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS NON PUBLIÉS PRÉSENTÉ CI-DESSOUS. REMPLIR UN EXEMPLAIRE DU FORMULAIRE ET LE RETOURNER PAR LA POSTE OU PAR TÉLÉCOPIEUR À L'ADRESSE INDIQUÉE, OU DIRIGER TOUTE DEMANDE TÉLÉPHONIQUE AU (819) 956-8551.**

**RETOURNER À :** Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Division de la Coordination des Comptes publics  
Place du Portage, Phase III, Noyau 13A2  
11, rue Laurier  
Hull (Québec)  
K1A 0S5

**N° de télécopieur :** (819) 956-5407

### **FORMULAIRE DE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS NON PUBLIÉS POUR LES SECTIONS 5, 6 ET 8 DU VOLUME II (PARTIE II) DES *COMPTES PUBLICS DU CANADA* DE 1995-1996**

#### **DEMANDÉ PAR :**

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

N° de téléphone : (     )     -     

N° de télécopieur : (     )     -     

Nom de l'organisation (s'il y a lieu) : \_\_\_\_\_

#### **PRIÈRE DE M'ENVOYER :**

Section 5 (Services professionnels et spéciaux)     Français      Anglais

Section 6 (Construction ou acquisition de terrains,  
bâtiments et ouvrages)     Français      Anglais

Section 8 (Paiements de transfert)     Français      Anglais

**À noter : Si vous ne voulez qu'une partie de section, veuillez expliquer ci-dessous.**

**Précisez :** \_\_\_\_\_

#### **MODE DE TRANSMISSION :**

Format imprimé (copie-papier) :

**ou**

Format électronique :

**À noter : Si vous avez choisi le format électronique, on vous contactera pour d'autres renseignements.**

# VOLUME II (PARTIE II)

## TABLE DES MATIÈRES

### Section

Introduction

1. États financiers des fonds renouvelables
2. États financiers des établissements publics et d'autres entités
3. Informations supplémentaires exigées par la *Loi sur la gestion des finances publiques*
4. Débiteurs
5. Services professionnels et spéciaux
6. Construction ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages
7. Construction ou acquisition de matériel et d'outillage
8. Paiements de transfert
9. Frais de la dette publique
10. Paiements de réclamations contre l'État, paiements à titre gracieux et montants adjugés par une cour
11. Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés
12. Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement
13. Autres informations diverses
14. Index

# INTRODUCTION AUX *COMPTES PUBLICS DU CANADA*

## **Nature des *Comptes publics du Canada***

Les *Comptes publics du Canada* constituent le rapport du gouvernement du Canada préparé à chaque exercice par le receveur général, comme l'exige l'article 64 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*

Le rapport couvre l'exercice du gouvernement se terminant le 31 mars et est préparé à partir de données contenues dans les *comptes du Canada* et de registres plus détaillés tenus par les ministères et organismes. Les *comptes du Canada* constituent le registre centralisé des opérations financières du gouvernement, tenu par le receveur général, et qui résume les opérations de tous les ministères et organismes. Chaque ministère et organisme est responsable de la conciliation de ses comptes avec les comptes de contrôle du receveur général, et tient des registres détaillés des opérations qui y sont portées.

Le rapport englobe les opérations financières du gouvernement au cours de l'exercice. Dans certains cas, l'autorisation du Parlement pour effectuer des opérations a été prévue par voie de législation approuvée au cours des exercices antérieurs.

## **Présentation des *Comptes publics du Canada***

Les *Comptes publics du Canada* sont publiés en deux volumes.

Le **volume I** présente une analyse sommaire des opérations financières du gouvernement.

Le **volume II**

# SECTION 1

## COMPTES PUBLICS DU CANADA

1995-1996

### États financiers des fonds renouvelables

#### SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Agence canadienne du pari mutuel . . . . .	1.2
Bureau de la traduction . . . . .	1.6
Bureau des passeports . . . . .	1.11
Commission canadienne des grains . . . . .	1.15
Conseils et Vérification Canada . . . . .	1.20
CORCAN . . . . .	1.24
Géomatique Canada . . . . .	1.28
Groupe Communication Canada . . . . .	1.33
Office de la propriété intellectuelle du Canada . . . . .	1.39
Office national du film . . . . .	1.44
Perfectionnement et de la formation du personnel . . . . .	1.51
Production de défense . . . . .	1.55
RADIAN . . . . .	1.57
Services d'architecture, de génie et de l'immobilier . . . . .	1.60
Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique . . . . .	1.70
Services optionnels . . . . .	1.76
Unités d'entreprise de Parcs Canada . . . . .	1.81

**Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel**

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les conventions comptables importantes établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassifiés afin d'être conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers, revient à la gestion du Fonds. Afin d'assurer le maximum d'objectivité et d'éliminer les préjudices, les renseignements financiers renfermés dans ces états financiers ont été vérifiés par le comité de vérification et de contrôle du ministère. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter des responsabilités de comptabilité et de rapport, le Fonds maintient une série de comptes représentant un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

La direction générale des services intégrés du ministère développe et propage les conventions comptables et de gestion financière et émet des directives spécifiques aux gestionnaires du Fonds renouvelable de façon à suivre les normes de comptabilité et de gestion financière.

La gestion financière et le contrôle interne du Fonds sont maintenus grâce à un partage juste des responsabilités, un processus de direction et d'évaluation de ceux rattachés à l'opération du Fonds ainsi que par des programmes de vérification interne. Le Fonds recherche aussi l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs de personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

Approuvé par :

*Directrice exécutive*  
*Agence canadienne du pari mutuel*

E. MASSEY

*Agent financier principal*

D. KAM

le 2 août 1996

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1996

	1996		1995	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
	\$	\$	\$	\$
Surplus net pour l'exercice		994 592		913 299
Plus : éléments ne requé- rant aucune utili- sation de fonds . . .	150 000	37 046	120 000	112 789
Fonds provenant de l'exploitation . . . . .	150 000	1 031 638	120 000	1 026 088
Acquisitions nettes d'immobilisations . . . . .	(150 000)	(286 419)	(120 000)	(35 111)
Variation du fonds de roulement . . . . .		359 092		(195 390)
Autres éléments . . . . .		(359 092)		195 390
Autorisation fournie . . . . .		745 219		990 977

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE  
AU 31 MARS 1996

	1996	1995
	\$	\$
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds . . . . .	(3 325 417)	(2 149 032)
Plus : imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars . . . . .	1 977 443	523 196
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars . . . . .	1 270 453	247 372
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice . .	(2 618 427)	(1 873 208)
Limite de l'autorisation . . . . .	2 000 000	2 000 000
Autorisation non employée reportée . . . . .	4 618 427	3 873 208

## Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel — Suite

BILAN AU 31 MARS 1996

ACTIF	1996	1995	PASSIF	1996	1995
	\$	\$		\$	\$
Disponibilités			Exigibilités		
Comptes débiteurs			Créditeurs et passif couru		
Tiers .....	1 270 453	247 372	Tiers		
Avances redevables consenties aux employés	15 049	11 549	Créditeurs .....	1 977 443	523 196
	1 285 502	258 921	Indemnités de congé .....	121 925	190 499
Immobilisations, évaluations plus acquisitions				2 099 368	713 695
au coût (note 3) .....	2 075 097	1 859 342	À long terme		
Moins : amortissement accumulé .....	1 257 864	1 189 962	Provision pour indemnités de cessation		
	817 233	669 380	d'emploi .....	405 989	435 435
	2 102 735	928 301			
			AVOIR DU CANADA		
			Imputation nette accumulée sur l'autorisation		
			du Fonds .....	(3 325 417)	(2 149 032)
			Surplus accumulé .....	2 922 795	1 928 203
				(402 622)	(220 829)
				2 102 735	928 301

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

### ÉTAT DE L'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1996

	1996	1995
	\$	\$
Recettes		
Prélèvements sur paris mutuels .....	14 656 548	14 368 156
Autres .....	6 570	22 282
	14 663 118	14 390 438
Dépenses		
Personnel		
Traitements et salaires .....	2 922 951	3 117 064
Contribution aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	477 222	495 202
Provision pour les indemnités de congé .....	(101 520)	14 212
Transport et communications .....	531 555	437 230
Information .....	25 017	44 089
Services professionnels et spéciaux		
Contrôle des drogues .....	5 006 735	4 845 675
Contrôle des courses .....	2 828 164	2 680 632
Services photographique d'arrivée .....	694 933	747 032
Recherches sur les drogues .....	581 166	579 109
Autres services professionnels et spéciaux .....	190 288	109 830
Locations .....	173 116	158 060
Achat de services de réparation et d'entretien .....	22 934	32 329
Services publics, matériaux et fournitures .....	176 014	113 922
Divers .....	1 385	4 176
Pertes sur l'aliénation d'immobilisations .....		5 144
Amortissement .....	138 566	93 433
Total des dépenses .....	13 668 526	13 477 139
Surplus net .....	994 592	913 299

### ÉTAT DU SURPLUS ACCUMULÉ POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1996

	1996	1995
	\$	\$
Solde au début de l'exercice .....	1 928 203	1 014 904
Surplus net pour l'exercice .....	994 592	913 299
Solde à la fin de l'exercice .....	2 922 795	1 928 203

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel — Suite

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1996

	1996	1995
	\$	\$
Activités de fonctionnement :		
Surplus net.....	994 592	913 299
Plus : amortissement.....	138 566	93 433
perte sur l'aliénation d'immobilisations .		5 144
provision pour indemnités de cessation		
d'emploi.....	(101 520)	14 212
	1 031 638	1 026 088
Variation des disponibilités et exigibilités.....	359 092	(195 390)
Variation des autres éléments d'actif et		
de passif.....	(29 446)	10 576
Paiements et variation de la provision pour		
indemnités de cessation d'emploi.....	101 520	(14 212)
Ressources financières nettes fournies par les		
activités de fonctionnement.....	1 462 804	827 062
Activités d'investissement :		
Immobilisations		
Achetées.....	(286 419)	(35 111)
Ressources financières nettes employées par		
les activités d'investissement.....	(286 419)	(35 111)
Ressources financières nettes fournies et		
variation de l'imputation nette accumulée		
sur l'autorisation du Fonds, au cours de		
l'exercice.....	1 176 385	791 951
Imputation nette accumulée sur l'autorisation		
du Fonds, au début de l'exercice.....	2 149 032	1 357 081
Imputation nette accumulée sur l'autorisation		
du Fonds, à la fin de l'exercice.....	3 325 417	2 149 032

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS  
AU 31 MARS 1996

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel a été établi en vertu de la *Loi n<sup>o</sup> 1 de 1970 portant affectation de crédits*, laquelle autorisait l'exploitation du Fonds pour l'exercice en cours et les exercices suivants selon les termes et les conditions énoncés par le Conseil du Trésor pour la prestation d'un service de surveillance des hippodromes au Canada. La *Loi de crédits n<sup>o</sup> 1* a été annulée et remplacée en 1985 par l'article 2 de la *Loi sur les fonds renouvelables*.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente conférée par le Parlement pour effectuer des paiements à même le Trésor au titre du fonds de roulement, de l'achat de biens immobilisés et du financement temporaire des déficits d'exploitation accumulés, le total ne devant jamais dépasser 2 000 000 \$.

Les imputations au Fonds doivent inclure les frais d'administration de la surveillance des hippodromes de même que les coûts de la recherche sur les drogues destinées aux équidés et sur les techniques de surveillance des courses, y compris les coûts associés à la publication, à la distribution et à la vente des résultats de ces recherches. Toutes les recettes provenant des activités approuvées par le Conseil du Trésor doivent être créditées au Fonds.

L'utilisation de l'autorisation du Fonds est contrôlée à travers l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds. Le solde de cette dernière, qui représente la situation financière du Fonds renouvelable, est présenté au bilan sous Avoir du Canada. Il se compose du total des opérations au comptant nettes au Trésor, des éléments d'actif nets originaux transférés au Fonds au tout début et de toutes les radiations ultérieures du déficit ou surplus. Au cours de l'exercice, la variation de celle-ci représente les ressources financières nettes employées ou fournies par le Fonds.

2. Conventions comptables importantes

a) Immobilisations

Les immobilisations acquises avant le 1<sup>er</sup> avril 1970 à même les crédits parlementaires sont enregistrées au Fonds à une valeur déterminée à cette date par les agents du ministère, conformément à la circulaire 1970-7 du Conseil du Trésor. Les acquisitions subséquentes sont enregistrées au prix coûtant et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire à partir de l'année de leur acquisition jusqu'à la fin de leur vie utile estimative, à savoir :

Ameublement et matériel	10 ans
Matériel informatique	5 ans
Parc automobile	3 ans
Bâtiments	25 ans

b) Régime de retraite

Les employés de l'Agence canadienne du pari mutuel affectés à l'exploitation du Fonds renouvelable sont soumis aux dispositions de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*. La contribution du gouvernement canadien au régime de pension est incluse dans l'imputation au Fonds des avantages sociaux des employés. Les prestations sont tirées des comptes de pension de la fonction publique et de prestations de retraite supplémentaires.

c) Indemnités de congé

L'élément de passif couru figurant au bilan représente le montant des crédits d'indemnités de congé en circulation à la fin de l'exercice.

d) Indemnités de cessation d'emploi

Les employés quittant la fonction publique touchent généralement une indemnité de cessation d'emploi correspondant à une semaine de paye pour chaque année complète de service continu, jusqu'à concurrence d'une paye de vingt-huit semaines. Toutefois, advenant une démission, cette indemnité



## Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel —Fin

### NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

AU 31 MARS 1996—Fin

n'est généralement payable qu'aux employés ayant dix ans ou plus de service continu et le montant auquel ils ont droit correspond à une demi-semaine de paye pour chaque année de service continu, jusqu'à concurrence d'une paye de quinze semaines.

La provision à la fin de l'exercice représente une demi-semaine de paye selon les échelles de traitement courantes pour chaque année de service jusqu'à concurrence de quinze semaines.

### 3. Immobilisations et amortissement accumulé

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	\$	\$	\$	\$
Ameublement et matériel . . . . .	238 115	22 030		260 145
Matériel informatique . . . . .	754 651	248 623		1 003 274
Parc automobile . . . . .	193 471	15 766	70 664	138 573
Bâtiments . . . . .	574 582			574 582
Terrains . . . . .	98 523			98 523
	<u>1 859 342</u>	<u>286 419</u>	<u>70 664</u>	<u>2 075 097</u>
Amortissement accumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
	\$	\$	\$	\$
Ameublement et matériel . . . . .	160 304	17 915		178 219
Matériel informatique . . . . .	640 141	85 619		725 760
Parc automobile . . . . .	172 004	12 049	70 664	113 389
Bâtiments . . . . .	217 513	22 983		240 496
	<u>1 189 962</u>	<u>138 566</u>	<u>70 664</u>	<u>1 257 864</u>

**Fonds renouvelable du Bureau de la traduction**

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable du Bureau de la traduction, tel qu'exigé par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les conventions comptables importantes établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers, revient à la gestion du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités en matière de comptabilité et de rapport, le Fonds maintient une série de comptes représentant un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

Le secteur des Finances, sous la Direction générale du service opérationnel au gouvernement, développe et promouvoit les conventions comptables et de gestion financière et émet des directives particulières selon les normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne tout en tenant compte des coûts, des bénéfices et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont correctement approuvées par le Parlement, sont exécutées, selon des règlements prescrits, et sont enregistrées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif sous l'autorité du Fonds. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont appuyés par le biais de programmes de vérification interne. La gestion recherche aussi l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers par le choix, la formation et le développement judicieux d'un personnel qualifié, par des dispositions organisationnelles permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorisations directoriales soient compris dans toute l'organisation.

La gestion a présenté les états financiers aux vérificateurs externes qui les ont vérifiés et ont fourni une opinion indépendante qui est annexée à ces états financiers.

Approuvé par :

*Directeur général, Finances  
(Agent financier principal à plein temps)*

L. SAINT-LAURENT

*Sous-ministre adjoint,  
Direction générale du service  
opérationnel au gouvernement  
(Agent financier principal)*

J. C. STOBBE

le 21 août 1996

ÉTAT DE L'AUTORISATION EMPLOYÉE  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1996

	1996
	Chiffres réels
	\$
Perte nette .....	(15 174 031)
Plus : éléments ne requérant aucune utilisation de fonds .....	7 727 805
Fonds utilisés pour l'exploitation .....	(7 446 226)
Acquisitions nettes d'immobilisations .....	(1 688 674)
Variation du fonds de roulement .....	(8 676 408)
Autres éléments .....	8 189 068
Autorisation employée .....	(9 622 240)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE  
AU 31 MARS 1996

	1996
	\$
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds .....	10 430 403
Plus : imputation des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars .....	7 327 438
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars .....	19 675 601
Autorisation nette employée, fin de l'exercice .....	(1 917 760)
Limite de l'autorisation .....	75 000 000
Autorisation non employée reportée .....	76 917 760

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**1. 6 ÉTATS FINANCIERS DES FONDS RENOUVELABLES**

## Fonds renouvelable du Bureau de la traduction — Suite

### RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

DIRECTEUR GÉNÉRAL, VÉRIFICATION ET EXAMEN  
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA

Nous avons vérifié le bilan du Fonds renouvelable du Bureau de la traduction au 31 mars 1996 et les états de l'exploitation, du déficit accumulé et l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds renouvelable du Bureau de la traduction. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds renouvelable du Bureau de la traduction au 31 mars 1996, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables du gouvernement du Canada, énoncés à la note 2 concernant les fonds renouvelables.

Comptables agréés  
Price Waterhouse

Ottawa, Canada  
le 30 juillet 1996

### BILAN AU 31 MARS 1996

ACTIF	1996	PASSIF	1996
	\$		\$
Disponibilités		Exigibilités	
Débiteurs		Créditeurs et passif courus	
Gouvernement du Canada .....	19 868 807	Gouvernement du Canada .....	1 772 210
Tiers .....	171 661	Tiers	
	<u>20 040 468</u>	Créditeurs .....	5 555 228
Immobilisations (note 4)		Avantages courus .....	1 877 527
Au coût .....	7 029 674	Tranche à court terme de la provision pour indemnités	
Moins : amortissement cumulé .....	2 660 867	de cessation d'emploi .....	744 769
	<u>4 368 807</u>	Tranche à court terme de la provision pour compensation ..	1 414 326
Autres			<u>11 364 060</u>
Frais reportés pour indemnités d'emploi .....	13 429 168	À long terme	
		Provision pour indemnités de cessation d'emploi .....	13 434 049
		Provision pour compensation .....	4 177 962
			<u>17 612 011</u>
		AVOIR DU CANADA	
		Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds ...	10 430 403
		Déficit accumulé .....	(1 568 031)
			<u>8 862 372</u>
	<u>37 838 443</u>		<u>37 838 443</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**Fonds renouvelable du Bureau de la traduction —  
Suite**

ÉTAT DE L'EXPLOITATION  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1996

	1996
	\$
Revenus de traduction .....	73 694 909
Dépenses	
Salaires et bénéfices .....	51 442 937
Provision pour indemnités de cessation d'emploi .....	749 650
Réaménagement des effectifs (excluant indemnités de cessation d'emploi et vacances non utilisées) .....	153 838
Télécommunications et voyages .....	1 386 840
Information .....	49 689
Services professionnels et spéciaux .....	18 228 931
Frais d'occupation .....	4 552 836
Location .....	109 385
Achat de services de réparation et d'entretien .....	155 812
Utilités publiques, fournitures et approvisionnements .....	1 872 565
Amortissement .....	1 385 867
Intérêts sur les prélèvements du Fonds .....	81 064
Autres dépenses .....	16 238
	80 185 652
Plus : charge du Programme d'approvisionnement et services pour services corporatifs et administratifs ..	3 091 000
	83 276 652
Perte de fonctionnement avant autres dépenses .....	(9 581 743)
Provision pour compensation (note 5) .....	5 592 288
Perte nette .....	(15 174 031)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DU DÉFICIT ACCUMULÉ  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1996

	1996
	\$
Solde au début de l'exercice .....	—
Perte nette .....	(15 174 031)
Radiation de la perte nette (note 1) .....	13 606 000
Solde à la fin de l'exercice .....	(1 568 031)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1996

	1996
	\$
Activités de fonctionnement :	
Perte nette .....	(15 174 031)
Plus : provision pour indemnités de cessation d'emploi ...	749 650
provision pour compensation .....	5 592 288
amortissement .....	1 385 867
	(7 446 226)
Variation du fonds de roulement .....	(8 676 408)
Variation des autres éléments d'actif et de passif :	
Frais reportés pour indemnités d'emploi .....	351 619
Paiements et variation de la provision pour compensation .....	(1 414 326)
Paiements et variation de la provision pour indemnités de cessation d'emploi .....	(1 096 388)
Ressources financières nettes employées par les activités de fonctionnement .....	(18 281 729)
Activités d'investissement :	
Immobilisations :	
Acquisitions .....	(1 688 674)
Assumés par le Fonds (net) .....	(4 066 000)
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement .....	(5 754 674)
Activités de financement :	
Radiation de la perte nette (note 1) .....	13 606 000
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice .....	(24 036 403)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice .....	—
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice .....	(24 036 403)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Fonds renouvelable du Bureau de la traduction — Suite

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS  
AU 31 MARS 1996

### 1. Autorisation et objectifs

Le Bureau de la traduction a été créé en 1934 à la suite de l'adoption de la *Loi sur le Bureau de la traduction*. Relevant de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, le Bureau offre une vaste gamme de services de traduction, d'interprétation et de terminologie et d'autres services connexes dans plusieurs langues.

En avril 1993, le Conseil du Trésor a approuvé la constitution du Bureau en organisme de service spécial effectif au 1<sup>er</sup> avril 1995. Cette décision a été confirmée dans le Budget des dépenses supplémentaire (D) de 1994-1995.

Le Fonds renouvelable est responsable de la prestation des services de traduction, d'interprétation et de terminologie. Conformément au paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le Fonds renouvelable a reçu du Parlement une autorisation permanente et continue en vue d'effectuer des paiements au moyen du Trésor et de dépenser, pour les fins du Fonds, toutes les recettes perçues pour ces fins. Le dépassement maximum des dépenses sur les recettes, effectuées aux fins du Fonds, ne peut excéder en aucun temps la somme de 75 millions de dollars.

Une décision du Conseil du Trésor (CT), 822560 du 22 février 1995, autorise la radiation des pertes nettes d'exploitation du Fonds du Bureau de la traduction pour les trois premières années d'exploitation en fonds renouvelable. Le Fonds devrait atteindre le seuil de rentabilité dans l'année fiscale 1998-1999. Les montants radiés en 1995-1996 totalisent 13 606 000 \$ en 1995-1996 tel qu'indiqué dans le Budget des dépenses supplémentaire.

### 2. Principales conventions comptables

Les états financiers ne comprennent que les comptes sous la responsabilité du Fonds renouvelable. Les états financiers ont été préparés conformément aux principes comptables pour les fonds renouvelables du gouvernement du Canada. Les principales conventions comptables comprennent :

#### Revenus et dépenses

Les revenus et les dépenses sont comptabilisés sur la base de comptabilité d'exercice.

#### Immobilisations et amortissement

Les immobilisations qui étaient sous la garde du Secrétariat d'État et qui ont été assumées par le Fonds le 1<sup>er</sup> avril 1995 sont comptabilisées à leur valeur nette aux livres (coût moins amortissement cumulé). Toutes les acquisitions d'immobilisations du Fonds depuis le 1<sup>er</sup> avril 1995 sont comptabilisées au coût.

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire, basé sur leur durée d'utilisation prévue à partir de l'exercice au cours duquel elles sont acquises, selon les taux suivants :

Équipement de bureau	5 ans
Ameublement et agencement	5 ans

L'amortissement de l'année d'acquisition est calculé à la moitié des taux courants.

#### Régime de retraite

Les employés du ministère dont les salaires et autres bénéfices sont payés par le Fonds renouvelable sont soumis aux dispositions de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*. La contribution du gouvernement au régime de pension est incluse dans l'imputation au Fonds des avantages de l'employé. Les charges à payer pour les paiements de pension sont tirées des comptes de pension de la fonction publique et de prestations de retraite supplémentaires.

#### Avantages courus

Ce passif couru représente le montant des congés annuels inutilisés calculés en fonction des taux moyens de salaire en vigueur à la fin de l'année.

#### Indemnités de cessation d'emploi

Les indemnités de cessation d'emploi des employés s'accumulent avec les années de service au gouvernement du Canada tel que prévu dans les conventions collectives. Le coût de ces indemnités est imputé aux comptes au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit.

#### Provision pour compensation

En vue de la restructuration de la fonction publique, le gouvernement a pris des mesures spécifiques afin de réduire l'emploi dans la fonction publique. Ces mesures incluent des programmes d'encouragement à la retraite et des primes de départ anticipés. Les coûts estimés pour ces encouragements sont basés sur ce que chacun a droit individuellement en date de la comptabilisation pour les employés affectés.

#### Amortissement des frais reportés des bénéficiaires aux employés

Les frais reportés des bénéficiaires aux employés représentent les indemnités de cessation d'emploi à être versées dans l'avenir et encourues pour les employés qui proviennent d'un crédit parlementaire et qui se sont joints au Fonds renouvelable le 1<sup>er</sup> avril 1995. L'amortissement des frais reportés des bénéficiaires aux employés est calculé en fonction des montants versés durant l'année.

**Fonds renouvelable du Bureau de la traduction —  
Fin**

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS  
AU 31 MARS 1996—Fin

3. Actif d'apport et passif pris en charge

Certaines immobilisations de même que le passif au titre des congés annuels non utilisés des employés et des indemnités de cessation d'emploi, auparavant financés par crédit ministériel, sont comptabilisés dans le Fonds renouvelable du Bureau de la traduction. En date du 1<sup>er</sup> avril 1995, une somme de 2 066 000 \$ représentant l'actif net d'apport, à l'exclusion de la provision pour les indemnités de cessation d'emploi, a été inscrite à titre d'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds (INSAF). De plus, un montant de 13 000 000 \$ a été porté au débit de frais reportés des bénéfices aux employés et porté au crédit des indemnités de cessation d'emploi pour refléter les indemnités de cessation d'emploi à être versées dans l'avenir et encourues pour les employés qui se sont joints au Fonds renouvelable le 1<sup>er</sup> avril 1995.

Les immobilisations ont été comptabilisées à leur valeur nette comptable au 31 mars 1995 et les éléments de passif, à leur valeur estimative à la même date. Les soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 1995 s'établissent comme suit :

	(en milliers de dollars)
Actif :	
Immobilisations au prix coûtant . . . . .	5 341
Amortissement accumulé . . . . .	(1 275)
Frais reportés des bénéfices aux employés . . . . .	13 000
	<hr/>
	17 066
Passif :	
Salaires et avantages courus . . . . .	2 000
Provision pour indemnités de cessation d'emploi . . . . .	13 000
	<hr/>
	15 000
Avoir du Canada :	
Actif net pris en charge . . . . .	2 066
	<hr/>
	17 066
	<hr/> <hr/>

4. Immobilisations et amortissement cumulé

5. Provision pour compensation

La provision pour compensation est le résultat de la politique du gouvernement qui demande de comptabiliser une estimation des coûts de cessation d'emploi concernant les programmes d'encouragement à la retraite anticipée et de primes de départ anticipés (réaménagement des effectifs). La provision représente l'estimation des coûts sur deux années, excluant l'indemnité de cessation d'emploi et le paiement des vacances non utilisées qui seront comptabilisés séparément.

6. Événement postérieur à la date des états financiers

Une soumission au Conseil du Trésor a été préparée et est en attente de décision. Cette soumission demande l'autorisation d'accroître le montant des pertes nettes d'exploitation du Fonds renouvelable du Bureau de la traduction pour la deuxième et la troisième année de 8 millions de dollars et de 6 millions de dollars à 16,6 millions de dollars et 12,2 millions de dollars respectivement. Cette soumission demande également l'autorisation de radier les pertes nettes d'exploitation projetées jusqu'en l'année 1999-2000 (8 millions de dollars en 1998-

**Fonds renouvelable du Bureau des passeports**

RAPPORT DE GESTION

Les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable du Bureau des passeports ont été préparés tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. La responsabilité première de ces états financiers, en regard de l'intégrité et de l'objectivité des données, revient à la gestion du Fonds.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables importantes établies et énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion tout en tenant lieu de leur importance. Pour s'acquitter de cette responsabilité de rapport, le Fonds maintient une série de comptes représentant un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers figurant dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

La direction des finances et de l'administration du Fonds renouvelable du Bureau des passeports se conforme aux conventions comptables et de gestion financière du ministère, développe les politiques relatives au Fonds et publie les manuels et les directives qui décrivent ces politiques et les procédures afférentes. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui permettent aux gestionnaires de s'assurer, de façon raisonnable, que les opérations sont inscrites et effectuées selon les autorisations accordées et que l'actif du Fonds est protégé.

Approuvé par :

*Directeur général,*

*Direction générale des services aux clients  
(Agent financier principal à plein temps)*

M. S. CONWAY

*Sous-ministre adjoint,*

*Secteur des services ministériels  
(Agent financier principal)*

J. JUDD

le 28 juin 1996

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE (EMPLOYÉE)  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1996

	1996		1995	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
	\$	\$	\$	\$
Profit net (perte nette)				
pour l'exercice . . . . .	(5 417 291)	8 996 016	(1 656 943)	6 758 499
Plus : éléments ne requé- rant aucune utili- sation de fonds . . .	2 389 204	1 852 044	1 796 132	1 798 106
Fonds provenant de				
l'exploitation . . . . .	(3 028 087)	10 848 060	139 189	8 556 605
Acquisitions nettes d'immobilisations . . . . .	(7 800 000)	(3 515 447)	(1 219 600)	(5 541 597)
Variation du fonds de roulement . . . . .	2 624 087	(2 299 804)	(891 881)	915 594
Autres éléments . . . . .		1 558 078		(817 807)
Autorisation fournie (employée) . . . . .	(8 204 000)	6 590 887	(1 972 292)	3 112 795

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE  
AU 31 MARS 1996

	1996	1995
	\$	\$
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds . . . . .	(25 591 442)	(26 687 214)
Plus : imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars . . . . .	2 511 736	4 367 221
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars . . . . .	261 570	180 396
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice . .	(23 341 276)	(22 500 389)
Limite de l'autorisation . . . . .	4 000 000	4 000 000
Autorisation non employée reportée . . . . .	27 341 276	26 500 389

## Fonds renouvelable du Bureau des passeports — Suite

## BILAN AU 31 MARS 1996

ACTIF	1996	1995	PASSIF	1996	1995
	\$	\$		\$	\$
Disponibilités			Exigibilités		
Débiteurs			Créditeurs et passif couru		
Gouvernement du Canada .....	167 529	195 779	Gouvernement du Canada .....	820 602	1 190 295
Tiers .....	220 736	77 066	Tiers		
Stock au coût et au prix coûtant			Créditeurs .....	1 865 752	3 237 928
moyen (note 3) .....	2 060 430	1 031 379	Indemnités de congé .....	728 648	373 407
Frais payés d'avance .....	81 909	65 937	Tranche à court terme de la provision pour		
			indemnités de cessation d'emploi .....	180 360	143 730
			Revenus reportés .....	419 229	208 592
	2 530 604	1 370 161		4 014 591	5 153 952
Immobilisations (note 4)			À long terme		
Au coût .....	10 830 069	9 965 165	Provision pour indemnités de cessation		
Moins : amortissement accumulé .....	7 445 799	6 327 657	d'emploi .....	3 022 160	2 953 536
	3 384 270	3 637 508			
Autres immobilisations (note 4)			AVOIR DU CANADA		
Plan de perfectionnement de la technologie ...	8 014 668	5 650 822	Imputation nette accumulée sur l'autorisation		
			du Fonds .....	(25 591 442)	(26 687 214)
			Surplus accumulé .....	32 484 233	29 238 217
				6 892 791	2 551 003
	13 929 542	10 658 491		13 929 542	10 658 491

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE L'EXPLOITATION  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1996

	1996	1995
	\$	\$
Revenus		
Droits gagnés .....	53 083 595	49 352 492
Revenus divers .....	72 142	257 253
	53 155 737	49 609 745
Frais d'exploitation		
Traitements et indemnités aux employés .....	20 960 761	20 635 744
Provision pour indemnités de cessation		
d'emploi .....	447 205	488 560
Matériel de passeport et formules de demande .	6 019 640	5 416 506
Exploitation de passeport dans les missions		
à l'étranger .....	4 447 460	4 447 460
Logement .....	3 374 598	3 418 141
Services professionnels et spéciaux .....	2 457 517	2 696 859
Fret, messageries et camionnage .....	1 833 196	1 612 551
Amortissement .....	1 344 056	1 287 396
Télécommunications .....	941 761	1 155 411
Imprimerie, papeterie et approvisionnement ...	779 041	724 155
Voyages et déménagements .....	408 114	323 218
Dépenses diverses .....	376 478	115 585
Réparations et entretien .....	330 454	274 123
Renseignements .....	183 041	52 613
Location .....	123 261	101 004
Services des postes et affranchissement .....	72 355	79 770
Perte sur aliénation d'immobilisations .....	60 783	22 150
	44 159 721	42 851 246
Profit net .....	8 996 016	6 758 499

ÉTAT DU SURPLUS ACCUMULÉ  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1996

	1996	1995
	\$	\$
Solde au début de l'exercice tel que		
reporté .....	29 238 217	22 479 718
Transfert en partie du surplus accumulé à l'impu-		
tation nette accumulée sur l'autorisation du		
Fonds (note 1) .....	(5 750 000)	
	23 488 217	22 479 718
Profit net pour l'exercice .....	8 996 016	6 758 499
Solde à la fin de l'exercice .....	32 484 233	29 238 217



## Fonds renouvelable du Bureau des passeports — Suite

### ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1996

	1996	1995
	\$	\$
Activités de fonctionnement :		
Profit net de l'exercice . . . . .	8 996 016	6 758 499
Plus : provision pour indemnités de cessation d'emploi . . . . .	447 205	488 560
amortissement . . . . .	1 344 056	1 287 396
perte sur aliénation d'immobilisations . . . . .	60 783	22 150
	<u>10 848 060</u>	<u>8 556 605</u>
Variation des disponibilités et exigibilités . . . . .	(2 299 804)	915 594
Variation des autres éléments d'actif et de passif :		
Paiements et variation de la provision pour indemnités de cessation d'emploi . . . . .	(378 581)	(234 505)
Ressources financières nettes fournies par les activités de fonctionnement . . . . .	<u>8 169 675</u>	<u>9 237 694</u>
Activités d'investissement :		
Immobilisations		
Achetées . . . . .	(3 515 447)	(5 541 597)
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement . . . . .	<u>(3 515 447)</u>	<u>(5 541 597)</u>
Activités de financement :		
Transfert en partie du surplus accumulé à l'imputation nette accumulée sur l'auto- risation du Fonds . . . . .	(5 750 000)	
Ressources financières nettes employées par les activités de financement . . . . .	<u>(5 750 000)</u>	
Ressources financières nettes fournies et varia- tion de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice . . . . .	<u>(1 095 772)</u>	<u>3 696 097</u>
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice . . . . .	<u>26 687 214</u>	<u>22 991 117</u>
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice . . . . .	<u>25 591 442</u>	<u>26 687 214</u>

### NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 1996

#### 1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable du Bureau des passeports a été constitué en 1969 pour assurer la délivrance des documents de voyage à des citoyens canadiens et à certains résidents permanents au Canada qui ne peuvent obtenir de passeport valide de leur pays d'origine. La *Loi sur les fonds renouvelables* a autorisé le fonctionnement du Fonds.

Une autorisation permanente continue du Parlement autorise le Fonds à effectuer des paiements à partir du Trésor jusqu'à un total de 4 000 000 \$ à des fins de fonds de roulement, de l'acquisition d'immobilisations et du financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation. Un montant de 745 893 \$, représentant l'actif net pris en charge par le Fonds et les actifs

contribués au Fonds, a été imputé à cette autorisation lorsque le Fonds est devenu budgétaire en 1981. Suite aux décisions du Conseil du Trésor 823628, 821117, 821156, 822015 datées du 14 décembre 1995 et 822296 datée du 8 décembre 1994, autorisant le transfert de 5 750 000 \$ dans l'année fiscale 1995-1996, du surplus accumulé du Fonds à l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds.

#### 2. Conventions comptables importantes

##### a) Stocks

Le stock de fournitures et d'approvisionnements est inscrit au prix coûtant et le stock des passeports en cours est évalué au prix coûtant moyen pour l'exercice.

##### b) Immobilisations

Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode linéaire sur la période des baux. Les autres immobilisations sont amorties selon la méthode linéaire, depuis l'année d'acquisition, sur leur vie utile estimative, comme suit :

Ameublement	16 ans
Équipement de traitement électronique des données (TED)	5 ans
Autres pièces d'équipement	10 ans

##### c) Autres immobilisations

Depuis le 1<sup>er</sup> avril 1994, le Bureau des passeports capitalisent tous les coûts imputés au Plan de perfectionnement de la technologie (PPT). Les coûts du projet seront amortis selon

Fonds renouvelable du Bureau des passeports —Fin

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS  
AU 31 MARS 1996—Fin

4. Immobilisations et amortissement accumulé

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	\$	\$	\$	\$
Améliorations				
locatives . . . . .	2 860 730	131 183		2 991 913
Ameublement . . . . .	1 735 542	342 874	78 163	2 000 253
Équipement TED . . .	3 162 462	510 465	148 038	3 524 889
Autres équipements	2 206 431	167 079	60 496	2 313 014
	<u>9 965 165</u>	<u>1 151 601</u>	<u>286 697</u>	<u>10 830 069</u>
Amortissement accumulé				
	\$	\$	\$	\$
Améliorations				
locatives . . . . .	2 116 792	601 338		2 718 130
Ameublement . . . . .	603 043	115 188	47 091	671 140
Équipement TED . . .	2 318 170	444 236	135 845	2 626 561
Autres équipements	1 289 652	183 294	42 978	1 429 968
	<u>6 327 657</u>	<u>1 344 056</u>	<u>225 914</u>	<u>7 445 799</u>
Autres immobilisations				
	\$	\$	\$	\$
Plan de perfectionnement de la technologie . . . . .	5 650 822	2 363 846		8 014 668
	<u>5 650 822</u>	<u>2 363 846</u>		<u>8 014 668</u>

5. Baux à long terme

En vertu de baux à long terme qui se terminent entre le 31 mars 1996 et le 30 avril 2000, le Bureau des passeports occupe vingt-neuf locaux différents.

Les dépenses locatives et services aux locataires se composent de :

	1996	1995
	\$	\$
Loyers . . . . .	3 374 598	3 418 141
Services aux locataires . . . . .	55 745	52 804
	<u>3 430 343</u>	<u>3 470 945</u>

6. Passif éventuel

Le 15 avril 1993 un contrat de production a été accordé à une compagnie qui avait coté sur la base d'un prix fixe par unité. Suite à l'obtention du contrat, la compagnie a signalé qu'un nombre d'événements hors de son contrôle ont changés significativement les coûts de production. La compagnie a éventuellement été capable de résoudre les difficultés, mais a décidé de réclamer du Bureau des passeports les coûts additionnels. Le meilleur estimé du montant du passif éventuel est de 84 500 \$.

## Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains

### RAPPORT DE LA DIRECTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains tel que l'exige la politique du Conseil du Trésor sur les fonds renouvelables et en fonction des exigences de rapports et des normes du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les conventions comptables importantes établies et énoncées à la note 2 des états financiers. Comme c'est la première année d'opération du Fonds, les chiffres comparatifs ne sont pas disponibles.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers, revient à la gestion du Fonds. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter des responsabilités de comptabilité et de rapport, le Fonds maintient une série de comptes représentant un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

La direction des services financiers du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire développe et propage des conventions comptables et de gestion financière et émet des directives particulières qui sont conformes aux normes de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne tout en tenant compte des coûts, bénéfiques et risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont correctement approuvées par le Parlement, sont exécutées selon des règlements prescrits, et sont enregistrées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif sous l'autorité du Fonds. Le Fonds recherche aussi l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers par le choix, la formation et le développement judicieux d'un personnel qualifié, par des dispositions organisationnelles permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorisation directoriales soient compris dans toute l'organisation.

Au meilleur de notre connaissance, la présentation suivante des états financiers du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains est complète et appropriée. Cependant, comme la vérification de ces états financiers n'a pas été complétée par les vérificateurs externes de la Commission à la date indiquée ci-bas, il est possible que certains montants présentés pour l'exercice terminé le 31 mars 1996 soient révisés à une date ultérieure. Par conséquent, pour fins de présentation, nous avons indiqué «non-vérifié» sur les états de l'exercice.

Approuvé par :

*Commissaire en chef*

M. WAKEFIELD

*Directeur exécutif*

D. KENNEDY

le 17 septembre 1996

### ÉTAT DE L'AUTORISATION (EMPLOYÉE) FOURNIE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1996—Non-vérifié

	Prévisions	Chiffres réels
	\$	\$
Profit net pour l'exercice .....	29 000	2 581 546
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds .....	2 550 000	2 444 814
Fonds provenant de l'exploitation .....	2 579 000	5 026 360
Acquisitions nettes d'immobilisations .....	(1 785 000)	(1 200 256)
Variation du fonds de roulement .....	(3 154 000)	(2 718 475)
Autres éléments .....		(485 025)
Autorisation (employée) fournie .....	(2 360 000)	622 604

### CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS 1996—Non-vérifié

	1996
	\$
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds .....	(1 107 629)
Plus : imputation des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars .....	1 995 634
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars .....	1 510 609
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice .....	(622 604)
Limite de l'autorisation .....	12 000 000
Autorisation non employée reportée .....	12 622 604

**Fonds renouvelable de la Commission canadienne  
des grains —Suite**

BILAN AU 31 MARS 1996—Non-vérifié

ACTIF	1996	PASSIF	1996
	\$		\$
Disponibilités		Exigibilités	
Débiteurs		Créditeurs et passif courus	
Gouvernement du Canada (note 2) . . . . .	1 826 493	Gouvernement du Canada . . . . .	549 126
Tiers . . . . .	4 338 351	Tiers . . . . .	283 151
Frais payés d'avance . . . . .	84 559	Traitements exigibles . . . . .	1 355 600
Avances à justifier remises aux employés . . . . .	6 744	Congés annuels exigibles (note 2) . . . . .	1 051 878
	<u>6 256 147</u>	Tranche à court terme pour indemnités de cessation d'emploi (note 2) . . . . .	5 632
Immobilisations, coût (notes 2 et 3) . . . . .	6 128 432	Revenu reporté . . . . .	292 286
Moins : amortissement cumulé . . . . .	1 949 699		<u>3 537 673</u>
	<u>4 178 733</u>	À long terme	
		Provision pour indemnités de cessation d'emploi (note 2) . . . . .	482 362
		AVOIR DU CANADA	
		Capital d'apport . . . . .	4 940 928
		Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds . . . . .	(1 107 629)
		Excédent accumulé . . . . .	2 581 546
			<u>6 414 845</u>
	<u>10 434 880</u>		10 434 880

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE L'EXPLOITATION  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1996—Non-vérifié**

	1996
	\$
Revenus :	
Honoraires de services . . . . .	45 368 489
Crédit parlementaire—Laboratoire de recherches sur les grains (note 4) . . . . .	4 959 129
Attestation pour les Japonais . . . . .	979 485
Traitement de l'information . . . . .	246 382
Droits exigés pour licences . . . . .	135 015
	<u>51 688 500</u>
Frais d'exploitation :	
Traitement et prestations aux employés . . . . .	38 656 375
Location . . . . .	3 432 147
Amortissement . . . . .	1 951 783
Réparations, fournitures et divers . . . . .	1 407 867
Déplacements et réinstallations . . . . .	1 193 150
Télécommunications . . . . .	897 393
Services professionnels et spéciaux . . . . .	667 560
Indemnités de cessation d'emploi . . . . .	487 362
Affranchissement et fret . . . . .	353 766
Frais d'intérêt . . . . .	48 881
Perte sur aliénation d'immobilisations . . . . .	10 670
	<u>49 106 954</u>
Profit net . . . . .	2 581 546

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE L'EXCÉDENT ACCUMULÉ  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1996—Non-vérifié**

	1996
	\$
Solde au début de l'exercice . . . . .	
Profit net pour l'exercice . . . . .	2 581 546
Solde à la fin de l'exercice . . . . .	<u>2 581 546</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains —*Suite*

### ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1996—Non-vérifié

	1996
	\$
Activités de fonctionnement :	
Profit net pour l'exercice . . . . .	2 581 546
Plus : amortissement . . . . .	1 951 783
provision pour indemnités de cessation d'emploi . . .	482 361
perte sur aliénation d'immobilisations . . . . .	10 670
	<u>5 026 360</u>
Variation des disponibilités et exigibilités . . . . .	(2 718 475)
Ressources financières nettes fournies par les activités de fonctionnement . . . . .	<u>2 307 885</u>
Activités d'investissement :	
Achats d'immobilisations . . . . .	(1 200 256)
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement . . . . .	<u>(1 200 256)</u>
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice . . . . .	<u>1 107 629</u>
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice . . . . .	
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice . . . . .	<u>1 107 629</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

### NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1996

#### 1. Autorisation et objectifs

La Commission canadienne des grains a été établie en 1912 en vertu de la *Loi sur les grains du Canada* et est devenue un organisme de service spécial le 1<sup>er</sup> avril 1992. La Commission canadienne des grains a pour but principal d'établir et de maintenir les normes de qualité pour le grain canadien et de réglementer la manutention des grains au pays afin de garantir une denrée fiable sur les marchés intérieurs et d'exportation dans l'intérêt des producteurs.

À compter du 1<sup>er</sup> avril 1995, le Conseil du Trésor a approuvé l'établissement du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains. Le Fonds a une autorisation permanente pour obtenir jusqu'à 12 millions de dollars du Trésor afin de financer les services de réglementation du secteur céréalier, y compris les activités de soutien du marché du Laboratoire de recherches sur les grains. En outre, le Conseil du Trésor a convenu, au moyen du Budget des dépenses supplémentaire, de couvrir les dépenses se rapportant aux nominations des commissaires adjoints et du contrôleur de la Bourse de marchandises de Winnipeg par le gouverneur en conseil et la moitié des dépenses de recherches du Laboratoire de recherches sur les grains par crédit parlementaire. La somme maximale du crédit était de 6,5 millions de dollars.

La Commission canadienne des grains, en plus de se conformer à la *Loi sur les grains du Canada*, assume certaines responsabilités en vertu des lois sousmentionnées ainsi qu'en vertu des règlements afférents :

*Loi sur la gestion des finances publiques*

*Loi sur les marchés de grain à terme*

*Loi sur les poids et mesures*

*Loi sur le transport du grain de l'Ouest*

#### 2. Conventions comptables

Ces états financiers renferment des inscriptions comptables effectuées par l'entremise des comptes du Fonds renouvelable au cours de l'exercice. Agriculture et Agroalimentaire s'est directement chargé du financement des dépenses liées aux commissaires adjoints et au contrôleur de la Bourse de marchandises de Winnipeg nommées par le gouverneur en conseil. Ces dépenses figurent dans la note 5.

#### Immobilisations

Les immobilisations au 31 mars 1995 ont été acquises par crédits parlementaires. Le 1<sup>er</sup> avril 1995, ces immobilisations ont été assumées par le Fonds renouvelable sans entraîner aucun coût. Conformément à la décision du Conseil du Trésor 822463 du 9 février 1995, les immobilisations assumées ont été considérées comme capital d'apport et on leur a attribué la valeur comptable nette estimative de 4 940 928 \$. On amortit ces immobilisations conformément aux politiques d'amortissement adoptées par le Fonds renouvelable.

Les produits découlant de l'aliénation des apports d'actif retournent au Trésor. Au cours de l'exercice, ces produits ont totalisé 38 214 \$.

**Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains —Suite**

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS  
DU 31 MARS 1996—Suite

Les immobilisations acquises par l'entremise du Fonds renouvelable depuis le 1<sup>er</sup> avril 1995 sont inscrites au prix coûtant. Ces immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement constant sur leur durée d'utilisation prévue, à partir du mois suivant l'acquisition, selon ce qui suit :

Matériel scientifique	5 ans
Matériel et accessoires de bureau	5 ans
Matériel opérationnel	10 ans
Matériel informatique	3 ans
Améliorations locatives	5 ans

Prestations de cessation d'emploi

Les employés accumulent des prestations de cessation d'emploi au cours des années de service au gouvernement du Canada, conformément à ce qui est stipulé dans leurs conventions collectives. La Commission canadienne des grains prévoit le droit aux prestations de cessation d'emploi qu'accumulent les employés depuis le 31 mars 1995. Ces états financiers ne renferment aucun total cumulatif des prestations de cessation d'emploi accumulées par les employés au 31 mars 1995. On prévoit que ces prestations se chiffrent à 7,8 millions de dollars au 31 mars 1996. Elles représentent une obligation de la Commission canadienne des grains qui sera financée par le Conseil du Trésor.

Congés annuels

Au 1<sup>er</sup> avril 1995, les congés annuels valant environ 1 150 millions de dollars revenaient aux employés. Cette somme doit être financée par le Conseil du Trésor et on l'a enregistrée comme débiteurs et créditeurs. Tous les congés annuels accumulés après le 1<sup>er</sup> avril 1995 constituent une dépense du Fonds renouvelable.

Régime de pension

Les employés de la Commission canadienne des grains sont protégés en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*. La participation du gouvernement du Canada au coût du régime est comprise dans le montant imputé au Fonds renouvelable à titre de prestations aux employés. Le paiement réel de la pension est pris à même le Compte de pension de retraite de la fonction publique et le Compte de prestations de retraite supplémentaires.

Intérêts sur le prélèvement

Les intérêts sont imputés sur le Fonds renouvelable au taux fixé par le Conseil du Trésor. Les frais d'intérêt sont calculés tous les mois sur le solde de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds. Le Conseil du Trésor ne paie pas des intérêts lorsque survient un excédent qui n'entraîne aucun prélèvement sur l'autorisation.

3. Immobilisations et amortissement accumulé

Immobilisations	Capital	Acquisi-	Aliéna-	Coût au
	d'apport	tions	tions	31mars
	\$	\$	\$	1996
Matériel scientifi-				
que . . . . .	1 934 461	128 636	3 765	2 059 332
Matériel de bureau	503 577	13 091	4 992	511 676
Matériel opération-				
nel . . . . .	84 219	101 947		186 166
Matériel informati-				
que . . . . .	1 375 654	807 330	3 995	2 178 989
Améliorations				
locatives . . . . .	1 043 017	149 252		1 192 269
	<u>4 940 928</u>	<u>1 200 256</u>	<u>12 752</u>	<u>6 128 432</u>
Amortissement		Amortisse-	Diminu-	Solde au
accumulé		ment	tion	31 mars
		\$	\$	1996
Matériel scientifi-				
que . . . . .		628 696	31	628 665
Matériel de bureau		150 956	364	150 592
Matériel opération-				
nel . . . . .		34 184		34 184
Matériel informati-				
que . . . . .		773 215	1 689	771 526
Améliorations				
locatives . . . . .		364 732		364 732
		<u>1 951 783</u>	<u>2 084</u>	<u>1 949 699</u>

4. Crédits parlementaires

- a) Commissaires adjoints nommés par le gouverneur en conseil et le contrôleur de la Bourse de marchandises de Winnipeg

Au cours de l'exercice, Agriculture et Agroalimentaire a versé par le crédit parlementaire des paiements directs se chiffrant à 1 002 269 \$ pour les dépenses engagées par les commissaires adjoints et le contrôleur de la Bourse de marchandises de Winnipeg nommés par le gouverneur en

**Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains —Fin**

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS  
DU 31 MARS 1996—Fin

conseil. Les états financiers ne tiennent pas compte de ces paiements ni de tout total cumulatif s'y rapportant. Voici le sommaire des dépenses acquittées par ce crédit parlementaire :

	\$
Traitement et prestations aux employés.....	603 645
Déplacements et réinstallation.....	147 859
Services professionnels et spéciaux.....	74 817
Location.....	51 784
Indemnités de cessation d'emploi.....	43 358
Télécommunications.....	31 299
Immobilisations.....	22 991
Réparations, fournitures et divers.....	17 761
Affranchissement et fret.....	8 890
Total des dépenses acquittées par le crédit parlementaire.....	1 002 404

b) Laboratoire de recherches sur les grains

La moitié des frais tirés du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains pour le Laboratoire de recherches sur les grains ont été tirés du crédit parlementaire durant l'exercice. Les états financiers ci-joints renferment ces sommes dont voici le résumé :

	\$
Traitement et prestations aux employés.....	3 415 590
Location.....	714 971
Réparations, fournitures et divers.....	401 785
Immobilisations.....	171 389
Services professionnels et spéciaux.....	126 908
Télécommunications.....	96 935
Déplacements et réinstallation.....	89 168
Affranchissement et fret.....	60 257
Indemnités de cessation d'emploi.....	43 470
Frais d'intérêt.....	10 045
Total des dépenses acquittées par le crédit parlementaire.....	5 130 518

c) Règlement de griefs

Suite à la décision rendue le 31 mai 1995 par la Commission des relations de travail dans la fonction publique, des traitements et prestations se chiffant à 508 000 \$ ont été versés au cours de l'exercice à certains employés déclarés «inactifs» en 1993. Le Conseil du Trésor a directement financé ce versement. Vu que les sommes se rapportent à des exercices antérieures, elles ne sont pas inscrites dans les états financiers de l'exercice 1996.

5. Obligations en vertu de contrats de location

Les obligations en vertu de contrats de location-exploitation pour des locaux ayant une durée de plus d'un an s'élèvent à 3 918 109 \$. La majorité de ces obligations ont été dressées avec Travaux publics et Services gouvernementaux Canada. L'ensemble des versements minimums futurs exigibles en vertu de ces contrats, selon l'exercice, est comme suit :

	\$
1997.....	3 217 839
1998.....	276 547
1999.....	216 415
2000.....	201 234
2001.....	6 075

6. Éventualités

Les employés ont le droit d'accumuler des jours de congés de maladie. Toutefois, les congés ne leur sont pas cédés et ne leur sont accordés qu'en cas de maladie. On ne peut raisonnablement prévoir le nombre de jours de congés de maladie qu'il va falloir accorder à l'avenir.

Par conséquent, aucune somme n'a été inscrite dans les états financiers. Les frais d'exploitation actuels renferment le versement des congés de maladie.

7. Assurance

Conformément à la politique du gouvernement sur l'auto-assurance, la Commission canadienne des grains n'a pas assuré ses biens.

8. Impôt sur le revenu

La Commission canadienne des grains n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

9. Bilan comparatif

Vu qu'il s'agit du premier exercice pendant lequel la CCG fonctionne à partir d'un fonds renouvelable, les chiffres comparatifs ne sont pas disponibles.

## Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada

### RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables importantes établies et énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance. Pour s'acquitter de cette responsabilité de rapport, le Fonds maintient une série de comptes représentant un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers figurant dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

Le gouvernement a pris des mesures en vue de réduire le nombre d'emplois dans la fonction publique. On examine le coût de ces mesures de restructuration, fondé sur les montants auxquels ont droit les employés à la note 4 des états financiers. Ces coûts spéciaux de cessation d'emploi ont été supportés en entier par le Fonds. Cela influe sur la capacité du Fonds à être concurrentiel, à demeurer autosuffisant et même à influencer sur la permanence de l'entreprise.

Ces états financiers ont été vérifiés par des vérificateurs externes, leur rôle étant d'exprimer un jugement avisé sur le fait que les états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds en date du 31 mars 1996, et de l'état de ses opérations et de l'évolution de sa situation financière pour l'exercice clos à cette date, selon les principes comptables du gouvernement du Canada concernant les fonds renouvelables.

La responsabilité première de ces états financiers, en regards de l'intégrité et de l'objectivité des données, revient à la gestion du Fonds. Cette tâche échoit en particulier à la direction des finances qui élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité, et émet les directives spécifiques nécessaires pour maintenir les normes de comptabilité et de gestion financière. Afin d'assurer une objectivité maximale et en toute impartialité, les vérifications financières qui supportent ces états financiers ont été conduites au nom du comité de la vérification et de l'examen du ministère.

En outre, le Fonds exerce des contrôles internes conçus pour déterminer les responsabilités respectives, fournir l'assurance que les biens sont protégés et que l'on tient des registres financiers fiables. Le Fonds recherche aussi l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentif d'un personnel comptable qualifié, par des arrangements organisationnels fournissant un partage juste de responsabilités et par un niveau élevé de communication interne visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales sont compris dans toute l'Agence.

Le Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada a été créé, depuis le 1<sup>er</sup> avril 1991, à même le Fonds renouvelable des approvisionnements. L'autorisation d'effectuer des dépenses à partir du Trésor a été établie par l'entremise du Budget des dépenses supplémentaire C, crédit 13c de 1991-1992 portant une limite

d'autorisation de 30 millions de dollars, effectif au 1<sup>er</sup> avril 1992. Avant cette date, les résultats d'exploitation de Conseils et Vérification Canada ont été inclus dans la liquidation du Fonds renouvelable des approvisionnements.

Approuvé par :

*Présidente-directrice générale*  
JANE S. BILLINGS

*Directeur général*  
*Services ministériels,*  
*services internationaux et marketing*  
NORM McINTOSH

le 12 août 1996

### ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE (EMPLOYÉE) POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1996

	1996		1995	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
	\$	\$	\$	\$
Profit net (perte nette) pour l'exercice . . . . .	2 036 000	(2 069 230)		(3 798 136)
Plus : éléments ne requérant aucune utilisation de fonds . . . . .	1 084 000	1 761 558	1 090 000	1 883 091
Fonds provenant de (utilisés pour) l'exploitation	3 120 000	(307 672)	1 090 000	(1 915 045)
Acquisitions nettes d'immobilisation . . . . .	(844 000)	(497 005)	(931 000)	(318 721)
Variation du fonds de roulement . . . . .	(80 000)	(2 970 623)	(909 000)	1 552 817
Autres éléments . . . . .		1 600 010		(1 028 189)
Autorisation fournie (employée) . . . . .	2 196 000	(2 175 290)	(750 000)	(1 709 138)

### CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS 1996

	1996	1995
	\$	\$
Solde créditeur (débit) de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds . . . . .	25 675 897	21 900 596
Transactions opérationnelles de 1991-1992 reportés <sup>(1)</sup> . . . . .	4 899 387	4 899 387
	30 575 284	26 799 983
Plus : imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars . . . . .	14 577 649	15 823 123
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars . . . . .	21 158 590	20 804 053
Autorisation nette employée (fournie) à la fin de l'exercice . . . . .	23 994 343	21 819 053
Limite de l'autorisation . . . . .	30 000 000	30 000 000
Autorisation non employée reportée . . . . .	6 005 657	8 180 947

<sup>(1)</sup> Le Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada a été créé le 1<sup>er</sup> avril 1991. À cette date, une somme de 8 098 406 \$ représentant les actifs nets assumés par le Fonds, a été créditée au compte d'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds. Par la suite, les encaissements et les règlements d'une partie de ces actifs nets, soit 4 899 387 \$ ont été comptabilisés par inadvertance au Fonds renouvelable des approvisionnements.

## 1. 20 ÉTATS FINANCIERS DES FONDs RENOUVELABLES



**Fonds renouvelable de Conseils et Vérification  
Canada—Suite**

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

DIRECTEUR GÉNÉRAL, VÉRIFICATION ET EXAMEN  
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA

Nous avons vérifié le bilan de Conseils et Vérification Canada au 31 mars 1996 et les états des opérations et du déficit accumulé et l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de Conseils et Vérification Canada. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondage des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle

comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de Conseils et Vérification Canada au 31 mars 1996, ainsi que les résultats d'opération et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables du gouvernement du Canada, énoncés à la note 2 concernant les fonds renouvelables.

Price Waterhouse  
Comptables agréés

le 19 juillet 1996

BILAN AU 31 MARS 1996

ACTIF	1996	1995	PASSIF	1996	1995
	\$	\$		\$	\$
Actif à court terme			Passif à court terme		
Comptes débiteurs			Comptes créditeurs et charges à payer		
État canadien			État canadien .....	5 971 367	6 586 916
Services facturés .....	17 769 849	17 133 865	Tiers .....	8 074 750	8 023 261
Autres .....	2 876 037	2 067 615	Provision pour rémunération (note 4) .....	68 882	1 228 000
Tiers .....	163 319	351 796		14 114 999	15 838 177
	20 809 205	19 553 276	Partie à long terme de la provision pour		
			indemnités de cessation d'emploi .....	1 184 054	967 401
Immobilisations, au coût (note 3) .....	5 240 595	5 477 665		15 299 053	16 805 578
Moins : amortissement cumulé .....	3 313 061	2 493 748			
	1 927 534	2 983 917	AVOIR PROPRE DU CANADA		
			Imputation nette accumulée sur l'autorisation		
			du Fonds .....	25 675 897	21 900 596
			Déficit accumulé .....	(18 238 211)	(16 168 981)
				7 437 686	5 731 615
	22 736 739	22 537 193		22 736 739	22 537 193

**Fonds renouvelable de Conseils et Vérification  
Canada—Suite**
**ÉTAT DES OPÉRATIONS ET DU DÉFICIT ACCUMULÉ  
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1996**

	1996	1995
	\$	\$
Revenus .....	59 712 661	62 935 146
Coût de la sous-traitance et des déplacements connexes .....	31 524 550	30 811 991
Revenus nets .....	28 188 111	32 123 155
Frais d'exploitation		
Rémunération et avantages sociaux .....	20 211 128	24 048 464
Locaux .....	2 287 472	2 846 151
Services professionnels et spéciaux .....	1 811 437	1 263 079
Amortissement .....	1 380 608	1 039 666
Intérêts .....	805 387	1 004 006
Réparations, fournitures et frais divers .....	494 005	539 984
Communications .....	346 530	364 603
Provision pour indemnités de cessation d'emploi .....	208 168	623 275
Voyages et déménagements .....	135 562	133 935
Location d'équipement .....	105 822	91 460
Information .....	82 688	80 287
Transport .....	57 667	48 431
	27 926 474	32 083 341
Profit des activités d'exploitation .....	261 637	39 814
Réaménagement des effectifs		
Salaires et autres coûts, comprenant les intérêts .....	2 330 867	2 609 950
Provision pour rémunération (note 4) .....		1 228 000
	2 330 867	3 837 950
Perte pour l'exercice .....	(2 069 230)	(3 798 136)
Déficit accumulé au début de l'exercice .....	(16 168 981)	(12 370 845)
Déficit accumulé à la fin de l'exercice .....	(18 238 211)	(16 168 981)

**ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1996**

	1996	1995
	\$	\$
Montants provenant des (utilisés dans des)		
Activités d'exploitation :		
Perte pour l'exercice .....	(2 069 230)	(3 798 136)
Plus : amortissement .....	1 380 608	1 039 666
perte sur disposition d'immobili- sations .....	172 781	220 150
augmentation de la provision pour indemnités de cessation d'emploi .....	216 653	623 275
	(299 188)	(1 915 045)
Variation de l'actif et du passif à court terme .....	(2 979 108)	1 552 817
Ressources financières nettes utilisées dans les activités d'exploitation .....	(3 278 296)	(362 228)
Activités d'investissement :		
Immobilisations		
Achats .....	(517 871)	(358 721)
Aliénations .....	20 866	40 000
Ressources financières nettes utilisées dans les activités d'investissement .....	(497 005)	(318 721)
Ressources financières nettes utilisées au cours de l'exercice .....	(3 775 301)	(680 949)
Imputation nette accumulée sur le compte de l'autorisation du Fonds au début de l'exercice ..	(21 900 596)	(21 219 647)
Imputation nette accumulée sur le compte de l'autorisation du Fonds à la fin de l'exercice ...	(25 675 897)	(21 900 596)

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS  
31 MARS 1996**
**1. Objet et autorisation**

Conseils et Vérification Canada (CVC) est un organisme de service spécial qui offre, contre rémunération, des services de consultation et de vérification aux ministères et organismes du gouvernement fédéral, ainsi qu'à d'autres organisations.

Depuis le 1<sup>er</sup> avril 1992, les activités de CVC sont financées à même le Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada. Ce Fonds consiste en une marge de crédit dont le maximum est fixé à 30 000 000 \$ et qui sert à financer les activités de l'organisme, conformément aux alinéas 7(3)a), b) et f) de la *Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services*.

Les avances consenties en vertu de ces autorisations peuvent, dans certaines circonstances, porter intérêt.

**Fonds renouvelable de Conseils et Vérification  
Canada—Fin**

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS  
31 MARS 1996—Fin

2. Conventions comptables importantes

Revenus et dépenses

Les revenus et dépenses sont comptabilisées selon la méthode dite de comptabilité d'exercice.

Amortissement

À compter de l'année suivant leur acquisition, les immobilisations sont assujetties à un amortissement constant échelonné sur l'estimation suivante de leur durée d'utilisation :

Mobilier	5 ans
Matériel informatique et logiciels	3 ans
Matériel d'impression	5 ans
Autres	10 ans

Provision pour rémunération

Pour ce qui est du coût des programmes d'encouragement au départ qui ont été mis sur pied pour permettre au gouvernement d'atteindre ses objectifs en matière de restructuration, la convention comptable est de reconnaître le passif au cours de l'année pendant laquelle on décide de restructurer.

Régime de retraite

Les dispositions de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires* s'appliquent aux employés de CVC. La part du régime de retraite assumée par l'État canadien est incluse dans le débit imputé au Fonds au titre des avantages sociaux. Le versement comme tel de la pension est effectué à même le compte de la pension de la fonction publique et le compte des prestations de retraite supplémentaires.

Indemnités de cessation d'emploi

Les avantages sociaux (indemnités de cessation d'emploi et paye de congés) reviennent aux employés en fonction du nombre d'années de service pour le compte de l'État canadien, conformément aux dispositions prévues dans les conventions collectives. À compter du 1<sup>er</sup> avril 1992 CVC assume la charge des montants accumulés par les employés à titre d'indemnités de cessation d'emploi au cours de l'année. Aucune provision n'est prévue au titre des indemnités de cessation d'emploi applicable au service antérieur au 1<sup>er</sup> avril 1992. Les indemnités gagnées avant le 1<sup>er</sup> avril 1992, dont la valeur est estimée à 6 000 000 \$ représentent une obligation pour CVC qui sera assumée par le Conseil du Trésor.

3. Immobilisations et amortissement cumulé

Immobilisations	Solde au début de l'année	Acquisitions	Aliénations/ajustements	Solde à la fin de l'année
	\$	\$	\$	\$
Mobilier	1 196 364	3 000	(465 773)	733 591
Matériel informatique et logiciels	4 217 338	501 255	(391 095)	4 327 498
Matériel d'impression	42 113		26 335	68 448
Autres	21 850	13 616	75 592	111 058
	<u>5 477 665</u>	<u>517 871</u>	<u>(754 941)</u>	<u>5 240 595</u>

  

Amortissement cumulé	Solde au début de l'année	Augmentation de l'amortissement	Diminution/ajustements	Solde à la fin de l'année
	\$	\$	\$	\$
Mobilier	340 119	109 638	(201 519)	248 238
Matériel informatique et logiciels	2 110 102	1 244 430	(405 845)	2 948 687
Matériel d'impression	33 318	13 690	5 585	52 593
Autres	10 209	12 851	40 483	63 543
	<u>2 493 748</u>	<u>1 380 609</u>	<u>(561 296)</u>	<u>3 313 061</u>

4. Restructuration de la fonction publique

En 1994-1995, le gouvernement a pris des mesures en vue de réduire le nombre d'emplois dans la fonction publique au cours des trois prochaines années. Des programmes d'encouragement à la retraite anticipée et des programmes d'incitation au départ anticipé assortis d'une prime sont au nombre de ces mesures. Les coûts estimatifs, en date du 31 mars 1996, de ces programmes d'encouragement sont fondés sur les montants non réglés à cette date auxquels ont droit les employés.

5. Assurance

Conformément à la pratique adoptée en ce qui concerne le fonds renouvelable relatif aux services facultatifs, CVC n'assure pas ses biens. Cette pratique s'inscrit dans le cadre de la politique gouvernementale d'auto-assurance.

6. Engagements contractuels

CVC loue ses locaux en vertu d'un bail d'exploitation. Les paiements de location à venir sont les suivants :

	\$
1997	1 628 989
1998	460 930
1999	299 863
2000	114 756

Fonds renouvelable CORCAN

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable CORCAN tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables importantes établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité première de ces états financiers, en regard de l'intégrité et de l'objectivité des données, revient à la gestion du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures prévisions et jugements de la gestion tout en tenant lieu de leur importance. Pour s'acquitter de cette responsabilité de rapport, le Fonds maintient une série de comptes représentant un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers figurant dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers. Les données présentées dans les états financiers n'ont pas été vérifiées par des vérificateurs externes.

Le Conseil d'administration des services financiers du Fonds développe et propage les conventions comptables et de gestion financière et émet des directives spécifiques qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne à un coût convenable. Bien que CORCAN fonctionne sous un système financier différent du Service Correctionnel Canada, les immobilisations sont toujours comptabilisées dans le système financier de ce dernier. Aucun inventaire physique des immobilisations n'a été fait. CORCAN est en voie de développer et d'implanter un système informatisé pour le contrôle de ses immobilisations. Une étape du développement de ce système requiert qu'un inventaire physique soit effectué. Le compte physique de l'inventaire sera fait ensuite sur une base annuelle.

Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont enregistrées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Fonds. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le biais de programmes de vérification interne. Le Fonds recherche aussi l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités directoriales sont compris dans toute l'organisation.

Approuvé par :

*Contrôleur*

P. ANDRÉ MARTEL

*Directeur exécutif*

THOMAS TOWNSEND

le 13 septembre 1996

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE (EMPLOYÉE)  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1996

	1995-1996		1994-1995	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
	\$	\$	\$	\$
(Perte nette) profit net pour l'exercice . . . . .	100 000	(2 506 217)	1 190 000	(7 023 260)
Plus : éléments ne requérant aucune utilisation de fonds . .	3 560 000	3 462 004	1 760 000	3 857 181
Fonds provenant de l'exploitation . . . . .	3 660 000	955 787	2 950 000	(3 166 079)
Acquisitions nettes d'immobilisations. . . . .	(4 000 000)	(886 075)	(6 500 000)	(1 980 053)
Variation du fonds de roulement . . . . .	(2 910 000)	4 832 806	(1 760 000)	(871 949)
Variation dans les items à long terme du bilan				
Indemnités de cessation d'emploi . . . . .	(400 000)	(524 955)		(408 928)
Frais reportés . . . . .	(250 000)	(485 572)		(226 619)
Fonds fournis (employés)	(3 900 000)	3 891 991	(5 310 000)	(6 653 628)
Ajustements pour convertir à la comptabilité de caisse modifiée . . . . .		(2 957 715)		5 276 245
Autorisation utilisée. . . . .	(3 900 000)	934 276	(5 310 000)	(1 377 383)

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE  
AU 31 MARS 1996

	1995-1996	1994-1995
	\$	\$
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds . . . . .	30 185 758	34 077 749
Plus : imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars . . . . .	8 893 393	5 597 595
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars . . . . .	11 385 307	11 556 402
virement du CT crédit 5 . . . . .	394 206	
autres éléments . . . . .	509 178	
Autorisation nette employée, à la fin de l'exercice	26 790 460	28 118 942
Limite de l'autorisation . . . . .	45 000 000	45 000 000
Autorisation non employée reportée . . . . .	18 209 540	16 881 058

Fonds renouvelable CORCAN — Suite

BILAN AU 31 MARS 1996

ACTIF	1995-1996	1994-1995	PASSIF	1995-1996	1994-1995
	\$	\$		\$	\$
Disponibilités			Exigibilités (note 5)		
Débiteurs			Créditeurs		
Gouvernement du Canada .....	11 140 628	11 381 366	Gouvernement du Canada .....	5 182 133	3 331 584
Tiers .....	2 059 871	1 604 866	Tiers .....	3 613 563	2 102 981
Moins : provision pour comptes douteux ...	16 443	27 948	Revenus différés .....	370 156	740 313
	13 184 056	12 958 284		9 165 852	6 174 878
Stocks (note 3) .....	11 870 959	14 091 247	À long terme		
Bétail .....	2 726 533	2 591 444	Indemnités de cessation d'emploi .....	1 241 029	1 441 465
Autre .....	120 267	102 672		10 406 881	7 616 343
	27 901 815	29 743 647			
Immobilisations (note 4)			AVOIR DU CANADA		
Au coût .....	23 418 554	22 532 479	Capital d'apport .....	10 085 814	10 085 814
Moins : amortissement cumulé .....	11 370 049	8 383 990	Imputation nette accumulée sur l'autorisation		
	12 048 505	14 148 489	du Fonds .....	30 185 758	34 077 749
Autre			Déficit accumulé .....	(9 706 496)	(7 200 279)
Frais reportés moins amortissement .....	1 021 637	687 491		20 479 262	26 877 470
	40 971 957	44 579 627		40 971 957	44 579 627

ÉTAT DE L'EXPLOITATION  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1996

	1995-1996	1994-1995
	\$	\$
Revenus :		
Ateliers industriels .....	17 453 610	17 187 358
Agroentreprise (incluant Foresterie) .....	9 460 988	11 156 441
Services .....	4 853 792	4 010 800
Activités de construction .....	6 021 082	1 761 299
Formation et activités correctionnelles .....	16 795 000	16 568 000
Total des revenus .....	54 584 472	50 683 898
Dépenses :		
Coût des produits vendus		
Ateliers industriels .....	21 003 080	22 959 937
Agroentreprise (incluant Foresterie) .....	11 059 468	11 064 269
Services .....	3 512 623	3 843 035
Activités de construction .....	4 993 908	1 567 072
	40 569 079	39 434 313
Marge brute .....	14 015 393	11 249 585
Frais d'exploitation .....	7 339 613	7 516 052
Frais de vente et de commercialisation .....	2 891 998	2 452 824
Frais d'administration .....	5 840 664	7 608 428
Coût du capital .....	1 749 732	1 821 216
Total des dépenses .....	17 822 007	19 398 520
Perte nette d'opération .....	(3 806 614)	(8 148 935)
Autres revenus (note 6) .....	1 300 397	1 125 675
Perte nette .....	(2 506 217)	(7 023 260)

ÉTAT DU DÉFICIT ACCUMULÉ  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1996

	1995-1996	1994-1995
	\$	\$
Solde au début de l'exercice .....	(7 200 279)	(177 019)
Perte nette pour l'exercice .....	(2 506 217)	(7 023 260)
Solde à la fin de l'exercice .....	(9 706 496)	(7 200 279)

Fonds renouvelable CORCAN — Suite

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1996

	1995-1996	1994-1995
	\$	\$
Activités de fonctionnement :		
Perte nette pour l'exercice . . . . .	(2 506 217)	(7 023 260)
Plus : provision pour indemnités de cessation d'emploi . . . . .	324 519	325 117
amortissement . . . . .	2 986 059	3 414 378
amortissement des frais reportés . . . . .	151 426	117 686
	955 787	(3 166 079)
Variation des disponibilités et exigibilités . . . . .	4 832 806	(871 949)
Variation des autres éléments d'actif et de passif :		
Frais reportés . . . . .	(485 572)	(226 619)
Paiements et variation de la provision pour indemnités de cessation d'emploi . . . . .	(524 955)	(408 928)
Ressources financières nettes fournies (emplo- yées) par les activités de fonctionnement . . . . .	4 778 066	(4 673 575)
Activités d'investissement :		
Immobilisations achetées . . . . .	(886 075)	(1 980 053)
Ressources financières nettes fournies (emplo- yées) par les activités d'investissement . . . . .	(886 075)	(1 980 053)
Ressources financières nettes fournies (emplo- yées) et variation de l'imputation nette accu- mulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice . . . . .	3 891 991	(6 653 628)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice . . . . .	(34 077 749)	(27 424 121)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice . . . . .	(30 185 758)	(34 077 749)

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS  
AU 31 MARS 1996

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable CORCAN a été constitué en vertu de la *Loi de crédits n° 4 pour 1991-1992* qui autorisait l'exploitation du Fonds à compter du 1<sup>er</sup> avril 1992, pour l'exercice financier courant et les exercices financiers subséquents selon les termes établis par le Conseil du Trésor. Une autorisation permanente continue du Parlement autorise le Fonds à effectuer des paiements à partir du Trésor pour subvenir aux besoins du fonds de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, jusqu'à concurrence d'un montant global accumulé de 45 000 000 \$. Un montant de 15 217 833 \$ a été chargé à l'autorité de ce Fonds au départ et représente les actifs nets cédés au Fonds au début de l'exercice financier 1992-1993.

2. Conventions comptables importantes

a) Immobilisations

Les immobilisations sont amorties selon la méthode linéaire sur leur durée de vie utile estimative depuis l'année d'acquisition, comme suit :

Équipement de production	10 ans
Mobilier et équipement de bureau	10 ans
Équipement de traitement électronique des données (TED)	3 ans
Véhicules motorisés	5 ans

b) Régime de retraite

Les employés de CORCAN, une agence à l'intérieur du Service correctionnel Canada financée par le Fonds renouvelable CORCAN, sont soumis à la *Loi sur la pension de la fonction publique* et à la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*. La participation du gouvernement du Canada au coût du régime est comprise dans le montant imputé au Fonds à titre de prestations aux employés. Le paiement actuel de la pension est pris à même le Compte de pension de retraite de la fonction publique et le Compte de prestations de retraite supplémentaires.

c) Indemnités de cessation d'emploi

Les indemnités de cessation d'emploi des employés s'accumulent avec leurs années de service au gouvernement du Canada, tel que prévu dans leurs conventions collectives. Le coût de ces indemnités est inscrit aux comptes au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit.

d) Frais reportés

Les frais reportés, composés des coûts de recherche et de développement de fabrication et de mise en oeuvre de systèmes financiers informatisés, sont amortis selon la méthode linéaire. Les périodes d'amortissement sont basées sur les bénéfices économiques futures de ces coûts.

e) Inventaires

Les inventaires sont évalués comme suit :

Les travaux en cours et les produits finis sont évalués au coût standard et les matières premières au coût réel.

f) Comptabilisation des revenus et dépenses

Les revenus et dépenses sont comptabilisés dans l'année où ils surviennent indépendamment de la date du paiement.

3. Stocks

	1995-1996	1994-1995
	\$	\$
Matières premières (au coût réel) . . . . .	4 784 524	4 270 605
Travaux en cours (au coût standard) . . . . .	370 847	836 596
Produits finis (au coût standard) . . . . .	6 715 588	8 984 046
	11 870 959	14 091 247

**Fonds renouvelable CORCAN—Fin**

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS  
AU 31 MARS 1996—Fin

4. Immobilisations et amortissement cumulé

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions <sup>(1)</sup>	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	\$	\$	\$	\$
Équipement de production . . . . .	16 947 538	638 413		17 585 951
Mobilier et équipement de bureau . . . . .	790 042	51 750		841 792
Équipement de traitement électronique des données	2 329 440	172 606		2 502 046
Véhicules motorisés . . . . .	2 465 459	23 306		2 488 765
	<u>22 532 479</u>	<u>886 075</u>		<u>23 418 554</u>
Amortissement cumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
	\$	\$	\$	\$
Équipement de production . . . . .	5 510 989	2 386 145		7 897 134
Mobilier et équipement de bureau . . . . .	136 042	34 399		170 441
Équipement de traitement électronique des données	1 711 970	528 284		2 240 254
Véhicules motorisés . . . . .	1 024 989	37 231		1 062 220
	<u>8 383 990</u>	<u>2 986 059</u>		<u>11 370 049</u>

<sup>(1)</sup> Les acquisitions sont nettes des aliénations.

5. Exigibilités

Le détail des exigibilités est le suivant :

	1995-1996	1994-1995
	\$	\$
Créditeurs :		
Gouvernement du Canada		
Créditeurs réguliers interministériels	953 452	1 435 212
Avantages sociaux à transférer au Conseil du Trésor		
Régime d'avantages sociaux . . . . .	728 841	4 639
Prestations d'assurance-maladie . . . . .	1 637 159	
	<u>2 366 000</u>	<u>4 639</u>
Taxe recouvrée—Revenu Canada . . . . .	112 949	70 533
Intérêt payable—Finances . . . . .	1 749 732	1 821 200
	<u>5 182 133</u>	<u>3 331 584</u>
Tiers . . . . .	3 613 563	2 102 981
Revenus différés . . . . .	370 156	740 313
	<u>9 165 852</u>	<u>6 174 878</u>

6. Autres revenus

CORCAN a construit une usine de compostage localisée sur la propriété fédérale à l'établissement de Pittsburgh. En retour d'une contribution financière, les municipalités avoisinantes et les ministères du gouvernement fédéral ont reçu le droit de déverser leurs déchets triés contre le paiement d'un honoraire par déversement. La construction de l'usine a débuté en 1993-1994 et est la propriété exclusive de CORCAN. Le revenu gagné, généré par la vente des droits, est calculé selon la méthode du solde décroissant en utilisant un taux de 50 pour cent. Le revenu total à amortir est de 2 875 000 \$.

CORCAN a reçu des fonds du Conseil du Trésor pour le paiement des indemnités de cessation d'emploi gagnés dans d'autres ministères fédéraux.

Fonds renouvelable de Géomatique Canada

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de Géomatique Canada, selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. La responsabilité première, concernant l'intégrité et l'objectivité des données présentées ici revient aux gestionnaires du Fonds. Ces états financiers ont été dressés selon les conventions comptables importantes énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin d'être conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers revient à la gestion du Fonds. Afin d'assurer le maximum d'objectivité et d'éliminer les préjudices, les renseignements financiers renfermés dans ces états financiers ont été vérifiés par le Comité de vérification et présentés au Conseil d'administration. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures prévisions et sur le jugement de la gestion, tout en tenant lieu de leur importance. Pour s'acquitter de cette responsabilité de rapport, le Fonds tient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

Le Secteur des services intégrés (SSI) du ministère développe et propage les conventions de comptabilité et de gestion financière et émet des directives particulières qui sont conformes aux normes dans ces domaines. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne à un coût convenable. Les systèmes comptables ont évolué pendant l'année pour rencontrer les besoins de rapport du Fonds. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires, et sont enregistrées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Fonds. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont appuyés par les programmes de vérification interne. La gestion recherche aussi l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers par la formation et le perfectionnement d'un personnel qualifié, par l'établissement de dispositions organisationnelles permettant un juste partage des responsabilités et par le maintien de programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorisations soient compris dans toute l'organisation.

Afin d'assurer le maximum d'objectivité et d'éliminer les préjudices, les renseignements que renferment ces états financiers ont été vérifiés par la Direction de la vérification et de l'évaluation du ministère des Ressources naturelles et par un vérificateur externe,

dont le rôle est d'exprimer un jugement avisé sur le fait que les états financiers du Fonds, pris dans leur ensemble, présentent la situation financière et les opérations du Fonds selon les conventions comptables établies. Ce jugement est fondé sur les procédures décrites dans l'opinion du vérificateur qui est jointe aux états financiers.

Approuvé par :

*Directeur général, Finances*  
(Agent financier principal à plein temps)

DAVID BICKERTON

*pour le Sous-ministre adjoint, Services intégrés*  
(Agent financier principal)

DAVID BICKERTON

le 23 août 1996

ÉTAT DE L'AUTORISATION (EMPLOYÉE) FOURNIE  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1996

	1996		1995	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
	\$	\$	\$	\$
Perte nette (profit net) pour l'exercice . . . . .	(311 000)	297 703	(978 000)	(583 228)
Plus : éléments ne requérant aucune utilisation de fonds amortissement . . .	881 000	170 245	790 000	119 858
Fonds utilisés pour l'exploitation . . . . .	570 000	467 948	(188 000)	(463 370)
Acquisitions nettes d'immobilisations . . . .	(599 000)	(292 830)	(885 000)	(203 646)
Variation du fonds de roulement . . . . .	(373 000)	(4 234 347)	241 000	1 031 476
Autres éléments . . . . .		2 064 011		(1 711 820)
Autorisation employée . . .	(402 000)	(1 995 218)	(832 000)	(1 347 360)

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE  
AU 31 MARS 1996

	1996	1995
	\$	\$
Solde (débit) créateur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds . . . . .	3 649 219	(387 444)
Plus : imputation des CAFÉ sur le compte du crédit après le 31 mars . . . . .	1 344 064	2 589 147
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars . . . . .	1 650 705	854 343
Autorisation nette employée, à la fin de l'exercice	3 342 578	1 347 360
Limite de l'autorisation . . . . .	8 000 000	8 000 000
Autorisation non employée reportée . . . . .	4 657 422	6 652 640



Fonds renouvelable de Géomatique Canada — Suite

RAPPORT DE VÉRIFICATION INTERNE

AUX GESTIONNAIRES DU FONDS RENOUVELABLE DE  
GÉOMATIQUE CANADA

La Division de la vérification interne, conjointement avec la firme de Samson & Associés, a examiné le bilan du Fonds renouvelable de Géomatique Canada au 31 mars 1996, ainsi que l'état des résultats, l'état des déficits accumulés, l'état des autorisations utilisées et l'état de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date.

Notre examen a comporté des questions, des comparaisons, des discussions et une analyse des renseignements exigés; en ce qui concerne les éléments de l'actif, du passif et des revenus et dépenses, une analyse approfondie a été effectuée, le tout conformément aux procédés de vérification généralement reconnus.

L'examen approfondi que nous avons effectué révèle que les états financiers en date du 31 mars 1996 sont plausibles, à tous égards importants, et conformes aux livres, aux renseignements recueillis ainsi qu'aux données examinées, et qu'ils ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus.

Directeur général  
Direction de la vérification et de l'évaluation  
MARCEL GIBEAULT

Samson & Associés  
PIERRE SAMSON

le 15 août 1996

BILAN AU 31 MARS 1996

ACTIF	1996	1995	PASSIF	1996	1995
	\$	\$		\$	\$
Disponibilités			Exigibilités		
Débiteurs (note 3)			Créditeurs et passif couru		
Gouvernement du Canada .....	1 801 239	833 260	Gouvernement du Canada .....	2 342 429	3 239 875
Tiers .....	2 353 180	1 105 643	Tiers .....	743 192	856 523
Stocks (note 4) .....	1 525 062	1 390 022	Taxe de vente payable .....		24 727
Travaux en cours .....	743 533	249 914	Revenu reporté .....	73 489	407 777
Frais payé d'avance .....	10 679	4 497	Indemnités de congé .....	71 713	84 359
	6 433 693	3 583 336	Tranche à court terme de la provision pour indemnités de cessation d'emploi .....		1 551
Immobilisations (note 5)				3 230 823	4 614 812
Au coût .....	930 837	638 007	À long terme		
Moins : amortissement accumulé .....	290 103	119 858	Provision pour indemnités de cessation d'emploi .....	45 549	22 984
	640 734	518 149			
			AVOIR DU CANADA		
			Apport d'actif .....	434 361	434 361
			Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds .....	3 649 219	(387 444)
			Déficit accumulé .....	(285 525)	(583 228)
				3 798 055	(536 311)
	7 074 427	4 101 485		7 074 427	4 101 485

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

## Fonds renouvelable de Géomatique Canada — Suite

ÉTAT DE L'EXPLOITATION  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1996

	1996	1995
	\$	\$
Revenus		
Revenus de produits .....	9 430 184	7 925 519
Revenus de services .....	4 190 642	3 995 566
Revenus de consultation .....	1 911 138	647 833
Revenus nets .....	15 531 964	12 568 918
Coût des ventes (note 6) .....	2 551 994	1 877 735
Profit brut sur les ventes .....	12 979 970	10 691 183
Coûts directs		
Traitements .....	3 070 726	2 422 955
Transport et communications .....	797 977	754 166
Information .....	543 162	283 160
Services professionnels et spéciaux .....	2 591 770	2 885 222
Location .....	388 216	468 012
Services de réparation et d'entretien .....	698 381	933 045
Services publics, matériaux et approvi- sionnements .....	1 080 952	903 853
Autres dépenses .....	1 663	3 286
Total des coûts directs .....	9 172 847	8 653 699
Coûts indirects		
Services du ministère .....	1 148 995	753 975
Espaces à bureaux .....	624 362	587 426
Services des divisions .....	416 855	464 469
Indemnités aux employés .....	561 407	450 935
Services du secteur .....	370 992	198 959
Amortissement .....	170 245	119 858
Provision pour indemnités de cessation d'emploi .....	24 564	24 535
Créances irrécouvrables .....		20 555
Intérêts .....	192 000	
Total des coûts indirects .....	3 509 420	2 620 712
Coût total .....	12 682 267	11 274 411
Profit net (perte nette) .....	297 703	(583 228)

ÉTAT DU DÉFICIT ACCUMULÉ  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1996

	1996	1995
	\$	\$
Solde au début de l'exercice .....	(583 228)	
(Perte nette) profit net pour l'exercice .....	297 703	(583 228)
Solde à la fin de l'exercice .....	(285 525)	(583 228)

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1996

	1996	1995
	\$	\$
Activités de fonctionnement :		
Perte nette avant postes extraordinaires .....	297 703	(583 228)
Plus : amortissement .....	170 245	119 858
Variation des disponibilités et exigibilités .....	(4 234 347)	1 031 477
Ressources financières nettes fournies par les activités de fonctionnement .....	(3 766 399)	568 107
Activités d'investissement :		
Immobilisations : (note 5)		
Achetées .....	(292 830)	(203 646)
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement .....	(292 830)	(203 646)
Activités de financement :		
Dettes reliées aux indemnités de congé et de cessation d'emploi .....	22 565	22 984
Ressources financières nettes fournies par les activités de financement .....	22 565	22 984
Ressources financières nettes fournies et varia- tion de l'imputation nette accumulée sur l'au- torisation du Fonds, au cours de l'exercice .....	(4 036 664)	387 445
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice .....	387 445	
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice .....	(3 649 219)	387 445

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS  
AU 31 MARS 1996

## 1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable a été constitué à l'origine en vertu de la *Loi de crédits n° 3 de 1993-1994*. À ce moment, le Fonds portait le nom de «Fonds renouvelable pour le secteur des levés, de la cartographie et de la télédétection» et certaines conditions étaient rattachées à l'autorisation. Par la suite, dans le procès-verbal du Conseil du Trésor 822296, daté du 8 décembre 1994, le «Fonds renouvelable pour le secteur des levés, de la cartographie et de la télédétection» a été renommé «Fonds renouvelable de Géomatique Canada». Enfin, l'autorisation permanente de maintenir le Fonds a été obtenue au procès verbal du Conseil du Trésor 822393, daté du 9 février 1995.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente conférée par le Parlement pour effectuer des paiements à même le Trésor aux titres du fonds de roulement, de l'achat de biens immobilisés et du financement temporaire des déficits d'exploitation accumulés, le total ne devant jamais dépasser 8 000 000 \$.

Fonds renouvelable de Géomatique Canada — Suite

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS  
AU 31 MARS 1996—Suite

2. Conventions comptables importantes

a) Revenu couru

Le revenu couru représente le montant approximatif de recettes acquises provenant de services rendus qui n'avaient pas encore été facturés à la fin de l'exercice. Il est inclus dans le montant des débiteurs

b) Travaux en cours

Les travaux en cours comprennent le coût estimatif de la main d'oeuvre, des honoraires et des débours encourus pour les services complétés ou livrés dans le cadre de projets de consultation, moins tous les montants déjà facturés.

c) Immobilisations

Certaines immobilisations qui étaient auparavant sous la garde des crédits parlementaires ont été considérées comme capital d'apport dans le Fonds le 1<sup>er</sup> avril 1994, à la valeur aux livres. Les immobilisations acquises par le Fonds depuis le 1<sup>er</sup> avril 1994 sont comptabilisées au coût.

Les immobilisations sont amorties selon la méthode linéaire sur leur durée de vie estimative. À l'année de l'acquisition, la moitié de l'amortissement annuel est comptabilisée, peu importe le moment où l'actif a été acquis. La durée estimative de vie des actifs est présentée ci-après.

	Nouveau	Capital d'apport
Équipement de traitement électronique des données (TED)	5 ans	3 ans
Ameublement	20 ans	13 ans
Instruments	10 ans	6 ans
Équipement mécanique	5 ans	2 ans
Matériel du bureau	10 ans	4 ans
Véhicules	5 ans	2 ans
Matériel spécial de levés et de cartographie	10 ans	1 an

d) Régime de retraite

Les employés du ministère dont les salaires et les autres avantages sont payés par le Fonds sont soumis à la *Loi sur la pension de la fonction publique* et à la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*. La participation du gouvernement du Canada au coût du régime est comprise dans le montant imputé au Fonds à titre de prestation aux employés. L'exigibilité pour le paiement de la pension est pris à même le compte de pension de retraite de la fonction publique et le compte de prestations de retraite supplémentaires.

e) Indemnités de congé

L'élément du passif couru représente le montant des indemnités de congé selon les taux de salaire moyen en vigueur à la fin de l'exercice.

f) Indemnités de cessation d'emploi

Les employés du Fonds renouvelable de Géomatique Canada ont droit à des prestations de cessation d'emploi, selon les niveaux de salaire en vigueur au moment de la cessation d'emploi tel que le prévoient les conventions collectives et les conditions d'emploi. Les indemnités de cessation d'emploi gagnées avant le 1<sup>er</sup> avril 1994 sont la responsabilité du Conseil du Trésor et, par conséquent, ne sont pas enregistrées dans les comptes. L'exigibilité des indemnités gagnées depuis le 1<sup>er</sup> avril 1994 est inscrite aux comptes au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit.

g) Services du ministère

La dépenses reliées aux Services du ministère comprennent un ajustement de 208 558 \$ pour l'année 1994-1995.

3. Débiteurs

Les comptes débiteurs de 1 801 239 \$ du gouvernement du Canada comprennent un montant de 46 393 \$ exigible par les crédits parlementaires.

Les autres comptes débiteurs sont détaillés de la façon suivante :

	\$
Débiteurs	2 383 180
Provision pour mauvaises créances	(30 000)
Total	<u>2 353 180</u>

La provision pour mauvaises créances a été établie à 30 000 \$ pour compenser pour les mauvaises créances comprises dans les comptes à recevoir du début et pour permettre une provision normale de 1 pour cent pour les débiteurs courants.

4. Inventaire

L'inventaire en main à la création du Fonds est considéré en consignation et par le fait même n'est pas inclus dans le compte de l'inventaire. Ce compte inclut uniquement les cartes imprimées mais non vendues depuis la création du Fonds. L'inventaire est évalué au coût d'impression moyen pondéré de chaque carte.

	1996	1995
	\$	\$
Cartes topographiques	1 142 499	783 544
Cartes aéronautiques	349 072	436 877
Cartes géographiques	33 491	33 490
Publications d'information aérienne		136 111
Total	<u>1 525 062</u>	<u>1 390 022</u>

Fonds renouvelable de Géomatique Canada —Fin

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS  
AU 31 MARS 1996—Fin

5. Immobilisations et amortissement accumulé

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	\$			\$
Équipement de traitement électronique des données (TED) ..	307 895	319 490	(2 046)	625 339
Ameublement .....	175 929		1 205	177 134
Instruments .....	3 090			3 090
Équipement mécanique .....	44 624		(10 031)	34 593
Matériel de bureau	94 441		(15 788)	78 653
Véhicules .....	11 991			11 991
Matériel spécial de levés et de cartographie .....	37			37
Total .....	638 007	319 490	(26 660)	930 837

  

Amortissement accumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	\$			\$
Équipement de traitement électronique des données (TED) ..	78 157	122 240	(7 089)	193 308
Ameublement .....	13 533	28 624	15 091	57 248
Instruments .....	515	516	1	1 032
Équipement mécanique .....	13 211	8 993	(6 076)	16 128
Matériel de bureau	8 409	10 686	(2 769)	16 326
Véhicules .....	5 996	3 012	(2 984)	6 024
Matériel spécial de levés et de cartographie .....	37			37
Total .....	119 858	174 071	(3 826)	290 103

6. État de renseignements par secteur industriel et par région géographique

	1996			
	Produits	Services	Consultation	Total
	\$	\$	\$	\$
Revenus				
Ministères				
d'État .....	1 596 692	423 209	1 298 800	3 318 701
Tiers .....	7 833 492	3 767 433	612 338	12 213 263
Revenus totaux .....	9 430 184	4 190 642	1 911 138	15 531 964
Coûts des ventes .....	2 551 994			2 551 994
Profit brut sur les ventes .....	6 878 190	4 190 642	1 911 138	12 979 970
Coûts directs .....	4 294 274	3 388 327	1 490 246	9 172 847
Coûts indirects .....	2 551 286	488 767	469 367	3 509 420
Coût total .....	6 845 560	3 877 094	1 959 613	12 682 267
Profit net (perte nette) .....	32 630	313 548	(48 475)	297 703

Éléments d'actif sectoriels (comprend les éléments d'actif, les immobilisations et les autres actifs).

Actifs .....	3 611 014	1 768 480	1 065 870	6 445 364
Immobilisations ..	558 444	71 937	10 353	640 734
Dépenses en capital .....	306 847	12 643		319 490
Amortissement .....	104 338	63 264	2 643	170 245

Le codage financier nécessaire au calcul par type de produits n'était pas disponible en 1994-1995.

## Fonds renouvelable du Groupe Communication Canada

### RAPPORT DE GESTION

Les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable du Groupe Communication Canada (GCC) ont été préparés par le Groupe conformément aux politiques du Conseil du Trésor, ainsi qu'aux normes et aux exigences en matière de rapports du receveur général du Canada touchant la déclaration financière.

Ces états financiers ont été préparés conformément aux conventions comptables significatives sur une base consistante avec celle de l'année précédente comme l'indique la note 2. Certains renseignements contenus dans ces états financiers sont basés sur les estimés et les opinions de la direction après avoir tenu compte de leur importance relative. Ces états sont conformes aux renseignements présentés ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* ainsi que dans les états ministériels.

Le 22 mai 1996, le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux a annoncé la privatisation du Groupe Communication Canada. Les détails de cette annonce sont précisés à la note 11.

La direction du Fonds renouvelable du Groupe Communication Canada, qui élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité, et émet des directives spécifiques nécessaires pour maintenir les normes de comptabilité et de gestion financière, assume la responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité de ces états. Afin d'assurer une objectivité maximale et en toute impartialité, les vérifications comptables qui appuient ces états financiers ont été effectuées au nom de la direction générale de la vérification et de l'examen du ministère.

Le GCC exerce des contrôles internes conçus pour déterminer les responsabilités respectives, fournir l'assurance que les biens sont protégés et que l'on tient des registres financiers fiables. Des programmes de vérification interne viennent s'ajouter aux systèmes de gestion financière et de contrôle interne.

Les présents états financiers ont été examinés par des vérificateurs externes, leur rôle consistant à exprimer une opinion à savoir si ces états financiers reflètent fidèlement la situation financière du GCC au 31 mars 1996, ainsi que les résultats des opérations et les changements de sa position financière pour l'année terminée à cette date, conformément aux conventions comptables significatives, comme il en est fait mention à la note 2.

*Présidente-directrice générale*  
V. LYNNE PEARSON

*Contrôleur*  
STEPHEN S. BAKER

le 15 août 1996

### ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE (EMPLOYÉE) POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1996

	1996		1995	
	Prévisions			
Profit net (perte nette) pour l'exercice . . . . .	5 906 000	(13 857 477)	4 337 000	(51 508 170)
Plus : éléments ne requé- rant aucune utili- sation de fonds . . . . .	5 015 000	18 231 131	5 067 000	33 973 483
Fonds provenant de (utili- sés) pour l'exploitation	10 921 000	4 373 654	9 404 000	(17 534 687)
Acquisitions nettes d'immobilisation . . . . .	(4 494 000)	(3 526 330)	(6 000 000)	(6 005 787)
Variation du fonds de roulement . . . . .	(5 015 000)	3 209 049	(3 062 000)	24 406 090
Autres éléments . . . . .	(408 000)	(33 642 405)	(342 000)	(35 647 011)
Autorisation (employée) fournie . . . . .	1 004 000	(29 586 032)		(34 781 395)

Fonds renouvelable du Groupe Communication  
Canada—Suite

## RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

DIRECTEUR GÉNÉRAL, VÉRIFICATION ET EXAMEN  
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA

Nous avons vérifié le bilan du Groupe Communication Canada au 31 mars 1996 et les états des résultats, du déficit accumulé et l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Groupe Communication Canada. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers.

Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Groupe Communication Canada au 31 mars 1996, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables du gouvernement du Canada, énoncé à la note 2 concernant les fonds renouvelables.

Price Waterhouse  
Comptables agréés

le 28 juin 1996

## BILAN AU 31 MARS 1996

ACTIF	1996	1995	PASSIF	1996	1995
	\$	\$		\$	\$
Actif à court terme			Passif à court terme		
Débiteurs			Créditeurs et charges à payer		
Gouvernement du Canada .....	29 806 172	35 102 433	Gouvernement du Canada .....	14 495 037	26 564 110
Tiers .....	1 771 982	3 156 327	Tiers .....	6 585 222	15 767 516
Stocks au coût (note 3) .....	7 852 965	6 353 866	Revenus reportés pour souscriptions .....	1 370 498	1 480 949
Autres .....	202 683	226 068	Tranche à court terme de la provision pour indemnités de cessation d'emploi .....	2 711 563	364 892
	<u>39 633 802</u>	<u>44 838 694</u>	Tranche à court terme de la provision pour rémunération (note 10) .....	20 686 567	3 543 447
Immobilisations au coût (note 4) .....	49 327 280	48 624 366	Tranche à court terme des obligations découlant de contrats de location-acquisition (note 5) ..	823 355	947 171
Moins : amortissement accumulé .....	35 408 083	31 148 438		<u>46 672 242</u>	<u>48 668 085</u>
	<u>13 919 197</u>	<u>17 475 928</u>	À long terme		
			Provision pour indemnités de cessation d'emploi .....	140 000	2 894 122
			Provision pour rémunération (note 10) .....	2 253 765	25 397 016
			Obligations découlant de contrats de location-acquisition (note 5) .....	1 786 684	1 590 518
				<u>4 180 449</u>	<u>29 881 656</u>
			AVOIR DU CANADA		
			Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds .....	32 866 894	37 119 433
			Capital d'apport .....	12 631 354	12 631 354
			Déficit accumulé .....	(42 797 940)	(65 985 906)
				<u>2 700 308</u>	<u>(16 235 119)</u>
	<u>53 552 999</u>	<u>62 314 622</u>		<u>53 552 999</u>	<u>62 314 622</u>

**Fonds renouvelable du Groupe Communication Canada—Suite**

ÉTAT DES RÉSULTATS  
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1996

	1996	1995
	\$	\$
Ventes .....	110 426 530	119 596 727
Coût des ventes .....	49 890 981	44 120 231
Marge bénéficiaire brute .....	60 535 549	75 476 496
Frais d'exploitation		
Traitements et indemnités aux employés .....	48 069 094	59 825 434
Logement .....	7 785 887	10 575 630
Amortissement des immobilisations .....	5 468 320	6 065 842
Réparations, approvisionnements, divers .....	3 744 407	4 683 517
Intérêt .....	3 337 253	2 635 284
Services professionnels et spéciaux .....	2 891 250	4 680 271
Communications .....	1 046 563	1 281 207
Locations (note 7) .....	649 283	5 188 270
Voyages et déménagements .....	492 275	476 299
Autres .....	435 299	(511 488)
Fret .....	334 713	1 075 766
Indemnités de cessation d'emploi .....	138 682	2 068 171
Total des frais d'exploitation .....	74 393 026	98 044 203
Perte d'exploitation .....	(13 857 477)	(22 567 707)
Provision pour la rémunération (note 10) .....		28 940 463
Perte nette pour l'exercice .....	(13 857 477)	(51 508 170)

ÉTAT DU DÉFICIT ACCUMULÉ  
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1996

	1996	1995
	\$	\$
Déficit accumulé au début de l'exercice, tel que rapporté .....	(65 985 906)	(2 215 102)
Redressements affectés aux exercices antérieurs .....		(12 262 634)
Déficit accumulé au début de l'exercice, redressé .....	(65 985 906)	(14 477 736)
Radiation afférente au déficit d'opération accumulé (note 6) .....	37 045 443	
Perte pour l'exercice .....	(13 857 477)	(51 508 170)
Déficit accumulé à la fin de l'exercice .....	(42 797 940)	(65 985 906)

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1996

	1996	1995
	\$	\$
Ressources financières fournies par (employées par) :		
Activités d'exploitation :		
Perte pour l'exercice .....	(13 857 477)	(51 508 170)
Plus : amortissement des immobilisations ...	5 468 320	6 065 842
perte sur aliénation d'immobilisations .....	1 614 741	2 535 444
	(6 774 416)	(42 906 884)
Variation de l'actif et du passif à court terme .....	3 209 049	24 406 090
Variation des autres éléments d'actif et de passif :		
Variation de la provision à long terme pour rémunération .....	(23 143 251)	25 397 016
Variation de la provision à long terme pour indemnités de cessation d'emploi .....	(2 754 122)	(24 819)
	(25 897 373)	25 372 197
Ressources financières nettes fournies par (employées par) les activités d'exploitation .....	(29 462 740)	6 871 403
Activités d'investissement :		
Acquisition d'immobilisations .....	(3 526 330)	(6 005 787)
Capital d'apport .....		12 631 354
Ressources financières nettes fournies par (employées par) les activités d'investissement .....	(3 526 330)	6 625 567
Activités de financement :		
Radiation afférente au déficit d'opération accumulé (note 6) .....	37 045 443	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition .....	2 302 136	2 686 033
Paiements et variation des obligations découlant de contrats de location-acquisition ...	(2 105 970)	(2 119 463)
Ressources financières nettes fournies par les activités de financement .....	37 241 609	566 570
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur le compte de l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice .....	4 252 539	14 063 540
Imputation nette accumulée sur le compte de l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice .....	(37 119 433)	(51 182 973)
Imputation nette accumulée sur le compte de l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice .....	(32 866 894)	(37 119 433)

**Fonds renouvelable du Groupe Communication Canada—Suite**

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS  
AU 31 MARS 1996

1. Objectif et autorisation

Le Groupe Communication Canada (GCC) est un organisme de service spécial qui a été créé en décembre 1989. Dans le cadre de sa mission, le GCC se veut une organisation axée sur la qualité qui s'engage à offrir à ses clients partout au pays des services d'impression, de publication et de gestion de l'information.

Le marché du GCC, tel qu'établi dans sa charte approuvée par le Conseil du Trésor, touche les ministères, les organismes gouvernementaux et les sociétés d'État situés à travers le pays ainsi que leurs bureaux internationaux affiliés, et tout autre client autorisé par la Loi ou par décret, dont les gouvernements provinciaux et municipaux.

Le GCC a été créé dans le cadre du Fonds renouvelable des approvisionnements le 1<sup>er</sup> avril 1991. L'autorisation d'effectuer des paiements à même le Trésor a été décernée par le crédit 12c du Budget supplémentaire des dépenses de 1991-1992 avec une limite d'autorisation de 100 millions de dollars à compter du 1<sup>er</sup> avril 1992. Une autorisation permanente continue du Parlement permet au Fonds d'effectuer des paiements à même le Trésor à titre de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation. Les transactions effectuées avant le 1<sup>er</sup> avril 1992 reliées aux opérations du GCC ont été incluses à l'intérieur de la liquidation du Fonds renouvelable des approvisionnements.

2. Conventions comptables importantes

Constatation des produits

Les produits sont principalement constatés pendant l'exécution de contrats individuels selon le pourcentage des travaux exécutés. Les produits provenant de certains contrats à court terme constatés au terme des contrats.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus bas du coût ou à la valeur de réalisation nette.

Immobilisations et améliorations locatives

Les immobilisations, les améliorations locatives et les biens visés par un contrat de location-acquisition prévoyant une option d'achat à un prix d'aubaine sont comptabilisés au coût et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire, à compter de l'année suivant l'acquisition et s'échelonnant sur leur durée de vie utile estimative. Une année complète d'amortissement est retenue pour l'année de disposition du bien. Les durées de vie utile estimées varient de 5 à 10 ans.

Biens visés par un contrat de location-acquisition

Les biens loués qui ne sont pas visés par une option d'achat à un prix d'aubaine sont comptabilisés en tant que biens acquis et d'obligations prises en charge. La valeur du bien et de l'obligation, de même que les intérêts, sont amortis sur la durée du contrat.

Provision pour indemnités de cessation d'emploi

Le GCC a enregistré une provision pour les indemnités de cessation gagnées par les employés depuis le 1<sup>er</sup> avril 1991 conformément aux dispositions des conventions collectives. Les indemnités gagnées avant le 1<sup>er</sup> avril 1991, et estimées à 7 millions de dollars au 31 mars 1996, représentent une obligation du GCC et seront financées par le Conseil du Trésor.

Provision pour indemnités de congé des employés

Les indemnités de congé sont comptabilisées dans les comptes au fur et à mesure qu'elles sont gagnées par les employés. Toute indemnité gagnée mais non perçue est enregistrée comme un passif.

Provision pour rémunération

Pour ce qui est du coût des programmes d'encouragement au départ qui ont été mis sur pied afin d'atteindre les objectifs de restructuration du gouvernement, la convention comptable est de reconnaître le passif au cours de l'exercice pendant lequel la décision relative à la restructuration est prise.

Régime de pension

Les employés du GCC sont protégés par le Régime de pension de retraite de la fonction publique administré par le gouvernement du Canada. En vertu de la Loi actuelle, les cotisations versées au Régime par le GCC correspondent aux contributions de l'employé compte tenu de son service actuel. Ces contributions représentent les obligations totales de pension du GCC et sont imputées sur les opérations sur une base courante. La Loi actuelle n'oblige pas le GCC à verser des contributions pour combler les insuffisances du Compte de pension de retraite de la fonction publique ni les imputations au Trésor pour les paiements d'indexation en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*.

3. Stocks

	1996	1995
	\$	\$
Produits finis .....	6 255 229	3 687 118
Matériaux bruts et approvisionnements ...	1 597 736	2 666 748
	<u>7 852 965</u>	<u>6 353 866</u>

La majeure partie de l'augmentation enregistrée pour les produits finis représente l'achat de l'inventaire des formules provenant du Service d'approvisionnement en articles stockés de la division des biens et distribution de TPSGC effectué par le GCC en janvier 1996.



**Fonds renouvelable du Groupe Communication  
Canada—Suite**

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS  
AU 31 MARS 1996—Suite

4. Immobilisations et amortissement accumulé

Coût	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations	Redressements	Solde à la fin de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$
Équipement de production et de bureau .....	36 952 825	954 573	(643 662)	4 690	37 268 426
Équipement loué en vertu d'un contrat de location-acquisition . . .	5 087 770	2 302 135	(1 974 928)		5 414 977
Améliorations locatives .....	6 583 771	269 621	(205 535)	(3 980)	6 643 877
	<u>48 624 366</u>	<u>3 526 329</u>	<u>(2 824 125)</u>	<u>710</u>	<u>49 327 280</u>
Amortissement accumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Aliénations	Redressements	Solde à la fin de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$
Équipement de production et de bureau .....	(25 445 478)	(3 950 691)	405 167	(946)	(28 991 948)
Équipement loué en vertu d'un contrat de location-acquisition . . .	(2 687 443)	(1 065 346)	782 391		(2 970 398)
Améliorations locatives .....	(3 015 517)	(452 283)	20 553	1 510	(3 445 737)
	<u>(31 148 438)</u>	<u>(5 468 320)</u>	<u>1 208 111</u>	<u>564</u>	<u>(35 408 083)</u>
Valeur comptable nette .....	<u>17 475 928</u>	<u>(1 941 991)</u>	<u>(1 616 014)</u>	<u>1 274</u>	<u>13 919 197</u>

5. Obligations découlant de contrats de location

Le GCC est engagé par des ententes de location principalement pour l'utilisation d'équipement de reprographie. Les paiements futurs minimaux exigibles en vertu de ces contrats sont comme suit :

	Acquisition	Exploitation
	\$	\$
1996-1997 .....	1 024 180	2 334 309
1997-1998 .....	947 270	2 142 906
1998-1999 .....	656 339	1 411 074
1999-2000 .....	387 688	458 870
Total des paiements futurs minimaux exigibles en vertu des baux .....	<u>3 015 477</u>	<u>6 347 159</u>
Moins : intérêts implicites .....	<u>405 438</u>	
Obligations découlant de contrats de location .....	<u>2 610 039</u>	
Moins : tranche à court terme .....	<u>823 355</u>	
Tranche à long terme .....	<u>1 786 684</u>	

6. Radiation afférente au déficit d'opération accumulé

Au cours de l'année, l'Agence a reçu l'autorisation du Conseil du Trésor, décision 823755 du 15 février 1996, de radier un montant de 37 045 443 \$ du déficit d'opération accumulé.

7. Changement dans la présentation des états financiers

En 1995-1996, toutes les charges locatives d'équipement de production sont indiquées dans un seul compte faisant partie du coût des ventes. Cette méthode de rapport est différente de celle utilisée en 1994-1995 qui consistait à enregistrer les charges locatives d'équipement de production dans deux comptes, soit le coût des ventes et les frais d'exploitation. Le montant indiqué en 1994-1995 dans ce dernier compte s'élevait approximativement à 4 200 000 \$.

8. Secteurs d'activités abandonnées

Une partie du Réseau d'information des cadres supérieurs a été transférée aux Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1995.

Les résultats d'exploitation condensés des opérations transférées pour l'année financière terminée le 31 mars 1996 sont les suivants :

	\$
Ventes .....	219 310
Coût des ventes et frais d'exploitation .....	367 118
Perte nette.....	<u>(147 808)</u>

**Fonds renouvelable du Groupe Communication Canada—Fin**

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

AU 31 MARS 1996—Fin

Les immobilisations ont été les seuls éléments d'actifs et de passifs vérifiés qui faisaient partie des opérations transférées au 31 mars 1996, et les résultats nets des secteurs d'activité abandonnés sont comme suit :

	\$
Valeur comptable nette des immobilisations au 30 juin 1995 .....	658 554
Perte sur aliénation d'actifs .....	421 208
Actifs redistribués au sein du GCC .....	232 963
	<hr/>
Actifs nets transférés .....	4 383
	<hr/> <hr/>

9. Éventualités

Opérations

Dans le Budget de février 1995, on annonçait la privatisation du GCC d'ici 1996-1997, à l'exception du Programme des services aux déposataires et de Référence Canada. La proposition de privatisation actuelle est de terminer la privatisation d'ici la fin de l'année financière 1996-1997.

Les états financiers afférents ne comprennent aucun redressement lié au recouvrement et à la classification des actifs, au montant et à la classification des obligations ou aux coûts qui pourraient résulter du processus de privatisation.

Congés de maladie

Les employés peuvent accumuler les congés de maladie inutilisés. Toutefois, ces droits à des congés ne constituent pas un droit acquis, et on ne peut s'en prévaloir qu'en cas de maladie. Les congés de maladie accumulés qui seront payables au cours des prochaines années ne peuvent être déterminés de façon raisonnable, et par conséquent, n'ont pas été enregistrés dans les états financiers afférents. Les paiements pour congés de maladie sont comptabilisés dans les opérations courantes au fur et à mesure qu'ils sont versés.

10. Provision pour rémunération

Le montant de 22 940 332 \$ représente le solde de l'obligation financière de 28 940 463 \$ comptabilisée en 1994-1995 pour ce qui est des programmes d'encouragement à la retraite anticipée assortis d'une prime créée par le gouvernement en vue de réduire le nombre d'employés au sein de la fonction publique sur trois années et dans le cadre de la privatisation du Groupe Communication Canada.

11. Événements subséquents

Le 22 mai 1996 le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux Canada a annoncé le plan de privatisation du

Groupe Communication Canada. Les fonctions à privatiser seront :

- l'Atelier principal
- les Centres d'imprimerie de la région de la Capitale nationale
- les Centres d'imprimerie régionaux
- les Services en logistique de distribution

Les autres fonctions du GCC, soit l'édition et la composition de la Gazette du Canada, l'administration des droits de la Couronne, le Programme des services aux déposataires et Référence Canada seront maintenues à titre de services essentiels du gouvernement.

Le processus de privatisation doit se terminer d'ici le 31 mars 1997.

De plus, tel qu'annoncé le 22 mai 1996, Renseignements Canada doit être transféré aux Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1996. Les renseignements financiers condensés sur les secteurs d'activités transférées durant l'année financière terminée le 31 mars 1996 sont comme suit :

	\$
Ventes .....	8 010 141
Coût des ventes et frais d'exploitation .....	7 689 255
	<hr/>
Profit net .....	320 886
	<hr/> <hr/>

12. Information sectorielle

Les renseignements par secteur industriel des activités du Fonds renouvelable du Groupe Communication Canada ne sont pas divulgués étant donné que le GCC n'exploite qu'un seul secteur d'activité.

13. Opérations entre apparentés

Par une propriété commune, le GCC est lié à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada.

La majorité des ventes sont faites à des organismes connexes tout comme le sont les paiements pour le logement.

14. Assurances

Le GCC ne possède pas d'assurance sur sa propriété ni sur celles des autres gardées en entrepôt. Ceci est conforme au cadre de la politique gouvernementale d'auto-assurance.

15. Impôts

Le GCC n'est pas soumis à l'impôt sur le revenu.

## Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada

### RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU SOUS MINISTRE D'INDUSTRIE CANADA

Nous avons vérifié le bilan de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada au 31 mars 1996 et les états des résultats, de l'excédent d'exploitation accumulé et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de l'Association au 31 mars 1996 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus.

KPMG Peat Marwick Thorne  
Comptables agréés

Ottawa, Canada  
le 17 mai 1996

### RAPPORT DE GESTION

Les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (OPIC) ont été préparés par l'OPIC, conformément aux politiques du Conseil du Trésor, ainsi qu'aux normes et aux exigences en matière de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers sont conformes aux renseignements présentés ailleurs dans les *Comptes publics du Canada*, ainsi que dans les états ministériels. Ces états financiers ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus. Les conventions comptables importantes sont énumérées à la note 2. Certains renseignements sont basés sur les figures et les opinions auxquelles en sont venus les cadres de la direction, au meilleur de leurs connaissances, et ils accordent la considération voulue à la matérialité. À la demande de l'OPIC, les présents états financiers ont été examinés par des vérificateurs externes, leur rôle consistant à exprimer une opinion à savoir si ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Office au 31 mars 1996, ainsi que les résultats des opérations et les changements de sa position financière pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus.

L'OPIC exerce des contrôles internes conçus pour déterminer les responsabilités respectives, fournir l'assurance que les biens sont protégés et que l'on tient des registres financiers fiables. Des programmes de vérification interne viennent s'ajouter aux systèmes de gestion financière et de contrôle interne. L'OPIC assume la responsabilité fonctionnelle se rattachant à l'intégrité et l'impartialité de ces états financiers. Par conséquent, l'OPIC élabore et distribue les politiques en matière de comptabilité et de gestion financière et émet les lignes directrices spécifiques pour le maintien des standards en matière de comptabilité et de gestion financière. La vérification externe a été effectuée pour assurer une impartialité et une liberté afin de ne pas biaiser les présents états financiers.

Le statut d'organisme de services spéciaux et de fonds renouvelable permet à l'OPIC d'améliorer le service aux clients en menant à bien les opérations sur une base à long terme. L'OPIC s'est engagé à atteindre le seuil de rentabilité sur des périodes de cinq ans, incluant les provisions pour investissements futurs. En 1995-1996, soit la deuxième année de la première période de cinq ans, l'OPIC a réalisé un profit de 11,4 millions de dollars. Ce surplus est requis pour continuer les opérations d'automatisation. En 1996-1997, l'OPIC va financer 7,4 millions de dollars pour le projet d'automatisation de brevets TECHSOURCE et deux millions de dollars pour l'automatisation des marques de commerce. Ces projets d'automatisation résulteront à faciliter l'accès à l'information de la propriété intellectuelle à travers tout le Canada.

*Commissaire aux brevets et  
Registraire des marques de commerce*

ANTHONY McDONOUGH

*pour le Directeur, Finances et administration*

LINDA REGNIER

le 7 août 1996

**Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada —Suite**

 ÉTAT DE L'AUTORISATION (EMPLOYÉE) FOURNIE  
 POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1996

	1996		1995	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
	\$	\$	\$	\$
Profit net pour l'exercice .....	8 277 000	11 393 044	2 295 000	13 525 112
Plus : éléments ne requérant aucune utilisation de fonds .....	1 974 000	1 246 954	1 127 000	251 034
Fonds provenant de l'exploitation .....	10 251 000	12 639 998	3 422 000	13 776 146
Acquisitions nettes d'immobilisations .....	(22 975 000)	(17 498 424)	(37 272 000)	(35 341 322)
Variation du fonds de roulement .....	1 233 000	(4 977 231)	1 152 000	12 406 391
Autres éléments .....		10 374 561	27 491 000	17 181 788
Autorisation (employée) fournie .....	(11 491 000)	538 904	(5 207 000)	8 023 003

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE  
 AU 31 MARS 1996**

	1996	1995
	\$	\$
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds .....	(12 744 312)	(18 437 729)
Virement du Conseil du Trésor crédit 5 .....	(1 500 000)	
	(14 244 312)	(18 437 729)
Plus : imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars .....	4 908 308	11 682 026
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars .....	725 903	1 267 300
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice ..	(10 061 907)	(8 023 003)
Limite de l'autorisation .....	25 000 000	25 000 000
Autorisation non employée reportée .....	35 061 907	33 023 003

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**BILAN AU 31 MARS 1996**

ACTIF	1996	1995	PASSIF	1996	1995
	\$	\$		\$	\$
À court terme			À court terme		
Encaisse .....	2 150	2 150	Comptes de dépôts .....	202 458	86 299
Débiteurs—Gouvernement du Canada .....	2 041 766	1 419 885	Créditeurs—Gouvernement du Canada .....	1 567 865	9 140 638
Débiteurs—Tiers .....	737 814	1 328 050	Créditeurs—Tiers .....	5 382 491	3 687 442
Revenus non facturés .....	4 748 268	5 734 868	Revenus différés .....	11 748 231	11 897 703
Charges payées d'avance .....	21 149			18 901 045	24 812 082
	7 551 147	8 484 953			
Immobilisations (note 4) .....	85 545 216	69 293 746	Indemnités courues de cessation d'emploi .....	712 754	237 637
Revenus non facturés .....	1 270 920	237 160	Revenus différés .....	8 179 920	7 394 037
				8 892 674	7 631 674
			Avoir du Canada (note 3) .....	66 573 564	45 572 103
	94 367 283	78 015 859		94 367 283	78 015 859
			Éventualités (note 9)		

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada —Suite**

ÉTAT DES RÉSULTATS  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1996

	1996	1995
	\$	\$
Revenus .....	49 584 712	44 768 503
Traitements et indemnités aux employés .....	27 191 286	23 565 461
Services professionnels .....	3 373 343	2 691 785
Logement .....	2 604 881	2 158 661
Amortissement .....	1 246 954	251 034
Renseignements .....	1 050 918	574 954
Matériels et fournitures .....	827 642	665 467
Communications .....	489 161	505 965
Réparations et approvisionnement .....	399 244	115 503
Voyages .....	339 820	213 193
Fret, courrier .....	243 532	232 070
Formation .....	232 858	167 328
Location .....	192 029	101 970
	<u>38 191 668</u>	<u>31 243 391</u>
Profit net .....	11 393 044	13 525 112

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DU SURPLUS CUMULÉ  
POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 MARS 1996

	1996	1995
	\$	\$
Solde au début de l'exercice (note 3) .....	4 076 832	(9 448 280)
Profit net pour l'exercice .....	11 393 044	13 525 112
Solde à la fin de l'exercice .....	15 469 876	4 076 832

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 MARS 1996

	1996	1995
	\$	\$
Activités de fonctionnement :		
Profit net .....	11 393 044	13 525 112
Plus : amortissement .....	1 246 954	251 034
	<u>12 639 998</u>	<u>13 776 146</u>
Variation du fonds de roulement (note 6) .....	(4 977 231)	12 406 391
Variation des autres éléments d'actif et de passif		
Revenus non facturés .....	(1 033 760)	(25 160)
Indemnités de cessation d'emploi .....	475 117	237 637
Revenus différés .....	785 883	(106 963)
	<u>227 240</u>	<u>105 514</u>
Ressources financières nettes issues des activités de fonctionnement .....	7 890 007	26 288 051
Activités d'investissement :		
Immobilisations		
Achetées .....	(13 583 424)	(7 850 322)
Fournies .....	(3 915 000)	(27 491 000)
Ressources financières nettes employées pour les activités d'investissement .....	(17 498 424)	(35 341 322)
Activités de financement :		
Immobilisations fournies .....	3 915 000	27 491 000
Ressources financières nettes fournies et varia- tion de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice .	(5 693 417)	18 437 729
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice .....	18 437 729	
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 3) .....	12 744 312	18 437 729

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES ANNEXÉES AUX ÉTATS FINANCIERS  
31 MARS 1996

1. Objectif et autorisation

L'Office de la propriété intellectuelle du Canada (OPIC) octroi ou enregistre les droits exclusifs de propriété intellectuelle au Canada. En échange, l'OPIC acquiert des renseignements sur la propriété intellectuelle et des technologies de pointe qu'il diffuse auprès des entreprises, des industries et des citoyens canadiens pour améliorer leur rendement économique et leur compétitivité et pour susciter de nouvelles inventions et innovations.

Le Fonds renouvelable de l'OPIC fut établi le 1<sup>er</sup> avril 1994. L'autorité à dépenser à même des sommes du Trésor fut octroyée le 22 février 1994 pour une somme maximale de 25 000 000 de dollars. Le Parlement a accordé à l'OPIC l'autorisation permanente de puiser dans le Trésor pour effectuer des paiements aux titres du fonds de roulement, de l'acquisition d'immobilisations et du financement temporaire du déficit d'exploitation accumulé. L'OPIC peut retenir les surplus pour le Fonds renouvelable afin de poursuivre l'automatisation des opérations.

**Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada —Suite**

NOTES ANNEXÉES AUX ÉTATS FINANCIERS  
31 MARS 1996—Suite

2. Conventions comptables importantes

Constatation des revenus

Les recettes sont calculées en utilisant la méthode de pourcentage d'achèvement, au fur et à mesure que les demandes de brevets, marques de commerce et de dessins industriels sont traitées. Dans d'autres cas, les revenus sont reconnus lors de la réception de la demande. Les droits sont prescrits par de multiples décrets en conseil.

Immobilisations et amortissement

Les immobilisations virées au Fonds renouvelable lors de leurs établissements sont considérées aux coûts de l'État moins l'amortissement cumulé et les immobilisations acquises suivant la mise en place du Fonds renouvelable sont considérées au coût. Les immobilisations sont amorties selon la méthode linéaire, commençant durant le mois suivant l'acquisition et s'échelonnant sur leur durée utile estimative, comme suit :

Logiciels	3 ans
Matériel	5 ans
Ameublement	15 ans
Équipement	10 ans
Améliorations locatives	terme du bail, commençant en 1995-1996
Systèmes en développement	durée utile estimative, commençant en 1996-1997

Indemnités de cessation d'emploi et de congés des employés

Les employés de l'OPIC ont droit à des indemnités de cessation d'emploi calculées sur le niveau du salaire au moment de la cessation d'emploi tel que prévu dans leurs conventions collectives et les conditions d'emploi. Les indemnités gagnées précédent l'embauche des employés à l'OPIC opérant un Fonds renouvelable représentent une obligation du Conseil du Trésor et n'ont donc pas été considérées dans les comptes. Au 31 mars 1996, l'obligation du Conseil du Trésor pour les employés de l'OPIC est de 5,5 millions de dollars. L'exigibilité pour les indemnités gagnées après l'embauche des employés à l'OPIC opérant un Fonds renouvelable est considérée dans les comptes comme indemnités à payer aux employés.

Les congés à payer de 1,1 million de dollars dus aux employés au 1<sup>er</sup> avril 1994, seront financés par le Conseil du Trésor. Ce montant est inclu au compte débiteur. Après le 1<sup>er</sup> avril 1994, les congés à payer au moment où les employés se joignent à l'OPIC opérant un Fonds renouvelable est payable au Fonds renouvelable de l'OPIC par le ministère d'où vient l'employé. L'exigibilité pour les indemnités gagnées après que les employés se joignent à l'OPIC opérant un Fonds renouvelable est considérée dans les comptes comme indemnités acquises par les employés.

Régime de pension

Les employés de l'OPIC sont protégés par le Régime de pension de retraite de la fonction publique administré par le

gouvernement du Canada. En vertu de la présente Loi, les contributions versées au Régime par l'OPIC sont limitées à un montant égal aux contributions de l'employé compte tenu de son service actuel. Ces contributions représentent les obligations totales de pension de l'OPIC et sont débitées aux opérations sur une base courante. L'OPIC n'est pas tenu dans le cadre de la Loi actuelle de verser des contributions pour pallier les insuffisances du compte de pension de retraite de la fonction publique ni les frais au Trésor pour les paiements d'indexation en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*.

3. Avoir du Canada

L'Avoir du Canada consiste de :

	1996	1995
	\$	\$
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds renouvelable	(12 744 312)	(18 437 729)
Capital d'apport	63 848 000	59 933 000
Surplus accumulé	15 469 876	4 076 832
	<u>66 573 564</u>	<u>45 572 103</u>

Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds renouvelable

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds renouvelable représente la position de trésorerie tenue par le gouvernement pour le Fonds renouvelable.

Capital d'apport

Les coûts cumulés de l'État pour le développement du projet d'automatisation TECHSOURCE contribués au 31 mars 1996 furent de 63 848 000 de dollars et consiste des coûts suivants:

	\$
Au 1 <sup>er</sup> avril 1994	32 442 000
1995	27 491 000
1996	3 915 000
	<u>63 848 000</u>

C'est l'intention de l'OPIC d'amortir le capital d'apport au surplus/(déficit) accumulé lorsque le projet sera opérationnel.

Surplus accumulé

Au 1<sup>er</sup> avril 1994, l'État a établi le Fonds en virant à ce moment les actifs et les revenus différés au Fonds à leurs valeurs comptables :

	\$
Immobilisations	822 869
Systèmes en développement	938 589
Revenus non facturés	6 888 300
Revenus différés	(18 098 038)
Solde au début du Fonds	<u>(9 448 280)</u>

**Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada —Fin**

NOTES ANNEXÉES AUX ÉTATS FINANCIERS  
31 MARS 1996—Fin

4. Immobilisations et amortissement cumulé

	Coût au 31 mars 1995	Acquisition	Coût au 31 mars 1996	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$	\$	\$
Amélioration locatives .....	3 654 317	517 208	4 171 525	730 864	3 440 661
Logiciels .....	163 007	119 921	282 928	88 549	194 379
Matériel .....	1 274 783	1 711 678	2 986 461	644 744	2 341 717
Équipement .....	40 848	14 111	54 959	9 551	45 408
Ameublement .....	99 633	1 361 940	1 461 573	24 280	1 437 293
Systèmes en développement					
TECHSOURCE .....	62 275 746	12 714 487	74 990 233		74 990 233
INTREPID .....	2 036 446	798 203	2 834 649		2 834 649
Autre .....		260 876	260 876		260 876
Total .....	69 544 780	17 498 424	87 043 204	1 497 988	85 545 216

Un montant de 63 848 000 de dollars provenant du solde des systèmes en développement est relié à une affectation de fonds du ministère pour le projet d'automatisation TECHSOURCE. Ce montant est comptabilisé à titre de capital d'apport.

5. Obligations contractuelles

TECHSOURCE

L'OPIC a paraphé un engagement contractuel avec IBM Canada pour produire un système clé en main pour automatiser les opérations des brevets. L'engagement contractuel prends fin en 1996-1997. Les fonds engagés pour 1996-1997 sont comme suit :

	\$
Contrat principal .....	5 337 991
Entretien continu des ordinateurs .....	3 727 702
	<u>9 065 693</u>

Bail

L'OPIC loue ses locaux sous un bail de fonctionnement. Les paiements futurs de location sont comme suit :

	\$
1997 .....	3 026 454
1998 .....	2 833 181
1999 .....	2 753 602
2000 .....	2 753 602

6. Changements au fonds de roulement

Les composantes des changements au fonds de roulement comprennent :

	1996	1995
	\$	\$
Petite caisse .....		(2 150)
Comptes débiteurs .....	(31 645)	(2 747 935)
Revenus non facturés .....	986 600	941 432
Charges payées d'avance .....	(21 149)	86 299
Comptes de dépôt .....	116 159	
Comptes créditeurs .....	(5 877 724)	12 828 080
Revenus différés .....	(149 472)	1 300 665
	<u>(4 977 231)</u>	<u>12 406 391</u>

7. Opérations entre apparentés

L'OPIC est apparenté, à titre de propriété commune, à tous les ministères, organismes et sociétés d'État créés par le gouvernement fédéral. Les paiements reliés au logement et aux services de contentieux furent effectués avec les parties concernées pendant le cours normal des opérations.

8. Assurance

L'OPIC n'assure pas ses biens conformément à la pratique adoptée dans le cadre de la politique gouvernementale d'auto-assurance.

9. Éventualités

Les employés peuvent accumuler les congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne sont pas dévolus et ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Le montant des indemnités payables en congés de maladie au cours des prochaines années ne peut être raisonnablement déterminé et ne figure donc pas dans les présents états financiers. Le paiement des indemnités de congés de maladie est inclus dans les opérations en cours comme il se présente.

10. Impôts

L'OPIC n'a pas à payer d'impôts sur le revenu.

**Office national du film**

RAPPORT DE LA DIRECTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de l'Office national du film tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les conventions comptables importantes établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassifiés afin d'être conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers revient à la gestion du Fonds. Afin d'assurer le maximum d'objectivité et d'éliminer les préjudices, les renseignements financiers renfermés dans ces états financiers ont été vérifiés par le Comité de vérification et présentés au Conseil d'administration de l'Office. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter des responsabilités de comptabilité et de rapport, le Fonds maintient une série de comptes représentant un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

Le Directeur général principal, Administration et Opérations développe et propage les conventions comptables et de gestion financière et émet des directives particulières qui sont conformes aux normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds

maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne tout en tenant compte des coûts, bénéfices et risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont correctement approuvées par le Parlement, sont exécutées selon des règlements prescrits, et sont enregistrées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif sous l'autorité du Fonds. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont appuyés par le biais de programmes de vérification interne. Le Fonds recherche aussi l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers par le choix, la formation et le développement judicieux d'un personnel qualifié, par des dispositions organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

La gestion présente les états financiers au vérificateur général, qui les vérifie et y fournit une opinion indépendante qui est annexée à ces états financiers.

Approuvé par :

*Chef, Administration financière  
(Agente financière principale à plein temps)*

MARYSE CHARBONNEAU, FCMA

*Directeur général principal  
Administration et Opérations  
(Agent financier principal)*

GILLES ROY

le 11 juillet 1996



Office national du film — Suite

ÉTAT DE L'AUTORISATION EMPLOYÉE  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1996

	1996		1995	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
	\$	\$	\$	\$
Autorisation annuelle qui s'annule				
Coût de l'exploitation pour l'exercice		(83 551 551)		(79 959 418)
Moins : éléments ne requérant aucune utilisation de fonds		11 440 263		4 494 895
Fonds provenant de l'exploitation	(70 176 000)	(72 111 288)	(75 465 000)	(75 464 523)
Acquisitions nettes d'immobilisations	(5 313 000)	(5 146 100)	(5 813 000)	(6 608 319)
Autorisation employée	(75 489 000)	(77 257 388)	(81 278 000)	(82 072 842)
Autorisation statutaire				
Variation du fonds de roulement	(375 000)	4 265 640	(375 000)	(6 032 280)
Autres éléments		(2 417 838)		3 131 093
Autorisation employée	(375 000)	1 847 802	(375 000)	(2 901 187)
Total de l'autorisation employée	(75 864 000)	(75 409 586)	(81 653 000)	(84 974 029)

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE  
AU 31 MARS 1996

	1996	1995
	\$	\$
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	12 039 118	17 392 512
Plus : imputations des CAFÉ sur le compte du crédit après le 31 mars	9 583 372	6 877 710
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	894 673	606 849
Autorisation nette employée à la fin de l'exercice	20 727 817	23 663 373
Limite de l'autorisation	25 000 000	25 000 000
Autorisation non employée reportée	4 272 183	1 336 627

## Office national du film — Suite

## RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DÉSIGNÉ DU PATRIMOINE CANADIEN

J'ai vérifié le bilan de l'Office national du film au 31 mars 1996 et les états des résultats, du déficit cumulé et de l'imputation nette cumulée sur l'autorisation du Fonds renouvelable de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de l'Office au 31 mars 1996, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Office dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et ses règlements, à la *Loi sur le cinéma* et aux règlements administratifs de l'Office.

Pour le vérificateur général du Canada  
Raymond Dubois, FCA  
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada  
le 31 mai 1996

## BILAN AU 31 MARS 1996

ACTIF	1996	1995	PASSIF	1996	1995
	\$	\$		\$	\$
Disponibilités			Exigibilités		
Encaisse .....	285 552	91 028	Créditeurs		
Débiteurs			Gouvernement du Canada .....	2 847 408	1 035 306
Gouvernement du Canada .....	555 152	652 496	Tiers .....	6 777 562	6 501 680
Tiers .....	2 834 507	3 650 978	Salaires et vacances courus .....	1 332 395	1 409 161
Stocks (note 3) .....	1 332 161	2 442 966	Avances sur productions .....	222 279	243 619
Dépôts en garantie .....	394 912	802 943	Obligation pour prestations de cessation		
Frais payés d'avance .....	444 732	381 148	d'emploi (note 5) .....	9 500 000	2 500 000
	5 847 016	8 021 559		20 679 644	11 689 766
Immobilisations (note 4)			Passif à long terme		
Coût .....	50 031 886	46 266 687	Obligation découlant de contrats de		
Moins : amortissement cumulé .....	32 667 064	27 803 849	location-acquisition (note 6) .....	109 929	12 118
	17 364 822	18 462 838	Provision pour prestations de cessation		
			d'emploi .....	5 009 183	6 809 628
				5 119 112	6 821 746
				25 798 756	18 511 512
			Engagements et éventualités (notes 11 et 12)		
			AVOIR DU CANADA		
			Imputation nette cumulée sur l'autorisation		
			du Fonds renouvelable (note 7) .....	12 039 118	17 392 512
			Déficit cumulé (note 8) .....	(14 626 036)	(9 419 627)
				(2 586 918)	7 972 885
	23 211 838	26 484 397		23 211 838	26 484 397

Approuvé par la direction :

Directeur général principal  
Administration et opérations

GILLES ROY

Commissaire du gouvernement à la cinématographie

SANDRA MacDONALD

Approuvé par l'Office :

Membre

FRANÇOIS MACEROLA

Membre

JOHN D. KENNY

Office national du film — Suite

ÉTAT DES RÉSULTATS  
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1996

	1996	1995
	\$	\$
Dépenses (note 9)		
Programmation anglaise		
Production de films et autres formes de présentations visuelles		
Programme de l'Office	30 199 813	32 264 460
Production commanditée	1 183 114	975 868
Mise en marché de films et autres formes de présentations visuelles	7 561 760	6 839 158
	38 944 687	40 079 486
Programmation française		
Production de films et autres formes de présentations visuelles		
Programme de l'Office	18 966 203	19 921 527
Production commanditée	906 478	1 302 764
Mise en marché de films et autres formes de présentations visuelles	4 095 860	4 479 896
	23 968 541	25 704 187
Programmation internationale		
Mise en marché de films et autres formes de présentations visuelles	2 394 928	2 337 499
Services généraux		
Distribution et autres services	11 414 507	11 911 543
Recherche et développement	872 013	596 128
	12 286 520	12 507 671
Direction et services administratifs	8 260 190	8 709 332
Coût d'exploitation avant prestations de cessation d'emploi	85 854 866	89 338 175
Prestations de cessation d'emploi (note 5)	7 414 136	1 400 000
Coût d'exploitation après prestations de cessation d'emploi	93 269 002	90 738 175
Revenus		
Production et mise en marché de films et autres formes de présentations visuelles		
Programmation anglaise	1 191 828	1 043 198
Programmation française	964 935	1 413 108
Copies de films, locations et redevances		
Distribution canadienne	2 997 849	3 922 644
Distribution internationale	3 289 690	3 135 393
Services et divers	1 273 149	1 264 414
	9 717 451	10 778 757
Coût net de l'exploitation pour l'exercice	83 551 551	79 959 418

ÉTAT DU DÉFICIT CUMULÉ  
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1996

	1996	1995
	\$	\$
Solde au début de l'exercice	9 419 627	9 596 880
Coût net de l'exploitation pour l'exercice	83 551 551	79 959 418
	92 971 178	89 556 298
Crédit parlementaire—Exploitation	(78 345 142)	(80 136 671)
Solde à la fin de l'exercice	14 626 036	9 419 627

ÉTAT DE L'IMPUTATION NETTE CUMULÉE SUR  
L'AUTORISATION DU FONDS RENOUVELABLE  
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1996

	1996	1995
	\$	\$
Activités d'exploitation		
Coût net de l'exploitation pour l'exercice	(83 551 551)	(79 959 418)
Éléments n'affectant pas l'imputation nette cumulée sur l'autorisation du Fonds renouvelable		
Obligation pour prestations de cessation d'emploi	5 400 000	342 129
Amortissement	6 378 527	3 831 224
(Gain) perte sur l'aliénation d'immobilisations	(144 673)	840 924
Diminution de la provision pour prestations de cessation d'emploi	(200 445)	(481 790)
Augmentation (diminution) de la provision pour vacances courues	6 854	(37 592)
	(72 111 288)	(75 464 523)
Diminution (augmentation) des éléments provisionnés du fonds de roulement	4 265 640	(6 032 280)
	(67 845 648)	(81 496 803)
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	(5 180 164)	(6 430 625)
Immobilisations louées en vertu de contrats de location-acquisition	(192 148)	(87 000)
Produit de l'aliénation d'immobilisations	236 474	59 932
	(5 135 838)	(6 457 693)
Activités de financement		
Crédit parlementaire	77 257 388	82 072 842
Diminution (augmentation) de la valeur nette comptable des immobilisations, net de l'obligation découlant de contrats de location-acquisition	1 087 754	(1 936 171)
	78 345 142	80 136 671
Obligation découlant de contrats de location-acquisition	192 148	87 000
Paievements des obligations découlant de contrats de location-acquisition	(202 410)	(237 626)
	78 334 880	79 986 045
Augmentation (diminution) de l'exercice	(5 353 394)	7 968 451
Solde au début de l'exercice	17 392 512	9 424 061
Solde à la fin de l'exercice	12 039 118	17 392 512

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS  
DU 31 MARS 1996

1. Statut et objectif

L'Office national du film est régi par la *Loi sur le cinéma*. Il est établi pour susciter et promouvoir la production et la distribution de films dans l'intérêt national, et notamment pour :

- produire et distribuer des films destinés à faire connaître et comprendre le Canada aux Canadiens et aux autres nations, et pour en favoriser la production et la distribution;
- représenter le gouvernement du Canada dans ses relations avec des personnes exerçant une activité cinématographique commerciale quant à des films cinématographiques

Office national du film — Suite

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS  
DU 31 MARS 1996—Suite

pour le gouvernement ou l'un quelconque de ses départements;

- faire des recherches sur les activités en matière de film et en mettre les résultats à la disposition des personnes adonnées à la production de films;
- émettre des avis au gouverneur en conseil à l'égard d'activités en matière de film; et
- remplir, dans les activités en matière de film, les autres fonctions que le gouverneur en conseil peut lui ordonner d'entreprendre.

Une autorisation permanente continue du Parlement, par voie d'un fonds renouvelable, permet à l'Office d'effectuer des paiements à même le Trésor du Canada au titre de fonds de roulement et de financement temporaire des coûts d'exploitation et d'acquisition d'immobilisations et permet l'enregistrement de l'augmentation de la valeur nette comptable des immobilisations en vertu de cette autorité. Celle-ci prévoit que le montant cumulé du fonds de roulement admissible et de la valeur nette comptable des immobilisations ne doit jamais excéder 25 millions de dollars. Un crédit parlementaire est voté annuellement pour renflouer le fonds renouvelable du coût net des acquisitions d'immobilisations et des coûts admissibles d'exploitation. Ce crédit est comptabilisé dans l'exercice auquel il s'applique et tout solde non utilisé se périmé.

2. Conventions comptables importantes

Production de films et autres formes de présentations visuelles

Tous les coûts de production sont imputés aux dépenses de l'exercice au cours duquel ils sont engagés et sont présentés aux résultats comme suit :

Programme de l'Office

Tous les coûts engagés pour des productions non commanditées, la part de l'Office dans les coproductions, de même que l'excédent du coût des productions partiellement commanditées sur les montants commandités.

Production commanditée

Tous les coûts engagés pour des productions entièrement commanditées, de même que la portion commanditée du coût des productions partiellement commanditées.

Les revenus de production de films et autres formes de présentations visuelles sont comptabilisés au montant équivalant aux coûts de production commandités dans l'exercice au cours duquel ces coûts sont engagés. Tout profit est reconnu dans l'exercice où le produit est terminé.

Copies de films

Le coût des copies destinées à la vente est comptabilisé aux stocks. Le coût des autres copies est imputé aux dépenses de l'exercice.

Stocks

Les productions en cours sont évaluées au montant cumulatif des coûts engagés dans chacune des productions, qui excède les avances facturées, jusqu'à concurrence du solde facturable au commanditaire. Tout excédent cumulatif des avances facturées sur les frais engagés est comptabilisé au poste avances sur productions.

Les fournitures et approvisionnements sont évalués au prix coûtant moyen.

Les copies de films et autres formes de présentations visuelles destinées à la vente sont évaluées au moindre du coût direct moyen de fabrication et de leur valeur nette de réalisation.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au prix coûtant. L'amortissement est calculé d'après la méthode de l'amortissement linéaire, à des taux établis selon la durée estimative d'utilisation des biens, comme suit :

- Équipement technique	de 4 à 10 ans
- Équipement informatique	5 ans
- Mobilier de bureau	10 ans
- Équipement de bureau	5 ans
- Matériel roulant	5 ans

Les améliorations locatives sont imputées aux résultats de l'exercice au cours duquel les coûts sont engagés.

L'Office passe des contrats de location-exploitation pour l'acquisition de droits exclusifs d'utilisation d'immobilisations. Il comptabilise les loyers qui en découlent aux résultats de l'exercice au cours duquel ils s'appliquent. L'Office passe aussi des contrats de location-acquisition par lesquels sont transférés pratiquement tous les avantages et risques inhérents à la propriété du bien. Il les comptabilise comme une acquisition d'actif et une prise en charge d'obligations correspondant à la juste valeur d'acquisition de l'actif (excluant les frais d'intérêts). Les actifs sont amortis selon la même méthode et les mêmes taux que les autres immobilisations et les obligations sont amorties sur la durée des baux.

Prestations de cessation d'emploi

Les employés de l'Office ont droit à des prestations de cessation d'emploi tel que le prévoient leurs conventions collectives et leurs conditions d'emploi. Le coût de ces prestations est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés.

Régime de retraite

Les employés admissibles participent au régime de retraite administré par le gouvernement du Canada. Les employés et l'Office partagent également le coût du régime. Cette contribution représente la responsabilité totale de l'Office. Les contributions, pour services courants et pour services antérieurs admissibles, sont imputées aux résultats de l'exercice au cours duquel les paiements sont effectués. Le mode de paiement des contributions

Office national du film — Suite

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS  
DU 31 MARS 1996—Suite

pour services antérieurs est déterminé en fonction des conditions de rachat en vigueur, généralement sur le nombre d'années de service qu'il reste aux employés avant leur retraite.

D'après les lois actuelles, l'Office n'est pas tenu de verser une contribution au titre des insuffisances actuarielles du Compte de pension de retraite de la fonction publique.

3. Stocks

	1996	1995
	\$	\$
Fournitures et approvisionnements . . . . .	788 245	1 017 824
Copies de films et autres formes de présentations visuelles destinées à la vente . . . . .	283 841	336 006
Production en cours . . . . .	260 075	1 089 136
	<u>1 332 161</u>	<u>2 442 966</u>

4. Immobilisations

Coût	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	\$			\$
Équipement technique . . . . .	31 585 254	3 303 977	529 241	34 359 990
Équipement informatique . . . . .	11 481 571	2 020 990	877 101	12 625 460
Mobilier de bureau	1 817 967	30 253	126 870	1 721 350
Équipement de bureau . . . . .	1 272 004	17 092	54 066	1 235 030
Matériel roulant . . . . .	109 891		19 835	90 056
	<u>46 266 687</u>	<u>5 372 312</u>	<u>1 607 113</u>	<u>50 031 886</u>

Amortissement cumulé	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	\$			\$
Équipement technique . . . . .	20 078 790	4 106 858	513 401	23 672 247
Équipement informatique . . . . .	6 289 668	1 806 905	864 178	7 232 395
Mobilier de bureau	835 355	237 235	76 656	995 934
Équipement de bureau . . . . .	517 700	216 797	44 712	689 785
Matériel roulant . . . . .	82 336	10 732	16 365	76 703
	<u>27 803 849</u>	<u>6 378 527</u>	<u>1 515 312</u>	<u>32 667 064</u>

Les biens susmentionnés comprennent des équipements acquis en vertu de contrats de location-acquisition d'une valeur brute de 1 266 477 \$ (1995—1 361 507 \$) moins l'amortissement cumulé de 1 053 742 \$ (1995—759 565 \$).

5. Prestations de cessation d'emploi

Au cours de l'exercice, l'Office a approuvé un plan de réaménagement de son effectif afin de faire face aux compressions budgétaires imposées par le gouvernement fédéral. Des programmes d'incitation à la retraite anticipée et de mise-à-pied ont été mis de l'avant sur le même modèle que ceux offerts par les ministères fédéraux les plus touchés par les compressions de personnel. Ces programmes impliquent des avantages additionnels octroyés aux employés en sus des avantages réguliers.

Les dépenses de 1996 incluent 7 414 136 \$ de dépenses additionnelles (1995—1 400 000 \$), soit 6 800 000 \$ en vertu de ces nouveaux programmes et 614 136 \$ comme ajustement des estimations relatives aux programmes antérieurs. L'obligation à court terme de 9 500 000 \$ inscrite au bilan inclut aussi un montant de 2 700 000 \$ représentant les prestations régulières de cessation d'emploi accumulées au cours des années antérieures.

6. Obligation découlant de contrats de location-acquisition

L'Office a signé des ententes pour la location d'équipement technique, informatique et de bureau en vertu de contrats de location-acquisition. Les actifs furent capitalisés pour un montant de 1 266 477 \$ tenant compte de taux d'intérêts variant de 7 à 15 pour cent. Les obligations correspondantes sont diminuées sur la durée des baux de 3 ans et 5 ans et sont séparées au bilan entre les portions à court et à long terme. Les paiements minimums exigibles en vertu des baux pour l'exercice terminé le 31 mars 1996 ont totalisé 232 409 \$ ce qui inclut un montant d'intérêts de 30 000 \$ imputé aux résultats.

L'obligation découlant de contrats de location-acquisition comprend les éléments suivants :

	\$
Paiements futurs exigibles en vertu des baux	
1997 . . . . .	84 573
1998 . . . . .	77 181
1999 . . . . .	66 195
	<u>227 949</u>
Moins : intérêts . . . . .	56 608
	<u>171 341</u>
Portion à court terme . . . . .	61 412
Portion à long terme . . . . .	109 929

7. Imputation nette cumulée sur l'autorisation du Fonds renouvelable

	1996	1995
	\$	\$
Valeur nette comptable des immobilisations . . . . .	17 364 822	18 462 838
Éléments provisionnés du fonds de roulement . . . . .	(5 154 363)	(888 723)
Obligation découlant de contrats de location-acquisition . . . . .	(171 341)	(181 603)
	<u>12 039 118</u>	<u>17 392 512</u>

Office national du film —Fin

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS  
DU 31 MARS 1996—Fin

8. Déficit cumulé

Le déficit cumulé est constitué des items suivants qui seront financés par le crédit parlementaire de l'exercice au cours duquel ils seront déboursés :

	1996	1995
	\$	\$
Vacances courues .....	116 853	109 999
Prestations de cessation d'emploi		
À court terme .....	9 500 000	2 500 000
À long terme .....	5 009 183	6 809 628
	<u>14 626 036</u>	<u>9 419 627</u>

9. Dépenses

	1996	1995
	\$	\$
Salaires et avantages sociaux .....	41 795 526	46 074 466
Location .....	9 970 630	10 607 676
Services professionnels et spéciaux .....	9 500 473	8 040 831
Matériel et fournitures .....	5 093 390	3 809 012
Transport et communications .....	4 632 721	5 266 843
Amortissement .....	6 378 527	3 831 224
Participation en espèces dans les coproductions .....	2 706 541	3 860 983
Sous-traitance pour production de films et développement en laboratoire .....	2 517 353	2 929 191
Information .....	1 224 594	1 363 208
Réparations et entretien .....	1 076 452	1 305 024
(Gain) perte sur l'aliénation d'immobilisations .....	(144 673)	840 924
Divers .....	1 103 332	1 408 793
	<u>85 854 866</u>	<u>89 338 175</u>
Prestation de cessation d'emploi (note 5) .	7 414 136	1 400 000
	<u>93 269 002</u>	<u>90 738 175</u>

10. Opérations entre apparentés

L'Office est apparenté en termes de propriété commune à tous les ministères, organismes et sociétés d'État créés par le gouvernement fédéral. L'Office s'engage dans des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités. Au cours de l'exercice, l'Office a loué des locaux de Travaux publics et Services gouvernementaux pour un montant de 8 551 000 \$ (1995—8 160 000 \$).

11. Engagements

L'Office a des baux à long terme pour la location de locaux et d'équipement. Les montants futurs minimums à verser en loyers sont les suivants :

	Locaux	Équipement	Total
	\$	\$	\$
1997 .....	257 000	105 000	362 000
1998 .....	255 000	33 000	288 000
1999 .....	135 000	9 000	144 000
2000 .....	15 000		15 000
2001 .....	15 000		15 000
	<u>677 000</u>	<u>147 000</u>	<u>824 000</u>

12. Éventualités

Dans le cours normal des affaires, l'Office est défendeur dans des réclamations ou poursuites en justice. La Direction estime que ces actions n'auront pas pour résultat d'engager de façon importante la responsabilité financière de l'Office.

13. Renseignements comparatifs

Certains renseignements comparatifs ont été reclassés afin de se conformer à la présentation adoptée en 1996.

**Commission de la fonction publique —  
Fonds renouvelable du perfectionnement et de la  
formation du personnel**

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel, que nous avons dressés conformément à la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables ainsi qu'aux exigences et aux normes établies par le receveur général du Canada concernant la production des rapports. Les gestionnaires du Fonds sont les premiers responsables de l'exactitude et de l'objectivité des données figurant dans ces états financiers.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables établies et appliquées de la même façon que pour l'exercice précédent. Quelques-unes de ces politiques sont expliquées plus loin dans les notes faisant partie de ces états financiers. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion tout en tenant lieu de leur importance. En vue de la production des rapports, le Fonds contient un ensemble de comptes qui constituent un dossier centralisé de toutes ses transactions financières. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers contenus dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes à l'information présentée dans ces états financiers.

La direction des finances et de l'administration et les agents de gestion financière du Fonds qui, sur le plan fonctionnel, relèvent de l'agent financier principal à plein temps, développent et propagent des politiques de comptabilité et de gestion financière et émettent les directives particulières favorisant l'application des normes de comptabilité et de gestion financière et de contrôle interne. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont maintenus à un coût raisonnable. Les opérations sont exécutées selon les règles établies et conformément aux autorisations émanant du Parlement. Elles sont enregistrées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Fonds. Les activités des systèmes de gestion et de contrôle interne sont complétées par celles de la vérification interne et de la vérification permanente exercée par les agents de gestion financière du Fonds, les agents financiers et la direction des finances et de l'administration. En outre, pour assurer l'objectivité et l'intégrité des données figurant dans ces états financiers, le Fonds sélectionne soigneusement des employés qualifiés, voit à leur formation et à leur perfectionnement, prend les mesures organisationnelles nécessaires à la répartition équitable des responsabilités et applique des programmes de communication de sorte que ses règlements, ses politiques, ses normes et ses directives en matière de gestion soient bien compris dans toute l'organisation.

Approuvé par :

*Directrice générale intérimaire des finances  
et de l'administration  
(Agent financier principal à plein temps)*

CLAIRE KENNEDY

*Directrice exécutive de la gestion ministérielle  
et secrétaire générale  
(Agent financier principal)*

AMELITA A. ARMIT

le 27 juin 1996

ÉTAT DE L'AUTORISATION (EMPLOYÉE) FOURNIE  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1996

	1996		1995	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
	\$	\$	\$	\$
Perte nette pour				
l'exercice . . . . .	(733 000)	(149 886)	(581 000)	(542 547)
Plus : éléments ne requé- rant aucune utili- sation de fonds . .	550 000	436 278	634 000	558 438
Fonds provenant de				
l'exploitation . . . . .	(183 000)	286 392	53 000	15 891
Acquisitions nettes d'immobilisations. . . . .	(500 000)	(109 695)	(800 000)	(68 198)
Variation du fonds de roulement . . . . .	(88 000)	(620 698)		(1 577 800)
Autres éléments . . . . .		699 685		1 752 188
Autorisation (employée) fournie. . . . .	(771 000)	255 684	(747 000)	122 081

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE  
AU 31 MARS 1996

	1996	1995
	\$	\$
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds . . . . .	880 245	294 244
Plus : imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars . . . . .	1 614 874	1 853 238
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars . . . . .	4 271 582	3 668 261
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice . .	(1 776 463)	(1 520 779)
Limite de l'autorisation . . . . .	4 500 000	4 500 000
Autorisation non employée reportée. . . . .	6 276 463	6 020 779

**Commission de la fonction publique —  
Fonds renouvelable du perfectionnement et de la  
formation du personnel—*Suite***

BILAN AU 31 MARS 1996

ACTIF	1996	1995		
	\$	\$		
Disponibilités				
Débiteurs				
Gouvernement du Canada .....	4 393 454	3 933 961		
Tiers .....	379 718	319 074		
Frais payés d'avance .....	174 654	165 577		
	<u>4 947 826</u>	<u>4 418 612</u>		
Immobilisations (note 4)				
Au coût .....	4 115 707	4 012 312		
Moins : amortissement accumulé .....	3 031 874	2 788 538		
	<u>1 083 833</u>	<u>1 223 774</u>		
	<u>6 031 659</u>	<u>5 642 386</u>		
			Exigibilités	
			Créditeurs et passif couru	
			Gouvernement du Canada .....	1 130 235
			Tiers	1 431 198
			Créditeurs .....	496 332
			Indemnités de congé .....	429 788
			Tranche à court terme de la provision pour indemnités de cessation d'emploi .....	442 415
			Revenus reportés .....	280 000
				138 000
				<u>600</u>
			À long terme	2 348 982
			Provision pour indemnités de cessation d'emploi .....	2 440 467
				<u>1 815 186</u>



ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1996

	1996	1995
	\$	\$
Activités de fonctionnement :		
Perte nette pour l'exercice .....	(149 886)	(542 547)
Plus : provision pour indemnités de cessation d'emploi .....	186 642	276 044
amortissement .....	249 636	282 394
	286 392	15 891
Variations des disponibilités et exigibilités ....	(620 698)	(1 577 800)
Transfert de la tranche à long terme au court terme de la provision pour indemnités de cessation d'emploi .....	(142 000)	48 000
Ressources financières nettes fournies par les activités de fonctionnement .....	(476 306)	(1 513 909)
Activités d'investissement :		
Immobilisations		
Achetées .....	(109 695)	(68 198)
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement .....	(109 695)	(68 198)
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice .....	(586 001)	(1 582 107)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice .....	(294 244)	1 287 863
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice .....	(880 245)	(294 244)

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS  
AU 31 MARS 1996

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel a été établi en vertu du crédit L120 de la *Loi n° 3 de 1971 portant affectation de crédits* en vue d'assurer la formation et le perfectionnement des fonctionnaires fédéraux.

La *Loi sur la régularisation des comptes* S.C., 1980, c.17, accorde au Fonds une autorisation permanente continue d'effectuer des versements à même le Trésor pour fins de fonds de roulement et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation dont le total ne doit jamais excéder 4 500 000 \$. Conformément aux crédits 115a (1980-1981) et 35c (1981-1982), les déficits accumulés de 4 573 071 \$ ont été supprimés des comptes. Un montant de 1 915 571 \$, représentant le passif net pris en charge par le Fonds, a été imputé sur cette autorisation lorsque le Fonds est devenu budgétaire en 1981. La *Loi sur la régularisation des comptes* a été abrogée et remplacée par l'article 7 de la *Loi sur les fonds renouvelables*.

2. Conventions comptables importantes

a) Régime de retraite

Les employés du ministère dont les salaires et les autres avantages sont payés par le Fonds sont soumis à la *Loi sur la pension de la fonction publique* et à la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*. La participation du gouverne-

**Commission de la fonction publique —  
Fonds renouvelable du perfectionnement et de la  
formation du personnel—Fin**

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS  
AU 31 MARS 1996—Fin

4. Immobilisations et amortissement accumulé

Immobilisations	Solde au	Acquisi- tions	Disposi- tion	Solde à
	début de l'exercice			la fin de l'exercice
	\$	\$	\$	\$
Mobilier.....	962 124		6 300	955 824
Matériel.....	550 709			550 709
Matériel TED ....	2 499 479	109 695		2 609 174
	<u>4 012 312</u>	<u>109 695</u>	<u>6 300</u>	<u>4 115 707</u>

  

Amortissement accumulé	Solde au	Amortisse- ment	Diminu- tion	Solde à
	début de l'exercice			la fin de l'exercice
	\$	\$	\$	\$
Mobilier.....	517 608	44 452	6 300	555 760
Matériel.....	380 179	25 579		405 758
Matériel TED ....	1 890 751	179 605		2 070 356
	<u>2 788 538</u>	<u>249 636</u>	<u>6 300</u>	<u>3 031 874</u>

5. Événement subséquent

Le gouvernement a pris des mesures spécifiques afin de réduire l'emploi dans la fonction publique durant les deux prochaines années. À la suite du 31 mars 1996 la Commission a reçu l'approbation du Conseil du Trésor pour des mesures qui incluent les programmes d'encouragement à la retraite et les primes de départ anticipé.

La gestion a prévu que la dette qui en résulte se chiffre à 5 707 000 \$. Ce montant n'est pas enregistré dans les comptes au 31 mars 1996.

**Fonds renouvelable de la production de défense**

RAPPORT DE GESTION

Les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de la production de défense ont été préparés par Travaux publics et Services Gouvernementaux Canada, selon les politiques du Conseil du Trésor, la *Loi sur la production de défense* et les normes et exigences de rapports du receveur général du Canada.

Les états financiers ont été préparés sur une base comparable à celle de l'exercice précédent et sont conformes aux renseignements apparaissant ailleurs dans les *Comptes publics du Canada*, ainsi que dans les rapports ministériels. Les conventions comptables importantes suivies dans la préparation des états financiers sont énoncées dans les notes afférentes.

Le Service opérationnel au gouvernement assume la responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité de ces états. Cette tâche échoit en particulier au secteur des finances qui élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité, et émet les directives spécifiques nécessaires pour maintenir les normes en comptabilité et en gestion financière. En outre, le ministère exerce des contrôles internes conçus pour déterminer les responsabilités respectives, fournir l'assurance que les biens seront protégés et que l'on tient des registres financiers fiables. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont appuyés par des programmes de vérification interne.

Il n'y avait aucune opération pour le Fonds renouvelable de la production de défense durant 1994-1995.

*pour le Directeur général, Finances*

G. BERGERON

*Sous-ministre adjoint*

*Service opérationnel au gouvernement*

J. C. STOBBE

le 18 juillet 1996

FONDS RENOUVELABLE DE LA PRODUCTION DE DÉFENSE

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE  
AU 31 MARS 1996

	1996	1995
	\$	\$
Limite commune d'autorisation . . . . .	100 000 000 <sup>(1)</sup>	100 000 000 <sup>(1)</sup>
Moins : autorisation nette imputée au compte de prêts de la production de défense . . .	1 724 007	1 724 007
Plus : renonciation à une dette de la Société CAE Aircraft Limited à l'égard de l'État * . . . .	1 724 007	
Autorisation nette disponible pour l'autorisation du Fonds. . . . .	100 000 000	98 275 993
Autorisation non employée reportée . . . . .	100 000 000	98 275 993

COMPTE DE PRÊTS DE LA PRODUCTION DE DÉFENSE

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE  
AU 31 MARS 1996

	1996	1995
	\$	\$
Limite commune d'autorisation . . . . .	100 000 000 <sup>(1)</sup>	100 000 000 <sup>(1)</sup>
Moins : autorisation imputée au Fonds renou- velable de la production de défense . . .	100 000 000 *	98 275 993
Autorisation nette disponible pour le compte de prêts. . . . .	*	1 724 007
Autorisation nette employée. . . . .	*	1 724 007
Autorisation non employée reportée . . . . .		

<sup>(1)</sup> La limite commune d'autorisation continue pour le Fonds renouvelable de la production de défense et le Compte de prêts de la production de défense est de 100 000 000 \$ tel qu'indiquée à la note 1.

\* Un prêt de 1 724 007 \$ a été gracié à travers le crédit 21a du Budget des dépenses supplémentaire.

## Fonds renouvelable de la production de défense —Fin

### NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 1996

#### 1. Objectif et autorisation

Le Fonds renouvelable de la production de défense a été autorisé en vertu de l'article 15 de la *Loi sur la production de défense*. Il a été établi en 1951 dans le but :

- a) de financer le stockage de fournitures de défense ou de matériel stratégique;
- b) d'octroyer des prêts ou avances afin de faciliter les achats concernant la défense, tel que des prêts de fonds de roulement qui serviront à faire des paiements anticipés sur contrat; toutefois les prêts ou paiements anticipés ne peuvent être utilisés à titre de dépense en capital; et
- c) de permettre des paiements initiaux au titre de fournitures de défense qui peuvent être rapidement facturés à un ministère, un organisme gouvernemental ou un gouvernement associé avant la livraison effective des biens.

La *Loi sur la régularisation des comptes* (S.C. 1980, c. 17) a eu pour effet de créer un compte de prêts pour la production de défense séparé pour les prêts ou les avances autorisés en vertu de la *Loi sur la production de défense*, article b) ci-dessus.

Le Fonds et le Compte de prêts de la production de défense ont une autorisation permanente et continue aux termes de la *Loi sur la régularisation des comptes* d'effectuer des paiements sur le Trésor, le total ne devant jamais dépasser de plus de 100 millions de dollars l'ensemble des montants reçus dans ces deux comptes.

#### 2. Conventions comptables importantes

- a) Paiements aux fournisseurs au titre de fournitures de défense sont facturés au coût aux ministères et sociétés d'État.
- b) Paiements échelonnés aux fournisseurs

Les paiements échelonnés aux fournisseurs et la dette courue à leur égard au titre de fournitures de défense commandées par des ministères ou organismes gouvernementaux ou au titre de marchandises stockées, qui sont en cours et entreposées chez le fournisseur, sont inscrits à titre de paiements échelonnés aux fournisseurs. En vertu des clauses des contrats, les fournisseurs sont débiteurs du Fonds tant que les fournitures n'ont pas été livrées.

#### c) Facturation échelonnée aux clients

La facturation aux clients pour des fournitures de défense commandées qui ne leur ont pas été livrées est inscrite dans les comptes sous forme de factures échelonnées aux clients.

Note : Pour les exercices se terminant au 31 mars 1995 et 1996,

**Fonds renouvelable RADIAN**

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable RADIAN Réseau de formation et de communication tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables importantes établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers, revient à la gestion du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter des responsabilités de comptabilité et de rapport, le Fonds maintient une série de comptes représentant un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

Les services financiers du Fonds développent et propagent les conventions comptables et de gestion financière et émettent des directives particulières qui sont conformes aux normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne tout en tenant compte des coûts, bénéfices et risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont correctement approuvées par le Parlement, sont exécutées selon des règlements prescrits et sont enregistrées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif sous l'autorité du Fonds. Les activités des systèmes de gestion et de contrôle interne sont complétées par celles de la vérification interne et de la vérification permanente exercée par les agents de gestion financière du Fonds. Le Fonds recherche aussi l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers par le choix, la formation et le développement judicieux d'un personnel qualifié, par des dispositions organisationnelles permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorisations directoriales soient compris dans toute l'organisation.

Bien que le Fonds renouvelable RADIAN a cessé toutes activités d'affaires le 31 mars 1996, le Fonds a préparé une soumission au Conseil du Trésor pour terminer officiellement ses opérations le 31 mars 1997 afin de disposer de contrats d'emploi qui ne peuvent être résiliés.

Approuvé par :

*Chef, Services financiers  
(Agent financier principal à plein temps)*

JOHANNE BERNARD

*Directrice général, Services corporatifs  
(Agent financier principal)*

CAROLE JOLICOEUR

le 16 juillet 1996

ÉTAT DE L'AUTORISATION EMPLOYÉE  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1996

	1996		1995	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
	\$	\$	\$	\$
Perte nette pour l'exercice	(1 036 000)	(1 280 072)	(1 219 000)	(1 168 425)
Plus : éléments ne requé- rant aucune utili- sation de fonds ...	71 000	183 215	44 000	58 900
Fonds utilisés pour l'exploitation .....	(965 000)	(1 096 857)	(1 175 000)	(1 109 525)
Acquisitions nettes d'immobilisations.....	(75 000)	44 056	(311 000)	(277 835)
Variation du fonds de roulement .....		(43 495)		41 158
Autres éléments .....		43 495		(41 158)
Autorisation employée... ..	(1 040 000)	(1 052 801)	(1 486 000)	(1 387 360)

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE  
AU 31 MARS 1996

	1996	1995
	\$	\$
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds .....	2 442 498	1 346 202
Plus : imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars .....		59 658
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars .....	2 337	18 500
Autorisation nette employée à la fin de l'exercice .....	2 440 161	1 387 360
Limite de l'autorisation .....	10 000 000	10 000 000
Autorisation non employée reportée .....	7 559 839	8 612 640

Fonds renouvelable RADIAN —Suite

BILAN AU 31 MARS 1996

ACTIF	1996	1995	PASSIF	1996	1995
	\$	\$		\$	\$
Disponibilités			Exigibilités		
Débiteurs			Créditeurs et passif couru		
Gouvernement du Canada	2 337	18 500	Gouvernement du Canada		37 024
Immobilités			Tiers		
Au coût		277 835	Indemnités de congé		22 634
Moins : amortissement cumulé		50 564			59 658
		227 271	À long terme		
			Provision pour indemnités de cessation		
			d'emploi	8 336	8 336
				8 336	67 994
	2 337	245 771	AVOIR DU CANADA		
			Imputation nette accumulée sur l'autorisation		
			du Fonds	2 442 498	1 346 202
			Déficit accumulé	(2 448 497)	(1 168 425)
				(5 999)	177 777
				2 337	245 771

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE L'EXPLOITATION  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1996

	1996	1995
	\$	\$
Revenus	1 152 567	802 114
Frais d'exploitation		
Traitements et indemnités aux employés	900 390	732 658
Provision pour indemnités de cessation		8 336
d'emploi		
Transports et communications	346 166	158 815
Information	66 229	411 386
Services professionnels et spéciaux	574 736	131 662
Location	146 585	107 208
Achat des services de réparation et d'entretien	6 780	87 533
Services d'utilité, fournitures et approvisionnements	29 237	27 089
Amortissement	68 325	50 564
Autres	179 301	255 288
	2 317 749	1 970 539
Perte nette avant poste extraordinaire	(1 165 182)	(1 168 425)
Poste extraordinaire (note 4)	(114 890)	
Perte nette	(1 280 072)	(1 168 425)

ÉTAT DU DÉFICIT ACCUMULÉ  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1996

	1996	1995
	\$	\$
Solde au début de l'exercice	(1 168 425)	
Perte nette pour l'exercice	(1 280 072)	(1 168 425)
Solde à la fin de l'exercice	(2 448 497)	(1 168 425)

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1996

	1996	1995
	\$	\$
Activités de fonctionnement :		
Perte nette	(1 280 072)	(1 168 425)
Plus : provision pour indemnités de cessation		8 336
d'emploi		
amortissement	68 325	50 564
Ressources financières nettes employées par les		
activités de fonctionnement avant item		
extraordinaire	(1 211 747)	(1 109 525)
Perte sur disposition d'actif (note 4)	114 890	
Ressources nettes après item extraordinaire	(1 096 857)	(1 109 525)
Variation des disponibilités et exigibilités	(43 495)	41 158
Ressources financières nettes employées par		
les activités de fonctionnement	(1 140 352)	(1 068 367)
Activités d'investissement :		
Immobilisations		
Achetées	(71 044)	(277 835)
Produit sur disposition d'immobilisation	115 100	
Ressources financières employées par les		
activités d'investissement	44 056	(277 835)
Ressources financières nettes employées et variation		
de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation		
du Fonds, au cours de l'exercice	(1 096 296)	(1 346 202)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du		
Fonds, au début de l'exercice	(1 346 202)	
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du		
Fonds, à la fin de l'exercice	(2 442 498)	(1 346 202)

**Fonds renouvelable RADIAN —Fin**

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS  
31 MARS 1996

1. Autorisation et objectifs

Le Fonds renouvelable RADIAN Réseau de formation et de communication a été établi le 1<sup>er</sup> avril 1994 en vue d'assurer la formation à distance et d'autres services de communication des affaires au secteur public.

Une autorisation permanente continue du Parlement autorise le Fonds à effectuer des paiements à partir du Trésor pour subvenir aux besoins du fonds de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés de 10 000 000 \$.

2. Conventions comptables importantes

a) Indemnités de cessation d'emploi

Les avantages sociaux (indemnités de cessation d'emploi et de congés payés) reviennent aux employés en fonction du nombre d'années de service pour le compte de l'État canadien, conformément aux dispositions prévues dans les conventions collectives. À compter du 1<sup>er</sup> avril 1994, RADIAN assume la charge des montants accumulés par les employés à titre d'indemnités de cessation d'emploi au cours de l'exercice. Aucune provision n'est prévue au titre des indemnités de cessation d'emploi applicable au service antérieur au 1<sup>er</sup> avril 1994. Les indemnités gagnées avant le 1<sup>er</sup> avril 1994 représentent une obligation pour RADIAN qui sera assumée par le Conseil du Trésor.

b) Immobilisations

Les immobilisations sont amorties selon la méthode linéaire sur leur durée de vie utile estimative depuis leur année d'acquisition, comme suit :

Mobilier de bureau	10 ans
Matériel de bureau	5 ans
Matériel informatique et de traitement de textes	4 ans

3. Immobilisations et amortissement accumulé

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	\$	\$	\$	\$
Mobilier . . . . .	100 371		100 371	
Matériel . . . . .	34 658		34 658	
Matériel informatique et de traitement de textes . . . . .	92 242	71 044	163 286	
	<u>227 271</u>	<u>71 044</u>	<u>298 315</u>	

  

Amortissement accumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
	\$	\$	\$	\$
Mobilier . . . . .	11 152	11 152	22 304	
Matériel . . . . .	8 665	8 665	17 330	
Matériel informatique et de traitement de textes . . . . .	30 747	48 508	79 255	
	<u>50 564</u>	<u>68 325</u>	<u>118 889</u>	

4. Poste extraordinaire

Suite à la fermeture du Fonds RADIAN, la direction a procédé à la vente des immobilisations. Les immobilisations furent vendus durant l'année fiscale 1995-1996 pour un montant totalisant 115 100 \$; les sommes d'argent ont été reçues.

À la fin de la vente, l'Organisation enregistre une perte sur aliénation des immobilisations au montant de 114 890 \$.

5. Fermeture du Fonds renouvelable RADIAN

Bien que le Fonds renouvelable RADIAN a cessé toutes activités d'affaires le 31 mars 1996, le Fonds a préparé une soumission au Conseil du Trésor pour terminer officiellement ses opérations le 31 mars 1997 afin de disposer de contrats d'emploi qui ne peuvent être résiliés.

**Fonds renouvelable des Services d'architecture, de génie et de l'immobilier**

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des Services d'architecture, de génie et de l'immobilier, tel qu'exigé par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les conventions comptables importantes établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassifiés afin d'être conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers, revient à la gestion du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités en matière de comptabilité et de rapport, le Fonds maintient une série de comptes représentant un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

Le secteur des Finances, sous la direction générale du service opérationnel au gouvernement, développe et promouvoit les conventions comptables et de gestion financière et émet des directives particulières selon les normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne tout en tenant compte des coûts, des bénéfices et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont correctement approuvées par le Parlement, sont

exécutées, selon des règlements prescrits, et sont enregistrées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif sous l'autorité du Fonds. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont appuyés par le biais de programmes de vérification interne. La gestion recherche aussi l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers par le choix, la formation et le développement judicieux d'un personnel qualifié, par des dispositions organisationnelles permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorisations directoriales soient compris dans toute l'organisation.

La gestion a présenté les états financiers aux vérificateurs externes qui les ont vérifiés et ont fourni une opinion indépendante qui est annexée à ces états financiers.

Les systèmes comptables et les états financiers du Fonds se sont développés au cours des années afin de répondre aux changements.

Approuvé par :

*Directeur général, Finances  
(Agent financier principal à temps plein)*

L. SAINT-LAURENT

*Sous-ministre adjoint  
Direction générale du service  
opérationnel au gouvernement  
(Agent financier principal)*

J. C. STOBBE

le 21 août 1996



**Fonds renouvelable des Services d'architecture, de génie et de l'immobilier —Suite**

ÉTAT DE L'AUTORISATION (EMPLOYÉE) FOURNIE  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1996

	1996		1995	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
	\$	\$	\$	\$
Perte nette de fonctionnement (note 1) :				
Opérations . . . . .	(464 000)	(32 177 074)	(20 201 000)	(56 419 887)
Initiatives spéciales . . . . .				(2 339 000)
Activités à l'appui des objectifs généraux du gouvernement . . . . .	(2 589 000)	(2 589 000)	(2 574 000)	(2 574 000)
	(3 053 000)	(34 766 074)	(22 775 000)	(61 332 887)
Plus : éléments ne requérant aucune utilisation de fonds . . . . .	7 796 000	31 675 914		44 170 876
Fonds utilisés pour l'exploitation . . . . .	4 743 000	(3 090 160)	(22 775 000)	(17 162 011)
Recouvrement du crédit 1—FRSAG&I—Perte de fonctionnement (note 1) . . . . .	464 000	464 000	20 201 000	18 722 000
Recouvrement du crédit 5—FRSAG&I—Activités à l'appui des objectifs généraux du gouvernement (note 1) . . . . .	2 589 000	2 589 000	2 574 000	2 574 000
Acquisitions nettes d'immobilisations . . . . .	(5 671 000)	(3 860 957)		(6 127 063)
Variation du fonds de roulement . . . . .		52 014 470		34 193 140
Autres éléments . . . . .		(85 480 338)		(15 985 179)
Autorisation (employée) fournie . . . . .	2 125 000	(37 363 985)		16 214 887

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE  
AU 31 MARS 1996

	1996	1995
	\$	\$
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds . . . . .	(63 951 691)	(42 730 503)
Plus : imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars (note 3) . . . . .	222 076 066	120 794 399
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars (note 3) . . . . .	103 072 099	60 375 605
Autorisation nette employée, fin de l'exercice . . . . .	55 052 276	17 688 291
Limite de l'autorisation . . . . .	450 000 000	450 000 000
Autorisation non employée reportée . . . . .	394 947 724	432 311 709

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**Fonds renouvelable des Services d'architecture, de génie et de l'immobilier —Suite**

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU DIRECTEUR GÉNÉRAL, VÉRIFICATION ET EXAMEN  
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA

Nous avons vérifié le bilan du Fonds renouvelable des Services d'architecture, de génie et de l'immobilier au 31 mars 1996, ainsi que les états de l'exploitation, du déficit accumulé, et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds renouvelable des services d'architecture, de génie et de l'immobilier. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'informations fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis, et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds renouvelable des Services d'architecture, de génie et de l'immobilier au 31 mars 1996, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables applicables aux fonds renouvelables du gouvernement du Canada, tels que décrits dans la note 2.

Comptables agréés  
Ernst & Young

Ottawa, Canada  
le 12 août 1996

BILAN AU 31 MARS 1996

ACTIF	1996	1995	PASSIF	1996	1995
	\$	\$		\$	\$
Disponibilités			Exigibilités		
Débiteurs			Créditeurs et passif couru		
Gouvernement du Canada (note 3) . . . . .	103 328 220	54 028 449	Gouvernement du Canada (note 3) . . . . .	13 627 121	4 142 475
Tiers (note 3) . . . . .	19 802 236	32 341 227	Tiers		
	123 130 456	86 369 676	Créditeurs (note 3) . . . . .	211 072 334	119 256 947
Stocks de biens renouvelables . . . . .	1 216 683	2 052 413	Salaires et avantages courus . . . . .	16 172 381	17 988 433
Travaux en cours . . . . .	324 572	940 703	Produits et recouvrements comptabilisés		
Frais payés d'avance . . . . .	10 474	15 151	d'avance . . . . .	443 820	894 144
	124 682 185	89 377 943	Fonds de responsabilité SA&G . . . . .	1 850 180	2 985 505
Immobilisations (note 5)			Tranche à court terme de la dette à long		
Au coût . . . . .	74 533 093	77 363 113	terme (note 6) . . . . .	10 462 480	21 042 100
Moins : amortissement cumulé . . . . .	49 494 888	46 866 464		253 628 316	166 309 604
	25 038 205	30 496 649	À long terme		
			Provision pour indemnités de cessation		
			d'emploi . . . . .	34 001 296	40 103 818
			Allocation pour compensation . . . . .	14 835 445	13 271 575
				48 836 741	53 375 393
			AVOIR DU CANADA		
			Imputation nette accumulée sur l'autorisation		
			du Fonds (note 3) . . . . .	(63 951 691)	(42 730 503)
			Déficit accumulé . . . . .	(88 792 976)	(57 079 902)
				(152 744 667)	(99 810 405)
	149 720 390	119 874 592		149 720 390	119 874 592

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

1. 62 ÉTATS FINANCIERS DES FONDS RENOUELABLES

**Fonds renouvelable des Services d'architecture, de génie et de l'immobilier — Suite**

ÉTAT DE L'EXPLOITATION  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1996

	1996	1995
	\$	\$
<b>Revenus</b>		
Revenus de projets . . . . .	257 873 576	281 880 023
Recouvrements de salaires au coût direct . . . . .	76 195 896	88 312 519
Honoraires de gestion d'actifs . . . . .	52 179 325	63 974 840
Autres revenus . . . . .	4 312 720	4 891 676
	<u>390 561 517</u>	<u>439 059 058</u>
<b>Dépenses</b>		
Personnel (note 12) . . . . .	252 442 644	292 443 584
Provision pour indemnités de cessation d'emploi (note 12) . . . . .	5 364 241	5 459 978
Réaménagement des effectifs (note 9) . . . . .		10 927 420
Transports et communications . . . . .	6 522 369	7 346 977
Information . . . . .	384 431	730 414
Services professionnels et spéciaux . . . . .	13 223 069	12 180 702
Frais d'occupation . . . . .	12 421 833	14 704 975
Location . . . . .	881 235	1 221 990
Achat de services de réparation et d'entretien . . . . .	484 583	1 190 860
Utilités publiques, fournitures et approvi- sionnements . . . . .	3 833 133	4 795 681
Amortissement . . . . .	7 317 382	7 646 224
Mauvaises créances . . . . .	31 651	42 870
Toutes autres dépenses . . . . .	5 064 278	7 911 203
	<u>307 970 849</u>	<u>366 602 878</u>
Plus : recouvrements du Programme des appro- visionnement et des services pour les services ministériels et administratifs . . . . .	98 762 300	98 436 793
	<u>406 733 149</u>	<u>465 039 671</u>
Perte de fonctionnement avant autres dépenses . . . . .	(16 171 632)	(25 980 613)
<b>Autres dépenses</b>		
Dépenses diverses (note 7) . . . . .	169 034	5 038 600
Provision pour compensation (note 8) . . . . .	18 425 408	30 313 674
	<u>18 594 442</u>	<u>35 352 274</u>
Perte nette de fonctionnement . . . . .	(34 766 074)	(61 332 887)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.  
Voir l'annexe A pour la répartition par activité.

ÉTAT DU DÉFICIT ACCUMULÉ  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1996

	1996	1995
	\$	\$
Solde au début de l'exercice . . . . .	(57 079 902)	
Perte nette de fonctionnement . . . . .	(34 766 074)	(61 332 887)
	<u>(91 845 976)</u>	<u>(61 332 887)</u>
Actifs nets transférés des SM&A et nouveaux calculs des indemnités des SI et SA&G (note 11) . . . . .		(17 043 015)
Recouvrement de la perte nette de fonction- nement du (note 1) :		
Crédit 1—FRSAG&I—Perte de fonctionnement	464 000	18 722 000
Crédit 5—FRSAG&I—Activités à l'appui des objectifs généraux du gouvernement . . . . .	2 589 000	2 574 000
	<u>(88 792 976)</u>	<u>(57 079 902)</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1996

	1996	1995
	\$	\$
<b>Activités de fonctionnement :</b>		
Perte nette de fonctionnement . . . . .	(34 766 074)	(61 332 887)
Plus : provision pour indemnités de cessation d'emploi . . . . .	5 364 241	5 459 978
provision pour compensation . . . . .	18 425 408	30 313 674
amortissement—Portion non- récupérable . . . . .	7 317 382	7 646 224
amortissement—Récupérable des AMG . . . . .	568 883	751 000
	<u>(3 090 160)</u>	<u>(17 162 011)</u>
Variation du fonds de roulement . . . . .	52 014 470	34 193 140
Variation des autres éléments d'actif et de passif :		
Paiements et variation de l'allocation pour compensation . . . . .	(16 861 538)	(17 042 099)
Paiements et variation de la provision pour indemnités de cessation d'emploi . . . . .	(11 466 763)	(2 179 942)
Ressources financières nettes fournies (emplo- yées) par les activités de fonctionnement . . . . .	20 596 009	(2 190 912)
<b>Activités d'investissement :</b>		
Immobilisations : (note 5)		
Acquisitions . . . . .	(3 860 957)	(6 127 063)
Transfert des immobilisations des SM&A au Programme des approvisionnement et des services (note 11) . . . . .		22 261 342
Aliénations/ajustements . . . . .	1 433 136	4 208 529
Ressources financières nettes (employées) fournies par les activités d'investissement . . . . .	(2 427 821)	20 342 808
<b>Activités de financement :</b>		
Actifs nets transférés des SM&A et nouveaux calculs des indemnités des SI et SA&G (note 11) . . . . .		(17 043 015)
Recouvrement de la perte de fonctionne- ment—FRSAG&I (crédit 1) . . . . .	464 000	18 722 000
Recouvrement des activités à l'appui des objectifs généraux du gouvernement— FRSAG&I—Crédit 5 (note 1) . . . . .	2 589 000	2 574 000
Ressources financières nettes fournies par les activités de financement . . . . .	3 053 000	4 252 985
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice . . . . .	21 221 188	22 404 881
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice . . . . .	42 730 503	20 325 622
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice . . . . .	63 951 691	42 730 503

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**Fonds renouvelable des Services d'architecture, de génie et de l'immobilier —Suite**

RÉPARTITION DE L'ÉTAT DE L'EXPLOITATION PAR ACTIVITÉ  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1996

ANNEXE A

	1996			1995		
	Services immobiliers	Services d'architecture et de génie	Total	Services immobiliers	Services d'architecture et de génie	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Revenus</b>						
Revenus de projets .....	98 693 458	159 180 118	257 873 576	110 278 992	171 601 031	281 880 023
Recouvrements de salaires au coût direct .....	74 956 675	1 239 221	76 195 896	87 007 257	1 305 262	88 312 519
Honoraires de gestion d'actifs .....	52 179 325		52 179 325	63 974 840		63 974 840
Autres revenus .....	3 234 432	1 078 288	4 312 720	3 543 767	1 347 909	4 891 676
	<u>229 063 890</u>	<u>161 497 627</u>	<u>390 561 517</u>	<u>264 804 856</u>	<u>174 254 202</u>	<u>439 059 058</u>
<b>Dépenses</b>						
Personnel (note 12) .....	142 002 558	110 440 086	252 442 644	173 410 389	119 033 195	292 443 584
Provision pour indemnités de cessation d'emploi (note 12) .....	2 169 525	3 194 716	5 364 241	1 405 024	4 054 954	5 459 978
Réaménagement des effectifs (note 9) .....				3 678 128	7 249 292	10 927 420
Transports et communications .....	3 950 858	2 571 511	6 522 369	4 948 036	2 398 941	7 346 977
Information .....	240 961	143 470	384 431	367 251	363 163	730 414
Services professionnels et spéciaux .....	7 319 707	5 903 362	13 223 069	7 556 722	4 623 980	12 180 702
Frais d'occupation .....	6 805 777	5 616 056	12 421 833	8 678 562	6 026 413	14 704 975
Location .....	680 175	201 060	881 235	890 293	331 697	1 221 990
Achat de services de réparation et d'entretien .....	456 917	27 666	484 583	807 817	383 043	1 190 860
Utilités publiques, fournitures et approvisionnements .....	2 020 684	1 812 449	3 833 133	2 769 715	2 025 966	4 795 681
Amortissement .....	3 835 118	3 482 264	7 317 382	4 105 257	3 540 967	7 646 224
Mauvaises créances .....	24 052	7 599	31 651	41 070	1 800	42 870
Toutes autres dépenses .....	1 875 168	3 189 110	5 064 278	758 583	7 152 620	7 911 203
	<u>171 381 500</u>	<u>136 589 349</u>	<u>307 970 849</u>	<u>209 416 847</u>	<u>157 186 031</u>	<u>366 602 878</u>
Plus : recouvrements du Programme des approvisionnements et des services pour les services ministériels et administratifs .....			98 762 300			98 436 793
	<u>171 381 500</u>	<u>136 589 349</u>	<u>406 733 149</u>	<u>209 416 847</u>	<u>157 186 031</u>	<u>465 039 671</u>
Perte de fonctionnement avant autres dépenses .....	<u>57 682 390</u>	<u>24 908 278</u>	<u>(16 171 632)</u>	<u>55 388 009</u>	<u>17 068 171</u>	<u>(25 980 613)</u>
<b>Autres dépenses</b>						
Dépenses diverses (note 7) .....			169 034			5 038 600
Provision pour compensation (note 8) .....			18 425 408			30 313 674
			<u>18 594 442</u>			<u>35 352 274</u>
Perte nette de fonctionnement .....			<u>(34 766 074)</u>			<u>(61 332 887)</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Fonds renouvelable des Services d'architecture, de génie et de l'immobilier —Suite

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS  
AU 31 MARS 1996

### 1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable des Services d'architecture, de génie et de l'immobilier (FRSAG&I), antérieurement le Fond renouvelable des Travaux publics, a été établi par la *Loi sur la régularisation des comptes* (Loi C-22 datée du 22 juillet 1980), qui a été annulée et remplacée en 1985 par la section 5 de la *Loi sur les fonds renouvelables*. Cette Loi permet au ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) d'encourir des dépenses pour les démarches entreprises par son ministère pour le compte d'autres ministères et organismes, autres gouvernements ainsi que pour les locataires du secteur privé de propriétés louées ou appartenant à l'État. Il fournit une vaste gamme de services professionnels et techniques dans les champs de génie, de l'architecture et de l'immobilier pour l'acquisition, la gestion, l'exploitation et la disposition d'actifs immobiliers.

Le Fonds renouvelable a reçu du Parlement une autorisation permanente et continue en vue d'effectuer des paiements au moyen du Trésor pour financer un fonds de roulement suffisant et pour couvrir ses dépenses de fonctionnement et en capital. Le total de ce financement ne peut excéder en aucun temps la somme de 450 millions de dollars.

Conformément à l'ancien article 33 de la *Loi sur la régularisation des comptes* et par l'entremise du Budget des dépenses supplémentaire (B) 1983-1984, l'autorisation du Fonds a été modifiée pour inclure des frais pour le compte d'autres programmes ministériels de Travaux publics Canada et pour élargir l'autorisation financière de 55 millions de dollars à 150 millions de dollars. Le Budget des dépenses supplémentaire (C) 1984-1985 a augmenté l'autorisation de 150 millions de dollars à 300 millions de dollars. Par l'entremise du Budget des dépenses supplémentaire (E) 1987-1988, l'autorisation a été augmentée de nouveau, cette fois de 300 millions de dollars à 450 millions de dollars.

Du 1<sup>er</sup> avril 1985 au 31 mars 1988, le Programme des services a été financé par un fonds renouvelable selon le principe du recouvrement des coûts directs, auquel s'est ajouté un crédit de paiement pour couvrir les dépenses de fonctionnement non récupérables auprès des clients, de même qu'un crédit pour couvrir les acquisitions d'immobilisations du programme. Depuis le 1<sup>er</sup> avril 1988, selon les termes et conditions révisés de la délibération du Conseil du Trésor 805839 approuvée et datée le 25 juin 1987, le Fonds renouvelable des Services d'architecture, de génie et de l'immobilier (antérieurement Travaux publics) a comme objectif d'opérer en tant qu'entité financière autonome en imputant des honoraires calculés selon les prix du marché, conformément au barème approuvé par le Conseil du Trésor, pour les services fournis aux clients.

Parce que le programme n'était pas autosuffisant, le ministère a jugé nécessaire de soumettre les demandes de fonds qui suivent afin de couvrir en partie les pertes de fonctionnement, et pour financer les initiatives spéciales jugées essentielles à l'atteinte de l'objectif financier du ministère de supprimer le déficit d'exploitation du Programme des services par 1996-1997. Le montant financé a totalisé 464 000 \$ en 1995-1996 (18 722 000 \$ en 1994-1995).

De plus, le Fonds renouvelable a reçu des fonds par un crédit distinct, afin de couvrir les dépenses de fonctionnement pour les activités à l'appui des objectifs généraux du gouvernement non recouvrées par les recettes. Le montant reçu a totalisé 2 589 000 \$ en 1995-1996 (2 574 000 \$ en 1994-1995).

### 2. Conventions comptables importantes

Les états financiers ne comprennent que les comptes sous la responsabilité du Fonds renouvelable. Toutes les dépenses du Programme des services (à l'exception du recouvrement du FRSAG&I—Perte de fonctionnement, ainsi que du crédit pour les activités à l'appui des objectifs généraux du gouvernement) sont sous la responsabilité du FRSAG&I. D'autre part tous les recouvrements reçus des clients pour services rendus sont crédités au compte du FRSAG&I. Les revenus générés comprennent des honoraires basés sur les pratiques du marché plus le recouvrement de salaires et autres déboursés, lorsque nécessaire.

Les états financiers ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus en autant qu'ils sont conformes au Manuel d'instruction des *Comptes publics du Canada* du receveur général du Canada. Les principales principes comptables comprennent :

#### Constatation des revenus

Les revenus sont reconnus dans la période comptable au cours de laquelle ils sont gagnés, c'est-à-dire lorsque les biens ou les services ont été fournis ou qu'un événement entraînant une réclamation a eu lieu.

#### Constatation des dépenses

Toutes les dépenses, y compris les indemnités de cessation d'emploi et de vacances sont comptabilisées sur une base d'exercice et sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel elles ont été encourues.

#### Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés lors de l'émission de factures pour biens ou services rendus et sont rapportés selon le montant facturé. C'est la politique du Fonds d'établir une provision pour créances douteuses.

**Fonds renouvelable des Services d'architecture, de génie et de l'immobilier** —*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS  
AU 31 MARS 1996—*Suite*

Stocks de biens renouvelables

Ce compte ne comprend que les biens renouvelables achetés et conservés en magasins pour le compte des gestionnaires opérationnels responsables des services de gestion des biens et des autres services. Les stocks sont classés par catégorie et constitués d'articles de quincaillerie, de matériel électrique, de bois et de matériel de plomberie. Ils sont évalués au coût réel et comptabilisés selon la méthode de l'épuisement successif (PEPS).

Travaux en cours

Les travaux en cours sont évalués selon les heures actuellement travaillées en fonction des tarifs normalisés multipliés par un coefficient de facturation. Ils comprennent également les honoraires et débours encourus pour les services complétés ou biens livrés sur les projets des clients ou pour le compte du Programme des biens immobiliers du ministère de TPSGC. Tous les montants facturés sur les travaux en cours sont portés en diminution de ceux-ci.

Immobilisations

Les immobilisations qui étaient sous la garde du ministère des Travaux publics et qui ont été assumées par le Fonds le 1<sup>er</sup> avril 1988 sont comptabilisées à leur valeur nette au livre (coût moins amortissement cumulé). Toutes les acquisitions d'immobilisations du Fonds depuis le 1<sup>er</sup> avril 1988 sont comptabilisées au coût.

Les installations maritimes flottantes et les installations côtières connexes de moins de 15 000 \$ sont entièrement imputées à l'exercice au moment de l'acquisition.

Les immobilisations (autres que celles se rapportant aux installations maritimes flottantes et aux installations côtières connexes) de moins de 1 000 \$ sont imputées à l'exercice au moment de l'acquisition.

Les autres dépenses qui prolongent la durée économique d'une immobilisation ou augmentent ses capacités sont capitalisées, à l'exception de ce qui est mentionné ci-dessus.

Les produits de l'aliénation des immobilisations sont conservés par le Fonds renouvelable, et les gains ou les pertes découlant de l'aliénation sont indiqués séparément dans les états financiers.

Amortissement des immobilisations

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire basé sur leur durée d'utilisation prévue et leur

valeur résiduelle. L'amortissement est calculé à partir du mois où ces immobilisations deviendront opérationnelles d'après ce qui suit :

<u>Installations maritimes flottantes et installations côtières connexes</u>	<u>Durée d'utilisation prévue</u>
Dragueurs et installations côtières fixes	35 ans
Chalands, remorqueurs et grosses embarcations pour relevés hydrographiques	30 ans
Autres éléments de dragage	15 ans
<u>Autres immobilisations :</u>	
Véhicules et équipement de construction	3 ans
Outils, machines, équipement pour les immeubles et les bureaux, y compris l'équipement informatique, meubles et installations fixes	5 ans

Régime de retraite

Les employés du ministère dont les salaires et autres bénéfices sont payés par le Fonds renouvelable sont soumis aux dispositions de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*. La contribution du gouvernement au régime de pension est incluse dans l'imputation au fonds des avantages de l'employé. Les charges à payer pour les paiements de pension sont tirées des comptes de pension de la fonction publique et de prestations de retraite supplémentaires.

Salaires et avantages courus

Ce passif couru représente le montant des congés annuels inutilisés calculés en fonction des taux moyens de salaire en vigueur à la fin de l'année.

Fonds de responsabilité du SA&G

Le Fonds de responsabilité des services d'architecture et de génie (SA&G) est une provision budgétaire établie par les SA&G en reconnaissance du fait que le gouvernement est son propre assureur. Cette allocation budgétaire s'apparente à l'assurance responsabilité que souscrivent les consultants du secteur privé. Le Fonds de responsabilité a pour objet de couvrir les dépenses éventuelles qui ne font pas partie des dépenses de fonctionnement ordinaires de la direction générale des SA&G.

## Fonds renouvelable des Services d'architecture, de génie et de l'immobilier —Suite

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS  
AU 31 MARS 1996—Suite

### Indemnités de cessation d'emploi

Les indemnités de cessation d'emploi des employés s'accumulent avec les années de service au gouvernement du Canada tel que prévu dans les conventions collectives. Le coût de ces indemnités est imputé aux comptes au fur et à mesure que les employés en acquiert le droit. Le montant du passif a été établi en utilisant des taux déterminés et révisés par des actuaires et qui nous sont fournis par le Conseil du Trésor.

### Allocation pour compensation

En vue de la restructuration de la fonction publique, le gouvernement a pris des mesures spécifiques afin de réduire l'emploi dans la fonction publique durant les prochaines deux années. Ces mesures incluent des programmes d'encouragement à la retraite et des primes de départ anticipé. Les coûts estimés pour ces encouragements sont basés sur ce que chacun a droit individuellement en date de la comptabilisation pour les employés affectés.

### 3. Modification à la convention comptable

Afin de refléter la situation financière du Fonds au 31 mars 1996, les montants reçus et déboursés après cette date ne sont pas reflétés dans ces comptes. Dans les années antérieures, les recettes et débours après la date du bilan ont été inclus pour les périodes comptables additionnelles utilisées pour le gouvernement du Canada.

Ce changement a augmenté les comptes de la façon suivante :

Débiteurs .....	70 853 617	2 028 049	72 881 666
Créditeurs .....	9 201 259	106 893 897	116 095 156
ANCAFA .....			43 213 490

Le changement n'a pas d'effet sur la perte d'exploitation nette ou le déficit accumulé.

Ce changement n'a pas été appliqué rétroactivement parce que l'information essentielle n'était pas facilement déterminable.

### 4. Actif et passif assumés

Afin de permettre au Fonds d'opérer en tant qu'entité financière autonome, certaines immobilisations originellement financées à même les affectations ministérielles, ainsi que des exigibilités pour congés inutilisés et des indemnités de cessation d'emploi ont été assumés par le Fonds renouvelable des Services d'architecture, de génie et de l'immobilier (anciennement Travaux publics). Au 1<sup>er</sup> avril 1988, le montant de 16 547 815 \$ représentant l'excédent des passifs sur les actifs assumés par le Fonds a été comptabilisé à l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds. Les disponibilités et les immobilisations ont été acquises à leur valeur nette de réalisation estimée et leur valeur au livre nette estimée respectivement. Les passifs à long terme ont été assumés à leur valeur actuarielle rajustée.

L'effet de ce qui est mentionné ci-dessus est le suivant :

Fonds renouvelable des Services d'architecture, de génie et de l'immobilier —Suite

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS  
AU 31 MARS 1996—Suite

5. Immobilisations et amortissement cumulé

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations et ajustements	Solde à la fin de l'exercice
	\$	\$	\$	\$
Dragues et installations fixes à terre .....	11 831 739	40 776	(1 394 383)	10 478 132
Chalands, remorqueurs et grandes embarcations pour relevés hydrographiques .....	5 235 223		(721 369)	4 513 854
Petites embarcations pour relevés hydrographiques .....	1 381 236	122 988		1 504 224
Véhicules et matériel de construction .....	4 920 206	6 791	(240 238)	4 686 759
Outils, machines, matériel de bâtiment, d'informatique et de bureau .....	53 994 709	3 690 402	(4 334 987)	53 350 124
	<u>77 363 113</u>	<u>3 860 957</u>	<u>(6 690 977)</u>	<u>74 533 093</u>
Amortissement cumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement de l'exercice courant	Aliénations et ajustements	Solde à la fin de l'exercice
	\$	\$	\$	\$
Dragues et installations fixes à terre .....	6 317 968	240 984	(907 792)	5 651 160
Chalands, remorqueurs et grandes embarcations pour relevés hydrographiques .....	2 298 283	103 383	(135 176)	2 266 490
Petites embarcations pour relevés hydrographiques .....	417 902	75 050	(61)	492 891
Véhicules et matériel de construction .....	3 981 414	544 441	(312 132)	4 213 723
Outils, machines, matériel de bâtiment, d'informatique et de bureau .....	33 850 897	6 922 407	(3 902 680)	36 870 624
	<u>46 866 464</u>	<u>7 886 265</u>	<u>(5 257 841)</u>	<u>49 494 888</u>
Net .....	<u>30 496 649</u>		<u>(1 433 136)</u>	<u>25 038 205</u>

6. Portion à court terme de la dette à long terme

La tranche à court terme de la dette à long terme se compose des éléments suivants :

	1996	1995
	\$	\$
Provision pour indemnités de cessation d'emploi .....	4 000 000	4 000 000
Allocation pour compensation .....	6 462 480	17 042 100
	<u>10 462 480</u>	<u>21 042 100</u>

7. Autres dépenses

Les autres dépenses représentent des corrections d'erreurs, des redressements aux débours, et des projets spéciaux qui ne font pas partie des activités normales de fonctionnement.

8. Provision pour compensation

La provision pour compensation est le résultat de la politique du gouvernement qui demande de comptabiliser une estimation

des coûts de cessation d'emploi concernant les programmes d'encouragement à la retraite anticipée et de primes de départ anticipés. La provision représente l'estimation des coûts sur trois années, excluant l'indemnité de cessation d'emploi et le paiement des vacances non utilisés qui seront comptabilisées séparément.

9. Réaménagement des effectifs

Les coûts associés au réaménagement des effectifs encourus en 1995-1996 totalisent 41 555 107 \$. Ces coûts ont été appliqués en réduction des comptes de passifs suivants :

	\$
Allocation pour compensation .....	27 441 158
Provision pour indemnités de cessation d'emploi .....	11 466 763
Salaires et avantages courus .....	2 647 186
	<u>41 555 107</u>



**Fonds renouvelable des Services d'architecture, de génie et de l'immobilier —Fin**

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS  
AU 31 MARS 1996—Fin

10. Événement postérieur à la date des états financiers

Des modifications au cadre de planification opérationnelle ont été approuvées par le Conseil du Trésor dans sa mise à jour annuelle des niveaux de référence. L'effet de ces modifications, qui entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1996, sont que le Fonds renouvelable assumera désormais les activités d'architecture et de génie, de la gestion immobilière, des propriétés et du dessaisissement et des services de soutien. Le nouveau Fonds sera exploité sous le nom de Fonds renouvelable des services immobiliers.

11. Actifs nets transférés des SM&A et nouveaux calculs des indemnités des SI et SA&G

Le transfert en 1994-1995 des fonctions de l'activité des Services ministériels et administratifs (SM&A) hors du Fonds renouvelable et dans le Programme des approvisionnements et des services, a nécessité le retrait, du Fonds renouvelable, des coûts des actifs et de l'amortissement cumulé correspondant, des congés annuels inutilisés accumulés et des indemnités de cessation d'emploi, tous reliés à l'activité des SM&A. Aussi, un ajustement aux indemnités de cessation d'emploi a été nécessaire dû aux nouveaux calculs effectués concernant l'activité des Services immobiliers (SI) et l'activité des Services d'architecture et de génie (SA&G). Ce montant a été pratiquement le même que celui qui a été retiré du compte pour l'activité des SM&A.

L'effet de ce qui est mentionné ci-dessus est le suivant :

	\$
Actif :	
Immobilisations (net de l'amortissement) . . . . .	22 261 342
Passif :	
Congés inutilisés accumulés . . . . .	5 218 328
Indemnités de cessation d'emploi :	
Retrait des SM&A . . . . .	8 344 218
Ajustement dû aux nouveaux calculs des indemnités pour SI et SA&G . . . . .	(8 344 219)
Total du passif . . . . .	5 218 327
Actifs nets transférés des SM&A et nouveaux calculs des indemnités des SI et SA&G . . . . .	<u>17 043 015</u>

Une soumission sera acheminée au Conseil du Trésor demandant l'autorité de rétablir, par l'entremise du Budget des dépenses supplémentaire final de 1996-1997, l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du fonds dans le Fonds renouvelable des Services immobiliers pour le transfert des actifs nets au crédit parlementaire à l'intérieur du Programme des approvisionnements et des services et l'ajustement aux indemnités de cessation d'emploi dû aux nouveaux calculs pour les activités des SI et SA&G.

12. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassifiés afin d'être conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

**Fonds renouvelable des Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique**

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique (SGTI), tel qu'exigé par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les conventions comptables importantes établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassifiés afin d'être conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers, revient à la gestion du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités en matière de comptabilité et de rapport, le Fonds maintient une série de comptes représentant un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

Le secteur des Finances, sous la Direction générale du service opérationnel au gouvernement, développe et promouvoit les conventions comptables et de gestion financière et émet des directives particulières selon les normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne tout en tenant compte des coûts, des bénéfices et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont correctement approuvées par le Parlement, sont exécutées selon des règlements prescrits, et sont enregistrées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif sous l'autorité du Fonds.

Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont appuyés par le biais de programmes de vérification interne. La gestion recherche aussi l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers par le choix, la formation et le développement judicieux d'un personnel qualifié, par des dispositions organisationnelles permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorisations directoriales soient compris dans toute l'organisation.

La gestion a présenté les états financiers aux vérificateurs externes, qui les ont vérifiés et ont fourni une opinion indépendante qui est annexée à ces états financiers.

Les systèmes comptables et les états financiers du Fonds se sont développés au cours des années afin de répondre aux changements.

Approuvé par :

*Directeur général, Finances  
(Agent financier principal à plein temps)*

L. SAINT-LAURENT

*Sous-ministre adjoint,  
Direction générale du service  
opérationnel au gouvernement  
(Agent financier principal)*

J. C. STOBBE

le 21 août 1996

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE (EMPLOYÉE)  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1996

	1996		1995	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
	\$	\$	\$	\$
Profit de fonctionnement net ou (perte nette) . . . .	(1 381 000)	10 151 394	7 755 000	462 425
Plus : éléments ne requérant aucune utilisation de fonds . .	5 914 000	7 203 653	1 947 000	10 097 066
Fonds provenant de l'exploitation . . . . .	4 533 000	17 355 047	9 702 000	10 559 491
Acquisitions nettes d'immobilisations . . . . .	(5 914 000)	(5 996 682)	(8 974 000)	(8 803 094)
Variation du fonds de roulement . . . . .		(18 283 023)	202 000	16 577 042
Autres éléments . . . . .		30 079 522		(23 394 288)
Autorisation fournie (employée) . . . . .	(1 381 000)	23 154 864	930 000	(5 060 849)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE  
AU 31 MARS 1996

	1996	1995
	\$	\$
Solde (débit) créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds . . . . .	4 973 537	(11 595 568)
Plus : imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars (note 3) . . . . .	33 975 844	8 500 370
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars (note 3) . . . . .	62 783 760	202 289
Autorisation nette fournie, fin de l'exercice . . . . .	(23 834 379)	(3 297 487)
Limite de l'autorisation . . . . .	64 000 000	64 000 000
Autorisation non employée reportée . . . . .	87 834 379	67 297 487

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

1. 70 ÉTATS FINANCIERS DES FONDS RENOUELABLES

**Fonds renouvelable des Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique — Suite**

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU DIRECTEUR GÉNÉRAL, VÉRIFICATION ET EXAMEN  
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA

Nous avons vérifié le bilan du Fonds renouvelable des Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique au 31 mars 1996, ainsi que les états de l'exploitation, du surplus accumulé, et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds renouvelable des Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

À l'exception de ce qui est mentionné dans le paragraphe ci-dessous, notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'informations fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis, et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Suite à des faiblesses de contrôle interne causées principalement par la modification du système de facturation des revenus des

télécommunications, nous n'avons pu vérifier l'intégralité des débiteurs inclus aux états financiers totalisant 64 770 160 \$. La direction du Fonds analyse présentement une portion de ces débiteurs mais ne s'attend pas à la compléter en temps opportuns, ni à être en mesure de supporter les montants mentionnés auparavant. Par conséquent, nous n'avons pu déterminer si certains redressements auraient dû être apportés aux débiteurs, aux revenus des télécommunications, au profit de fonctionnement net et au surplus accumulé.

À notre avis, à l'exception de l'effet des éventuels redressements que nous aurions pu juger nécessaires si nous avions été en mesure de vérifier les soldes des débiteurs dont il est question au paragraphe précédent, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds renouvelable des Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique au 31 mars 1996, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables applicables aux fonds renouvelables du gouvernement du Canada, tels que décrits dans la note 2.

Comptables agréés  
Ernst & Young

Ottawa, Canada  
le 12 août 1996

BILAN AU 31 MARS 1996

ACTIF	1996	1995	PASSIF	1996	1995
	\$	\$		\$	\$
Disponibilités			Exigibilités		
Débiteurs			Créditeurs et passif couru		
Gouvernement du Canada (note 3) . . . . .	62 278 213	18 679 246	Gouvernement du Canada (note 3) . . . . .	3 974 924	441 677
Tiers (note 3) . . . . .	2 491 947	1 319 627	Tiers		
	64 770 160	19 998 873	Créditeurs (note 3) . . . . .	30 091 795	7 965 400
Frais payés d'avance . . . . .	4 715	201 671	Salaires et avantages courus . . . . .	3 780 819	3 211 628
	64 774 875	20 200 544	Tranche à court terme de la provision pour		
Immobilisations (note 4)			indemnités de cessation d'emploi . . . . .	820 845	327 390
Au coût . . . . .	25 157 377	19 546 523	Tranche à court terme de l'allocation pour		
Moins : amortissement cumulé . . . . .	9 708 302	6 276 420	compensation . . . . .	2 054 436	2 485 416
	15 449 075	13 270 103		40 722 819	14 431 511
Autres			À long terme		
Frais reportés . . . . .	128 000	834 079	Provision pour indemnités de cessation		
			d'emploi . . . . .	9 783 728	13 477 202
			Allocation pour compensation . . . . .	353 601	3 624 710
				10 137 329	17 101 912
	80 351 950	34 304 726	AVOIR DU CANADA		
			Imputation nette accumulée sur l'autorisation		
			du Fonds (note 3) . . . . .	4 973 537	(11 595 568)
			Surplus accumulé . . . . .	24 518 265	14 366 871
				29 491 802	2 771 303
				80 351 950	34 304 726

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**Fonds renouvelable des Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique — Suite**

ÉTAT DE L'EXPLOITATION  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1996

	1996	1995
	\$	\$
Revenus des télécommunications . . . . .	198 525 356	202 748 442
Coûts des ventes . . . . .	164 811 837	166 866 381
Profit de fonctionnement brut . . . . .	33 713 519	35 882 061
Revenus—Informatiques et autres . . . . .	156 743 204	115 145 431
Dépenses		
Salaires et bénéfices (note 8) . . . . .	80 869 924	66 531 585
Provision pour indemnités de cessation d'emploi . . . . .	1 444 953	921 961
Télécommunications, fret et voyages . . . . .	8 600 382	7 135 490
Information . . . . .	556 444	256 523
Services professionnels et spéciaux . . . . .	33 595 119	28 112 452
Frais d'occupation . . . . .	8 171 685	7 064 700
Location . . . . .	9 901 814	16 614 319
Achat de services de réparation et d'entretien . . . . .	27 739 177	10 510 432
Utilités publiques, fournitures et approvisionnements . . . . .	4 355 497	2 554 962
Amortissement . . . . .	2 980 002	1 809 451
Mauvaises créances . . . . .		1 389 219
Intérêts sur les prélèvements du Fonds . . . . .	222 121	554 881
Perte sur l'aliénation d'immobilisation . . . . .	12 125	
Toutes autres dépenses . . . . .	621 175	998 966
	179 070 418	144 454 941
Profit de fonctionnement avant autres dépenses . . . . .	11 386 305	6 572 551
Autres dépenses		
Provision pour compensation (note 7) . . . . .	1 234 911	6 110 126
Profit de fonctionnement net . . . . .	10 151 394	462 425

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DU SURPLUS ACCUMULÉ  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1996

	1996	1995
	\$	\$
Solde au début de l'exercice . . . . .	14 366 871	13 904 446
Profit de fonctionnement net . . . . .	10 151 394	462 425
Solde à la fin de l'exercice . . . . .	24 518 265	14 366 871

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1996

	1996	1995
	\$	\$
Activités de fonctionnement :		
Profit de fonctionnement net . . . . .	10 151 394	462 425
Plus : provision pour indemnités de cessation d'emploi . . . . .	1 444 953	921 961
provision pour compensation . . . . .	1 234 911	6 110 126
amortissement d'immobilisations—Portion non recouvrable . . . . .	2 980 002	1 809 451
amortissement d'immobilisations—Recouvrable des autres ministères . . . . .	825 583	569 923
amortissement des frais reportés . . . . .	706 079	685 605
perte sur l'aliénation d'immobilisations . . . . .	12 125	
	17 355 047	10 559 491
Variation du fonds de roulement . . . . .	(18 283 023)	16 577 042
Variation des autres éléments d'actif et de passif :		
Paiements et variation de l'allocation pour compensation . . . . .	(4 506 020)	(2 485 416)
Paiements et variation de la provision pour indemnités de cessation d'emploi . . . . .	(5 138 427)	10 504 070
Ressources financières nettes (employées) fournies par les activités de fonctionnement . . . . .	(10 572 423)	35 155 187
Activités d'investissement :		
Immobilisations (note 4) :		
Acquisitions . . . . .	(5 996 682)	(8 803 094)
Assumés par le Fonds (net) . . . . .		(2 551 481)
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement . . . . .	(5 996 682)	(11 354 575)
Ressources financières nettes (employées) fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice . . . . .	(16 569 105)	23 800 612
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice . . . . .	11 595 568	(12 205 044)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice . . . . .	(4 973 537)	11 595 568

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Fonds renouvelable des Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique —Suite

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS  
AU 31 MARS 1996

### 1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales (ATG) a été établi en 1963 pour organiser et pourvoir des services de télécommunications aux ministères et agences du gouvernement fédéral qui le demandent. L'article 4 de la *Loi sur les Fonds renouvelables* permet au ministre d'effectuer des paiements à même le Trésor au titre de fonds de roulement, d'acquisition d'équipement et de financement temporaire des besoins de fonctionnement, le montant total ne devant pas excéder 8 000 000 de dollars en aucun temps. Au cours des dernières années, l'autorisation a été augmentée par intermittence. La dernière augmentation a été de 34 000 000 de dollars ce qui apporte l'autorisation à 64 000 000 de dollars en vertu de la *Loi de crédits n° 4 pour 1991-1992*. Un montant de 741 781 de dollars, représentant l'actif net pris en charge par le Fonds et l'actif contribué au Fonds, a été imputé sur cette autorisation lorsque le Fonds est devenu budgétaire en 1981.

Lors de la restructuration annoncée le 25 juin 1993, l'ATG a été intégrée avec le groupe d'informatique formé par Approvisionnement et Services Canada (ASC) et Travaux publics Canada (TPC) pour devenir ce qui se nomme maintenant Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique (SGTI). En plus d'organiser et de fournir des services de télécommunications aux différents ministères et agences du gouvernement fédéral, le Fonds fournit maintenant des services de technologie et de gestion de l'information. À partir du 1<sup>er</sup> avril 1994, tous les soldes dans le Fonds renouvelable de l'ATG ont été transférés au Fonds renouvelable des SGTI. Toutes les transactions sont faites par l'entremise du Fonds renouvelable des SGTI.

Depuis la fusion, seuls les employés des administrations centrales des groupes d'informatique d'ASC et de TPC furent transférés à SGTI dans l'exercice clos le 31 mars 1995. Les employés des groupes d'informatique de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada situés dans les régions ont été transférés dans l'année courante et ainsi les coûts et les recettes relatifs à ces employés sont inclus dans les états financiers pour l'année courante.

### 2. Conventions comptables importantes

Les états financiers ont été préparés selon les conventions comptables suivantes :

#### Constatation des revenus

Les revenus sont reconnus dans la période comptable au cours de laquelle ils sont gagnés, c'est-à-dire que les biens ou les services ont été fournis ou qu'a eu lieu un événement entraînant une réclamation.

#### Constatation des dépenses

Toutes les dépenses, y compris les indemnités de cessation d'emploi et de vacances sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel elles ont été encourues.

### Intérêts sur les prélèvements du Fonds

L'intérêt est imputé au Fonds à un taux fixé par le Conseil du Trésor. Les frais d'intérêt sont calculés mensuellement sur le solde de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds.

### Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés lors de l'émission de factures pour les services rendus et sont rapportés comme courus pour les services rendus et non facturés en fin d'année. C'est la politique du Fonds d'établir une provision pour créances douteuses.

### Immobilisations

Certaines immobilisations qui étaient auparavant sous la garde du ministère des Travaux publics ont été assumées par le Fonds le 1<sup>er</sup> avril 1994 et comptabilisées au coût ainsi que leur amortissement cumulé. Ces immobilisations sont donc reflétées dans les documents comptables à leur valeur nette au livre. Les acquisitions d'immobilisations par le Fonds depuis le 1<sup>er</sup> avril 1994 sont comptabilisées au coût.

Une dépense qui prolonge la durée économique d'une immobilisation ou augmente ses capacités est capitalisée.

Les produits de l'aliénation des immobilisations sont conservés par le Fonds renouvelable, et les gains ou les pertes découlant de l'aliénation sont indiqués séparément dans les états financiers.

### Amortissement des immobilisations

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire. L'amortissement est basé sur la durée d'utilisation prévue des immobilisations à partir du mois où ces immobilisations deviendront opérationnelles.

<u>Immobilisations</u>	<u>Durée d'utilisation prévue</u>
Automobiles	3 ans
Équipement de bureau	5 ans
Ameublement et aménagement	10 ans

L'équipement de télécommunications représente une catégorie spéciale d'éléments d'actifs amortis linéairement sur une période de 3 à 5 ans.

### Frais reportés

Les frais reportés se rapportent à l'acquisition d'équipement de télécommunications par SGTI et sont amortis selon la méthode linéaire sur la même base que celle relative à l'actif.

### Régime de retraite

Les employés du ministère dont les salaires et autres bénéfices sont payés par le Fonds renouvelable sont soumis aux dispositions de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et la *Loi*

**Fonds renouvelable des Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique —Suite**

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS  
AU 31 MARS 1996—Suite

*sur les prestations de retraite supplémentaires* La contribution du gouvernement au régime de pension est incluse dans l'imputation au Fonds des avantages de l'employé. Les charges à payer pour les paiements de pension sont tirées des comptes de pension de la fonction publique et de prestations de retraite supplémentaires.

Salaires et avantages courus

Ce passif couru représente le montant des congés annuels inutilisés basés sur un taux moyen de salaire en vigueur à la fin de l'année.

Indemnités de cessation d'emploi

Les indemnités de cessation d'emploi des employés s'accumulent avec les années de service au gouvernement du Canada tel que prévu dans les conventions collectives. Le coût de ces indemnités est imputé aux comptes au fur et à mesure que les employés en acquiert le droit.

Allocation pour compensation

En vue de la restructuration de la fonction publique, le gouvernement a pris des mesures spécifiques afin de réduire l'emploi dans la fonction publique durant les deux prochaines années. Ces mesures incluent les programmes d'encouragement à la retraite et de primes de départ anticipés. Les coûts estimés pour ces encouragements sont basés sur ce que chacun a droit individuellement en date de la comptabilisation.

3. Modifications à la convention comptable

Afin de refléter la situation financière du Fonds au 31 mars 1996, les montants reçus et déboursés après cette date ne sont pas reflétés dans ces comptes. Dans les années antérieures, les recettes et débours après la date du bilan ont été inclus pour les périodes comptables additionnelles utilisées pour le gouvernement du Canada.

Ce changement n'a pas d'effet sur le profit de fonctionnement net ou le surplus accumulé.

Ce changement affecte les comptes suivants :

	Autres ministères	Tiers	Total
	\$	\$	\$
Débiteurs .....	32 546 394	153 004	32 699 398
Créditeurs .....	3 664 045	19 947 599	23 611 644
INASAF .....			<u>9 087 754</u>

Ce changement n'a pas été appliqué rétroactivement parce que l'information essentielle ne peut être déterminée facilement.

4. Immobilisations et amortissement cumulé

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations et ajustements	Solde à la fin de l'exercice
	\$	\$	\$	\$
Équipement de bureau .....	15 428 335	4 672 510	(60 871)	20 039 974
Ameublement et aménagement .....	786 721	17 188		803 909
Automobiles .....	89 969	4 500	16 623	111 092
Équipement de télécommunications	3 241 498	1 302 484	(341 580)	4 202 402
	<u>19 546 523</u>	<u>5 996 682</u>	<u>(385 828)</u>	<u>25 157 377</u>

  

Amortissement cumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement de l'exercice courant	Aliénations et ajustements	Solde à la fin de l'exercice
	\$	\$	\$	\$
Équipement de bureau .....	(4 816 477)	(2 914 592)	32 123	(7 698 946)
Ameublement et aménagement .....	(393 978)	(59 026)		(453 004)
Automobiles .....	(89 969)	(6 384)		(96 353)
Équipement de télécommunications	(975 996)	(825 583)	341 580	(1 459 999)
	<u>(6 276 420)</u>	<u>(3 805 585)</u>	<u>373 703</u>	<u>(9 708 302)</u>
Net .....	<u>13 270 103</u>		<u>(12 125)</u>	<u>15 449 075</u>

5. Transfert des immobilisations et amortissement des employés régionaux

Les immobilisations qui reflètent le transfert des employés des groupes d'informatique de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada ne sont pas comptabilisées dans l'exercice clos le 31 mars 1996. Une révision majeure des politiques sur les immobilisations et les systèmes résoudra toutes questions concernant le transfert des immobilisations dans l'exercice 1996-1997.

6. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin d'être conformes à la présentation adoptée pour l'exercice courant.

Les chiffres comparatifs qui reflètent le transfert des employés des groupes d'informatique de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada ne sont pas disponibles donc ils ne peuvent être fournis.

**Fonds renouvelable des Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique —Fin**

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS  
AU 31 MARS 1996—Fin

7. Provision pour compensation

La provision pour compensation est le résultat de la politique du gouvernement qui demande de comptabiliser un estimé des coûts de cessation d'emploi concernant les programmes d'encouragement à la retraite anticipée et de primes de départ anticipé. La provision représente l'estimé des coûts sur trois ans, excluant l'indemnité de cessation d'emploi et le paiement des vacances non utilisées qui sont comptabilisés séparément.

8. Salaires et bénéfices

Les coûts supportés de 7 239 000 de dollars pour réaménagement des effectifs durant 1995-1996 ont été appliqués contre les comptes passifs suivants :

	\$
Allocation pour compensation .....	4 937 000
Indemnités de cessation d'emploi .....	2 027 000
Salaires et avantages courus .....	275 000
Total des coûts pour réaménagement des effectifs . . . .	<u>7 239 000</u>

9. Actif et passif assumés

Afin de permettre au Fonds d'opérer en tant qu'entité financière autonome, certaines immobilisations, ainsi que des obligations découlant des indemnités de cessation d'emploi ont été assumées par le Fonds renouvelable des Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique. À partir du 1<sup>er</sup> avril 1994, le montant de 5 627 596 de dollars représentant l'excédent net des exigibilités assumées par le Fonds a été comptabilisé à l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds. Les actifs et les passifs ont été assumés à leur valeur au livre nette estimée.

	1996	1995
	\$	\$
Actif :		
Immobilisations (net de l'amortissement)	2 551 481	2 551 481
Passif :		
Indemnités de cessation d'emploi . . . . .	8 179 077	10 797 049
Passif net assumé .....	<u>5 627 596</u>	<u>8 245 568</u>

Fonds renouvelable des services optionnels

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des Services optionnels, tel qu'exigé par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les conventions comptables importantes établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassifiés afin d'être conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers, revient à la gestion du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités en matière de comptabilité et de rapport, le Fonds maintient une série de comptes représentant un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

Le secteur des Finances, sous la direction général du service opérationnel au gouvernement, développe et promouvoit les conventions comptables et de gestion financière et émet des directives particulières selon les normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne tout en tenant compte des coûts, des bénéfices et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont correctement approuvées par le Parlement, sont exécutées selon des règlements prescrits, et sont enregistrées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif sous l'autorité du Fonds. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont appuyés par le biais de programmes de vérification interne. La gestion recherche aussi l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers par le choix, la formation et le développement judicieux d'un personnel qualifié, par des dispositions organisationnelles permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorisations directoriales soient compris dans toute l'organisation.

Dans le Budget fédéral de février 1995 on annonçait la fermeture de la sous-activité de l'approvisionnement en articles stockés de la Direction générale du service opérationnel des approvisionnements en tant qu'entreposage de biens et système de distribution pour le gouvernement fédéral. L'exploitation de cette sous-activité a cessé en date du 1<sup>er</sup> avril 1996.

Au meilleur de notre connaissance, la présentation suivante des états financiers du Fonds renouvelable des services optionnels est complète et appropriée. Cependant, comme la vérification de ces états financiers n'a pas été complétée par les vérificateurs externes à la date indiquée ci-bas, il est possible que certains montants présentés pour l'exercice soient révisés à une date ultérieure. Par

conséquent, pour fins de présentation, nous avons indiqué «non-vérifié» sur les états de l'exercice se terminant le 31 mars 1996.

Les systèmes comptables et les états financiers du Fonds se sont développés au cours des années afin de répondre aux changements.

Approuvé par :

Directeur général, Finances  
(Agent financier principal à temps plein)  
L. SAINT-LAURENT

Sous-ministre adjoint  
Direction générale du service  
opérationnel au gouvernement  
(Agent financier principal)

J. C. STOBBE

le 21 août 1996

ÉTAT DE L'AUTORISATION EMPLOYÉE  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1996

	1996		1995	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
	\$	\$	\$	\$
Perte nette pour l'exercice	(8 000)	(11 274 346)	(1 855 000)	(25 153 052)
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds...	608 000	3 498 676	404 000	3 436 821
Fonds utilisés provenant de l'exploitation	600 000	(7 775 670)	(1 451 000)	(21 716 231)
Acquisitions nettes d'immobilisations	(667 000)	(838 082)	(774 000)	(418 413)
Variation du fonds de roulement		14 335 925	370 000	(15 325 121)
Autres éléments		(6 055 332)		16 125 445
Autorisation employée	(67 000)	(333 159)	(1 855 000)	(21 334 320)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE  
AU 31 MARS 1996

	1996	1995
	\$	\$
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	59 135 281	63 021 834
Plus : imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars (note 7)	14 588 982	13 618 050
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars (note 7)	29 438 818	32 687 598
Autorisation nette employée, à la fin de l'exercice	44 285 445	43 952 286
Limite de l'autorisation	200 000 000	200 000 000
Autorisation non employée reportée	155 714 555	156 047 714

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



Fonds renouvelable des services optionnels — Suite

BILAN AU 31 MARS 1996—Non-vérifié

ACTIF	1996	1995	PASSIF	1996	1995
	\$	\$		\$	\$
Disponibilités			Exigibilités		
Débiteurs (note 7)			Créditeurs et passif couru		
Gouvernement du Canada . . . . .	23 006 802	39 710 932	(note 7)		
Tiers (net) . . . . .	5 855 993	1 885 778	Gouvernement du Canada . . . . .	5 860 173	1 165 148
	28 862 795	41 596 710	Tiers . . . . .	10 655 492	13 696 259
Investissement net dans des contrats de			Allocation pour compensation . . . . .		8 208 687
location (note 3) . . . . .	421 250	675 352		16 515 665	23 070 094
Stocks . . . . .	815 380	8 717 717	À long terme		
	30 099 425	50 989 779	Provision pour indemnités de cessation		
Immobilisations (note 4)			d'emploi (note 5) . . . . .	2 807 297	3 328 575
Au coût . . . . .	3 456 276	7 503 853			
Moins : amortissement cumulé . . . . .	1 588 728	4 290 053	AVOIR DU CANADA		
	1 867 548	3 213 800	Imputation nette accumulée sur l'autorisation		
	31 966 973	54 203 579	du Fonds (notes 6 et 7) . . . . .	59 135 281	63 021 834
			Déficit accumulé . . . . .	(46 491 270)	(35 216 924)
				12 644 011	27 804 910
				31 966 973	54 203 579

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE L'EXPLOITATION  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1996—Non-vérifié

	1996	1995
	\$	\$
Ventes . . . . .	127 571 953	251 286 298
Coût des ventes . . . . .	94 123 278	202 954 243
Profit brut sur les ventes . . . . .	33 448 675	48 332 055
Frais d'exploitation		
Traitements aux employés (note 11) . . . . .	16 644 540	26 288 671
Provision pour indemnités de cessation		
d'emploi . . . . .	1 423 816	2 398 025
Services professionnels et spéciaux . . . . .	3 505 238	10 109 246
Logement . . . . .	4 192 602	5 552 207
Réparations, approvisionnements et divers . . . . .	7 010 864	6 992 046
Frais de transport . . . . .	1 678 826	3 345 191
Intérêts sur les prélèvements du Fonds et autres	2 336 440	3 111 844
Renseignements . . . . .	251 870	513 944
Affranchissement . . . . .	99 670	419 555
Voyages et déménagements . . . . .	371 489	673 200
Amortissement . . . . .	917 819	983 710
Communications . . . . .	600 693	742 155
Stocks et autres pertes . . . . .	1 527 313	2 869 671
Services aux locataires . . . . .	38 224	97 920
Pertes sur aliénation d'immobilisations . . . . .	1 157 041	55 086
Locations . . . . .	1 109 029	1 123 949
	42 865 474	65 276 420
Perte nette pour l'exercice avant autres dépenses		
et articles exceptionnels . . . . .	(9 416 799)	(16 944 365)
Autres dépenses		
Provision pour compensation . . . . .		8 208 687
Autres revenus et dépenses divers		
(note 12) . . . . .	1 857 547	
	1 857 547	8 208 687
Perte nette pour l'exercice . . . . .	11 274 346	25 153 052

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DU DÉFICIT ACCUMULÉ  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1996—Non-vérifié

	1996	1995
	\$	\$
Solde au début de l'exercice . . . . .	(35 216 924)	(10 063 872)
Perte nette pour l'exercice . . . . .	(11 274 346)	(25 153 052)
Solde à la fin de l'exercice . . . . .	(46 491 270)	(35 216 924)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des services optionnels — Suite

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1996—Non-vérifié

	1996	1995
	\$	\$
Activités de fonctionnement :		
Perte nette pour l'exercice . . . . .	(11 274 346)	(25 153 052)
Plus : provision pour indemnités de cessation d'emploi . . . . .	1 423 816	2 398 025
amortissement . . . . .	917 819	983 710
perles sur aliénation d'immobilisations . . . . .	1 157 041	55 086
	(7 775 670)	(21 716 231)
Variation des disponibilités et exigibilités . . . . .	14 335 925	(15 325 121)
Ressources financières nettes fournies (em- ployées) par les activités de fonctionnement . . . . .	6 560 255	(37 041 352)
Variation des autres éléments d'actif et de passif :		
Paiements et variation de la provision pour indemnités de cessation d'emploi . . . . .	(1 945 094)	332 364
Investissement net dans les contrats de location . . . . .		179 272
	(1 945 094)	511 636
Activités d'investissement :		
Immobilisations (note 4) :		
Acquisitions . . . . .	(838 082)	(418 413)
Assumées par le Fonds (net de l'amortisse- ment) . . . . .		(1 346 301)
Dispositions/ajustements . . . . .	109 474	139 500
	(728 608)	(1 625 214)
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement . . . . .	(2 673 702)	(1 113 578)
Ressources financières nettes fournies (em- ployées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice . . . . .	3 886 553	(38 154 930)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice . . . . .	(63 021 834)	(24 866 904)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice . . . . .	(59 135 281)	(63 021 834)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS  
AU 31 MARS 1996

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable des services optionnels (FRSO) a été constitué en vertu de la *Loi de crédits n° 4 pour 1991-1992* qui autorisait l'exploitation du Fonds effectif au 1<sup>er</sup> avril 1992, et les exercices subséquents selon les termes établis par le Conseil du Trésor. L'opération du Fonds a pour fin de remplir les objectifs cités à l'alinéa 5(1)a) de la *Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services* qui ont trait à l'acquisition et à la fourniture d'articles, d'approvisionnements, d'outillage, d'équipements et autre matériel; et afin de remplir les objectifs cités à l'alinéa 5(1)b) de la *Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services* qui ont trait à l'acquisition de services d'imprimerie et d'édition et aux fins des programmes de courtage en matière de logiciel et d'évaluation des performances des systèmes; et pour l'enregistrement des coûts de produit de la Gestion du transport et du Programme d'achat de matériel informatique pour location; et afin de remplir les objectifs cités à l'article 6 de la *Loi sur les biens de surplus de la Couronne* pour la distribution et la disposition des biens de surplus de la Couronne, incluant : autorisation pour le ministre de dépenser aux fins du Fonds les recettes reçues à ces fins; et la somme des dépenses effectuées pour les objectifs du Fonds ne doit en aucun temps dépasser de plus de 200 000 000 de dollars les recettes reçues en fonction des objectifs du Fonds.

L'autorisation du Fonds fut modifiée en date du 1<sup>er</sup> avril 1994 afin d'effectuer le transfert du secteur des achats du Groupe Communication Canada (GCC) - maintenant identifié comme la sous-activité des relations publiques et des marchés de services d'imprimerie (RPMSI). L'autorisation du Fonds fut subséquemment augmentée de 100 000 000 de dollars à 200 000 000 de dollars par l'entremise du Budget des dépenses supplémentaire (D) de 1994-1995.

Toutes les fonctions du FRSO avant le 1<sup>er</sup> avril 1992 étaient sous le Fonds renouvelable des approvisionnements (FRA) qui fut fermé en date du 31 mars 1992, selon l'autorisation fournie par l'entremise du Budget des dépenses supplémentaire de 1991-1992.

2. Conventions comptables importantes

Les états financiers ont été préparés selon les conventions comptables suivantes :

Constatation des revenus

Les revenus sont reconnus dans la période comptable au cours de laquelle ils sont gagnés, c'est-à-dire que les biens ou les services ont été fournis ou qu'a eu lieu un événement entraînant une réclamation.

Constatation des dépenses

Toutes les dépenses, y compris les indemnités de cessation d'emploi et de vacances sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel elles ont été encourues.

Intérêts sur les prélèvements du Fonds

L'intérêt est imputé au Fonds à un taux fixé par le Conseil du Trésor. Les frais d'intérêts sont calculés mensuellement sur le solde de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds.

## Fonds renouvelable des services optionnels —Suite

### NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 1996—Suite

#### Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés lors de l'émission de factures pour biens ou services rendus et sont rapportés selon le montant facturé. C'est la politique du Fonds d'établir une provision pour créances douteuses.

#### Stocks

La base d'évaluation est au plus bas du coût ou de la valeur nette de réalisation et les items désuets ou inutilisables ne sont pas inclus. Il n'y a pas de travaux en cours.

#### Immobilisations

Les améliorations locatives et autres immobilisations sont amorties selon la méthode linéaire sur leur durée de vie utile estimative depuis l'année suivant l'acquisition, comme suit :

Améliorations locatives	10 ans
Ameublement et équipement	10 ans
Équipement de traitement électronique des données (TED)	5 ans
Véhicules motorisés	5 ans
Équipement d'entrepôt	10 ans

#### Régime de retraite

Les employés du ministère dont les salaires et autres bénéfices sont payés par le Fonds renouvelable sont soumis aux dispositions de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*. La contribution du gouvernement du Canada au régime est incluse dans l'imputation au Fonds des avantages de l'employé. Les paiements de pension sont tirés des Comptes de pension de la fonction publique et de prestations de retraite supplémentaires.

#### Salaires et avantages courus

Ce passif couru représente le montant des congés annuels inutilisés basés sur un taux moyen de salaire en vigueur à la fin de l'année.

#### Indemnités de cessation d'emploi

Les indemnités de cessation d'emploi des employés s'accumulent avec les années de service au gouvernement du Canada tel que prévu dans les conventions collectives. Le coût de ces indemnités est imputé aux comptes au fur et à mesure que les employés en acquiert le droit.

#### Allocation pour compensation

En vue de la restructuration de la fonction publique, le gouvernement a pris des mesures spécifiques afin de réduire l'emploi dans la fonction publique durant les prochaines trois années. Ces mesures incluent les programmes d'encouragement à la retraite et de primes de départ anticipé. Les coûts estimés pour ces encouragements sont basés sur ce que chacun a droit individuellement en date de la comptabilisation. La convention comptable reconnaît l'élément de passif dans l'année durant laquelle la décision de restructuration a été prise.

#### 3. Investissement net dans des contrats de location

Le Conseil du Trésor a autorisé, le 2 mars 1976, le Fonds renouvelable des approvisionnements à acheter pour les ministères-clients de l'équipement de traitement électronique de données désigné (TED) approuvé par le Conseil du Trésor. Le 1<sup>er</sup> avril 1992, le Fonds renouvelable des services optionnels a assumé l'investissement net dans des contrats TED au montant de 7 567 474 de dollars.

Le principal, l'intérêt et tous les autres frais sont remboursables par les ministères sur une période de un à cinq ans en vertu des contrats de location-financement.

#### 4. Immobilisations et amortissement cumulé

#### 5. Passif concernant les indemnités aux employés

Il y a un passif couru de 3 328 575 de dollars représentant le

#### 7. Modification à la convention comptable

Afin de refléter la situation financière du Fonds au 31 mars 1996, les montants reçus et déboursés après cette date ne sont pas reflétés dans ces comptes. Dans les années antérieures, les recettes et débours après la date du bilan ont été inclus pour les périodes comptables additionnelles utilisées pour le gouvernement du Canada.

Ce changement a augmenté les comptes de la façon suivante :

Le changement n'a pas d'effet sur la perte d'exploitation net ou le déficit accumulé.

Ce changement n'a pas été appliqué rétroactivement parce que l'information essentielle n'était pas facilement déterminable.

#### 8. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassifiés afin d'être conformes à la présentation adoptée pour l'exercice courant.

#### 9. Fermeture d'Approvisionnement en articles stockés (AAS)

Le Budget fédéral de février 1995 annonçait la fermeture de la sous-activité de l'Approvisionnement en articles stockés en tant qu'entrepôt de biens et système de distribution pour le gouvernement fédéral. Le comité de direction d'AAS a pris la décision d'effectuer la fermeture en phase sur une période échelonnée de huit (8) mois, afin de minimiser la perte nette résultant de cette fermeture. La période échelonnée de fermeture a permis

**Fonds renouvelable pour les unités d'entreprise de Parcs Canada**

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable pour les unités d'entreprise de Parcs Canada, tel que l'exige et selon la politique du Conseil du Trésor sur les fonds renouvelables et conformément aux exigences en matière de rapport et aux normes de présentation du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds, conformément aux conventions comptables importantes énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassifiés afin d'être conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers revient à la gestion du Fonds. Pour garantir le maximum d'objectivité et l'absence de partialité, les données financières qui figurent dans ces états financiers ont été vérifiées par la Direction générale de la gestion financière des services ministériels. Les renseignements que renferment ces états financiers sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter des responsabilités en matière de comptabilité et de rapport, la gestion du Fonds tient un ensemble de comptes formant un registre centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements qui figurent dans ces états financiers.

Le ministère du Patrimoine canadien élabore et propage des conventions comptables ainsi que des politiques de gestion financière et émet des directives particulières conformes aux normes de comptabilité et de gestion financière. La gestion du Fonds tient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Les opérations financières sont exécutées conformément aux règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires, et sont correctement enregistrées pour respecter l'obligation de rendre compte des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Fonds. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont appuyés par la tenue de programmes de vérification interne. La gestion du Fonds recherche également l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers, par le choix, la formation et le perfectionnement judicieux d'un personnel compétent, par des dispositions organisationnelles qui permettent un juste partage des responsabilités et par des programmes de communication visant à

assurer que les règlements, conventions, normes et autorisations en matière de gestion soient compris dans l'ensemble de l'organisation.

Approuvé par :

*Sous-ministre adjoint  
Services ministériels*

PETER HOMULOS

*Directeur général  
Gestion financière*

ALAN LATOURELLE

le 27 août 1996

**ÉTAT DE L'AUTORISATION EMPLOYÉE  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1996**

	1996		1995	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
	\$	\$	\$	\$
Perte nette pour l'exercice	(371 000)	(374 913)	(405 000)	(205 541)
Plus : éléments ne requé- rant aucune utili- sation de fonds ..	755 000	588 431	495 000	499 853
Fonds provenant de l'exploitation .....	384 000	213 518	90 000	294 312
Acquisitions nettes d'immobilisations. ....	(3 000 000)	(2 917 381)	(1 500 000)	(492 562)
Variation du fonds de roulement .....		391 324		364 829
Autres éléments .....	(245 000)	(391 324)	(500 000)	(364 829)
Autorisation employée au cours de l'exercice ....	(2 861 000)	(2 703 863)	(1 910 000)	(198 250)

**CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE  
AU 31 MARS 1996**

	1996	1995
	\$	\$
Solde créditeur (débit) de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds .....	2 145 960	(166 579)
Plus : imputations sur le compte du crédit après le 31 mars. ....	887 595	457 762
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars .....	131 442	92 933
Autorisation nette employée à la fin de l'exercice .....	2 902 113	198 250
Limite de l'autorisation .....	8 000 000	6 000 000
Autorisation non employée reportée. ....	5 097 887	5 801 750

BILAN AU 31 MARS 1996

ACTIF	1996	1995	PASSIF	1996	1995
	\$	\$		\$	\$
Disponibilités			Exigibilités		
Débiteurs			Créiteurs et passif couru		
Tiers .....	131 442	92 933	Gouvernement du Canada .....	567 411	219 728
			Tiers .....	320 184	238 034
				887 595	457 762
Immobilisations (note 3)			À long terme		
Au coût .....	6 695 343	3 777 962	Provision pour indemnités de cessation		
Moins : amortissement cumulé .....	1 024 277	466 757	d'emploi .....	64 007	33 096
	5 671 066	3 311 205			
			AVOIR DU CANADA		
			Capital d'apport .....	3 285 400	3 285 400
			Imputation nette accumulée sur l'autorisation		
			du Fonds .....	2 145 960	(166 579)
			Déficit accumulé .....	(580 454)	(205 541)
				4 850 906	2 913 280
	5 802 508	3 404 138		5 802 508	3 404 138

Revenus		
Droit d'entrée .....	2 511 837	2 625 359
Locations .....	297 975	129 140
Autres .....	69 761	21 764
Loyers de la concession .....	40 922	37 967
Leçons de natation .....	9 204	9 060
Logement pour employés .....	5 183	9 336
	2 934 882	2 832 626
Coûts directs		
Traitements et indemnités aux employés .....	1 691 300	1 623 341
Amortissement .....	538 869	459 150
Services publics, fournitures et approvision- nements .....	307 822	326 464
Services professionnels et spéciaux .....	196 508	28 169
Réparations et entretien .....	132 409	144 809
Services administratifs .....	66 374	103 344
Voyages et communications .....	50 353	51 288
Provision pour indemnités de cessation d'emploi .....	29 470	31 218
Total des coûts directs .....	3 013 105	2 767 783
Marge de contribution		

**Fonds renouvelable pour les unités d'entreprise de Parcs Canada — Suite**

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1996

	1996	1995
	\$	\$
Activités de fonctionnement :		
Perte nette avant postes extraordinaires . . . . .	(374 913)	(205 541)
Plus : provision pour indemnités de cessation d'emploi . . . . .	30 911	33 096
amortissement . . . . .	557 520	466 757
	213 518	294 312
Variations des disponibilités et exigibilités . . . . .	391 324	364 829
Ressources financières nettes fournies par les activités de fonctionnement . . . . .	604 842	659 141
Activités d'investissement :		
Immobilisations :		
Achetées . . . . .	(2 917 381)	(492 562)
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement . . . . .	(2 917 381)	(492 562)
Ressources financières nettes (employées) four- nies et variation de l'imputation nette accu- mulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice . . . . .	(2 312 539)	166 579
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice . . . . .	166 579	
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice . . . . .	(2 145 960)	166 579

Bâtiments	5 à 20 ans
Meubles et agencements	5 à 10 ans
Machines et équipement	10 ans
Véhicules	5 ans
Ordinateurs	3 ans

Régime de retraite

Les employés relevant du Fonds renouvelable pour les unités d'entreprise de Parcs Canada sont assujettis à la *Loi sur la pension de la fonction publique* et à la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*. La participation du gouvernement du Canada au coût du régime est comprise dans le montant imputé au Fonds à titre de prestations aux employés. Le paiement de la pension s'effectue à même le Compte de pension de retraite de la fonction publique et le Compte de prestations de retraite supplémentaires.

Indemnités de cessation d'emploi

Les indemnités de cessation d'emploi des employés s'accumulent avec leurs années de service au gouvernement du Canada, tel qu'il est prévu dans les conventions collectives. Le coût de ces indemnités est inscrit aux comptes au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit. Aucune charge à payer n'est prévue à l'égard des indemnités de départ pour les années de service accumulées avant le 1<sup>er</sup> avril 1994. Les indemnités accumulées avant cette date, évaluées à 113 500 \$ au 31 mars 1994, sont la responsabilité du Conseil du Trésor et n'ont, par conséquent, pas été inscrites.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS  
31 MARS 1996

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de l'Unité d'entreprise (Sources thermales) de Parcs Canada a été constitué le 1<sup>er</sup> avril 1994, en vertu de l'alinéa 29.1(2)b) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, pour permettre au ministre des Communications de puiser des fonds sur le Trésor conformément aux conditions approuvées par le Conseil du Trésor, aux fins de l'exploitation de l'Unité d'entreprise (Sources thermales) de Parcs Canada, notamment : le ministre a l'autorisation d'utiliser, pour les fins du Fonds, toutes les recettes perçues à ces mêmes fins, et le montant global des dépenses engagées pour les fins du Fonds ne doit en aucun moment dépasser de plus de 6 000 000 \$ les recettes perçues au titre du Fonds.

L'autorisation a été augmentée à 8 000 000 \$ et le nom a été changé à «Fonds renouvelable pour les unités d'entreprise de Parcs Canada» tel qu'indiqué au crédit 26b du Budget des dépenses supplémentaire 1995-1996.

2. Conventions comptables importantes

Immobilisations

Les immobilisations sont amorties selon la méthode linéaire, sur leur durée de vie utile prévue, de la façon suivante :

3. Immobilisations et amortissement cumulé

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisi- tions	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	\$	\$	\$	\$
Bâtiments . . . . .	3 462 262	2 823 351		6 285 613
Meubles et agencements . . . . .	166 525	18 133		184 658
Machines et équipement . . . . .	79 718	74 892		154 610
Véhicules . . . . .	49 266			49 266
Ordinateurs . . . . .	20 191	1 005		21 196
	3 777 962	2 917 381		6 695 343
Amortissement cumulé	Solde au début de l'exercice	Amortisse- ment	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
	\$	\$	\$	\$
Bâtiments . . . . .	429 254	557 521		986 775
Meubles et agencements . . . . .	25 463	28 616		54 079
Machines et équipement . . . . .	3 189	15 560		18 749
Véhicules . . . . .	7 505	9 853		17 358
Ordinateurs . . . . .	1 346	8 338		9 684
	466 757	619 888		1 086 645

**Fonds renouvelable pour les unités d'entreprise de  
Parcs Canada —Fin**

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS  
31 MARS 1996—Fin

4. Événement subséquent

Le gouvernement a pris certaines mesures pour réduire l'emploi dans la fonction publique au cours des deux prochaines années. Après le 31 mars 1996, le Conseil du Trésor a autorisé Patrimoine canadien à recourir à diverses mesures comme le programme d'encouragement à la retraite anticipée, la prime de départ anticipé en argent et la prise en charge de services de l'État par des fonctionnaires.

L'Unité d'entreprise pour les sources thermales serait sujette à une obligation financière résultant de ces mesures, seulement dans l'éventualité d'une prise en charge de services de l'État par des fonctionnaires. La gestion a prévu l'obligation financière maximale à 345 000 \$. Ce montant n'apparaît pas dans les comptes en date du 31 mars 1996.

---



# SECTION 2

## *COMPTES PUBLICS DU CANADA* 1995-1996

### États financiers des établissements publics et d'autres entités

#### SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Établissements publics—	
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports . . . . .	2.2
Centre canadien de gestion . . . . .	2.5
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail . . . . .	2.7
Commission canadienne des affaires polaires . . . . .	2.11
Commission de contrôle de l'énergie atomique . . . . .	2.13
Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada . . . . .	2.17
Commission des champs de bataille nationaux . . . . .	2.22
Conseil de recherches en sciences humaines . . . . .	2.25
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie . . . . .	2.28
Conseil de recherches médicales . . . . .	2.32
Conseil national de recherches du Canada . . . . .	2.36
Directeur de l'établissement de soldats . . . . .	2.39
Directeur des terres destinées aux Anciens combattants . . . . .	2.40
Office des prix des produits de la pêche . . . . .	2.41
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie . . . . .	2.42
Autres entités—	
Office des produits agricoles . . . . .	2.45

## ÉTATS FINANCIERS DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

### Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports

#### RAPPORT À L'INTENTION DE LA DIRECTION

Nous avons préparé l'état financier ci-joint du Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports (BCEATST) conformément aux normes et aux exigences de présentation de l'information du receveur général du Canada. La direction du BCEATST est la principale responsable de l'exactitude et de l'objectivité des données de cet état financier.

Cet état financier a été préparé conformément aux politiques de comptabilité énoncées à la note 2. La Direction a dû recourir à son jugement et à des estimations au sujet de certains renseignements, mais a tenu dûment compte de leur pertinence. Pour respecter ses obligations de présentation de l'information, le BCEATST tient un ensemble de comptes qui constitue un dossier centralisé de ses transactions financières. Les renseignements financiers donnés dans les états ministériels et autres états des *Comptes publics du Canada* sont conformes à ceux de l'état des opérations, à moins d'indications contraires.

La direction des services intégrés du BCEATST élabore et diffuse des lignes directrices de comptabilité et de gestion financière et publie des directives pour faire respecter les normes en la matière. Le BCEATST est doté de systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les transactions sont effectuées conformément aux règlements prescrits, en respectant les autorisations parlementaires, et sont enregistrées en bonne et due forme pour faire la reddition des comptes des dépenses des fonds publics et préserver l'actif du BCEATST. Le BCEATST cherche également à assurer l'objectivité et l'exactitude des données de ses états financiers en choisissant, en formant et en perfectionnant avec soin du personnel qualifié, en prenant des arrangements organisationnels pour bien répartir les responsabilités et en appliquant des programmes de communications pour que ses règlements, les lignes directrices, normes et pouvoirs de gestion soient bien compris dans toute l'organisation.

Le vérificateur général a examiné l'état des opérations en vue de formuler une opinion éclairée quant à la présentation, de façon juste et en conformité avec les lignes directrices de comptabilité énoncées, des transactions financières du BCEATST.

Approuvé par :

*le Président*

JOHN W. STANTS

*le Directeur exécutif*

KEN JOHNSON

le 7 juin 1996

#### RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU PRÉSIDENT DU BUREAU CANADIEN D'ENQUÊTE SUR LES  
ACCIDENTS DE TRANSPORT ET DE LA SÉCURITÉ DES TRANSPORTS  
ET AU  
PRÉSIDENT DU CONSEIL PRIVÉ DE LA REINE POUR LE CANADA

J'ai vérifié l'état des résultats du Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports de l'exercice terminé le 31 mars 1996. La responsabilité de cet état financier incombe à la direction du Bureau. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur cet état financier en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans l'état financier. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans l'état financier. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble de l'état financier.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement, à tous égards importants, les résultats d'exploitation du Bureau pour l'exercice terminé le 31 mars 1996 selon les conventions comptables énoncées à la note 2 afférente à l'état financier.

Pour le vérificateur général du Canada  
Raymond Dubois, FCA  
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada  
le 20 juin 1996

**Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports — Suite**

 ÉTAT DES RÉSULTATS  
 POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1996

	1996	1995
	\$	\$
<b>Dépenses</b>		
<b>Bureau</b>		
Personnel (note 5).....	433 817	726 005
Transport et communications.....	40 475	44 382
Locaux.....	25 221	42 702
Services professionnels et spéciaux.....	7 685	14 094
Autres.....	5 144	8 849
	<u>512 342</u>	<u>836 032</u>
<b>Exploitation</b>		
Personnel (note 5).....	16 238 116	16 153 216
Services professionnels et spéciaux.....	1 652 478	2 033 407
Locaux.....	1 597 989	1 571 479
Transport et communications.....	1 153 644	1 535 561
Construction et/ou acquisition de machines et de matériel.....	323 166	644 337
Information.....	409 021	546 049
Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements.....	400 702	510 542
Achat de services de réparation et d'entretien.....	334 104	446 443
Locations.....	35 706	61 548
Autres.....	3 916	2 052
	<u>22 148 842</u>	<u>23 504 634</u>
<b>Administration</b>		
Personnel (note 5).....	2 732 262	2 803 384
Services professionnels et spéciaux.....	483 117	428 697
Locaux.....	269 522	274 534
Construction et/ou acquisition de machines et de matériel.....	76 854	258 438
Transport et communications.....	258 881	240 976
Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements.....	129 657	187 642
Achat de services de réparation et d'entretien.....	144 768	121 915
Information.....	18 389	37 199
Locations.....	10 510	29 975
Autres.....	302	420
	<u>4 124 262</u>	<u>4 383 180</u>
<b>Total des dépenses.....</b>	<b>26 785 446</b>	<b>28 723 846</b>
<b>Recettes non fiscales</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents.....	37 837	23 029
Produits des ventes.....	5 297	13 026
Rémunérations de services.....	2 214	5 236
	<u>45 348</u>	<u>41 291</u>
<b>Coût net de l'exploitation (note 3).....</b>	<b>26 740 098</b>	<b>28 682 555</b>

Les notes ci-jointes font partie intégrante de cet état.

Approuvé :

*le Président*

JOHN W. STANTS

*le Directeur exécutif*

KEN JOHNSON

 NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS  
 DU 31 MARS 1996

## 1. Pouvoirs et objectif

Le Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports (BCEATST) a été constitué en 1990 en vertu de la *Loi sur le Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports* et est un établissement public nommé à l'annexe II de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. L'objectif du Bureau est de promouvoir la sécurité des transports. L'objet primordial des enquêtes du Bureau est la prévention des accidents. Le Bureau cherche à constater les manquements à la sécurité dans les accidents de transport et à faire des recommandations en vue de les éliminer ou de les réduire. De plus, le Bureau peut mener, outre des enquêtes indépendantes et publiques sur des accidents précis, des études sur des questions plus générales liées à la sécurité des transports. Le Bureau a le pouvoir exclusif, lorsqu'il fait enquête, d'émettre des conclusions sur les causes et les facteurs des accidents. Les dépenses du Bureau sont financées par le biais d'une autorisation budgétaire annuelle.

## 2. Conventions comptables importantes

L'état des résultats a été dressé en conformité avec les exigences de rapport et les normes que le receveur général du Canada a établies pour les établissements publics. Les conventions comptables les plus importantes sont les suivantes :

## a) Comptabilisation des dépenses

Toutes les dépenses sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice à l'exception des indemnités de cessation d'emploi, des congés annuels et des congés compensatoires qui sont comptabilisés selon la méthode de comptabilité de caisse.

## b) Comptabilisation des recettes

Les recettes sont comptabilisées sur une base de caisse.

## c) Recouvrements de dépenses des exercices précédents

Les recouvrements de dépenses d'exercices précédents sont comptabilisés à titre de recettes dès leur réception et ne sont pas déduits des dépenses.

## d) Achats d'immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses de fonctionnement au cours de l'exercice de l'achat.

## e) Services fournis gratuitement par les ministères du gouvernement

Les coûts estimatifs des services fournis gratuitement par les ministères du gouvernement sont compris dans les dépenses.

**Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports—Fin**

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS  
DU 31 MARS 1996—Fin

3. Crédit parlementaire

	1996	1995
	\$	\$
Conseil privé, crédit 15 . . . . .	22 367 000	24 079 000
Buget des dépenses supplémentaires (Report de fonds 1993-94) crédit 15d . . .		1 087 200
Annulé . . . . .	898 281	1 376 122
	<u>21 468 719</u>	<u>23 790 078</u>
Utilisation des produits de disposition de la vente d'éléments d'actifs excédentaires de la couronne . . . . .	7 995	17 457
Cotisations statutaires aux régimes d'avantages sociaux des employés . . . . .	2 354 000	2 270 000
Emploi du crédit . . . . .	23 830 714	26 077 535
Plus : services fournis gratuitement par les ministères de l'État (note 4) . . . . .	2 954 732	2 646 311
Moins : recettes non fiscales . . . . .	45 348	41 291
Coût net de l'exploitation . . . . .	<u>26 740 098</u>	<u>28 682 555</u>

4. Services fournis gratuitement par les ministères du gouvernement

	1996	1995
	\$	\$
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada		
- locaux et modifications de locaux . . . . .	1 892 732	1 888 715
- administration d'émission de chèques et système de gestion du personnel . . .	32 000	33 000
Conseil du Trésor (part de l'employeur des primes d'assurances-santé) . . . . .	983 000	673 596
Travail Canada (administration de l'indemnisation des travailleurs) . . . . .	47 000	51 000
	<u>2 954 732</u>	<u>2 646 311</u>

5. Dépenses exceptionnelles

En vertu de ses activités de réduction des effectifs durant l'année, le BCEATST a encouru des dépenses au montant de 1,4 millions de dollars. Ce montant inclut environ 511,000 \$ pour le paiement d'indemnités régulières de départ et des congés accumulés, ainsi qu'un montant d'environ 926,000 \$ ayant trait aux incitatifs pour la réduction des effectifs du gouvernement, soit la prime de départ anticipé, la prime d'encouragement à la retraite anticipée et la politique de transition dans la carrière des cadres de direction.

Les montants suivants sont inclus dans les données rapportées dans l'état des résultats sous la rubrique personnel des trois secteurs :

	\$
Bureau	8 682
Exploitation	1 171 072
Administration	257 824
	<u>1 437 578</u>

**Centre canadien de gestion**

**RAPPORT DE GESTION**

Nous avons préparé l'état financier ci-joint du Centre Canadien de Gestion selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première quant à l'intégrité et l'objectivité des données de cet état financier, revient à la gestion de l'Établissement.

Cet état financier a été préparé selon les conventions comptables importantes énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Les chiffres de l'exercice précédent ont fait l'objet d'une reclassification afin de se conformer au mode de divulgation de l'exercice courant. Certains renseignements inclus dans l'état financier sont, tout en tenant compte de leur importance, fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, l'Établissement maintient une série de comptes représentant un registre centralisé des opérations financières de l'Établissement. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes Publics du Canada* sont conformes à ceux apparaissant dans cet état financier.

La direction des services financiers de l'Établissement développe et propage les conventions comptables et de gestion financière, et émet des directives qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. L'Établissement maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne à un coût convenable. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif de l'Établissement. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le maintien de programmes de vérification interne. L'Établissement vise également à s'assurer de l'objectivité et l'intégrité des données de cet état financier grâce à la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans tout l'organisme.

Approuvé par :

*(Agent financier principal à plein temps)*

JOHANNE BERNARD

*(Agent financier principal)*

CAROLE JOLICOEUR

le 17 juillet 1996

**ÉTAT DES RÉSULTATS  
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1996**

	1996	1995
	\$	\$
Dépenses		
Employés.....	6 759 834	6 847 141
Services professionnels et spéciaux.....	5 518 075	5 101 909
Voyages et déménagements.....	1 120 036	1 584 386
Information.....	206 968	532 185
Ameublement et matériel.....	511 340	459 244
Fournitures et approvisionnements.....	641 060	563 681
Locaux.....	169 490	253 902
Réparation et entretien.....	103 874	113 790
Paievements de transfert.....	149 000	176 000
	<u>15 179 677</u>	<u>15 632 238</u>
Moins: recouvrement des coûts par le ministère	6 124 148	5 762 835
Moins: recettes affectées aux dépenses.....		
Coût de l'exploitation.....	<u>9 055 529</u>	<u>9 869 403</u>

Les notes ci-après font partie intégrante de cet état.

Crédit 5 du Centre Canadien de		
Gestion.....	9 049 000	10 285 000
Budget des dépenses supplémentaire (5A)	497 046	
	<u>9 546 046</u>	<u>10 285 000</u>
Fonds non utilisés		

## Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

## RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état financier ci-joint du Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail selon les normes et exigences de compte rendu du receveur général du Canada. La responsabilité première quant à l'intégrité et l'objectivité des données de cet état financier revient à la gestion du Centre. Afin d'assurer le maximum d'objectivité et d'impartialité, cet état financier a été examiné par le comité de vérification du Centre.

Cet état financier a été préparé selon les conventions comptables importantes énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains renseignements inclus dans l'état financier sont, tout en tenant compte de leur importance, fondés sur les meilleurs estimations et jugements de la gestion. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, le Centre maintient une série de comptes représentant un registre centralisé des opérations financières du Centre. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers inclus dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes à ceux apparaissant dans cet état financier.

La direction des services financiers du Centre développe et propage les conventions comptables et de gestion financière, et émet des directives qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. Le Centre maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne à un coût convenable. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires, et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Centre. Le Centre vise également à s'assurer de l'objectivité et de l'intégrité des données de cet état financier grâce à la sélection, la formation et le développement de personnel qualifié, à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et à des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans toute l'organisation.

L'état financier a été vérifié par le vérificateur général du Canada, son rôle étant d'exprimer une opinion indépendante sur le fait que l'état financier du Centre, présente fidèlement les opérations financières du Centre selon les conventions comptables énoncées.

Approuvé par :

*le Président et administrateur en chef*

J. ARTHUR ST-AUBIN

*le contrôleur*

BRIAN HUTCHINGS, CGA

le 7 juin 1996

## RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU CONSEIL DU CENTRE CANADIEN D'HYGIÈNE  
ET DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL

ET AU

MINISTRE DÉSIGNÉ DU DÉVELOPPEMENT  
DES RESSOURCES HUMAINES

J'ai vérifié l'état des résultats du Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail de l'exercice terminé le 31 mars 1996. La responsabilité de cet état financier incombe à la direction du Centre. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur cet état financier en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans l'état financier. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans l'état financier. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble de l'état financier.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement, à tous égards importants, les résultats d'exploitation du Centre pour l'exercice terminé le 31 mars 1996 selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente à l'état financier.

Pour le vérificateur général du Canada  
Raymond Dubois, FCA  
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada  
le 7 juin 1996

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail —  
Suite

ÉTAT DES RÉSULTATS  
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1996

	1996	1995
	\$	\$
Dépenses		
Exploitation		
Traitements et avantages .....	4 587 220	4 697 584
Services professionnels et spéciaux .....	750 282	644 196
Locaux .....	320 160	320 160
Transport et communications .....	293 708	277 988
Services publics, fournitures et approvisionnementnements .....	182 607	223 062
Information .....	278 873	215 737
Achat de réparation et d'entretien .....	128 346	128 056
Immobilisations .....	97 143	85 745
Locations .....	39 253	33 020
Indemnités de cessation d'emploi .....	11 069	20 889
	<u>6 688 661</u>	<u>6 646 437</u>
Administration		
Traitements et avantages .....	194 880	194 494
Gouverneurs, bureau exécutif et comités .....	11 658	10 660
Déplacements .....	3 234	7 800
Services professionnels et spéciaux .....	5 010	1 844
Services publics, fournitures et approvisionnementnements .....	711	989
	<u>215 493</u>	<u>215 787</u>
Total des dépenses .....	<u>6 904 154</u>	<u>6 862 224</u>
Recettes non fiscales à valoir sur le crédit (note 3) .....	4 649 517	3 984 415
Coût net de l'exploitation (note 5) .....	<u>2 254 637</u>	<u>2 877 809</u>

Les notes ci-jointes font partie intégrante du présent état.

Approuvé par :

*la présidente du Conseil*  
NICOLE SÉNECAL

*le président et administrateur en chef*  
J. ARTHUR ST-AUBIN

*le contrôleur*  
BRIAN HUTCHINGS, CGA

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS  
DU 31 MARS 1996

1. Pouvoirs et objectifs

Le Centre a été constitué en 1978 en vertu de la *Loi sur le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail* et est un établissement public nommé à l'annexe II de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Les objectifs du Centre sont de promouvoir le droit fondamental des Canadiens et Canadiennes de travailler dans des conditions saines et sûres et d'améliorer la santé physique et mentale des travailleurs et travailleuses. Les dépenses d'exploitation du Centre sont financées en partie par ses revenus d'exploitation et par une autorisation budgétaire annuelle.

2. Conventions comptables importantes

L'état des résultats a été préparé selon les exigences et normes établies par le receveur général du Canada pour les établissements publics. Les plus importantes conventions comptables sont les suivantes :

a) Constatation des dépenses

À l'exception des indemnités de cessation d'emploi et des vacances accumulées qui sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité de caisse, toute dépense est comptabilisée selon la comptabilité d'exercice.

b) Comptabilisation des recettes

Les recettes sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité de caisse.

c) Achats d'immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses d'exploitation au cours de l'exercice d'achat.

d) Services fournis gratuitement par des ministères gouvernementaux

Les montants estimatifs de services fournis gratuitement par les ministères sont inclus dans les dépenses.

e) Régime de pensions de retraite

Les employés participent au Régime de pensions de retraite de la fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les employés et le Centre cotisent à parts égales au coût du Régime. Les cotisations du Centre sont imputées aux dépenses sur une base courante et représentent le passif total du Centre.

f) Le rajustement des créditeurs en fin d'exercice de l'exercice précédent est inscrit comme revenu.

g) Coentreprise

La comptabilisation des transactions résultant de la coentreprise est la méthode de comptabilité de caisse.



Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail —  
Suite

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS  
DU 31 MARS 1996—Suite

3. Recettes non fiscales à valoir sur le crédit

	1996	1995
	\$	\$
Produits des ventes :		
Abonnements au disqueCCINFO . . . . .	2 241 263	2 142 790
Abonnements aux disques de spécialités . . . . .	406 114	293 747
Produits sur disquette . . . . .	81 486	72 665
Exemplaires de publications . . . . .	55 064	45 917
Abonnements à la ligneCCINFO . . . . .	45 707	29 463
Bandes magnétiques CCINFO . . . . .	25 488	25 252
Adhésions . . . . .	14 670	20 414
Autres . . . . .	3 664	2 901
	<u>2 873 456</u>	<u>2 633 149</u>
Recouvrement des coûts :		
Services techniques . . . . .	914 959	758 615
Service des demandes de renseignements . . . . .	740 000	510 500
Dépenses de voyage . . . . .	121 102	82 151
	<u>1 776 061</u>	<u>1 351 266</u>
	<u>4 649 517</u>	<u>3 984 415</u>

4. Coentreprise

En mars 1991, le CCHST a conclu une entente avec la Société ontarienne de formation (SOF) pour la participation indivise de 50 pour cent dans une coentreprise visant à élaborer et commercialiser un programme de formation sur disque compact concernant les dangers des produits chimiques sur les lieux de travail. La part des coûts contractuels imputables à la SOF s'élevait à 540 000 \$ et devait être payée par versements. Le total des versements reçus jusqu'à ce jour de la SOF s'élève à 399 000 \$. Le versement du solde de 141 000 \$ dépend de la commercialisation éventuelle des versions ultérieures de ce produit. Le 30 juin 1993, la SOF cédait tous ses droits, titres, intérêts et obligations en vertu de cette entente à la Société Innovation Ontario (SIO).

Les niveaux de vente prévus ne se sont pas réalisés. C'est pourquoi le solde de 141 000 \$ stipulé dans l'entente ne peut pas être perçu tant que les ventes n'auront pas atteint les niveaux mentionnés dans l'entente.

Les recettes seront partagées comme suit :

75 pour cent CCHST—25 pour cent la SIO sur les produits vendus par le CCHST

60 pour cent CCHST—40 pour cent la SIO sur les produits vendus par la SIO

Le CCHST a commencé à vendre en décembre 1992. Les ventes pour l'exercice 1995-1996 se sont élevées à 14 977 \$ (13 147 \$ en 1994-1995), dont 3 744 \$ (3 287 \$ en 1994-1995) ont été remis à la SIO.

Le CCHST acquerra le droit de propriété sur le produit quand la SIO aura reçu un revenu total d'un million de dollars.

5. Crédit parlementaire

	1996	1995
	\$	\$
Développement des ressources humaines— crédit 50 . . . . .	2 026 000	
Développement des ressources humaines— crédit 45 . . . . .		2 425 000
Développement des ressources humaines— crédit 50A . . . . .	124 921	
Développement des ressources humaines— crédit 45D . . . . .		212 000
	<u>2 150 921</u>	<u>2 637 000</u>
Somme annulée . . . . .	225 744	89 351
Emploi total des crédits . . . . .	1 925 177	2 547 649
Plus : services fournis gratuitement par les ministères gouvernementaux . . . . .	329 460	330 160
Coût net de l'exploitation . . . . .	<u>2 254 637</u>	<u>2 877 809</u>

6. Immobilisations et amortissement cumulé

Les conventions comptables du gouvernement du Canada n'exigent pas la capitalisation des immobilisations. Des contrôles internes sont cependant maintenus afin de sauvegarder ces actifs et ceux-ci sont amortis sur leur durée de vie utile de cinq ans, l'amortissement étant calculé selon la méthode linéaire.

Immobilisations au coût	31 mars 1995	Acquisi- tions	Cessions	31 mars 1996
	\$	\$	\$	\$
Matériel infor- matique . . . . .	1 990 532	88 343		2 078 875
Mobilier et matériel . . . . .	919 934	8 800		928 734
Améliorations locatives . . . . .	632 719			632 719
Matériel de mesure . . . . .	2 673			2 673
	<u>3 545 858</u>	<u>97 143</u>		<u>3 643 001</u>
Amortissement accumulé	31 mars 1995	Amortisse- ment	Cessions	31 mars 1996
	\$	\$	\$	\$
Matériel infor- matique . . . . .	1 779 600	107 795		1 887 395
Mobilier et matériel . . . . .	882 581	13 678		896 259
Améliorations locatives . . . . .	632 719			632 719
Matériel de mesure . . . . .	2 140	533		2 673
	<u>3 297 040</u>	<u>122 006</u>		<u>3 419 046</u>

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail —  
Fin

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS  
DU 31 MARS 1996—Fin

7. Comptes clients

À la fin de l'exercice, les comptes clients courants sur la vente de produits et services sont comme suit :

	31 mars 1996	31 mars 1995
	\$	\$
Tiers .....	478 783	341 548
Ministères gouvernementaux .....	75 577	17 644
	<u>554 360</u>	<u>359 192</u>

8. Passif

	31 mars 1996	31 mars 1995
	\$	\$
a) Créditeurs		
À payer en fin d'exercice .....	115 235	29 103
À payer à l'échéance .....	187 378	174 078
	<u>302 613</u>	<u>203 181</u>
Salaires courus .....	119 551	114 497
	<u>422 164</u>	<u>317 678</u>
b) Autres passifs		
Indemnités de congés payés .....	285 874	264 452
Provision pour indemnités de cessation d'emploi .....	848 498	795 785
	<u>1 134 372</u>	<u>1 060 237</u>
c) Paiements reçus d'avance		
Tiers .....	279 603	49 967
Ministères gouvernementaux .....	5 294	5 499
	<u>284 897</u>	<u>55 466</u>

Les coûts représentés par les créditeurs et salaires courus sont inscrits comme dépenses dans l'état des résultats.

Les coûts relatifs aux autres passifs ne sont pas compris dans l'état des résultats. Ces coûts sont constatés seulement lorsqu'ils sont déboursés (voir note 2a)).

Les coûts associés aux indemnités de congés payés représentent le montant des crédits accumulés à la fin de l'exercice.

Les indemnités de cessation d'emploi sont calculées pour tous les employés sur une base de deux semaines de paye pour la première année d'emploi continu et une semaine de paye pour chaque année complète d'emploi continu supplémentaire.

Les paiements reçus d'avance représentent des sommes perçues avant la date de livraison des produits. Il s'agit principalement de produits que le CCHST vend par abonnement. Ces produits sont expédiés par la suite. Ces paiements sont inscrits comme recettes dans l'état des résultats.

9. Passif éventuel

Au cours de l'exercice 1994-1995, une revendication pour congédiement injuste s'élevant à 450 000 \$ a été déposée contre le CCHST. La direction est d'avis que cette revendication est sans fondement substantiel. La possibilité de perte à cet égard ne pouvant être estimée, aucune provision correspondante ne figure dans l'état financier.

10. Dons

Conformément à l'article 6(3) de la Loi dont il relève, le Centre a reçu un total cumulatif de 79 251 \$ en dons, jusqu'au 31 mars 1996. Le Centre a reçu 956 \$ en dons au cours de l'exercice 1995-1996. Cette somme est reportée dans un compte spécial du Trésor qui ne périmé pas.

11. Chiffres comparatifs

Certains chiffres donnés pour fins de comparaison ont été reclassifiés conformément à la présentation adoptée pour l'état financier de 1996.

## RAPPORT DE LA DIRECTION

Nous avons préparé l'état financier ci-joint de la Commission canadienne des affaires polaires conformément aux exigences et aux normes de compte rendu du receveur général du Canada. Cet état financier a été préparé selon les conventions comptables importantes énoncées à la note 2 de l'état, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité pour l'intégrité et l'objectivité des données de cet état, revient à la direction de la Commission.

Les renseignements inclus dans l'état financier sont, tout en tenant compte de leur importance, fondés sur les meilleures prévisions et jugements de la direction. Pour s'acquitter de sa responsabilité de comptabiliser et de rendre compte, la Commission tient une série de comptes qui fournissent un registre centralisé de ses opérations financières. L'information financière contenue dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* est conforme à celle qui est présentée dans cet état financier, à moins d'indication contraire.

La Commission élabore et diffuse des politiques en matière de gestion financière et de comptabilité, et elle communique des directives précises qui répondent aux normes de comptabilité et de gestion financière. La Commission utilise des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus pour fournir une certitude raisonnable que les opérations sont dûment autorisées par le Parlement, qu'elles sont exécutées conformément aux règlements prescrits et qu'elles sont comptabilisées comme il se doit pour satisfaire à l'obligation de rendre compte de l'utilisation des fonds gouvernementaux et protéger les éléments d'actif de la Commission. La Commission cV con-0z

Commission canadienne des affaires polaires —Fin

ÉTAT DES RÉSULTATS  
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1996

	1996	1995
	\$	\$
Dépenses		
Exploitation		
Voyages et déménagements . . . . .	202 381	244 642
Services professionnels et spéciaux . . . . .	133 524	140 110
Logement . . . . .	104 467	95 463
Honoraires des membres du conseil . . . . .	53 330	47 678
Impression et publication . . . . .	42 239	40 629
Contributions . . . . .	20 000	21 000
Mobilier et équipement . . . . .	11 497	1 550
	<u>567 438</u>	<u>591 072</u>
Administration		
Traitements et indemnités aux employés . . . . .	424 942	387 937
Téléphone et télécommunications . . . . .	21 627	26 343
Fournitures et approvisionnements . . . . .	11 446	13 998
Publicité . . . . .	10 915	4 263
Dépenses de bureau et de matériel . . . . .	10 324	19 620
Frais postaux et service de messageries . . . . .	7 162	9 792
	<u>486 416</u>	<u>461 953</u>
Coût de l'exploitation (note 3) . . . . .	<u>1 053 854</u>	<u>1 053 025</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

Approuvé par le conseil :

le Président

W. FRASER

un Membre

J. K. GRANT

NOTES À L'ÉTAT FINANCIER  
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1996

1. Pouvoirs et objectif

La Commission canadienne des affaires polaires a été établie le 1er février 1991 en vertu de la *Loi sur la Commission canadienne des affaires polaires* et est un établissement public mentionné à l'annexe II de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. La Commission a commencé ses activités le 9 septembre 1991. Elle a été créée dans le but de promouvoir et de favoriser le développement et la diffusion des connaissances sur les régions polaires, de surveiller l'état des sciences polaires au Canada et ailleurs dans le monde, d'affirmer le Canada comme nation polaire sur la scène internationale et de fournir aux Canadiens et Canadiennes ainsi qu'aux organisations, institutions et associations canadiennes de l'information sur les recherches liées aux régions polaires. Les dépenses de fonctionnement de la Commission sont financées par une autorisation budgétaire annuelle.

2. Conventions comptables importantes

L'état des résultats a été dressé suivant les exigences et les normes de rapport établies par le receveur général du Canada pour les établissements publics. Les conventions comptables les plus importantes sont les suivantes :

a) Constatation des dépenses

Toutes les dépenses sont comptabilisées selon la méthode de comptabilité d'exercice, à l'exception des indemnités de cessation d'emploi et de vacances, qui sont comptabilisées selon la méthode de comptabilité de caisse.

b) Achats d'immobilisations

Le coût d'acquisition des immobilisations est imputé aux dépenses de fonctionnement de l'exercice au cours duquel elles ont été achetées.

c) Recouvrement de dépenses d'exercices antérieurs

Les dépenses d'exercices antérieurs sont imputées aux recettes au moment où elles sont remboursées et elles ne sont pas déduites des dépenses.

3. Crédits parlementaires

	1996	1995
	\$	\$
Crédit 50 du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien . . . . .	1 003 000	1 035 000
Budget des dépenses supplémentaires < A > . . . . .	50 164	9 948
	<u>1 053 164</u>	<u>1 044 948</u>
Fonds non utilisés . . . . .	47 310	39 923
	<u>1 005 854</u>	<u>1 005 025</u>
Statutaire - Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés . . . . .	48 000	48 000
Coût de l'exploitation . . . . .	<u>1 053 854</u>	<u>1 053 025</u>

## Commission de contrôle de l'énergie atomique

### RAPPORT DE LA DIRECTION

La direction de la Commission de contrôle de l'énergie atomique est responsable de la préparation de tous les renseignements figurant dans le rapport annuel. L'état financier a été dressé conformément aux exigences et aux normes que le receveur général du Canada a établies pour les établissements publics. Cet état comprend, en outre, des estimations fondées sur le meilleur jugement de la direction. Les renseignements financiers contenus ailleurs dans le rapport annuel sont conformes à ceux présentés dans l'état financier.

La direction doit aussi développer et maintenir un système de contrôle interne visant à fournir une assurance raisonnable que toutes les opérations sont inscrites avec exactitude et qu'elles sont conformes aux autorités pertinentes, que l'état financier reflète bien les résultats d'exploitation de la CCEA et que les éléments d'actif sont bien protégés.

Le vérificateur général du Canada effectue une vérification indépendante et émet une opinion sur l'état financier.

*la présidente*

DR. A.J. BISHOP

*le directeur général de l'Administration*

G.C. JACK

(nommé le 15 mai 1996)

Ottawa, Canada  
le 3 juin 1996

### RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À LA COMMISSION DE CONTRÔLE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE  
ET À LA  
MINISTRE DES RESSOURCES NATURELLES CANADA

J'ai vérifié l'état des résultats de la Commission de contrôle de l'énergie atomique de l'exercice terminé le 31 mars 1996. La responsabilité de cet état financier incombe à la direction de la Commission. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur cet état financier en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans l'état financier. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans l'état financier. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble de l'état financier.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement, à tous égards importants, les résultats d'exploitation de la Commission pour l'exercice terminé le 31 mars 1996 selon les conventions comptables énoncées à la note 2 afférente à l'état financier.

Pour le vérificateur général du Canada  
Wm.F. Radburn, FCA  
vérificateur général adjoint

Ottawa, Canada  
le 3 juin 1996

Commission de contrôle de l'énergie atomique — Suite

ÉTAT DES RÉSULTATS  
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1996

	1996	1995
	\$	\$
Dépenses		
Fonctionnement		
Traitements et avantages sociaux . . . . .	29 215 747	28 374 481
Services professionnels et spéciaux . . . . .	7 439 397	7 326 595
Locaux . . . . .	3 635 055	762 330
Déplacements et réinstallation . . . . .	2 710 598	2 326 633
Mobilier et matériel . . . . .	1 394 138	1 571 108
Communications . . . . .	804 147	692 131
Services publics, fournitures et approvisionnement . . . . .	730 455	567 386
Information . . . . .	432 712	196 022
Dépenses des commissaires . . . . .	288 662	195 534
Réparations . . . . .	186 910	169 347
Location de matériel . . . . .	108 786	94 802
Dépenses diverses . . . . .	27 106	46 773
	<u>46 973 713</u>	<u>42 323 142</u>
Subventions et contributions		
Programme à l'appui des garanties . . . . .	497 850	502 770
Autres éléments . . . . .	141 740	132 120
	<u>639 590</u>	<u>634 890</u>
	<u>47 613 303</u>	<u>42 958 032</u>
Recettes non fiscales		
Droits de permis . . . . .	27 923 061	25 992 778
Évaluation de la conception pour les ventes à l'étranger . . . . .	1 825 877	198 560
Formation de stagiaires étrangers . . . . .	985 635	1 386 454
Remboursements de dépenses des exercices précédents . . . . .	164 049	89 138
Disposition d'immobilisations . . . . .	18 199	4 456
Amendes et sanctions . . . . .	4 229	10 670
Recettes diverses . . . . .	1 960	2 802
	<u>30 923 010</u>	<u>27 684 858</u>
Coût net d'exploitation (note 4) . . . . .	<u>16 690 293</u>	<u>15 273 174</u>

Les notes et le tableau ci-joints font partie intégrante du présent état financier.

Approuvé par :

la présidente

DR. A.J. BISHOP

le directeur général de l'Administration

G.C. JACK

(nommé le 15 mai 1996)

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS  
LE 31 MARS 1996

1. Pouvoirs, objectif et activités

La Commission de contrôle de l'énergie atomique (CCEA) a été constituée en 1946 en vertu de la *Loi sur le contrôle de l'énergie atomique*. Elle constitue un établissement public nommé à l'annexe II de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et fait actuellement rapport au Parlement par l'entremise de la ministre des Ressources naturelles Canada.

Le projet de loi C-23, *Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires*, a été adopté en première lecture à la Chambre des communes, le 21 mars 1996. Si la Loi était adoptée, la CCEA serait remplacée par la Commission canadienne de sûreté nucléaire.

La CCEA a pour mandat de s'assurer que l'utilisation de l'énergie nucléaire au Canada ne pose pas de risque indu pour la santé, la sécurité, la sécurité matérielle et l'environnement, et d'appuyer la participation du Canada aux activités internationales de non-prolifération des armes nucléaires. Elle s'acquiesce de ce mandat par son contrôle du développement, de l'application et de l'usage de l'énergie nucléaire au Canada, et par sa participation, au nom du Canada, à des mesures internationales de contrôle de l'énergie nucléaire.

La CCEA administre la *Loi sur la responsabilité nucléaire* y compris la désignation des installations nucléaires, la prescription des montants d'assurance de base que doivent souscrire les exploitants des installations nucléaires, et l'administration des primes d'assurance supplémentaire pour chacune de ces installations. Les montants d'assurance de base et d'assurance supplémentaire s'élèvent à 75 millions de dollars pour chaque installation désignée (voir note 10). Au cours de l'exercice, une assurance était requise pour 14 installations.

Les dépenses de la CCEA sont financées par une autorisation budgétaire annuelle. Les recettes, y compris les droits de permis, sont versées au Trésor et la CCEA ne peut s'en servir. Les avantages sociaux des employés font l'objet d'une autorisation législative.

Le 1<sup>er</sup> avril 1990, le Règlement sur les droits pour le recouvrement des coûts de la CCEA est entré en vigueur. L'objectif général du Règlement est de permettre à la CCEA de recouvrer tous ses coûts de fonctionnement et d'administration liés à la réglementation de l'utilisation commerciale de l'énergie nucléaire directement auprès des utilisateurs. Les institutions d'enseignement, les établissements de santé sans but lucratif subventionnés par l'État et les ministères du gouvernement fédéral ne sont pas assujettis au Règlement. Les coûts de la CCEA liés aux organismes exemptés, aux garanties internationales, à l'importation et à l'exportation demeurent à la charge du gouvernement.

Les droits de permis ont été établis à partir des coûts encourus par la CCEA pour réglementer chaque type de permis. Ils comprennent l'évaluation technique des demandes de permis, les inspections de conformité pour veiller à ce que les titulaires de permis se conforment aux conditions de leur permis d'exploitation et, enfin, l'élaboration de normes pour délivrer les permis. Le 14 décembre 1994, le barème des droits révisés est entré en vigueur, fondé sur les coûts de 1992-1993.

2. Conventions comptables importantes

L'état des résultats a été dressé en conformité avec les exigences de rapport et les normes que le receveur général du Canada a établies pour les établissements publics. Les conventions comptables les plus importantes sont les suivantes :

Commission de contrôle de l'énergie atomique — Suite

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS  
LE 31 MARS 1996—Suite

a) Constatation des dépenses

Les dépenses sont inscrites d'après la comptabilité d'exercice, au cours de l'année de leur imputation à la Commission, à l'exception des indemnités de cessation d'emploi et de congés qui sont inscrites d'après la comptabilité de caisse.

b) Constatation des recettes

Les droits de permis sont inscrits comme recettes selon une méthode d'allocation uniforme en fonction de la durée du permis (soit un ou deux ans, en général), sauf dans le cas des droits pour la construction d'un réacteur nucléaire. Dans ce cas, les droits s'étalent sur toute la période des travaux de la CCEA.

Les recettes pour la formation des stagiaires étrangers et l'évaluation de la conception pour les ventes à l'étranger s'étalent sur toute la période des travaux de la CCEA.

Le remboursement de dépenses des exercices précédents est inscrit aux recettes lorsque celui-ci est encaissé et il n'est pas soustrait des dépenses.

Toutes les autres recettes sont inscrites d'après la comptabilité de caisse.

c) Achats d'immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses de fonctionnement de l'exercice durant lequel l'achat est effectué.

d) Services fournis gratuitement

Les montants estimatifs des services fournis gratuitement par les ministères sont compris dans les dépenses.

e) Cotisations au régime de retraite

Les employés de la CCEA participent au régime de pension administré par le gouvernement du Canada et contribuent à part égale avec la CCEA au coût du régime. Les cotisations de la CCEA sont imputées aux dépenses lorsqu'elles sont versées.

3. Droits de permis—Recettes reportées

Au 31 mars 1996, il y a des droits de permis non acquis totalisant 17 390 371 \$ (15 830 844 \$ en 1995).

4. Crédits parlementaires

	1996	1995
	\$	\$
Ressources naturelles Canada		
Crédit 35 .....	43 194 000	39 675 000
affectation bloquée * .....	2 074 699	
Périmé .....	2 031 079	1 869 088
	39 088 222	37 805 912
Cotisations statutaires aux régimes d'avantages sociaux .....	3 411 000	3 287 000
Emploi total des crédits .....	42 499 222	41 092 912
Plus : Services fournis gratuitement par les autres ministères du gouvernement :		
Locaux .....	3 414 005	604 003
Avantages sociaux .....	1 424 088	945 756
Autres .....	275 988	315 361
	5 114 081	1 865 120
	47 613 303	42 958 032
Moins : Recettes non fiscales .....	30 923 010	27 684 858
Coût net d'exploitation .....	16 690 293	15 273 174

\* Les fonds ne sont pas disponibles pendant l'année.

L'écart de coûts pour les locaux est attribuable à la fin d'une période de 18 mois de loyer gratuit à l'administration centrale de la CCEA. La CCEA n'a eu à payer aucun loyer pour ses locaux de l'administration centrale de septembre 1993 à février 1995. Par conséquent, les frais de loyer pour l'administration centrale de la CCEA ont été de 3 009 752 \$ en 1996 ( 250 813 \$ en 1995).

5. Passif

À la fin de l'exercice, le passif s'établissait comme suit :

	1996	1995
	\$	\$
a) Comptes créditeurs		
À payer à la fin de l'exercice .....	1 994 047	2 217 936
Paiement en cours .....	2 251 374	2 377 427
Retenues de garantie .....	244 638	234 623
	4 490 059	4 829 986
Salaires à verser .....	32 230	151 850
	4 522 289	4 981 836
b) Autres éléments de passif		
Indemnités de vacances .....	1 879 595	1 934 836
Indemnités de cessation d'emploi .....	2 152 958	2 196 934
	4 032 553	4 131 770

L'état des résultats tient compte des coûts représentés par les comptes créditeurs et les salaires à verser.

Les coûts associés aux autres éléments du passif ne font pas partie de l'état des résultats. Ces coûts ne sont comptabilisés qu'au moment du paiement (voir note 2 a).

Les indemnités de congés représentent le montant des crédits accumulés à la fin de l'exercice.

Les indemnités de cessation d'emploi s'appliquent aux employés comptant 10 années ou plus de service continu et sont calculées de la façon suivante : une demi-semaine de traitement pour chaque année de service continu jusqu'à concurrence de 13 semaines de traitement.

## Commission de contrôle de l'énergie atomique —Fin

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS  
LE 31 MARS 1996—Fin

### 6. Comptes débiteurs

À la fin de l'exercice, les comptes débiteurs s'établissent comme suit :

Activités de réglementation					
Réacteurs nucléaires et usines d'eau lourde	18 570 572		18 570 572	24 690 058	24 290 497
Réacteurs de recherche	16 200	162 672	178 872	410 832	461 145
Établissements de recherche et d'essai nucléaire	1 107 731		1 107 731	1 660 475	1 654 039
Mines d'uranium	2 974 419		2 974 419	3 889 506	3 281 468
Usines de combustible nucléaire	861 602		861 602	905 045	889 970
Substances réglementées	64 909	60 289	125 198	233 227	154 438
Accélérateurs	100 719	371 048	471 767	332 564	303 541
Radio-isotopes	2 723 326	1 660 585	4 383 911	6 724 581	6 324 698
Transports	84 865	2 358	87 223	481 410	214 810
Gestion des déchets et déclassement	1 410 955	114 548	1 525 503	1 630 847	1 361 530
Dosimétrie	7 763	13 163	20 926	175 115	141 017
Importations/exportations				321 939	258 772
	27 923 061	2 384 663	30 307 724	41 455 599	39 335 925
Activités générales					
Évaluation de la conception pour les ventes à l'étranger	1 825 877		1 825 877	3 353 279	370 436
Formation de stagiaires étrangers	985 635		985 635	1 082 210	1 623 081
Autres activités					



**Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada**

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints à l'intention de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada (CEIC) conformément aux exigences et aux normes du receveur général du Canada en matière de rapports. La Direction de Développement des ressources humaines Canada (DRHC) est la principale responsable de l'intégrité et de l'objectivité des données contenues dans ces états financiers. Pour assurer la plus grande objectivité possible, les données financières contenues dans ces états ont été examinées par la haute Direction de DRHC.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables énoncées dans la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice financier précédent. Une partie de l'information contenue dans les états financiers est fondée sur les meilleures estimations possibles de la Direction et s'appuie sur son discernement; elle tient également compte de l'importance des faits. Pour assumer ses responsabilités en matière de rapport, DRHC tient une série de comptes qui sert de registre centralisé des opérations financières de la CEIC. À moins d'avis contraire, l'information financière contenue dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* est identique à celle des états financiers.

Les services financiers élaborent et diffusent des politiques en matière de gestion financière et de comptabilité; ils émettent des directives à l'appui des normes de comptabilité et de gestion financière. DRHC tient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne à un coût convenable. Les opérations sont effectuées conformément aux règlements prescrits, sans dépasser les crédits parlementaires, et sont enregistrées de façon appropriée afin de justifier l'utilisation des fonds gouvernementaux et de protéger les actifs de DRHC. Aux systèmes de gestion financière et de contrôle interne viennent s'ajouter des programmes de vérification interne. DRHC cherche également à assurer l'objectivité et l'intégrité des données dans ses états financiers grâce à la sélection soignée, à la formation et au perfectionnement du personnel qualifié, grâce à des arrangements sur le plan de l'organisation qui favoriseront un partage approprié des responsabilités et grâce à des programmes de communication qui permettront de bien faire comprendre à toute l'organisation les règlements, les politiques, les normes et les autorisations en matière de gestion.

Approuvé par :

*le Président*

M. CAPPE

*l'Agent financier supérieur*

DAVID A. GOOD

le 1<sup>er</sup> août 1996

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION  
POUR L'EXERCICE SE TERMINANT LE 31 MARS 1996  
(en milliers de dollars)

	1996	1995
<b>Dépenses</b>		
Programme d'emploi et d'assurance		
Emploi .....	1 807 450	1 951 667
Assurance-chômage .....	557 879	492 234
Gestion des CEC et services conjoints .....	249 486	249 810
	<u>2 614 815</u>	<u>2 693 711</u>
Programme de la gestion générale et des services		
Gestion générale et administration .....	239 746	285 322
Systèmes .....	49 006	40 079
Procédures et communication .....	33 216	31 751
	<u>321 968</u>	<u>357 152</u>
Total des dépenses .....	<u>2 936 783</u>	<u>3 050 863</u>
<b>Recettes</b>		
Recettes à valoir sur le crédit		
Recouvrement des frais d'administration du Compte d'assurance-chômage .....	1 193 638	1 260 499
Recettes non fiscales		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents .....	16 019	14 926
Produits des ventes .....	412	406
Rémunérations de services .....	238	230
Privilèges, licences et permis .....	132	135
Autres recettes		
Excédent des rentes sur l'État .....	334	1 893
Amendes d'assurance-chômage .....	1 167	1 220
Autres .....	148	179
Recouvrement des frais d'expulsion .....	96 040	
Total des recettes .....	<u>1 308 128</u>	<u>1 279 488</u>
Coût net des opérations .....	<u>1 628 655</u>	<u>1 771 375</u>

**Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada—Suite**

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS  
31 MARS 1996

1. Autorisation et objectifs

La Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada a été créée en vertu de l'article 7 de la *Loi régissant l'emploi et l'immigration de 1977* et constitue un établissement financier mentionné à l'annexe II de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Toutes les dépenses de fonctionnement, les contributions et les subventions de la Commission sont financées par les crédits budgétaires annuels, tandis que les avantages sociaux des employés, les prestations de retraite supplémentaires des agents des rentes sur l'État dépendent d'autorisations législatives. La Commission comprend trois secteurs de programmes dont voici les objectifs :

Programme de services généraux et spéciaux—Assurer l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques et de programmes, fournir le soutien stratégique, opérationnel et administratif permettant à la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada de remplir son mandat et de pourvoir à d'autres fonctions qui lui sont dévolues.

Programme d'emploi et d'assurance—Élaborer et mettre en oeuvre un ensemble structuré de politiques et de programmes pour assurer le bon fonctionnement du marché du travail canadien. L'ensemble doit être conforme aux objectifs socio-économiques nationaux et vise à : préparer une main-d'oeuvre qui puisse satisfaire aux besoins en compétences à l'échelle nationale; favoriser la croissance et l'adaptation de l'économie, sans imposer de fardeau inutile aux particuliers, aux groupes et aux régions; donner à chacun les mêmes chances de faire valoir ses compétences sur le marché du travail et d'obtenir un emploi.

Programme d'immigration—Promouvoir les intérêts du Canada sur les plans économique, social, humanitaire et culturel et remplir les obligations du Canada au niveau international, c'est-à-dire s'occuper de l'admission des immigrants et des visiteurs ainsi que de l'établissement des immigrants et exercer un contrôle efficace à l'égard des personnes qui cherchent à entrer ou à demeurer au Canada, tout en protégeant la santé des Canadiens et en assurant leur sécurité. Toutefois, en raison de la réorganisation des ministères en novembre 1993, ce programme est présenté par le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration.

2. Conventions comptables importantes

L'état des résultats a été préparé en conformité avec les exigences de présentation des rapports et des normes du receveur général du Canada pour les établissements publics. Les conventions comptables les plus pertinentes sont les suivantes :

a) Constatation des dépenses

À l'exception des indemnités de cessation d'emploi et des congés payés qui sont comptabilisés sur une base de caisse, toute dépense est, selon la convention comptable des crédi- teurs à la fin de l'exercice (CAFE) du gouvernement, comptabilisée sur une base d'exercice.

b) Constatation des recettes

Les recettes fiscales sont comptabilisées sur une base de caisse, tandis que les recettes non fiscales sont comptabilisées sur une base d'exercice, conformément aux conventions comptables du gouvernement.

c) Achats d'immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses de fonctionnement au cours de l'exercice de l'achat.

d) Coûts estimatifs

Les coûts estimatifs des services fournis gratuitement par les ministères du gouvernement sont compris dans les dépenses.

e) Recouvrements des dépenses d'exercices précédents

Les recouvrements des dépenses d'exercices précédents sont inscrits comme recettes une fois reçus et ne sont pas soustraits des dépenses.

3. Crédits parlementaires

COMMISSION DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION  
DU CANADA  
(en milliers de dollars)

	1996	1995
Programme d'emploi et d'assurance		
Crédit 5 .....	216 952	106 015
Annulé .....	76 390	42 865
	140 562	63 150
Crédit 10 .....	1 368 635	1 570 369
Annulé .....	69 795	38 695
	1 298 840	1 531 674
Contributions législatives aux régimes d'avantages sociaux des employés . . . .	25 110	94 169
Remboursements législatifs des montants portés aux recettes d'exercices précédents .....	4	49
Prestations de retraite législatives— Pensions des agents des rentes sur l'État	36	37
Total du programme .....	1 464 552	1 689 079
Programme de la gestion générale et des services		
Crédit 1 .....	66 306	55 208
Annulé .....	10 764	5 751
	55 542	49 457
Contributions législatives aux régimes d'avantages sociaux des employés . . . .	17 861	14 133
Dépense législative à la disposition de biens excédentaires de la Couronne . . .	318	489
Total du programme .....	73 721	64 079
Emploi total des crédits .....	1 538 273	1 753 158

**Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada—Suite**

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS  
31 MARS 1996—Suite

4. Comptes débiteurs

À la fin de l'exercice, les comptes débiteurs se composent des trop-payés en salaires, des amendes que doivent payer les prestataires en vertu de la *Loi sur l'assurance-chômage* des trop-payés dans les programmes d'emploi et de l'assurance-chômage et d'autres montants divers à percevoir.

	1996	1995
	(en milliers de dollars)	
<b>Interministériel</b>		
Interne du gouvernement		
Programme de la gestion générale et des services		
Divers	144	297
Détachements	133	279
	<u>277</u>	<u>576</u>
<b>Tiers</b>		
Emploi et assurance		
Trop-payés des prestations d'assurance-chômage	367 446	344 412
Article 33—Assurance-chômage	208 559	185 832
Amendes d'assurance-chômage	3 898	5 835
Programme national de formation en établissement	1 502	2 962
Autres programmes	1 502	787
Programme d'emploi pour les innovations technologiques	1 147	951
Intégration professionnelle	1 041	2 670
Aide au développement des collectivités	871	1 171
Bénéficiaires de l'aide sociale	477	581
Développement de l'emploi	351	1 727
Autres programmes—PE	279	2 087
Acquisition de compétences	254	310
Programme national de formation—achat de formation	253	574
Programme extension	92	142
Jeunesse Canada au travail	85	74
Canada au travail	78	824
Canada au travail—Emplois d'été	77	768
Programme d'aide à la création locale d'emplois	77	228
Programme de mobilité de la main-d'oeuvre du Canada	72	76
Pénuries de main-d'oeuvre	70	260
LSPA	39	42
Projets de développement communautaire du Canada	36	108
Formation de la gestion des entreprises	24	263
Accès-carrière	18	16
Programme d'aide au développement économique local	14	35
Programme d'emploi d'été et		
Expérience de travail	11	29
Programme option formation jeunesse	3	4
Formation générale dans l'industrie	2	24
Travail CORPS	1	1
Projets de services communautaires du Canada		804

	1996	1995
	(en milliers de dollars)	
Travail partagé		187
Programme d'initiatives locales		34
Programme de subvention et contribution de création d'emplois		9
Trop-payés PRAE		4
	<u>588 279</u>	<u>553 831</u>
<b>Gestion générale et services</b>		
Détachements	211	472
Divers	274	354
Trop-payés en salaires	34	83
	<u>519</u>	<u>909</u>
<b>Total</b>	<u>589 075</u>	<u>555 316</u>

5. Comptes à fins déterminées

Il appartient également à la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada d'administrer et de contrôler les comptes à fins déterminées qui suivent :

a) Compte d'assurance-chômage

La *Loi sur l'assurance-chômage* prévoit un programme d'assurance-chômage contributif obligatoire qui s'applique à tous les employés, sous réserve d'exceptions mineures.

La Loi autorise l'existence d'un compte dans les comptes du Canada désigné sous le nom de Compte d'assurance-chômage.

La Loi stipule que ce qui suit sera porté au crédit du compte : a) les cotisations, pénalités et intérêts; b) les remboursements des trop-payés de prestations, et depuis le 18 novembre 1990, les sommes versées d'aide spéciale et, les remboursements de prestations; c) les montants relatifs aux services fournis à d'autres ministères ou organismes gouvernementaux, ou au public; d) les montants fournis à toute autre fin liée à l'assurance-chômage et autorisés par un crédit géré par la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada; e) l'intérêt sur le solde du compte aux taux que le ministre des Finances peut autoriser. La Loi permet également de porter au débit du compte les éléments suivants : a) les prestations et, depuis le 18 novembre 1990, les sommes versées d'aide spéciale en vertu de la Loi; b) les frais d'administration de la Loi; c) l'intérêt sur les avances faites par le ministre des Finances.

**Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada—Suite**

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS  
31 MARS 1996—Suite

**OPÉRATIONS DU COMPTE D'ASSURANCE-CHÔMAGE**  
(en millions de dollars)

	1996	1995
<b>Rentrées et autres crédits</b>		
Contributions—		
Employeurs et employés .....	18 921	19 371
Pénalités .....	47	44
Intérêts gagnés .....	35	17
	<u>19 003</u>	<u>19 432</u>
<b>Paiements et autres débits</b>		
Prestations .....	13 512	14 961
Frais d'administration .....	1 351	1 285
Dépenses d'intérêts .....	228	423
	<u>15 091</u>	<u>16 669</u>
Variation nette .....	3 912	2 763
Remboursements .....	(3 386)	(2 718)
Solde au début de l'exercice .....	(499)	(544)
Solde à la fin de l'exercice .....	<u>27</u>	<u>(499)</u>

b) Compte des rentes sur l'État

Ce compte a été créé par la *Loi relative aux rentes sur l'État* et modifié par la *Loi sur l'augmentation du rendement des rentes sur l'État* qui mettait fin à la vente de ces rentes. Le Compte est évalué lors de chaque exercice selon les méthodes actuarielles, et le déficit ou l'excédent imputé au débit ou au crédit du Trésor.

La *Loi relative aux rentes sur l'État* a été adoptée afin d'aider les Canadiens à se préparer financièrement à leurs vieux jours en achetant des rentes sur l'État. La *Loi sur l'augmentation du rendement des rentes sur l'État* a accru le taux de rendement et la flexibilité des contrats de rentes sur l'État, et mis fin à la vente de rentes.

Les rentrées et autres crédits sont composés des cotisations reçues, des montants demandés au Trésor pour les rentiers non repérés auparavant, des intérêts gagnés et les articles transférés des recettes des exercices précédents pour couvrir le déficit actuariel. Les paiements et autres débits représentent les rentes échues, la valeur de rachat des prestations de décès, les remboursements et retraits de cotisations, les excédents actuariels ainsi que les articles non demandés transférés aux recettes non fiscales. Les montants des rentes non demandés pour le motif que les rentiers ne peuvent pas être repérés, sont transférés aux recettes non fiscales.

**OPÉRATIONS DU COMPTE DES RENTES SUR L'ÉTAT**  
(en milliers de dollars)

	1996	1995
Solde au 1 <sup>er</sup> avril .....	692 871	733 953
<b>Rentrées et autres crédits</b>		
Intérêt du Canada .....	45 116	48 001
Cotisations .....	116	170
Autres .....	87	95
	<u>45 319</u>	<u>48 266</u>
<b>Paiements et autres débits</b>		
Paiements de rentes .....	84 847	87 719
Remboursements de cotisations .....	862	909
Rentes non réclamées .....	568	386
	<u>86 277</u>	<u>89 014</u>
Augmentation ou (diminution) nette .....	(40 958)	(40 748)
Excédent actuariel, excédent des rentes non payées enregistrées à la fin de l'exercice par rapport aux rentes non payées calculées .....	(1 735)	(334)
Solde au 31 mars .....	<u>650 178</u>	<u>692 871</u>

c) Compte des pensions des agents des rentes sur l'État

Ce régime de pensions verse des prestations de pension aux anciens fonctionnaires admissibles dont le travail consistait à vendre au public des rentes sur l'État. Pendant l'exercice, aucun intérêt n'a été porté au crédit du Compte et au débit de l'intérêt sur la dette publique. Les contributions de la Direction générale des rentes sur l'État, à titre d'ancien employeur, s'élevaient à 10 476 \$ et les paiements et autres débits du Compte s'élevaient à 11 262 \$.

**OPÉRATIONS DU COMPTE DES PENSIONS DES AGENTS DES RENTES SUR L'ÉTAT**

	1996	1995
	\$	\$
Solde au 1 <sup>er</sup> avril .....	15 382	14 294
Rentrées et autres crédits .....	11 262	11 890
Paiements et autres débits .....	10 476	10 802
Augmentation ou (diminution) nette .....	786	1 088
Solde au 31 mars .....	<u>16 168</u>	<u>15 382</u>

**Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada—Fin**

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS  
31 MARS 1996—Fin

d) Programme d'emploi d'été et Expérience de travail

Le Programme d'emploi d'été et Expérience de travail est financé conjointement par les gouvernements fédéral et provinciaux.

Ce compte contient les avances faites par les provinces, au titre de leur part des coûts des projets, et détenues en fiducie en attendant les paiements aux promoteurs des projets. Pendant l'exercice, les dépôts ont totalisé 456 546 \$ et les paiements 175 000 \$ consistant en paiements aux promoteurs.

**OPÉRATIONS DU PROGRAMME D'EMPLOI D'ÉTÉ ET  
EXPÉRIENCE DE TRAVAIL**

	1996	1995
	\$	\$
Solde au 1 <sup>er</sup> avril	(281 546)	(123)
Rentrées et autres crédits	456 546	3 000 123
Paiements et autres débits	175 000	3 281 546
Augmentation ou (diminution) nette	281 546	(281 423)
Solde au 31 mars		(281 546)

6. Passif éventuel

Dix poursuites totalisant un montant de 2 040 000 \$ ont été intentées contre la Commission de l'emploi et assurance du Canada : une pour dommages à la propriété par un citoyen, trois pour des dommages généraux par des citoyens, deux pour violations aux droits de la personne, trois pour renvoi injustifié et une pour harcèlement par l'employeur.

7. État consolidé des rentrées et sorties de fonds

Le présent état consolidé représente l'ensemble de toutes les activités financières associées à la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada, au Compte d'assurance-chômage, au Compte des rentes sur l'État et à d'autres fonds en fiducie et comptes à fins déterminées mentionnés dans la note 5 précédente. Cela constitue un résumé de toutes les opérations de Développement des ressources humaines Canada se rapportant à la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RENTRÉES ET SORTIES DE FONDS  
POUR L'EXERCICE SE TERMINANT LE 31 MARS 1996  
(en milliers de dollars)**

	1996	1995
<b>Sorties de fonds</b>		
Programme d'emploi et d'assurance		
Prestations d'assurance-chômage	13 512 450	14 960 533
Emploi	1 807 450	1 951 667
Assurance-chômage	644 166	581 259
Assurance-chômage—Dépenses d'intérêt	227 859	423 849
Gestion des CEC et services conjoints	249 486	249 810
Programme d'emploi d'été et Expérience de travail—Paiements et remboursements aux provinces	175	3 282
Programme de la gestion générale et des services		
Gestion et administration du ministère	293 619	333 732
Systèmes	49 006	40 079
Procédures et communication	33 216	31 751
	<u>16 817 427</u>	<u>18 575 962</u>
<b>Rentrées de fonds</b>		
Cotisations d'assurance-chômage	18 969 467	19 415 012
Avances—Assurance-chômage	(3 386 400)	(2 718 600)
Intérêts sur les rentes, etc.	45 330	48 278
Revenus d'intérêts—Assurance-chômage	35 385	17 288
Remboursements des dépenses d'exercices précédents	16 020	14 926
Rajustement net des frais d'administration de l'assurance-chômage	6 141	7 458
Programme d'emploi d'été et Expérience de travail—Dépôts du programme	457	3 000
Produits des ventes	412	406
Rémunération de services	238	230
Privilèges, licences et permis	132	135
Produits de placements		
<b>Autres recettes</b>		
Excédent des rentes sur l'État	334	1 893
Amendes d'assurance-chômage	1 167	1 220
Autres	148	179
Recouvrement des fonds du RASE dans les fonds de l'a.-c.	96 040	
	<u>15 784 871</u>	<u>16 791 425</u>
Coût net des opérations	<u>1 032 556</u>	<u>1 784 537</u>
<b>Rapprochement avec l'emploi des crédits</b>		
Coût net des opérations	1 032 556	1 784 537
Diminution du déficit de l'assurance-chômage	526 420	44 532
Recettes à valoir sur les comptes de recettes non fiscales liées aux crédits	114 490	18 989
De l'excédent actuariel du compte des rentes sur l'État	1 735	334
Augmentation des pensions des agents des rentes sur l'État	1	1
Rajustement net du RASE	19 623	
Diminution du Programme d'emploi d'été et Expérience de travail	281	(281)
Diminution des rentes non payées	(42 693)	(41 082)
Emploi des crédits	<u>1 652 413</u>	<u>1 807 030</u>

## Commission des champs de bataille nationaux

### RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état financier ci-joint de la Commission des champs de bataille nationaux selon les normes et exigences de compte rendu du receveur général du Canada. Cet état financier a été préparé selon les conventions comptables écrites à la note 2 sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassifiés afin d'être conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

La direction répond de l'intégrité et l'objectivité de l'information donnée dans l'état financier du présent rapport. Les commissaires ont pour rôle de veiller à ce que la direction remplisse ses fonctions en matière d'information financière et de contrôle interne. Certains renseignements inclus dans l'état financier sont, tout en tenant compte de leur importance, fondés sur les meilleures prévisions et jugements de la gestion. Pour assumer sa responsabilité de rendre compte, la Direction maintient un système de contrôle interne qui vise à assurer dans une mesure raisonnable, la fiabilité de l'information financière et la protection des biens. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif de l'Établissement. Les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes à ceux apparaissant dans cet état financier. L'Établissement vise également à assurer l'objectivité et l'intégrité des données de cet état financier grâce à la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives soient compris dans toute l'organisation.

Le Vérificateur général du Canada a effectué une vérification de l'état financier pour l'exercice terminé le 31 mars 1996 selon les normes de vérification généralement reconnues, son rôle étant d'exprimer un jugement avisé, à savoir si l'état financier présente fidèlement le résultat d'exploitation de la Commission des champs de bataille nationaux pour la période.

L'opinion du vérificateur général est ci-jointe.

*Approuvé par :*

*le Président*

ANDRÉ JUNEAU

*le Secrétaire*

MICHEL LEULLIER

le 15 juillet 1996

### RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DÉSIGNÉE DU PATRIMOINE CANADIEN

J'ai vérifié l'état des résultats de la Commission des champs de bataille nationaux de l'exercice terminé le 31 mars 1996. La responsabilité de cet état financier incombe à la direction de la Commission. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur cet état financier en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans l'état financier. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans l'état financier. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble de l'état financier.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement, à tous égards importants, les résultats d'exploitation de la Commission pour l'exercice terminé le 31 mars 1996 selon les conventions comptables énoncées à la note 2 afférente à l'état des résultats.

Pour le vérificateur général du Canada  
Raymond Dubois, FCA  
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada  
le 7 juin 1996

Commission des champs de bataille nationaux — Suite

ÉTAT DES RÉSULTATS  
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1996

	1996	1995
	\$	\$
Dépenses		
Paiements à titre gracieux (note 5) . . . . .	2 392 549	2 392 551
Exploitation		
Traitements et indemnités . . . . .	940 212	990 978
Indemnités de cessation d'emploi . . . . .		39 848
Services professionnels . . . . .	369 962	382 069
Entretien . . . . .	240 927	248 441
Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements . . . . .	188 684	176 206
Immobilisations (note 6) . . . . .	175 269	316 269
Information . . . . .	59 654	54 560
Location . . . . .	11 873	37 238
Divers . . . . .	1 148	1 697
	1 987 729	2 247 306
Administration		
Traitements et indemnités . . . . .	309 603	327 628
Services professionnels . . . . .	41 579	26 644
Transports et communications . . . . .	35 207	34 273
Indemnités de dommages-intérêts . . . . .	31 136	
Fournitures de bureau . . . . .	4 791	3 008
Services de comptabilité fournis gratuitement par un ministère du gouvernement . . . . .	6 000	5 623
	428 316	397 176
Total des dépenses . . . . .	4 808 594	5 037 033
Recettes non fiscales		
Stationnements (note 7) . . . . .	216 495	115 396
Droits de visites, de services et d'utilisations d'installations . . . . .	37 847	
Amendes et pénalités . . . . .	16 381	6 977
Divers . . . . .	2 125	12 558
	272 848	134 931
Coût net de l'exploitation (note 4) . . . . .	4 535 746	4 902 102

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante de cet état.

Approuvé par la Direction :

le Secrétaire

MICHEL LEULLIER

Approuvé par la Commission :

le Président

ANDRÉ JUNEAU

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS  
DU 31 MARS 1996

1. Statut et objectifs

La Commission a été constituée en 1908 en vertu de la *Loi concernant les champs de bataille nationaux de Québec* dans le but d'acquiescer, de préserver et d'aménager un parc des champs de bataille historiques de Québec.

La Commission est un établissement public inscrit à l'annexe II de la *Loi sur la gestion des finances publiques (LGFP)*.

2. Conventions comptables importantes

L'état des résultats a été dressé en conformité avec les exigences de rapport et les normes que le receveur général du Canada a établies pour les établissements publics. Les conventions comptables les plus importantes sont les suivantes :

- a) Les dépenses sont comptabilisées selon la méthode de comptabilité d'exercice, sauf les indemnités de cessation d'emploi et les congés annuels qui le sont au moment du paiement.
- b) Les acquisitions d'immobilisations, de fournitures et de petits outillages sont imputés aux dépenses d'exploitation dans l'exercice de leur achat.
- c) Les dépenses comprennent des montants estimés pour les services fournis gratuitement par un ministère du gouvernement.
- d) Les recettes sont comptabilisées au moment de l'encaissement.
- e) Les contributions au régime de retraite administré par le gouvernement du Canada, pour services courants et antérieurs admissibles, sont imputées aux dépenses au moment du paiement. Tous les employés de la Commission participent à ce régime de retraite. Les employés et la Commission contribuent également au coût du régime. Les contributions représentent la responsabilité totale de la Commission en regard de ce régime.

3. Modifications de la présentation de l'état financier

La ventilation des dépenses entre les groupements exploitation et administration a été révisée afin de refléter plus précisément la nature des activités de la Commission des champs de bataille nationaux. L'effet net est, pour l'exercice précédent, une augmentation des dépenses d'administration et une diminution correspondante des dépenses d'exploitation d'un montant de 34 899\$.

4. Crédit parlementaire

	1996	1995
	\$	\$
Patrimoine Canadien		
Crédit 95—(Crédit 100 en 1995) . . . . .	4 413 000	4 590 000
Crédit 100 d . . . . .		124 524
	4 413 000	4 714 524
Annulé . . . . .	1 225	4 700
	4 411 775	4 709 824
Déficit du crédit 100 (au chapitre des salaires) compensé par une affectation imputable sur le crédit 5 du Conseil du Trésor . . . . .		39 848
	4 411 775	4 749 672
Statutaire—Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés . . . . .	139 000	161 000
Dépenses des recettes en vertu de l'article 29.1(1) de la LGFP . . . . .	249 998	115 396
Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires . . . . .	1 821	5 342
Total des crédits utilisés . . . . .	4 802 594	5 031 410
Plus : services fournis gratuitement par un ministère du gouvernement . . . . .	6 000	5 623
Moins : recettes non fiscales . . . . .	(272 848)	(134 931)
Coût net de l'exploitation . . . . .	4 535 746	4 902 102

Commission des champs de bataille nationaux —Fin

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS  
DU 31 MARS 1996—Fin

5. Paiements à titre gracieux

Le Conseil du Trésor a approuvé des paiements à titre gracieux, d'une valeur maximale de 9 600 000 \$, à être effectués en quatre versements annuels égaux, de 1992-1993 à 1995-1996. Ces paiements correspondent aux taxes municipales et scolaires des années 1986 à 1991 du parc des Champs de bataille nationaux pour lesquelles des subventions tenant lieu d'impôts fonciers n'ont pas été versées aux villes de Québec et de Sillery. Le versement de ces paiements à titre gracieux est assujéti aux règles et procédures qui s'appliquent aux subventions versées sous l'autorité de la *Loi sur les subventions aux municipalités*. Depuis 1992, des subventions tenant lieu d'impôts fonciers sont versées par le ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux.

6. Immobilisations

Le coût des immobilisations sous la responsabilité de la Commission se ventile comme suit :

	31 mars 1995	Acquisi- tions	Aliéna- tions	31 mars 1996
	\$	\$	\$	\$
Terrains .....	724 710			724 710
Chaussées, promenades et aménagements ..	1 197 732	59 564		1 257 296
Stationnements ...	372 715			372 715
Bâtiments .....	892 500	260 008		1 152 508
Tours Martello ...	2 074 470			2 074 470
Centre d'interpré- tation au Musée du Québec .....	974 829			974 829
Équipements .....	1 311 706	113 825	21 255	1 404 276
	<u>7 548 662</u>	<u>433 397</u>	<u>21 255</u>	<u>7 960 804</u>
Financé par crédit parlementaire ...	7 064 522	141 923	21 255	7 185 190
Financé par les revenus en vertu de l'article 29.1(1) de la LGFP .....	39 365	33 346		72 711
Financé par le compte en fiducie (note 8) .....	444 775	258 128		702 903
	<u>7 548 662</u>	<u>433 397</u>	<u>21 255</u>	<u>7 960 804</u>

7. Recettes de stationnement

Les Amis des Plaines d'Abraham Inc., dont un membre du conseil d'administration est aussi commissaire de la Commission, administre des stationnements pour le compte de la Commission. Pour l'exercice terminé le 31 mars 1996, la Commission a reçu, en vertu d'ententes avec Les Amis des Plaines d'Abraham Inc., 216 495 \$ (115 396 \$ en 1995). La Commission a utilisé ces recettes aux fins de son programme, en vertu de l'article 29.1(1) de la *Loi de la gestion des finances publiques* (LGFP).

8. Compte en fiducie des champs de bataille nationaux

Dès la création de la Commission des champs de bataille nationaux, un compte a été établi pour recevoir les fonds d'individus, de corporations municipales, des gouvernements provinciaux et autres dans le but d'acquies et de conserver les grands champs de bataille historiques de Québec. Depuis septembre 1984, le compte en fiducie est régi conformément aux dispositions du nouvel article 9.1 de la *Loi concernant les champs de bataille nationaux de Québec* lequel prévoit son utilisation aux fins pour lesquelles les sommes reçues ont été mises à la disposition de la Commission.

	1996	1995
	\$	\$
Recettes		
Dons et commandites .....	432 575	443 266
Intérêts .....	15 668	12 775
	<u>448 243</u>	<u>456 041</u>
Débourssés		
Immobilisations (note 6) .....	258 128	338 176
Services professionnels .....	83 937	26 556
	<u>342 065</u>	<u>364 732</u>
Excédent des recettes sur les déboursés ...	106 178	91 309
Solde du compte au début de l'exercice ...	234 708	143 399
	<u>340 886</u>	<u>234 708</u>

9. Engagements contractuels

La Commission a conclu avec la ville de Québec une entente qui a pour objet de susciter la concertation et la collaboration entre les deux parties afin de développer des projets pour le bénéfice de la population de la ville de Québec et de ses visiteurs. Par cette entente, la Commission s'est engagée, entre autres, à participer financièrement à des projets pour un montant global minimal de 1 588 000 \$. Au 31 mars 1996, sa participation financière accumulée depuis le début de l'entente s'élevait à 678 325\$.

La Commission s'est aussi engagée, en vertu d'une convention de bail, à fournir des services horticoles, d'opérations et de sécurité en contrepartie d'un local servant à son centre d'interprétation au Musée du Québec. La valeur initiale du loyer de base, sujette à révision annuelle, a été établie à 87 522 \$. Le terme du bail est de quinze ans, commencé le 1<sup>er</sup> avril 1991.

La Commission des champs de bataille nationaux a conclu un protocole d'entente avec le ministère de la Défense Nationale. La commission peut utiliser une partie du terrain du manège militaire de la Grande-Allée; en contrepartie, elle s'engage entre autres, à assurer les opérations de déneigement estimées à 13000\$ annuellement. Ce protocole d'entente prend fin en juin 1997.



**Conseil de recherches en sciences humaines****RAPPORT DE GESTION**

Nous avons préparé l'état financier ci-joint du Conseil de recherches en sciences humaines selon les normes et exigences de compte rendu du receveur général du Canada. Cet état financier a été préparé selon les conventions comptables importantes énoncées à la note 2 de l'état, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité pour l'intégrité et l'objectivité des données de cet état revient à la gestion du Conseil. Afin d'assurer la maximum d'objectivité et d'impartialité, les données financières renfermées dans cet état financier ont été examinées par le Comité de vérification du Conseil.

Les renseignements inclus dans l'état financier sont, tout en tenant compte de leur importance, fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion. Pour s'acquitter de la responsabilité de comptabiliser et de rendre compte, le Conseil maintient une série de comptes représentant un registre centralisé des opérations financières du Conseil. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes à ceux apparaissant dans cet état financier.

La direction des services financiers du Conseil développe et propage les conventions comptables et de gestion financière, et émet des directives qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. Le Conseil maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne tout en tenant compte des coûts, des avantages et des risques. Elles sont établies afin de fournir avec une certitude raisonnable que les opérations sont correctement autorisées par le Parlement et sont exécutées selon des règlements prescrits et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif de l'établissement. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le maintien de programmes de vérification interne. Le Conseil vise également à s'assurer de l'objectivité et l'intégrité des données de cet état financier grâce à la sélection, la formation et le développement attentif d'un personnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives soient compris dans tout l'organisme.

La gestion présente l'état financier au vérificateur général du Canada qui le vérifie et fournit une opinion indépendante. Cette opinion est par la suite jointe à cet état financier.

Le système comptable et l'état financier du Conseil se sont développés au cours des années pour répondre aux changements et, plus récemment, pour mettre en vigueur une recommandation ministérielle visant à améliorer le système de comptabilité de prix de revient. Cette amélioration permet maintenant une facturation plus juste et équitable pour les clients et les autres ministères gouvernementaux. De plus, une étude des taux et de la composition des honoraires est présentement en cours. Les résultats de celle-ci devraient être mis en application au cours de l'exercice subséquent.

Approuvé par :

PATRICIA SAUVÉ-McCUAN

*la Directrice des Finances  
(Agent financier supérieur à plein temps)*

BRUCE MITCHELL

*le Directeur général  
Direction des services administratifs communs*

le 5 juillet 1996

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

AU CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES  
ET AU  
MINISTRE DE L'INDUSTRIE

J'ai vérifié l'état des résultats du Conseil de recherches en sciences humaines de l'exercice terminé le 31 mars 1996. La responsabilité de cet état financier incombe à la direction du Conseil. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur cet état financier en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans l'état financier. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans l'état financier. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble de l'état financier.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement, à tous égards importants, les résultats d'exploitation du Conseil pour l'exercice terminé le 31 mars 1996 selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente à l'état financier.

Pour le vérificateur général du Canada  
Raymond Dubois, FCA  
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada  
le 5 juillet 1996

Conseil de recherches en sciences humaines — Suite

ÉTAT DES RÉSULTATS  
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1996  
(en milliers de dollars)

	1996	1995
Dépenses		
Subventions		
Subventions de recherche .....	45 812	46 851
Bourses .....	28 227	29 345
Subventions stratégiques .....	12 960	11 053
Subventions—Communication entre chercheurs .....	4 573	6 139
Subventions—Relations internationales .....	150	415
Subventions spéciales .....	397	209
Subventions concertées .....		15
	92 119	94 027
Exploitation		
Salaires et prestations aux employés .....	4 015	4 167
Indemnités de cessation d'emploi .....	246	80
Locaux .....	866	891
Dépenses pour le Conseil et ses comités .....	370	339
Services professionnels et spéciaux .....	317	432
Communications et frais de voyage .....	224	259
Publicité et publications .....	172	223
Fournitures et approvisionnements .....	152	131
Acquisition d'ameublement et de matériel de bureau .....	107	440
Réparation et entretien .....	80	52
Frais postaux et de transport .....	76	130
Évaluation de programmes .....	65	93
Location d'installations et de matériel .....	39	104
	6 729	7 341
Administration		
Salaires et prestations aux employés .....	1 616	1 523
Indemnités de cessation d'emploi .....	47	14
Services professionnels et spéciaux .....	549	277
Locaux .....	354	329
Fournitures et approvisionnements .....	53	37
Acquisition d'ameublement et de matériel de bureau .....	44	163
Réparation et entretien .....	33	19
Communications et frais de voyage .....	32	49
Frais postaux et de transport .....	31	48
Location d'installations et de matériel .....	16	38
Publicité et publications .....		6
	2 775	2 503
	101 623	103 871
Recettes non fiscales		
Recouvrement de dépenses d'exercices antérieurs .....	819	689
Coût net de l'exploitation (note 3) .....	100 804	103 182

Approuvé par le Conseil :

la Présidente

LYNN PENROD

le Directeur général, Direction des services administratifs communs

BRUCE MITCHELL

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS  
DU 31 MARS 1996

1. Pouvoirs et objectif

Le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) a été constitué en 1977 en vertu de la *Loi du Conseil de recherches en sciences humaines* et est un établissement public nommé à l'annexe II de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. L'objectif du Conseil est de promouvoir et de soutenir la recherche et l'érudition dans le domaine des sciences humaines.

Les dépenses de fonctionnement et de subventions sont financées par le biais d'autorisations budgétaires annuelles. Les contributions aux régimes de prestations des employés sont autorisées par une autorisation statutaire.

2. Conventions comptables

L'état des résultats a été dressé en conformité avec les exigences de rapport et les normes que le receveur général du Canada a établies pour les établissements publics. Les conventions comptables les plus importantes sont les suivantes :

a) Constatation des dépenses

Les subventions et les bourses sont imputées aux dépenses lorsque le droit du bénéficiaire a été établi, l'engagement a été autorisé et approuvé pour paiement avant la fin d'exercice. Les dépenses de fonctionnement sont comptabilisées selon la méthode de comptabilité d'exercice, à l'exception des congés annuels et des congés compensatoires qui sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité de caisse.

b) Achats d'immobilisations

L'acquisition d'ameublement et de matériel de bureau est imputée aux dépenses de fonctionnement de l'exercice d'acquisition.

c) Services fournis gratuitement par d'autres ministères

Les montants estimatifs de services fournis gratuitement au Conseil par les ministères sont compris dans les dépenses de fonctionnement.

d) Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs

Les recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs sont comptabilisés à titre de recettes et ne sont pas déduits des dépenses.

e) Régime de retraite

Les employés participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les employés et le Conseil cotisent à part égale aux coûts du régime. Les cotisations du Conseil sont enregistrées aux dépenses sur une base courante.

D'après les lois actuelles, le Conseil n'est pas tenu de verser une cotisation au titre des insuffisances actuarielles du Compte de pension de la Fonction publique

Conseil de recherches en sciences humaines —Fin

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS  
DU 31 MARS 1996—Fin

3. Coût net de l'exploitation

Le coût net de l'exploitation est financé par crédits parlementaires. Ces crédits sont enregistrés lors de leur utilisation et tout montant non utilisé devient périmé. Les crédits sont les suivants :

	Subventions		Dépenses de fonctionnement	
	1996	1995	1996	1995
	(en milliers de dollars)			
Industrie Canada				
Budget des dépenses principal				
Crédit 90 (crédit 95 en 1995) .....			7 160	7 670
Crédit 95 (crédit 100 en 1995) .....	89 188	92 822		
Budget des dépenses supplémentaire (A) .....	2 295		384	
Budget des dépenses supplémentaire (B) .....	96		84	
Budget des dépenses supplémentaire (D) .....				470
Montant périmé .....			(282)	(390)
	91 579	92 822	7 346	7 750
Contributions aux régimes des prestations des employés .....			643	627
Emploi des crédits .....	91 579	92 822	7 989	8 377
Ajouter : Contributions des autres ministères pour les initiatives conjointes .....	540	1 205		
	92 119	94 027	7 989	8 377
Ajouter : Services fournis gratuitement par d'autres ministères .....			1 515	1 467
Déduire : Recettes non fiscales .....			(819)	(689)
Coût net de l'exploitation .....	92 119	94 027	8 685	9 155

4. Renseignements supplémentaires

a) Débiteurs

Les comptes débiteurs des bénéficiaires de subventions qui se chiffrent à 131 386 \$ au 31 mars 1996 (146 571 \$ en 1995) ne sont pas présentés à l'état des résultats.

b) Fonds des bourses de la Reine

Le Fonds des bourses de la Reine est constitué d'un montant de 250 000 \$ déposé dans un compte en fiducie portant intérêt. L'intérêt gagné sert à verser des bourses à des étudiants diplômés dans certains secteurs d'études canadiennes. Les opérations du fonds ne sont pas présentées à l'état des résultats et se détaillent comme suit :

	1996	1995
	(en milliers de dollars)	
Solde au début de l'exercice .....	266	270
Ajouter l'intérêt reçu .....	16	15
Déduire les bourses payées .....	(16)	(19)
Solde à la fin de l'exercice, constitué de dépôts auprès du Trésor, au nom du Conseil .....	266	266

c) Fonds spécial en fiducie

Ce fonds en fiducie a été constitué pour recevoir et débours les fonds reçus du secteur privé pour des projets spéciaux dans le domaine des sciences humaines. Les opérations du fonds ne sont pas présentées à l'état des résultats et se détaillent comme suit :

	1996	1995
	(en milliers de dollars)	
Solde au début de l'exercice .....	8.5	8.0
Ajouter : les dons reçus .....	20.0	5.0
Ajouter : l'intérêt reçu .....	0.5	0.5
Déduire : les bourses payées .....	(20.0)	(5.0)
Solde à la fin de l'exercice, constitué de dépôts, auprès du Trésor, au nom du Conseil .....	9.0	8.5

5. Engagements

Les subventions et les bourses accordées pour les exercices à venir sont assujetties à l'approbation des fonds par le Parlement. Au 31 mars 1996, les engagements pour les exercices à venir se répartissent comme suit :

	(en millions de dollars)
1997 .....	71,3
1998 .....	38,8
Exercices ultérieurs .....	20,9
	131,0

## Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

### RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état financier ci-joint du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie selon les normes et exigences de compte rendu du receveur général du Canada. Cet état financier a été préparé selon les conventions comptables importantes énoncées à la note 2 afférente à l'état financier, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Les chiffres de l'exercice précédent ont fait l'objet d'une reclassification afin de se conformer au mode de divulgation de l'exercice en cours. La responsabilité pour l'intégrité et l'objectivité des données de cet état revient à la gestion du Conseil.

Les renseignements inclus dans l'état financier sont, tout en tenant compte de leur importance, fondés sur les meilleurs estimations et jugements de la gestion. Pour s'acquitter de la responsabilité de comptabiliser et de rendre compte, le Conseil maintient une série de comptes représentant un registre centralisé des opérations financières du Conseil. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes à ceux apparaissant dans cet état financier.

La Direction des services administratifs communs du Conseil développe et propage les conventions comptables et de gestion financière, et émet des directives qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. Le Conseil maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne tout en tenant compte du coût, des avantages et des risques. Elles sont établies afin de fournir avec une certitude raisonnable que les opérations sont correctement autorisées par le Parlement et sont exécutées selon des règlements prescrits et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Conseil. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le maintien de programmes de vérification interne. Le Conseil vise également à s'assurer de l'objectivité et l'intégrité des données de cet état financier grâce à la sélection, la formation et le développement attentif d'un personnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives soient compris dans tout l'organisme.

La gestion présente l'état financier au vérificateur général du Canada, qui le vérifie et fournit une opinion indépendante. Cette opinion est par la suite jointe à cet état financier.

Le système comptable et l'état financier du Conseil se sont développés au cours des années pour répondre aux changements et, plus récemment, pour mettre en vigueur une recommandation ministérielle visant à améliorer le système de comptabilité de prix de revient. Cette amélioration permet maintenant une facturation plus juste et équitable pour les clients et les autres ministères gouvernementaux. De plus, une étude des taux et de la composition des honoraires est présentement en cours. Les résultats de celle-ci devraient être mis en application au cours du prochain exercice.

Approuvé par :

*la Directrice des Finances*  
(Agent financier supérieur à plein temps)  
PATRICIA SAUVÉ-McCUAN

*le Directeur général*  
Direction des services administratifs communs  
(Agent financier supérieur)  
BRUCE MITCHELL

le 5 juillet 1996

### RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES  
NATURELLES ET EN GÉNIE  
ET AU  
MINISTRE DE L'INDUSTRIE

J'ai vérifié l'état des résultats du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie de l'exercice terminé le 31 mars 1996. La responsabilité de cet état financier incombe à la direction du Conseil. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur cet état financier en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans l'état financier. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans l'état financier. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble de l'état financier.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement, à tous égards importants, les résultats d'exploitation du Conseil pour l'exercice terminé le 31 mars 1996 selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente à l'état financier.

Pour le vérificateur général du Canada  
Raymond Dubois, FCA  
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada  
le 5 juillet 1996

**Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie—Suite**

 ÉTAT DES RÉSULTATS  
 POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1996  
 (en milliers de dollars)

	1996	1995
Subventions et Bourses (Tableau I)		
Subventions.....	359 561	370 658
Bourses.....	67 570	72 961
Réseaux de centres d'excellence.....	24 725	31 376
	<u>451 856</u>	<u>474 995</u>
Exploitation		
Salaires et indemnités de cessation d'emploi.....	8 603	8 875
Prestations aux employés.....	1 216	1 182
Services professionnels et spéciaux.....	2 845	2 217
Déplacements et communications.....	2 105	2 394
Information.....	777	769
Utilités publiques, fournitures et approvisionnements.....	613	578
Acquisition de machines et de matériel.....	598	1 293
Achat de services de réparation et d'entretien.....	151	186
Charges locatives.....	111	118
	<u>17 019</u>	<u>17 612</u>
Locaux, services administratifs ou autres services fournis gratuitement par des ministères et organismes gouvernementaux.....	1 726	1 574
	<u>18 745</u>	<u>19 186</u>
Dépenses totales.....	<u>470 601</u>	<u>494 181</u>
Recettes non fiscales.....	395	161
Coût net de l'exploitation (note 3).....	<u>470 206</u>	<u>494 020</u>

*le Président*

THOMAS A. BRZUSTOWSKI

*le Directeur général de la Direction des services administratifs communs  
et Trésorier*

BRUCE MITCHELL

 NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS  
 DU 31 MARS 1996

## 1. Pouvoirs et objectif

Le Conseil fut constitué en 1978 en vertu de la *Loi sur le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie* et est un établissement public, nommé à l'annexe II de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Son objectif est de promouvoir et de soutenir la recherche ainsi que l'apport d'une main-d'œuvre hautement qualifiée dans le domaine des sciences naturelles et du génie. Les dépenses de subventions et bourses et d'exploitation du Conseil sont financées par le biais d'une autorisation budgétaire annuelle. Les prestations aux employés sont autorisées par le biais d'une autorisation statutaire.

## 2. Conventions comptables importantes

L'état des résultats a été dressé en conformité avec les exigences de rapport et les normes que le receveur général du Canada a établies pour les établissements publics. Les conventions comptables les plus importantes sont les suivantes :

## a) Comptabilisation des dépenses

Les subventions et les bourses sont imputées aux dépenses lorsque le droit du bénéficiaire a été établi, l'engagement a été autorisé et approuvé pour paiement avant la fin d'exercice. Toutes les dépenses de fonctionnement sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice, à l'exception des congés annuels et des congés compensatoires qui sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité de caisse.

## b) Achats d'immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses d'exploitation au cours de l'exercice de leur achat.

## c) Services fournis gratuitement

Les montants estimatifs des services fournis gratuitement par les ministères et organismes gouvernementaux sont compris dans les dépenses.

## d) Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs

Les recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs sont comptabilisés à titre de recettes dès leur réception et ne sont pas déduits des dépenses. Ces fonds sont remis au receveur général du Canada.

## e) Contributions au Régime de pension de retraite de la Fonction publique

Les employés participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les employés et le Conseil cotisent à ce régime. Les cotisations relatives aux services courants sont imputées aux dépenses de l'exercice en cours. Les cotisations relatives aux services passés sont imputées aux dépenses lorsqu'elles sont versées, habituellement au cours d'une période équivalente au solde des années de service des employés concernés.

**Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie—Suite**

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS  
DU 31 MARS 1996—Fin

3. Crédits parlementaires

	1996	1995
	(en milliers de dollars)	
Industrie Canada		
Dépenses de fonctionnement : crédit 80 (crédit 85 en 1994-1995) . . . . .	16 842	17 491
Moins: Dépenses de fonctionnement . . . . .	15 803	16 430
Annulé . . . . .	1 039	1 061
Symposium sur l'impact de la recherche et développement . . . . .	112	
Moins: Dépenses du symposium . . . . .	109	
Annulé . . . . .	3	
Total annulé . . . . .	1 042	1 061
Subventions : crédit 85 (crédit 90 en 1994-1995) . . . . .	451 856	475 295
Moins: dépenses de subventions . . . . .	451 856	474 995
Affectation bloquée . . . . .		300
Contributions statutaires aux régimes de prestations aux employés . . . . .	1 216	1 182
Total des crédits utilisés . . . . .	468 875	492 607
Plus : services fournis gratuitement par des ministères et organismes gouvernementaux . . . . .	1 726	1 574
Moins : recettes non fiscales . . . . .	395	161
Coût net de l'exploitation . . . . .	470 206	494 020

4. Subventions, bourses et autres dépenses administrées et versées au nom de ministères et organismes gouvernementaux et non gouvernementaux.

Les subventions, bourses et autres dépenses administrées et versées par le Conseil au nom de ministères et organismes gouvernementaux et non gouvernementaux et non incluses dans l'état des résultats sont présentées en détail au tableau II. Pour la plupart, ces débours proviennent de fonds confiés au Conseil par des ministères et organismes gouvernementaux pour l'exercice financier courant.

Le Conseil détenait en fiducie des fonds de subventions et bourses pour deux organismes non gouvernementaux (OTAN et EAACL).

	1996	1995
	(en milliers de dollars)	
Solde au début de l'exercice . . . . .	681	482
Fonds reçus . . . . .	789	672
Intérêt reçu . . . . .	32	36
	1 502	1 190
Moins : Déboursés (tableau II) . . . . .	506	510
Solde à la fin de l'exercice, constitué d'un dépôt auprès du receveur général du Canada . . . . .	996	680

5. Cadeaux, dons et legs

Un fond de fiducie sous forme de dons a été établi en vertu de la *Loi sur le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie*. Ce compte fait état des sommes, titres et autres biens reçus sous forme de dons, de legs, ou autrement et approuvés par le Conseil. Les dons versés au compte et les paiements effectués sont assujettis aux conditions imposées lorsque les fonds ont été donnés, légués ou mis à la disposition du Conseil. Le solde à la fin de l'exercice constitué d'un dépôt auprès du receveur général du Canada est nul.

6. Transferts de subventions

Fonds retournés au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie lorsqu'un chercheur change d'université, les fonds sont par la suite transférés à la nouvelle université.

	1996	1995
	(en milliers de dollars)	
Solde au début de l'exercice . . . . .	76	10
Fonds reçus . . . . .	48	351
Moins : Déboursés . . . . .	124	285
Solde à la fin de l'exercice, constitué d'un dépôt auprès du receveur général du Canada . . . . .		76

7. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conforme à la présentation du présent exercice.

**Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie—Fin**

TABLEAU I  
TABLEAU DES SUBVENTIONS ET BOURSES  
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1996  
(en milliers de dollars)

	1996	1995
Subventions de recherche .....	271 779	283 270
Partenariats de recherche .....	85 734	84 814
Autres programmes .....	2 048	2 574
	<u>359 561</u>	<u>370 658</u>
Formation (bourses) .....	67 570	72 961
Réseaux de centres d'excellence .....	24 725	31 376
	<u>451 856</u>	<u>474 995</u>

TABLEAU II  
TABLEAU DES SUBVENTIONS, BOURSES ET AUTRES  
DÉPENSES ADMINISTRÉES ET VERSÉES POUR DES  
MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX ET  
NON GOUVERNEMENTAUX  
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1996  
(en milliers de dollars)

	1996	1995
<b>Bourses de recherche scientifique</b>		
Agriculture et Agroalimentaire .....	1 959	2 078
Ressources naturelles Canada .....	1 062	1 535
Environnement Canada .....	819	1 020
Conseil national de recherches du Canada .....	642	571
Pêches et Océans .....	544	644
Santé Canada .....	542	755
Défense nationale .....	412	444
Forêts Canada .....	399	520
Agence spatiale canadienne .....	173	116
Industrie Canada .....	91	
Musée canadien de la nature .....	35	29
Communications Canada .....		101
Énergie atomique du Canada, Limitée(EACL) .....	3	50
	<u>6 681</u>	<u>7 863</u>
<b>Partenariats de recherche</b>		
Subventions de R et D		
Conseil national de recherches .....	1 500	
Agriculture et Agroalimentaire .....	996	999
Industrie Canada .....	988	
Forêts Canada .....	327	495
Agence spatiale canadienne .....	154	134
	<u>3 965</u>	<u>1 628</u>
<b>Bourses en sciences de l'OTAN</b>		
Organisation du Traité de l'Atlantique Nord .....	503	460
<b>Professeurs-chercheurs industriels</b>		
Environnement Canada .....	103	143
<b>Bourses d'attachés de recherche ACDI/CRSNG</b>		
Agence canadienne de développement international .....	186	215
<b>Sciences et technologie japonaises</b>		
Affaires extérieures .....		792
	<u>11 438</u>	<u>11 101</u>

## Conseil de recherches médicales

### RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état financier ci-joint du Conseil de recherches médicales selon les normes et exigences de compte rendu du receveur général du Canada. La responsabilité première quant à l'intégrité et à l'objectivité des données de cet état financier, revient à la gestion du Conseil.

Cet état financier a été préparé selon les conventions comptables énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains renseignements inclus dans l'état financier sont fondés sur les meilleurs jugements et estimations de la gestion tout en tenant compte de leur importance. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, le Conseil maintient une série de comptes représentant un registre détaillé des opérations financières du Conseil. Les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes à ceux apparaissant dans l'état financier, sauf indication contraire.

La direction de finance et d'administration du Conseil développe et propage les conventions comptables et de gestion financière, et émet des directives spécifiques qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. Le Conseil maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne à un coût raisonnable. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Conseil. Le Conseil vise également à s'assurer de l'objectivité et de l'intégrité des données de cet état financier grâce à la sélection, la formation et le développement attentif d'un personnel qualifié, à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et à des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans toute l'organisation.

L'état financier a été vérifié par le vérificateur général du Canada, son rôle étant d'exprimer une opinion avisée sur le fait que l'état financier du Conseil, présente fidèlement les opérations financières du Conseil selon les conventions comptables énoncées.

Approuvé par :

*le Directeur exécutif*  
I. SHUGART

*le Directeur des finances et d'administration*  
GUY D'ALOISIO

le 24 juin 1996

### RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU CONSEIL DE RECHERCHES MÉDICALES  
ET À LA  
MINISTRE DÉSIGNÉE DE LA SANTÉ

J'ai vérifié l'état des résultats du Conseil de recherches médicales de l'exercice terminé le 31 mars 1996. La responsabilité de cet état financier incombe à la direction du Conseil. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur cet état financier en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans l'état financier. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans l'état financier. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble de l'état financier.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement, à tous égards importants, les résultats d'exploitation du Conseil pour l'exercice terminé le 31 mars 1996 selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente à l'état financier.

Pour le vérificateur général du Canada  
Raymond Dubois, FCA  
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada  
le 24 juin 1996



## RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état financier ci-joint du Conseil national de recherches du Canada selon les normes et exigences de compte rendu du receveur général du Canada. Cet état financier a été préparé selon les conventions comptables importantes énoncées à la note 2 de l'état, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Les chiffres de l'exercice précédent ont fait l'objet d'une reclassification afin de se conformer au mode de divulgation de l'exercice en cours.

La responsabilité pour l'intégrité et l'objectivité des données de cet état, revient à la gestion de l'établissement public.

Les renseignements inclus dans l'état financier sont, en tenant compte de leur importance, fondés sur les meilleurs prévisions et

Conseil national de recherches du Canada — Suite

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION  
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1996—Fin

	1996	1995
	\$	\$
<b>Administration</b>		
Salaires et avantages sociaux des employés . . .	29 035 653	33 280 969*
Indemnités de cessation d'emploi . . . . .	2 471 717	1 206 955
Services publics, fournitures et approvi- sionnements . . . . .	11 750 086	12 353 601
Services professionnels et spéciaux . . . . .	7 983 365	8 961 418
Transports et communications . . . . .	2 084 580	2 990 185
Location . . . . .	356 827	244 318
Information . . . . .	104 791	2 586
Autres . . . . .	92 912	83 511
	53 879 931	59 123 543*
	464 805 480	492 320 682*
<b>Recettes non fiscales</b>		
<b>Recettes à valoir sur le crédit</b>		
Rémunération de services . . . . .	22 229 674	22 758 102
Ventes de publications . . . . .	9 405 186	7 071 478
Autres . . . . .	3 091 148	3 039 492
Transfert de l'année précédente . . . . .	10 453 522	2 199 150
	45 179 530	35 068 222
<b>Autres recettes</b>		
Recouvrement de dépenses de l'exercice précédent . . . . .	651 972	4 144 340
Autres . . . . .	6 917	8 926
Produits de la disposition de biens de surplus de la Couronne . . . . .	324 487	484 473
	46 162 906	39 705 961
<b>Coût net de l'exploitation . . . . .</b>	<b>418 642 574</b>	<b>452 614 721*</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état financier.  
\* Modifie l'énoncé des *Comptes publics du Canada* de l'exercice précédent.

NOTES À L'ÉTAT FINANCIER DU 31 MARS 1996

1. Autorisation et objectifs

Le Conseil national de recherches du Canada a été constitué en vertu de la *Loi sur le Conseil national de recherches* 1966/1967, et est un établissement public nommé à l'annexe II de la *Loi sur l'administration financière*. Les objectifs du Conseil sont de créer et d'acquérir des connaissances scientifiques et techniques pour répondre aux besoins canadiens en matière de développement économique, régional et social et d'en promouvoir l'application et d'encourager l'utilisation par le public et le gouvernement canadiens de l'information scientifique et technique correspondant aux besoins nationaux en matière de développement économique, régional et social. Les dépenses de fonctionnement, en capital et de subventions du Conseil sont financées par le biais de crédits budgétaires tombés en annulation et de recettes à valoir sur le crédit. Les indemnités aux employés sont autorisées par le biais d'une autorisation statutaire.

2. Conventions comptables importantes

L'état des résultats d'exploitation a été préparé en utilisant les conventions comptables suivantes :

a) Réalisation des dépenses

À l'exception des indemnités de cessation d'emploi et des congés payés qui sont comptabilisés sur une base de caisse, toute dépense est, selon la convention comptable des CAPAFE du gouvernement, comptabilisée sur une base d'exercice.

b) Réalisation des recettes

Une recette est, selon les conventions comptables du gouvernement, comptabilisée sur une base de caisse.

c) Achats d'immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses de fonctionnement, l'année de leur achat.

d) Les montants estimatifs de services fournis gratuitement par les ministères sont compris dans les dépenses.

e) Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs

Les recouvrements de dépenses d'exercices antérieures sont comptabilisés à titre de recettes dès leur réception et ne sont pas déduits des dépenses.

3. Modification de montants déclarés pour l'exercice précédent

Les montants déclarés pour les « services fournis gratuitement par d'autres ministères du gouvernement » en 1995 ont été révisés.

a) Il n'est plus nécessaire de consigner les coûts estimatifs de location déclarés antérieurement étant donné que les locaux en cause appartiennent maintenant au CNRC, lequel en assure l'exploitation et l'entretien. Il en résulte donc une réduction nette de 27 373 000 \$ au poste « Fonctionnement - location ». Le montant affecté aux « services fournis gratuitement par d'autres ministères du gouvernement » a donc été réduit en conséquence.

b) En 1995, le montant affecté à l'indemnisation des accidents du travail-DRHC avait été estimé à 397 000 \$; le montant réel a été de 541 000 \$. Il en résulte une augmentation nette de 144 000 \$ au poste « Administration-salaires et avantage sociaux ». Le montant affecté aux « services fournis gratuitement par d'autres ministères du gouvernement » a donc été augmenté en conséquence.

4. Modification des méthodes comptables

Autrefois, le CNRC rapportait ses recettes comme des recettes à valoir sur le crédit (article courant 13). À compter de 1995-1996, à la suite de discussions avec le Conseil du Trésor, le CNRC s'est mis à rapporter ses recettes comme des recettes non fiscales (article courant 14), et un compte de dépenses législatives a été créé pour consigner les dépenses découlant de la génération de recettes. Ces changements figurent dans les états comparatifs de 1995. Cette modification signifie que les recettes et dépenses découlant de ces recettes ne sont plus consignées comme des crédits ou des débits aux crédits 65 et 70. Elles sont plutôt consignées séparément, aux poste de recettes non fiscales et de dépenses législatives.

Conseil national de recherches du Canada —Fin

NOTES À L'ÉTAT FINANCIER DU 31 MARS 1996—Fin

5. Crédits parlementaires

	1996	1995
Crédit 65 .....	239 042 025	248 094 336
Annulé .....	1 891 808	2 707 163
.....	237 150 217	245 387 173
Crédit 70 .....	36 897 001	49 642 000
Annulé .....	7 662	2 395
.....	36 889 339	49 639 605
Crédit 75 .....	128 100 637	133 837 001
Annulé .....	53 966	2 281 771
.....	128 046 671	131 555 230
Dépenses statutaires		
Section 5(1)(e) de la Loi sur le CNRC .....	45 179 530	35 068 222*
Disponible pour emploi dans les exercices subséquents .....	15 379 985	
(A) .....	29 799 545	35 068 222*
Contributions statutaires aux avantages sociaux		
des employés (B) .....	22 149 000	21 324 000
Dépenses des produits de la vente de biens		
excédentaires de la Couronne .....	349 487	509 473*
Annulé .....	7 779	7 021
Disponible pour emploi dans les exercices subséquents .....	25 000	25 000
(C) .....	316 708	477 452
Total statutaire (A+B+C) .....	52 265 253	56 869 674*
Emploi total des crédits .....	454 351 480	483 451 682
Plus : services fournis gratuitement par le Conseil et		
d'autres ministères du gouvernement .....	10 454 000	8 869 000
Moins : recettes non fiscales		
revenue statutaire .....	45 179 530	35 068 222
Autres recettes non fiscales .....	983 376	4 637 739
Total recettes non fiscales .....	46 162 906	39 705 961
Coût net de l'exploitation .....	418 642 574	452 614 721

\* Modifie l'énoncé des *Comptes publics du Canada* de l'exercice précédent.

6. Comptes débiteurs

À la fin de l'exercice, les montants à recevoir suite à la prestation de services et à la vente de publications s'établissent comme suit :

	1996	1995
	\$	\$
À court terme :		
Tiers .....	7 217 432	6 386 870
Gouvernement du Canada .....	24 177	
.....	7 241 609	6 386 870

7. Comptes en fiducie

Le Conseil garde en fiducie des sommes d'argent qui lui ont été confiées par des organismes pour couvrir les dépenses faites pour le compte de ceux-ci.

	1996	1995
	\$	\$
Solde au début de l'exercice .....	10 047 429	9 177 373
Paiements effectués .....	10 832 339	6 887 919
Sommes d'argent reçues .....	10 433 828	7 757 975
Solde à la fin de l'exercice .....	9 648 918	10 047 429

8. Passif éventuel

Le Conseil est défendeur de certains cas de litige reliés à ses opérations. Le montant des causes en instance et imminentes est évalué à 14 365 000 \$.

9. Obligations contractuelles

La société a mis en branle des programmes de dépenses en capital s'élevant à 16 833 000 \$ en 1996-1997; et 1 967 000 \$ en 1997-1998 aux fins de la modernisation et de l'agrandissement de ses laboratoires et de la modernisation de son matériel. Au 31 mars 1996, la société avait dépensé 15 507 000 \$ sur ces programmes.

## Conseil de recherches médicales — Suite

ÉTAT DES RÉSULTATS  
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1996  
(en milliers de dollars)

	1996	1995
<b>Dépenses</b>		
Subventions et bourses (tableau)		
Subventions de recherches . . . . .	145 924	150 818
Multidisciplinaire . . . . .	27 924	31 078
Appui salarial . . . . .	22 570	22 716
Formation en recherche . . . . .	20 436	22 817
Voyages et échanges . . . . .	228	415
Autres activités . . . . .	3 025	3 269
Centres d'excellence . . . . .	17 837	23 051
Génome humain . . . . .	5 243	3 470
	<u>243 187</u>	<u>257 634</u>
<b>Exploitation</b>		
Salaires et avantages sociaux . . . . .	3 267	3 117
Indemnités de cessation d'emploi . . . . .	124	25
Voyages (note 4) . . . . .	1 333	920
Services professionnels et spéciaux . . . . .	572	523
Logement . . . . .	330	322
Communications . . . . .	289	257
Publications . . . . .	242	317
Fournitures et approvisionnements . . . . .	161	181
Réparation et entretien du matériel . . . . .	132	176
Mobilier et matériel . . . . .	77	252
	<u>6 527</u>	<u>6 090</u>
<b>Administration</b>		
Salaires et avantages sociaux . . . . .	1 205	1 130
Indemnités de cessation d'emploi . . . . .		8
Services professionnels et spéciaux . . . . .	273	109
Voyages (note 4) . . . . .	171	208
Publications . . . . .	158	127
Logement . . . . .	148	144
Communications . . . . .	107	93
Fournitures et approvisionnements . . . . .	59	60
Réparation et entretien du matériel . . . . .	49	64
Mobilier et matériel . . . . .	28	91
Intérêt . . . . .	15	
	<u>2 213</u>	<u>2 034</u>
	<u>251 927</u>	<u>265 758</u>
<b>Recettes non fiscales</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents . . . . .	585	646
Coût net de l'exploitation (note 3) . . . . .	<u>251 342</u>	<u>265 112</u>

Les notes et le tableau complémentaire font partie intégrante de cet état.

Approuvé par le Conseil :

*le Président*

HENRY G. FRIESEN, M.D.

Approuvé par la gestion :

*le Directeur exécutif*

I. SHUGART

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS  
31 MARS 1996

## 1. Pouvoir et objectif

Le Conseil de recherches médicales a été constitué en 1969 en vertu de la *Loi sur le Conseil de recherches médicales*. Le Conseil est un établissement public nommé à l'annexe II de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Il a pour objectif d'aider à atteindre, dans les sciences de la santé, la qualité et le niveau de recherche essentiels au maintien et au perfectionnement des services de santé. Les dépenses de fonctionnement et de subventions du Conseil sont financées par le biais d'une autorisation budgétaire annuelle. Les indemnités aux employés sont autorisées par le biais d'une autorisation statutaire.

## 2. Conventions comptables importantes

L'état des résultats a été dressé en conformité avec les exigences de rapport et les normes que le receveur général du Canada a établies pour les établissements publics. Les conventions comptables les plus importantes sont les suivantes :

## a) Comptabilisation des dépenses

Les subventions et les bourses sont imputées aux dépenses lorsqu'elles sont versées. À l'exception des indemnités de cessation d'emploi et de vacances qui sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité de caisse, toute dépense de fonctionnement est comptabilisée selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

## b) Achats d'immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses de fonctionnement au cours de l'exercice de leur achat.

## c) Services fournis gratuitement par les ministères

Les montants estimatifs de services fournis gratuitement par les ministères sont compris dans les dépenses.

## d) Recouvrements de dépenses d'exercices précédents

Les recouvrements de dépenses d'exercices précédents sont comptabilisés au titre des recettes dès leur réception et ne sont pas déduits des dépenses.

## e) Cotisations au Régime de pension de retraite de la Fonction publique

Les employés participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les employés et le Conseil contribuent également au coût du régime. Les cotisations du Conseil sont imputées aux dépenses sur une base courante.

Conseil de recherches médicales — Suite

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS  
31 MARS 1996—Fin

3. Crédits parlementaires

	1996	1995
	(en milliers de dollars)	
Ministère de la Santé		
Crédit 25 —Subventions .....	243 232	258 021
Annulé .....	45	387
	<hr/>	<hr/>
	243 187	257 634
Crédit 20 —Dépenses		
de fonctionnement .....	7 727	7 417
Annulé .....	150	367
	<hr/>	<hr/>
	7 577	7 050
Statutaire—Contributions aux régimes		
d'indemnités des employés .....	485	483
Statutaire—Frais de service d'agence		
de recouvrement .....		1
Total des crédits utilisés .....	251 249	265 168
Plus : services fournis gratuitement		
par les ministères .....	678	590
Moins : recettes non fiscales .....	585	646
Coût net de l'exploitation .....	<hr/>	<hr/>
	251 342	265 112

4. Voyages

Les dépenses de voyage imputées à l'exploitation ont trait au processus d'évaluation par des pairs et ont été engagées par les membres des 30 comités de subventions, des 10 comités de bourses et par le personnel du Conseil, dans le but de se réunir pour examiner et évaluer les demandes de subventions et de bourses. En outre, les dépenses de voyage engagées par le Conseil, son comité exécutif et ses comités permanents et les autres membres du personnel consultatif qui ne sont pas des fonctionnaires sont également imputées à l'exploitation.

En 1996, les frais de déplacement inscrits au compte de l'exploitation sont sensiblement plus élevés qu'en 1995 parce qu'une politique voulant qu'on tienne deux concours de subventions par an a été approuvée et est entrée en vigueur. Ces dépenses proviennent des coûts encourus par la tenue de deux concours par an en 1996 au lieu d'un seulement en 1995.

Les dépenses de voyage imputées à l'administration ont été engagées à l'égard du soutien général des activités administratives du Conseil, ce qui comprend les réunions des

	1996	1995
	(en milliers de dollars)	
Exploitation :		
Comités de subventions .....	749	454
Évaluation sur place .....	118	
Comités de bourses .....	88	95
Génome humain .....	76	53
Groupes consultatifs .....	63	17
Comités permanents .....	54	78
Conseil et Comité de direction .....	53	56
Fonctionnaires .....	132	167
	<hr/>	<hr/>
	1 333	920
Administration :		
Groupes consultatifs .....	95	116
Fonctionnaires .....	76	92
	<hr/>	<hr/>
	171	208

2. 34 ÉTATS FINANCIERS DES ÉTABLISSEMENTS  
PUBLICS ET D'AUTRES ENTITÉS

groupes consultatifs spéciaux établis pour étudier des questions particulières au nom du Conseil. En voici le détail :

Tous les membres du Conseil et des comités susmentionnés ne touchent aucune rémunération. Le Conseil leur rembourse uniquement leurs frais de déplacement.

5. Fonds en fiducie

L'article 4(3) de la *Loi sur le Conseil de recherches médicales* prévoit que le Conseil administre certains fonds en fiducie séparément de ses activités financées par des crédits parlementaires. Le but et le compte rendu comptable de ces fonds sont présentés ci-dessous. Le solde de ces fonds est déposé auprès du receveur général du Canada.

- En 1974, le Conseil a reçu 75 000 \$ d'un donateur anonyme pour la création d'un fonds. L'intérêt reçu est utilisé pour verser des subventions pour la recherche dans les secteurs de la dyskinésie et du torticolis. D'autres dons reçus au cours des exercices précédents non destinés à des projets particuliers ont aussi été portés au crédit de ce fonds.
- Un fonds a été ouvert en vue de relever les contributions et les dons reçus d'organismes et de particuliers en faveur de la recherche biomédicale. Lorsque le Conseil reçoit ces fonds, il les verse à un compte de fiducie et les dépenses conformément aux accords entre le donateur et le Conseil.

	Dyskinésie et torticolis		Dons pour la recherche biomédicale	
	1996	1995	1996	1995
	(en milliers de dollars)			
Solde en début				
d'exercice .....	77	81	1 325	1 496
Plus : dons reçus ...			2 021	1 158
intérêt reçu ..	4	4	88	84
Moins : subventions				
versées ..		8	878	1 413
Solde en fin				
d'exercice .....	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	81	77	2 556	1 325

Voici les opérations se rapportant à ces deux comptes en fiducie :

6. Engagements

Le Conseil s'est engagé à verser des subventions et des bourses au cours des prochains exercices, sous réserve de

	1996	1995
	(en milliers de dollars)	
Exercice de versement		
1995-1996 .....		213 182
1996-1997 .....	194 674	136 540
1997-1998 .....	132 041	74 878
1998-1999 .....	77 460	33 379
1999-2000 .....	28 826	8 448
2000-2001 .....	12 707	1 061
2001-2002 .....	974	
	<hr/>	<hr/>
	446 682	467 488

## Conseil de recherches médicales—Fin

TABLEAU DES SUBVENTIONS ET BOURSES  
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1996  
(en milliers de dollars)

	1996	1995
Subventions de recherches		
Fonctionnement . . . . .	134 823	137 330
Entretien . . . . .	2 803	2 868
Achat d'appareil . . . . .	797	1 518
Projets spéciaux . . . . .	2 248	2 681
Subventions université-industrie . . . . .	5 253	6 421
	145 924	150 818
Multidisciplinaire		
Groupes du CRM . . . . .	15 010	13 844
Programmes communs de recherche . . . . .	11 548	14 849
Subventions de développement . . . . .	1 366	2 385
	27 924	31 078
Appui salarial		
Groupes du CRM . . . . .	3 457	3 600
Subventions de développement . . . . .	2 915	3 321
Chercheurs de carrière . . . . .	1 321	1 956
Scientifiques du CRM . . . . .	3 642	3 203
Scientifiques chevronnés du CRM . . . . .	225	
Scientifiques émérites du CRM . . . . .	104	
Chercheurs-boursiers . . . . .	8 830	8 846
Cliniciens-chercheurs 2 . . . . .	1 144	1 043
Appui salarial université-industrie . . . . .	932	747
	22 570	22 716
Formation en recherche		
Cliniciens-chercheurs 1 . . . . .	1 411	1 477
Bourses du Centenaire . . . . .	656	735
Bourses de recherche . . . . .	11 450	12 840
Bourses en recherche dentaire . . . . .	225	297
Bourses de stagiaire de recherche . . . . .	5 324	5 914
Bourses de recherche Farquharson . . . . .	756	819
Bourses de formation université-industrie . . . . .	614	735
	20 436	22 817
Voyages et échanges		
Scientifiques et professeurs invités . . . . .	95	207
Voyages, colloques et ateliers . . . . .	133	208
	228	415
Autres activités		
Fonds du président . . . . .	333	609
Autres subventions . . . . .	2 692	2 660
	3 025	3 269
Programmes de base . . . . .	220 107	231 113
Centres d'excellence . . . . .	17 837	23 051
Génome humain . . . . .	5 243	3 470
	243 187	257 634

**Directeur de l'établissement de soldats**

LE DIRECTEUR DE L'ÉTABLISSEMENT DE SOLDATS EST UN ÉTABLISSEMENT PUBLIC NOMMÉ À L'ANNEXE II DE LA  
*LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES* AUCUN REVENU ET AUCUNE DÉPENSE N'ONT ÉTÉ ENCOURUS  
AU COURS DE CET EXERCICE ET PAR CONSÉQUENT, AUCUN ÉTAT FINANCIER N'A ÉTÉ PRÉPARÉ POUR LES  
*COMPTES PUBLICS DU CANADA*

**Directeur des terres destinées aux Anciens combattants**

LE DIRECTEUR DES TERRES DESTINÉES AUX ANCIENS COMBATTANTS EST UN ÉTABLISSEMENT PUBLIC NOMMÉ  
À L'ANNEXE II DE LA *LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES* AUCUN REVENU ET AUCUNE DÉPENSE  
N'ONT ÉTÉ ENCOURUS AU COURS DE CET EXERCICE ET PAR CONSÉQUENT, AUCUN ÉTAT FINANCIER N'A  
ÉTÉ PRÉPARÉ POUR LES *COMPTES PUBLICS DU CANADA*



**Office des prix des produits de la pêche**

L'OFFICE DES PRIX DES PRODUITS DE LA PÊCHE EST UN ÉTABLISSEMENT PUBLIC NOMMÉ À L'ANNEXE II DE LA  
*LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES*. AUCUN REVENU ET AUCUNE DÉPENSE N'ONT ÉTÉ ENCOURUS  
AU COURS DE CET EXERCICE ET PAR CONSÉQUENT, AUCUN ÉTAT FINANCIER N'A ÉTÉ PRÉPARÉ POUR LES  
*COMPTES PUBLICS DU CANADA*

## Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

### RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état financier ci-joint de la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie selon les normes et exigences de compte rendu du receveur général du Canada. La responsabilité première quant à l'intégrité et l'objectivité des données de cet état financier revient à la gestion de la Table ronde. Afin d'assurer le maximum d'objectivité et d'impartialité, les données financières renfermées dans cet état financier ont été examinées par le comité exécutif de la Table ronde.

Cet état financier a été préparé selon les conventions comptables importantes énoncées à la note 2 de l'état, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains chiffres de l'exercice précédent ont fait l'objet d'une reclassification afin de se conformer au mode de divulgation de l'exercice en cours.

Les renseignements inclus dans l'état financier sont, tout en tenant compte de leur importance, fondés sur les meilleurs prévisions et jugement de la gestion. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, la Table ronde maintient une série de comptes représentant un registre centralisé des opérations financières de la Table ronde. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers inclus dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes à ceux apparaissant dans cet état financier.

La direction des services financiers de la Table ronde développe et propage les conventions comptables et de gestion financière, et émet des directives qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. La Table ronde maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne à un coût convenable. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif de la Table ronde. La Table ronde vise également à s'assurer de l'objectivité et de l'intégrité des données de cet état financier grâce à la sélection, la formation et le développement de personnel qualifié, à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et à des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans toute l'organisation.

L'état a été vérifié par le vérificateur général du Canada, son rôle étant d'exprimer une opinion sur le fait que l'état financier de la Table ronde, présente fidèlement les résultats d'exploitation de l'organisation selon les conventions comptables énoncées.

Approuvé par:

EUGENE NYBERG

*Le secrétaire général et  
Directeur Général par intérim*

PIERRETTE GUITARD

*la gestionnaire, Finances et Administration*  
le 20 juin 1996

### RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À LA TABLE RONDE NATIONALE SUR L'ENVIRONNEMENT  
ET L'ÉCONOMIE ET AU PREMIER MINISTRE

J'ai vérifié l'état des résultats de la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie de l'exercice terminé le 31 mars 1996. La responsabilité de cet état financier incombe à la direction de la Table ronde nationale. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur cet état financier en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans l'état financier. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans l'état financier. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble de l'état financier.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement, à tous égards importants, les résultats d'exploitation de la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie pour l'exercice terminé le 31 mars 1996 selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférentes à l'état financier.

Pour le vérificateur général du Canada  
Raymond Dubois, FCA  
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada  
le 20 juin 1996

---

---

Dépenses

Fonctionnement

Traitements et avantages .....	1 033 333	632 033
Services professionnels et spéciaux .....	1 024 537	877 656
Transports et communications .....	289 040	476 247
Publications.....	226 332	230 324
Locations.....	128 501	138 374
Services publics, fournitures et approvisionnements .....	73 143	79 583
Acquisitions d'immobilisations.....	70 944	46 796
Réparations et entretien .....	10 896	10 513
Autres .....	11	619
	<u>2 856 737</u>	<u>2 492 145</u>

Comité Exécutif

Honoraires.....	7 050	637
Voyages et indemnités de déplacement .....	11 464	596
	<u>18 514</u>	<u>1 233</u>

Autres Comités

Honoraires.....	116 204	154 157
Voyages et indemnités de déplacement .....	132 732	161 473
	<u>248 936</u>	<u>315 630</u>

Coût total d'exploitation (note 3) .....	<u>3 124 187</u>	<u>2 809 008</u>
--	------------------	------------------

---

**Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie—Fin**

NOTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS  
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1996—Fin

4. Compte à fins déterminées

Lors de la création de la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie, un compte a été établi conformément à l'article 21 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* pour enregistrer les subventions et les dons reçus de différents organismes, et les dépenses pour financer diverses études reliées aux principes du développement durable au Canada et internationalement. Le solde de ce compte est reporté aux années subséquentes.

	1996	1995
	\$	\$
Solde au début de l'année .....	126 302	
Recettes .....	197 736	245 150
	<u>324 038</u>	<u>245 150</u>
Déboursés.....	253 444	118 848
Solde à la fin de la période .....	<u>70 594</u>	<u>126 302</u>

5. Passifs

	1996	1995
	\$	\$
(a) Comptes fournisseurs .....	464 402	403 984
(b) Salaires courus .....	39 735	182 906
	<u>504 137</u>	<u>586 890</u>
(c) Autres passifs		
Vacances accumulées.....	22 074	13 837

6. Opérations entre apparentés

En plus des opérations décrites à la note 1d), la Table ronde est apparentée, en propriété commune, à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement canadien.

Les opérations conclues au cours de la période avec ces entités apparentées découlaient de l'exploitation normale et étaient conformes à l'usage commercial habituel applicable à toutes les personnes et entreprises.

7. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont fait l'objet d'une reclassification afin de se conformer au mode de divulgation de l'exercice en cours.

8. Événement subséquent

Le 28 mai 1996, la Table ronde mettait en vigueur un programme de récupération des coûts pour ses publications. La distribution canadienne se fera par l'entremise d'un distributeur qui recevra une commission de 50 pourcent sur le prix de chaque publication vendue.

Grâce à ce programme, la Table ronde pourra recouvrer une partie des frais de production et d'impression de ses publications. Il lui permettra également de financer et d'envisager des réimpressions ou de nouvelles publications.

9. Immobilisations et amortissement cumulé

Les conventions comptables du gouvernement du Canada n'exigent pas la capitalisation des immobilisations. Des contrôles internes sont cependant maintenus afin de sauvegarder ces actifs et ceux-ci sont amortis sur leur durée de vie utile de cinq ans, l'amortissement étant calculé selon la méthode linéaire.

Immobilisations au coût	31 mars 1995	Acquisitions	Cessions	31 mars 1996
	\$	\$	\$	\$
Matériel informatique.....	156 758	61 478	39 823	178 413
Mobilier et matériel de bureau.....	24 335	9 466		33 801
	<u>181 093</u>	<u>70 944</u>	<u>39 823</u>	<u>212 214</u>

Amortissement cumulé	31 mars 1995	Amortissement	Cessions	31 mars 1996
	\$	\$	\$	\$
Matériel informatique.....	82 717	28 988	31 294	80 411
Mobilier et matériel de bureau.....	18 271	3 131		21 402
	<u>100 988</u>	<u>32 119</u>	<u>31 294</u>	<u>101 813</u>

31 mars 1995	Acquisitions	Cessions	31 mars 1996
\$	\$	\$	\$
156 758	61 478	39 823	178 413
24 335	9 466		33 801
<u>181 093</u>	<u>70 944</u>	<u>39 823</u>	<u>212 214</u>

31 mars 1995	Amortissement	Cessions	31 mars 1996
\$	\$	\$	\$
82 717	28 988	31 294	80 411
18 271	3 131		21 402
<u>100 988</u>	<u>32 119</u>	<u>31 294</u>	<u>101 813</u>

## ÉTATS FINANCIERS D'AUTRES ENTITÉS

### Office des produits agricoles

#### RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joint de l'Office des produits agricoles selon les normes et exigences de compte rendu du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables importantes énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité pour l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers, revient à la gestion de l'Office des produits agricoles.

Les renseignements inclus dans les états financiers sont tout en tenant compte de leur importance, fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion. Pour s'acquitter de la responsabilité de comptabiliser et de rendre compte, l'Office des produits agricoles maintient une série de comptes représentant un registre centralisé de ses opérations financières. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les *comptes publics du Canada* sont conformes à ceux apparaissant dans ces états financiers.

La direction des services financiers de l'Office des produits agricoles développe et propage les conventions comptables et de gestion financière, et émet des directives qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. L'Office maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne tout en tenant compte des coûts, des avantages et des risques. Elles sont établies afin de fournir avec une certitude raisonnable que les opérations sont correctement autorisées par le Parlement et sont exécutées selon des règlements prescrits et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif de l'Office. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le maintien de programmes de vérification interne. L'Office des produits agricoles vise également à s'assurer de l'objectivité et l'intégrité des données de ces états financiers grâce à la sélection, la formation et le développement d'un personnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives soient compris dans tout l'organisme.

*le Président*  
*Office des produits agricoles*  
G. LAVOIE

*le Directeur*  
*Division de la gestion des ressources et de l'administration,*  
*Direction générale des politiques*  
N. FLORAKAS

le 10 juillet 1996

#### RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DE L'AGRICULTURE  
ET DE  
L'AGROALIMENTAIRE DU CANADA

J'ai vérifié le bilan de l'Office des produits agricoles au 31 mars 1996 et les états des résultats et de l'avoir de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Office. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de l'Office au 31 mars 1996 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Office dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément aux lois de crédits pour l'exercice terminé le 31 mars 1996, à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et ses règlements et à la *Loi sur l'Office des produits agricoles*.

Pour le vérificateur général du Canada  
Raymond Dubois, FCA  
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada  
le 10 juillet 1996

Office des produits agricoles—Suite

BILAN AU 31 MARS 1996  
(en milliers de dollars)

ACTIF	1996	1995	PASSIF ET AVOIR	1996	1995
Compte débiteur			Créditeurs et charges à payer . . . . .		1 587
Gouvernement du Canada—Crédit parlementaire . . . . .		1 587	Avoir du Canada . . . . .		
Effet à recevoir . . . . .	3 722	3 722			
Moins: provision pour créance douteuse (note 3): . . . . .	(3 722)	(3 722)			
		1 587			1 587

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par :

*le Président*  
Office des produits agricoles  
G. LAVOIE

*le Directeur*  
Division de la gestion des ressources et de l'administration,  
Direction générale des politiques  
NICHOLAS E. FLORAKAS

ÉTAT DES RÉSULTATS  
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1996  
(en milliers de dollars)

	1996	1995
Ventes . . . . .		7 880
Coût des produits vendus . . . . .		7 880
Perte sur les ventes . . . . .		
Règlement d'une réclamation (note 4) . . . . .	2 476	(2 476)
Intérêts créditeurs . . . . .	39	7
Revenu/(perte) d'exploitation . . . . .	2 515	(2 469)
Dépenses d'administration . . . . .	(20)	(102)
Revenu/(perte) au cours de l'exercice . . . . .	2 495	(2 571)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE L'AVOIR  
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1996  
(en milliers de dollars)

	1996	1995
Avoir au début de l'exercice . . . . .		7 739
Revenu/(perte) de l'exercice . . . . .	2 495	(2 571)
Services fournis gratuitement par des ministères du gouvernement . . . . .		11
Crédit parlementaire (note 5) . . . . .	(2 456)	2 820
Recettes remises au Trésor . . . . .	(39)	(7 999)
Avoir à la fin de l'exercice . . . . .		

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

**Office des produits agricoles—Fin**

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS  
31 MARS 1996

1. Pouvoirs, buts et opérations

L'Office des produits agricoles (l'Office), constitué en 1951, fonctionne en vertu de la *Loi sur l'Office des produits agricoles* (la Loi) et se compose de quatre membres nommés par le gouverneur en conseil.

L'Office a pour but de stabiliser les prix des produits agricoles grâce à l'achat et à la vente ou de la livraison de surplus de produits lorsque les marchés sont à la baisse.

Au cours de l'exercice, l'Office a engagé des dépenses administratives et légales, telles que décrites à la note 4, relativement au Programme de surplus de raisins de l'Ontario de 1988, et ces dépenses ont été reportées des exercices antérieurs.

Le gouvernement du Canada a annoncé, le 21 décembre 1994, son intention de mettre fin à l'Office. Le ministère a présenté une législation dans le but d'abroger la Loi.

2. Conventions comptables

L'Office utilise la méthode de la comptabilité d'exercice.

L'Office enregistre les crédits parlementaires au fur et à mesure qu'il engage des dépenses ou subit des pertes qui sont reliées à ces crédits, en autant que le gouverneur en conseil les aient autorisées en vertu de la Loi.

3. Effet à recevoir

L'Office a établi une provision pour créance douteuse de 3 722 000 \$ à l'égard de l'effet à recevoir pour le Programme du sirop d'érable de 1988. Cette provision reflète l'évaluation de la direction du potentiel de recouvrement de la créance. En ce moment, l'Office cherche à obtenir l'approbation d'une remise de dette.

4. Règlement d'une réclamation - Programme de surplus de raisins de l'Ontario 1988

Au cours de l'exercice, "U.S. Court of Appeal" a renversé un jugement qui était contre l'Office au montant de 1 365 000 \$ US plus 6 p. 100 de frais d'intérêt (total de 2 476 000 \$ canadien au 31 mars 1996), dans le cadre du Programme de surplus de raisins de l'Ontario de 1988. Comme il était précisé dans les états financiers de l'année précédente, le règlement résultant de la résolution de l'appel a été comptabilisé dans l'année au cours de laquelle le règlement a eu lieu.

5. Crédit parlementaire

	1996	1995
	(en milliers de dollars)	
Achats, transformation et frais de possession		
Peaux de vison .....		253
Dépenses d'administration .....	20	102
Règlement d'une réclamation .....	(2 476)	2 476
Moins: services fournis gratuitement par des ministères du gouvernement .....		(11)
Crédit parlementaire .....	(2 456)	2 820
Rapprochement des comptes du Canada		
Ajustement pour la charge à payer dans le règlement d'une réclamation .....	582	(582)
Dépenses de l'exercice précédent imputées au crédit parlementaire de l'exercice en cours .....		1 370
	582	788
Montant enregistré dans les comptes du Canada .....	(1 874)	3 608

Étant donné que la décision a été renversée (voir la note 4), la somme à payer de 582 000 \$ en 1995, principalement pour l'intérêt sur règlement de la réclamation, n'est plus imputable au crédit parlementaire. Le couru à payer fut renversé en 1996.

6. Opérations entre apparentés

En plus des opérations entre apparentés déclarées ailleurs dans les présents états financiers, l'Office est apparenté, aux termes de la propriété en commun, à tous les ministères, organismes et sociétés d'État constitués du gouvernement du Canada. L'Office entreprend des opérations avec ces entités dans le cours normal des affaires.

7. Présentation des états financiers

Un état de l'évolution de la situation financière n'a pas été présenté, car les activités de financement de l'Office sont exposées dans l'état de l'avoir.

# SECTION 3

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*  
1995-1996

## **Informations supplémentaires exigées par la *Loi sur la gestion des finances publiques***

### **SOMMAIRE**

	<i>Page</i>
Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes . . . . .	3.2
Créances—radiations ou renoncations . . . . .	3.23
Avances à justifier . . . . .	3.27
Pertes de fonds et de biens publics . . . . .	3.30



**Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes**

Notes : Les informations sur les décrets de remise sont requises en vertu de l'article 24(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP).  
 Dans l'état suivant, LED signifie la *Loi sur l'exonération de droits*.

**Sommaire des remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes**

	Montant*
	\$
<b>LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES (ARTICLE 23)—</b>	
Citoyenneté et Immigration—	
Ministère.....	9 000
Justice—	
Ministère.....	1 410 652
Revenu national.....	1 995 416 044
Solliciteur général—	
Services correctionnels.....	985 929
	<u>1 997 821 625</u>
<b>TARIF DES DOUANES (ARTICLE 76)—</b>	
Revenu national.....	139 112 957
<b>TARIF DES DOUANES (ARTICLE 79)—</b>	
Revenu national.....	420 701
<b>TARIF DES DOUANES (ARTICLE 101)—</b>	
Revenu national.....	107 646 561
<b>TARIF DES DOUANES (ARTICLE 133)—</b>	
Revenu national.....	1 663 446
Total.....	<u>2 246 665 290</u>

\* Voir le détail à l'état suivant intitulé «Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes».

## Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes — Suite

## Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes

Description du décret	Montant	Description du décret	Montant
	\$		\$
<b>EN VERTU DE L'ARTICLE 23 DE LA LGFP</b>			
<b>CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION</b>			
<b>Ministère</b>			
CP 1985-660 du 13 juin 1985, maintient la remise du droit payé ou payable en vertu de l'article 31 du Règlement de la citoyenneté en accord avec une demande de certificat de citoyenneté en vertu de l'article 10 dudit Règlement, par un citoyen mineur, ou par un citoyen âgé de 18 ans ayant été invité par un club ou un organisme à participer à une cérémonie pour la promotion de la citoyenneté .....	9 000	CP 1967-489 du 16 mars 1967, remise des droits sur les autobus, les pièces, les accessoires et les pièces d'accessoires entrant dans la construction de carrosseries d'autobus .....	7 321 752
	<hr/>	CP 1969-1224 du 17 juin 1969, remise des droits de douane et des taxes d'accise sur certaines marchandises utilisées aux fins du Projet d'infrastructure OTAN. ....	3 616
		CP 1970-1913 du 21 octobre 1970, remise des droits de douane et des taxes d'accise sur les articles et les matières devant servir à l'exécution de contrats en vertu des accords de partage de la production et des réalisations de la défense intervenus entre les gouvernements du Canada et des États-Unis d'Amérique. ....	4 321 225
<b>JUSTICE</b>		CP 1972-215 du 10 février 1972, remise des droits de douane sur les véhicules extra-routiers, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires. . .	5 478 169
<b>Ministère</b>		CP 1972-583 du 28 mars 1972, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les véhicules commerciaux précisés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires importés par la société Truck Equipment .....	1 572
CP 1994-269 du 16 février 1994, modification du Règlement sur la saisie-arrêt pour l'exécution d'ordonnances et d'ententes alimentaires, pris par le décret CP 1988-473 du 17 mars 1988, à l'effet qu'une remise est accordée au débiteur du solde des frais d'administration relatifs au traitement du bref de saisie-arrêt qui demeurent payables au moment où sa Majesté cesse d'être liée par le bref .....	1 410 652	CP 1972-585 du 28 mars 1972, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux précisés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires. ....	55 353
	<hr/>	CP 1973-2529 du 21 août 1973, remise des droits de douane et des taxes d'accise sur les marchandises à utiliser en cas d'urgence .....	36 948
<b>REVENU NATIONAL</b>		CP 1974-2522 du 19 novembre 1974, remise des droits de douane et de la taxe d'accise sur certains genres de matériel publicitaire .....	22 862
CP 1945-88/2969, 25 avril 1945, Décret de remise du Gouverneur général (taxes d'accise), prévoit la remise de la taxe d'accise payable par le Gouverneur général sur des achats et des importations .....	2 919	CP 1975-885 du 22 avril 1975, remise des droits de douane, de la taxe de vente et de la taxe d'accise sur les cadeaux reçus par le Premier ministre, les ministres et les membres du Parlement, à l'occasion de visites officielles d'autres pays ou présentés par des donateurs étrangers de passage au Canada. ....	126
CP 1959-1624 du 22 décembre 1959, remise des droits de douane et des taxes d'accise sur des marchandises données par des résidents étrangers à des organismes religieux, à des oeuvres de charité et à des établissements d'enseignement situés au Canada, ainsi que sur des articles faisant partie d'uniformes et d'équipement militaire non disponibles au Canada. ....	568 039	CP 1975-1973 du 27 août 1975, remise des droits de douane sur divers types de matériel roulant de chemin de fer importé au Canada pour le service international (décret de remise n° 2 visant le matériel roulant de chemin de fer) .....	389 765 791
CP 1964-5000 du 30 juin 1964, remise des droits et des taxes de vente et d'accise sur des importations pour le compte du Parc national de Roosevelt-Campobello. ....	1 459	CP 1975-1975 du 27 août 1975, remise des droits de douane sur du matériel roulant de chemin de fer importé au Canada pour le service international (décret de remise n° 4 visant le matériel roulant le chemin de fer) .....	27 484 307
CP 1965-1144 du 21 juin 1965, remise des droits de douane sur des véhicules automobiles, des pièces et des accessoires et des pièces d'accessoires (camions Mack). ....	4 155	CP 1975-3025 du 23 décembre 1975, Décret de remise sur l'eau-de-vie du vin domestique, accorde une remise des droits d'accise sur les spiritueux servant au traitement du vin dans un manufacture-entrepôt. ....	44 209 061
CP 1966-2184 du 24 novembre 1966, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur des approvisionnements de défense. ....	66 514		
CP 1967-38/393 du 13 mars 1967, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur les tonneaux usagés en chêne blanc pour le whisky importés au Canada par des distillateurs canadiens à des fins de production en vue d'exportation et ce, à compter du 1 janvier 1967. .	28 710		

Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes — Suite

Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes — Suite

Description du décret	Montant	Description du décret	Montant
	\$		\$
CP 1976-325 du 17 février 1976, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux précisés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires .....	2 226	CP 1978-3839 du 21 décembre 1978, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux précisés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Central Truck Body Co. Ltd. . .	2 371
CP 1976-958, 27 avril 1976, Décret de remise par l'eau-de-vie détruite, prévoit une remise des droits d'accise sur les spiritueux perdus par suite de casse dans l'entrepôt ou pendant le transport .....	414 105	CP 1979-395 du 15 février 1979, remise des droits de douane et des taxes d'accise à l'égard des importations non commerciales avec des rajustements des garanties .....	24 490
CP 1976-1026 du 6 mai 1976, accordait une remise d'impôt sur le revenu à payer en vertu de la partie I de la loi de l'impôt sur le revenu relativement à certaines réserves pour redevance de Syncrude .....	7 321 076	CP 1980-278 du 25 janvier 1980, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux précisés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires importés par le Ottawa Truck Bodies Limited .....	261
CP 1976-1314 du 1 <sup>er</sup> juin 1976, remise des droits de douane et des taxes d'accise sur les pellicults canadiennes exposées et traitées et sur les bandes magnétoscopiques canadiennes enregistrées .....	26 294	CP 1980-7/1674 du 19 juin 1980, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur des «imprimés» importés au Canada par un «transporteur étranger», ou en son nom, exclusivement pour la promotion ou l'exploitation des services aériens fournis par ledit transporteur .....	300 751
CP 1976-1884 du 20 juillet 1976, remise des droits de douane et des taxes d'accise, à l'égard des dispositifs de cirque et d'autres dispositifs de divertissement, excédant certains montants minimums cotisés pour chaque période que les marchandises sont au Canada .....	2 989 080	CP 1980-2751 du 16 octobre 1980, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur des chargeurs à benne frontale et leurs pièces .....	4 321 382
CP 1976-2984 du 2 décembre 1976, remise des droits de douane et des taxes d'accise sur des échantillons de valeur négligeable .....	1 299 464	CP 1981-579 du 5 mars 1981, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux précisés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires importés par la Transit Van Bodies Incorporated .....	44 686
CP 1977-297 du 10 février 1977, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les autobus, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires .....	306 196	CP 1982-993 du 1 <sup>er</sup> avril 1982, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur des marchandises importées dans le cadre du projet de construction de l'avion Hornet CF-18 .....	5 665
CP 1978-763 du 16 mars 1978, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux précisés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires importés par la Sturdy Truck Body Limited .....	5 070	CP 1982-1994 du 30 juin 1982, remise de la taxe de vente sur des aéronefs civils canadiens, leurs moteurs et les simulateurs de vols canadiens et leurs pièces qui sont réparés à l'étranger. .	52 031 781
CP 1978-842 du 23 mars 1978, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur des bateaux de plaisance .....	307 218	CP 1982-2182 du 22 juillet 1982, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les véhicules commerciaux précisés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Funcraft Vehicles (1981) Limited .....	17
CP 1978-2835 du 6 septembre 1978, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux précisés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Dominion Truck Bodies Ltd. . .	1 008	CP 1982-2635 du 3 septembre 1982, remise des droits de douane et des taxes sur les véhicules commerciaux précisés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Western Star Trucks Incorporated .....	18 953 992
CP 1978-2852 du 13 septembre 1978, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la D. et G. Roussy Industries Ltd. . . . . .	361	CP 1982-3941 du 23 décembre 1982, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les véhicules commerciaux précisés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Commercial Vans Incorporated .....	3 934
CP 1978-3762 du 14 décembre 1978, remise partielle des droits de douane et des taxes de vente et d'accise sur les pièces, le matériel et les autres articles fabriqués au Canada ou importés, et devant servir aux transporteurs aériens canadiens qui assurent un service aérien commercial à l'échelle canadienne internationale. .	768 028	CP 1982-3942 du 23 décembre 1982, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur des véhicules commerciaux précisés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires, fabriqués par la Pollock Equipment Division de la Pollock Rental Limited .....	1 032

3.4 INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES EXIGÉES PAR LA LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

## Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes — Suite

## Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes — Suite

Description du décret	Montant	Description du décret	Montant
	\$		\$
CP 1983-30 du 13 janvier 1983, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux précisés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la George C Doerr Body and Trailer Company .....	6 325	CP 1984-2509 du 12 juillet 1984, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les véhicules commerciaux précisés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la société Les Carrosseries Parco Incorporée .....	4 010
CP 1983-947 du 31 mars 1983, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les véhicules commerciaux précisés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Childs Truck Bodies Limited.....	688	CP 1985-277 du 31 janvier 1985, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les supports de transmission de données .....	12 371 143
CP 1983-1439 du 12 mai 1983, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les autobus, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Girardin Vehicules Industries ...	24 836	CP 1985-812 du 14 mars 1985, remise des droits de douane sur les automobiles de la société Mazda Canada Inc.....	99 974
CP 1983-1499 du 19 mai 1983, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les automobiles de la Volkswagen Canada Limited. ....	8 469 772	CP 1985-813 du 14 mars 1985, remise des droits de douane sur les automobiles de la société Mercedes Benz Canada Incorporated .....	3 125 159
CP 1983-2525 du 10 août 1983, remise des droits de douane sur l'eau-de-vie, le vin ou les matières aromatiques contenant une quantité d'eau-de-vie importée aux fins de mélange dans une distillerie avec de l'eau-de-vie en entrepôt .....	160 173 490	CP 1985-818 du 14 mars 1985, remise des droits de douane sur les automobiles de la société BMW Distributors (Western) Canada et BMW Distributors (Eastern) Canada Limited. ...	1 411 392
CP 1983-3414 du 3 novembre 1983, remise des droits de douane sur les toiles à ombrer importées à des fins d'horticulture.....	23 480	CP 1985-1757 du 30 mai 1985, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les marchandises importées dans le cadre du projet de la frégate canadienne de patrouille .....	2 506 119
CP 1984-51 du 11 janvier 1984, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux précisés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Québec Truck Bodies Boîtes de Camions Inc.....	309	CP 1985-1932 du 13 juin 1985, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux précisés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Minoru Truck Bodies Ltd. ....	3 802
CP 1984-52 du 11 janvier 1984, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux précisés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Wiltsie Truck Bodies Limited. .	902	CP 1985-2071, 27 juin 1985, Décret de remise sur les boissons alcooliques vendues aux forces étrangères présentes au Canada, prévoit une remise des droits de douanes, des droits d'accise, de la taxe sur les produits et services et de la taxe d'accise sur les boissons alcooliques vendues aux forces étrangères présentes au Canada et à leur personnel affecté au Canada à titre temporaire .....	78 266
CP 1984-867 du 15 mars 1984, remise des droits de douane, des taxes d'accise et de vente sur les marchandises importées pour les réunions tenues au Canada par des organismes étrangers. ....	536 829	CP 1985-2954 du 3 octobre 1985, remise des droits de douane et des taxes de vente et d'accise sur certaines marchandises importées par la poste .....	2 102
CP 1984-991 du 22 mars 1984, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les véhicules commerciaux précisés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Jean-Marc Vigeant Inc. ....	506	CP 1985-2955 du 3 octobre 1985, remise des droits de douane et des taxes de vente et d'accise sur certaines marchandises importées par services de messageries.....	52 413
CP 1984-1159 du 5 avril 1984, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les véhicules commerciaux précisés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la PK Welding & Fabricators Limited .....	1 727	CP 1985-3099 du 10 octobre 1985, remise des droits de douane payés ou payables sur les véhicules commerciaux précisés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Capital Disposal Equipment Incorporated .....	10 614
CP 1984-1559 du 10 mai 1984, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les châssis d'autobus et les véhicules commerciaux précisés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Navistar International Corporation Canada .....	10 742 041	CP 1986-502 du 27 février 1986, remise des droits de douane et d'une partie des taxes de vente et d'accise sur le matériel informatique devant servir à l'exécution de contrats de mise au point de logiciels. ....	4 874
		CP 1986-963 du 17 avril 1986, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les aliments pour animaux, qui sont importés à des fins de mise à l'essai. ....	3

Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes — Suite

Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes — Suite

Description du décret	Montant	Description du décret	Montant
	\$		\$
CP 1987-195 du 5 février 1987, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux précisés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Capital Truck Bodies . . . . .	2 837	CP 1987-1534 du 30 juillet 1987, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur les approvisionnements de défense importés au Canada en tant que partie intégrante d'un système de défense aérienne à basse altitude ou devant servir à son élaboration . . . . .	54 730
CP 1987-196 du 5 février 1987, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux précisés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Dependable Truck and Tank Repair Limited . . . . .	9 536	CP 1987-1600 du 30 juillet 1987, remise des droits de douane sur des autobus, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la société Les Entreprises Michel Corbeil Incorporée. . . . .	156 837
CP 1987-198 du 5 février 1987, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux précisés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Raytel Equipment Limited. . . . .	644	CP 1987-2672 du 22 décembre 1987, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe fédérale de vente sur des pneus importés par Goodyear Canada Inc. . . . .	8 199 703
CP 1987-199 du 5 février 1987, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux précisés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Advance Engineered Products Ltd. . . . .	2 954	CP 1987-2673 du 22 décembre 1987, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe fédérale de vente sur les pneus importés par Michelin Tires(Canada) Ltd. . . . .	3 751 270
CP 1987-324 du 19 février 1987, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux précisés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Wilcox Bodies Limited. . . . .	513	CP 1987-2674 du 22 décembre 1987, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente fédérale sur les pneus importés par Uniroyal Goodrich Canada Inc. . . . .	6 124 702
CP 1987-442 du 12 mars 1987, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur certains livres et divers imprimés. . . . .	994	CP 1988-357 du 3 mars 1988, remise des droits de douane et des taxes d'accise excédant le montant payable sur 1/120 de la valeur de divers navires pour chaque mois ou fraction de mois qu'ils se trouvent au Canada. . . . .	79 029 827
CP 1987-443 du 12 mars 1987, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur des pièces d'ordinateurs et des semi-conducteurs. . . . .	13 225 037	CP 1988-725 du 21 avril 1988, remise des droits de douane sur les patrons usagés de propriété étrangère utilisés en fonderie, et les appareils connexes importés temporairement pour servir à la fabrication de matrices métalliques destinées à l'exportation . . . . .	1 560
CP 1987-620 du 26 mars 1987, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux précisés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la société Fabricants de boîtes de Camions Bell (1986) Incorporée. . . . .	307	CP 1988-1203 du 17 juin 1988, remise des droits de douane sur des pâtes . . . . .	574 037
CP 1987-621 du 26 mars 1987, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux précisés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Intercontinental Truck Body B C Incorporated. . . . .	31 608	CP 1988-1276 du 23 juin 1988, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur les marchandises importées entre le 1 <sup>er</sup> janvier 1987 et le 31 décembre 1993 devant servir à la remise à neuf de quatre destroyers de la classe Tribal pour la Marine canadienne. . . . .	26 728
CP 1987-622 du 26 mars 1987, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux précisés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Intercontinental Truck Body Limited. . . . .	7 534	CP 1988-2897 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les véhicules de Hyundai Auto Canada Inc. et leurs parties. . . . .	511 281
CP 1987-947 du 7 mai 1987, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux précisés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la société Équipement Labrie Limitée. . . . .	23 065	CP 1988-2898 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les véhicules de Toyota et leurs pièces . . . . .	29 410 217
CP 1987-1044 du 21 mai 1987, remise des droits de douane et des taxes de vente et d'accise sur les marchandises importées au Canada pour des essais ou des examens pour attestation par un organisme accrédité. . . . .	431 698	CP 1988-2899 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les véhicules Honda of Canada Mfg. Inc. et leurs pièces. . . . .	38 969 000
CP 1987-1135, 4 juin 1987, Décret de remise sur l'eau-de-vie canadienne détruite, accorde une remise des droits d'accise sur l'eau-de-vie impropre à la consommation. . . . .	50 183	CP 1988-2901 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les véhicules Toyota Canada Inc. et leurs pièces . . . . .	281
		CP 1988-2906 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux précisés par l'Atelier Gérard Laberge Inc., ainsi que leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires . . . . .	2 044

3. 6 INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES EXIGÉES PAR LA LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

## Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes — Suite

## Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes — Suite

Description du décret	Montant	Description du décret	Montant
	\$		\$
CP 1988-2910 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux précisés par la CAMI Automotive Inc., ainsi que leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires. . . . .	122 583 218	CP 1988-2945 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe fédérale de vente sur des pneus importés par Bridgestone Canada Inc. . . . .	4 601 687
CP 1988-2914 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux précisés par la Durabody and Trailer Ltd., ainsi que leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires. . . . .	32 490	CP 1989-740 du 28 avril 1989, remise de l'impôt sur le revenu, de pénalités et de l'intérêt, payable par un indien pour les années d'imposition avant 1988. . . . .	82 627
CP 1988-2915 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux précisés par la Dynamic Fiber Ltd., ainsi que leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires. . . . .	2 293	CP 1990-2848 du 21 décembre 1990, remise des droits y compris la taxe sur les produits et services sur les marchandises destinées aux projets conjoints des gouvernements du Canada et des États-Unis. . . . .	441 342
CP 1988-2916 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane imposés sur les véhicules de Ford Motor Company of Canada Limited, ainsi que leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires. . . . .	72 954	CP 1990-2849 du 21 décembre 1990, remise des droits de douane et de la taxe sur les produits et services sur des aliments et produits de la Pâque d'une catégorie non disponible au Canada. . . . .	1 637 596
CP 1988-2917 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux précisés de la G G Cargo Trailer Industries inc., ainsi que leurs parties, accessoires et pièces d'accessoires. . . . .	2 233	CP 1990-2850 du 21 décembre 1990, remise des droits de douane, les taxes d'accise et de la taxe sur les produits et services sur des marchandises destinées aux bases américaines établies à Terre-Neuve. . . . .	251
CP 1988-2918 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les autobus de la Greyhound Canada Inc., ainsi que leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires. . . . .	2 075 387	CP 1990-2854, 21 décembre 1990, Décret de remise concernant la TPS accordée aux ministères fédéraux, accorde aux ministères fédéraux une remise de la TPS payée ou payable sur leurs achats taxables de produits et de services. Cette remise n'a pas de répercussions sur les recettes nettes au titre de la TPS réalisées par l'État. . . . .	861 487 818
CP 1988-2920 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux précisés par la société Intermeccanica International Inc., ainsi que leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires. . . . .	15 277	CP 1991-264 du 14 février 1991, modifiant le décret de remise visant les indiens, pris par le décret CP 1985-2446 du 7 août 1985, en prolongeant la durée d'application du décret aux années d'imposition 1988, 1989 et 1990. . . . .	14 262
CP 1988-2921 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux précisés de la Kamloops Allweld Aluminum Service Ltd., ainsi que leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires. . . . .	7 727	CP 1991-1661 du 5 septembre 1991, modifiant le décret de 1988 sur la remise d'impôt sur le revenu gagné au Québec, pris par le décret Cp 1989-1204 du 22 juin 1989, concernant les années d'imposition 1989 à 1991. . . . .	290 063
CP 1988-2922 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux précisés par la société Les Boîtes de Camions Alco Inc., ainsi que leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires. . . . .	741	CP 1992-166 du 23 janvier 1992, remise de l'impôt sur le revenu et de cotisations au Régime de pensions du Canada, payables par certains contribuables visant l'équipement agricole pour les années d'imposition 1984 à 1986. . . . .	1 037
CP 1988-2926 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux précisés par la Thermo King Western (Calgary) Ltd., ainsi que leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires. . . . .	13 411	CP 1992-658 du 2 avril 1992, remise des remboursements de l'impôt sur le revenu, payables à certains contribuables pour les années d'imposition 1980 à 1984. . . . .	39 705
CP 1988-2927 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux précisés par la Toronto Kitchen Equipment Ltd., ainsi que leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires. . . . .	3 942	CP 1992-945 du 7 mai 1992, remise des cotisations d'assurance-chômage versées par les personnes engagées par un conjoint ainsi que celles payées par celui-ci, où les conjoints étaient considérés comme occupant un emploi exclu pour les années d'imposition 1978 à 1988. . . . .	1 950
CP 1988-2930 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux précisés de la Universal Truck Body Ltd., ainsi que leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires. . . . .	867		

Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes — Suite

Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes — Suite

Description du décret	Montant	Description du décret	Montant
	\$		\$
CP 1992-1052, 14 mai 1992, Décret de remise visant les Indiens et les bandes dans certains établissements indiens, accorde une remise de certains impôts sur le revenu ou de la taxe sur les produits et services payés ou payables par les Indiens ou par les bandes ou les sociétés désignées dans certains établissements indiens qui ne sont pas encore désignées comme réserves. . . . .	4 058 088	CP 1994-568, 14 avril 1994, Décret de remise visant les Bureaux économiques et culturels de Taipei, accorde aux Bureaux économiques et culturels de Taipei situés au Canada, à leurs agents, aux membres du personnel administratif et technique et aux membres de leurs familles faisant partie de leur ménage au Canada une remise des droits de douane, ainsi que des droits d'accise et de certaines taxes imposées en vertu de la Loi sur la taxe d'accise; la remise ne s'étend pas cependant aux membres du personnel et aux membres de leurs familles qui sont citoyens ou résidents permanents du Canada . . . . .	206 297
CP 1992-2397 du 19 novembre 1992, remise des droits de douane aux termes du Tarif des douanes et d'une fraction de la taxe de vente aux termes de la Loi sur la taxe d'accise sur les machines et l'équipement importés au Canada pour l'entretien d'aéronefs étrangers. . . . .	33 438	CP 1994-585, 14 avril 1994, Décret de remise visant les droits fonciers issus de traités (Saskatchewan) prévoit la remise de la TPS payée ou payable sur les terres achetées par certaines bandes indiennes de la Saskatchewan dans le cadre d'un accord exécutoire propre à chaque bande, aux fins du règlement des revendications fondées sur les droits fonciers issus de traités. . . . .	3 353 181
CP 1992-2399, 19 novembre 1992, Décret de remise visant les forces étrangères présentes au Canada (partie IX de la Loi sur la taxe d'accise), accorde une remise de la taxe sur les produits et services, payée ou payable sur la fourniture au Canada de biens meubles corporels, d'immeubles ou de services pour usage officiel par les forces étrangères présentes au Canada . . . . .	6 423 208	CP 1994-800, 12 mai 1994, Décret de remise visant les Indiens et la bande Webequie de l'établissement indien de Webequie étend les avantages des mesures d'allègement de l'impôt et de la TPS aux Indiens de l'établissement indien de Webequie, à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 1992, comme si cet établissement était une réserve . . . . .	524 825
CP 1992-2415 du 26 novembre 1992, remise des droits de douane visant les approvisionnements de défense . . . . .	34 862 453	CP 1994-801, 12 mai 1994, Décret de remise visant les Indiens et la bande War Lake First Nation de l'établissement indien d'Ilford, étend les avantages des mesures d'allègement de l'impôt et de la TPS aux Indiens de l'établissement indien d'Ilford, à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 1992, comme si cet établissement était une réserve . . . . .	104 959
CP 1992-2496, 3 décembre 1992, Décret de remise visant la Corporation Cameco, accorde une remise à la Corporation Cameco de la taxe sur les produits et services payée ou payable sur les fournitures de concentrés d'uranium par cette société aux acheteurs non-résidents qui ne sont pas inscrits aux termes de la partie IX de la Loi sur la taxe d'accise, pour être utilisés ou consommés au Canada uniquement dans la production de produits devant être exportés. . . . .	2 980 233	CP 1994-1578 du 22 septembre 1994, remise de l'impôt sur le revenu, le remboursement de paiements en trop du crédit d'impôt des produits et services, de prestations d'assurance-chômage et de tous les intérêts y afférents, payables par Yolande Jean et Hans P. Olthafer pour les années d'imposition 1991 et 1992 . . . . .	3 170
CP 1993-523 du 16 mars 1993, remise de l'impôt sur le revenu payé ou payable à l'égard du revenu provenant d'employeurs résidant dans une réserve ou un établissement indien et à l'égard de certaines prestations d'assurance-chômage reçues par les indiens pour les années d'imposition 1985 à 1991 . . . . .	181 144	CP 1994-1780 du 25 octobre 1994, remise de l'impôt sur le revenu, des pénalités et des intérêts qui ne seraient pas exigibles de non-résidents si les années 1991 et 1992 n'étaient pas visées par une modification de l'article 217 de la loi de l'impôt sur le revenu. . . . .	56 282
CP 1993-1647 du 4 août 1993, remise de l'impôt sur le revenu payable par des agriculteurs sur des paiements d'assurance transitoire reçus en prévision de la faiblesse future des cours du blé pour l'année d'imposition 1992. . . . .	1 923	CP 1995-163 du 31 janvier 1995, remise de l'impôt sur le revenu, d'une pénalité et de tous les intérêts y afférents, payables par onze contribuables pour les années d'imposition 1992 et 1993 . . . . .	4 339

3.8 INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES EXIGÉES PAR LA LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

## Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes — Suite

## Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes — Suite

Description du décret	Montant	Description du décret	Montant
	\$		\$
CP 1995-201 du 7 février 1995, remise de l'impôt sur le revenu payable par un contribuable qui n'aurait pas été payable si la partie payable de toute somme reçue par le contribuable après 1987 et avant 1996 en raison de l'article 63.1 du Régime de pensions du Canada qui était payable au contribuable pour un mois d'une année antérieure à l'année au cours de laquelle elle a été reçue avait été reçue au cours de cette année antérieure, ainsi que des pénalités et des intérêts y afférents .....	194 705	<b>SOLLICITEUR GÉNÉRAL</b> <b>Services correctionnels</b> CP 1995-3/2144 du 13 décembre 1995, remise de la dette, incluant les intérêts y afférents, provenant de la contribution en capital effectuée au gouvernement de la province de la Saskatchewan dans le cadre de l'Entente d'échange de services conclue entre la Saskatchewan et le Canada en 1986. ....	985 929
CP 1995-317, 28 février 1995, Décret de remise de la taxe sur les produits et services (constructeurs), accorde aux constructeurs d'adjonctions à un immeuble d'habitation à logements multiples en partie construites ou achevées avant le 1 <sup>er</sup> janvier 1991 une remise de la taxe sur les produits et services payée au titre de l'adjonction .....	72 025	<u>EN VERTU DE L'ARTICLE 76 SUR LE</u> <u>TARIF DES DOUANES</u> <b>REVENU NATIONAL</b> LED 1988-2 du 23 février 1988, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada. ....	6 964
CP 1995-692 du 26 avril 1995, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par certains contribuables pour les années d'imposition 1983 à 1987 et 1991 à 1993. ....	51 654	LED 1988-3 du 10 mars 1988, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada. ....	1 882
CP 1995-693 du 26 avril 1995, remise d'une obligation de remboursement de prestations d'assurance-chômage et de tous les intérêts y afférents, payables par Gaston Proulx pour l'année d'imposition 1993. ....	1 168	LED 1988-4 du 21 mars 1988, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada. ....	1 070
CP 1995-860, 30 mai 1995, Décret remise concernant l'usine de traitement des eaux usées du Conseil de bande mohawk d'Akwesasne, prévoit la remise d'un montant payé par erreur au titre de la taxe de vente pour la période du 1 <sup>er</sup> septembre 1990 au 31 décembre 1990 sur certaines marchandises destinées à des réseaux ayant servi à la construction d'une usine de traitement des eaux usées située à Saint-Régis (Québec). ....	47 170	LED 1988-5 du 17 avril 1988, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada. ....	16 668
CP 1995-945 du 13 juin 1995, remise des impôts, des pénalités et de tous les intérêts y afférents, payables par certains contribuables pour les années d'imposition 1982 à 1984 ainsi 1992 et 1993. ....	44 541	LED 1988-6 du 21 avril 1988, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada. ....	69 018
CP 1995-1695 du 3 octobre 1995, remise des impôts, d'une pénalité et de tous les intérêts y afférents, payables par certains contribuables pour les années d'imposition 1991 à 1994. ....	18 237	LED 1988-7 du 4 mai 1988, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada. ....	10 830
CP 1996-25 du 4 janvier 1996, remise des impôts sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par certains contribuables pour les années d'imposition 1990 à 1994. ....	31 157	LED 1988-8 du 19 mai 1988, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada. ....	23 969
Total .....	<u>1 995 416 044</u>	LED 1988-9 du 3 juin 1988, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada. ....	77 205
		LED 1988-10 du 17 juin 1988, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada. ....	8 133
		LED 1988-11 du 28 juin 1988, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada. ....	30 527
		LED 1988-12 du 11 juillet 1988, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada. ....	36 433



Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes — Suite

Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes — Suite

Description du décret	Montant	Description du décret	Montant
	\$		\$
LED 1988-13 du 27 juillet 1988, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	47 556	LED 1989-3 du 15 février 1989, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	39 300
LED 1988-14 du 10 août 1988, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	58 721	LED 1989-4 du 4 mars 1989, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	5 344
LED 1988-15 du 24 août 1988, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	139 639	LED 1989-5 du 15 mars 1989, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	31 035
LED 1988-16 du 7 septembre 1988, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	36 072	LED 1989-6 du 5 avril 1989, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	35 246
LED 1988-17 du 23 septembre 1988, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	155 985	LED 1989-7 du 21 avril 1989, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	46 443
LED 1988-18 du 4 octobre 1988, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	31 972	LED 1989-8 du 25 avril 1989, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	52 136
LED 1988-19 du 18 octobre 1988, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	93 442	LED 1989-9 du 24 mai 1989, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	183 427
LED 1988-20 du 23 novembre 1988, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	127 597	LED 1989-10 du 30 mai 1989, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	40 517
LED 1988-21 du 18 novembre 1988, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	43 399	LED 1989-11 du 27 juin 1989, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	13 125
LED 1988-22 du 29 novembre 1988, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	90 220	LED 1989-12 du 27 juin 1989, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	27 150
LED 1988-23 du 12 décembre 1988, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	41 224	LED 1989-13 du 13 juillet 1989, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	27 890
LED 1988-24 du 9 janvier 1989, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	85 969	LED 1989-14 du 18 juillet 1989, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	31 089
LED 1989-1 du 18 janvier 1989, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	61 203	LED 1989-15 du 15 août 1989, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	21 118
LED 1989-2 du 9 février 1989, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	28 500	LED 1989-16 du 16 août 1989, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	32 985

LED 1989-17 du 5 septembre 1989, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	11 703
LED 1989-18 du 26 septembre 1989, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	88 411
LED 1989-19 du 5 octobre 1989, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	52 250
LED 1989-20 du 18 octobre 1989, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	83 998
LED 1989-21 du 1 <sup>er</sup> novembre 1989, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	62 456
LED 1989-22 du 8 novembre 1989, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	131 264
LED 1989-23 du 24 novembre 1989, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	26 711
LED 1989-24 du 6 décembre 1989, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	24 752
LED 1989-25 du 10 janvier 1990, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	

LED 1990-20 du 22 octobre 1990, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	660 297
LED 1990-21 du 5 novembre 1990, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	509 664
LED 1990-22 du 21 novembre 1990, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	484 028
LED 1990-23 du 28 novembre 1990, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	450 922
LED 1990-24 du 12 décembre 1990, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	361 623
LED 1990-25 du 28 décembre 1990, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non	

LED 1992-4 du 6 avril 1992, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	221 883
LED 1992-5 du 23 avril 1992, en vertu du	

Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes — Suite

Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes — Suite

Description du décret	Montant	Description du décret	Montant
	\$		\$
LED 1993-15 du 30 novembre 1993, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	1 620 744	LED 1994-12 du 13 septembre 1994, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	1 838 418
LED 1993-16 du 14 décembre 1993, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	988 630	LED 1994-13 du 5 octobre 1994, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	483 635
LED 1993-17 du 29 décembre 1993, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	1 377 140	LED 1994-14 du 24 octobre 1994, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	1 273 174
LED 1994-1 du 24 janvier 1994, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	686 065	LED 1994-15 du 9 novembre 1994, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	2 208 848
LED 1994-2 du 15 février 1994, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	434 122	LED 1994-16 du 6 décembre 1994, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	1 271 828
LED 1994-3 du 9 mars 1994, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	1 705 647	LED 1994-17 du 23 décembre 1994, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	1 769 793
LED 1994-4 du 23 mars 1994, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	792 950	LED 1995-1 du 9 février 1995, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	2 232 230
LED 1994-05 du 18 avril 1994, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	2 171 264	LED 1995-2 du 9 février 1995, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	6 183 243
LED 1994-06 du 9 mai 1994, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	1 567 398	LED 1995-3 du 17 mars 1995, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	5 232 666
LED 1994-07 du 13 juin 1994, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	3 548 947	LED 1995-4 du 14 mars 1995, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	1 172 241
LED 1994-08 du 15 juin 1994, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	1 814 716	LED 1995-5 du 4 avril 1995, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	3 425 992
LED 1994-09 du 11 juillet 1994, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	926 276	LED 1995-6 du 25 avril 1995, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	2 062 329
LED 1994-10 du 25 juillet 1994, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	1 451 418	LED 1995-7 du 16 mai 1995, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	2 883 916
LED 1994-11 du 9 août 1994, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	2 991 328	LED 1995-8 du 6 juin 1995, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	943 599

## Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes — Suite

## Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes — Suite

Description du décret	Montant	Description du décret	Montant
	\$		\$
LED 1995-9 du 27 juin 1995, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	1 595 123	<u>EN VERTU DE L'ARTICLE 79 SUR LE</u> <u>TARIF DES DOUANES</u> <u>REVENU NATIONAL</u>	
LED 1995-10 du 18 juillet 1995, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	1 743 162	CP 1993-0F02, du 24 février 1993, en vertu du Programme d'aide à l'industrie de l'automobile, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	13 822
LED 1995-11 du 8 août 1995, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	2 428 090	CP 1994-0F02 du 15 février 1994, en vertu du Programme d'aide à l'industrie de l'automobile, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	9 969
LED 1995-12 du 29 août 1995, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	1 357 680	CP 1994-0F04 du 23 mars 1994, en vertu du Programme d'aide à l'industrie de l'automobile, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	127
LED 1995-13 du 19 septembre 1995, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	466 846	CP 1994-0F06 du 9 juin 1994, en vertu du Programme d'aide à l'industrie de l'automobile, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	6 648
LED 1995-14 du 17 octobre 1995, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	1 003 787	CP 1995-0F01 du 9 février 1995, en vertu du Programme d'aide à l'industrie de l'automobile, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	235 234
LED 1995-15 du 31 octobre 1995, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	849 269	CP 1995-0F03 du 17 mars 1995, en vertu du Programme d'aide à l'industrie de l'automobile, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	42 169
LED 1995-16 du 15 novembre 1995, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	1 296 303	CP 1995-0F04 du 29 mai 1995, en vertu du Programme d'aide à l'industrie de l'automobile, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	56 181
LED 1995-17 du 28 novembre 1995, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	132 201	CP 1995-0F05 du 29 mai 1995, en vertu du Programme d'aide à l'industrie de l'automobile, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	10 485
LED 1995-18 du 12 décembre 1995, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	78 087	CP 1995-0F07 du 29 mai 1995, en vertu du Programme d'aide à l'industrie de l'automobile, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	37 800
LED 1996-1 du 16 janvier 1996, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	344 288	CP 1995-0F15 du 14 novembre 1995, en vertu du Programme d'aide à l'industrie de l'automobile, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	44
LED 1996-2 du 13 février 1996, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	144 506	CP 1996-0F01 du 6 février 1996, en vertu du Programme d'aide à l'industrie de l'automobile, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	1 470
Total . . . . .	<u>139 112 957</u>	CP 1996-0F02 du 27 février 1996, en vertu du Programme d'aide à l'industrie de l'automobile, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	6 752
		Total . . . . .	<u>420 701</u>

## Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes — Suite

## Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes — Suite

Description du décret	Montant	Description du décret	Montant
	\$		\$
<u>EN VERTU DE L'ARTICLE 101 SUR LE</u>			
<u>TARIF DES DOUANES</u>			
<b>REVENU NATIONAL</b>			
CP 1987-2746 du 31 décembre 1987, remise des droits de douane sur certaines pièces classées en vertu des numéros tarifaires particuliers figurant à l'annexe .....	2 150	CP 1990-2255 du 18 octobre 1990, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur les filets synthétiques importés servant dans les enclos de gibier à plumes .....	1 413
CP 1988-1242 du 23 juin 1988, remise des droits de douane sur des chemises à col façonné importées par les fabricants de chemises admissibles entre le 1 <sup>er</sup> janvier 1989 et le 31 décembre 1997 .....	15 799 170	CP 1990-2492 du 22 novembre 1990, remise des droits de douane sur les fils de filaments de polyester texturés importés pour la fabrication de tissus larges .....	165 335
CP 1988-1243 du 23 juin 1988, remise des droits de douane sur certains tissus pour chemises importés par des fabricants de tissu pour chemises, des fabricants de chemises et d'entreprises de transformation admissibles entre le 1 <sup>er</sup> janvier 1989 et le 31 décembre 1997 .....	1 895 496	CP 1991-505 du 21 mars 1991, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur les chaussons de danse à bout renforcé ou à pointe .....	73
CP 1988-1244 du 23 juin 1988, remise des droits de douane sur les blouses et les chemisiers importés par les fabricants de blouses et de chemisiers et les fabricants de coordonnés entre le 1 <sup>er</sup> janvier 1989 et le 31 décembre 1997 .....	18 699 706	CP 1991-976 du 30 mai 1991, remise des droits de douane sur les anodes de titane .....	11 695
CP 1988-1245 du 23 juin 1988, remise des droits de douane sur les tissus pour vêtements de denim fabriqués aux États-Unis et importés par des fabricants de tissus pour vêtements de denim et des fabricants de vêtements de tissu de denim admissibles, entre le 1 <sup>er</sup> janvier 1989 et le 31 décembre 1993 .....	54 119	CP 1991-977 du 30 mai 1991, remise des droits de douane sur certains tissus larges pour chemises .....	1 813
CP 1988-1246 du 23 juin 1988, remise des droits de douane sur les tissus pour vêtements de dessus et les vêtements de dessus importés par des fabricants de vêtements de dessus et des fabricants de tissus admissibles, entre le 1 <sup>er</sup> janvier 1989 et le 31 décembre 1997 .....	4 278 298	CP 1992-779 du 30 avril 1992, remise des droits de douane sur certains types de carbonate de disodium entrant dans la fabrication de bouteilles de verre .....	68 765
CP 1988-1247 du 23 juin 1988, remise des droits de douane sur les tissus écrus pour vêtements de dessus importés par les entreprises de transformation admissibles entre le 1 <sup>er</sup> janvier 1989 et le 31 décembre 1997 .....	700 000	CP 1993-420 du 9 mars 1993, remise des droits de douane sur les fibres et les filaments de carbone .....	115 180
CP 1989-1668 du 24 août 1989, remise des droits de douane sur certains filés et tissus spéciaux servant à la fabrication de vêtements après 1988 .....	3 330 156	CP 1993-898 du 4 mai 1993, remise des droits de douane sur certains produits .....	409 935
CP 1989-2103 du 19 octobre 1989, remise des droits de douane sur certains produits tropicaux importés à compter du 1 <sup>er</sup> juillet 1989 .....	108 702	CP 1993-1212 du 8 juin 1993, remise des droits de douane sur certains échantillons de vêtements haute-couture .....	864 013
CP 1989-2465 du 14 décembre 1989, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les transformateurs électriques et leurs pièces .....	94 427	CP 1993-1664 du 5 août 1993, remise des droits de douane sur la bière originaire des États-Unis .....	36 403 987
CP 1990-109 du 25 janvier 1990, remise des droits sur les composantes et les systèmes de production d'énergie nucléaire importés temporairement au Canada par Stern Laboratories Inc. aux fins de mises à l'essai .....	45 998	CP 1993-1678 du 26 août 1993, remise des droits de douane sur certains produits .....	5 066 308
		CP 1993-1808 du 23 septembre 1993, remise de droits de douane sur un tissu enduit jacquard destiné à la fabrication de membres capitonnés .....	197
		CP 1993-1811 du 23 septembre 1993, remise des droits de douane sur les toiles à ombrer utilisées à des fins horticoles .....	446 059
		CP 1993-2090 du 15 décembre 1993, remise des droits de douane sur l'eau-de-vie distillée bénéficiant du tarif des États-Unis ou du tarif du Mexique et importée au Canada par des distillateurs pour embouteillage en entrepôt .....	53 913
		CP 1993-2191 du 29 décembre 1993, remise des droits de douane sur les appareils de réseau local .....	7 819 569
		CP 1994-663 du 28 avril 1994, remise des droits de douane sur les anodes de titane .....	95 301
		CP 1994-1008 du 16 juin 1994, remise des droits de douane sur la résine époxyde liquide .....	8 823
		CP 1994-1077 du 23 juin 1994, remise des droits de douane sur certains implants servant à engraisser le bétail .....	73 251

## Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes — Suite

## Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes—Suite

Description du décret	Montant	Description du décret	Montant
	\$		\$
CP 1994-1083 du 23 juin 1994, remise des droits de douane, des taxes d'accise et de tout ou partie de la taxe sur les produits et services à l'égard de certaines marchandises importées au Canada dans le cadre des XV <sup>es</sup> Jeux du Commonwealth.....	385	<u>EN VERTU DE L'ARTICLE 133 SUR LE</u> <u>TARIF DES DOUANES</u> <u>REVENU NATIONAL</u>	
CP 1994-2066 du 14 décembre 1994, remise des droits de douane sur les chaussons de danse à bout renforcé ou à pointe.....	123 249	CP 1982-2265 du 29 juillet 1982, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada.....	1 710
CP 1994-2103 du 14 décembre 1994, remise des droits de douane sur le tabac fabriqué qui est importé au Canada pour fabrication ultérieure..	7 267 454	CP 1982-2362 du 5 août 1982, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada.....	2 718
CP 1995-132 du 31 janvier 1995, remise de droits sur certaines marchandises importées Canada par des expéditions scientifiques ou exploratives.....	76 304	CP 1982-2485 du 18 août 1982, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada.....	2 149
CP 1995-218 du 14 février 1995, remise des droits de douane sur des transformateurs électriques et des réacteurs en dérivation (shunt), et leurs pièces.....	408 168	CP 1982-2759 du 9 septembre 1982, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada.....	1 303
CP 1995-219 du 14 février 1995, remise des droits de douane sur certaines pommes de terre importées pour la fabrication de croustilles..	48 519	CP 1982-3145 du 14 octobre 1982, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada.....	1 331
CP 1995-313 du 28 février 1995, remise des droits de douane sur les fils de filaments de polyester traités importés pour la fabrication de tissus larges.....	120 939	CP 1982-3596 du 25 novembre 1982, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada.....	1 190
CP 1995-1024 du 23 juin 1995, remise des droits de douane sur certains câbles de fibre optique et matériels de télécommunication importés par Téléglobe Canada Inc.....	1 770 485	CP 1982-3940 du 23 décembre 1982, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada.....	7 208
CP 1995-1199 du 26 juillet 1995, remise des droits de douane sur certains fruits et légumes frais et partiellement transformés importés pour la transformation.....	359 185	CP 1983-217 du 27 janvier 1983, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada.....	2 033
CP 1995-1202 du 26 juillet 1995, remise des droits de douane imposés en vertu du Tarif des douanes et de la taxe imposée en vertu de la section III de la partie IX de la Loi sur la taxe d'accise sur les imprimés importés pour être utilisés par des transporteurs étrangers.....	503 294	CP 1983-536 du 24 février 1983, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada.....	11 511
CP 1995-2200 du 20 décembre 1995, remise d'une partie des droits de douane payés à l'égard d'une génératrice électrique, d'une turbine à gaz et de pièces d'une turbine à gaz importés au Canada par Pratt & Whitney Canada Inc.....	283 205	CP 1983-1323 du 5 mai 1983, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada.....	2 673
CP 1995-2236 du 28 décembre 1995, remise des droits de douane sur certains produits.....	147	CP 1983-1399 du 12 mai 1983, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada.....	2 254
CP 1996-299 du 12 mars 1996, remise des droits de douane sur certains implants servant à engraisser le bétail.....	71 375	CP 1983-1508 du 19 mai 1983, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada.....	1 441
Total.....	<u>107 646 561</u>	CP 1983-2072 du 7 juillet 1983, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada.....	1 053



Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes — Suite

Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes — Suite

Description du décret	Montant	Description du décret	Montant
	\$		\$
CP 1983-2599 du 24 août 1983, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	7 206	CP 1984-1685 du 17 mai 1984, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	7 661
CP 1983-2684 du 1 <sup>er</sup> septembre 1983, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	6 298	CP 1984-1772 du 24 mai 1984, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	2 143
CP 1983-2803 du 15 septembre 1983, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	1 160	CP 1984-2053 du 14 juin 1984, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	1 399
CP 1983-3168 du 13 octobre 1983, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	1 111	CP 1984-2189 du 21 juin 1984, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	15 578
CP 1983-4104 du 22 décembre 1983, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	2 583	CP 1984-2314 du 28 juin 1984, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	13 191
CP 1984-434 du 9 février 1984, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	2 080	CP 1984-2511 du 12 juillet 1984, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	2 663
CP 1984-653 du 23 février 1984, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	1 580	CP 1984-2660 du 25 juillet 1984, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	45 871
CP 1984-780 du 8 mars 1984, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	3 453	CP 1984-2725 du 10 août 1984, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	1 019
CP 1984-988 du 22 mars 1984, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	12 587	CP 1984-2726 du 10 août 1984, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	2 594
CP 1984-1076 du 5 mars 1984, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	1 696	CP 1984-2834 du 24 août 1984, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	61 803
CP 1984-1158 du 5 avril 1984, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	11 523	CP 1984-2918 du 31 août 1984, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	26 623
CP 1984-1243 du 12 avril 1984, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	1 364	CP 1984-3157 du 12 septembre 1984, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	7 290
CP 1984-1327 du 18 avril 1984, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	1 374	CP 1984-3394 du 18 octobre 1984, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	2 482
CP 1984-1556 du 10 mai 1984, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	3 552	CP 1984-3395 du 18 octobre 1984, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	8 250

## Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes — Suite

## Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes — Suite

Description du décret	Montant	Description du décret	Montant
	\$		\$
CP 1984-3397 du 18 octobre 1984, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	4 837	CP 1985-1648 du 16 mai 1985, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	4 609
CP 1984-3635 du 8 novembre 1984, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	7 891	CP 1985-1649 du 16 mai 1985, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	13 918
CP 1984-3896 du 6 décembre 1984, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	6 543	CP 1985-1650 du 16 mai 1985, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	2 213
CP 1984-3978 du 6 décembre 1984, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	20 448	CP 1985-1706 du 23 mai 1985, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	1 567
CP 1984-4097 du 20 décembre 1984, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	10 261	CP 1985-1907 du 13 juin 1985, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	27 238
CP 1984-4099 du 20 décembre 1984, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	2 448	CP 1985-2007 du 20 juin 1985, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	11 537
CP 1985-102 du 17 janvier 1985, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	16 788	CP 1985-2076 du 27 juin 1985, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	22 312
CP 1985-295 du 31 janvier 1985, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	9 541	CP 1985-2091 du 27 juin 1985, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	10 467
CP 1985-481 du 14 février 1985, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	9 784	CP 1985-2142 du 4 juillet 1985, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	12 244
CP 1985-482 du 14 février 1985, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	2 627	CP 1985-2300 du 24 juillet 1985, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	10 963
CP 1985-1047 du 28 février 1985, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	3 684	CP 1985-2359 du 24 juillet 1985, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	1 057
CP 1985-1161 du 4 avril 1985, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	7 754	CP 1985-2504 du 7 août 1985, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	3 245
CP 1985-1163 du 4 avril 1985, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	35 199	CP 1985-2690 du 28 août 1985, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	7 501
CP 1985-1277 du 18 avril 1985, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	2 679	CP 1985-2691 du 28 août 1985, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	33 932

Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes — Suite

Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes — Suite

Description du décret	Montant	Description du décret	Montant
	\$		\$
CP 1985-2775 du 12 septembre 1985, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	1 254	CP 1986-48 du 10 janvier 1986, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	2 694
CP 1985-2776 du 12 septembre 1985, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	3 223	CP 1986-144 du 16 janvier 1986, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	16 733
CP 1985-2825 du 19 septembre 1985, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	67 133	CP 1986-208 du 23 janvier 1986, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	7 216
CP 1985-2826 du 19 septembre 1985, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	58 299	CP 1986-347 du 6 février 1986, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	2 654
CP 1985-2876 du 26 septembre 1985, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	31 979	CP 1986-404 du 13 février 1986, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	3 007
CP 1985-2960 du 3 octobre 1985, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	5 492	CP 1986-500 du 17 février 1986, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	21 366
CP 1985-2961 du 3 octobre 1985, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	3 975	CP 1986-501 du 27 février 1986, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	3 173
CP 1985-3100 du 10 octobre 1985, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	6 945	CP 1986-623 du 13 mars 1986, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	6 596
CP 1985-3205 du 24 octobre 1985, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	6 477	CP 1986-686 du 20 mars 1986, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	5 625
CP 1985-3319 du 7 novembre 1985, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	6 630	CP 1986-853 du 10 avril 1986, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	4 267
CP 1985-3416 du 11 novembre 1985, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	6 915	CP 1986-854 du 10 avril 1986, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	84 377
CP 1985-3417 du 11 novembre 1985, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	23 379	CP 1986-948 du 17 avril 1986, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	1 993
CP 1985-3530 du 5 décembre 1985, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	2 866	CP 1986-1071 du 1 <sup>er</sup> mai 1986, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	3 815
CP 1985-3607 du 12 décembre 1985, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	4 056	CP 1986-1121 du 8 mai 1986, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	5 272

## Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes — Suite

## Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes — Suite

Description du décret	Montant	Description du décret	Montant
	\$		\$
CP 1986-1171 du 15 mai 1986, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	28 508	CP 1986-2282 du 2 octobre 1986, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	5 090
CP 1986-1210 du 22 mai 1986, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	1 992	CP 1986-2321 du 9 octobre 1986, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	16 306
CP 1986-1356 du 5 juin 1986, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	3 294	CP 1986-2383 du 23 octobre 1986, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	6 801
CP 1986-1420 du 12 juin 1986, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	3 731	LED 1986-36 du 10 novembre 1986, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	6 053
CP 1986-1487 du 19 juin 1986, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	11 981	LED 1986-38 du 14 novembre 1986, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	2 616
CP 1986-1570 du 26 juin 1986, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	5 112	LED 1986-41 du 15 décembre 1986, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	6 194
CP 1986-1727 du 23 juillet 1986, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	13 508	LED 1986-42 du 15 décembre 1986, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	29 236
CP 1986-1728 du 23 juillet 1986, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	3 033	LED 1986-43 du 22 décembre 1986, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	12 226
CP 1986-1903 du 8 août 1986, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	8 313	LED 1987-1 du 16 janvier 1987, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	2 609
CP 1986-1904 du 8 août 1986, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	1 924	LED 1987-3 du 13 février 1987, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	7 910
CP 1986-2135 du 11 septembre 1986, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	68 541	LED 1987-4 du 25 février 1987, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	33 190
CP 1986-2136 du 11 septembre 1986, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	9 713	LED 1987-5 du 6 mars 1987, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	3 905
CP 1986-2200 du 18 septembre 1986, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	4 093	LED 1987-6 du 25 mars 1987, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	5 337
CP 1986-2281 du 2 octobre 1986, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	3 793	LED 1987-7 du 9 avril 1987, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	26 486

**Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes —Fin**

**Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes—Fin**

Description du décret	Montant	Description du décret	Montant
	\$		\$
LED 1987-8 du 27 avril 1987, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	6 862	LED 1987-16 du 19 août 1987, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	6 134
LED 1987-9 du 11 mai 1987, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	6 626	LED 1987-17 du 26 août 1987, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	170 826
LED 1987-10 du 20 mai 1987, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	3 007	LED 1987-18 du 9 septembre 1987, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	13 450
LED 1987-11 du 1 <sup>er</sup> juin 1987, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	5 904	LED 1987-19 du 22 septembre 1987, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	7 347
LED 1987-12 du 15 juin 1987, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	8 047	LED 1987-20 du 7 octobre 1987, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	4 471
LED 1987-13 du 2 juillet 1987, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	36 136	LED 1987-21 du 20 octobre 1987, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	7 217
LED 1987-14 du 22 juillet 1987, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	36 330	LED 1987-23 du 23 novembre 1987, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	4 016
LED 1987-15 du 4 août 1987, en vertu du Programme de la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada . . . . .	20 172	Total . . . . .	<u><u>1 663 446</u></u>

**Créances—radiations ou renonciations**

Les catégories d’approbation ou autorisation pour les radiations ou renonciations de créances sont comme suit :

- i) L’approbation ministérielle représente l’autorité donnée aux ministres en vertu de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP) ou autres lois du Parlement telle que décrite à i) a) et b)—
  - a) L’article 25(1) de la LGFP donne aux ministres, en vertu des règlements sur la radiation des créances du Conseil du Trésor, l’autorisation générale d’approuver la radiation des comptes mémoires pour débiteurs des ministères, de toute créance autre que les paiements en trop au titre de traitements, de salaires, et d’indemnités liés à un emploi et aux avances à justifier.
  - b) D’autres lois du Parlement (p.ex. *Loi sur la faillite et l’insolvabilité*) donnent aux ministres l’autorisation générale d’approuver la radiation ou la remise de créances.
- ii) Approbation par le Conseil du Trésor— L’article 25(1) de la LGFP permet à un ministre qui a une approbation spécifique du Conseil du Trésor, de radier des comptes mémoires pour débiteurs des ministères, toute créance qui se rapporte aux paiements en trop au titre de traitements, de salaires, et d’indemnités liés à un emploi et aux avances à justifier.
- iii) Gouverneur en conseil et autorisation parlementaire—
  - a) L’article 23(2.1) de la LGFP permet au gouverneur en conseil, sur recommandation du Conseil du Trésor, de remettre (des comptes mémoires pour débiteurs des ministères) toute créance où le recouvrement est déraisonnable ou injuste ou que, d’une façon générale, l’intérêt public justifie la remise.
  - b) L’article 24.1 de la LGFP exige que lorsqu’une créance, présentée à l’état de l’actif et du passif du Canada ou payable par une société d’État, qui doit être remise et qui constitue une imputation à un crédit, alors, le montant remis doit être autorisé en vertu d’une loi du Parlement, incluant une Loi de crédits.
  - c) L’article 25(2) de la LGFP exige que lorsqu’une créance présentée à l’état de l’actif et du passif du Canada doit être radiée, la radiation doit être autorisée par le Parlement comme un élément budgétaire dans une Loi de crédits ou une autre loi.

Les codes suivants sont utilisés :

		<u>Code</u>
Compte mémoire pour débiteurs	Radiations	A
Compte mémoire pour débiteurs	Renonciations	B
Compte mémoire pour débiteurs	Remises (article 23 de la LGFP)	C
Comptes d’actif	Radiations	D
Comptes d’actif	Renonciations	E

	Code <sup>(1)</sup>	Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Décret en conseil et autorisation du Parlement	Total		
		Nombre	Montant	Nombre	Montant		Nombre	Montant	
			\$		\$		\$	\$	
LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES—									
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE—									
Ministère .....	A	3 079	4 135 292				3 079	4 135 292	
Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains .....	A	30	2 845				30	2 845	
PATRIMOINE CANADIEN—									
Ministère (Communications) .....	A	43	10 717				43	10 717	
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION—									
Ministère .....	A/C	1 384	8 049 405			* 245	9 000	1 629	8 058 405
ENVIRONNEMENT—									
Ministère .....	A	35	5 347				35	5 347	

Créances—radiations ou renoncations—Suite

Code <sup>(1)</sup>	Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Décret en conseil et autorisation du Parlement			Total		
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant	Nombre	Montant	
		\$		\$			\$		\$	
<b>PÊCHES ET OCÉANS—</b>										
Ministère .....	A	265	203 110					265	203 110	
<b>AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL—</b>										
Ministère .....	A	392	1 160 465					392	1 160 465	
Agence canadienne de développement international .....	A	10	32 624					10	32 624	
Prêts d' aide au développement international .....	E				21b	5	11 910 000	5	11 910 000	
<b>SANTÉ—</b>										
Ministère (Santé nationale et Bien-être social) .....	A	56	9 581					56	9 581	
<b>DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES—</b>										
Ministère (Emploi et Immigration) .....	A	8 954	34 954 274					8 954	34 954 274	
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail .....	A	13	4 828					13	4 828	
<b>AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN—</b>										
Ministère .....	A	260	573 677					260	573 677	
Prêts au Fonds du développement économique des Indiens .....	A/D			99	744 504	6b	99	2 612 271	198	3 356 775
Prêts au Fonds de l'aide domiciliaire aux Indiens .....	D					6b	9	56 100	9	56 100
Fonds de prêts aux Inuit .....	A/D			16	290 205	36b	16	538 369	32	828 574
<b>INDUSTRIE—</b>										
Ministère .....	A	386	34 529 493					386	34 529 493	
Bureau fédéral de développement régional (Quebec) .....	A	35	18 184 911					35	18 184 911	
Conseil national de recherches du Canada .....	A	208	18 533					208	18 533	
Conseil de recherches en sciences humaines .....	A	2	5 380					2	5 380	
Statistique Canada .....	A	140	10 751					140	10 751	
<b>JUSTICE—</b>										
Ministère .....	A/C	34	14 720			*	14 752	1 410 652	14 786	1 425 372
Cour fédérale du Canada .....	A	4	2 118					4	2 118	
<b>DÉFENSE NATIONALE—</b>										
Ministère .....	A	671	206 632					671	206 632	
<b>REVENU NATIONAL—</b>										
Ministère .....	A	207 844	753 780 199					207 844	753 780 199	
<b>RESSOURCES NATURELLES—</b>										
Ministère .....	A	142	97 723					142	97 723	
<b>CONSEIL PRIVÉ—</b>										
Ministère .....	A	2	161 323					2	161 323	
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports .....	A	1	24					1	24	

Créances—radiations ou renoncations—Suite

	Code <sup>(1)</sup>	Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Décret en conseil et autorisation du Parlement		Total		
		Nombre	Montant	Nombre	Montant	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant	Nombre	Montant
			\$		\$			\$		\$
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX—										
Ministère (Travaux publics et Approvisionnements et Services) . . . . .	A	3	5 692						3	5 692
Prêts pour la production de défense . . . . .	E					21a	1	1 724 007	1	1 724 007
SOLLICITEUR GÉNÉRAL—										
Service correctionnel . . . . .	A/C	250	36 678			*	1	985 929	251	1 022 607
Gendarmerie royale du Canada . . . . .	A	33	21 937						33	21 937
TRANSPORTS—										
Ministère . . . . .	A	1 275	5 553 619						1 275	5 553 619
ANCIENS COMBATTANTS—										
Ministère . . . . .	A	237	389 163						237	389 163
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN—										
Ministère . . . . .	A	29	3 792 257						29	3 792 257
		225 817	865 953 318	115	1 034 709		15 128	19 246 328	241 060	886 234 355
LOI SUR LA FAILLITE ET L'INSOLVABILITÉ—										
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE—										
Ministère . . . . .	A	52	460 916						52	460 916
DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES—										
Ministère (Emploi et Immigration) . . . . .	A	10	42 476						10	42 476
REVENU NATIONAL—										
Ministère . . . . .	A	25 278	241 247 807						25 278	241 247 807
		25 340	241 751 199						25 340	241 751 199
LOI SUR LA COMMERCIALISATION DU CN—										
TRANSPORTS—										
Ministère . . . . .	E	1	1 101 017 008 <sup>(2)</sup>						1	1 101 017 008
LOI SUR LES GRAINS DU CANADA—										
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE—										
Ministère—										
Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains . . . . .	A	1	10 863						1	10 863
LOI SUR LA SÉCURITE DE LA VIEILLESSE—										
DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES—										
Ministère (Emploi et Immigration) . . . . .	B	520	1 014 194						520	1 014 194
LOI SUR LE PARLEMENT DU CANADA—										
PARLEMENT—										
Chambre des communes . . . . .	A	3	1 918						3	1 918



Créances—radiations ou renoncements—Fin

	Code <sup>(1)</sup>	Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Décret en conseil et autorisation du Parlement		Total		
		Nombre	Montant	Nombre	Montant	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant	Nombre	Montant
			\$		\$			\$		\$
LOI SUR LA PARTICIPATION PUBLIQUE AU CAPITAL DE PETRO-CANADA—										
FINANCES—										
Ministère .....	E	1	1 327 593 352 <sup>(3)</sup>						1	1 327 593 352
LOI SUR L'ASSURANCE-CHÔMAGE—										
DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES—										
Ministère (Emploi et Immigration) .....	A	42 160	38 921 001						42 160	38 921 001
LOI SUR LES ALLOCATIONS AUX ANCIENS COMBATTANTS—										
ANCIENS COMBATTANTS—										
Ministère .....	A	950	637 409						950	637 409
AUTRES—										
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN—										
Ministère—										
Prêts au Fonds de l'aide domiciliaire aux Indiens <sup>(4)</sup> .....	E	51	50 993						51	50 993
SOLLICITEUR GÉNÉRAL—										
Service correctionnel—										
Prêts aux libérés conditionnels <sup>(5)</sup> .....	E	528	14 766						528	14 766
		295 372	3 576 966 021	115	1 034 709		15 128	19 246 328	310 615	3 597 247 058
SOMMAIRE—										
Radiations .....	A/D	294 271	1 147 275 708	115	1 034 709		124	3 206 740	294 510	1 151 517 157
Remises (article 23 de la LGFP) .....	C						14 998	2 405 581	14 998	2 405 581
Renoncements .....	B/E	1 101	2 429 690 313				6	13 634 007	1 107	2 443 324 320
		295 372	3 576 966 021	115	1 034 709		15 128	19 246 328	310 615	3 597 247 058

<sup>(\*)</sup> Les remises d'autres dettes par décret en conseil telles que déterminées en vertu de l'article 23(1) de la LGFP. Toute information additionnelle touchant les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes commence à la page 3.2 de cette section.

<sup>(1)</sup> Voir l'introduction ci-dessus.

<sup>(2)</sup> Ce montant représente un ajustement dans les comptes du Canada, pour la différence entre la valeur comptable et le montant réalisé de la vente d'actions de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, tel qu'autorisé par le ministre conformément à la *Loi sur la commercialisation du CN*.

<sup>(3)</sup> Ce montant représente un ajustement dans les comptes du Canada, pour la différence entre la valeur comptable et le montant réalisé de la vente d'actions de Petro-Canada tel qu'autorisé par le ministre conformément à la *Loi sur la participation publique au capital de Petro-Canada*.

<sup>(4)</sup> Le crédit L51a de la *Loi des subsides n° 9 de 1966* autorise le ministre, au cours de l'exercice et des exercices subséquents, à ne pas réclamer le remboursement de la totalité ou d'une partie du montant prêté à un Indien.

<sup>(5)</sup> Le crédit L103b de la *Loi des subsides n° 9 de 1969* autorise le ministre, au cours de l'exercice et des exercices subséquents, à ne pas réclamer le remboursement de la totalité ou d'une partie du montant prêté aux libérés conditionnels pour les aider à se réhabiliter.

**Avances à justifier**

Note : Les informations sur les avances à justifier sont exigées en vertu de l'article 38(3) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

**Sommaire des avances à justifier**

Ministère et organisme	Avances à justifier au 31 mars 1996		Avances réglées en avril 1996		Avances à justifier au 30 avril 1996*	
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
<b>AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE —</b>						
Ministère .....	1 336	577 665	1 292	538 053	44	39 612
<b>AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE—</b>						
Ministère .....	9	2 338	9	2 338		
<b>PATRIMOINE CANADIEN—</b>						
Ministère (Communications) .....	941	602 811	902	572 831	39	29 980
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes ...	40	39 751	40	39 751		
Archives nationales du Canada .....	64	36 907	25	24 857	39	12 050
Office national du film .....	93	43 760	26	12 455	67	31 305
Bibliothèque nationale .....	21	10 047	12	6 572	9	3 475
Commission de la fonction publique .....	90	75 725	88	75 586	2	139
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice .....	6	13 905	6	13 905		
	<i>1 255</i>	<i>822 906</i>	<i>1 099</i>	<i>745 957</i>	<i>156</i>	<i>76 949</i>
<b>CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION —</b>						
Ministère .....	1 110	796 538	975	712 720	135	83 818
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada .....	77	67 781	75	67 331	2	450
	<i>1 187</i>	<i>864 319</i>	<i>1 050</i>	<i>780 051</i>	<i>137</i>	<i>84 268</i>
<b>ENVIRONNEMENT .....</b>	<b>1 098</b>	<b>1 039 336</b>	<b>1 071</b>	<b>1 009 256</b>	<b>27</b>	<b>30 080</b>
<b>FINANCES —</b>						
Ministère .....	80	139 785	80	139 785		
Vérificateur général .....	178	257 895	178	257 895		
Tribunal canadien du commerce extérieur .....	7	913	7	913		
Bureau du surintendant des institutions financières .....	52	15 629	52	15 629		
	<i>317</i>	<i>414 222</i>	<i>317</i>	<i>414 222</i>		
<b>PÊCHES ET OCÉANS—</b>						
Ministère .....	1 974	1 549 456	1 646	1 363 966	328	185 490
<b>AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL —</b>						
Ministère .....	3 084	7 614 873	2 955	7 290 007	129	324 866
Agence canadienne de développement international .....	238	560 986	238	560 986		
Commission mixte internationale .....	19	13 420	19	13 420		
Administration du pipe-line du Nord .....	1	75	1	75		
	<i>3 342</i>	<i>8 189 354</i>	<i>3 213</i>	<i>7 864 488</i>	<i>129</i>	<i>324 866</i>
<b>GOUVERNEUR GÉNÉRAL .....</b>	<b>7</b>	<b>2 850</b>	<b>7</b>	<b>2 850</b>		
<b>SANTÉ—</b>						
Ministère (Santé nationale et Bien-être social) .....	1 170	612 662	984	560 463	186	52 199
Conseil de recherches médicales .....	4	5 595	3	2 257	1	3 338
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés .....	2	740	2	740		
	<i>1 176</i>	<i>618 997</i>	<i>989</i>	<i>563 460</i>	<i>187</i>	<i>55 537</i>
<b>DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES —</b>						
Ministère (Emploi et Immigration) .....	3 517	2 193 577	3 298	2 124 804	219	68 773
Conseil canadien des relations du travail .....	7	7 900	7	7 900		
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs .....	1	800	1	800		
	<i>3 525</i>	<i>2 202 277</i>	<i>3 306</i>	<i>2 133 504</i>	<i>219</i>	<i>68 773</i>
<b>AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN —</b>						
Ministère .....	825	518 020	752	450 895	73	67 125
Commission canadienne des affaires polaires .....	4	8 600	4	8 600		
	<i>829</i>	<i>526 620</i>	<i>756</i>	<i>459 495</i>	<i>73</i>	<i>67 125</i>

Avances à justifier—Suite

Sommaire des avances à justifier—Suite

Ministère et organisme	Avances à justifier au 31 mars 1996		Avances réglées en avril 1996		Avances à justifier au 30 avril 1996*	
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
<b>INDUSTRIE—</b>						
Ministère .....	1 673	1 388 762	1 569	1 306 956	104	81 806
Agence spatiale canadienne.....	195	230 607	133	120 275	62	110 332
Bureau fédéral de développement régional (Québec) .....	74	35 738	72	35 418	2	320
Conseil national de recherches du Canada .....	184	275 559	179	270 478	5	5 081
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie .....	3	3 708	2	3 073	1	635
Conseil de recherches en sciences humaines .....	3	3 600			3	3 600
Statistique Canada .....	696	379 381	691	372 638	5	6 743
	2 828	2 317 355	2 646	2 108 838	182	208 517
<b>JUSTICE—</b>						
Ministère .....	332	209 545	308	200 096	24	9 449
Commission canadienne des droits de la personne .....	33	11 322	33	11 322		
Commissaire à la magistrature fédérale.....	528	1 062 085	385	787 329	143	274 756
Cour fédérale du Canada .....	68	22 428	68	22 428		
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada .....	5	1 850	5	1 850		
Cour suprême du Canada .....	1	1 000	1	1 000		
Cour canadienne de l'impôt .....	11	6 450	11	6 450		
	978	1 314 680	811	1 030 475	167	284 205
<b>DÉFENSE NATIONALE—</b>						
Ministère .....	15 588	21 861 813	12 412	16 882 479	3 176	4 979 334
Protection civile Canada .....	31	15 150	31	15 150		
	15 619	21 876 963	12 443	16 897 629	3 176	4 979 334
<b>REVENU NATIONAL.....</b>	<b>3 140</b>	<b>1 998 629</b>	<b>3 068</b>	<b>1 951 309</b>	<b>72</b>	<b>47 320</b>
<b>RESSOURCES NATURELLES—</b>						
Ministère .....	844	729 726	828	711 704	16	18 022
Commission de contrôle de l'énergie atomique .....	118	124 611	118	124 611		
Office national de l'énergie.....	80	63 167	80	63 167		
	1 042	917 504	1 026	899 482	16	18 022
<b>PARLEMENT—</b>						
Sénat.....		6 050		6 050		
Chambre des communes .....	26	27 334	26	27 334		
	26	33 384	26	33 384		
<b>CONSEIL PRIVÉ—</b>						
Ministère .....	142	127 872	142	127 872		
Centre canadien de gestion .....	20	82 988	20	82 988		
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes .....	9	3 695	9	3 695		
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports .....	85	44 075	7	4 450	78	39 625
Directeur général des élections.....	32	247 287	21	223 474	11	23 813
Commissaire aux langues officielles .....	20	14 362	20	14 362		
Commission des relations de travail dans la fonction publique .....	26	12 719	15	11 150	11	1 569
	334	532 998	234	467 991	100	65 007
<b>TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX—</b>						
Ministère (Travaux publics et Approvisionnements et Services) .....	880	558 507	857	528 436	23	30 071
<b>SOLLICITEUR GÉNÉRAL—</b>						
Ministère .....	44	16 076	42	15 369	2	707
Service canadien du renseignement de sécurité .....	1	700 000	1	700 000		
Service correctionnel .....	1 818	923 659	1 810	907 481	8	16 178
Commission nationale des libérations conditionnelles .....	30	35 915	30	35 915		
Gendarmerie royale du Canada.....	3 271	7 669 350	3 271	7 669 350		
	5 164	9 345 000	5 154	9 328 115	10	16 885

## Avances à justifier—Fin

## Sommaire des avances à justifier—Fin

Ministère et organisme	Avances à justifier au 31 mars 1996		Avances réglées en avril 1996		Avances à justifier au 30 avril 1996*	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
		\$		\$		\$
TRANSPORTS—						
Ministère .....	2 016	1 790 210	1 702	1 575 200	314	215 010
Office national des transports .....	48	55 671	48	55 671		
	2 064	1 845 881	1 750	1 630 871	314	215 010
CONSEIL DU TRÉSOR—						
Secrétariat .....	64	61 242	64	61 242		
ANCIENS COMBATTANTS .....	265	235 836	254	225 557	11	10 279
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN .....	55	23 083	55	23 083		
Total .....	48 514	57 871 402	43 143	51 064 052	5 371	6 807 350

\* Le détail sur les avances à justifier au 30 avril 1996 n'est plus publié.

**Pertes de fonds et de biens publics**

Note : Les informations sur les pertes de fonds et de biens publics sont exigées en vertu de l'article 79 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

**Pertes de recettes suite à une fraude ou à une fausse représentation intentionnelle—Découvertes ou détectées en 1995-1996**

Brève description de l'incident	Nombre d'incidents	Montant de la perte	Montant recouvré en 1995-1996	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		\$	\$	\$	\$
REVENU NATIONAL					
Perte de recettes par un employé .....	1	14 658	7 787	6 871	

## Pertes de fonds et de biens publics—Suite

## Pertes de fonds publics attribuables à une infraction, un acte illégal ou un accident—Survenues ou découvertes en 1995-1996

Brève description de la perte	Imputée au crédit de 1995-1996	Montant de la perte	Montant recouvré en 1995-1996	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		\$	\$	\$	\$
<b>AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE</b>					
<b>Ministère</b>					
Déficits de caisse .....	1	738		738	
Vol de la petite caisse .....	1	546		546	
Vol de recettes .....	1	334		334	
Vol de chèques de voyage .....	1	400	400		
Réclamations fausses ou frauduleuses pour des subventions et des contributions .....		140 100		136 350	3 750
<b>PATRIMOINE CANADIEN</b>					
<b>Ministère (Communications)</b>					
Vol de la petite caisse au bureau régional— Pacifique Yukon .....	1	229		229	
Vol d'argent au Parc national de Banff .....	25	1 200		1 200	
Résultat net des déficits et des bénéfices de caisse .....	25	1 585		1 585	
Estimation de cartes de crédit irrécouvrables <sup>(1)</sup> .....	25	9 265		9 265	
Perte sur les opérations par cartes de crédit <sup>(2)</sup> .....	25	26 000	25 000	1 000	
Vol de code d'autorisation pour appel résultant de charges téléphoniques frauduleuses .....		14 664		14 664	
Vol de numéro d'autorisation de voyages résultant à un usage frauduleux .....		805		805	
<b>Office national du film</b>					
Vol de monnaie de la petite caisse au bureau de Montréal .....	115	300		300	
<b>Bibliothèque nationale</b>					
Vol de recettes .....		873		873	
<b>CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION</b>					
<b>Ministère</b>					
Perte de la petite caisse .....	15	200		200	
Déficits de caisse .....	15	785	25	560	200
Déficits de cautionnement en espèces .....	15	5 000		5 000	
Déficits de prêt de transport .....	15	60		60	
Frais non perçus .....	15	100		100	
Fausse monnaie .....	15	185		185	
<b>ENVIRONNEMENT</b>					
Vol de la petite caisse au Centre sur la science environnemental situé au nord de Vancouver (C-B) .....	1	362		362	
<b>PÊCHES ET OCÉANS</b>					
<b>Ministère</b>					
Déficit de caisse .....		65		65	
Usage frauduleux de la carte MasterCard du gouvernement du Canada .....	1	7 618		7 618	
Vol de la petite caisse au bureau d'Edmonton .....	1	94		94	
<b>AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL</b>					
<b>Ministère</b>					
Recettes de notes frauduleuses par les missions .....	1	852		852	
Vol des fonds de mission .....	1	46 004		3 114	42 890
Perte des fonds de mission .....	1	1 182	949	192	41
Offre écrite falsifiée .....	1	132	132		
Demandes frauduleuses de remboursement de frais de voyage .....	1	14 256	11 956		2 300
Endossement falsifié d'instruments de paiement .....	1	9 048			9 048
<b>Agence canadienne de développement international</b>					
Réclamation frauduleuse pour paiements de contributions en Afrique .....		160 000		160 000	
<b>SANTÉ</b>					
<b>Ministère (Santé nationale et Bien-être social)</b>					
Encaissements .....	1	7 072	2 200	2 272	2 600

DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

**Ministère (Emploi et Immigration)**

Vol—Petite caisse au bureau de la sécurité du revenu de Charlottetown .....	25	161		161	
Perte inexplicable de la petite caisse :					
Caisse régionale .....	5	47		47	
Montréal centre-ville .....	5	16		16	
Montréal Papineau CEC .....	5	10		10	
Longueuil CEC .....	5	20	20		
Réclamations falsifiées de petite caisse .....	98	123			123
Demandes frauduleuses de remboursement de frais de voyage .....	1	339			339
Perte de recettes due à la négligence, Woodstock CEC .....	9	40			40
Perte de recettes due à la négligence, Willowdale CEC .....	5	380			380
Perte de la petite caisse—Downsview CEC .....	98	125		125	
Demandes falsifiées de paiements de contribution pour					
Programmes de formation (2 cas) .....	10	63 551			63 551
Déficits de caisse .....	3	494		494	
Déficits de fonds de caisse .....	1	10		10	
Perte de la petite caisse—Penticton CEC .....	5	148		148	
Perte de la petite caisse—Langley CEC .....	5	127		127	
Déficits de caisse .....	9	30		30	
Perte de la petite caisse—Programme du travail de la C-B .....	15	65		65	
Réclamations frauduleuses pour prestations :					
Sécurité de vieillesse .....	Statutaire	558 177	14 130		544 047
Régime de pensions du Canada .....	Statutaire	724 248	23 965		700 283
Prestations d'assurance-chômage .....		168 374 825	50 446 344	4 580 825	113 347 656

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

**Ministère**

Vol de la petite caisse—Région du quartier général .....	(3)	65		65	
Vol d'avance de voyage—Région du quartier général (2 cas) .....	(3)	397	397		
Vol de carte de crédit et de billets de taxi .....	(3)	100			100
Vol de chèques de voyage American Express—Région de la Colombie-Britannique .....	(3)	4 500			4 500
Vol de la petite caisse—Région du Yukon .....	(3)	25		25	
Vol de recettes—Région du Yukon .....	(3)	212	122	90	

INDUSTRIE

**Agence spatiale canadienne**

Chèques de voyage American Express manquants et encaissés—Station spatiale .....	40	540		540	
--	----	-----	--	-----	--

## Pertes de fonds et de biens publics—Suite

## Pertes de fonds publics attribuables à une infraction, un acte illégal ou un accident—Survenues ou découvertes en 1995-1996—Suite

Brève description de la perte	Imputée au crédit de 1995-1996	Montant de la perte	Montant recouvré en 1995-1996	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		\$	\$	\$	\$
<b>DÉFENSE NATIONALE</b>					
<b>Ministère</b>					
Réclamation frauduleuse pour indemnités d'affectation et pour dépenses de déplacement, BFC Valcartier .....		3 191			3 191
Avances frauduleuses de service en déplacement sans troupes détenues par le caissier, BFC Halifax .....		17 850			17 850
Différence dans une avance de fonds, CCUNPF Primosten .....		17 857			17 857
Réclamation frauduleuse de déménagement, Escadre 8 Trenton .....		2 730	2 730		
Vol de recettes d'un magasin de vêtements, BFC Toronto .....		115			115
Vol dans une avance permanente, BFC Edmonton .....		7 395			7 395
Avances frauduleuses de service en déplacement sans troupes détenues par le caissier, SFC St Johns .....		47 100			47 100
Recettes frauduleuses de réclamation collective soumise par un membre, Escadre 8 Trenton .....		40 995	40 995		
Vol dans une avance permanente, Escadre 17 Winnipeg .....		570	570		
Vol dans une avance permanente, «CTCHQ» Gagetown .....	1	30		30	
Différence dans une avance permanente, BFC Montréal .....	1	2 046		2 046	
Fausse monnaie des États-Unis, «CCUNPF» Primosten .....	1	124		124	
Avances de voyage frauduleuses, Escadre 15 Moose Jaw .....		2 200	2 200		
Modification frauduleuse à un chèque «CDBA» par un membre, BFC Kingston .....		200	200		
Endossement frauduleux à un chèque «CDBA», BFC Edmonton .....		271	271		
Vol dans une avance permanente, BFC Kingston .....		1 400			1 400
Réclamation frauduleuse de voyage soumise par un membre, BFC Kingston .....		5 689			5 689
Fausse monnaie allemande, «CCONPROFOR» Camp Polom .....	1	189		189	
Vol de la petite caisse, BFC Toronto .....		285			285
Vol d'une avance permanente, Escadre 8 Trenton .....	1	149		149	
Différence dans une avance permanente, «GRN» Saint-Jean .....		44			44
Différence dans une avance permanente, NCSM Iroquois .....		50			50
Différence dans l'argent détenu par le caissier, «GRN» Saint-Jean .....		106			106
Différence dans l'argent détenu par le sous-caissier, «CTCHQ» Gagetown .....		100			100
Différence dans les avances permanentes, ELFC (W) .....		5 391			5 391
Déficits de caisse : Total brut des déficits .....		2 569		2 569	
<b>REVENU NATIONAL</b>					
Déficits de caisse : (total brut des déficits : 6 184 \$; total brut des bénéfices : 5 991 \$) .....	1	6 184		6 184	
Usage frauduleux du service téléphonique du gouvernement (3 cas) .....		6 152	6 152		
Demandes frauduleuses de remboursement de frais de voyage (2 cas) .....		831	831		
Réclamation frauduleuse d'allocation spéciale pour enfants .....		8 449	4 088		4 361
Perte d'argent .....		1 173		1 173	
Vol d'avance de voyage .....		771	485	286	
Émission frauduleuse d'un chèque par un employé pour une prestation fiscale pour enfants .....		2 988			2 988
Évasion fiscale de la part d'un inspecteur .....		27	27		
Émission frauduleuse de chèque .....		2 818	322		2 496
<b>RESSOURCES NATURELLES</b>					
<b>Ministère</b>					
Vol de la petite caisse .....		119			119
<b>TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX</b>					
<b>Ministère (Travaux publics et Approvisionnements et Services)</b>					
Vol de la petite caisse au Complexe Guy Favreau .....	4	392		392	
Vol de la petite caisse, RCN et quartier général .....	5	399		399	
Vol d'un remboursement de voyage .....	5	97		97	
Utilisation non autorisée d'une carte d'appel du gouvernement .....	5	2 028	2 028		
Utilisation non autorisée de la carte de crédit ministérielle et de matériel procurant des biens pour usage non lié au travail et usage personnel .....	4	94 257 <sup>(4)</sup>			94 257



**Pertes de fonds et de biens publics—Suite**

**Pertes de fonds publics attribuables à une infraction, un acte illégal ou un accident—Survenues ou découvertes en 1995-1996—Fin**

Brève description de la perte	Imputée au crédit de 1995-1996	Montant de la perte	Montant recouvré en 1995-1996	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		\$	\$	\$	\$
<b>Receveur général—Direction du contrôle du remboursement des chèques</b>					
Chèques du receveur général incluant les mandats d'assurance-chômage et les chèques de la Banque du Canada—					
Endossements faux (14 598 cas) .....		4 600 237	4 475 849	124 388	
Endossements irréguliers (453 cas) .....		220 832	219 038	1 794	
Non endossés (934 cas) .....		381 730	326 891	54 839	
Autres (2 888 cas) .....		4 872 858	4 841 590	31 268	
Comptes de banque des ministères—					
Endossements faux (2 cas) .....		331	331		
Autres (10 cas) .....		1 754	1 754		
<b>SOLLICITEUR GÉNÉRAL</b>					
<b>Ministère</b>					
Perte de la petite caisse .....	1	106		106	
<b>Service canadien du renseignement de sécurité</b>					
Vol de la petite caisse .....	1	1 000		1 000	
<b>Service correctionnel</b>					
Déficit de la petite caisse .....	15	26		26	
Vol d'argent du fonds en fiducie des détenues (2 cas) .....	15	225		225	
Déficit net de caisse (déficit brut 205 \$) .....	15	205		205	
Perte de la petite caisse (non imputé au crédit) .....		221		221	
Perte d'avance permanente de déplacement .....	15	750		750	
<b>Gendarmerie royale du Canada</b>					
Perte de monnaie en exposition .....	1	31		31	
Perte d'argent—Certificat d'acquisition d'armes à feu .....	1	50	50		
Perte d'argent— Amende (2 cas) .....	1	638		138	500
Vol d'argent provenant des effets personnels d'un prisonnier (2 cas) .....	1	535		535	
Destruction accidentelle de monnaie en exposition .....	1	878		878	
<b>TRANSPORTS</b>					
<b>Ministère</b>					
Vol d'argent—Parcomètres .....		100 973	772	100 201	
Encaissement de fausse monnaie .....		40		40	
<b>ANCIENS COMBATTANTS</b>					
Réclamations fausses ou frauduleuses de prestations d'allocations aux anciens combattants .....					
		61 330			61 330
Endossement faux ou frauduleux de chèques de pensions d'invalidité suite au décès du bénéficiaire .....					
		71 625	5 094		66 531
Réclamations frauduleuses de prestations liées au programme pour l'autonomie des anciens combattants .....					
		1 040			1 040
Réclamation frauduleuse pour dépenses de déplacement d'anciens combattants .....					
		5 566			5 566
		180 855 568	60 464 961	5 263 200	115 127 407

(1) Les erreurs se sont produites lors de transactions manuelles de cartes de crédit par appels téléphoniques ou par suite d'une panne d'électricité.  
 (2) Suite à une erreur de programmation, des transactions sur cartes de crédit ont été traitées comme crédits au lieu de débits. Les clients ont été par la suite débités deux fois, mais un montant de 1 000 \$ n'a pas été recouvert.  
 (3) La perte a été découverte au cours de l'exercice, mais sera imputée au crédit de l'exercice suivant.  
 (4) Puisqu'une enquête de la GRC est en cours, ce montant estimatif a été rapporté comme recouvrable même si le recouvrement est inconnu pour l'instant.

Pertes de fonds et de biens publics—*Suite*

## Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal—Survenues ou découvertes en 1995-1996

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 1995-1996	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
<b>AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE</b>				
<b>Ministère</b>				
Dommages (vandalisme) à une propriété ministérielle et à des édifices.....	11 725		11 725	
Dommages (vandalisme) à des véhicules du gouvernement.....	5 924		5 924	
Vol d'équipement d'ordinateur et de logiciel.....	78 570		78 570	
Vol de réservoirs de propane.....	100		100	
Vol de bois.....	400		400	
Vol d'un véhicule du gouvernement.....	15 700		15 700	
Vol d'enjoliveurs à des véhicules du gouvernement.....	80		80	
Vol de luminaires.....	1 000		1 000	
Vol d'équipement de télécommunications.....	7 207		7 207	
Vol de chaises et calculatrices.....	820		820	
Vol de balance.....	3 950		3 950	
Vol de décalques—Assurance.....	18		18	
Vol d'un magnétoscope à vidéocassettes.....	500		500	
Vol d'un porte-documents.....	250		250	
Vol d'un billet d'avion.....	1 661	1 661		
Vol d'équipement technique.....	2 900			2 900
<b>PATRIMOINE CANADIEN</b>				
<b>Ministère (Communications)</b>				
Vol d'un dictaphone.....	190		190	
Vol d'équipement d'ordinateur.....	50 200		50 200	
Vol d'un camion avec pompe manuelle.....	970		970	
Vol d'une distributrice de café.....	3 219		3 219	
Vol d'enseignes (3 cas).....	700		700	
Vol de mégaphone et de lunettes d'approche.....	351		351	
Vol d'un ordinateur.....	3 126		3 126	
Vol d'un canot.....	1 400		1 400	
Vol de matériel d'extinction du feu.....	250		250	
Vandalisme à une propriété gouvernementale, Région de l'Atlantique (25 cas).....	5 310		5 310	
Vandalisme à une billetterie et à un centre récréatif, Région de Québec.....	100		100	
Vol d'un microphone et d'un télécopieur.....	1 609		1 609	
Vol d'un téléphone.....	200		200	
Vol de deux ordinateurs, photocopieuse et télécopieur.....	9 000		9 000	
Vandalisme—Fenêtres brisées, Région de Québec.....	3 110		3 110	
Vandalisme—Fenêtres et toilettes brisées, Région de Québec.....	1 415		1 415	
Vol d'un pieu à compactage.....	2 650		2 650	
Vol d'un extincteur.....	200		200	
Vol d'une thermopompe.....	8 000		8 000	
Vol d'un tuyau en aluminium.....	800		800	
Vol d'un radio.....	1 000		1 000	
Vol de bois de chauffage.....	50		50	
Vol de matériel électrique d'éclairage.....	250		250	
Vol d'un pédalo, chaîne et serrure.....	1 200		1 200	
Vandalisme à une porte vitrée, Région de Québec.....	450		450	
Vol d'un système d'éclairage mural.....	3 100		3 100	
Vandalisme aux fenêtres du Centre du Parc Cartier-Brébeuf.....	170		170	
Vol d'un luminaire de l'édifice administratif du district de Québec.....	500		500	
Vol d'outils manuels variés.....	1 491		1 491	
Vol d'outils manuels de puissance, scies, pompes.....	3 950		3 950	
Vol de deux tondeuses à gazon.....	744		744	
Vol de trois tondeuses à siège.....	8 800		8 800	
Vol de deux moteurs hors-bord.....	4 761		4 761	

**Pertes de fonds et de biens publics—Suite**

**Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal—Survenues ou découvertes en 1995-1996—Suite**

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 1995-1996	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
Vol d'un télescope à puissance .....	4 700		4 700	
Vol d'ordinateurs portatifs (3 cas) .....	10 339		10 339	
Vol d'un compteur de personnes .....	2 800		2 800	
Vol de vêtements divers .....	128		128	
Vol d'un magnétoscope à vidéocassettes .....	500		500	
Vol d'une caméra vidéo .....	3 500		3 500	
Vol d'un ordinateur portatif désuet .....	750		750	
Vol d'une caméra .....	810		810	
Vol d'une imprimante .....	800		800	
Perte de caméra .....	829		829	
<b>Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes</b>				
Vol d'un appareil téléphonique du CRTC .....	100		100	
Vol d'une carte principale et d'une unité centrale de traitement .....	850		850	
Vol d'un ordinateur portatif .....	3 500		3 500	
Vol de 5 puces de mémoire .....	3 500		3 500	
Vol de dictionnaire électronique français\anglais Harrap .....	203		203	
Vol de 2 talkies-walkies Motorola .....	3 000		3 000	
Destruction de 3 serrures Uican sur portes vitrées .....	900		900	
Vol d'une radio am\fm Sony .....	100		100	
<b>Archives nationales du Canada</b>				
Vol de matériel informatique .....	17 395		17 395	
Vol de petits outils .....	200		200	
Vol de fournitures de bureau .....	189		189	
Vol de couvertures de transport .....	300		300	
Vol d'une plaque d'amarrage .....	300		300	
<b>Office national du film</b>				
Vol d'un ordinateur PowerMac .....	6 500	1 500	5 000	
Vol d'un moniteur couleur Apple .....	1 200		1 200	
Vol d'une enregistreuse VHS .....	575		575	
Vol d'un multi-système VHS Hitachi .....	825		825	
Vol d'un téléviseur Sony (2 cas) .....	2 023		2 023	
Vol d'un VHS Hitachi .....	329		329	
Vol d'un téléviseur Hitachi .....	420		420	
Vol d'un agenda électronique Sharp .....	490		490	
Vol d'un étui en cuir .....	40		40	
Vol d'un trépied Veltron pour vidéo .....	75		75	
Vol de 2 téléphones .....	160		160	
Vol d'une machine à écrire Selectric .....	558		558	
Vol d'un magnétoscope à vidéocassettes Sony (4 cas) .....	8 326		8 326	
Vol d'une enregistreuse Sony .....	1 595		1 595	
Vol d'un projecteur Hortson .....	29 601		29 601	
Vol d'un fichier à plan d'engagement .....	608		608	
Vol d'un chariot .....	758		758	
Vol d'un système de précision .....	7 939		7 939	
Vol de moniteurs de télévision Sony (2 cas) .....	3 655		3 655	
Vol d'un terminal VT 320 .....	768		768	
Vol d'une unité de décodeur Superprint 400E .....	714		714	
Vol d'un amplificateur Bryston Pro .....	858		858	
Vol d'une enregistreuse Sony .....	780		780	
Vol d'une imprimante Toshiba .....	3 134		3 134	
Vol d'un «Blonder Tongue» .....	1 399		1 399	
Vol d'un terminal d'ordinateur .....	1 928		1 928	
Vol d'un terminal VT 220 .....	1 448		1 448	
Vol d'un moniteur de télévision .....	549		549	
Vol d'un magnétoscope à vidéocassettes VHS .....	550		550	

Pertes de fonds et de biens publics—*Suite*Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal—Survenues ou découvertes en 1995-1996—*Suite*

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 1995-1996	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
<b>Bibliothèque nationale</b>				
Vol de matériel informatique .....	12 800		12 800	
Vol d'un congélateur sur pied .....	798		798	
Vol de téléphones .....	525		525	
Vol de fournitures de bureau .....	1 130		1 130	
<b>Commission de la fonction publique</b>				
Vol d'outils .....	160		160	
Vol d'ordinateurs personnels .....	19 747		19 747	
Vol de matériel technique .....	305		305	
Vol d'un ordinateur portatif .....	3 000		3 000	
<b>CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION</b>				
<b>Ministère</b>				
Perte d'un téléphone .....	160		160	
Perte d'un magnétoscope à vidéocassettes .....	300		300	
Perte de fourniture/ameublement .....	4 000	4 000		
Vol d'une imprimante au laser .....	1 780		1 780	
Vol d'un téléphone .....	160		160	
Vol de matériel technique .....	5 300		5 300	
Vol d'outils .....	45		45	
Vol d'imprimante d'étiquettes .....	300		300	
Vol d'ordinateurs portatifs .....	28 400		28 400	
Vol de matériel informatique .....	61 991		61 991	
<b>Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada</b>				
Vol d'un magnétoscope, calculatrice et trois microphones .....	640		640	
Vol d'un CPU, moniteur, d'un clavier, d'une souris et d'un modem .....	3 000		3 000	
<b>ENVIRONNEMENT</b>				
Vol d'un ordinateur et du matériel informatique (incluant un ordinateur portatif) .....	68 380		68 380	
Vol de matériel .....	16 775	300	16 475	
Vol d'un véhicule .....	65 700	61 440	4 260	
Vol d'un bateau .....	50 000 <sup>(1)</sup>		25 000	25 000
Entrée par infraction dans un véhicule et vol de matériel .....	24 075		24 075	
Vandalisme à un véhicule .....	4 650		4 650	
Vol d'un téléphone et d'un télécopieur (incluant un téléphone cellulaire) ..	7 215		7 215	
<b>FINANCES</b>				
<b>Ministère</b>				
Vol d'ordinateurs personnels .....	2 265		2 265	
Perte d'un télécopieur .....	1 200		1 200	
<b>Vérificateur général</b>				
Vol de micro-ordinateurs .....	20 201		20 201	
<b>PÊCHES ET OCÉANS</b>				
<b>Ministère</b>				
Vol d'ordinateur et de matériel informatique .....	88 706	7 910	80 796	
Vol d'équipement radio, d'un magnétoscope et accessoires .....	9 887		9 887	
Vol d'équipement de plongée .....	2 265		2 265	
Vol d'outils et d'équipement .....	5 800		5 800	
Vol de moteurs .....	11 801		11 801	
Vol d'équipement de bureau et de fournitures .....	525		525	
Vol d'équipement scientifique .....	12 261		12 261	
Vol de 3 intercepteurs solaires .....	6 600		6 600	
Vol de 6 contenants .....	34 608		34 608	

**Pertes de fonds et de biens publics—Suite**

**Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal—Survenues ou découvertes en 1995-1996—Suite**

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 1995-1996	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
<b>AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL</b>				
<b>Ministère</b>				
Vol d'ordinateurs portatifs . . . . .	13 200		13 200	
Vol de véhicules . . . . .	30 000		30 000	
Vol de pièces d'ordinateur . . . . .	46 300		46 300	
Vol d'inventaire d'un entrepôt . . . . .	17 000		17 000	
Perte d'imprimante lors du transport . . . . .	3 000		3 000	
Vol d'un téléphone cellulaire portatif . . . . .	400		400	
Vol d'équipement de garage . . . . .	3 100		3 100	
Vol d'une calculatrice . . . . .	60		60	
Vol d'une coutellerie . . . . .	600		600	
Perte de pièces d'art . . . . .	23 906		23 906	
<b>Agence canadienne de développement international</b>				
Ordinateur portatif volé lors du prêt à un employé . . . . .	4 000		4 000	
Ordinateur portatif volé lors d'un voyage d'affaires . . . . .	5 195		5 195	
Ordinateur portatif perdu—Possiblement volé au bureau . . . . .	6 000		6 000	
Talkies-walkies perdus—Possiblement volés au bureau . . . . .	2 875		2 875	
Puces de mémoire volées dans les ordinateurs de bureau (5 cas) . . . . .	4 240		4 240	
Disque dur volé . . . . .	880		880	
Vol d'ordinateur de bureau . . . . .	3 278		3 278	
Téléphones manquants (9 cas) . . . . .	1 800		1 800	
<b>SANTÉ</b>				
<b>Ministère (Santé nationale et Bien-être social)</b>				
Vol d'ordinateurs portatifs (2 cas) . . . . .	5 600		5 600	
Vol d'une imprimante . . . . .	700		700	
Vol d'enjoliveurs de voiture . . . . .	120		120	
Vol d'équipement de traitement de texte électronique . . . . .	25 000		25 000	
Vandalisme à la résidence «Health Canada Nursing» . . . . .	1 077	1 077		
<b>DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES</b>				
<b>Ministère (Emploi et Immigration)</b>				
<b>TERRE-NEUVE</b>				
Vandalisme et vol de pièces d'auto . . . . .	4 267		4 267	
<b>NOUVEAU-BRUNSWICK</b>				
Vol d'une voiture du gouvernement, Frédéricton . . . . .	16 800		16 800	
Vol d'une voiture du gouvernement, Moncton, retrouvée mais dommages encourus . . . . .	6 400		6 400	
<b>NOUVELLE-ÉCOSSE</b>				
Vol de micro-ordinateurs . . . . .	20 554		20 554	
<b>QUÉBEC</b>				
Vol d'imprimante au laser . . . . .	1 965		1 965	
Vol de magnétoscope . . . . .	250		250	
Vol de 25 micro-ordinateurs . . . . .	63 885		63 885	
Vol de guichet-emploi . . . . .	2 600		2 600	
Vol de téléviseur/magnétoscope . . . . .	1 500		1 500	
Vol de télécopieur . . . . .	600		600	
Vol de projecteur . . . . .	15 525		15 525	
Vol de logiciels . . . . .	965		965	
Vol de téléphone cellulaire . . . . .	670		670	
<b>ONTARIO</b>				
Vol de micro-ordinateurs et matériel connexe . . . . .	47 280		47 280	
Vol de magnétoscope à vidéocassettes (Weston CEC) . . . . .	350		350	
Vol de téléphone cellulaire (Toronto Centre CEC) . . . . .	150		150	

Pertes de fonds et de biens publics—*Suite*Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal—Survenues ou découvertes en 1995-1996—*Suite*

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 1995-1996	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
Vol de téléphone (rue Bank CEC) . . . . .	350		350	
Vol d'agenda (RQG—Services financiers) . . . . .	100		100	
Vol de camera Polaroid (RQG—Gestion d'installations) . . . . .	350		350	
Entrée par effraction : Dommages (Pickering CEC) . . . . .	350		350	
Entrée par effraction : Dommages (Milton CEC) . . . . .	200		200	
Entrée par effraction : Dommages (Scarborough sud CEC) . . . . .	1 500		1 500	
Vandalisme : Dommages (Hamilton CEC) . . . . .	245		245	
Vandalisme : Dommages (Simcoe CEC) . . . . .	250		250	
<b>ALBERTA</b>				
Entrée par effraction . . . . .	29 000		29 000	
Vandalisme—Édifice . . . . .	1 000		1 000	
<b>COLOMBIE-BRITANNIQUE</b>				
Programme d'assurance et d'emploi—				
Vandalisme d'un véhicule du gouvernement . . . . .	277		277	
Vol de 2 ordinateurs . . . . .	6 000		6 000	
Vol de 3 imprimantes . . . . .	4 700		4 700	
Vol d'un micro-ordinateur . . . . .	2 200		2 200	
Vol d'un ordinateur portatif . . . . .	2 500		2 500	
Vol d'un téléphone sans fil AT&T . . . . .	220		220	
Programme sécuritaire de revenu—				
Vol d'un ordinateur portatif . . . . .	3 200		3 200	
Vol de 2 ordinateurs Mind (2 moniteurs, 2 CPU, 2 claviers, haut-parleurs, etc) . . . . .	4 475		4 475	
Vol d'une imprimante couleur Epson . . . . .	400		400	
Vol d'un ordinateur portatif . . . . .	3 000		3 000	
Vol d'une caméra Nikon et de lentilles . . . . .	200		200	
Quartiers généraux nationaux—				
Vol d'un téléviseur Sony . . . . .	502		502	
Vol d'un magnétoscope à vidéocassettes JVC . . . . .	348		348	
Vol d'un téléviseur Samsung . . . . .	450		450	
<b>AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN</b>				
<b>Ministère</b>				
Vol de micro-ordinateurs (quartier général, Québec, Alberta et la région de la Colombie-Britannique) . . . . .	66 503	3 150	38 982	24 371
Vol d'équipement téléphonique (quartier général et la région de la Colombie-Britannique) . . . . .	3 899		3 899	
Vol de matériel informatique (quartier général et la région de la Colombie-Britannique) . . . . .	9 066		8 027	1 039
Vol d'équipement de bureau (quartier général et la région de la Colombie-Britannique) . . . . .	2 040		2 040	
Vol d'équipement électrique (région du Yukon) . . . . .	11 200	525		10 675
Vol de sacs de couchage (région du Yukon) . . . . .	3 100		3 100	
Vol d'équipement technique (région du Yukon) . . . . .	1 110			1 110
Vol de fusils de chasse (région du Yukon) . . . . .	700			700
<b>INDUSTRIE</b>				
<b>Ministère</b>				
Vol d'ordinateurs (12 cas) . . . . .	41 508		41 508	
Vol de disques durs d'ordinateur . . . . .	706		706	
Vol de puces d'ordinateur (2 cas) . . . . .	10 200		10 200	
Vol de puces et de matériel informatique . . . . .	2 000		2 000	
Vol de pièces d'un véhicule au bureau régional d'Edmonton . . . . .	1 000		1 000	
Vol d'ordinateur au bureau d'Halifax . . . . .	2 000		2 000	

**Pertes de fonds et de biens publics—Suite**

**Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal—Survenues ou découvertes en 1995-1996—Suite**

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 1995-1996	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
Vol d'une caméra au bureau régional de Saskatoon . . . . .	50		50	
Vol d'un magnéscope à vidéocassettes . . . . .	349		349	
Vol de mémoires d'ordinateur (23 cases) . . . . .	35 444		35 444	
Vol de téléphones (5 cas) . . . . .	900		900	
Vol d'un ordinateur portatif (6 cas) . . . . .	26 676		26 676	
Vol d'un convertisseur de télévision . . . . .	120		120	
Vol d'un modem télécopieur . . . . .	270		270	
Vol de matériel informatique (2 cas) . . . . .	5 170		5 170	
Vol d'un CPU (3 cas) . . . . .	4 503		4 503	
Vol d'une puce d'un CPU . . . . .	350		350	
Vol d'un téléphone cellulaire . . . . .	485		485	
Vandalisme à un véhicule . . . . .	8 000		8 000	
Vol d'un modem . . . . .	300		300	
Vol de piles pour téléphone cellulaire . . . . .	100		100	
Vol d'un téléphone cellulaire . . . . .	499		499	
Vol d'une machine à écrire . . . . .	572		572	
Vol d'un télécopieur . . . . .	1 500		1 500	
Vol de serveurs et de disques compacts . . . . .	47 499		47 499	
Vol de disques durs et de matériel informatique . . . . .	3 000	3 000		
<b>Agence spatiale canadienne</b>				
Deux téléphones manquants au Département Sciences Spaciales—Ottawa . . . . .	240		240	
<b>Bureau fédéral de développement régional (Québec)</b>				
Vol d'un téléphone cellulaire . . . . .	1 500		1 500	
<b>Conseil national de recherches du Canada</b>				
Vol d'ordinateurs (5 cas) . . . . .	162 291		162 291	
Vol d'outils pour ordinateurs . . . . .	3 204		3 204	
Vol d'ordinateurs portatifs (2 cas) . . . . .	18 408		18 408	
Vol d'ordinateur et de caméra . . . . .	4 000		4 000	
Vol de caméra . . . . .	7 200		7 200	
Vol de téléviseur et magnéscope à vidéocassettes . . . . .	3 500	3 500		
Vol d'outils . . . . .	1 111		1 111	
Vol d'ameublement . . . . .	3 419		3 419	
<b>Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie</b>				
Vol d'un ordinateur portatif . . . . .	8 000		8 000	
<b>JUSTICE</b>				
<b>Ministère</b>				
Vol de micro-ordinateur . . . . .	2 396		2 396	
Vol de micro-ordinateur portatif . . . . .	3 271		3 271	
<b>Commission canadienne des droits de la personne</b>				
Vol de 2 micro-ordinateurs . . . . .	5 500		5 500	
<b>DÉFENSE NATIONALE</b>				
<b>Ministère</b>				
Vol de matériel informatique . . . . .	9 292		9 292	
Vol de vêtement . . . . .	11 787	625	11 162	
Vol d'équipement technique . . . . .	4 817		4 817	
Prêt d'équipement non retourné . . . . .	91 935		91 935	
Vol d'équipement électronique . . . . .	7 405	132	7 273	
Vol d'outils . . . . .	21 929		21 929	
Vol d'équipement de sécurité . . . . .	4 199		4 199	
Vol d'équipement personnel . . . . .	16 893	3 802	11 948	1 143

## Pertes de fonds et de biens publics—Suite

## Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal—Survenues ou découvertes en 1995-1996—Suite

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 1995-1996	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
Vol d'un dispositif de lancement .....	14 698		14 698	
Vol d'équipement radio .....	2 600		2 600	
Vol d'équipement optique .....	9 139		9 139	
Vol de sacs de couchage et articles afférents .....	2 082		2 082	
Vol de drapeaux .....	742		742	
Vol d'équipement de production .....	2 321		2 321	
Vol de munition, fusils et équipement afférent .....	6 929		6 879	50
Manque dans l'inventaire dû au vol .....	3 231		3 231	
Vol d'équipement d'une résidence .....	2 803		2 803	
Vol d'équipement dans les installations d'ordinaire .....	367		367	
Vol d'équipement dans un véhicule personnel .....	899		899	
<b>Protection civile Canada</b>				
Vol d'un émetteur radio avec accessoires et un magnétoscope (Valcartier) .....	2 395		2 395	
<b>REVENU NATIONAL</b>				
Vol d'ordinateurs, de périphériques et de matériel connexe (52 cas) .....	348 961	5 171	329 740	14 050
Vol d'un porte-documents ministériel .....	100		100	
Domages à des véhicules ministériels .....	1 250		1 250	
Vol d'un magnétoscope à vidéocassettes .....	200		200	
Vol de deux calculatrices .....	40		40	
Vol de deux téléphones cellulaires (2 cas) .....	1 284		1 284	
<b>RESSOURCES NATURELLES</b>				
<b>Ministère</b>				
Vol d'équipement ayant trait à l'informatique .....	53 096		53 096	
Vol d'autre équipement .....	15 043		15 043	
Vol de véhicule .....	19 500	2 721	16 779	
<b>CONSEIL PRIVÉ</b>				
<b>Ministère</b>				
Vol de téléphones cellulaires .....	4 550		4 550	
Vol de micro-ordinateurs et périphériques .....	49 600		49 600	
<b>Centre canadien de gestion</b>				
Vol de deux magnétoscopes et accessoires .....	2 600		2 600	
<b>Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes</b>				
Vol d'un micro-ordinateur .....	5 218		5 218	
<b>Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports</b>				
Vol d'une caméra .....	500		500	
<b>Directeur général des élections</b>				
Vol de micro-ordinateurs aux quartiers généraux d'Ottawa .....	5 560		5 560	
Vol de micro-ordinateur et périphériques dans le district électoral de Waterloo .....	3 740		3 740	
Vol de micro-ordinateur et périphériques dans le district électoral de Thunder Bay-Nipigon .....	3 725		3 725	
Vol de micro-ordinateur et périphériques dans le district électoral du centre d'Ottawa .....	3 189			3 189
<b>Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie</b>				
Vol d'un CPU .....	2 115		2 115	



**Pertes de fonds et de biens publics — Suite**

**Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal—Survenues ou découvertes en 1995-1996—Suite**

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 1995-1996	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
<b>TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX</b>				
<b>Ministère ( Travaux publics et Approvisionnements et Services)</b>				
Vol de moniteurs .....	2 867		2 867	
Vol d'ordinateurs .....	76 082	2 587	73 495	
Vol d'ordinateurs portatifs .....	52 974	1 950	51 024	
Vol de mémoire d'ordinateur .....	27 770		27 770	
Vol de matériel et d'équipement informatique .....	85 412		85 412	
Vol de téléphone .....	325		325	
Vol de magnéto-scope à vidéocassettes .....	400		400	
Vol de calculatrice .....	42		42	
Vol de chaise .....	300		300	
Vol d'un téléphone cellulaire .....	3 458		3 458	
Vol d'une caméra vidéo .....	2 500		2 500	
Vol d'une perceuse électrique .....	1 400		1 400	
Vol de machinerie de petit bureau .....	599		599	
Vol de petits outils .....	1 415		1 415	
Vol d'équipement topographique .....	7 200		7 200	
Vol de caméras .....	350		350	
Vol d'enregistreuses .....	800		800	
Vol d'un agenda de poche et d'un organisateur de poche .....	345		345	
Vol d'équipement technique .....	3 745		3 745	
Vol d'équipement de bureau .....	1 178		1 178	
Vol de deux talkies-walkies .....	2 000		2 000	
<b>SOLLICITEUR GÉNÉRAL</b>				
<b>Ministère</b>				
Vol de téléphone cellulaire .....	100		100	
<b>Service correctionnel</b>				
Véhicule volé et détruit lors d'une collision .....	11 000		11 000	
Vandalisme—Automobiles .....	13 916		13 916	
Vandalisme à des propriétés et à de l'équipement .....	73 691	534	72 799	358
Perte de biens d'inventaire .....	80 851		80 851	
Vol d'équipement .....	50 192		50 192	
Perte de jetons .....	1 712		1 712	
Vol dans les inventaires de cantine .....	33 965		28 073	5 892
Perte d'équipement/propriété suite à un incendie criminel .....	3 039		3 039	
<b>TRANSPORTS</b>				
<b>Ministère</b>				
Vol d'outils .....	1 000		1 000	
Vol de deux bloc-notes électroniques .....	13 000		13 000	
Vol d'un ordinateur portatif .....	5 899		5 899	
Vol d'un ordinateur portatif, bloc-notes .....	3 500		3 500	
Vol d'un processeur portatif, NED .....	5 895		5 895	
Vol d'un ordinateur portatif, Lite .....	6 131		6 131	
Vol d'un oscilloscope .....	3 450		3 450	
Vol de modulation d'un appareil de mesure .....	2 200		2 200	
Vol d'ordinateur personnel .....	2 950		2 950	
Vol d'un CPU, moniteur, clavier et souris (2 cas) .....	7 600		7 600	
Vol d'une cintreuse, Greenlee .....	1 300		1 300	
Vol d'une imprimante .....	7 630		7 630	
Vol d'un Bernouilli .....	1 800		1 800	
Vol d'un CPU, ordinateur portatif .....	4 000		4 000	
Vol d'un Nikon (2 cas) .....	2 950		2 950	

**Pertes de fonds et de biens publics — Suite**

**Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal—Survenues ou découvertes en 1995-1996—Fin**

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 1995-1996	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
<b>Office national des transports</b>				
Vol d'unités de traitement pour ordinateur .....	15 000		15 000	
Vol de puces de mémoire .....	2 400		2 400	
<b>CONSEIL DU TRÉSOR</b>				
<b>Secrétariat</b>				
Perte d'ordinateurs personnels .....	28 321		28 321	
<b>ANCIENS COMBATTANTS</b>				
Vol de téléphone cellulaire .....	507		507	
Vol de micro-ordinateurs, housse de transport et tarifeur .....	14 115		14 115	
	3 325 801	105 585	3 129 740	90 476

<sup>(1)</sup> Un bateau a été volé lors de sa réparation dans un atelier. Un montant pourrait être recouvré.

Pertes de fonds et de biens publics — Suite

Pertes de biens publics attribuables à une destruction ou un dommage accidentel—Survenues ou découvertes en 1995-1996

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 1995-1996	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
<b>AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE</b>				
<b>Ministère</b>				
Dommages lors d'accidents d'automobile .....	56 922		56 922	
Perte d'un véhicule du parc automobile lors d'un accident .....	14 000	4 000	10 000	
<b>PATRIMOINE CANADIEN</b>				
<b>Ministère (Communications)</b>				
Dommages causés par une automobile ayant embouti une clôture d'enceinte .....	2 000		2 000	
Perte de deux radios portatives .....	4 400		4 400	
Perte de jumelles .....	132		132	
Destruction accidentelle de matériel .....	490		490	
Perte d'un émetteur-récepteur .....	785		785	
Perte d'un téléphone cellulaire .....	602		602	
Dommages à un véhicule de l'État .....	558		558	
Destruction de mobilier lors d'un incendie à l'écluse de Peterborough .....	1 927		1 927	
Dommages lors d'un accident d'automobile au Parc national de Banff .....	2 774		2 774	
Dommages lors d'un accident d'automobile au Parc national de Yoho .....	3 486		3 486	
Dommages lors d'un accident d'automobile au Parc national de Kootenay .....	4 400		4 400	
Dommages dus à l'inondation au Parc national de Waterton Lakes, juin 1995 .....	52 545		52 545	
<b>ENVIRONNEMENT</b>				
Dommages d'automobile lors d'accidents .....	10 719	1 000	9 719	
Batterie de camion embrasée .....	2 500		2 500	
Déficit d'inventaire attribué à des émissions excessives et à des erreurs lors de l'entrée de données sur ordinateur .....	3 424		3 424	
Perte de 2 paires de jumelles lors de travaux saisonniers sur le chantier à Suffield (Alberta) .....	175		175	
Perte d'outils lors de travaux saisonniers sur le chantier de l'Île de Baffin (TN-O) .....	130		130	
Perte de jumelles, d'un magnétophone, d'une boîte et d'un chargeur à batteries lors de travaux saisonniers sur le chantier à Saskatoon (Sask) .....	903		903	
Perte d'un sac de couchage, de canons d'alarme, de lits de camp, de lentilles de caméra, d'un moteur hors-bord et d'un collimateur lors de travaux saisonniers sur le chantier à Last Mountain Lake (Sask) .....	688		688	
Destruction d'une épandeuse de fumier par exposition à Last Mountain Lake (Sask) .....	600		600	
Destruction d'un réfrigérateur et d'un congélateur lors de rénovations à la Maison Lasher à Last Mountain Lake (Sask) .....	400		400	
Perte d'une pompe dans l'éboulement d'un puits à Last Mountain Lake (Sask) .....	230		230	
Destruction d'une loupe lors d'une chute, les pièces restantes ont été nettoyées et jetées à Last Mountain Lake (Sask) .....	170		170	
Destruction de vêtements après les travaux sur le chantier à Last Mountain Lake (Sask) .....	500		500	

PÊCHES ET OCÉANS

**Ministère**

Réparations de dommages à un véhicule de l'État .....	71 182		71 182
Pertes à l'inventaire .....	289 620		289 620
Pertes en mer .....	236 961		236 961
Dommages lors d'une inondation .....	4 050		4 050
Dommages à un poste de travail aliéné par erreur .....	500		500
Dommages lors d'un accident .....	11 002		11 002
Dommages lors d'un incendie .....	22 000		22 000
Réfrigérateurs aliénés par erreur .....	2 444		2 444
Perte d'un véhicule de l'État .....	12 856	2 100	10 756
Perte d'un projecteur lors d'un atterrissage forcé .....	1 451		1 451

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

**Ministère**

Dommages lors d'accidents d'automobile .....	38 070		38 070
--	--------	--	--------

**Pertes de fonds et de biens publics — Suite**

**Pertes de biens publics attribuables à une destruction ou un dommage accidentel—Survenues ou découvertes en 1995-1996—Suite**

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 1995-1996	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
<b>RESSOURCES NATURELLES</b>				
<b>Ministère</b>				
Perte d'un véhicule lors d'un accident sur l'autoroute .....	17 654	1 134	16 520	
Dommages à un véhicule—Collision avec un chevreuil .....	2 500		2 500	
Dommages à un véhicule—Collision avec un autre véhicule .....	2 000		2 000	
Dommages à un ordinateur lors d'un déménagement .....	4 015	4 015		
Perte d'instruments scientifiques lors d'un incendie .....	64 643	227	64 416	
Perte d'un véhicule par incendie .....	17 184	1 280	15 904	
<b>CONSEIL PRIVÉ</b>				
<b>Ministère</b>				
Téléphones cellulaires endommagés .....	350		350	
Perte d'équipement technique .....	1 280		1 280	
<b>TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX</b>				
<b>Ministère (Travaux publics et Approvisionnements et Services)</b>				
Dommages à un pare-brise d'automobile suite au lancement d'une roche par les occupants d'un autre véhicule, sur la route du bureau de Matsqui, à Abbotsford (C-B) .....	326		326	
Dommages à un véhicule suite à la chute d'une échelle à Kekowna (C-B) .....	150		150	
Dommages à un véhicule de l'État lors d'une collision avec un véhicule pour courrier à Surrey (C-B) .....	640		640	
Dommages à un véhicule de l'État lors d'un éboulement à Merit (C-B) .....	574		574	
Dommages à un véhicule de l'État suite à la chute d'un arbre durant une tempête à la demeure d'un employé à Vancouver (C-B) .....	1 000		1 000	
Dommages à un véhicule de l'État pour avoir accidentellement frappé le bord d'un trottoir, New Westminster (C-B) .....	1 418		1 418	
Véhicule de l'État complètement détruit lors d'un accident impliquant 2 autres véhicules .....	9 700		9 700	
<b>SOLLICITEUR GÉNÉRAL</b>				
<b>Service correctionnel</b>				
Dommages lors d'accidents d'automobile .....	65 793	10 931	54 862	
Dommages lors d'incendies .....	45 395	900	44 495	
Ordinateur aliéné par erreur .....	5 000		5 000	
Dommages à des biens tombés d'un camion de livraison .....	1 351		1 351	
Dommage à des biens—Débranchement d'un congélateur .....	323		323	
Dommages à du matériel informatique .....	112		112	
Dommages lors d'un bris de conduite d'eau .....	53 295		53 295	
Dommages à une propriété causés par l'eau .....	5 184		5 184	
Dommages à une baie vitrée .....	470		470	
Dommages à une horloge Deister .....	900		900	
<b>Gendarmerie royale du Canada</b>				
Dommages à des véhicules de police .....	1 472 844	77 184	1 374 771	20 889
Dommages à des avions de police .....	90 383	72 383	18 000	
Dommages ou perte d'équipement .....	16 962		14 562	2 400

**Pertes de fonds et de biens publics — Suite**

**Pertes de biens publics attribuables à une destruction ou un dommage accidentel—Survenues ou découvertes en 1995-1996—Fin**

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 1995-1996	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
<b>TRANSPORTS</b>				
<b>Ministère</b>				
Dommages à la suite d'un accident (2 cas) . . . . .	62 943		62 943	
Dommages à la suite d'un feu . . . . .	1 256		1 256	
Dommages accidentel à un téléphone cellulaire . . . . .	500		500	
Dommages accidentel à un véhicule . . . . .	1 019		1 019	
Dommages à une porte basculante . . . . .	203	203		
Dommages à une signalisation suspendue . . . . .	2 333	2 333		
Dommages à un pilier . . . . .	572			572
Dommages aux rembarde et fenêtre . . . . .	7 665		7 665	
Dommages à une porte de hangar . . . . .	455			455
Dommages à des portes sectionnelles . . . . .	1 023			1 023
Dommages à l'équipement suite à un accident . . . . .	3 939		3 939	
Dommages à un édifice et structures . . . . .	3 679		3 679	
Dommages à des véhicules . . . . .	245		245	
<b>ANCIENS COMBATTANTS</b>				
Dommages à un véhicule gouvernemental lors d'un accident . . . . .	1 800			1 800
	3 530 385	191 441	3 311 805	27 139

**Pertes de fonds et de biens publics—Suite**

**Pertes de fonds et de biens publics—Mises à jour des cas rapportés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs**

Brève description de la perte	Exercice de rapport de la perte dans les Comptes publics du Canada	Montant de la perte initiale	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 1995-1996	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		\$	\$	\$	\$	\$
<b>AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA</b>						
<b>ATLANTIQUE</b>						
<b>Ministère</b>						
Réclamations fausses ou frauduleuses pour des subventions et des contributions.....	1992-1993	5 883				5 883
Réclamations fausses ou frauduleuses pour des subventions et des contributions.....	1993-1994	193 263 <sup>(1)</sup>			59 231 <sup>(1)</sup>	134 032
Réclamations fausses ou frauduleuses pour des subventions et des contributions.....	1994-1995	59 821			47 496	12 325
<b>PATRIMOINE CANADIEN</b>						
<b>Archives nationales du Canada</b>						
Vol de matériel informatique.....	1994-1995	6 500			6 500	
<b>Office national du film</b>						
Soumission frauduleuse pour paiement de factures de fournisseurs.....	1990-1991	109 703	51 502	8 347		49 854
Vols des recettes à la vidéothèque à Montréal.....	1992-1993	8 176	5 543	1 984		649
<b>Bibliothèque nationale</b>						
Équipement audio.....	1994-1995	1 400			1 400	
<b>CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION</b>						
<b>Ministère</b>						
Vol de chèques de voyage.....	1994-1995	750		750		
<b>ENVIRONNEMENT</b>						
Vol de chèques de voyage à la Direction du développement technique, Hull (Québec).....	1993-1994	400				400
Vol d'un ordinateur portatif Toshiba—Région de l'Ontario.....	1994-1995	4 228			4 228	
Vol d'un téléphone cellulaire Mitsubishi—Région de l'Ontario.....	1994-1995	1 035			1 035	
Perte d'une avance de représentation à Burlington (Ontario).....	1994-1995	208			208	
<b>PÊCHES ET OCÉANS</b>						
<b>Ministère</b>						
Vol de la petite caisse—Bureau de secteur Tracadie-Sheila.....	1993-1994	632			632	
<b>AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL</b>						
<b>Ministère</b>						
Vol des fonds pour immigration, de visa de mission ou fonds consulaires.....	1992-1993	41 116	2 505			38 611
Vol des fonds pour immigration, de visa de mission ou fonds consulaires.....	1994-1995	176 857				176 857
Vol des fonds pour immigration, de visa de mission ou fonds consulaires.....	1994-1995	14 640 <sup>(1)(2)</sup>				14 640
Perte d'argent des fonds de la mission.....	1993-1994	3 557			2 558	999
Recettes de notes frauduleuses par les missions.....	1994-1995	676		276	400	
Perte des recettes de passeports.....	1994-1995	626	263	214		149
Perte des avances de fonds de la petite caisse.....	1994-1995	384	250		134	
Détournement de fonds publics.....	1993-1994	24 068	9 751	4 600		9 717
<b>Agence canadienne de développement international</b>						
Perte d'une banque de nourriture causée par la perte d'un bateau.....	1992-1993	4 094 163 <sup>(1)</sup>		2 900 316	1 193 847	
Perte et dommages à des véhicules résultant d'un accident.....	1992-1993	250 000	10 000		240 000	
<b>SANTÉ</b>						
<b>Ministère (Santé nationale et Bien-être social)</b>						
Vol d'encaissements.....	1994-1995	2 883			2 883	

**Pertes de fonds et de biens publics—Suite**

**Pertes de fonds et de biens publics—Mises à jour des cas rapportés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs—Suite**

Brève description de la perte	Exercice de rapport de la perte dans les Comptes publics du Canada	Montant de la perte initiale	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 1995-1996	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		\$	\$	\$	\$	\$
<b>DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES</b>						
<b>Ministère (Emploi et Immigration)</b>						
Falsification de documents afin de permettre à un tiers de recevoir des contributions dans le cadre du Programme de développement de l'emploi, Québec CEC .....	1986-1987	17 500				17 500
Falsification de documents afin de permettre à un tiers de recevoir des contributions dans le cadre du Programme de développement de l'emploi, Québec CEC .....	1994-1995	11 960	375	675		10 910
Détournement des recettes pour le remplacement des cartes de numéros d'assurance sociale—Centre d'emploi Longueuil .....	1993-1994	260	230			30
Falsification de documents de stagiaires sur les accords d'emplois subventionnés dans le domaine de l'industrie (maintenant Employabilité des assistés sociaux), Scarborough CEC .....	1993-1994	145 590				145 590
Livres de quittance n'ont pas été enregistrés et cautionnés — Toronto Est CEC .....	1993-1994	12 910				12 910
Détournement de fonds des comités communautaires de formation industrielle (CCFI) par le coordonnateur du projet de Côte-Nord du lac Supérieur .....	1994-1995	50 000				50 000
Allégation de détournement par le contracteur de North Simcoe Community Futures/Industrial Research Development Institute .....	1994-1995	300 000		300 000		
Prestations d'assurance-chômage obtenues par fraude .....	1990-1991	107 423 982	91 922 399	1 724 442	13 777 141	
Prestations d'assurance-chômage obtenues par fraude .....	1991-1992	107 582 013	85 565 735	4 155 281	4 289 042	13 571 955
Prestations d'assurance-chômage obtenues par fraude .....	1992-1993	146 306 971	106 006 003	8 552 204	3 448 263	28 300 501
Prestations d'assurance-chômage obtenues par fraude .....	1993-1994	148 255 302	83 117 639	15 851 449	3 766 505	45 519 709
Prestations d'assurance-chômage obtenues par fraude .....	1994-1995	155 339 711	46 573 016	36 669 231	4 938 665	67 158 799
Réclamations frauduleuses pour prestations :						
Allocations familiales .....	1985-1986	53 146	21 156		28 985	3 005
Allocations familiales .....	1986-1987	43 256	21 584		14 344	7 328
Allocations familiales .....	1987-1988	90 058	61 886		24 771	3 401
Allocations familiales .....	1988-1989	120 284 <sup>(1)</sup>	55 090 <sup>(1)</sup>		47 432	17 762
Allocations familiales .....	1989-1990	95 663 <sup>(1)</sup>	39 648 <sup>(1)</sup>	2 235	30 960	22 820
Allocations familiales .....	1990-1991	32 464 <sup>(1)</sup>	12 855	506	7 786	11 317
Allocations familiales .....	1991-1992	73 703 <sup>(1)</sup>	23 531	1 320	30 809	18 043
Allocations familiales .....	1992-1993	46 804 <sup>(1)</sup>	18 203	615	9 757	18 229
Allocations familiales .....	1993-1994	150 329 <sup>(1)</sup>	10 880 <sup>(1)</sup>	4 005	21 205	114 239
Allocations familiales .....	1994-1995	3 690				3 690
Sécurité de la vieillesse .....	1986-1987	164 619	94 458	1 200	56 238	12 723
Sécurité de la vieillesse .....	1987-1988	339 615	174 401	14 939	35 501	114 774
Sécurité de la vieillesse .....	1988-1989	1 046 431	468 624	15 913	138 650	423 244
Sécurité de la vieillesse .....	1989-1990	729 935	219 710	8 053	115 963	386 209
Sécurité de la vieillesse .....	1990-1991	639 880 <sup>(1)</sup>	205 732 <sup>(1)</sup>	18 715	81 281	334 152
Sécurité de la vieillesse .....	1991-1992	617 627 <sup>(1)</sup>	111 568 <sup>(1)</sup>	7 571	155 577	342 911
Sécurité de la vieillesse .....	1992-1993	1 083 941 <sup>(1)</sup>	124 645 <sup>(1)</sup>	80 604	39 241	839 451
Sécurité de la vieillesse .....	1993-1994	419 721 <sup>(1)</sup>	27 035	19 116		373 570
Sécurité de la vieillesse .....	1994-1995	1 162 228 <sup>(1)</sup>	59 279 <sup>(1)</sup>	74 867		1 028 082
Régime de pensions du Canada .....	1986-1987	7 040	5 456	300		1 284
Régime de pensions du Canada .....	1987-1988	8 978	3 168		2 215	3 595
Régime de pensions du Canada .....	1989-1990	240 526	101 280	5 775	34 805	98 666
Régime de pensions du Canada .....	1990-1991	1 124 922 <sup>(1)</sup>	357 472 <sup>(1)</sup>	19 899	82 886	664 665
Régime de pensions du Canada .....	1991-1992	440 733	24 687	9 664		406 382
Régime de pensions du Canada .....	1992-1993	1 374 457 <sup>(1)</sup>	104 186 <sup>(1)</sup>	76 271	66 207	1 127 793
Régime de pensions du Canada .....	1993-1994	764 682 <sup>(1)</sup>	550	25 609		738 523
Régime de pensions du Canada .....	1994-1995	496 472 <sup>(1)</sup>	26 027	18 581		451 864



**Pertes de fonds et de biens publics—Suite**

**Pertes de fonds et de biens publics—Mise à jour des cas rapportés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs—Suite**

Brève description de la perte	Exercice de rapport de la perte dans les Comptes publics du Canada	Montant de la perte initiale	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 1995-1996	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		\$	\$	\$	\$	\$
<b>AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN</b>						
<b>Ministère</b>						
Falsification de documents permettant l'émission de chèques d'aide sociale à des bénéficiaires non éligibles, district de Shellbrook, région de la Saskatchewan	1987-1988	20 784	7 560	1 044		12 180
Réclamations frauduleuses pour paiement d'aide sociale, région de la Saskatchewan	1988-1989	5 170	1 000		1 170 <sup>(1)</sup>	3 000 <sup>(1)</sup>
Usage non autorisé ou frauduleux du téléphone pour des appels interurbains, région du quartier général	1991-1992	13 755	10 665		2 878	212
Détournement de recettes, région de la Saskatchewan	1992-1993	8 890	6 750	2 140		
Réclamations frauduleuses pour paiement d'aide sociale, région du Yukon (2 cas)	1992-1993	2 812 <sup>(1)</sup>	900 <sup>(1)</sup>			1 912 <sup>(1)</sup>
Réclamations frauduleuses pour paiement d'aide sociale, région de la Saskatchewan (3 cas)	1992-1993	9 471	3 800	1 375		4 296
Réclamations frauduleuses pour paiement d'aide sociale, région de la Saskatchewan (7 cas) <sup>(1)</sup>	1993-1994	36 754 <sup>(1)</sup>	2 385	1 506	4 134 <sup>(1)</sup>	28 729 <sup>(1)</sup>
Réclamations frauduleuses pour aide à l'éducation, région de la Colombie-britannique	1993-1994	5 500				5 500
Réclamations fausses ou frauduleuses d'allocations pour postes éloignés, région du Yukon	1993-1994	3 102	3 102 <sup>(1)</sup>			
Vol de la petite caisse, région du quartier général	1994-1995	180			180	
Vol d'équipement d'ordinateur, région du quartier général	1994-1995	700		400	300	
Réclamation de voyage frauduleuse, région du Manitoba	1994-1995	82			82	
Réclamations frauduleuses pour paiement d'aide sociale, région de la Saskatchewan (3 cas)	1994-1995	8 495 <sup>(1)</sup>	1 352		888 <sup>(1)</sup>	6 255 <sup>(1)</sup>
Perte de fonds en fiducie, région de l'Alberta	1994-1995	2 755			2 755	
<b>INDUSTRIE</b>						
<b>Ministère</b>						
Vol de la petite caisse (2 cas)		214			214	
<b>DÉFENSE NATIONALE</b>						
<b>Ministère</b>						
Recettes falsifiées d'une avance permanente, BFC Det Penhold	1991-1992	10 496		8 884	1 612	
Vol dans les avances permanentes, Escadre 15 Moose Jaw	1993-1994	1 997	500	1 497		
Acquitté frauduleux des listes du Régiment de la Chaudière (QG SQFT)	1993-1994	29 266 <sup>(1)</sup>				29 266
Différence dans l'argent détenu par le caissier, Escadre 7 Ottawa	1994-1995	1 100		1 100		
Différence dans une avance permanente, CFSU (E) Selfkant	1994-1995	766				766
Différence dans la réclamation collective d'une avance, Escadre 7 Ottawa Escadron 412 (2 cas)	1994-1995	2 772		2 076	696	
Différence dans la réclamation collective d'une avance, Escadre 18 Edmonton	1994-1995	100			100	
Différence dans la réclamation collective d'une avance, Escadre 17 Winnipeg	1994-1995	200		200		
Différence dans une avance permanente, CANSUP Elmendorf	1994-1995	1 096		1 096		
Différence dans une avance permanente, ELFC (W) (3 cas)	1994-1995	3 460		1 527		1 933
Différence dans l'argent détenu par le caissier, ELFC (W)	1994-1995	3 354			3 354	
Différence dans une avance permanente, Escadre 8 Trenton	1994-1995	1 223			1 223	
Différence dans l'argent détenu par le caissier, CCUNPROFOR	1994-1995	288			288	
Différence dans l'argent détenu par le caissier, CFSU (E) Selfkant	1994-1995	2 929		2 929		
<b>REVENU NATIONAL</b>						
Demande frauduleuse de congé récupérable	1989-1990	8 147	2 258			5 889
Pertes de recettes résultant d'un détournement de fonds de la part d'un employé	1994-1995	2 821 012	692 664		479 646 <sup>(1)</sup>	1 648 702 <sup>(1)</sup>
Vol de recettes	1994-1995	98 434	1 059		7 457	89 918
Vol d'un chargement de micro-ordinateurs et de périphériques	1994-1995	10 530	4 000	2 234		4 296
Usage personnel frauduleux de services interurbains	1994-1995	3 702	1 992	1 710		
Vol d'argent dans la voiture d'un employé	1994-1995	60			60 <sup>(1)</sup>	

Pertes de fonds et de biens publics—*Suite*Pertes de fonds et de biens publics—*Mise à jour des cas rapportés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs—Suite*

Breve description de la perte	Exercice de rapport de la perte dans les Comptes publics du Canada	Montant de la perte initiale	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 1995-1996	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		\$	\$	\$	\$	\$
<b>RESSOURCES NATURELLES</b>						
<b>Ministère</b>						
Vol de recettes .....	1994-1995	16 248	15 526		722	
<b>CONSEIL PRIVÉ</b>						
<b>Ministère</b>						
Réclamations frauduleuses pour des heures supplémentaires, avances de déplacement et utilisation de billets de taxi à des fins personnelles par un employé temporaire .....	1992-1993	11 827	250			11 577
Réclamations frauduleuses pour des heures supplémentaires, avances de déplacement et utilisation de billets de taxi à des fins personnelles par un employé nommé pour une période déterminée .....	1992-1993	108 267	8 446		18 241	81 580
<b>Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes</b>						
Vol de micro-ordinateurs .....	1994-1995	8 500		2 500	6 000	
<b>TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX</b>						
<b>Ministère (Travaux publics et Approvisionnements et Services)</b>						
Vol de chèques de voyage au bureau du caissier ainsi que des paiements non autorisés au nom de sa compagnie .....	1994-1995	6 079	807	5 051	221	
<b>Receveur général—Direction du contrôle du remboursement des chèques</b>						
Chèques du receveur général incluant les mandats d'assurance-chômage et les chèques de la Banque du Canada .....	1994-1995	6 172 024	5 985 848	186 176		
<b>SOLLICITEUR GÉNÉRAL</b>						
<b>Service correctionnel</b>						
Vandalisme à un automobile .....	1994-1995	32 393		3 200	29 193	
<b>Gendarmerie royale du Canada</b>						
Perte de pièces de monnaie provenant d'une saisie de drogue .....	1993-1994	8 740			8 740	
Vandalisme sur des véhicules de police .....	1993-1994	63 853	537	662	57 507	5 147
Perte d'argent provenant du compte des empreintes digitales .....	1994-1995	320		320		
Vol d'argent provenant des effets personnels d'un prisonnier .....	1994-1995	200		200		
Perte d'une avance permanente de l'unité .....	1994-1995	1 714		1 714		
Vandalisme sur des véhicules de police .....	1994-1995	49 631	974		48 657	
Vol d'équipement .....	1994-1995	24 848			24 789	59
<b>TRANSPORTS</b>						
<b>Ministère</b>						
Détournement de fonds publics par la modification de bordereaux de dépôt .....	1962-1963	42 806	17 673	600		24 533
<b>ANCIENS COMBATTANTS</b>						
Détournement de fonds publics par un employé .....	1988-1989	69 414	22 964			46 450
Réclamations fausses ou frauduleuses de prestations d'allocations aux anciens combattants (3 cas) .....	1989-1990	52 165	13 120	600	733	37 712
Réclamations fausses ou frauduleuses de prestations d'allocations aux anciens combattants .....	1990-1991	28 657	3 566	1 107		23 984
Réclamations fausses ou frauduleuses de prestations d'allocations aux anciens combattants (3 cas) .....	1991-1992	38 699	9 050	4 200		25 449
Réclamations fausses ou frauduleuses de prestations d'allocations aux anciens combattants (3 cas) .....	1992-1993	97 219	475	1 425		95 319
Réclamations fausses ou frauduleuses de prestations d'allocations aux anciens combattants .....	1993-1994	60 793	34 904	2 753		23 136
Réclamations fausses ou frauduleuses de prestations d'allocations aux anciens combattants (3 cas) .....	1994-1995	120 906	3 900	7 000	57 779	52 227
Endossement falsifié de chèques de la Commission canadienne des pensions encaissés après le décès du bénéficiaire .....	1993-1994	125 492	2 217		20 284	102 991

**Pertes de fonds et de biens publics —Fin**

**Pertes de fonds et de biens publics—Mise à jour des cas rapportés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs—Fin**

Brève description de la perte	Exercice de rapport de la perte dans les Comptes publics du Canada	Montant de la perte initiale	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 1995-1996	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		\$	\$	\$	\$	\$
Endossement falsifié de chèques de la Commission canadienne des pensions encaissés après le décès du bénéficiaire . . . . .	1994-1995	54 146	96	863	52 995	192
Endossement falsifié de chèques de la Commission canadienne des pensions encaissés après le décès du bénéficiaire . . . . .	1992-1993	2 097				2 097
Réclamations frauduleuses pour le programme pour l'autonomie des anciens combattants (2 cas) . . . . .	1993-1994	27 503	1 800	4 400		21 303
Réclamations frauduleuses pour le programme pour l'autonomie des anciens combattants . . . . .	1994-1995	1 000		1 000		
<b>DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN</b>						
Vol d'un CPU avec 16 Mo de mémoire vive . . . . .	1994-1995	1 400				1 400
		692 164 909	422 500 462	70 829 016	33 637 679	165 197 752

<sup>(1)</sup> Modifie les Comptes publics du Canada de l'exercice précédent.

<sup>(2)</sup> Un montant de 2 812 \$ a été rapporté auparavant comme une perte alors qu'il aurait dû être rapporté comme un vol.

# SECTION 4

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*  
1995-1996

## Débiteurs

### SOMMAIRE

	<i>Page</i>
État des débiteurs pour les recettes fiscales.....	4.2

**État des débiteurs pour les recettes fiscales**

Conformément aux conventions comptables, les recettes fiscales du gouvernement sont généralement comptabilisées au titre de l'exercice au cours duquel elles ont été reçues. Par conséquent, les créances facturées mais non reçues et/ou non facturées et courues provenant de montants dus pour impôts reçus à titre d'auto-cotisation, ne sont pas inscrites comme débiteurs dans les comptes du Canada, ni déclarées comme éléments d'actif à l'état de l'actif et du passif. Ces éléments sont contrôlés à l'aide de comptes mémoires maintenus par les organismes gouvernementaux et sont présentés dans cet état.

Dans le tableau suivant, la colonne Débiteurs externes représente les recettes fiscales à recevoir de tiers ne faisant pas partie du périmètre comptable du gouvernement. Les recettes fiscales à recevoir ne comprennent pas les cotisations d'impôt qui sont formellement contestées par les contribuables. La colonne Provision pour créances

douteuses se rapporte au total des recettes fiscales à recevoir qui est sujet à radiation ou renonciation; en plus d'une provision pour créances douteuses fondée sur la meilleure estimation de tous les montants qui ne seront pas perçus. La colonne Débiteurs internes représente des recettes fiscales à recevoir d'organismes gouvernementaux. Puisque ces montants ne représentent pas des fonds à être reçus, ils ne sont pas inclus dans le total des débiteurs nets. Un organisme gouvernemental est une organisation qui fait partie du gouvernement du Canada en tant que périmètre comptable.

Les débiteurs radiés ou remis sont inclus à la section 3 de ce volume (état des créances—radiations ou renonciations).

Les débiteurs pour les recettes non fiscales et les recettes affectées aux dépenses sont enregistrés dans les comptes du Canada et rapportés comme éléments d'actif à l'état de l'actif et du passif. Des précisions sur les soldes de ces débiteurs apparaissent à la section 7 du volume I.

**Débiteurs pour les recettes fiscales au 31 mars**  
(en milliers de dollars)

Catégories de débiteurs pour les recettes fiscales	1996			1995	
	Débiteurs externes	Provision pour créances douteuses	Débiteurs nets	Débiteurs internes	Débiteurs nets
Recettes fiscales à recevoir—					
Impôt sur le revenu—					
Des particuliers.....	4 957 216	398 621	4 558 595		4 085 487
Des sociétés <sup>(1)</sup> .....	1 392 541	81 649	1 310 892		1 454 494
Crédit d'impôt pour la recherche scientifique <sup>(2)</sup> .....	49 942	39 954	9 988		10 144
Des non-résidents.....	260 827	30 256	230 571		144 694
Autres recettes d'impôt sur le revenu.....	31 407	8 794	22 613		24 807
	6 691 933	559 274	6 132 659		5 719 626
Cotisations d'assurance-chômage.....	137 691	15 996	121 695		113 103
Taxes et droits d'accise—					
Taxe sur les produits et services.....	1 655 335	230 309	1 425 026	456	1 159 242 *
Droits de douane à l'importation.....	402 805	48 337	354 468	10	259 443 *
Autres taxes et droits d'accise.....	228 953	65 000	163 953		182 083 *
Taxe sur l'énergie.....	3 056	2 856	200		390
	2 290 149	346 502	1 943 647	466	1 601 158
<b>Total des recettes fiscales à recevoir.....</b>	<b>9 119 773</b>	<b>921 772</b>	<b>8 198 001</b>	<b>466</b>	<b>7 433 887</b>

<sup>(1)</sup> Cet état comprend les impôts des sociétés en vertu de la partie VII, au montant de 2 311 \$ net lesquels sont remboursables lorsque les crédits d'impôt à l'investissement ou les crédits d'impôt à l'achat d'actions sont gagnés par les sociétés.

<sup>(2)</sup> Crédit d'impôt pour la recherche scientifique (CIRS) :  
Les montants compris sous le CIRS représentent les "retours d'impôt évalués" (10 144 \$ net) et sont des évaluations des retours d'impôt en vertu de la section VIII, afférents aux dépenses pour des projets de recherche scientifique, qui n'ont pas été acceptés sous la législation des CIRS. Sont exclus des débiteurs les "évaluations des désignations", qui incluent des crédits d'impôts qui peuvent être affectés à l'impôt payable ou aux comptes débiteurs s'il n'y a pas eu de recherche scientifique. Ceci peut être déterminé seulement par la vérification qui est présentement en progrès.

<sup>(\*)</sup> Les montants ont été révisés.

# SECTION 5

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*  
1995-1996

## Services professionnels et spéciaux

### SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Services professionnels et spéciaux .....	5.2

**Services professionnels et spéciaux**

L'état qui suit présente le montant total dépensé au cours de l'exercice pour chaque catégorie principale de services par ministère et organisme sous chaque portefeuille ministériel. Les montants présentés comprennent les dépenses découlant d'opérations internes et externes. Les opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les opérations internes impliquent des organisations faisant partie du périmètre comptable du gouvernement du Canada.

**SOMMAIRE DES SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX**

Ministère et organisme	Services de comptabilité	Services d'agences de recouvrement	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services d'informatique
	\$	\$	\$	\$	\$
<b>AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE—</b>					
Ministère . . . . .	1 671 736	76 471	932 521	3 863	11 015 793
Commission canadienne du lait . . . . .	25 557				28 060
	<b>1 697 293</b>	<b>76 471</b>	<b>932 521</b>	<b>3 863</b>	<b>11 043 853</b>
<b>AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE—</b>					
Ministère . . . . .	<b>2 152 450</b>				<b>1 425 179</b>
<b>PATRIMOINE CANADIEN—</b>					
Ministère (Communications)—					
Programme des services de gestion ministériels . . . . .					
	81 263		13 494		829 536
Programme de l'identité canadienne . . . . .					
	21 160		11 979		104 108
Programme Parcs Canada . . . . .					
	31 519	230	26 813 427		358 533
Conseil consultatif sur la situation de la femme . . . . .					
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes . . . . .					
					1 217 381
Archives nationales du Canada . . . . .					
	500		229 843		302 183
Commission des champs de bataille nationaux . . . . .					
	12 177				330 962
Bibliothèque nationale . . . . .					
	32 237		57 995		2 025 434
Commission de la fonction publique . . . . .					
	19 885				4 219 812
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice . . . . .					
					60 653
	<b>198 741</b>	<b>230</b>	<b>27 126 738</b>		<b>9 448 602</b>

Certains renseignements qui ne sont pas publiés dans les *Comptes publics du Canada* sont disponibles sur demande seulement. Pour obtenir un exemplaire de ces renseignements, prière de vous référer au Formulaire de demande de renseignements non publiés apparaissant au début de ce volume ou contacter Travaux publics et Services gouvernementaux Canada en composant le (819) 956-8551 si le présent volume ne contient pas le formulaire. Ces renseignements comprennent pour chaque programme gouvernemental :

- le montant total dépensé pendant l'exercice en cours;
- le montant total dépensé pour chaque catégorie principale de services; et,
- une liste détaillée, pour chaque catégorie principale de services, de l'ensemble de tous les versements (c.-à-d. les paiements en espèces et les charges à payer) à un particulier ou à une organisation se chiffrant à 100 000 \$ ou plus. Le détail comprend le nom et le lieu du bénéficiaire ainsi que le montant total versé.

Services juridiques	Services de protection	Services d'enseignement et de formation			Autres services professionnels	Autres services	Total
		Services scientifiques	Non-fonctionnaires	Fonctionnaires			
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
602 512	1 174 777	3 045 084	4 419	4 282 630	33 599 495	26 673 386	83 082 687
162 673				27 204	84 081	188 052	515 627
<b>765 185</b>	<b>1 174 777</b>	<b>3 045 084</b>	<b>4 419</b>	<b>4 309 834</b>	<b>33 683 576</b>	<b>26 861 438</b>	<b>83 598 314</b>
<b>49 596</b>				<b>409 874</b>	<b>4 629 457</b>	<b>2 138 037</b>	<b>10 804 593</b>
170	305 390			837 055	2 342 143	3 130 887	7 539 938
71 116	53 063	78 429		430 550	5 792 523	3 117 954	9 680 882
169 860	1 582 002	3 429 825		1 573 879	11 012 518	16 656 606	61 628 399
				20 597	80 186	16 266	117 049
3 535	126 071			262 570	735 086	545 596	2 890 239
9 519	930 183	9 000		432 340	1 824 169	2 913 616	6 651 353
23 996	196 692	180 865				9 718	411 271
45 845	318 724			278 730	376 835	881 090	2 244 363
865	58 020	8 314		133 392	833 191	2 709 898	5 859 346
14 384	331 973		20 440	2 133 892	3 529 052	2 575 631	12 845 069
	19 815			39 382	705 709	131 257	956 816
<b>339 290</b>	<b>3 921 933</b>	<b>3 706 433</b>	<b>20 440</b>	<b>6 142 387</b>	<b>27 231 412</b>	<b>32 688 519</b>	<b>110 824 725</b>



SOMMAIRE DES SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX — Suite

Ministère et organisme	Services de comptabilité	Services d'agences de recouvrement	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services d'informatique
	\$	\$	\$	\$	\$
<b>CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION—</b>					
Ministère . . . . .	123 583	270 061		35 045 417	10 204 293
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada . . . . .	19 540				587 193
	<b>143 123</b>	<b>270 061</b>		<b>35 045 417</b>	<b>10 791 486</b>
<b>ENVIRONNEMENT . . . . .</b>	<b>120 106</b>		<b>2 629 104</b>	<b>6 825</b>	<b>3 306 623</b>
<b>FINANCES—</b>					
Ministère—					
Programme des politiques financières et économiques . . . . .					146 910
Programme spécial . . . . .					
Vérificateur général . . . . .	572 420				299 711
Tribunal canadien du commerce extérieur . .	1 505			240	20 410
Bureau du surintendant des institutions financières . . . . .	2 588 825				1 127 035
	<b>3 162 750</b>			<b>240</b>	<b>1 594 066</b>
<b>PÊCHES ET OcéANS—</b>					
Ministère . . . . .	<b>2 349 362</b>	<b>20 495</b>	<b>16 096 677</b>	<b>163 917</b>	<b>13 522 201</b>
<b>AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL—</b>					
Ministère . . . . .	1 074 110	1 104	3 643 182	106 565	13 191 655
Agence canadienne de développement international . . . . .	151 728		45 520		6 627 552
Commission mixte internationale . . . . .					
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne . . . . .					1 066
Administration du pipe-line du Nord . . . . .					
	<b>1 225 838</b>	<b>1 104</b>	<b>3 688 702</b>	<b>106 565</b>	<b>19 820 273</b>
<b>GOUVERNEUR GÉNÉRAL . . . . .</b>					<b>105 058</b>

Services juridiques	Services de protection	Services scientifiques	Services d'enseignement et de formation		Autres services professionnels	Autres services	Total
			Non-fonctionnaires	Fonctionnaires			
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
477 628	330 113			2 813 842	18 779 271	5 569 266	73 613 474
57 413	197 973			462 881	4 419 960	959 050	6 704 010
<b>535 041</b>	<b>528 086</b>			<b>3 276 723</b>	<b>23 199 231</b>	<b>6 528 316</b>	<b>80 317 484</b>
<b>181 266</b>	<b>1 045 075</b>	<b>29 333 175</b>	<b>377 677</b>	<b>2 534 065</b>	<b>35 663 123</b>	<b>39 172 873</b>	<b>114 369 912</b>
1 065 566	784 755			640 227	2 524 105	4 722 114	9 883 677
501 805							501 805
9 241			80 270	398 247	2 780 865	1 757 023	5 897 777
				43 587	192 011	79 448	337 201
32 183	66 699			332 804	1 014 152	772 244	5 933 942
<b>1 608 795</b>	<b>851 454</b>		<b>80 270</b>	<b>1 414 865</b>	<b>6 511 133</b>	<b>7 330 829</b>	<b>22 554 402</b>
<b>2 903 900</b>	<b>2 835 044</b>	<b>24 973 916</b>	<b>97 316</b>	<b>5 997 471</b>	<b>32 597 808</b>	<b>44 418 915</b>	<b>145 977 022</b>
4 360 733	14 602 451		2 830 955	5 612 357	25 336 347	42 511 946	113 271 405
39 133	2 533 219			2 087 081	2 943 317	1 693 710	16 121 260
11 115			127	14 133	171 553	253 452	450 380
427 715				47 768	239 211	21 677	737 437
					26 040	7 914	33 954
<b>4 838 696</b>	<b>17 135 670</b>		<b>2 831 082</b>	<b>7 761 339</b>	<b>28 716 468</b>	<b>44 488 699</b>	<b>130 614 436</b>
				<b>53 881</b>	<b>314 014</b>	<b>724 080</b>	<b>1 197 033</b>

SOMMAIRE DES SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX —Suite

Ministère et organisme	Services de comptabilité	Services d'agences de recouvrement	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services d'informatique
	\$	\$	\$	\$	\$
<b>SANTÉ—</b>					
Ministère (Santé nationale et Bien-être social)—					
Programme de santé . . . . .	327 774	428	956 243	186 481 554	6 610 022
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses . . . . .					13 065
Conseil de recherches médicales . . . . .			3 536		
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés . . . . .					12 488
	<b>327 774</b>	<b>428</b>	<b>959 779</b>	<b>186 481 554</b>	<b>6 635 575</b>
<b>DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES—</b>					
Ministère (Emploi et Immigration)—					
Programme des services généraux . . . . .	7 410 565	108 190	706	46 626	7 219 839
Programme d'emploi et d'assurance . . . . .	81 254 559	48 081	235 167	7 898	6 320 035
Programme du travail . . . . .		48	620	25 505	514 108
Programme de la sécurité du revenu . . . . .	19 600	748		7 919 173	43 780 498
Programme du développement social et de l'éducation . . . . .	658 913	87	40 895	7 334	276 989
Conseil canadien des relations du travail . . . . .					
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs . . . . .					30 000
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail . . . . .				180 991	
	<b>89 343 637</b>	<b>157 154</b>	<b>277 388</b>	<b>8 187 527</b>	<b>58 141 469</b>
<b>AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN—</b>					
Ministère—					
Programme d'administration . . . . .	562 823		3 443 110	7 613	1 079 361
Programme des affaires indiennes et inuit . . . . .	590 237	479	15 809 875	184 522	4 071 854
Programme des affaires du Nord . . . . .	28 530		762 287	1 418	677 735
Commission canadienne des affaires polaires . . . . .	30 000				7 000
	<b>1 211 590</b>	<b>479</b>	<b>20 015 272</b>	<b>193 553</b>	<b>5 835 950</b>

Services juridiques	Services de protection	Services scientifiques	Services d'enseignement et de formation		Autres services professionnels	Autres services	Total
			Non-fonctionnaires	Fonctionnaires			
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
17 835 927	1 159 720	15 894 578		3 927 661	61 847 670	18 121 082	313 162 659
38 292	516			3 258	33 142	9 790	98 063
				14 368	563 887	254 911	836 702
193 362	752	47 252		39 685	213 088	40 049	546 676
<b>18 067 581</b>	<b>1 160 988</b>	<b>15 941 830</b>		<b>3 984 972</b>	<b>62 657 787</b>	<b>18 425 832</b>	<b>314 644 100</b>
30 293	1 193 604			3 545 097	10 784 565	6 980 331	37 319 816
519 216	788 736			6 445 653	56 823 416	17 633 450	170 076 211
261 725				306 896	2 740 735	14 633 408	18 483 045
52 264	126 521	520		592 457	5 700 766	6 639 737	64 832 284
4 422 618		15 735		193 309	11 972 795	2 115 284	19 703 959
141 506				59 115		702 380	903 001
3 002	214			4 966	193 865	132 481	364 528
	3 387		1 127	22 163	240	538 993	746 901
<b>5 430 624</b>	<b>2 112 462</b>	<b>16 255</b>	<b>1 127</b>	<b>11 169 656</b>	<b>88 216 382</b>	<b>49 376 064</b>	<b>312 429 745</b>
10	24 181	151	9 462	488 521	2 912 222	514 121	9 041 575
2 788 711	343 342	53 820	70 013	1 353 324	13 946 391	6 316 175	45 528 743
563 653	37 722	301 612	21 319	372 913	7 730 922	3 260 924	13 759 035
					65 956	30 568	133 524
<b>3 352 374</b>	<b>405 245</b>	<b>355 583</b>	<b>100 794</b>	<b>2 214 758</b>	<b>24 655 491</b>	<b>10 121 788</b>	<b>68 462 877</b>

SOMMAIRE DES SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX —Suite

Ministère et organisme	Services de comptabilité	Services d'agences de recouvrement	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services d'informatique
	\$	\$	\$	\$	\$
<b>INDUSTRIE—</b>					
Ministère—					
Programme du développement de l'industrie et des sciences . . . . .	2 889 731	19 639	1 954 948	2 687	13 442 976
Programme des services axés sur le marché . . . . .	335	1 626	482 333	379	10 718 274
Agence spatiale canadienne . . . . .	181 513	12 069	33 873 128		1 577 892
Tribunal de la concurrence . . . . .					164
Commission du droit d'auteur . . . . .					
Bureau fédéral de développement régional (Québec) . . . . .	212 888		32 914		59 873
Conseil national de recherches du Canada . . . . .	105 443	894	2 657 762	120 613	1 707 041
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie . . . . .			16 933		1 541 566
Conseil de recherches en sciences humaines . . . . .	673				
Statistique Canada . . . . .	1 258				3 841 281
	<b>3 391 841</b>	<b>34 228</b>	<b>39 018 018</b>	<b>123 679</b>	<b>32 889 067</b>
<b>JUSTICE—</b>					
Ministère . . . . .	219 539	14 636		12 148	6 923 221
Commission canadienne des droits de la personne . . . . .				2 413	156 698
Commissaire à la magistrature fédérale . . . . .					
Cour fédérale du Canada . . . . .			62 723		5 483
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada . . . . .	4 500				16 830
Cour suprême du Canada . . . . .	47 168		3 150		59 106
Cour canadienne de l'impôt . . . . .					24 917
	<b>271 207</b>	<b>14 636</b>	<b>65 873</b>	<b>14 561</b>	<b>7 186 255</b>
<b>DÉFENSE NATIONALE—</b>					
Ministère . . . . .	673 516	24 554	333 277 998	25 380 611	28 526 958
Protection civile Canada . . . . .	197 759				298 784
	<b>871 275</b>	<b>24 554</b>	<b>333 277 998</b>	<b>25 380 611</b>	<b>28 825 742</b>
<b>REVENU NATIONAL . . . . .</b>	<b>1 607 184</b>	<b>2 099</b>	<b>236 798</b>	<b>1 058 063</b>	<b>30 561 338</b>

Services juridiques	Services de protection	Services d'enseignement et de formation			Autres services professionnels	Autres services	Total
		Services scientifiques	Non-fonctionnaires	Fonctionnaires			
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
1 070 768	1 795 856	222 876		3 840 405	79 361 363	18 744 644	123 345 893
1 167 494	108 585	132 206		1 008 284	4 486 784	5 595 833	23 702 133
5 741	491 184	19 072 756	59 339	1 246 719	28 905 303	2 925 692	88 351 336
81 791				10 429	76 099	148 816	317 299
				800	21 366	21 554	43 720
626	329 320			219 974	1 826 466	1 142 687	3 824 748
493 858	1 895 925	2 735 297	39 082	1 803 553	2 713 547	8 334 784	22 607 799
1 813	1 475	180 857		143 892	460 185	538 102	2 884 823
	28 106			65 104	67 895	816 019	977 797
1 558	980 689			2 855 901	8 374 179	12 613 894	28 668 760
<b>2 823 649</b>	<b>5 631 140</b>	<b>22 343 992</b>	<b>98 421</b>	<b>11 195 061</b>	<b>126 293 187</b>	<b>50 882 025</b>	<b>294 724 308</b>
3 099 703	692 100			1 098 543	5 472 537	9 859 546	27 391 973
776 213				112 294	854 996	515 784	2 418 398
			416 948	475 677	213 072	576 911	1 682 608
	1 084 142			110 793	1 245 422	1 009 924	3 518 487
51 708	3 667			29 136	313 427	142 182	561 450
	18 264			72 104	632 573	1 009 084	1 841 449
	197 588			116 993	1 705 174	1 342 487	3 387 159
<b>3 927 624</b>	<b>1 995 761</b>		<b>416 948</b>	<b>2 015 540</b>	<b>10 437 201</b>	<b>14 455 918</b>	<b>40 801 524</b>
1 201 787	36 240 015	42 149	3 956 980	40 647 289	198 921 253	124 691 909	793 585 019
	614 396			159 876	435 812	384 477	2 091 104
<b>1 201 787</b>	<b>36 854 411</b>	<b>42 149</b>	<b>3 956 980</b>	<b>40 807 165</b>	<b>199 357 065</b>	<b>125 076 386</b>	<b>795 676 123</b>
<b>6 093 149</b>	<b>7 507 731</b>	<b>6 405 254</b>	<b>106 816</b>	<b>6 801 665</b>	<b>9 906 598</b>	<b>32 850 278</b>	<b>103 136 973</b>

SOMMAIRE DES SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX — Suite

Ministère et organisme	Services de comptabilité	Services d'agences de recouvrement	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services d'informatique
	\$	\$	\$	\$	\$
<b>RESSOURCES NATURELLES—</b>					
Ministère—					
Programme de l'énergie, des mines et des ressources.....	801 249	6 041	1 262 372	3 906	5 420 973
Programme des forêts.....			658 228	1 794	494 167
Commission de contrôle de l'énergie atomique.....			910 748	43 828	211 344
Office national de l'énergie.....			13 175		646 349
	<b>801 249</b>	<b>6 041</b>	<b>2 844 523</b>	<b>49 528</b>	<b>6 772 833</b>
<b>PARLEMENT—</b>					
Sénat.....			36 000	792	
Chambre des communes.....	125 630			4 049	1 459 465
Bibliothèque du Parlement.....					3 961
	<b>125 630</b>		<b>36 000</b>	<b>4 841</b>	<b>1 463 426</b>
<b>CONSEIL PRIVÉ—</b>					
Ministère.....	37 677				2 432 004
Centre canadien de gestion.....	5 000			61 080	149 637
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes.....					5 414
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports.....			12 600	9 040	663 413
Directeur général des élections.....	31 035				3 235 558
Commissaire aux langues officielles.....					116 318
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie.....					64 589
Commission des relations de travail dans la fonction publique.....	3 600				177 215
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité.....					1 772
	<b>77 312</b>		<b>12 600</b>	<b>70 120</b>	<b>6 845 920</b>

Services juridiques	Services de protection	Services scientifiques	Services d'enseignement et de formation		Autres services professionnels	Autres services	Total
			Non-fonctionnaires	Fonctionnaires			
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
305 361	1 791 992	4 784 578		2 582 276	44 046 085	31 416 541	92 421 374
19 432	283 835	964 205		389 645	2 825 658	3 725 373	9 362 337
4 834	12 791	4 374 194		590 657	727 080	308 575	7 184 051
110 786				325 731	2 365 331	773 850	4 235 222
<b>440 413</b>	<b>2 088 618</b>	<b>10 122 977</b>		<b>3 888 309</b>	<b>49 964 154</b>	<b>36 224 339</b>	<b>113 202 984</b>
223 777				184 553	3 100 165	860 139	4 405 426
244 925	139 253			1 428 939	2 992 387	1 468 959	7 863 607
29 893				20 686	43 004	97 824	195 368
<b>498 595</b>	<b>139 253</b>			<b>1 634 178</b>	<b>6 135 556</b>	<b>2 426 922</b>	<b>12 464 401</b>
3 373 661	850 844			343 903	5 934 497	2 259 283	15 231 869
	105 407		300	3 284 104	653 327	1 833 956	6 092 811
	4 774			17 282	211 060	32 068	270 598
2 622	25 733			162 950	499 517	735 405	2 111 280
163 278	71 502			99 451	1 272 709	1 145 076	6 018 609
195 327				85 595	406 124	169 744	973 108
	4 917			5 683	758 962	306 726	1 140 877
17 666			8 750	39 336	344 961	154 793	746 321
59 963	647			17 299	70 591	14 998	165 270
<b>3 812 517</b>	<b>1 063 824</b>		<b>9 050</b>	<b>4 055 603</b>	<b>10 151 748</b>	<b>6 652 049</b>	<b>32 750 743</b>



SOMMAIRE DES SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX — Suite

Ministère et organisme	Services de comptabilité	Services d'agences de recouvrement	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services d'informatique
	\$	\$	\$	\$	\$
<b>TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX—</b>					
Ministère (Travaux publics et Approvisionnement et Services)—					
Programme des services.....	595 135	4 000	73 368 680	41 132	3 805 946
Programme des biens immobiliers.....	992 245	317	40 370 763		637 989
Programme des approvisionnements et services.....	8 210 354	8 992	885 274	7 927	7 558 154
	<b>9 797 734</b>	<b>13 309</b>	<b>114 624 717</b>	<b>49 059</b>	<b>12 002 089</b>
<b>SOLLICITEUR GÉNÉRAL—</b>					
Ministère.....	33 820				139 223
Service correctionnel.....	155 291	159		67 406 610	3 107 104
Commission nationale des libérations conditionnelles.....					81 814
Bureau de l'enquêteur correctionnel.....					
Gendarmerie royale du Canada.....	486 319			27 564 327	12 048 534
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada.....					45 797
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada.....	43 763				64 161
	<b>719 193</b>	<b>159</b>		<b>94 970 937</b>	<b>15 486 633</b>
<b>TRANSPORTS—</b>					
Ministère.....	401 553	44 641	59 346 246	599 773	18 796 533
Tribunal de l'aviation civile.....					21 210
Office national des transports.....	7 789			10 848	114 652
	<b>409 342</b>	<b>44 641</b>	<b>59 346 246</b>	<b>610 621</b>	<b>18 932 395</b>
<b>CONSEIL DU TRÉSOR—</b>					
Secrétariat—					
Programme relatif à l'administration centrale de la fonction publique.....					436 555
					<b>436 555</b>

Services juridiques	Services de protection	Services scientifiques	Services d'enseignement et de formation		Autres services professionnels	Autres services	Total
			Non-fonctionnaires	Fonctionnaires			
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
2 427 096	25 038 300	753 058		3 657 614	27 779 739	118 174 237	255 644 937
21 687	368 409			303 099	3 921 853	230 842 720	277 459 082
247 934	1 453 467	783 149	473 025	4 681 762	91 264 106	186 203 725	301 777 869
<b>2 696 717</b>	<b>26 860 176</b>	<b>1 536 207</b>	<b>473 025</b>	<b>8 642 475</b>	<b>122 965 698</b>	<b>535 220 682</b>	<b>834 881 888</b>
371 204	431 228			145 856	3 624 942	11 069 018	15 815 291
310 484	4 011 884		15 558 317	1 644 976	40 951 643	40 619 760	173 766 228
15 612	140 278			207 051	193 140	428 213	1 066 108
55 522	220			1 160		17 609	74 511
1 117 957	26 228 892	88 748	2 053 228	4 067 088	1 562 858	44 470 839	119 688 790
				585	115 245	61 578	223 205
144 864	130 907			18 569	205 663	242 586	850 513
<b>2 015 643</b>	<b>30 943 409</b>	<b>88 748</b>	<b>17 611 545</b>	<b>6 085 285</b>	<b>46 653 491</b>	<b>96 909 603</b>	<b>311 484 646</b>
3 433 683	13 376 205	1 591 008		12 307 525	70 671 640	89 988 713	270 557 520
26 472				7 250	188 979	8 918	252 829
29 120			50 012	326 054	312 722	358 541	1 209 738
<b>3 489 275</b>	<b>13 376 205</b>	<b>1 591 008</b>	<b>50 012</b>	<b>12 640 829</b>	<b>71 173 341</b>	<b>90 356 172</b>	<b>272 020 087</b>
5 396	27 528			545 606	7 324 701	2 504 432	10 844 218
<b>5 396</b>	<b>27 528</b>			<b>545 606</b>	<b>7 324 701</b>	<b>2 504 432</b>	<b>10 844 218</b>

SOMMAIRE DES SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX —Fin

Ministère et organisme	Services de comptabilité	Services d'agences de recouvrement	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services d'informatique
	\$	\$	\$	\$	\$
<b>ANCIENS COMBATTANTS—</b>					
Ministère—					
Programme des anciens combattants. . . .	86 795		5 889	170 302 874	308 580
Programme de la Commission canadienne des pensions. . . . .					
Programme du Bureau de services juridiques des pensions. . . . .				4 860	
Programme du Tribunal d'appel des anciens combattants . . . . .					
Programme du Tribunal des anciens combattants (révision et appel). . . . .				100	
	<b>86 795</b>		<b>5 889</b>	<b>170 307 834</b>	<b>308 580</b>
<b>DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN. . . . .</b>					
	<b>2 374 604</b>	<b>3 219</b>			<b>849 571</b>
<b>Total . . . . .</b>	<b>122 466 030</b>	<b>669 308</b>	<b>621 194 843</b>	<b>522 829 315</b>	<b>304 230 739</b>

Services juridiques	Services de protection	Services scientifiques	Services d'enseignement et de formation		Autres services pro- fessionnels	Autres services	Total
			Non- fonctionnaires	Fonctionnaires			
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
27 849	1 225 122			1 407 070	4 525 061	9 863 921	187 753 161
				8 570		16 986	25 556
				28 597	2 360	33 804	69 621
				5 453		10 261	15 714
750				667		46 131	47 648
<b>28 599</b>	<b>1 225 122</b>			<b>1 450 357</b>	<b>4 527 421</b>	<b>9 971 103</b>	<b>187 911 700</b>
<b>45 032</b>	<b>203 938</b>			<b>169 919</b>	<b>2 640 103</b>	<b>764 366</b>	<b>7 050 752</b>
<b>65 150 744</b>	<b>159 087 850</b>	<b>119 502 611</b>	<b>26 235 922</b>	<b>149 201 817</b>	<b>1 035 606 146</b>	<b>1 286 569 665</b>	<b>4 412 744 990</b>

# SECTION 6

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*

1995-1996

## **Construction ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages**

### SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Construction ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages.....	6.2

**Construction ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages**

L'état qui suit présente le montant total dépensé au cours de l'exercice par ministère et organisme sous chaque portefeuille ministériel. Les montants présentés comprennent les dépenses découlant d'opérations internes et externes. Les opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les opérations internes impliquent des organisations faisant partie du périmètre comptable du gouvernement du Canada.

Certains renseignements qui ne sont pas publiés dans les *Comptes publics du Canada* sont disponibles sur demande seulement. Pour obtenir un exemplaire de ces renseignements, prière de vous référer au Formulaire de demande de renseignements non publiés apparaissant au début de ce volume ou contacter Travaux publics et Services gouvernementaux Canada en composant le (819) 956-8551 si le présent volume ne contient pas le formulaire. Ces renseignements comprennent pour chaque programme gouvernemental :

- le montant total dépensé pendant l'exercice en cours; et,
- du détail pour les contrats de 250 000 \$ ou plus (25 000 \$ ou plus pour les contrats à prix coûtant majoré). Ce détail comprend le nom et le lieu de l'entrepreneur, une brève description et le lieu du projet, le montant du contrat, les dépenses de l'exercice (c.-à-d. les paiements en espèces et les charges à payer) et le total des dépenses à ce jour.

**SOMMAIRE DES DÉPENSES POUR LES CONTRATS DE CONSTRUCTION OU ACQUISITION DE TERRAINS, BÂTIMENTS ET OUVRAGES**

Ministère et organisme	Total
	\$
<b>AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE—</b>	
Ministère .....	<b>38 052 327</b>
<b>PATRIMOINE CANADIEN—</b>	
Ministère (Communications)—	
Programme des services de gestion ministériels .....	949
Programme de l'identité canadienne .....	4 561
Programme Parcs Canada .....	39 624 824
Commission des champs de bataille nationaux .....	41 614
	<b>39 671 948</b>
<b>ENVIRONNEMENT.....</b>	<b>2 827 595</b>
<b>PÊCHES ET OCÉANS—</b>	
Ministère .....	<b>44 743 858</b>
<b>AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL—</b>	
Ministère .....	<b>26 308 002</b>
<b>SANTÉ—</b>	
Ministère (Santé nationale et Bien-être social)—	
Programme de santé .....	<b>22 761 071</b>
<b>AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN—</b>	
Ministère—	
Programme des affaires indiennes et inuit .....	2 674 704
Programme des affaires du Nord .....	159 529
	<b>2 834 233</b>

**6.2 CONSTRUCTION OU ACQUISITION DE TERRAINS, BÂTIMENTS ET OUVRAGES**

## SOMMAIRE DES DÉPENSES POUR LES CONTRATS DE CONSTRUCTION OU ACQUISITION DE TERRAINS, BÂTIMENTS ET OUVRAGES —Fin

Ministère et organisme	Total
	\$
<b>INDUSTRIE—</b>	
Ministère—	
Programme du développement de l'industrie et des sciences . . . . .	680 479
Programme des services axés sur le marché . . . . .	11 177
Agence spatiale canadienne . . . . .	160 154
Conseil national de recherches du Canada . . . . .	12 859 033
	<b>13 710 843</b>
<b>DÉFENSE NATIONALE—</b>	
Ministère . . . . .	<b>188 972 968</b>
<b>REVENU NATIONAL . . . . .</b>	<b>8 897 854</b>
<b>RESSOURCES NATURELLES—</b>	
Ministère —	
Programme de l'énergie, des mines et des ressources . . . . .	11 684 581
Programme des forêts . . . . .	1 727 199
	<b>13 411 780</b>
<b>CONSEIL PRIVÉ—</b>	
Directeur général des élections . . . . .	<b>58 270</b>
<b>TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX—</b>	
Ministère (Travaux publics et Approvisionnement et Services)—	
Programme des services . . . . .	506 213 368
Programme des biens immobiliers . . . . .	225 144 393
	<b>731 357 761</b>
<b>SOLLICITEUR GÉNÉRAL—</b>	
Service correctionnel . . . . .	127 826 290
Gendarmerie royale du Canada . . . . .	64 286 427
	<b>192 112 717</b>
<b>TRANSPORTS—</b>	
Ministère . . . . .	<b>76 194 321</b>
<b>ANCIENS COMBATTANTS—</b>	
Ministère—	
Programme des anciens combattants . . . . .	<b>1 735 874</b>
<b>Total . . . . .</b>	<b>1 403 651 422</b>

# SECTION 7

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*

1995-1996

## **Construction ou acquisition de matériel et d'outillage**

### SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Construction ou acquisition de matériel et d'outillage . . . . .	7.2



**Construction ou acquisition de matériel et d'outillage**

L'état qui suit présente le montant total dépensé au cours de l'exercice pour chaque catégorie principale de matériel et d'outillage, par ministère et organisme sous chaque portefeuille ministériel. Les montants présentés comprennent les dépenses découlant d'opérations internes et externes au gouvernement. Les opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les opérations internes impliquent les ministères et organismes faisant partie du périmètre comptable du gouvernement.

**SOMMAIRE DES DÉPENSES POUR LES CONTRATS DE CONSTRUCTION OU ACQUISITION DE MATÉRIEL ET D'OUTILLAGE**

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport <sup>(1)</sup>	Munitions et armes de guerre	Matériel de communication
	\$	\$	\$
<b>AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE—</b>			
Ministère . . . . .	5 036 259		2 557 871
Commission canadienne du lait . . . . .			
	<b>5 036 259</b>		<b>2 557 871</b>
<b>AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE—</b>			
Ministère . . . . .	35 388		9 096
<b>PATRIMOINE CANADIEN—</b>			
Ministère (Communications)—			
Programme des services de gestion ministériels . . . . .	210 486		80 337
Programme de l'identité canadienne . . . . .	98 318		59 738
Programme Parcs Canada . . . . .	3 018 905		612 850
Conseil consultatif sur la situation de la femme . . . . .			
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes . . . . .			
Archives nationales du Canada . . . . .	26 317		46 247
Commission des champs de bataille nationaux . . . . .	18 679		
Office national du film . . . . .			
Bibliothèque nationale . . . . .			49 933
Commission de la fonction publique . . . . .			65 668
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice . . . . .			22 509
	<b>3 372 705</b>		<b>937 282</b>
<b>CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION—</b>			
Ministère . . . . .	343 933		1 660 402
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada . . . . .			47 255
	<b>343 933</b>		<b>1 707 657</b>
<b>ENVIRONNEMENT . . . . .</b>	<b>974 531</b>		<b>1 656 579</b>

**7.2 CONSTRUCTION OU ACQUISITION DE MATÉRIEL ET D'OUTILLAGE**

Matériel d'ordinateur/ matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé <sup>(2)</sup>	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles de logiciels)	Autres équipements et machinerie <sup>(3)</sup>	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
21 167 278 62 265	6 806 192	1 209 697	162 329	255 010	3 995 856	41 190 492 62 265
<b>21 229 543</b>	<b>6 806 192</b>	<b>1 209 697</b>	<b>162 329</b>	<b>255 010</b>	<b>3 995 856</b>	<b>41 252 757</b>
<b>1 408 889</b>		<b>46 973</b>			<b>8 375</b>	<b>1 508 721</b>
2 133 169 678 714 4 495 708 10 836	1 506 64 008 299 967	47 141 30 198 502 030	177 905	71 993 41 132 91 665	48 000 84 068 1 205 018	2 592 632 1 056 176 10 404 048 10 836
631 400 1 149 217	18 657 35 542	40 371 106 403		8 920 46 350	6 548 214 79 434	680 691 7 941 405 133 655
1 256 770 1 616 152 3 415 950 130 957	1 444	37 382 152 599 63 399 18 561		10 869 2 250 22 984	3 838 293 84 188 259 591	5 143 314 1 906 566 3 827 592 172 027
<b>15 518 873</b>	<b>421 124</b>	<b>998 084</b>	<b>177 905</b>	<b>296 163</b>	<b>12 146 806</b>	<b>33 868 942</b>
8 942 603 2 303 823	178 784	256 584 130 635		386 503 2 395	7 111 117 423	11 775 920 2 601 531
<b>11 246 426</b>	<b>178 784</b>	<b>387 219</b>		<b>388 898</b>	<b>124 534</b>	<b>14 377 451</b>
<b>20 386 727</b>	<b>10 448 298</b>	<b>975 064</b>		<b>385 528</b>	<b>4 129 373</b>	<b>38 956 100</b>

SOMMAIRE DES DÉPENSES POUR LES CONTRATS DE CONSTRUCTION OU ACQUISITION DE MATÉRIEL ET D'OUTILLAGE — Suite

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport <sup>(1)</sup>	Munitions et armes de guerre	Matériel de communication
	\$	\$	\$
<b>FINANCES—</b>			
Ministère—			
Programme des politiques financières et économiques .....	23 364		50 572
Vérificateur général .....			57 420
Tribunal canadien du commerce extérieur .....	15 875		1 500
Bureau du surintendant des institutions financières .....			19 558
	<b>39 239</b>		<b>129 050</b>
<b>PÊCHES ET OCÉANS—</b>			
Ministère .....	<b>25 961 905</b>		<b>3 955 584</b>
<b>AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL—</b>			
Ministère .....	3 431 917		8 171 979
Agence canadienne de développement international .....			
Commission mixte internationale .....			
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne .....			2 139
	<b>3 431 917</b>		<b>8 174 118</b>
<b>GOUVERNEUR GÉNÉRAL.....</b>			
<b>SANTÉ</b>			
Ministère (Santé nationale et Bien-être social)—			
Programme de santé .....	1 860 694		382 003
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses .....			
Conseil de recherches médicales .....			10 422
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés .....			
	<b>1 860 694</b>		<b>392 425</b>

7.4 CONSTRUCTION OU ACQUISITION DE MATÉRIEL ET D'OUTILLAGE

Matériel d'ordinateur/ matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé <sup>(2)</sup>	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles de logiciels)	Autres équipements et machinerie <sup>(3)</sup>	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
2 682 759		49 242				2 805 937
662 428		83 723				803 571
149 756		4 854				171 985
773 979		170 387			93 877	1 057 801
<b>4 268 922</b>		<b>308 206</b>			<b>93 877</b>	<b>4 839 294</b>
<b>16 827 741</b>	<b>16 520 139</b>	<b>1 587 299</b>	<b>475 692</b>	<b>2 711 798</b>	<b>9 230 081</b>	<b>77 270 239</b>
11 232 618	2 180 952	8 502 516		1 899 808	3 426 375	38 846 165
969 824		256 087		721 364		1 947 275
27 923		17 890		8 210		54 023
61 982		4 622				68 743
<b>12 292 347</b>	<b>2 180 952</b>	<b>8 781 115</b>		<b>2 629 382</b>	<b>3 426 375</b>	<b>40 916 206</b>
<b>103 063</b>		<b>1 757</b>		<b>1 935</b>	<b>15 198</b>	<b>121 953</b>
9 481 228	8 079 747	2 682 873	48 399	2 949 618	2 596 468	28 081 030
				2 370		2 370
78 078		16 191				104 691
65 812		12 847		18 035		96 694
<b>9 625 118</b>	<b>8 079 747</b>	<b>2 711 911</b>	<b>48 399</b>	<b>2 970 023</b>	<b>2 596 468</b>	<b>28 284 785</b>

SOMMAIRE DES DÉPENSES POUR LES CONTRATS DE CONSTRUCTION OU ACQUISITION DE MATÉRIEL ET D'OUTILLAGE —*Suite*

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport <sup>(1)</sup>	Munitions et armes de guerre	Matériel de communication
	\$	\$	\$
<b>DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES—</b>			
Ministère (Emploi et Immigration)—			
Programme des services généraux . . . . .	279 020		1 812 571
Programme d'emploi et d'assurance . . . . .	660 946		2 389 739
Programme du travail . . . . .	79 965		354 015
Programme de la sécurité du revenu . . . . .	68 381		42 183
Programme du développement social et de l'éducation . . . . .			269 257
Conseil canadien des relations du travail . . . . .			
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs . . . . .			10 463
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail . . . . .			
	<b>1 088 312</b>		<b>4 878 228</b>
<b>AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN—</b>			
Ministère—			
Programme d'administration . . . . .			13 274
Programme des affaires indiennes et inuit . . . . .	436 404		279 355
Programme des affaires du Nord . . . . .	320 511		112 405
Commission canadienne des affaires polaires . . . . .			
	<b>756 915</b>		<b>405 034</b>
<b>INDUSTRIE—</b>			
Ministère—			
Programme du développement de l'industrie et des sciences . . . . .	197 823		1 660 071
Programme des services axés sur le marché . . . . .	970 164		491 618
Agence spatiale canadienne . . . . .			1 039 569
Tribunal de la concurrence . . . . .			
Commission du droit d'auteur . . . . .			
Bureau fédéral de développement régional (Québec) . . . . .	36 759		8 283
Conseil national de recherches du Canada . . . . .	100 750		635 014
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie . . . . .			4 893
Conseil de recherches en sciences humaines . . . . .			1 337
Statistique Canada . . . . .	19 527		12 147
	<b>1 325 023</b>		<b>3 852 932</b>
<b>JUSTICE—</b>			
Ministère . . . . .	43 040		51 633
Commission canadienne des droits de la personne . . . . .			53 562
Commissaire à la magistrature fédérale . . . . .			
Cour fédérale du Canada . . . . .			107 375
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada . . . . .			2 500
Cour suprême du Canada . . . . .	5 637		2 554
Cour canadienne de l'impôt . . . . .			
	<b>48 677</b>		<b>217 624</b>

7.6 CONSTRUCTION OU ACQUISITION DE MATÉRIEL ET D'OUTILLAGE

Matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé <sup>(2)</sup>	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles de logiciels)	Autres équipements et machinerie <sup>(3)</sup>	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
9 297 643	106 720	2 157 461	580 843	337 673	295 695	14 867 626
41 230 626	68 461	3 752 599	928 216	1 556 559	594 151	51 181 297
1 395 556	5 061	330 369	17 547	266 235	50 038	2 498 786
528 190		12 743	8 278	15 862	58 379	734 016
1 338 971	6 350	273 772	69 901	124 951	19 269	2 102 471
70 353		13 199		151 778		235 330
59 055		6 420		27 025		102 963
88 343		4 300		4 500		97 143
<b>54 008 737</b>	<b>186 592</b>	<b>6 550 863</b>	<b>1 604 785</b>	<b>2 484 583</b>	<b>1 017 532</b>	<b>71 819 632</b>
964 109	694	54 534		26 758	3 235	1 062 604
3 558 775		255 604		208 485	132 000	4 870 623
1 141 775	185 869	181 253		153 560	230 126	2 325 499
9 437		2 220				11 657
<b>5 674 096</b>	<b>186 563</b>	<b>493 611</b>		<b>388 803</b>	<b>365 361</b>	<b>8 270 383</b>
16 507 595	1 814 039	1 381 825		806 023	3 157 438	25 524 814
7 036 748	3 784 287	1 450 101		120 792	469 303	14 323 013
7 576 706	112 513 835	157 668		1 332 844	1 235 322	123 855 944
3 518						3 518
14 143						14 143
1 231 565		13 698		13 728		1 304 033
8 316 545	15 654 141	596 777	568 112	19 273	1 121 019	27 011 631
580 370		3 820		6 231	3 120	598 434
124 259		25 074				150 670
1 667 491		392 107		12 224 540	681 156	14 996 968
<b>43 058 940</b>	<b>133 766 302</b>	<b>4 021 070</b>	<b>568 112</b>	<b>14 523 431</b>	<b>6 667 358</b>	<b>207 783 168</b>
6 212 022		295 233		174 880		6 776 808
353 256		16 037			(80 000)	342 855
118 639		20 851		13 057		152 547
753 584		232 867			84 109	1 177 935
71 373		29 950		5 310		109 133
207 530		51 520		10 440	15 363	293 044
325 195		33 877		2 295		361 367
<b>8 041 599</b>		<b>680 335</b>		<b>205 982</b>	<b>19 472</b>	<b>9 213 689</b>

SOMMAIRE DES DÉPENSES POUR LES CONTRATS DE CONSTRUCTION OU ACQUISITION DE MATÉRIEL ET D'OUTILLAGE—*Suite*

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport <sup>(1)</sup>	Munitions et armes de guerre	Matériel de communication
	\$	\$	\$
<b>DÉFENSE NATIONALE—</b>			
Ministère.....	1 320 681 562	205 257 006	388 451 513
Protection civile Canada.....			158 437
	<b>1 320 681 562</b>	<b>205 257 006</b>	<b>388 609 950</b>
<b>REVENU NATIONAL .....</b>	<b>976 140</b>		<b>2 751 615</b>
<b>RESSOURCES NATURELLES—</b>			
Ministère—			
Programme de l'énergie, des mines et des ressources.....	333 644		683 391
Programme des forêts.....	94 917		297 136
Commission de contrôle de l'énergie atomique.....	61 905		175 781
Office national de l'énergie .....			12 020
	<b>490 466</b>		<b>1 168 328</b>
<b>PARLEMENT—</b>			
Sénat .....			
Chambre des communes.....	21 711		3 172 603
Bibliothèque du Parlement.....			
	<b>21 711</b>		<b>3 172 603</b>
<b>CONSEIL PRIVÉ—</b>			
Ministère.....	62 573		376 294
Centre canadien de gestion .....			24 491
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes.....			
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports.....	39 552		47 827
Directeur général des élections.....			
Commissaire aux langues officielles.....	22 914		
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie.....			
Commission des relations de travail dans la fonction publique.....			1 330
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité.....			
	<b>125 039</b>		<b>449 942</b>

Matériel d'ordinateur/ matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé <sup>(2)</sup>	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles de logiciels)	Autres équipements et machinerie <sup>(3)</sup>	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
207 237 486	153 797 142	15 669 398	743 405	1 128 028	46 454 319	2 339 419 859
64 378		41 788		4 922	6 767	276 292
<b>207 301 864</b>	<b>153 797 142</b>	<b>15 711 186</b>	<b>743 405</b>	<b>1 132 950</b>	<b>46 461 086</b>	<b>2 339 696 151</b>
<b>43 536 320</b>	<b>2 315 418</b>	<b>2 017 043</b>		<b>356 642</b>	<b>605 644</b>	<b>52 558 822</b>
13 328 994	6 853 879	590 955	140 047	101 991	2 693 825	24 726 726
2 053 415	1 169 746	49 245	10 055	37 175	414 973	4 126 662
975 156	59 121	71 671		50 504		1 394 138
700 345		37 710		21 386		771 461
<b>17 057 910</b>	<b>8 082 746</b>	<b>749 581</b>	<b>150 102</b>	<b>211 056</b>	<b>3 108 798</b>	<b>31 018 987</b>
983 846		193 913		1 450 122		2 627 881
2 854 664		647 347		227 252	40 028	6 963 605
23 303		7 043		6 237	810	37 393
<b>3 861 813</b>		<b>848 303</b>		<b>1 683 611</b>	<b>40 838</b>	<b>9 628 879</b>
2 047 387	5 853	1 399		4 593	42 106	2 540 205
544 184		9 999			3 710	582 384
45 207		5 500		4 600		55 307
259 457		6 440		12 426	34 317	400 019
842 522		55 233				897 755
282 662		4 940				310 516
61 478		9 466				70 944
53 640				15 525		70 495
88 493						88 493
<b>4 225 030</b>	<b>5 853</b>	<b>92 977</b>		<b>37 144</b>	<b>80 133</b>	<b>5 016 118</b>



**TRAVAUX PUBLICS ET****SERVICES GOUVERNEMENTAUX—**

Ministère (Travaux publics et

Approvisionnements et Services)—

Programme des services.....	103 849	212 539
Programme des biens immobiliers.....		4 537
Programme des approvisionnements et services.....	149 164	3 189 783

---

**253 013** **3 406 859**

---

**SOLLICITEUR GÉNÉRAL—**

Ministère.....

14 581 3 650

Service correctionnel.....

3 323 039 13 336 110

Commission nationale des libérations conditionnelles.....

177 257 34 525

Bureau de l'enquêteur correctionnel.....

3 600

Gendarmerie royale du Canada.....

46 383 914 13 178 567

Commission des plaintes du public contre la

Gendarmerie royale du Canada.....

---

**49 898 791** **26 556 452**

---

**TRANSPORTS—**

Ministère.....

15 364 473 2 023 985

Office national des transports.....

8 824

---

**15 364 473** **2 032 809**

---

**CONSEIL DU TRÉSOR—**

Secrétariat—

Programme relatif à l'administration centrale de la fonction  
publique.....

89 716

---

**89 716**

---

**ANCIENS COMBATTANTS—**

Ministère—

Programme des anciens combattants.....

181 460 57 519

Programme de la Commission canadienne des pensions.....

Programme du Bureau de services juridiques des pensions.....

Matériel d'ordinateur/ matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé <sup>(2)</sup>	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles de logiciels)	Autres équipements et machinerie <sup>(3)</sup>	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
4 255 919	1 333 868	3 831 339	34 380	377 724	4 235 632	14 385 250
729 589	15 509	145 210		2 965	19 898	917 708
18 318 034	2 698	145 627		48 545	1 120 349	22 974 200
<b>23 303 542</b>	<b>1 352 075</b>	<b>4 122 176</b>	<b>34 380</b>	<b>429 234</b>	<b>5 375 879</b>	<b>38 277 158</b>
845 060		13 599		9 790	14 355	901 035
16 257 756		2 526 563	158 921		8 340 843	43 943 232
483 018		38 452		5 090	111 626	849 968
39 855						43 455
38 577 308	4 670 523	5 147 433	101 296	173 807	8 400 464	116 633 312
81 728		5 663		1 655		89 046
<b>56 284 725</b>	<b>4 670 523</b>	<b>7 731 710</b>	<b>260 217</b>	<b>190 342</b>	<b>16 867 288</b>	<b>162 460 048</b>
10 094 652	32 369 083	3 481 224	246 319	3 118 974	6 565 938	73 264 648
190 742						199 566
<b>10 285 394</b>	<b>32 369 083</b>	<b>3 481 224</b>	<b>246 319</b>	<b>3 118 974</b>	<b>6 565 938</b>	<b>73 464 214</b>
1 503 556		254 470		1 531		1 849 273
<b>1 503 556</b>		<b>254 470</b>		<b>1 531</b>		<b>1 849 273</b>
4 009 787	191 740	716 707		115 560	125 617	5 398 390
2 200						2 200
29 642				5 493		35 135
66 726		144 633			4 590	215 949
<b>4 108 355</b>	<b>191 740</b>	<b>861 340</b>		<b>121 053</b>	<b>130 207</b>	<b>5 651 674</b>

SOMMAIRE DES DÉPENSES POUR LES CONTRATS DE CONSTRUCTION OU ACQUISITION DE MATÉRIEL ET D'OUTILLAGE—Fin

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport <sup>(1)</sup>	Munitions et armes de guerre	Matériel de communication
	\$	\$	\$
<b>DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN.....</b>			<b>20 131</b>
<b>Total .....</b>	<b>1 432 268 153</b>	<b>205 257 006</b>	<b>457 189 404</b>

<sup>(1)</sup> Cette catégorie comprend navires et bateaux, 602 783 769 \$; aéronefs, 408 511 472 \$; véhicules militaires routiers automobiles, 304 157 319 \$; véhicules non militaires routiers automobiles, 106 104 932 \$; et, véhicules divers, 10 710 661 \$.

<sup>(2)</sup> Cette catégorie comprend les articles tels que instruments, appareils et accessoires de mesure, de contrôle, de laboratoire, de médecine et d'optique; équipement de radar; matériel de sécurité et d'hygiène, dispositifs d'alarme et de signalisation; etc.

<sup>(3)</sup> Cette catégorie comprend les articles tels que matériel de transport, élévatoire, de manutention et autre matériel.

Matériel d'ordinateur/ matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé <sup>(2)</sup>	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles de logiciels)	Autres équipements et machinerie <sup>(3)</sup>	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
898 155		43 129		7 585	24 207	993 207
596 057 685	381 559 273	64 666 343	4 471 645	34 531 658	123 096 684	3 299 097 851

# SECTION 8

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*  
1995-1996

## Paiements de transfert

### SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Paiements de transfert .....	8.2

**Paiements de transfert**

L'état qui suit présente le montant total dépensé en paiements de transfert au cours de l'exercice par ministère et organisme sous chaque portefeuille ministériel. Un paiement de transfert est une subvention, une contribution ou un autre paiement effectué par le gouvernement à l'égard duquel il ne reçoit ni produit, ni service. Les montants présentés comprennent les dépenses découlant d'opérations internes et externes. Les opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les opérations internes impliquent des organisations faisant partie du périmètre comptable du gouvernement du Canada.

Certains renseignements qui ne sont pas publiés dans les *Comptes publics du Canada* sont disponibles sur demande seulement. Pour obtenir un exemplaire de ces renseignements, prière de vous référer au Formulaire de demande de renseignements non publiés apparaissant au début de ce volume ou contacter Travaux publics et Services gouvernementaux Canada en composant le (819) 956-8551 si le présent volume ne contient pas le formulaire. Ces renseignements comprennent pour chaque programme gouvernemental :

- le montant total dépensé pendant l'exercice en cours;
- le montant total versé à un bénéficiaire ou à une catégorie de bénéficiaires; et,
- une liste détaillée, pour chaque catégorie de bénéficiaires, de l'ensemble des versements (c.-à-d. les paiements en espèces et les charges à payer) à un bénéficiaire se chiffrant à 100 000 \$ ou plus. Le détail comprend le nom et le lieu du bénéficiaire ainsi que le montant total versé.

**SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT**

Ministère et organisme	Total
	\$
<b>AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE—</b>	
Ministère .....	<b>1 789 562 034</b>
<b>AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE—</b>	
Ministère .....	<b>323 767 745</b>
<b>PATRIMOINE CANADIEN—</b>	
Ministère (Communications)—	
Programme de l'identité canadienne .....	454 934 641
Programme Parcs Canada .....	20 986 678
Archives nationales du Canada .....	2 147 941
Office national du film .....	384 278
Bibliothèque nationale .....	452 000
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice .....	8 599 000
	<b>487 504 538</b>
<b>CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION—</b>	
Ministère .....	<b>245 465 865</b>
<b>ENVIRONNEMENT</b> .....	<b>54 482 716</b>
<b>FINANCES—</b>	
Ministère—	
Programme des politiques financières et économiques .....	575 412 332
Programme des paiements de transfert fiscal .....	8 815 750 717
Vérificateur général .....	398 000
	<b>9 391 561 049</b>

**8.2 PAIEMENTS DE TRANSFERT**

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT —*Suite*

Ministère et organisme	Total
	\$
<b>PÊCHES ET OCÉANS—</b>	
Ministère .....	<b>78 845 799</b>
<b>AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL—</b>	
Ministère .....	374 932 855
Agence canadienne de développement international .....	1 706 195 541
	<b>2 081 128 396</b>
<b>GOVERNEUR GÉNÉRAL.....</b>	<b>253 498</b>
<b>SANTÉ—</b>	
Ministère (Santé nationale et Bien-être social)—	
Programme de santé .....	7 805 564 383
Conseil de recherches médicales .....	243 186 879
	<b>8 048 751 262</b>
<b>DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES—</b>	
Ministère (Emploi et Immigration)—	
Programme d'emploi et d'assurance .....	1 323 950 219
Programme du travail .....	5 573 630
Programme de la sécurité du revenu .....	21 033 847 167
Programme du développement social et de l'éducation .....	10 741 568 827
	<b>33 104 939 843</b>
<b>AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN—</b>	
Ministère—	
Programme d'administration .....	458 000
Programme des affaires indiennes et inuit .....	3 595 823 828
Programme des affaires du Nord .....	68 463 736
Programme de paiements de transfert aux gouvernements territoriaux .....	1 195 689 398
Commission canadienne des affaires polaires .....	20 000
	<b>4 860 454 962</b>
<b>INDUSTRIE—</b>	
Ministère—	
Programme du développement de l'industrie et des sciences .....	688 341 204
Programme des services axés sur le marché .....	1 047 000
Agence spatiale canadienne .....	32 643 255
Bureau fédéral de développement régional (Québec) .....	348 577 924
Conseil national de recherches du Canada .....	128 046 671
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie .....	451 856 000
Conseil de recherches en sciences humaines .....	91 579 000
Statistique Canada .....	396 395
	<b>1 742 487 449</b>

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT —*Suite*

Ministère et organisme	Total
	\$
<b>JUSTICE—</b>	
Ministère .....	261 389 453
Commissaire à la magistrature fédérale .....	36 550 560
Cour suprême du Canada .....	1 172 520
	<b>299 112 533</b>
<b>DÉFENSE NATIONALE—</b>	
Ministère .....	214 103 470
Protection civile Canada .....	56 084 153
	<b>270 187 623</b>
<b>REVENU NATIONAL.....</b>	<b>131 898 258</b>
<b>RESSOURCES NATURELLES—</b>	
Ministère—	
Programme de l'énergie, des mines et des ressources .....	206 597 579
Programme des forêts .....	72 452 049
Commission de contrôle de l'énergie atomique .....	639 590
	<b>279 689 218</b>
<b>PARLEMENT—</b>	
Sénat .....	544 551
Chambre des communes .....	634 061
	<b>1 178 612</b>
<b>CONSEIL PRIVÉ—</b>	
Ministère .....	1 775 700
Centre canadien de gestion .....	149 000
Directeur général des élections .....	109 501
	<b>2 034 201</b>
<b>TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX—</b>	
Ministère (Travaux publics et Approvisionnement et Services)—	
Programme des services .....	35 555 412
Programme des biens immobiliers .....	401 949 944
Programme des approvisionnements et services .....	1 308 048
	<b>438 813 404</b>
<b>SOLLICITEUR GÉNÉRAL—</b>	
Ministère .....	39 744 319
Service correctionnel .....	1 532 971
Gendarmerie royale du Canada .....	38 753 702
	<b>80 030 992</b>



## SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT —Fin

Ministère et organisme	Total
	\$
<b>TRANSPORTS—</b>	
Ministère.....	395 930 031
Office national des transports.....	266 766 957
	<b>662 696 988</b>
<b>CONSEIL DU TRÉSOR—</b>	
Secrétariat—	
Programme relatif à l'administration centrale de la fonction publique.....	258 160
Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance.....	328 522
	<b>586 682</b>
<b>ANCIENS COMBATTANTS—</b>	
Ministère—	
Programme des anciens combattants.....	<b>1 391 495 467</b>
<b>DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN.....</b>	<b>330 305 686</b>
<b>Total.....</b>	<b>66 097 234 820</b>

# SECTION 9

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*  
1995-1996

## Frais de la dette publique

### SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Frais de la dette publique .....	9.2

**Frais de la dette publique**

Les frais de la dette publique comprennent:

- les intérêts sur la dette non échue et sur les régimes de retraite et autres comptes;
- l'amortissement de primes, escomptes et commissions à l'émission de la dette non échue; et,
- les frais de service et coûts d'émission de nouveaux emprunts.

L'état suivant présente le détail des frais de la dette publique pour l'exercice en cours.

	Taux d'intérêt	Montant de capital	Montant dépensé en 1995-1996
	%	\$	\$
<b>DETTE NON ÉCHUE—</b>			
<b>Intérêt sur les obligations négociables—</b>			
À payer en monnaie canadienne—			
P 1—1936-96 .....	3	55 000 000	1 649 802
T 15—1956-96/98 (emprunt de conversion) .....	3,75	197 045 000	7 371 053
F 33—1968-95 (échue le 1 <sup>er</sup> octobre 1995) .....	6,5		3 276 712
F 97—1975/76-95 (échue le 1 <sup>er</sup> octobre 1995) .....	10		32 678 349
J 2—1976/78-2001 .....	9,5	1 232 750 000	117 008 428
J 7—1977-2002 .....	8,75	213 000 000	18 147 543
J 9—1977/78-97 .....	9,25	876 000 000	81 159 803
J 13—1977-99 .....	9	527 500 000	46 906 729
J 18—1978-2003 .....	9,5	670 500 000	63 595 874
J 22—1978-2000 .....	9,75	500 000 000	48 850 354
J 24—1979-2004 .....	10,25	2 200 000 000	223 778 865
J 25—1979-2002 .....	10	1 850 000 000	185 330 829
J 30—1979/87-2004 .....	10,5	875 000 000	92 064 128
J 34—1979/80/83-2002 .....	11,25	1 625 000 000	183 188 826
J 35—1980/83-2003 .....	11,75	2 700 000 000	317 823 377
J 39—1980/81/82-2000 .....	13,75	1 050 000 000	144 357 708
J 42—1980/81-2001 .....	13	1 325 000 000	172 568 833
J 53—1980-99 .....	13,5	400 000 000	54 034 886
J 66—1981-2001 .....	15,75	425 000 000	67 091 327
J 70—1981-2000 .....	15	175 000 000	26 304 233
J 79—1982-2002 .....	15,5	350 000 000	54 243 503
H 6—1983/85-2005 .....	12,25	1 375 000 000	168 399 674
H 9—1983/84-2005 .....	12	1 775 000 000	212 952 167
H 18—1984/85-2006 .....	12,5	975 000 000	121 847 631
H 22—1984-2004 .....	13,5	550 000 000	74 402 846
H 26—1984-2006 .....	14	1 025 000 000	143 795 400
H 30—1984-2007 .....	13,75	325 000 000	44 677 465
H 36—1984-2007 .....	13	700 000 000	91 187 327
H 41—1984-2008 .....	12,75	750 000 000	95 603 526
H 52—1985-2008 .....	11,75	725 000 000	85 362 862
H 54—1985-95 (échue le 1 <sup>er</sup> avril 1995) .....	11,25		624 144
H 58—1985-2009 .....	11,5	400 000 000	46 071 862
H 62—1985/90-95 (échue le 1 <sup>er</sup> juin 1995) .....	10,5		52 689 279
H 63—1985/88-2009 .....	10,75	1 300 000 000	140 037 681
H 67—1985/89/90-95 (échue le 15 décembre 1995) .....	10,75		222 251 729
H 68—1985/87-2009 .....	11	925 000 000	101 959 456
H 74—1985/87/88/89-2008 .....	10	3 450 000 000	345 710 195
H 76—1986/87/88/90/91-96 (échue le 1 <sup>er</sup> mars 1996) .....	10,25		235 379 517
H 79—1986-2010 .....	9,75	325 000 000	31 680 384
H 80—1986/87/88/89-96 .....	9,25	3 300 000 000	302 439 558
H 81—1986/87/89/90-2010 .....	9,5	2 975 000 000	283 206 794
H 84—1986/87-96 .....	8,75	2 175 000 000	190 704 265
H 85—1986-2010 .....	8,75	325 000 000	28 496 040
H 87—1986/87/88-2011 .....	9	1 975 000 000	177 710 083
H 97—1987/91-97 .....	8,25	3 400 000 000	275 747 588
H 98—1987-2011 .....	8,5	750 000 000	63 881 232

Frais de la dette publique—Suite

	Taux d'intérêt	Montant de capital	Montant dépensé en 1995-1996
	%	\$	\$
A 8—1987/88/90/91-97	9,75	2 775 000 000	258 251 155
A 10—1987/89/90-98	10,75	2 225 000 000	239 158 853
A 17—1988/89/91-98	9,5	3 100 000 000	285 008 855
A 18—1988/89-98	10,25	2 275 000 000	229 710 916
A 23—1989/90/91-2014	10,25	3 150 000 000	322 836 329
A 27—1989-99	9,25	2 825 000 000	261 850 422
A 30—1990-2000	9,75	1 575 000 000	153 878 614
A 32—1990-2000	10,5	2 900 000 000	305 129 104
A 33—1990-2000	11,5	1 200 000 000	137 969 010
A 34—1990-2015	11,25	2 350 000 000	264 919 226
A 37—1990/91-2001	10,5	3 175 000 000	333 300 135
A 39—1990/91-2021	10,5	1 800 000 000	188 977 364
A 40—1991-2001	9,75	3 550 000 000	338 099 139
A 42—1991-96	9,25	3 425 000 000	317 464 670
A 43—1991-2021	9,75	4 650 000 000	454 308 289
A 45—1991-2001	9,75	3 850 000 000	376 147 723
A 47—1991/92-2002	8,5	5 450 000 000	464 203 617
A 49—1991/92-2022	9,25	2 550 000 000	236 360 557
A 50—1992-97	7,5	4 200 000 000	307 663 657
A 52—1992-95 (échue le 1 <sup>er</sup> novembre 1995)	8,25		72 753 235
A 54—1992/93-96 (échue le 1 <sup>er</sup> février 1996)	6		177 596 649
A 55—1992/93/94-2023	8	8 200 000 000	657 350 400
A 56—1992/93-98	6,25	6 600 000 000	398 469 874
A 57—1992/93-2003	7,25	6 900 000 000	501 279 783
A 59—1993-96	6,5	3 800 000 000	247 567 625
A 60—1993-98	6,5	6 800 000 000	439 127 782
A 61—1993-2003	7,5	8 800 000 000	661 358 635
A 62—1993-95 (échue le 15 septembre 1995)	6,25		122 594 178
A 70—1993/94-99	5,75	6 700 000 000	378 561 800
A 71—1993/94-96 (échue le 15 mars 1996)	4,75		222 547 260
A 72—1994-2004	6,5	7 900 000 000	514 557 059
A 73—1994-99	7,75	8 500 000 000	655 850 745
A 74—1994-96	7,75	5 100 000 000	395 202 661
A 75—1994/95-2004	9	7 700 000 000	694 426 566
A 76—1994/95-2025	9	8 900 000 000	597 387 245
A 77—1994/95-2000	8,5	6 500 000 000	540 235 063
A 78—1994/95-97	8	4 800 000 000	383 954 009
A 79—1995-2005	8,75	8 000 000 000	498 717 332
A 80—1995-98	8	5 100 000 000	335 754 952
A 81—1995-2000	7,5	7 600 000 000	408 611 722
A 82—1995-97	7	5 400 000 000	251 398 563
L 25—1991/92/93/94/95-2021	4,25	5 528 269 249	225 288 072
L 26—1995/96-2026	4,25	656 828 414	5 507 924
M 1—1990-2019	10,186	8 436 324	1 454 014
VR 22—1995/96-2001	7,5	9 400 000 000	198 622 502
VT 87—1995/96-98	6	5 700 000 000	56 835 751
VU 50—1996-2006	7	4 400 000 000	142 369
		252 765 328 987	20 596 641 272
Moins : titres détenus par le gouvernement		65 385 000	
		252 699 943 987	20 596 641 272
À payer en devises—			
Dollars des États-Unis <sup>(1)</sup> —			
1985-95 (échue le 15 juillet 1995)	10		23 426 949
1985-95 (échue le 21 novembre 1995)	10,125		(819 307)
1986-96 (échue le 27 février 1996)	9		88 139 613
1994-97	6,5	2 718 200 000	174 659 478
1994-99	Flottant	2 718 200 000	158 600 196
1995-2000	6,5	2 038 650 000	111 094 804
1995-2005	6,375	2 038 650 000	90 145 130
		9 513 700 000	645 246 863
		262 213 643 987	21 241 888 135

## Frais de la dette publique—Suite

	Taux d'intérêt	Montant de capital	Montant dépensé en 1995-1996
	%	\$	\$
<b>Intérêt sur les obligations d'épargne du Canada—</b>			
S 42—1987-97 .....	5,75-6,5-7,5-6,75	3 596 398 650	326 511 807
S 43—1988-98 .....	5,75-6,5-7,5-6,75	3 410 180 800	290 988 269
S 44—1989-2001 .....	5,75-6,5-7,5-6,75	2 715 756 300	216 807 324
S 45—1990-2002 .....	5,75-6,5-7,5-6,75	2 472 671 000	187 967 431
S 46—1991-2003 .....	5,75-6,5-7,5-6,75	3 563 304 300	260 583 273
S 47—1992-2004 .....	5,75-6,5-7,5-6,75	4 119 629 500	293 214 677
S 48—1993-2005 .....	5,75-6,5-7,5-6,75	2 580 527 800	183 840 191
S 49—1994-2006 .....	5,75-6,5-7,5-6,75	4 510 951 400	340 711 630
S 50—1995-2007 .....	5,25	4 458 590 655	83 444 669
		<i>31 428 010 405</i>	<i>2 184 069 271</i>
Moins : titres détenus par le gouvernement .....		968 078 876	
		<b>30 459 931 529</b>	<b>2 184 069 271</b>
<b>Intérêt sur les obligations pour le Régime de pensions du Canada.....</b>	<b>divers</b>	<b>3 478 234 000<sup>(2)</sup></b>	<b>379 091 281</b>
<b>Intérêt sur les billets du Canada.....</b>	<b>divers</b>	<b>310 078 665</b>	<b>182 208</b>
Total des intérêts sur la dette non échue .....		296 461 888 181	23 805 230 895
<b>Amortissement d'escomptes à l'émission de bons du Trésor—</b>			
Amortissement d'escomptes concernant les émissions de 1994-1995 .....			2 886 176 549
Amortissement d'escomptes concernant les émissions de 1995-1996 .....		166 100 000 000	8 232 137 915
		<b>166 100 000 000</b>	<b>11 118 314 464</b>
<b>Amortissement d'escomptes et primes à l'émission d'obligations négociables....</b>			<b>341 912 432</b>
<b>Amortissement d'escomptes à l'émission de bons du Canada—</b>			
Amortissement d'escomptes concernant les émissions de 1994-1995 .....			86 585 073
Amortissement d'escomptes concernant les émissions de 1995-1996 .....		6 985 549 748	217 851 111
		<b>6 985 549 748</b>	<b>304 436 184</b>
<b>Amortissement de commissions et rémunérations à l'émission d'obligations d'épargne du Canada.....</b>			<b>47 701 661</b>
Total de l'amortissement de primes, escomptes et commissions à l'émission de la dette non échue .....		173 085 549 748	11 812 364 741
<b>Frais de service et coûts d'émission de nouveaux emprunts.....</b>			<b>53 023 569</b>
<b>Total des frais de la dette publique relativement à la dette non échue.....</b>		<b>469 547 437 929</b>	<b>35 670 619 205</b>
<b>RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES COMPTES (INTÉRÊT)—</b>			
Régimes de retraite du secteur public—			
Compte de pension de retraite de la fonction publique .....	divers	64 997 316 133	6 191 172 586
Compte de pension de retraite des Forces canadiennes .....	divers	37 122 160 427	3 551 180 996
Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada .....	divers	7 527 706 009	708 235 808
Compte d'allocations de retraite des parlementaires .....	divers	245 777 087	23 982 662
Compte de convention de retraite des parlementaires .....	divers	25 600 159	2 516 179
Compte de convention de retraite .....	divers	407 922 500	
Compte de prestations de retraite supplémentaires .....	divers	49 467 897	3 481 332
		<i>110 375 950 212</i>	<i>10 480 569 563</i>
Provision pour redressements au titre des régimes de retraite .....		2 494 000 000	
		<b>107 881 950 212</b>	<b>10 480 569 563</b>
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus par le Fonds de placements du Régime de pensions du Canada) .....	divers	<b>3 636 597 886</b>	<b>294 039 846</b>
Compte des rentes sur l'État .....	divers	<b>651 742 382</b>	<b>45 122 316</b>
Raccordement permanent de l'Î-P-É au continent .....		<b>772 838 000</b>	
Comptes de dépôt—			
Dépôt en garantie générale .....	divers	150 000	9 584
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent .....	divers	13 000 000	961 287
Dépôt de garantie d'entrepreneurs .....	divers	15 707 585	795 822
Comptes ne portant pas intérêt .....		146 648 249	
		<b>175 505 834</b>	<b>1 766 693</b>

## 9.4 FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE

## Frais de la dette publique—Suite

	Taux d'intérêt	Montant de capital	Montant dépensé en 1995-1996
	%	\$	\$
<b>Comptes en fiducie—</b>			
Compte de pension Halifax 1917 .....	divers	367 894	23 251
Fonds des bandes indiennes .....	divers	912 285 931	69 983 617
Comptes de succession des Indiens .....	divers	6 281 557	478 680
Comptes d'épargne des Indiens .....	divers	154 552 927	12 422 482
<b>Académie Sir William Stephenson—</b>			
Bourses méritoires des diplômés .....	divers		594
Bourses scolaires .....	divers	36 454	1 655
Fonds de fiducie des détenus .....	divers	7 545 591	17 439
Gendarmerie royale du Canada—Caisse fiduciaire de bienfaisance .....	divers	2 533 073	139 640
Comptes de fiducie gérés .....	divers	8 982 639	461 304
Fonds de successions .....	divers	659 727	92 632
Fonds de fiducie de l'administration et du bien-être—Anciens combattants .....	divers	2 079 640	51 655
Comptes ne portant pas intérêt .....		94 652	
		<b>1 095 420 085</b>	<b>83 672 949</b>
<b>Comptes d'assurance et de prestations de décès—</b>			
Comptes de prestations de décès des forces régulières .....	divers	168 100 581	16 654 641
Compte de prestations de décès de la fonction publique .....	divers	1 231 507 422	116 384 942
Comptes ne portant pas intérêt .....		25 336 196	
		<b>1 424 944 199</b>	<b>133 039 583</b>
<b>Comptes de pension—</b>			
Compte de pension pour les agents des rentes .....	divers	16 168	548
<b>Gendarmerie royale du Canada—</b>			
Caisse de pension des personnes à charge .....	divers	26 318 649	2 537 737
		<b>26 334 817</b>	<b>2 538 285</b>
<b>Autres comptes à fins déterminées —</b>			
Programme complémentaire pour le secteur des cultures .....	divers	131 072 965	827 748
Compte de stabilisation du revenu net .....	divers	875 597 640	39 596 807
Ententes relatives aux frais partagés—Recherches—Agriculture .....	divers	8 112 302	553 303
Compte de fiducie de Mackenzie King .....	divers	288 815	18 540
Programme de capitalisation pour la participation du public .....	divers	179 285	12 645
Fonds des écoles publiques—Ontario et Québec .....		2 677 771	133 889 <sup>(3)</sup>
Recherches en dyskinésie et en torticolis .....	divers	81 286	91 817
Fonds de compensation des Indiens .....	divers	222 340	108 746
Compte d'attente pour fonds appartenant aux Indiens .....	divers	20 351 941	545 975
<b>Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie—</b>			
Fonds de fiducie .....	divers	997 042	32 469
<b>Conseil de recherches en sciences humaines—</b>			
Fonds pour les boursiers de la Reine .....	divers	265 569	15 615
Fonds de fiducie .....	divers	9 348	529
Compte spécial de la Cour fédérale .....	divers	6 515 308	345 710
Entente d'exécution—Agence internationale de l'énergie .....	divers	11 129	334
Comptes ne portant pas intérêt .....		128 248 015	
		<b>1 174 630 756</b>	<b>42 284 127</b>
		<b>116 839 964 171</b>	<b>11 083 033 362</b>
<b>Autres comptes—</b>			
Intérêt sur les opérations d'échanges de devises .....	Flottant	(13 208 149) <sup>(4)</sup>	(235 715)
Allocations de droits de tirage spéciaux .....	divers		69 162 647
		<b>(13 208 149)</b>	<b>68 926 932</b>
<b>Total des frais de la dette publique relativement aux régimes de retraite et autres comptes .....</b>		<b>116 826 756 022</b>	<b>11 151 960 294</b>

Frais de la dette publique—Fin

	Taux d'intérêt	Montant de capital	Montant dépensé en 1995-1996
	%	\$	\$
<b>COMPTES À FINS DÉTERMINÉES CONSOLIDÉS (INTÉRÊT)-</b>			
Compte d'assurance-chômage (net) . . . . .	divers	27 041 525	35 385 455
Comptes de stabilisation des produits agricoles (net) . . . . .	divers	33 106 899	1 504 684
Commission des champs de bataille nationaux—Fonds de fiducie . . . . .	divers	340 747	15 668
Fonds de fiducie Claudia de Hueck . . . . .	divers	378 979	22 336
Fonds de pollution pétrolière provenant de navires . . . . .	divers	247 333 080	17 075 258
Comptes ne portant pas intérêt . . . . .		(5 068 842 254)	
		(4 760 641 024)	54 003 401
Redressement de consolidation (opérations montrées avec les recettes et dépenses du gouvernement) . . . . .		4 760 641 024	
<b>Total des frais de la dette publique relativement aux comptes à fins déterminées consolidés . . . . .</b>			<b>54 003 401</b>
<b>TOTAL DES FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE . . . . .</b>		<b>586 374 193 951</b>	<b>46 876 582 900</b>

(1) Converti en \$1 É-U = 1,3591 \$ CAN.

(2) La durée de l'échéance est pour une période de 20 années ou moins telle que prévue par le ministre des Finances sur recommandation de l'Actuaire en chef du Bureau du surintendant des institutions financières et remboursable en totalité ou en partie avant l'échéance, seulement à la discrétion du ministre des Finances.

(3) La répartition de l'intérêt aux provinces de l'Ontario et du Québec est faite sur la base de la population.

(4) Aucun montant de capital n'est présenté puisque le solde de clôture de ce compte de passif est réclassé aux Comptes d'opérations de change.

# SECTION 10

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*

1995-1996

## **Paiements de réclamations contre l'État, Paiements à titre gracieux et Montants adjugés par une cour**

### SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Paiements de réclamations contre l'État . . . . .	10.2
Paiements à titre gracieux . . . . .	10.15
Montants adjugés par une cour . . . . .	10.24



**Paiements de réclamations contre l'État**

Cet état fournit, par portefeuille ministériel et par programme, le détail de tous les paiements de réclamations contre l'État de 1 000 \$ ou plus. Les réclamations inférieures à 1 000 \$ sont présentées en un seul montant à la fin de chaque programme, avec le nombre total de ces réclamations.

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
<b>AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE</b>		<b>Archives nationales du Canada</b>	
<b>Ministère</b>		Accident impliquant un véhicule de l'État—	
Gain d'un grief par un employé, remboursement de la prestation de décès et du régime de retraite suite à l'ordonnance d'un juge—		Kealy et Kealy en fiducie (Anis vs Queen) .....	600 000
TPSGC Moncton NB .....	7 875	<b>Commission de la fonction publique</b>	
TPSGC Montréal Québec .....	1 014	Réclamation reliée à l'emploi—	
Accidents impliquant des véhicules de l'État—		Bailey V .....	2 000
Bennet C .....	76 250		712 016
Brebner A. ....	10 000	<b>CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION</b>	
Inkster, Christie, Hughs, McKay a/s Justice Canada .....	12 076	<b>Ministère</b>	
Ives G. ....	1 076	Accident impliquant un véhicule de l'État—	
Larney F J .....	2 463	Insurance Corporation of British Columbia .....	
Olive, Waller, Zinkham & Waller en fiducie pour James Burdon .....	5 442	Dommage à des biens personnels—	
Saskatchewan Government Insurance .....	1 081	Sloan R K .....	
Stevenson J .....	1 881		68 000
The Manitoba Public Insurance Corporation .....	1 808		69 209
Indemnité pour le règlement d'une plainte de harcèlement—		<b>ENVIRONNEMENT</b>	
Nom retenu <sup>(1)</sup> .....	4 000	Règlement hors cour pour une poursuite en dommage—	
Indemnité pour frais juridiques et coût de règlement hors cour pour résoudre une poursuite judiciaire—		Larouche P .....	
Coalgord Lane Farm .....	58 027	\$ 2 500	
Larkin R. ....	18 139	Caïn, Lamarre, Wells .....	
Nom retenu <sup>(1)</sup> .....	8 000		3 750
Nom retenu <sup>(1)</sup> .....	10 000	Accident de voiture impliquant un véhicule de l'État—	
Nom retenu <sup>(1)</sup> .....	25 000	Amelia Manitobenis (lésion corporelle) .....	
Nom retenu <sup>(1)</sup> .....	7 000	Amelia Manitobenis (Kings Auto Body) .....	
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (24) .....	8 837	Insurance Corporation of British Columbia .....	
	259 969	McCaffery Goss Mudry en fiducie pour Irwin L .....	
		Workers Compensation Board of Nova Scotia .....	
		Réculte endommagée lors de l'installation d'une tour—	
		Gooding J .....	
		1 000	
		Réclamations inférieures à 1 000 \$ (2) .....	
		100	
		48 889	
<b>PATRIMOINE CANADIEN</b>		<b>FINANCES</b>	
<b>Ministère (Communications)</b>		<b>Vérificateur général</b>	
<b>PROGRAMME PARCS CANADA</b>		Règlement hors cour pour une réclamation relatif à l'emploi—	
Accidents impliquant un véhicule de l'État—		O'Connor M, Arthur Lust en fiducie .....	
Cabot Insurance .....	\$ 8 549	Réclamations inférieures à 1 000 \$ (2) .....	
House H .....	300		90 000
Hounsell D. ....	1 935		306
Alberta Motor Association .....	2 568		90 306
Dankov H. ....	2 771	<b>PÊCHES ET OCÉANS</b>	
Lucas Bowker White .....	3 033	<b>Ministère</b>	
Dommage à un véhicule causé par une ponceuse d'autoroute—		Accident impliquant un véhicule de l'État—	
Mitchell R .....	2 561	Alliantz Insurance .....	
Insurance Corporation of British Columbia .....	1 511	\$ 1 075	
Chute dans un fossé à la Citadelle d'Halifax—		McFarlane K .....	
Cochard R .....	29 500	250	
Règlement hors cour pour un désaccord concernant des coûts additionnels facturés non-inclus dans le contrat—		Anstey W .....	
Matheson & Ranisett en fiducie pour MacDonald JC .....	1 905	\$ 12 728	
Indemnité pour perte de revenus—		Gardiner I .....	
Besnier, Parvu et Dion en fiducie pour La Relève du Poète Jomphe Inc. ....	25 000	250	
Dommages à un bateau—		12 978	
Harris, Harding et Becker en fiducie pour Elliot J .....	12 077	Boreal Assurance Inc .....	
Moore A et Singer I .....	1 000	Brake L .....	
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (40) .....	17 306	Budget Rent a Car .....	
	110 016	Canadian General Insurance pour Collier C .....	
		D'Entremont JG .....	
		\$ 1 757	
		Gardian Insurance .....	
		250	
		2 007	
		Gillingham T .....	
		1 518	

## Paiements de réclamations contre l'État — Suite

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
H P Group Insurance Management pour Cochrane C . . . . .	1 360	Indemnité pour des trappes à maquereaux endommagés par un navire—	
Huntsman Marine Science Centre . . . . .	1 740	Hubley R. . . . .	1 800
Hynes A . . . . .	5 222	Coûts reliés au filet de l'Estai—	
Insurance Corporation of B C pour Cochrane P. . . . .	8 539	Central Canada Exhibition Association . . . . .	50 000
Insurance Corporation of B C pour Ewert V . . . . .	2 215	Dommages à un navire de pêche et un moteur—	
Insurance Corporation of B C pour Forrest T. \$ 963		Fudge L. . . . .	3 516
Budget Rent a Car pour Forrest T. . . . . 190	1 153	Règlement hors cour d'un grief—	
Insurance Corporation of B C pour Gilbert S. . . . .	1 582	Wakeford G R . . . . .	37 000
Insurance Corporation of B C pour Girodat D. . . . .	1 275	Règlement hors cour d'une plainte de harcèlement—	
Insurance Corporation of B C pour Kosokoski G . . . . .	1 332	Nom retenu <sup>(1)</sup> . . . . . \$ 10 000	
Insurance Corporation of B C pour Powell L. \$ 3 221		Nom retenu <sup>(1)</sup> . . . . . 10 000	20 000
Raymond Harris pour Powell L. . . . . 200	3 421	Règlement hors cour pour des blessures subies lors d'un accident—	
Insurance corporation of B C pour Smith G. \$ 13 431		Lapointe P en fiducie pour Lamothe D. . . . .	6 000
Shing Cheong Chu pour Smith G . . . . . 7 500	20 931	Règlement d'une réclamation pour blessure personnelle—	
Locke A pour Smith G . . . . .	1 398	Boyne Clarke en fiducie pour Beaver DC . . . . .	11 000
Long Span & Associates pour Addy B. . . . . \$ 1 625		Règlement de Acadia Seafoods Ltd —	
Payne & Edwards pour Addy B . . . . . 1 186		Forbes Roth Basque en fiducie . . . . .	41 000
Dr W J Pratt pour Addy B . . . . . 35	2 846	Accident impliquant un véhicule de l'État—	
Loughran A&C&G Auto Ltd pour Poole LE. . . . .	1 379	Klassic Auto Body Specialists Ltd . . . . .	2 417
L'Unique compagnie d'assurance pour Pelate JE . . . . .	1 399	Règlement pour réparation d'une motoneige—	
Martin Avis King en fiducie pour Barnes M, Howe R, Howe T . . . . .	143 475	Parker B . . . . .	2 513
Power JJ. . . . .	1 407	Accident impliquant un véhicule de l'État—	
Robinson Sheppard Shapiro . . . . .	5 471	La Capitale compagnie d'assurance générales pour Munger J P . . . . .	1 509
Royal Insurance pour Cox J . . . . .	1 648	Indemnité pour un navire de l'État en collision avec un navire de pêche—	
Taylor & Compagny en fiducie pour Correla R . . . . .	18 113	Langlois Robert Gaudreau en fiducie pour Bennett W et al . .	314 245
Tulk M. . . . .	1 424	H A Winters pour Lynn Dover Foods . . . . .	270 000
Wilsanco Ltd . . . . .	3 350	McLaren System Inc . . . . .	3 056
Accident impliquant un navire de l'État—		Indemnité pour le remboursement de frais juridiques—	
Bowman G . . . . .	3 500	Cassel Brock & Blackwell pour Stogdale captain . . . . .	301 366
Indemnité pour des dommages causés à la peinture d'un véhicule lors de l'exercice de peinture de bouées—		Hedley & McQuatty en fiducie pour Felker J et al . . . . .	19 936
Family Insurance Corporation pour Hynes L . . . . .	2 166	Nimigan MJ en fiducie pour Felker J et Matthews et al . . . . .	3 080
Indemnité de départ—		Felker J . . . . .	28 460
Power G . . . . .	5 366	William Morris Law Office en fiducie pour Matthews et al . .	28 465
Indemnité pour la duplication non-autorisée de logiciel—		Indemnité pour blessures personnelles suite à une chute —	
Donahue Gallager Woods & Wood en fiducie pour Auto Desk Inc. . . . .	6 800	Turpin M. . . . .	6 000
Indemnité pour un grief de reclassification de poste—		Reclamations inférieures à 1 000 \$ (54) . . . . .	26 503
Augustus P. . . . .	2 500		1 518 545
Indemnité pour des dommages causés à un navire lors d'une expédition de secours—			
General Boats Works pour Tkatschow M . . . . .	2 124		
Indemnité concernant le projet "Canso Canal Stop Logs" Dineen Construction . . . . .	43 580		
Indemnité pour des dommages à des appâts de pêche—			
Porter T . . . . .	2 033		
Indemnité pour le temps perdu lors du chargement de bois—			
Great Northern Timber Inc . . . . .	2 507		
Indemnité pour des dommages causés à Fox Farm par un hélicoptère—			
Anstey H . . . . .	1 705		
Indemnité pour le règlement d'une plainte pour harcèlement—			
Nom retenu <sup>(1)</sup> . . . . .	1 137		
Indemnité pour un navire endommagé par un marqueur submergé—			
Redmond MR . . . . .	1 846		
Indemnité pour un navire endommagé par un autre navire—			
North L. . . . .	1 432		

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE  
INTERNATIONAL

## Ministère

Règlement d'une réclamation—	
Laing Wimpy Alireza (en liquidation)—	
Chancery construction, Riyad (Arabie Saoudite) Dr Munifi A (liquidateur) . . . . .	1 351 713
Paiement pour le règlement de griefs déposés par six employés renvoyés—	
Noms retenus <sup>(1)</sup> . . . . .	450 000
Reclamations inférieures à 1 000 \$ (224) . . . . .	6 264
	1 807 977

## Agence canadienne de développement international

Règlement hors cour pour la révocation d'une réclamation— MacLaren Corlett Barristers pour Lemieux J M. . . . .	12 000
	1 819 977

**Paievements de réclamations contre l'État — Suite**

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
<b>SANTÉ</b>		<b>PROGRAMME DES AFFAIRES DU NORD</b>	
<b>Ministère (Santé nationale et Bien-être social)</b>		Accident impliquant un véhicule de l'État—	
Accidents impliquant un véhicule de l'État—		Istchenko W .....	1 217
Canada West Insurance .....	1 056	Réclamation inférieure à 1 000 \$ (1).....	910
Insurance Corporation of B.C. ....	1 020		<u>2 127</u>
Lombard Canada Ltd.....	7 951		22 159
Manitoba Public Insurance Corporation (2 réclamations) ...	2 162		
Monnex Insurance Management .....	1 384	<b>INDUSTRIE</b>	
Royal Insurance.....	1 679	<b>Ministère</b>	
Règlement d'une dispute contractuelle—		<b>PROGRAMME DU DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE ET DES SCIENCES</b>	
Nelligan-Power en fiducie (Williamson N) .....	11 000	Règlement de cour fédérale—	
Indemnité pour dommages—		Lucenti, Rivard, Orlando et Zytaruk	
Beauty Industries.....	30 500	D J Venasse Construction Limited .....	
Creamer R .....	2 514	125 000	
Règlement hors cour—		Règlement hors cour au sujet de dommages—	
Nom retenu <sup>(1)</sup> .....	200 000	Vandor et Company en fiducie	
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (5) .....	1 454	Burt .....	
	<u>260 720</u>	3 000	
		Règlement de cour provinciale—	
<b>DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES</b>		Brittain Steel Ltd	
<b>Ministère (Emploi et Immigration)</b>		Davis and Company .....	
<b>PROGRAMME DES SERVICES GÉNÉRAUX</b>		12 267	
Règlement d'une réclamation d'accident pour un client pour blessure personnelle—		Brittain Steel Ltd	
Smith A .....	2 000	Davis and Company .....	
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (5) .....	2 957	2 833	
	4 957	Brittain Steel Ltd	
<b>PROGRAMME D'EMPLOI ET D'ASSURANCE</b>		Russell et Dumoulin .....	
Règlement hors cour pour une allégation de bris de confiance—		2 926	
Landry J .....	5 698	Brittain Steel Ltd	
Accident impliquant un véhicule de l'État—		Russell et Dumoulin .....	
Maynes, Mahoney & Tremblay en fiducie .....	14 125	12 396	
Règlement relié à une plainte sous la <i>Loi canadienne des droits de la personne</i> —		City Water International Inc .....	
Thorpe L .....	5 352	1 900	
Paiement du déductible d'assurance pour un accident d'un camion loué—		Hermes Syegco Lazo	
Discount Car and Truck Rental .....	1 000	Irving A Burton Ltd. ....	
Perte de salaires, douleur et souffrance suite à un accident d'un véhicule du gouvernement—		1 000	
Deswart M .....	4 400	Règlement de plaintes à la Commission des droits de la personne—	
Kinley C .....	2 465	Belgrave M .....	
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (2) .....	682	2 500	
	<u>33 722</u>	Réclamation inférieure à 1 000 \$ (1).....	
	38 679	164 290	
<b>AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN</b>		<b>PROGRAMME DES SERVICES AXÉS SUR LE MARCHÉ</b>	
<b>Ministère</b>		Accident impliquant un véhicule de l'État—	
<b>PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT</b>		Martin, Whalen, Hennebury et Stamp en fiducie	
Erreur faite dans l'administration des états de succession—		Boone J .....	
Succession de Mowatt A P .....	419	13 000	
Succession de Johnson K J .....	3 177	Dommage à un véhicule personnel—	
Règlement d'un grief—		L'Industrielle Alliance	
Diabo M .....	4 000	Auclair P .....	
Accident de voiture—		1 264	
Manitoba Public Insurance .....	10 282	Réclamation inférieure à 1 000 \$ (1).....	
Robillard J .....	445	200	
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (3) .....	1 709	14 464	
	<u>20 032</u>	<b>Agence spatiale canadienne</b>	
		Règlement hors cour pour reconnaître le service antérieur avec un autre organisme du gouvernement fédéral dans le calcul de la prime de départ anticipé suite à une démission—	
<b>PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT</b>		Cox D .....	
Erreur faite dans l'administration des états de succession—		23 792	
Succession de Mowatt A P .....	419	Hazell J .....	
Succession de Johnson K J .....	3 177	2 500	
Règlement d'un grief—		26 292	
Diabo M .....	4 000	<b>Conseil national de recherches du Canada</b>	
Accident de voiture—		Décisions du Tribunal canadien des droits de la personne—	
Manitoba Public Insurance .....	10 282	Grover C P .....	
Robillard J .....	445	2 541	
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (3) .....	1 709	Liu A .....	
	<u>20 032</u>	101 000	
		Story B .....	
<b>AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN</b>		3 000	
<b>Ministère</b>		Commission des accidents du travail—	
<b>PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT</b>		Harvey N .....	
Erreur faite dans l'administration des états de succession—		24 000	
Succession de Mowatt A P .....	419	<u>130 541</u>	
Succession de Johnson K J .....	3 177	335 587	
Règlement d'un grief—			
Diabo M .....	4 000		
Accident de voiture—			
Manitoba Public Insurance .....	10 282		
Robillard J .....	445		
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (3) .....	1 709		
	<u>20 032</u>		

Paiements de réclamations contre l'État — Suite

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
<b>DÉFENSE NATIONALE</b>		Economical Mutual Insurance Company . . . . \$	2 073
<b>Ministère</b>		Paradigm Investment Ltd . . . . .	145
Règlements de réclamation suite à un accident		Edwards Ford Sales (Kingston) . . . . .	4 890
impliquant un véhicule ministériel—		Elm City Chrysler Ltd . . . . .	3 071
ACE Auto Leasing Ltd . . . . .	6 461	Family Insurance Corporation . . . . .	1 219
Aikins G M . . . . .	1 971	1st Guaranty Collision . . . . .	17 826
Anderson D C . . . . .	4 781	Foley M. . . . .	1 018
Anderson R . . . . .	1 165	Fortin, Reny en Fidéicommiss pour Lebel L . . . . .	79 995
Angus- Miller Ltd Insurance pour Geddes A . . . . .	1 155	Froehlich R . . . . .	3 449
Arsenault S . . . . .	40 000	Gaudreau C . . . . .	30 539
Assurance Générales Caisses Desjardins pour Brochu R . . . . .	2 720	General Accident Cie d'assurances Canada	
Assurance Générales Caisses Desjardins pour Dalla É . . . . .	2 971	pour St-Laurent D . . . . .	3 004
Assurance Générales Caisses Desjardins pour Martin D . . . . .	3 407	General Accident Insurance Company . . . . .	1 449
Auto Body Ltd. . . . .	1 104	General Accident Insurance Company . . . . . \$	1 518
Axa Insurance pour Gauthier M. . . . .	2 522	Saurette R . . . . .	250
Axa Insurance pour Grenier D . . . . .	4 712	Goose Bay Motors Ltd. . . . .	1 564
Axa Insurance . . . . . \$	1 087	Gorgitza B. . . . .	1 695
MacLaren D . . . . .	117	Goudy Motors Ltd . . . . .	1 054
Baker D J . . . . .	1 224	Gould B. . . . .	7 076
Baldwin & Company . . . . .	4 717	Greenfield K . . . . .	1 745
Banks K . . . . .	1 518	Halifax Insurance concernant Goodwin G . . . . .	1 722
B C Telephone . . . . .	2 312	Hall C . . . . .	5 606
Belair Compagnie d'assurances pour Thériault D . . . . .	1 713	Harvey's Glass & Mirror . . . . .	2 078
Bell Canada . . . . .	1 008	Hertz Truck & Car Rental . . . . .	31 133
Berube J . . . . .	25 000	Hillstead C . . . . .	7 730
Blaikie H . . . . .	1 667	Hunterline Trucking . . . . .	2 013
Binkley Motors Ltd. . . . .	1 885	Insurance Corporation of B C . . . . .	5 222
Bourgon A . . . . .	2 048	Insurance Corporation of B C pour Alexander S . . . . .	4 258
Budget Rent A Car . . . . .	6 048	Insurance Corporation of B C pour Barr J . . . . .	5 088
Budget Rent A Car Edmonton Ltd . . . . .	2 336	Insurance Corporation of B C pour Bird N . . . . .	1 041
Budget Rent A Car de Texarcana pour Jean M E . . . . .	3 040	Insurance Corporation of B C pour Chapman A . . . . .	1 203
Byways Rent A Car . . . . .	2 427	Insurance Corporation of B C pour Gallagher M . . . . .	1 338
Cable P . . . . .	1 200	Insurance Corporation of B C pour Horne J L . . . . .	1 277
Canadian General Insurance Company pour Betts B . . . . .	3 828	Insurance Corporation of B C pour Jones L . . . . .	4 124
Canadian General Insurance Company		Insurance Corporation of B C pour Large A . . . . .	14 967
pour McIntyre G E . . . . .	3 023	Insurance Corporation of B C pour Wilson K . . . . .	1 193
Capital Auto Repairs pour Bennett S . . . . . \$	1 297	J D Collision . . . . .	4 612
Thrifty's Car Rental . . . . .	338	J Gass & Associates en fiducie pour Ambrose B . . . . .	27 091
Carroll Pontiac Buick Ltd pour Anstey B L . . . . . \$	2 136	Janet I Dixon Barrister & Solicitor en fiducie	
Thrifty Car Rental . . . . .	194	pour Clarke H C . . . . .	7 500
Carrossier Sanfacon . . . . .	1 171	Kaulback A . . . . .	1 793
Casey Rodgers Chisholm, Penny en fiducie		Kelly R . . . . .	2 579
pour Lines P . . . . . \$	29 328	Keystone Ford . . . . .	8 319
Blue Cross . . . . .	1 226	Kong-Chun S . . . . .	50 000
Taxation Data Centre . . . . .	7 510	Korpan Tractors . . . . .	13 492
Centre Suspension des Routiers . . . . .	7 562	La Prudentielle d'amérique pour Hicks M . . . . .	1 020
Cie Assurances Générales pour Chagnon C . . . . .	1 162	Lave O Q . . . . .	3 386
Clarke D . . . . .	11 170	Learning M C . . . . .	1 482
Continental Insurance Management Ltd . . . . . \$	1 185	Le Groupe Commerce Cie d'assurances	
Hachez L . . . . .	150	pour Martel L & Jobin R . . . . .	1 691
Coops Contracting . . . . .	4 253	Le Groupe Commerce Cie d'assurances pour Potvin C . . . . .	1 952
Crowchild G . . . . .	2 975	Le Groupe Commerce Cie d'assurances pour Tremblay Y . . . . .	9 582
D Brown Motors (Barrie) Ltd . . . . .	8 479	Levesque P . . . . .	3 463
Dana's Collision Centre concernant Lane H . . . . .	1 282	Lionsgate Trailers . . . . .	1 705
Dasilva C . . . . .	2 068	Litwiniuk & Company en fiducie pour Diaz S . . . . .	15 000
Derrick Construction Co Ltd . . . . .	2 006	Lirenman Peterson Barristers & Solicitors	
Discount Car & Truck Rental Inc . . . . .	14 562	en fiducie pour Bailey S . . . . .	150 000
Dominion of Canada General Ins Co pour Forsyth G P . . . . .	2 306	Locam Inc . . . . .	2 648
Downey's Ltd . . . . .	10 228	Location d'autos et Camions . . . . .	2 105
Eagle Lock & Glass . . . . .	5 337	Manitoba Public Insurance Corp pour Eisener A . . . . .	2 450
Easton J . . . . .	4 960	Manitoba Public Insurance Corp . . . . . \$	1 106
		Fisk D . . . . .	200
		Manitoba Public Insurance Corp pour Kasupski L . . . . .	1 152

Paiements de réclamations contre l'État — Suite

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Manitoba Public Insurance Corp . . . . .	\$ 1 321	Super Auto Body Ltd . . . . .	1 559
Koehring T . . . . .	200	Superior Tire . . . . .	1 038
	1 521	The Economical Insurance Group . . . . .	2 220
Manitoba Public Insurance Corp . . . . .	\$ 1 765	The Co-Operators General Insurance Company . . . . .	5 431
Martin R . . . . .	400	The Co-Operators General Insurance Company pour Blacquiere A . . . . .	2 183
	2 165	The Co-Operators General Insurance Company pour Cassidy G . . . . .	1 306
Manitoba Public Insurance Corp pour Mitchell L . . . . .	1 494	The Co-Operators General Insurance Company pour Cote K . . . . .	1 725
Manitoba Public Insurance Corp pour Moreau L . . . . .	1 508	The Co-Operators General Insurance Company pour Hall M . . . . .	10 121
Manitoba Public Insurance Corp pour Nicholls P . . . . .	1 941	The Dominion of Canada General Insurance Co pour Cameron D . . . . .	3 621
Manitoba Public Insurance Corp . . . . .	\$ 2 251	The Dominion of Canada General Insurance Co pour Parsons C . . . . .	1 512
Watson G . . . . .	100	The General Accident Assurance Co of Canada pour Ambrose B . . . . .	5 300
	2 351	The Halifax Insurance Company . . . . .	\$ 875
Manitoba Public Insurance Corp pour Williams B . . . . .	1 391	Tupper T J . . . . .	289
Manners L . . . . .	1 800		1 164
Maritime Brothers Ltd . . . . .	1 803	The Personal Insurance Company pour Carey M . . . . .	1 187
Martin A D . . . . .	1 297	The Personal Insurance Company pour Henderson M . . . . .	1 004
McLeod & Company en fiducie pour Schaffer D . . . . .	43 376	The Personal Insurance Company . . . . .	\$ 2 862
Mefpoud Auto . . . . .	1 082	Jespersion S . . . . .	200
Micheel Motors . . . . .	1 675		3 062
Missisquoi Insurance Co pour Casey B . . . . .	4 867	The Personal Insurance Company pour Kenny M . . . . .	2 007
Missisquoi Insurance Co . . . . .	\$ 2 519	The Personal Insurance Company pour O'Hara T . . . . .	2 055
Gallant N . . . . .	100	The Personal Insurance Company . . . . .	\$ 1 599
	2 619	Poirier R . . . . .	100
Morin R . . . . .	1 590		1 699
Murdock Group Inc . . . . .	3 333	The Personal Insurance Company pour Welsh F T . . . . .	1 839
Myers Leasing . . . . .	12 219	Tilden Interrent . . . . .	15 613
NASAG Co-operators Insurance . . . . .	2 865	Tirecraft Corp . . . . .	1 049
O'Leary Pontiac Buick Ltd . . . . .	1 242	Tremblay Y . . . . .	1 658
O'Sullivan Automotive . . . . .	15 426	Watkin A . . . . .	4 903
Ouellette & Palinka Barristers-Solicitors-Notaries pour Ouellette R . . . . .	9 500	Wawanesa Compagnie mutuelle d'assurance pour Lebel R . . . . .	1 000
Patry Excavating . . . . .	6 337	Wellington Insurance Company pour Gosling K . . . . .	1 257
Pontiac Truck Rentals Limited . . . . .	7 419	White G . . . . .	1 587
Pospisil D . . . . .	3 453	Wigg D . . . . .	1 458
Portage La Prairie Insurance Co . . . . .	\$ 1 242	Wight A . . . . .	\$ 1 721
Carr W & P . . . . .	200	Discount Car Rental . . . . .	290
	1 442		2 011
Promotuel Lanaudière pour Dubois R & C . . . . .	1 483	Willett M J . . . . .	8 468
Rentway Truck Inc . . . . .	1 627	Wolch, Pinx, Tapper, Scurfield en fiducie pour Schneider V M . . . . .	12 000
Rainville D . . . . .	5 939	Woodridge Lincoln Mercury . . . . .	1 575
Rideout W F . . . . .	3 324	Woods Motors 1972 Ltd . . . . .	21 681
Roberge L . . . . .	2 976	Règlement hors cour pour des blessures subies lors d'un accident—	
Royal Insurance Co of Canada pour MacInnis T . . . . .	\$ 1 055	Garson Know & Macdonald en fiducie pour Cogswell L . . . . .	85 000
Discount Car & Truck Rentals . . . . .	87	Grease Harman & Company en fiducie pour Stinner S . . . . .	51 328
	1 142	Hunter and Bean & Associates en fiducie pour Johnston P . . . . .	5 000
Saskatchewan Government Insurance . . . . .	1 469	MacLeod & Company en fiducie pour Wilcox S . . . . .	10 000
Saskatchewan Government Insurance pour Binns T . . . . .	1 716	Nixon Wenger Barristers & Solicitors en fiducie pour Moyan R . . . . .	32 617
Saskatchewan Government Insurance . . . . .	\$ 1 529	Règlements de réclamations suite à des blessures personnelles—	
Bryden D . . . . .	500	Air Ambulance Program pour Maki M J . . . . .	2 349
	2 029	Boyne Clark Barristers & Solicitors en fiducie pour Arenburg B . . . . .	384 000
Saskatchewan Government Insurance . . . . .	\$ 2 954	Cox Downie en fiducie pour Hum A . . . . .	10 500
Cuff J . . . . .	100	D R Knight & Associates en fiducie pour Berg J R . . . . .	17 500
	3 054	Durland, Gillis & Parker en fiducie pour Caldwell L G . . . . .	1 200
Saskatchewan Government Insurance pour Peart A . . . . .	1 853	Eric A H Lim Professional Group pour Fong A . . . . .	10 465
Saskatchewan Government Insurance . . . . .	\$ 1 077	Graydon & Hurley en fiducie pour Kain M . . . . .	18 500
Saskatoon Motor Products . . . . .	500	Greenfield, Gilmore en fiducie pour Comerford S . . . . .	14 479
	1 577		
Scott N . . . . .	4 235		
Slone & Munroe Lawyers en fiducie pour Isenor A T . . . . .	8 500		
SNA Société Nationale d'assurance pour Desjardins R Y . . . . .	8 314		
Speedy Auto Glass . . . . .	1 534		
Sovereign General Insurance pour Krisky A . . . . .	4 362		
State Farm Insurance . . . . .	1 750		
State Farm Mutual Automobile Insurance Company . . . . .	\$ 1 054		
Duffy V . . . . .	125		
	1 179		

10.6 PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT,  
PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX, ETC.

**Paielements de réclamations contre l'État—Suite**

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
James H Brown & Associate en fiducie pour Froehlich R . . .	15 250	Dollar S C pour dépenses de déménagement lors de l'évacuation urgente du logement familial . . . . .	1 000
Klebeck & Curtis en fiducie pour Hlady A . . . . .	12 718	Doucette F pour accord d'indemnité . . . . .	4 500
Litwiniuk & Company en fiducie pour Limbaga D . . . . .	19 000	Durand D pour résolution administrative afin de rétablir un grief . . . . . \$ 40 810	
Lussier K . . . . .	2 000	Revenu Canada pour Durand D concernant une résolution administrative . . . . . 11 345	52 155
McGrath Alexander & MacKenzie en fiducie pour Lake G F . . . . .	17 670	Elderfield A N pour perte d'intérêt . . . . .	1 138
McRoberts Law Office en fiducie pour Kusler T . . . . .	2 500	Englehardt-Labonté E pour harcèlement . . . . .	22 223
Ministère de la Santé pour Kain M . . . . .	1 576	H MacDonald Insurance Broker Ltd pour 135853 Canada Inc (O/P Harvey's) pour des dommages à un comptoir de service à l'auto . . . . .	3 281
Mousseau DeLuca en fiducie pour Vanaspert M . . . . .	25 867	Haynes, Lally & Dalziel en fiducie pour Saunders T C concernant une perte de salaires pour renvoi injustifié . . . . .	25 543
Olstead & Holekamp en fiducie pour Rickard C . . . . .	2 063	Lindsey Morden Insurance . . . . .	1 500
Orlando & Hicks en fiducie pour Bailey A . . . . .	29 000	Lois M Sparling en fiducie pour Leach J L concernant un emprisonnement erroné . . . . .	50 000
Steiner & Company en fiducie pour Augustine J . . . . .	14 824	Low Murchison en fiducie pour Grant P J concernant une déduction de paie erronée . . . . .	1 016
Règlement de réclamations pour perte/dommage à des effets personnels—		McCallum M G pour rétablir un grief . . . . .	2 503
D'Anbelo A . . . . .	2 340	Nelligan/Power en fiducie pour Bull G pour harcèlement prétendu . . . . .	40 000
Desmarais Picard Garceau Pasquin En Fidéocommis . . . . .	6 541	Ontario Ministry of Transportation pour Bledowski concernant le service de secour pour un accident de voiture . . . . .	1 320
Dufour D A . . . . .	1 089	Paquet M pour oubli administratif dans l'indemnité de séparation . . . . . \$ 7 550	
Oliver J M . . . . .	5 983	Indemnité de séparation retenue par erreur . . . . .	9 437
Whalen L P . . . . .	3 068	Pelletier, Lavoie, Boivin Barristers & Solicitors en fiducie pour Chouinard D concernant une plainte sur la langue . . . . .	70 454
Wulf R T A . . . . .	2 012	Commission de la fonction publique pour Reil B concernant une irrégularité de recrutement . . . . .	5 000
Règlement hors cour pour la cessation d'emploi—		Purkis W pour dépenses médicales . . . . . \$ 1 985	
Harris & Partners pour Dennison J . . . . .	30 000	Jason Roth & Associates pour frais médicaux . . . . .	2 447
Propriété privée endommagée—		Sauer P concernant le régime de prestations supplémentaires de décès pour la succession . . . . .	18 152
Alfred Boivin Inc . . . . .	1 038	Scott & Ayleen en fiducie pour Clairoux M concernant des dommages généraux . . . . .	87 500
American Eagle Insurance Company . . . . .	40 571	Simard D pour perte de salaires . . . . .	3 086
Baldwin M E . . . . .	1 800	The Stoney Band . . . . .	250 000
Bawden W K . . . . .	1 755	Tractor K pour équipement loué endommagé "Exercice Waterleaf 95" . . . . .	32 391
Budget Rent A Car . . . . .	21 637	Réclamation en vertu de la <i>Loi canadienne des droits de la personne</i> —	
Dalton E M . . . . .	1 705	Beswetherick W . . . . .	28 000
Elma Mutuel Insurance Co pour Grewar A T . . . . .	14 000	Bourbonnais G . . . . .	2 500
Excavation Lassier Inc . . . . .	9 000	Bradley G W . . . . .	53 375
I S R M Gan Canada pour Émond J M L . . . . .	2 270	Charbonneau M . . . . .	1 500
Knockaert D . . . . .	2 845	Collier L . . . . .	2 000
L'unique Cie d'assurances Générales pour Chagnon C . . . . .	1 162	Cuming J . . . . .	2 500
La Capitale Cie d'assurance Générale pour Doré A . . . . .	2 306	Foisy G . . . . .	3 000
Lemieux P . . . . .	1 077	Gasse J . . . . .	14 438
Location Budget . . . . .	1 801	Gendron A . . . . .	1 000
Masters G . . . . .	1 514	Grenier G . . . . .	53 000
Municipalité De Piopolis . . . . .	1 092	Lacey K . . . . .	2 500
Musée De La Défense Aérienne Bagotville . . . . .	2 465	Lambie J R . . . . .	14 938
Norris W . . . . .	1 178	McLaughlin C . . . . .	5 265
Pilote J . . . . .	3 877	Munro L E . . . . .	20 169
Reding D F . . . . .	1 387	Pineau C . . . . .	2 500
Sawatzky J . . . . .	1 842	Poitras D . . . . .	77 363
Scott T M . . . . .	4 250	Riley N . . . . .	13 164
Skyline Maintenance & Avionics . . . . .	1 910	Savard M A S . . . . .	5 000
Soverigan General Insurance Company pour Totem Lodge . . . . .	1 625	Swan M . . . . .	113 519
Dommage causé par une inondation—			
de Muinck Keizer E P . . . . .	2 885		
Règlement suite au survol d'un avion des Forces canadiennes—			
Bureau d'expertises Assureurs Ltée pour Côté R . . . . .	31 666		
Les Fourrures Alain Côté . . . . .	27 000		
Pinsent W . . . . .	2 375		
Switzer L . . . . .	3 700		
Déboursés divers—			
Ambrose B pour perte de salaires . . . . .	1 280		
Beaul D G pour perte de salaires . . . . . \$ 18 713			
Revenu Canada pour Beaul D G . . . . . 12 039	30 752		
Boyne Clarke Barristers & Solicitors en fiducie pour Arenburg B pour perte de salaires . . . . .	25 000		
Canadian Tire Corporation (magasin #261) pour Keene G J pour dommage à un lampadaire . . . . .	6 800		
Commission Scolaire pour décontamination d'un champ de tir . . . . .	20 485		

**Paievements de réclamations contre l'État — Suite**

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Tondreau P S .....	33 935		
Willmore J .....	65 773		
Remboursement de la quote-part du Canada des réclamations de dommages payés par la «British Claims Agency», au nom du Canada, en vertu des termes de l'article VIII des statuts des Forces de l'OTAN, entente signée le 4 avril, 1949 au—			
Gouvernement de l'Allemagne réclamations de .....	1 092 373		
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (777) .....	237 289		
	4 790 261		
<b>REVENU NATIONAL</b>			
Destruction par mégarde d'un chargement de cassette video— 158074 Canada Incorporé .....	16 584		
Bijoux perdus—			
Abdi A M .....	1 203		
Domage à une porte coulissante sur une fourgonnette—			
Atterberry J .....	1 832		
Remboursement de la prime d'assurance-chômage reçu par le ministère par erreur—			
D G Barker, Barker Terp Gibson Limited .....	1 150		
Remboursement de l'exercice précédent de la prime d'assurance-chômage reçu par le ministère par erreur—			
Barker Terp Gibson Limited .....	3 220		
Perte de pagettes louées—			
Mobilité Bell .....	6 656		
Paiement de frais juridiques—			
Brown I pour Nielsen A .....	2 644		
Domage aux effets personnels de Roman Erlikh—			
Capp S .....	4 000		
Domage d'une automobile suite à une collision avec un véhicule de l'État—			
Conrad D .....	1 676		
Chargement d'effets personnels endommagé à la frontière—			
Dutton Brock MacIntyre et Collier en fiducie pour Hasseljo S .....	1 050		
Quittance d'un lien—			
Ford Motor Credit Corporation .....	2 814		
Remboursement de la prime d'assurance-chômage reçu par le ministère par erreur—			
Gibson M de Barker Terp Gibson Limited Consulting Engineers .....	1 150		
Plateau de cuillère antique endommagé—			
Humphries W G .....	14 700		
Domage à l'emballage durant une inspection—			
Pebo Stones Corporation .....	6 875		
Frais d'entreposage en souffrance—			
Schenker of Canada .....	6 000		
Dédommagement pour l'utilisation incorrect de numéros de téléphone—			
Scotia Securities .....	6 487		
Domage causé à l'union du goupe des vérificateurs en ne recouvrant pas les frais d'union—			
Secrétariat du Conseil du Trésor pour IPFPC .....	3 757		
Règlement de réclamations protégés par une clause confidentielle (11 réclamations) .....	93 034		
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (86) .....	15 763		
	190 595		
		<b>RESSOURCES NATURELLES</b>	
		<b>Ministère</b>	
		<b>PROGRAMME DE L'ÉNERGIE, DES MINES ET DES RESSOURCES</b>	
		Accident impliquant des véhicules de l'État, des véhicules loués et/ou privés—	
		General Accident Insurance Co. ....	3 314
		Canada Life Insurance Co. ....	13 872
		Royal Insurance Ltd. ....	1 400
		Insurance Corporation of British Columbia .....	1 132
		Vol ou vandalisme à un véhicule loué—	
		ACE Auto Leasing Ltd. ....	25 500
		Règlement hors cour—	
		Longo N .....	30 000
		Règlement d'une réclamation pour des dommages causés par un feu suite à une explosion—	
		Neisen, Craig, Patterson, Lazanick, Adjusters Ltd. ....	10 730
		Règlement d'une réclamation contre la Couronne—	
		Nom retenu <sup>(1)</sup> .....	10 000
		Frais d'annulation de vacances suite à une demande ministérielle—	
		Laughlin K .....	3 391
		Frais d'annulation de cours—	
		Learning International Ltd. ....	1 397
		Indemnité pour des dommages à une propriété privée causés par l'atterrissage d'un hélicoptère—	
		Parson K L en fiducie .....	3 753
		Réclamations inférieures à 1 000 \$ (6) .....	3 212
			107 701
		<b>PARLEMENT</b>	
		<b>Chambre des communes</b>	
		Réclamations inférieures à 1 000 \$ (4) .....	680
		<b>CONSEIL PRIVÉ</b>	
		<b>Directeur général des élections</b>	
		Réclamation pour les coûts administratifs pour des services téléphoniques—	
		Deschênes & Fils Ltée .....	1 530
		Réclamations inférieures à 1 000 \$ (2) .....	772
			2 302
		<b>TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX</b>	
		<b>Ministère (Travaux publics et Approvisionnement et Services)</b>	
		<b>PROGRAMME DES SERVICES</b>	
		Règlement d'une réclamation—Belair Restoration (Ontario) Inc contre TPSGC pour le pénitencier de Kingston—	
		Belair Restoration (Ontario) Inc .....	85 000
		Règlement d'une réclamation—Northern Comm Services Ltd contre TPSGC—	
		Northern Comm Services Ltd & Thermo Coustics Ltd & Plaza One .....	115 000
		Règlement d'une réclamation—	
		Raymond Portillo—Droits de la personne—	
		Portillo R. ....	48 126

**Paiements de réclamations contre l'État — Suite**

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Règlement d'une réclamation—Central Automatic Sprinkler Ltd contre TPSGC— Revenu national Impôt pour Central Automatic Sprinkler Ltd (en compensation des impôts non-payés) . . .	206 500	Règlement de réclamation—Véhicule endommagé au garage Notre-Dame— Paschalidis N . . . . .	1 904
Règlement d'une réclamation—Jones and Manning and Associates contre TPSGC— Jones and Manning and Associates . . . . .	350 000	Règlement de réclamation—Blessure personnelle à Portage II— Rochon J . . . . .	1 014
Règlement d'une réclamation—M M C Limited contre TPSGC— Service correctionnel Canada pour M M C Limited . . . . .	40 500	Règlement de réclamation—Dommage causé par l'eau à l'édifice Booth— Schioler G . . . . .	2 660
Règlement d'une réclamation—MacIntosh C contre TPSGC—Blessure personnelle— MacIntosh C . . . . .	20 000	Règlement de réclamation—Dommage causé par l'eau à l'édifice Constitution— The General Accident Assurance . . . . .	5 300
Règlement d'une réclamation—Société canadienne des postes contre TPSGC— Société canadienne des postes . . . . .	30 000	Prinzo T . . . . .	3 642
Règlement d'une réclamation—Cys Scientific Instruments Ltd contre TPSGC— Cys Scientific Instruments Ltd . . . . .	7 799	Règlement de réclamation—Blessure personnelle à la Place d'Accueil— Pharand, Belanger, Leblanc . . . . .	3 000
Règlement d'une réclamation—Davis & Company contre TPSGC— Davis & Company . . . . .	25 000	Réclamations inférieures à 1 000 \$ (32) . . . . .	7 717
Règlement d'une réclamation—Insurance Company of British Columbia contre TPSGC— Insurance Company of British Columbia . . . . .	3 097		<b>1 952 923</b>
Règlement d'une réclamation—Walter Dobroroisky contre TPSGC— Dobroroisky W . . . . .	1 838	<b>PROGRAMME DES BIENS IMMOBILIERS</b>	
Règlement d'une réclamation—Woodland & Dick en fiducie contre TPSGC— Woodland & Dick en fiducie . . . . .	16 975	Règlement d'une réclamation— Boyle & Company contre TPSGC— Boyle & Company . . . . .	22 422
Règlement hors cour d'une réclamation d'un sous-traitant Clair, Laplante, Côté, Corriveau & Associates en fiducie— Clair, Laplante, Côté, Corriveau & Associates en fiducie . . . . .	3 000	Règlement hors cour d'une réclamation pour travaux hors-contrat— Lavery, DeBilly en fiducie . . . . .	47 500
Règlement hors cour d'une réclamation couvrant des travaux additionnels— Construction Cogerez Ltée . . . . .	109 086	Règlement de réclamation—Blessure personnelle au garage L B Pearson— Bunning & Farnand en fiducie pour Leyla R . . . . .	8 462
Dédommagement pour plainte de harcèlement— Polson S . . . . .	1 500	Règlement de réclamation—Délai pour le transfert du site sur le chemin Pink— Musée canadien de la nature . . . . .	4 500 000
Indemnité pour des travaux mécaniques lors de l'application d'engrais sur un terrain— Les Élevages FJS Inc . . . . .	5 000	Réclamation inférieure à 1 000 \$ (1) . . . . .	100
Réclamation pour vice-caché—Vente de propriété de l'état Cap-aux-meules— Bouchard J et Lussier D . . . . .	18 974		<b>4 578 484</b>
Fournir des services pour la participation d'une équipe de pompier autochtone à la compétition nationale de pompier— Kahnawake Fire Brigade . . . . .	28 000	<b>PROGRAMME DES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES</b>	
Réclamation de la CSST— dossier Veillette P É . . . . .	1 246	Règlement de réclamation—Modifications de dessein sur un projet particulier— Reich & Petch Architects . . . . .	49 603
Réclamation, pertes des denrées périssables, suite au bris à l'entrepôt réfrigéré quai St-Augustin— Relais Nordic Inc. . . . .	3 149	Règlement d'une réclamation—Insurance Company of British Columbia contre TPSGC— Insurance Company of British Columbia . . . . .	11 196
Dommages causés au véhicule de M Gilles Chiasson Group Commerce— M Gilles Chiasson Group Commerce . . . . .	2 896	Règlement de réclamation—Droit de lancer sur le marché un produit tiré du logiciel original "HRPT" Kelly, Howard et Santini— Organization Metrics Inc . . . . .	250 000
Réclamation—Poursuite due au non-octroi de contrat (plus bas soumissionnaire)— CM Security Components . . . . .	800 000	Réclamations inférieures à 1 000 \$ (2) . . . . .	114
Règlement d'une réclamation—Blanchard N contre TPSGC—Droits de la personne— Blanchard N . . . . .	5 000		<b>310 913</b>
			<b>6 842 320</b>
		<b>SOLLICITEUR GÉNÉRAL</b>	
		<b>Service correctionnel</b>	
		Règlements de la Commission canadienne des droits de la personne— Uzoaba J . . . . .	221 194
		Mulder G . . . . .	3 000
		Indemnité pour des blessures subies— Lee J . . . . .	12 000
		Ryder A . . . . .	7 500
		Indemnité pour des objets endommagés— Dépanneur des Arts . . . . .	1 625
		Reynolds G . . . . .	1 156
		Riddle J . . . . .	1 872



**Paielements de réclamations contre l'État — Suite**

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Indemnité pour des questions relatives au travail —		Campbell Marr Barristers and Attorneys-	
Blanchette R. ....	3 100	at-Law en fiducie pour Trupp P .....	\$ 6 882
Lavoie S. ....	2 000	Manitoba Public Insurance Company .....	449
Kempling C. ....	2 500		7 331
Règlement suite à un bris dans l'installation téléphonique —		Carhart B. ....	\$ 3 991
Bell Canada .....	1 105	Lamb Ford Sales .....	138
Règlement d'accidents de véhicules —			4 129
Personal Insurance Company Bérubé F. ....	4 016	Cooperators en fiducie pour Rogers L .....	1 276
Ace Leasing Company Taylor R. ....	1 166	Corbett J. ....	1 346
Dupis R. ....	4 043	Delta Auto Body Ltd pour Aklavik	
Chiasson P. ....	2 337	Housing Assn. ....	5 241
Beal T. ....	3 392	Delta Auto Body Ltd pour GTNO-Ministère	
Curtis J. ....	2 506	des Travaux publics .....	1 782
Pelchat S. ....	2 849	Delta Auto Body pour Driscoll R .....	1 328
P Savard Entrepreneur Elec. ....	1 605	Dominion of Canada pour .....	\$ 1 996
Begnoche A. ....	1 514	Chan J. ....	200
Heather O'Donnel Scott and York Insurance Co			2 196
Quinte Pest Control .....	2 534	Dowarsky & Company en fiducie pour Patel M. ....	1 500
Peace Hill Insurance Eileen Harris .....	1 720	Dueck Film .....	13 514
Lahue J. ....	1 000	Dueck on Marine pour Brunner Ulrich .....	1 794
Insurance Corporation of BC Hyatt L .....	2 410	Eaton J. ....	7 427
Indemnité pour résiliation de contrat —		Eaves Toyota Limited pour Reichert S .....	3 075
E W Aboriginal Consulting .....	60 000	Ecominical Mutual Insurance Company	
Indemnité pour la mort d'une fille causée par un détenu évadé —		pour McNeil D. ....	2 000
Woodward L. ....	190 000	Economical Mutual Insurance Co pour	
Indemnité pour des objets perdus —		Vahrmeyer M. ....	1 042
Gravel F et Gravel R .....	2 330	Family Insurance Group pour Fairbairn S. ....	1 139
Dominique D .....	1 200	Family Insurance Group en fiducie .....	\$ 8 780
Bowman R .....	1 967	Miller E .....	182
Eglin D .....	1 105		8 962
Indemnité pour des dépenses de déménagement		Finances Ministre des .....	1 886
à cause d'un délai du Service central de déménagement —		General Accident Assurance Corp. of .....	\$ 11 181
Denver D .....	1 687	Canada pour White L .....	1 122
Paielement de frais funéraires pour des détenus —			12 303
Stoon Funeral Home .....	398	General Accident Assurance Company pour ..	\$ 5 277
Scarborough Chapel .....	4 012	Sieben P .....	250
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (607) .....	83 285		5 527
	634 128	General Accident Assurance Company	
<b>Commission nationale des libérations conditionnelles</b>		pour Trapp D .....	1 615
Règlement hors cour d'une réclamation —		Glen R Kynuck Auto Repairs pour Langille C .....	1 466
Nom retenu <sup>(1)</sup> .....	32 397	Glenn Autobody Ltd pour Wright KC .....	1 281
<b>Gendarmerie royale du Canada</b>		Griffin M. ....	2 445
Règlements pour des dommages suite à des		Groupe Commerce Compagnie	
accidents d'automobiles —		d'assurance pour Langlois J .....	3 150
Allan Christie's Body Shop pour Thibault A .....	1 173	Guardian Insurance Company pour .....	\$ 4 386
Allianz Canada pour Morehouse R .....	2 883	Hatt Development Ltd .....	234
Allstate Insurance Company pour Mercer F .....	3 445		4 620
Anderson Nimegeers Law Office en fiducie		Harbour View Collision Limited .....	2 798
pour Gross J .....	13 000	Hardwick R .....	1 442
Anderson Paul en fiducie pour Heath C .....	10 000	Hebson G. ....	2 298
Arrow Auto Body Ltd pour Trotta R .....	4 249	Insurance Corporation of British Columbia	
Axa Insurance pour Everett T .....	6 324	pour Abbott J. ....	4 930
Axa Insurance pour Walbourne J .....	4 187	Insurance Corporation of British Columbia	
B C Collision Ltd pour Lusignan K .....	1 065	pour Au C. ....	9 112
Beaupre S .....	3 188	Insurance Corporation of British Columbia	
Belair La Compagnie d'assurance pour		pour Barrick L .....	2 345
Huneault D .....	4 362	Insurance Corporation of British Columbia	
Berlinguette C .....	2 402	pour Byfield M .....	5 538
Boreal Assurance Inc pour Desmeules M .....	1 305	Insurance Corporation of British Columbia ..	\$ 1 257
Boreal Insurance Company pour Walkowiak R .....	2 487	pour Canales A .....	200
Boyd Autobody pour Yeung H .....	1 087		1 457
Bronson & Company en fiducie pour Smith T .....	16 000	Insurance Corporation of British Columbia ..	\$ 2 616
Brun L .....	1 350	pour Cassidy R .....	150
Burke's Auto Body pour Leet W .....	1 653		2 766
		Insurance Corporation of British Columbia	
		pour Chan M .....	2 665
		Insurance Corporation of British Columbia	
		pour Cheng E .....	1 056
		Insurance Corporation of British Columbia ..	\$ 1 351
		pour Dol M .....	500
			1 851

**Paievements de réclamations contre l'État — Suite**

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Insurance Corporation of British Columbia pour Dotti U .....	1 976	Insurance Corporation of British Columbia pour Pope D .....	1 044
Insurance Corporation of British Columbia pour Fischer R .....	1 077	Insurance Corporation of British Columbia pour Reddy P .....	5 103
Insurance Corporation of British Columbia pour Giles C .....	4 520	Insurance Corporation of British Columbia .. \$ 5 528 pour Reid G .....	500
Insurance Corporation of British Columbia .. \$ 8 808 pour Gladue F .....	1 200	10 008	6 028
Insurance Corporation of British Columbia pour Greenfield S .....	1 307	Insurance Corporation of British Columbia pour Smeddon M .....	7 252
Insurance Corporation of British Columbia pour Hall R .....	2 799	Insurance Corporation of British Columbia pour Smith S .....	1 380
Insurance Corporation of British Columbia pour Hegel R .....	1 628	Insurance Corporation of British Columbia pour Spinks P .....	1 169
Insurance Corporation of British Columbia .. \$ 4 082 pour Heikkila K .....	200	Insurance Corporation of British Columbia pour Spyridis G .....	\$ 1 499
4 282		Auto Marine Electric Limited .....	300
Insurance Corporation of British Columbia pour Hodgson D .....	3 792	1 799	
Insurance Corporation of British Columbia pour Horwood E .....	1 559	Insurance Corporation of British Columbia .. \$ 4 084 pour Tsai G .....	200
Insurance Corporation of British Columbia pour Huang C .....	2 212	4 284	
Insurance Corporation of British Columbia pour Jaciente Investments .....	1 966	Insurance Corporation of British Columbia pour Tumaitis H .....	1 176
Insurance Corporation of British Columbia pour Jamal P .....	4 493	Insurance Corporation of British Columbia pour Tycholaz R .....	1 555
Insurance Corporation of British Columbia pour Kegay R .....	7 694	Insurance Corporation of British Columbia pour White P .....	2 060
Insurance Corporation of British Columbia pour Kennedy J .....	2 652	Insurance Corporation of British Columbia pour Williams C .....	2 403
Insurance Corporation of British Columbia pour Kitchen W .....	1 285	Insurance Corporation of British Columbia pour Young K .....	3 390
Insurance Corporation of British Columbia pour Kreemar L .....	6 168	J Shawn O'Toole en fiducie pour St. Coeur D .....	12 500
Insurance Corporation of British Columbia pour Kucey L .....	3 108	Kelowna Chrysler Dodge Ltd pour Sanders M .....	3 272
Insurance Corporation of British Columbia pour Kupiak P .....	1 762	Large A .....	4 263
Insurance Corporation of British Columbia pour Lang D .....	8 216	Madden H .....	1 279
Insurance Corporation of British Columbia pour Lawrie R .....	1 325	Manitoba Public Insurance Corp pour Kingdon B .....	2 428
Insurance Corporation of British Columbia pour Lopatinsky B .....	3 503	Manitoba Public Insurance Corp pour Attley H .....	1 585
Insurance Corporation of British Columbia .. \$ 1 611 pour McNerney D .....	225	Manitoba Public Insurance Corp pour Bannon S .....	2 239
1 836		Manitoba Public Insurance Corp pour Carter E .....	\$ 3 027
Insurance Corporation of British Columbia pour Mann R and Salsman R .....	2 107	P & L Auto Body .....	205
Insurance Corporation of British Columbia pour Mudliar B .....	2 690	3 232	
Insurance Corporation of British Columbia pour Neely E .....	4 010	Manitoba Public Insurance Corp pour .....	\$ 2 468
Insurance Corporation of British Columbia .. \$ 958 pour Ottens K .....	200	Desaulniers E .....	125
1 158		2 593	
Insurance Corporation of British Columbia .. \$ 805 pour Overington C .....	200	Manitoba Public Insurance Corp pour Friesen E .....	1 010
1 005		Manitoba Public Insurance Corp pour Manfredi L .....	1 275
Insurance Corporation of British Columbia .. \$ 5 256 pour Phelan I .....	249	Manitoba Public Insurance Corp pour .....	\$ 1 817
5 505		Patrick M .....	400
Insurance Corporation of British Columbia .. \$ 2 911 pour Price G .....	180	2 217	
3 091		Manitoba Public Insurance Corp pour Sanderson N .....	1 528
		Manitoba Public Insurance Corp pour Shineton M .....	4 831
		Mission Auto Body pour Anderson R .....	2 534
		Nelson (Ville de) .....	1 519
		Neyelle G .....	1 165
		Nioka Enterprises .....	2 870
		O'Neill Rozenberg en fiducie pour Black M .....	5 000
		Pederson R .....	1 042
		Ranger Transport .....	2 108
		Regal Auto Refinishing Ltd pour Zechel P .....	1 048
		Royal Insurance Company of Canada .....	\$ 3 117
		Foulds R .....	500
		3 617	
		Ruhr Adjusters Incorporated pour Dotti U .....	1 442
		Salsman R .....	2 050

**Paiements de réclamations contre l'État — Suite**

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Saskatchewan Government Insurance pour Albers B .....	1 668	Crease Harman & Co en fiducie pour Hughes D .....	170 000
Saskatchewan Government Insurance pour Belcourt D .....	1 536	Summit Rehabilitation Inc .....	2 300
Saskatchewan Government Insurance .....	\$ 5 350	Danylin & Company en fiducie pour Belanger B .....	12 000
pour Betnar B .....	715	David A McMillan en fiducie pour .....	\$ 105 100
Saskatchewan Government Insurance .....	6 065	Dodge D & Dodge S .....	95 100
pour Freisen H .....	2 273	David A McMillan en fiducie .....	7 500
Saskatchewan Government Insurance pour Guenther C .....	2 700	David H Pihl & Associates en fiducie pour Gagnon I .....	10 500
Saskatchewan Government Insurance pour Guest S .....	1 062	Dorman Baird Bernardino Baker & Baker ... \$	7 853
Saskatchewan Government Insurance pour Linklater M .....	1 059	en fiducie pour Morley D .....	18 000
Saskatchewan Government Insurance .....	\$ 3 052	Dowarsky & Company en fiducie pour Patel M .....	1 500
pour McCutcheon J .....	387	Farris Vaughan Wills & Murphy en fiducie pour Grimmon D and McDonell R .....	46 000
Saskatchewan Government Insurance pour Morin H .....	1 206	Fiona M.G. Imrie en fiducie pour Hatfield B .....	13 500
Saskatchewan Government Insurance pour Northway Janitorial Services Ltd .....	1 042	Forbes Roth Basque en fiducie pour Leblanc R .....	19 000
Saskatchewan Government Insurance pour Obey B .....	9 600	General Accident Association Company of Canada en fiducie pour Snyder M .....	1 318
Saskatchewan Government Insurance .....	\$ 2 136	Hallgren & Company en fiducie pour Deveau J & Deveau B .....	9 975
Patterson T .....	500	Insurance Corporation of British Columbia pour Campbell M .....	12 922
Saskatchewan Government Insurance pour Whitehawk D .....	1 267	Insurance Corporation of British Columbia pour Ho S .....	3 000
Smith L .....	4 814	Insurance Corporation of British Columbia pour Peterson M .....	19 369
Smith M .....	1 500	Kersell B .....	5 475
Spinks P .....	1 200	Lagimodiere R .....	\$ 9 400
State Farm Insurance Company pour Green D .....	1 669	Manitoba Public Insurance Corp .....	1 666
State Farm Insurance Company pour Do V .....	2 432	Manitoba Health .....	659
State Farm Insurance in Trust pour Ouhleda N .....	2 482	Larson Baron en fiducie pour Comer N .....	10 000
Stuart D .....	1 006	Letcher & Murray en fiducie pour Penny T .....	8 879
Thrifty Canda Ltd .....	16 782	Machida Mack shewchuk en fiducie pour MacDonald K .....	27 898
Tilden Car Rental Inc .....	9 420	McVea Wikham & Bishop en fiducie pour Giroux K .....	9 000
Treiber B .....	1 408	Maitland & Company en fiducie pour Stacey A .....	8 500
Vance D .....	1 701	Manitoba Insurance Company en fiducie pour Knott M .....	2 172
Waterbury Newton & Johnson pour Fraser E .....	8 500	Maryn Jensen en fiducie pour .....	\$ 10 000
Wawanesa Mutual Insurance Company pour Muir K .....	1 159	Hyrman C & Chorbajian J .....	6 344
Wood C .....	1 919	Matthews M .....	3 000
Zurich Canada pour Bruneau L .....	1 570	Maynes Mahoney & Tremblay en fiducie pour Galliah G .....	10 700
Zurich Canada pour Langlais L .....	1 848	Mockler Perters Oley Rouse & Williams en fiducie pour Finnamore C .....	3 000
Règlement pour blessures subies lors d'accidents de voitures—		Moxham B .....	\$ 10 000
AB Paige & Co en fiducie pour Desjarlais C .....	6 000	Moxham B .....	3 000
AH Senyk en fiducie pour Gorman R .....	14 500	Pierre Tremblay & Associates en fiducie pour Fillier I .....	65 019
Alta Motor Association pour Kersell B .....	7 629	Ramsay Thompson Lampman en fiducie pour Simpson A .....	24 325
Arklie K .....	5 000	Robert Doran en fiducie pour Gibson P .....	\$ 12 285
Arne Hertz Silverman en fiducie pour Blom T .....	5 500	Robert Doran en fiducie .....	3 972
Becker Mathers en fiducie pour Davies D .....	7 000	Rowe M .....	\$ 1 926
Bishop & Company en fiducie pour Urcullu H .....	5 248	Fraser-Burrard Hospital Society .....	1 737
Boyle & Company en fiducie pour Austin A .....	37 680	Insurance Corporation of British Columbia .....	477
Boyle & Company en fiducie pour Vanderzande H .....	6 343	Saucier & Company en fiducie pour Tremblay N & Horwood E .....	6 500
C Robert Kennedy en fiducie pour Brooks C .....	6 681	Sequin Landriault & Lamoureux en fiducie pour Perron D .....	19 553
Carr Harris & Company en fiducie pour Hamid A .....	5 000		
Charlton & Buxton en fiducie pour Fong T .....	7 500		
Cherrington Minten Easington Kearl .....	\$ 4 000		
Critchley en fiducie pour Noel-Bergeron L .....	40 000		
Chicoine & Billesberger en fiducie pour Florek K .....	29 000		
Collins & Associates en fiducie pour Rogers W .....	1 734		

## Paievements de réclamations contre l'État — Suite

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Simpson & Company en fiducie pour Yuen P . . . . .	8 675	Muir Sinclair & Company en fiducie	
Smith Evans en fiducie pour Hiltz R . . . . .	54 000	pour Chamberlain A . . . . .	1 500
Washington Mahody en fiducie pour Oster A . . . . .	28 000	Perreault G . . . . .	1 585
Worthington Simm & David en fiducie		Règlement pour des blessures personnelles et/ou	
pour Carlson D . . . . .	4 000	douleur et souffrance—	
Worthington Simm & David en fiducie		Worthington Simm & David en fiducie	
pour Gold D . . . . .	10 750	pour Jeffery J . . . . .	6 750
Worthington Simm & David en fiducie		Worthington Simm & David en fiducie	
pour Gregory J . . . . .	15 329	pour Newcombe D . . . . .	10 500
Worthington Simm & David en fiducie . . . . . \$ 8 455		Worthington Simm & David en fiducie	
pour Plested M . . . . . 13 000	21 455	pour Vukelic D . . . . .	8 015
Worthington Simm & David en fiducie		Règlement pour bris de contrat—	
pour Wallace D . . . . .	12 237	Cassels Brock & Blackwell en fiducie	
Zatlyn Holash Arnot en fiducie pour Janke K . . . . .	8 000	pour Doe J . . . . .	20 000
Règlement pour blessures corporelles et/ou		Règlement pour perte de salaires, douleur et	
stress mental—		souffrance—	
Beament Green Dust en fiducie pour Williams W . . . . .	10 000	Desjarlais B . . . . .	1 200
Chouinard & Company en fiducie pour Vukelic D . . . . .	50 000	Merchant Law Group en fiducie pour Diduck J . . . . .	40 792
Farnes J . . . . .	10 000	Ministère des Transports et des Communications	
Milner Fenerty en fiducie pour Benson K . . . . .	26 883	de la Nouvelle-Écosse pour Richard D . . . . .	2 446
Verne D . . . . .	1 580	Robertson Stromberg Barristers &	
Verne J . . . . .	2 130	Solicitors pour Wiggins L and Wiggins S . . . . .	20 000
Règlement pour dommage ou perte à la propriété—		Règlements relatif à un litige civil—	
B C Hydro . . . . .	3 247	Haubrich Bordon Trach & Carlsø en fiducie	
Bathurst Mechanic Plus Limited pour Mallet M . . . . .	2 050	pour Ingram C . . . . .	2 000
Boucher N . . . . .	1 875	Milne Selkirk en fiducie pour Nikon A . . . . .	3 000
Canadian Pacific Limited . . . . .	2 508	Rosenberg & Rosenberg en fiducie pour	
Dzyngel B . . . . .	1 003	Lewis D & Lewis M . . . . .	66 667
Ferguson Gifford en fiducie pour Burns D . . . . .	4 000	Perte et blessure au bétail domestique—	
Finance & Corporate Relations Ministry of . . . . .	12 668	Beebe R . . . . .	1 200
Gallant D . . . . .	1 182	Good G . . . . .	1 183
Garnier S . . . . .	1 018	Westview Veterinary Services . . . . .	2 078
Greeley V . . . . .	7 517	Remboursement de coûts—	
Highway (13) Transport Ltd . . . . .	1 887	Dostaler R . . . . .	5 000
Kelowna Ville de . . . . .	2 340	Perte sur la vente d'une résidence—	
Langley Corp of the Township . . . . .	1 866	Atyed E . . . . .	1 686
Maniapik L . . . . .	1 087	Warner Scarborough Herman &Harvey en	
McLeod B . . . . .	1 000	fiducie pour Schock S . . . . .	35 000
McNally S . . . . .	7 000	Règlement pour perte, destruction et dommage	
Ministre des Finances Province du Nouveau Brunswick . . . . .	3 185	à des pièces à conviction—	
Nova Scotia Power . . . . .	2 154	Glen Orris, QC en fiducie pour Hahn D . . . . .	1 900
Paramount Towing . . . . .	6 630	McFarlane W . . . . .	2 628
Pickering Hydro . . . . .	1 755	Penner E . . . . .	1 091
Saler E . . . . . \$ 2 500		Tessier B . . . . .	2 052
Snow City Leisure pour Saler E . . . . . 797	3 297	Règlement pour des accusations de harcèlement—	
Simms G . . . . .	1 917	Stacey C . . . . .	13 900
Social Services pour Isaac B & Clysdale R . . . . .	6 492	Sweetapple C . . . . . \$ 3 000	
Theriault J . . . . .	2 772	Chalker Green et Rowe en fiducie . . . . .	1 178
Theriault P . . . . .	2 772	Chalker Green et Rowe en fiducie . . . . .	1 053
Règlement pour des blessures personnelles, assaut, arrestation		Chalker Green et Rowe en fiducie . . . . .	276
illégal, force excessive, dommages—		Règlement de disputes des droits de la personne—	
Allan W Watchorn en fiducie pour Ferguson C . . . . .	5 000	Brar Y . . . . .	10 000
Boyle & Co en fiducie pour Vanderzande H . . . . .	15 000	Réclamations inférieures à 1 000 \$ (377) . . . . .	100 240
C Keith Aartsen en fiducie pour Moyou G . . . . .	5 000		2 728 649
Campbell & Co en fiducie pour Tremblay J . . . . .	4 000		3 395 174
Chesterley & Dreyer en fiducie pour Davey D . . . . .	8 271		
Garson R . . . . .	3 500		
Hope Heinrich en fiducie pour Murray I . . . . .	21 000		
James H. Cluff en fiducie pour Heppner R . . . . .	9 750		
James W Jardin en fiducie pour Thomasen M . . . . .	20 000		
Karam Greenspon en fiducie pour Rufiange B			
& Rufiange P . . . . .	40 000		
Kowarsky & Company en fiducie pour Galle A . . . . .	1 000		
Lister & Associate pour Greyeyes J . . . . .	352 423		

## TRANSPORTS

## Ministère

Indemnité pour dommages à un véhicule causés par un

dépôt de chaux—

Anassis E . . . . .	1 828
Freemont L . . . . .	2 051
Fulford J . . . . .	1 841
Hakim M . . . . .	1 140

Indemnité pour des dommages à un véhicule causés par une barrière défectueuse— Wilson D .....	1 132
Indemnité pour des dommages à une avion causés par un cerf sur la piste d'envol— Borden & Elliott en fiducie pour Newell Aviation .....	45 673
Indemnité pour des dommages à une avion suite à des conditions glissantes— Canadian Air Lines International .....	3 580
Indemnité pour des blessures personnelles à la suite d'une chute—	

**Paiements à titre gracieux**

Cet état fournit, par portefeuille ministériel et par programme, le détail de tous les paiements à titre gracieux de 100 \$ ou plus. Les paiements inférieurs à 100 \$ sont présentés en un seul montant à la fin de chaque programme, avec le nombre total de ces paiements. Aux fins de cet état, un paiement à titre gracieux est un paiement discrétionnaire, consenti à titre de don dans l'intérêt public sans aucune obligation légale, qu'un avantage ou un service ait été reçu ou non.

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
<b>AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE</b>		Indemnité pour la perte d'effets personnels—	
<b>Ministère</b>		O'Handley S . . . . .	240
Indemnité pour dépenses encourues—		Beaulieu LJ . . . . .	130
Ford D O . . . . .	500	Hoper E . . . . .	272
Indemnité pour des biens volés—		Indemnité pour la perte de revenus potentiels—	
Turner B A . . . . .	250	La Relève du Poète Jomphe Inc . . . . .	30 000
Indemnité à une compagnie d'exportation de semence		Indemnité pour la perte de revenu à cause de l'interdiction	
pour un permis non conforme—		de la trappe dans le nouveau parc national—	
Semence Gripon Inc. St-Urbain (Québec) . . . . .	177	Belrose A . . . . .	3 081
Poêle d'un employé vendu par erreur—		Craigie A . . . . .	2 919
Sonntag B . . . . .	500	Golden L . . . . .	9 178
Avance de voyage volée—		Nixon M . . . . .	22 983
Toms S . . . . .	112	Pirie I . . . . .	2 423
Indemnité pour le règlement d'un grief—		Richie B . . . . .	19 596
Lowden S . . . . .	1 000	Wardrop L . . . . .	1 652
Paiement à un médiateur pour services—		Wardrop R . . . . .	5 652
Swift Current Mediation . . . . .	100	Wipp A . . . . .	11 994
Indemnité pour lunettes d'un employé endommagées		Wipp J . . . . .	16 096
pendant l'exercice de ses fonctions—		Wipp W . . . . .	1 624
Langevin P . . . . .	225	Indemnité lors de la cessation d'emploi—	
Indemnité pour vêtements des employés endommagés		Klementis P . . . . .	56 044
pendant l'exercice de leurs fonctions—			186 990
Ianni M . . . . .	243	<b>Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications</b>	
Kovats M . . . . .	127	<b>canadiennes</b>	
Richardson G . . . . .	198	Paiements inférieurs à 100 \$ (2) . . . . .	17
Young Dr C . . . . .	324		
Indemnité pour dommage à un véhicule loué lors du lave-auto		<b>Archives nationales du Canada</b>	
pour la levée de fonds de Centraide—		Indemnité pour vêtement endommagé (CT 941836)—	
Wollenschlager B . . . . .	287	Wallot JP . . . . .	172
Indemnité pour dommage à un véhicule loué alors que		Paiement inférieur à 100 \$ (1) . . . . .	46
l'employé était en voyage d'affaires—			218
Bell T . . . . .	207		
Paiements inférieurs à 100 \$ (13) . . . . .	709	<b>Commission des champs de bataille nationaux</b>	
	4 959	En vertu d'une modification du Règlement de 1980 sur	
		les subventions aux municipalités, la Commission	
<b>AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU</b>		des champs de bataille nationaux peut verser à titre	
<b>CANADA ATLANTIQUE</b>		gracieux pendant quatre ans, à compter de 1992-1993,	
<b>Ministère</b>		une somme jusqu'à concurrence de 2.4 millions \$	
Indemnité pour couvrir les frais juridiques encourus par une		pour couvrir les subventions qui auraient pu	
tierce partie, Barry Smyth Walsh—		être versées depuis 1985—	
White, Ottenheimer et Baker . . . . .	4 813	Ville de Québec . . . . .	2 385 453
		Ville de Sillery . . . . .	7 096
<b>PATRIMOINE CANADIEN</b>			2 392 549
<b>Ministère (Communications)</b>		<b>Bibliothèque nationale</b>	
PROGRAMME DES SERVICES		Paiement inférieur à 100 \$ (1) . . . . .	22
DE GESTION MINISTÉRIELS			
Remboursement pour trois paires de souliers volés		<b>Commission de la fonction publique</b>	
sur les lieux de travail —		Indemnité pour vêtement endommagé—	
Pacheco L . . . . .	374	Biron-Lange B . . . . .	128
Paiements inférieurs à 100 \$ (2) . . . . .	79	Chevrier J . . . . .	242
	453	Indemnité pour des lunettes brisées—	
		Rochon D . . . . .	110
<b>PROGRAMME PARCS CANADA</b>		Paiements inférieurs à 100 \$ (4) . . . . .	183
Indemnité pour un véhicule endommagé—			663
Wyatt W . . . . .	2 154		
Hertz Corp . . . . .	952		
			2 580 912

**Paiements à titre gracieux — Suite**

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
<b>CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION</b>		<b>Indemnité pour la perte d'effets personnels pendant l'exercice de leurs fonctions—</b>	
<b>Ministère</b>		Aurel D . . . . .	192
Indemnité pour perte d'effets personnels—		Cowan D . . . . .	149
Sharp G . . . . .	326	Drapeau D . . . . .	192
Antonio A . . . . .	300	Fraser D . . . . .	2 669
Lacombe D . . . . .	285	Mountford M . . . . .	870
Paiements inférieurs à 100 \$ (12) . . . . .	700	Rose DC . . . . .	4 098
	<i>1 611</i>	Salisbury I . . . . .	107
<b>Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada</b>		<b>Indemnité pour des effets personnels endommagés ou détruits accidentellement—</b>	
Paiements inférieurs à 100 \$ (3) . . . . .	<i>113</i>	Frechet A . . . . .	691
	<u>1 724</u>	Fry G . . . . .	211
<b>ENVIRONNEMENT</b>		McQuinn I . . . . .	585
Indemnité pour rembourser 50 pour cent du coût d'un complet déchiré accidentellement au bureau—		Musseau L . . . . .	293
Bertrand S . . . . .	200	Schwab P . . . . .	639
Remboursement de frais juridiques pour des conseils légaux privés lors d'un cas de harcèlement—		<b>Indemnité pour des lunettes brisées sur le navire</b>	
Nom retenu <sup>(1)</sup> . . . . .	2 229	Gerald Joseph —	
Indemnité pour biens personnels endommagés—		Chevrier A . . . . .	279
Lamontagne M . . . . .	325	<b>Indemnité pour équipement de caméra endommagé—</b>	
Remplacement de lunettes—		MacIntosh B . . . . .	304
Creighton A . . . . .	314	<b>Indemnité pour effets personnels volés pendant l'exercice de ses fonctions—</b>	
Indemnité pour des vêtements et souliers endommagés lors d'un prélèvement d'un renversement de diesel de camions-citernes—		Balfé B . . . . .	535
Buerfeind K . . . . .	170	<b>Indemnité pour la saisie de saumon—</b>	
Indemnité pour harcèlement—		Legere HP . . . . .	800
Nom retenu <sup>(1)</sup> . . . . .	25 000	<b>Indemnité pour le remboursement des frais d'accès pour l'allocation d'entreprise—</b>	
Paiement inférieur à 100 \$ (1) . . . . .	91	Compak Seafood Inc . . . . .	1 532
	<u>28 329</u>	<b>Indemnité pour des dommages à un navire et des appâts de pêche—</b>	
<b>FINANCES</b>		Kitson R . . . . .	553
<b>Vérificateur général</b>		Zaproznan J . . . . .	250
Indemnité pour perte d'effets personnels lors d'un voyage d'affaires—		<b>Indemnité pour des dommages à un navire lors du remorquage d'un autre navire—</b>	
Hong M . . . . .	300	Robertson D . . . . .	1 209
Différentiel du taux de change et des frais bancaires pour le paiement de cotisations—		<b>Paiements inférieurs à 100 \$ (8) . . . . .</b>	
Organisation Internationale des Institutions Supérieures de Contrôle des Finances Publiques . . . . .	284		<u>340</u>
	<u>584</u>		<u>19 774</u>
<b>PÊCHES ET OCÉANS</b>		<b>AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL</b>	
<b>Ministère</b>		<b>Ministère</b>	
Indemnité pour des effets personnels endommagés pendant l'exercice de leurs fonctions—		Indemnité pour des frais de location de voiture additionnels encourus par des clients du Bureau des passeports—	
Caruana VJ . . . . .	145	Sztylka A . . . . .	235
Dahlgren DA . . . . .	404	<b>Indemnité payée pour vacances reportées—</b>	
Forest Power Sports pour Running G . . . . .	250	Willis A . . . . .	1 000
Galbraith S . . . . .	215	<b>Remboursement pour des items volés—</b>	
Hooker E . . . . .	104	Pichette MM . . . . .	984
Huot J . . . . .	346		<u>2 219</u>
Leonard K . . . . .	439	<b>Agence canadienne de développement international</b>	
Matthews E . . . . .	675	Indemnité pour des dépenses encourues pour la location d'une voiture en Éthiopie—	
Roy Y . . . . .	156	Rothschild J . . . . .	1 544
Slaunwhite R . . . . .	160	<b>Indemnité pour vêtement endommagé—</b>	
Thompson V . . . . .	119	Benoît D . . . . .	160
Toohey K . . . . .	263	<b>Paiements inférieurs à 100 \$ (3) . . . . .</b>	
			<u>146</u>
			<i>1 850</i>
			<u>4 069</u>

**SANTÉ****Ministère (Santé nationale et Bien-être social)**

## PROGRAMME DE SANTÉ

Indemnité pour les canadiens contaminés par le VIH par du sang ou des produits sanguins depuis 1978— (CT 813738 et CT 821428) (128 paiements).....	3 850 000
Indemnité pour des effets personnels volés à Pinkangikum Nursing Station—	
Durston C. ....	800
Daunette T. ....	250
Indemnité pour vêtements endommagés—	
Bertrand A. ....	134
Murphy A. ....	280
Indemnité pour raisons humanitaires—	
Nom retenu <sup>(1)</sup> .....	2 000
Paiements inférieurs à 100 \$ (3).....	142
	<hr/>
	3 853 606

**DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES****Ministère (Emploi et Immigration)**

## PROGRAMME DES SERVICES GÉNÉRAUX

Indemnité pour des vêtements endommagés par le feu—	
Fougere M. ....	134
Indemnité pour un billet d'infraction lors d'une inspection avant un voyage—	



**Paiements à titre gracieux — Suite**

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
<b>Conseil national de recherches du Canada</b>		<b>Indemnisation financière—</b>	
Indemnité pour des vêtements et des effets personnels endommagés—		Aubert J . . . . .	1 535
Allegretto E . . . . .	126	Beaul D G . . . . .	2 500
Gagnon S . . . . .	69	Bertrand D . . . . .	945
Hackett P . . . . .	242	Blais S . . . . .	198
Hardwick D . . . . .	138	Bilodeau E . . . . .	244
Loiselle T . . . . .	329	Boivin J J . . . . .	242
Vanderhoek T . . . . .	103	Casault F . . . . .	363
Williams B . . . . .	200	Cherry S . . . . .	328
Indemnité pour véhicule endommagé—		Choquette J P . . . . .	223
Monsour M . . . . .	344	Cote J . . . . .	435
	<i>1 551</i>	Deschenes J . . . . .	487
	<u>13 056</u>	Despins R . . . . .	278
		Desroches M . . . . .	2 727
<b>JUSTICE</b>		Dugas A . . . . .	209
<b>Ministère</b>		Durand M . . . . .	2 238
Indemnité pour une condamnation injustifiée—		Ellis S W . . . . .	3 135
Procureur général de l'Ontario . . . . .	250 000	Gagne J . . . . .	270
Garnissement (erreur informatique)—		Gagnon J . . . . .	1 599
Cour du banc de la Reine . . . . .	1 900	Gartner H . . . . .	734
Paiement inférieur à 100 \$ (1) . . . . .	21	Gilbert A . . . . .	2 485
	<i>251 921</i>	Graveline J L G . . . . .	360
		Guillemette J . . . . .	567
<b>Cour suprême du Canada</b>		Guimond F . . . . .	972
Achat de lunettes—		Hoppe K W . . . . .	397
Laniel J . . . . .	185	Hutchings S . . . . .	4 717
<b>Cour canadienne de l'impôt</b>		Lacoste-Asmis C . . . . .	849
Paiement inférieur à 100 \$ (1) . . . . .	30	Ladouceur J B P . . . . .	350
	<u>252 136</u>	Larouche F . . . . .	470
		Larose M W . . . . .	112
		Latreille F . . . . .	497
		Lerner & Associates en fiducie pour Thomson R . . . . .	3 779
<b>DÉFENSE NATIONALE</b>		Mailhot S . . . . .	1 791
<b>Ministère</b>		Marcil A . . . . .	185
Indemnité pour des biens personnels endommagés—		Martel A . . . . .	767
Attagutsiak J . . . . .	605	Meloche L . . . . .	100
Champagne J . . . . .	664	Michaud K . . . . .	114
Evans R . . . . .	2 477	Miller J C R . . . . .	148
Fieglar A R . . . . .	397	Oanh V U . . . . .	3 774
Gowan S R . . . . .	377	Odgers D W . . . . .	2 500
Hesford A J . . . . .	445	Orchefskey Y . . . . .	706
Lancaster P C . . . . .	2 035	Parenteau D A . . . . .	151
Northwest Motors . . . . .	1 823	Paquette J F P . . . . .	130
Rajah A . . . . .	25 012	Parrott A . . . . .	185
Renaud B . . . . .	154	Pfänder H W B . . . . .	129
Bris des vitres d'une résidence . . . . .	351	Reber I E . . . . .	830
Simcoe & Erie Group pour Clements K B . . . . .	1 689	Sanford P G . . . . .	565
Torrens T . . . . .	35 760	Commission du port de San Francisco . . . . .	21 495
Indemnité pour la perte de biens personnels—		Smart T . . . . .	180
Allard F . . . . .	193	St Pierre Y . . . . .	253
Dallaire R A . . . . .	1 063	Thibeault J . . . . .	524
DuHamel J S J . . . . .	300	Thibodeau J . . . . .	621
Fedi W . . . . .	1 038	Thomson R . . . . .	19 664
Harper R N . . . . .	270	Tousignant M . . . . .	995
MacDonald A . . . . .	1 950	Ville de Bosanquet . . . . .	675
Indemnité pour des pertes lors d'une entrée par effraction—		Truefitt W . . . . .	185
Ouellet D . . . . .	193	Ubranowicz W . . . . .	653
Règlement pour interruption de paye—		Webster J . . . . .	943
Perte de salaire—		Wertwyn R . . . . .	105
Morel K O . . . . .	431	Wright S . . . . .	2 416
Perte d'intérêts—		Paiements inférieurs à 100 \$ (44) . . . . .	2 459
Girard A . . . . .	410		<u>175 552</u>
Warwick D . . . . .	427		

## Paiements à titre gracieux — Suite

Détail et bénéficiaire	Montant	
	\$	
<b>REVENU NATIONAL</b>		
Dommage à un véhicule d'un inspecteur des douanes sur un terrain de stationnement du gouvernement —		Remboursement pour un pantalon de laine déchiré sur un tiroir de bureau —
Armstrong T .....	116	Smoliga D .....
Dommage à un véhicule —		
Ashmead D .....	231	
Lentilles cornéennes perdues en entrant dans un taxi lors de conditions météorologiques extrêmes —		
Burridge D .....	239	
Dommage suite à un accident de voiture —		
Cohoe J .....	265	
Franchise pour un pare-brise brisé —		
Crossman B .....	100	
Lunettes d'un employé écrasées par un camion à la frontière —		
Crosswhite L .....	184	
Dommage irréparable à un manteau de cuir —		
Demarcia A .....	500	
Dédommagement pour un manteau déchiré dans un ascenseur —		
Duquette G .....	175	
Cinq paires de pantalons endommagées avec de l'acide —		
Gagné M .....	126	
Vandalisme sur le véhicule d'un employé —		
Gauthier G .....	201	
Remboursement pour un montant considérable de temps et d'effort suite à un malentendu relié à une évaluation —		
Hanson R .....	250	
Coûts de remplacement pour des effets personnels endommagés —		
Hickey C .....	120	
Frais d'enregistrement et d'annulation remboursés pour un arrangement de temps partagé déjà approuvé —		
Joudrey S .....	172	
Montant d'argent volé à un vérificateur lorsque celui-ci effectuait son travail dans le bureau d'un contribuable —		
Kanjor S .....	350	
Manteau endommagé pendant l'exercice de ses fonctions —		
Latour N .....	200	
Chemise et manteau endommagés —		
Lauzon G .....	140	
Vêtements endommagés —		
Methot L .....	110	
Dédommagement pour la perte de l'enregistrement d'une cargaison —		
Norbert J .....	200	
Manteau endommagé pendant l'exercice de ses fonctions —		
Phillips T .....	181	
Costume ruiné par l'eau suite à la perte de bagages à l'aéroport —		
Pranjivan V .....	354	
Plancher endommagé par un employé pendant l'exercice de ses fonctions —		
RC Marble and Tile .....	784	
Remboursement pour le coût de lunettes perdues pendant l'exercice de ses fonctions —		
Roche D .....	164	
Vêtements endommagés pendant l'exercice de ses fonctions —		
Schilder S .....	105	
Biens saisis détruit par erreur —		
Shirmohammed F .....	109	

**Paiements à titre gracieux — Suite**

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
<b>CONSEIL PRIVÉ</b>		<b>PROGRAMME DES APPROVISIONNEMENTS</b>	
<b>Ministère</b>		<b>ET SERVICES</b>	
Paiements inférieurs à 100 \$ (2) .....	103	Règlement de réclamations sous toutes réserves (Tribunal canadien du commerce extérieur) —	
<i>Autorisation—CP 199-520</i>		Martin Marietta Canada Ltd .....	25 338
Paiements effectués pour aider dans les paiements des coûts encourus par les intervenants à la Commission d'enquête sur l'approvisionnement en sang du Canada —		Taftek .....	10 850
Blake, Cassels & Graydon .....	164 398	Indemnité pour le retard du transfert réciproque —	
Buchan, Derrick et Ring .....	158 726	Compte de pension de retraite de la fonction publique pour Bower DM .....	31 434
Cavalluzzo, Hayes, Shilton, McIntyre & Cornish .....	30 934	Indemnité pour des lunettes brisées —	
Elliott, Rodrigues et Daffern .....	198 031	Wiseman G .....	539
Gignac, Sutts .....	133 807	Indemnité pour vêtements endommagés —	
Goodman et Carr .....	149 531	Hayne T .....	120
Harvey D .....	60 238	Indemnité pour des effets personnels endommagés —	
Kapoor, Selnes, Klimm et Brown .....	196 105	Boudreault K .....	465
Kenneth Arenson .....	15 917	Indemnité pour le vol de la petite caisse —	
Lavigne P .....	218 013	Chenier L .....	467
Marchand, Magnan, Melançon, Forget .....	141 485	Indemnité pour le vol d'argent déposé dans un coffret de sécurité —	
Powell, Alan T R .....	15 000	Roy P .....	343
	1 482 288	Indemnité pour la perte d'effets personnels à cause d'un feu dans la voiture du ministre —	
<b>Centre canadien de gestion</b>		Maltais H .....	479
Indemnité pour des bagages endommagés et des articles manquants lors d'un voyage d'affaire —		Indemnité pour la perte d'effets personnels —	
Kwilecki M .....	580	Fleming W .....	140
		Paiements inférieurs à 100 \$ (4) .....	204
<b>Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports</b>			70 379
Paiements inférieurs à 100 \$ (4) .....	249		85 126
		<b>SOLLICITEUR GÉNÉRAL</b>	
<b>Directeur général des élections</b>		<b>Service correctionnel</b>	
Indemnité pour la perte d'effets personnels lors d'un voyage d'affaires à Haïti —		Paiements pour aider des intervenants avec les coûts encourus lors de la Commission d'enquête sur certains événements survenus à la Prison pour femmes à Kingston —	
Girard J .....	3 146	Bailey D .....	10 536
	1 486 263	Buchan Derrick et Ring .....	84 093
<b>TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES</b>		Connolly J .....	31 365
<b>GOUVERNEMENTAUX</b>		Mandelcorn M .....	16 440
<b>Ministère (Travaux publics et</b>		O'Connor F .....	93 575
<b>Approvisionnement et Services)</b>		Scully D .....	4 373
<b>PROGRAMME DES SERVICES</b>		Thomas E .....	16 818
Indemnité pour traitement médical et des vêtements endommagés —		Zambrowsky J .....	51 764
Kury R H .....	127	Indemnité aux employés pour des effets personnels perdus ou endommagés pendant l'exercice de leurs fonctions —	
Règlement de réclamation sous toutes réserves (R Gaydos) —		Abrama D .....	526
Gashler & Vallance en fiducie .....	6 500	Bartel F .....	129
Indemnité pour des vêtements endommagés —		Bergeron G .....	134
Arnett T C .....	200	Blackburn J .....	285
Règlement de réclamation sous toutes réserves —		Braun H .....	275
Mercredi N .....	7 500	Burke A .....	151
Paiements inférieurs à 100 \$ (4) .....	190	Charbonneau R .....	364
	14 517	Duncan D .....	310
<b>PROGRAMME DES BIENS IMMOBILIERS</b>		Gregoire S .....	155
Indemnité pour des vêtements endommagés —		Guimond F .....	598
Rodgers W .....	195	Houle M .....	166
Paiement inférieur à 100 \$ (1) .....	35	Hurrell K .....	249
	230	Langlois M .....	348
		Lefebvre J .....	2 500
		Lens Crafters .....	334
		Lynn S .....	967
		Méinguet J .....	332
		McIntosh A .....	187
		Mudry B .....	205
		Paliwada K .....	288
		Smith R .....	408

Stoltz C .....	215
Thiessen N .....	255
Veilleux L .....	142
Wells M .....	

Paiements à titre gracieux — Suite

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Véhicule personnel endommagé—		<b>TRANSPORTS</b>	
Barrett H . . . . .	170	<b>Ministère</b>	
Biden W . . . . .	500	Indemnité pour la perte d'effets personnels pendant	
Blevins JA . . . . .	218	l'exercice de leurs fonctions—	
Bott K . . . . .	139	Adamic P . . . . .	185
Boughen T . . . . .	475	Armstrong A . . . . .	561
Brown C . . . . .	177	Filippi G . . . . .	300
Creasser R . . . . .	200	Kenny J . . . . .	1 383
Dolan A . . . . .	1 360	McVeigh G . . . . .	525
Doyle M . . . . .	2 865	Indemnité pour des effets personnels endommagés	
Fraser B . . . . .	1 315	pendant l'exercice de leurs fonctions—	
Gulaga K . . . . .	500	Dormody K . . . . .	175
Hopkins K . . . . .	440	Everett S . . . . .	125
Lamouelle R . . . . .	1 017	Gandhi B . . . . .	350
Maddaford R . . . . .	749	Hemphill L . . . . .	677
Priest J . . . . .	100	Nauftts L E . . . . .	110
Roy K . . . . .	734	Touesnard A . . . . .	491
Sotheran B . . . . .	100	Indemnité pour l'annulation de voyages personnels due	
St Coeur C . . . . .	311	à des besoins opérationnels—	
Thrifty Location d'Auto pour Haineault P . . . . .	156	Gilmore W . . . . .	406
Whiting P . . . . .	1 119	Parij W T . . . . .	406
Wright W . . . . .	175	Wilson G . . . . .	599
Perte d'argent à cause d'une saisie/remorquage de véhicule—		Indemnité pour dommage à une voiture louée—	
Richard R . . . . .	108	Discount Car Rental . . . . .	500
Sommerfeld D . . . . .	500	Tomlinson Pontiac Buick . . . . .	1 595
Pagettes endommagées—		Indemnité pour l'annulation du règlement de transfert de	
Cantel Paging . . . . .	200	l'aéroport international Pearson—	
Cantel Paging . . . . .	400	Goudge S en fiducie . . . . .	1 561 000
Règlements pour blessures reliées au travail—		Indemnité pour des dommages causés à un avion privé	
Lawrence S . . . . .	254	suite à une bouffée de vent émise par un avion	
Pelletier R . . . . .	223	à réaction ministériel—	
Remboursement de coûts—		Payer M . . . . .	2 088
Chalifoux L . . . . .	325	Indemnité pour des dommages à un véhicule personnel	
Lacombe N . . . . .	300	pendant l'exercice des fonctions—	
Ministre des Finances . . . . .	750	Bellefeuille M . . . . .	250
Village of Midway Corporation of the . . . . .	7 584	Estabrooks P A . . . . .	200
Perte d'argent—		Indemnité pour le remboursement de pénalité monétaire—	
Brown D . . . . .	111	Wenham G . . . . .	250
Paiement conformément aux coûts de transfert—		Indemnité pour des dommages causés à une ferme	
Alexander S . . . . .	3 140	par un avion—	
Coolidge G . . . . .	4 789	Samuel J L . . . . .	2 500
Indemnité pour des dépenses/salaires—		Accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
Brault A . . . . .	115	Manitoba Public Insurance pour Ballany J . . . . .	1 333
Girardeau J . . . . .	1 807	Skarylar T . . . . .	485
Haworth T . . . . .	107	Indemnité pour le règlement de grief—	
Meadows H . . . . .	2 000	Savary S . . . . .	2 000
Mowbray S . . . . .	600	Nom retenu <sup>(1)</sup> . . . . .	30 000
Saunders M . . . . .	1 635	Nom retenu <sup>(1)</sup> . . . . .	15 000
Stoner M . . . . .	115	Paiements inférieurs à 100 \$ (16) . . . . .	807
Règlement négocié—			
Sutherland R . . . . .	10 000		
Perte sur la vente d'une résidence—			
Buckner J . . . . .	971		
Perte de/blessure au bétail domestique—			
All Mobile Veterinary Services pour Nohr A . . . . .	152		
Tilbury N . . . . .	465		
Paiements inférieurs à 100 \$ (107) . . . . .	5 282		
	95 206		
	417 445		1 624 301

**Paievements à titre gracieux —Fin**

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
<b>CONSEIL DU TRÉSOR</b>		<b>ANCIENS COMBATTANTS</b>	
<b>Secrétariat</b>		<b>Ministère</b>	
PROGRAMME RELATIF À L'ADMINISTRATION		PROGRAMME DES ANCIENS COMBATTANTS	
CENTRALE DE LA FONCTION PUBLIQUE		Paievement tenant lieu d'une cessation d'emploi—	
Indemnité tel que prescrit par la <i>Loi canadienne sur les</i>		Moncrieff C. ....	12 214
<i>droits de la personne—</i>		MacDonald L. ....	18 827
Bigney J. ....	500	Paievement de frais funéraires pour un vétéran	
Currie A. ....	500	décédé lors d'un pèlerinage en Hollande—	
Jennings D. ....	500	Monuta Funeral Home. ....	3 223
Johnston S. ....	500	Paievement du remboursement de perte pour une erreur	
Lavergne P. ....	500	lors du traitement de l'indemnité de départ—	
Lebeau R. ....	500	Rive DN. ....	3 900
Moreau M. ....	500	Remboursement d'un rasoir électrique volé dans un	
Rodgers L. ....	500	hôpital ministériel—	
Sarson L. ....	500	D'Artois G. ....	160
Smart R. ....	500	Indemnité pour perte d'effets personnels lors d'un	
Tremblay L. ....	500	vol de bureau—	
Paievement tenant lieu d'une indemnité de départ		Brown J. ....	176
pour service antérieur—		Kmyta D. ....	124
Boyce G. ....	15 793	Tam C. ....	114
Indemnité tenant lieu de l'allocation au survivant		Paievement pour couvrir des dépenses de garde d'enfants—	
du conjoint accordée par compassion—		Ivey T. ....	120
Ellis F. ....	5 000	Paievements inférieurs à 100 \$ (13) ....	488
Héroux-Mertens B. ....	7 500		39 346
Katzenberger Z. ....	5 000		
Paterson A. ....	7 500	<b>PROGRAMME DU BUREAU DE SERVICES</b>	
Indemnité pour l'impôt à payer sur une réclamation pour		<b>JURIDIQUES DES PENSIONS</b>	
dédommagement—		Paievement versé à un ancien employé en remplacement	
Gorman M. ....	400	d'une rémunération pour heures supplémentaires—	
	46 693	Thompson E. ....	170
			39 516
		Total. ....	10 839 432

(1) Nom retenu en vertu des conditions du règlement.

**Montants adjugés par une cour**

Cet état fournit, par portefeuille ministériel et par programme, le détail de tous les montants adjugés par une cour payés au cours de l'exercice.

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
<b>AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE</b>		<b>JUSTICE</b>	
<b>Ministère</b>		<b>Ministère</b>	
<i>Autorisation—Cour suprême du Nouveau Brunswick E/C/197/88 et E/C/247/88</i>		<i>Autorisation—Cour fédérale du Canada #T-2322-94</i>	
Indemnité pour des tests inappropriés sur des graines de pommes de terre contenant une flétrissure bactérienne—Hughes, Campbell and Associates en fiducie pour Green Acre Farms Ltd. ....	564 378	Injonction pour régler la poursuite du plaignant pour le renvoi injustifié de Justice - Vancouver (bris de contrat d'emploi)—Payable à : Smith et Hughes (Anez F) .....	5 000
Smith, Townsend en fiducie pour Beaulieu C, Givskud M, Hansen K & R et Ouellette Seed Farms .....	2 517 318		
<i>Autorisation—Cour fédérale du Canada T-3188-90</i>		<b>DÉFENSE NATIONALE</b>	
<b>Ministère</b>		<b>Ministère</b>	
<i>Autorisation—Cour fédérale T-1879-93</i>		<i>Autorisation—Cour fédérale T-1879-93</i>	
Coûts légaux reliés au défi de la mise en oeuvre de l'enregistrement obligatoire du pesticide TCMTB-Buscan 30 WB—Murray Lott en fiducie pour Pulp and Paper Workers of Canada, Local 8 .....	10 258	Païement décerné en ce qui concerne un grief contre DN—Osler, Hoskin & Harcourt Barristers & Solicitors en fiducie pour Drapeau M W .....	863
	3 091 954	<i>Autorisation—Cour du Banc de la Reine de l'Alberta #9303-0905</i>	
<b>CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION</b>		Païement décerné en ce qui concerne une prétendue poursuite malveillante—Ackroyd, Piasta, Roth & Day Barristers & Solicitors pour Forster K .....	14 244
<b>Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada</b>		<i>Autorisation—Cour fédérale T-1215-89</i>	
<i>Autorisation—Arrêt de la Cour fédérale 92-A-7174</i>		Païement décerné en ce qui concerne une collision—Nordpol/Kootenay .....	169 312
Imposition des coûts—Rocco Galati en fiducie pour Perez J .....	6 742	<i>Autorisation—Cour du Banc de la Reine de la Nouvelle-Écosse</i>	
<b>ENVIRONNEMENT</b>		Païement décerné en ce qui concerne un renvoi injustifié—Coûts de ration pour McFarlane W B .....	35
<i>Autorisation—Arrêt de la Cour provinciale de Regina 1893625</i>			184 454
Règlement (offre libératoire) suite aux poursuites retirées par Travaux Canada pour deux employés d' Environnement Canada qui se sont noyés lors de la construction du passage pour le câble sur Grease River (Saskatchewan)—Amende pour restitution—Cour provinciale de la Saskatchewan .....	20 000	<b>REVENU NATIONAL</b>	
<b>AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN</b>		<i>Autorisation—Cour provinciale de l'Ontario C11450</i>	
<b>Ministère</b>		<i>T-182-89, T-181-89</i>	
<b>PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT</b>		Beach, Renee .....	7 453
<i>Autorisation—Arrêt de la Cour fédérale T-1678-88</i>		Provenzano, McMillan en fiducie Lacroix Cam Protectors Inc .....	3 494
Si les employés contractuels de l'extérieur sont des fonctionnaires—Païement de salaire et de bénéfices Thomas W C et Peguis Band .....	103 013	<i>Autorisation—Cour fédérale du Canada T-182-89, T-181-89</i>	
<b>INDUSTRIE</b>		Burchell, MacAdam & Hayman en fiducie Fancy, Bernard & Dorothy .....	500
<b>Ministère</b>		<i>T-820-90</i>	
<b>PROGRAMME DU DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE ET DES SCIENCES</b>		Crease, Harman and Company en fiducie Wellburn, WG .....	1 945
<i>Autorisation—Arrêt de la Cour de l'Ontario 159108</i>		<i>T-1448-83</i>	
Païements des coûts d'une réclamation suite à une Loi sur la concurrence—Davies, Ward & Beck en fiducie pour Consolidated Fast Freight Forwarders .....	35 000	Davis & Company Canadian Imperial Bank .....	78 540
		<i>T989-89</i>	
		Davies, Ward & Beck en fiducie Kaneff Properties .....	4 047
		<i>T-2712-91</i>	
		Lancaster, Mix & Welsh en fiducie Brown, Charles A .....	1 914
		<i>T110-86, A-358-89</i>	
		Levy, Joseph .....	1 000

Montants adjugés par une cour — Suite

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
94-2106(IT)I, A-141-95		92-604(IT)G	
MacLeod, Dixon		Cassels, Brock & Blackwell	
Mann, Randy	693	Smith, Winsome E	1 590
T-1479-90		84-1149(IT)	
Mosseau, Guy	479	Chown, Cairns en fiducie	
A-899-92		Kamin, Howard	584
Ogilvy Renault		95-1388(IT)I	
Hydro-Québec	12 194	Cole, Ralph	100
T-1922-87, A-449-92		91-277(IT)G	
Thorsteinssons en fiducie		Collette, Guy J	
Friesen, Jake	27 167	Sanford, Lorraine	2 918
T-2332-93		94-2940(IT)I	
White, Gene R	750	Craig, Gareau, Keen, Despatie, Markell	
A-652-94, A-653-94, A-654-94		Landriault, James R	163
Wildeboer, Rand, Thomson, Apps		86-2010(IT)O	
Tonne, E. (et al)	5 810	Daigle, Bernatchez, Dumas	
Autorisation—Arrêts de la Cour canadienne de l'impôt et frais de cour en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu—		Roy, Jean	500
Autorisation—Arrêts :		93-1435(IT)I	
93-3281(IT)G, 93-3282(IT)G		David R Abbey Professional Corporation	
Alan W. Pope en fiducie		Shapka, Brenda Ellen	704
Pope, Alan W & Linda F.	1 477	92-2282(IT)G, 93-302 (IT)G	
91-1082(IT)		Davies, Ward & Beck en fiducie	
Aird & Berlis en fiducie		Rostland Corporation	13 774
Dunleavy, Francis	3 250	89-2922(IT)O	
94-3135(IT)I		Downs, Paul M	
Armstrong, Byron	400	Smith, William C	500
93-2693(IT)I		94-1941(IT)G	
Armstrong, Nikolich		Dumoulin & Boskovich	
Mcanulty, Thomas Stephen	870	Capadouca, Anthony P	2 493
92-524(IT)G, 92-525(IT)G		Capadouca, Anthony P	120
Aston, Berg, Kennedy & Morrissey en fiducie		95-116(IT)I	
Meddaoui, Sue	2 697	Felesky, Flynn	
Meddaoui, Houria	2 023	Verbonac, Sheila	571
94-1965(IT)I		94-435(GST)I	
Baker, Fred A A		Felesky, Flynn	
Bernstein, Martin	681	O A Brown Ltd	1 100
90-3656(IT)O		92-2509(IT)G, A-507-94	
Baker, Fred A A		Felesky, Flynn	
Renz, Adolph	375	Bowens, Richard N	4 504
91-1405(IT)G, 91-1406(IT)		90-3209(IT)O	
Bary & O'Neil en fiducie		Felesky, Flynn	
Deters, Arno & Ingeborg	3 100	Jacobson, Tom O	1 341
93-1300(IT)		89-1002(IT)O	
Cain, Lamarre, Wells		Felesky, Flynn	
Lalancette, Tony	1 438	Pearson, Donald E	3 401
88-1059(IT)O		88-1879(IT), 88-1880(IT)	
Carr, Allan J	2 965	Felesky, Flynn	
95-2385(IT)I		Cockrane, William J &	
Carson, Gross & McPherson en fiducie		Jerram, Walter	2 147
Henry, Ramawattie	400	92-1785(IT)G	
93-3348(IT)G		Fraser & Beatty en fiducie	
Cassels, Brock & Blackwell en fiducie		Wollitzer, Guenter	2 945
The Frechat Computer Development	1 500	95-47(IT)I	
93-1264(IT)G		Giffen & Partners en fiducie	
Cassels, Brock & Blackwell en fiducie		Guerette, April	1 448
Monaghan, Lawrence JW	4 047	94-2596(IT)I	
		Gordon, Alan	129



Montants adjugés par une cour — Suite

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
92-994(IT)G		92-718(IT)	
Gowling, Strathy & Henderson en fiducie		Mandell, Pinder	
Franke, Dieter .....	1 250	Parenteau, David Joseph .....	2 637
92-2458(IT)G, 92-2459(IT)G, 92-350(IT)G		92-1539(IT)G, 92-1594(IT)G	
Griffin, Toews, Maddigan		Meighen, Haddad & Co	
Przepiorka, Lavina .....	200	Szakaly, Sandor & Ilona .....	3 159
Buffalo, Lefa .....	200	94-2322(IT)I	
Thomas, Kenneth Carl .....	600	Mellor & Anderson	
95-1042(IT)I		Johnson, Julia Ann .....	711
Harris, Sheaffer en fiducie		95-1051(IT)I	
Yacyshyn, Lorne .....	800	Micheal McMahon Law Corporation	
95-340(UI)		Ferguson, Dorothea .....	1 441
Harvey, Clara Rita .....	462	93-1080(IT)I, 93-1081(IT)I	
93-2290(GST)I		Miller, Thomson en fiducie	
Hleck, Kanuka, Thuringer		Reid, Pamela M .....	820
Kanuka, Hleck (et al) .....	650	94-1590(IT)G	
94-2627(IT)G, 94-2625(IT)G		Milner, Fenerty .....	4 364
Jain, Ramesh & Sujata .....	800	93-1206(IT)G	
94-432(IT)I		Nazarevich & Koziak	
Jason, Robert R		Wynnyk, Janice Diane .....	2 409
Wichartz, Marilyn .....	650	92-2598(IT)G	
93-1328(IT)G		Osler, Hoskin & Harcourt en fiducie	
Keyser, Mason, Bell en fiducie		Midland Transport Limited .....	7 225
Karakas, Mike .....	2 026	95-2368(IT)I	
94-879(IT)G		Pearlman & Lindholm	
Koffman, Birnie & Kalef		McKenzie, James .....	950
Vieira, Fred .....	4 594	94-2594(IT)I	
95-575(GST)I		Peddle, Francis K.	
Laprairie, Maurice .....	600	Arsenault, Francis J .....	770
93-259-(IT)I, 93-279(IT)I		94-3035(IT)I, 94-3036(IT)I	
Lerner & Associates		Pyne, Richard G (en fiducie)	
George, Eloise Adell & Gerald .....	349	Ver, Artemio & Aida .....	650
92-1930(IT)G		89-325(IT), 89-326(IT)	
Linke, Elisabeth .....	448	Pyne, Richard G	
93-647(IT)G		United Colour and Chemicals Limited .....	1 190
McCarthy, Tetrault		94-1620(IT)I	
Dairy Queen Canada Inc .....	30 776	Redekopp & Associates	
94-2281(IT)I		Taylor, Gord .....	700
McDougall, Ready		94-1248(IT)I, 94-1249(IT)I	
Wilson, George W .....	787	Rendina & Craven	
91-786(IT)I		Hall, Gavin & Johanna .....	1 087
McDougall, Ready		92-2158(IT)G, 92-2159(IT)G, 92-2160(IT)G,	
Sokwaynace, Charles .....	2 310	92-2162(IT)G, 92-2163(IT)G, 92-2164(IT)G,	
94-2792(IT)I		92-2166(IT)G, 92-2167(IT)G, 92-2168(IT)G,	
McGarry, Ronald .....	25	92-2170(IT)G, 92-2172(IT)G, 92-2174(IT)G,	
94-1888(IT)I		92-2175(IT)G, 92-2177(IT)G, 92-2178(IT)G	
McLachlan, Wilcox & Ducharme		Robin, Appleby & Taub	
Lamondin, Wallace .....	763	Swansea Shopping Centre	
94-1956(IT)I		Limited Partnership Bryon Alexandroff .....	18 094
MacPherson, Leslie & Tyerman		91-1669(IT)G	
Gitche Gumeo Consultants Ltd .....	1 956	Rowe, Bob	
91-1966(IT)G, 91-1964(IT)G,		Harris Steel Group Inc .....	6 401
91-1965(IT)G, 91-1963(IT)G		91-1425(IT)G	
Maiocco & Di Gravio		Rusnak, Balacko, Kachur & Rusnak	
Di Renzo, Succession d'Antonio (et al) .....	15 052	Maccala, Dale .....	4 602

Montants adjugés par une cour —Fin

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
93-565(IT)G		<b>TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX</b>	
Scott & Aylen en fiducie		<b>Ministère (Travaux Public et Approvisionnements et Services)</b>	
Laplante, Guy	1 700	<b>PROGRAMME DES SERVICES</b>	
93-2130(IT)G		<i>Autorisation — Justice - 15332-2</i>	
Shuh, Cline & Grossman en fiducie		Règlement d'un litige contractuel—	
Peters, Hubert Jack	1 500	Milner Fenerty - en fiducie pour Artic Tire	3 886
93-1003(IT)G		<i>Autorisation—Arrêt de la Cour fédérale T-2921-91 et Justice E61198</i>	
Shuh, Cline & Grossman en fiducie		Règlement pour ne pas avoir accepté la plus basse soumission—	
Feldgajer, Oleg	1 700	Cooke Duke Cox - en fiducie pour Carl Muller Const	7 500
94-2982(IT)I, 94-2983(IT)I		<i>Autorisation—Cour d'appel fédérale A-641-92</i>	
Sinotte, Renette & Raymond	404	Indemnité pour l'octroi d'une carrière à sable—	
94-1074(IT)I, 94-1075(IT)		TEKMIN Inc (Degrandpre Godin)	111 282
Sinclair, Gerald J		<i>Autorisation—Ministère de la Justice #317633</i>	
& Phillips, Donna J	40	Règlement d'un litige Gerry Lowrey Ltd—	
94-1025(IT)G		Osler, Hoskin et Harcourt	7 700
Siskind, Cromarty, Ivey & Dowler en fiducie			130 368
Martin, Ernest B	1 382	<b>PROGRAMME DES BIENS IMMOBILIERS</b>	
94-1852(GST)I, 94-1854(GST)I, 94-1853(GST)I		<i>Autorisation—Justice - 94-0683</i>	
Snyder & Company		Règlement d'un litige contractuel—	
B J Northern Enterprises Ltd (et al)	1 400	Mullin Demeo Dalsin - DJR Contracting	1 409
89-1741(IT)		<i>Autorisation—Justice - 1765-12</i>	
Smith, Lyons, Torrance, Stevenson & Mayer		Accident - glisser et tomber au Centre Sinclair—	
Sliwinski, Henry	2 667	Bureau juridique de Finklestein	17 088
92-2569(IT)G			18 497
Stewart & Cooper en fiducie			148 865
Tingley, Howard	2 000		
94-2606(IT)I		<b>SOLLICITEUR GÉNÉRAL</b>	
Sutherland, Behiel, Weber & Will		<b>Service correctionnel</b>	
Pratchler, Agnes	500	<i>Autorisation—Arrêt de la Cour fédérale T-1277-86</i>	
92-1859(IT)G		Païement pour dédommager le réclamant	
Thorsteinssons en fiducie		placé en isolement—	
Jasani, Bharat K	1 595	Hefferman Y en fiducie pour Brandon G	8 367
94-404(IT)I		<i>Autorisation—Cour d'appel de l'Ontario</i>	
Veltri, Tony	433	<i>filère n° 93-CU-66340 CM</i>	
91-1759(IT)G, 92-2822(IT)G		Païement pour dommages et coûts reliés à un assaut	
Waren S. Rapoport, Shibley, Righton		commis par un détenu sur le réclamant—	
Kalef, Harvey	8 567	Dutton Brock MacIntyre et Collier en fiducie	
94-492(GST)I		pour Schamotta Mme J et famille	891 064
Waterous, Holden, Amey & Hitchon			899 431
Davey, James S	703	<b>Total</b>	<b>4 856 130</b>
94-2927(IT)I			
White, Michele	150		
93-1521(IT)			
William D. McCarthy en fiducie			
Dumbrell, Michael	2 181		
	361 671		

# SECTION 11

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*  
1995-1996

## Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés

### SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Agriculture et Agroalimentaire. ....	11.2
Agence de promotion économique du Canada atlantique. ....	11.4
Patrimoine canadien. ....	11.6
Environnement . . . . .	11.8
Pêches et Océans. ....	11.10
Santé . . . . .	11.14
Développement des ressources humaines . . . . .	11.14
Affaires indiennes et du Nord canadien	

**Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés**

Cet état présente, par province et territoire, et pour chaque programme fédéral-provincial à frais partagés, les dépenses de l'exercice en cours et de l'exercice précédent et les dépenses encourues depuis l'inauguration du programme. Ces programmes sont présentés d'un exercice à l'autre jusqu'à ce qu'ils soient complétés, même si aucune dépense n'est engagée dans un exercice donné. Un(f) vis-à-vis le total des dépenses depuis l'inauguration indique les programmes complétés au cours de l'exercice. Dans cet état, les montants en caractères romains représentent les dépenses de l'exercice en cours, les montants en caractères gras représentent les dépenses de l'exercice précédent et les montants en italique représentent les dépenses depuis l'inauguration.

**Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés**  
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
<b>AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE</b>				
<b>Ministère</b>				
Programme d'indemnisation pour les dégâts causés aux cultures par le gros gibier . . . .	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Entente d'association Canada/Manitoba sur les installations hydrauliques municipales . . . . .	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Entente d'innovation agroalimentaire Canada/Saskatchewan . . . . .	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Entente auxiliaire Canada/Saskatchewan sur le développement rural . . . . .	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Entente auxiliaire Canada/Saskatchewan sur le développement économique fondé sur la gestion des ressources hydriques . . . . .	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Contributions aux cercles 4-H . . . . .	8	8	14	9
	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>15</b>	<b>9</b>
	<i>141</i>	<i>113</i>	<i>224</i>	<i>123</i>
Assurance-récolte et sauvagine . . . . .	92	1 004	349	2 213
	<b>84</b>	<b>1 386</b>	<b>376</b>	<b>2 229</b>
	<i>1 053</i>	<i>21 084</i>	<i>5 223</i>	<i>19 271</i>
Programme complémentaire pour le secteur des productions végétales . . . . .	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Ententes de développement économique et régional . . . . .	...	136	2 630	627
	<b>1 436</b>	<b>1 381</b>	<b>4 632</b>	<b>348</b>
	<i>6 501</i>	<i>27 545</i>	<i>33 040</i>	<i>31 451</i>
Protection accrue du revenu pour les producteurs de produits horticoles comestibles . .	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Ententes d'aide à l'adaptation du secteur vitivinicole . . . . .	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Plan vert . . . . .	140	323	283	328
	<b>247</b>	<b>192</b>	<b>350</b>	<b>326</b>
	<i>443</i>	<i>597</i>	<i>907</i>	<i>832</i>

**II . 2 PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX  
À FRAIS PARTAGÉS**

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	<b>314</b>	...	...	<b>314</b>	...	...	<b>314</b>
...	...	...	<i>314</i>	...	...	<i>314</i>	...	...	<i>314</i>
...	...	8 380	...	...	...	8 380	...	...	8 380
...	...	<b>2 746</b>	...	...	...	<b>2 746</b>	...	...	<b>2 746</b>
...	...	<i>20 802</i>	...	...	...	<i>20 802</i>	...	...	<i>20 802</i>
...	...	...	150	...	...	150	...	...	150
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	<i>150</i>	...	...	<i>150</i>	...	...	<i>150</i>
...	...	...	759	...	...	759	...	...	759
...	...	...	<b>608</b>	...	...	<b>608</b>	...	...	<b>608</b>
...	...	...	<i>1 809</i>	...	...	<i>1 809</i>	...	...	<i>1 809</i>
...	...	...	3 437	...	...	3 437	...	...	3 437
...	...	...	<b>1 675</b>	...	...	<b>1 675</b>	...	...	<b>1 675</b>
...	...	...	<i>6 437</i>	...	...	<i>6 437</i>	...	...	<i>6 437</i>
10	58	21	23	29	15	195	...	...	195
<b>9</b>	<b>62</b>	<b>22</b>	<b>24</b>	<b>30</b>	<b>16</b>	<b>203</b>	...	...	<b>203</b>
<i>138</i>	<i>1,156</i>	<i>390</i>	<i>429</i>	<i>523</i>	<i>229</i>	<i>3 466</i>	...	...	<i>3 466</i>
16,254	24,214	18 119	61 832	35 585	3 894	163 556	...	...	163 556
<b>16,433</b>	<b>23,940</b>	<b>18 264</b>	<b>67 087</b>	<b>27 627</b>	<b>4 375</b>	<b>161 801</b>	...	...	<b>161 801</b>
<i>230,664</i>	<i>386,547</i>	<i>350 113</i>	<i>1 261 595</i>	<i>852 262</i>	<i>69 981</i>	<i>3 197 793</i>	...	...	<i>3 197 793</i>
...	...	...	54 500	...	...	54 500	...	...	54 500
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	<i>54 500</i>	...	...	<i>54 500</i>	...	...	<i>54 500</i>
6,360	...	...	...	926	...	10 679	...	...	10 679
<b>8,767</b>	...	...	...	<b>3 643</b>	...	<b>20 207</b>	...	...	<b>20 207</b>
<i>31,657</i>	...	<i>12 797</i>	<i>13 169</i>	<i>8 676</i>	<i>19 555</i>	<i>184 391</i>	...	...	<i>184 391</i>
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	<b>2,381</b>	...	...	...	<b>767</b>	<b>3 148</b>	...	...	<b>3 148</b>
...	<i>2,381</i>	...	...	...	<i>767</i>	<i>3 148</i>	...	...	<i>3 148</i>
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	<b>81</b>	<b>81</b>	...	...	<b>81</b>
<i>236</i>	<i>45,683</i>	...	...	...	<i>13 967</i>	<i>59 886</i>	...	...	<i>59 886(f)</i>
4,525	4,690	2 207	4 440	3 237	1 321	21 494	...	...	21 494
<b>5,131</b>	<b>6,944</b>	...	...	<b>9 449</b>	<b>1 442</b>	<b>24 081</b>	<b>33</b>	<b>47</b>	<b>24 161</b>
<i>12,896</i>	<i>14,793</i>	<i>2 207</i>	<i>4 440</i>	<i>16 067</i>	<i>3 603</i>	<i>56 785</i>	<i>33</i>	<i>47</i>	<i>56 865</i>

**Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés—Suite**  
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
Régime d'assurance-revenu brut .....	...	1 803	354	628
	...	<b>1 563</b>	<b>466</b>	<b>1 129</b>
	...	9 801	2 303	4 798
Programme national de la gestion d'entreprise agricole .....	105	189	152	138
	<b>217</b>	<b>187</b>	<b>334</b>	<b>321</b>
	619	511	552	646
Programme national de la conservation des sols .....	...	...	...	...
	...	...	<b>130</b>	...
	100	750	490	1 168
Compte de stabilisation du revenu net .....	38	1 076	439	621
	<b>26</b>	<b>608</b>	<b>232</b>	<b>553</b>
	148	3 836	1 286	1 567
Programme de refinancement de la dette pour le Nouveau-Brunswick .....	...	...	...	114
	...	...	...	...
	...	...	...	114
Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> Programmes transitoires pour les viandes rouges .....	...	...	...	...
	...	<b>181</b>	<b>209</b>	<b>124</b>
	...	181	209	124
Programme d'indemnisation des propriétaires d'animaux morts de la rage .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	5
Programme de recyclage des producteurs de tabac .....	...	...	...	...
	...	...	<b>87</b>	...
	...	4 900	566	141
Total du portefeuille ministériel .....	383	4 539	4 221	4 678
	<b>2 018</b>	<b>5 506</b>	<b>6 831</b>	<b>5 039</b>
	9 005	69 318	44 800	60 240
<b>AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE</b>				
<b>Ministère</b>				
Ententes de coopération .....	22 835	14 479	23 653	22 709
	<b>31 738</b>	<b>14 465</b>	<b>17 209</b>	<b>28 248</b>
	132 463	51 031	56 345	110 100
Entente de développement économique et régional .....	...	...	...	...
	...	...	<b>251</b>	...
	28 486	42 757	48 457	37 027
Total du portefeuille ministériel .....	22 835	14 479	23 653	22 709
	<b>31 738</b>	<b>14 465</b>	<b>17 460</b>	<b>28 248</b>
	160 949	93 788	104 802	147 127

**II . 4 PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX  
À FRAIS PARTAGÉS**

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
34,266	37,195	19 424	(55)	5 622	628	99 865	...	...	99 865
<b>57,771</b>	<b>62,699</b>	<b>69 600</b>	<b>142 134</b>	<b>62 278</b>	<b>1 978</b>	<b>399 618</b>	...	...	<b>399 618</b>
250,200	340,748	384 059	902 975	566 683	12 569	2 474 136	...	...	2 474 136
627	1,687	526	1 481	1 180	415	6 500	...	...	6 500
<b>1,666</b>	<b>2,330</b>	<b>747</b>	<b>1 638</b>	<b>1 384</b>	<b>445</b>	<b>9 269</b>	...	...	<b>9 269</b>
4,147	9,423	2 950	6 695	5 374	1 624	32 541	...	...	32 541(f)
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	<b>130</b>	...	...	<b>130</b>
5,195	9,763	6 638	20 828	13 735	2 365	61 032	...	...	61 032(f)
838	28,001	20 828	45 538	23 876	4 763	126 018	...	...	126 018
<b>769</b>	<b>14,171</b>	<b>11 371</b>	<b>117 647</b>	<b>15 935</b>	<b>1 414</b>	<b>162 726</b>	...	...	<b>162 726</b>
4,031	82,997	66 102	279 043	95 420	11 437	545 867	...	...	545 867
...	...	...	...	...	...	114	...	...	114
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	114	...	...	114
(33)	20	...	2	13	...	2	...	...	2
<b>5,250</b>	<b>3,510</b>	<b>2 080</b>	<b>1 106</b>	<b>2 566</b>	<b>288</b>	<b>15 314</b>	...	...	<b>15 314</b>
5,217	3,530	2 080	1 108	2 579	288	15 316	...	...	15 316
1	22	1	...	...	...	24	...	...	24
<b>1</b>	<b>45</b>	<b>6</b>	...	...	...	<b>52</b>	...	...	<b>52</b>
229	2,337	53	18	1	...	2 643	...	...	2 643
...	1,185	...	...	...	...	1 185	...	...	1 185
...	<b>502</b>	...	...	...	...	<b>589</b>	...	...	<b>589</b>
3,217	39,557	...	...	...	...	48 381	...	...	48 381(1)
62,848	97,072	69 506	172 107	70 468	11 036	496 858	...	...	496 858
<b>95,797</b>	<b>116,584</b>	<b>104 836</b>	<b>332 233</b>	<b>122 912</b>	<b>10 806</b>	<b>802 562</b>	<b>33</b>	<b>47</b>	<b>802 642</b>
547,827	938,915	848 191	2 553 510	1 561 320	136 385	6 769 511	33	47	6 769 591
...	66	...	...	...	...	83 742	...	...	83 742
...	...	...	...	...	...	<b>91 660</b>	...	...	<b>91 660</b>
...	66	...	...	...	...	350 005	...	...	350 005
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	<b>251</b>	...	...	<b>251</b>
...	...	...	...	...	...	156 727	...	...	156 727
...	66	...	...	...	...	83 742	...	...	83 742
...	...	...	...	...	...	<b>91 911</b>	...	...	<b>91 911</b>
...	66	...	...	...	...	506 732	...	...	506 732

Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés—*Suite*  
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
<b>PATRIMOINE CANADIEN</b>				
<b>Ministère (Communications)</b>				
Entente de partenariat sur la culture avec l'Alberta .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Entente Canada/Colombie-Britannique sur le développement des industries de communication et des industries culturelles .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Entente de partenariat Canada/Saskatchewan sur la culture .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Ententes de développement économique et régional .....	...	...	...	...
	<b>906</b>	<b>218</b>	<b>618</b>	<b>445</b>
	<i>1 688</i>	<i>5 191</i>	<i>1 480</i>	<i>998</i>
Entente de coopération avec le Nouveau-Brunswick sur la culture .....	...	...	...	274
	...	...	...	...
	...	...	...	274
Entente de coopération avec Terre-Neuve sur la culture .....	846	...	...	...
	...	...	...	...
	846	...	...	...
Entente de coopération avec la Nouvelle-Écosse sur la culture .....	...	...	524	...
	...	...	...	...
	...	...	524	...
Programme des langues officielles dans l'enseignement .....	3 048	1 599	8 530	20 648
	<b>4 989</b>	<b>1 659</b>	<b>7 968</b>	<b>25 373</b>
	<i>59 423</i>	<i>30 282</i>	<i>104 864</i>	<i>473 907</i>
Entente de coopération avec l'Île-du-Prince-Édouard sur la culture .....	...	49	...	...
	...	...	...	...
	...	49	...	...
Promotion des langues officielles .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Accord pour le centre des visiteurs de l'ouest de l'Arctique .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Entente de développement sur la culture avec Winnipeg .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Total du portefeuille ministériel .....	3 894	1 648	9 054	20 922
	<b>5 895</b>	<b>1 877</b>	<b>8 586</b>	<b>25 818</b>
	<i>61 957</i>	<i>35 522</i>	<i>106 868</i>	<i>475 179</i>

**II . 6 PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX  
À FRAIS PARTAGÉS**



Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
...	...	...	...	158	...	158	...	...	158
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	158	...	158	...	...	158
...	...	...	...	...	888	888	...	...	888
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	888	888	...	...	888(1)
...	...	...	231	...	...	231	...	...	231
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	231	...	...	231	...	...	231(1)
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	308	746	75	3 316	...	...	3 316
63,279	26,001	18 725	4 598	3 592	75	125 627	...	...	125 627(f)
...	...	...	...	...	...	274	...	...	274
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	274	...	...	274
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	846	...	...	846
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	846	...	...	846
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	524	...	...	524
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	524	...	...	524
53,918	73,275 <sup>(2)</sup>	10 279	14 365	13 815	9 459	208 936	3 978	1 119	214 033
67,591	92,175	11 110	11 186	13 011	10 860	245 922	1 134	1 162	248 218
1,965,425	1,519,283	150 624	129 004	156 271	168 258	4 757 341	13 698	11 627	4 782 666
...	...	...	...	...	...	49	...	...	49
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	49	...	...	49
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
115,880	...	...	...	...	...	115 880	...	...	115 880
228,380	...	...	...	...	...	228 380	...	...	228 380(f)
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	100	...	100
...	...	...	...	...	...	...	100	...	100(f)
...	...	87	...	...	...	87	...	...	87
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	87	...	...	...	87	...	...	87
53,918	73,275	10 366	14 596	13 973	10 347	211 993	3 978	1 119	217 090
183,471	92,175	11 110	11 494	13 757	10 935	365 118	1 234	1 162	367 514
2,257,084	1,545,284	169 436	133 833	160 021	169 221	5 114 405	13 798	11 627	5 139 830

**Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés—Suite**  
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
<b>ENVIRONNEMENT</b>				
Contribution à la province de Colombie-Britannique pour la gestion intégrée des eaux Fédérale/Provinciale .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Accord Canada/Terre-Neuve sur la gestion des ressources en eau .....	154	...	...	...
	<b>318</b>	...	...	...
	522	...	...	...
Accord Canada/Terre-Neuve relatifs aux stations et programmes climatologiques .....	76	...	...	...
	<b>78</b>	...	...	...
	974	...	...	...
Accord Canada/Nouvelle-Écosse sur l'eau et sur l'économie .....	...	...	93	...
	...	...	<b>53</b>	...
	...	...	146	...
Accord Canada/Québec relatif aux réseaux climatologiques du Québec .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Programme national d'assainissement des lieux contaminés .....	...	...	437	139
	<b>1 985</b>	<b>39</b>	<b>903</b>	<b>457</b>
	2 581	39	1 454	1 558
Dévastations de récoltes .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Entente de développement économique et régional (EDER) .....	...	...	262	...
	...	...	<b>2 436</b>	...
	...	...	5 475	...
Contribution à la province de Colombie-Britannique pour la réduction des dommages causés par les inondations .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Prévision des crues ( <i>Loi sur les ressources en eau du Canada</i> ) .....	...	...	...	35
	...	...	...	<b>47</b>
	...	...	...	180
Établissement des cartes des régions inondables .....	87	...	10	20
	<b>128</b>	...	...	<b>20</b>
	1 399	...	699	1 879
Maîtrise des crues du Fraser .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Comité consultatif sur l'environnement de la Baie-James .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Stations d'observation météorologique .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...

**11.8 PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX  
À FRAIS PARTAGÉS**

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
...	...	...	...	...	32	32	...	...	32
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	32	32	...	...	32
...	...	...	...	...	...	154	...	...	154
...	...	...	...	...	...	<b>318</b>	...	...	<b>318</b>
...	...	...	...	...	...	522	...	...	522(f)
...	...	...	...	...	...	76	...	...	76
...	...	...	...	...	...	<b>78</b>	...	...	<b>78</b>
...	...	...	...	...	...	974	...	...	974
...	...	...	...	...	...	93	...	...	93
...	...	...	...	...	...	<b>53</b>	...	...	<b>53</b>
...	...	...	...	...	...	146	...	...	146
396	...	...	...	...	...	396	...	...	396
<b>391</b>	...	...	...	...	...	<b>391</b>	...	...	<b>391</b>
4,324	...	...	...	...	...	4 324	...	...	4 324
1,576	661	12	...	1 600	...	4 425	...	...	4 425
<b>4,171</b>	<b>1,634</b>	<b>349</b>	<b>140</b>	<b>548</b>	...	<b>10 226</b>	...	...	<b>10 226</b>
16,543	20,458	421	725	6 714	1 490	51 983	...	30	52 013(f)
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	<b>125</b>	<b>234</b>	<b>199</b>	<b>5</b>	<b>563</b>	...	...	<b>563</b>
...	...	3 943	6 807	7 427	61	18 238	...	...	18 238(f)
...	...	...	...	...	...	262	...	...	262
...	...	...	...	...	...	<b>2 436</b>	...	...	<b>2 436</b>
...	...	...	...	...	...	5 475	...	...	5 475(f)
...	...	...	...	...	223	223	...	...	223
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	223	223	...	...	223
...	...	...	...	...	...	35	...	...	35
...	...	...	...	...	...	<b>47</b>	...	...	<b>47</b>
...	...	...	...	...	...	180	...	...	180
283	...	...	...	119	...	519	...	...	519
<b>360</b>	...	<b>3</b>	<b>28</b>	<b>605</b>	<b>162</b>	<b>1 306</b>	...	...	<b>1 306</b>
13,039	8,742	1 753	2 183	2 551	1 162	33 407	...	...	33 407
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	<b>294</b>	<b>294</b>	...	...	<b>294</b>
...	...	...	...	...	73 126	73 126	...	...	73 126(f)
95	...	...	...	...	...	95	...	...	95
<b>95</b>	...	...	...	...	...	<b>95</b>	...	...	<b>95</b>
1,276	...	...	...	...	...	1 276	...	...	1 276
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	<b>20</b>	...	<b>20</b>	...	...	<b>20</b>
...	...	...	...	152	...	152	...	...	152(f)

**Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés—Suite**  
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
Contribution en vertu du Plan Nord-Américain de gestion de la sauvagine .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Réglementation de la rivière Ottawa .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Étude du bassin des rivières de la Paix, Athabasca et de l'Esclave (Étude des rivières du Nord) .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Protection et dépollution du fleuve Saint-Laurent .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Pâtes et papiers .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Programme exhaustif de gestion durable pour le bassin hydrographique du fleuve Fraser .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Accord concernant la surveillance continue de la qualité des eaux .....	140	62	...	85
	<b>197</b>	<b>70</b>	...	<b>122</b>
	1 716	428	...	548
Accord concernant les relevés hydrométriques .....	312	17	83	149
	<b>307</b>	<b>17</b>	<b>78</b>	<b>107</b>
	3 963	742	2 383	4 290
Réseau radiométéo .....	43	...	24	6
	<b>43</b>	...	<b>24</b>	<b>6</b>
	984	...	710	344
Total du portefeuille ministériel .....	812	79	909	434
	<b>3 056</b>	<b>126</b>	<b>3 494</b>	<b>759</b>
	12 139	1 209	10 867	8 799

**PÊCHES ET OCÉANS**

**Ministère**

Plan d'action environnemental de l'inlet Burrard .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Entente de coopération Canada/Terre-Neuve pour l'amélioration et la conservation des salmonidés .....	3 571	...	...	...
	<b>3 513</b>	...	...	...
	9 465	...	...	...
Entente de coopération sur le développement de l'industrie de la pêche .....	1 118	...	...	...
	<b>485</b>	...	...	...
	1 603	...	...	...

**II. 10 PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX  
À FRAIS PARTAGÉS**

## Colombie-¼

...	...	175	285	245	4	709	...	...	709
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	175	285	245	4	709	...	...	709
87	70	...	...	...	...	157	...	...	157
<b>108</b>	<b>72</b>	...	...	...	...	<b>180</b>	...	...	<b>180</b>
1,081	920	...	...	...	...	2 001	...	...	2 001
...	...	...	...	789	...	789	...	...	789
...	...	...	...	<b>1 260</b>	...	<b>1 260</b>	...	...	<b>1 260</b>
...	...	...	...	4 730	...	4 730	...	...	4 730
2,500	...	...	...	...	...	2 500	...	...	2 500
<b>2,500</b>	...	...	...	...	...	<b>2 500</b>	...	...	<b>2 500</b>
15,210	...	...	...	...	...	15 210	...	...	15 210
300	...	...	...	...	166	466	...	...	466
<b>300</b>	...	...	...	...	<b>107</b>	<b>407</b>	...	...	<b>407</b>
600	...	...	...	...	273	873	...	...	873
...	...	...	...	...	1 634	1 634	...	...	1 634
...	...	...	...	...	<b>102</b>	<b>102</b>	...	...	<b>102</b>
...	...	...	...	...	1 843	1 843	...	...	1 843
...	...	...	...	...	...	287	...	...	287
...	...	...	...	...	...	<b>389</b>	...	...	<b>389</b>
...	...	...	...	...	...	2 692	...	...	2 692
625	380	...	...	...	...	1 566	...	...	1 566
<b>874</b>	<b>1,005</b>	<b>1 500</b>	<b>1 300</b>	<b>1 400</b>	...	<b>6 588</b>	...	...	<b>6 588</b>
17,883	13,582	6 117	5 823	14 211	...	68 994	...	...	68 994
...	...	...	...	...	...	73	...	...	73
...	...	...	...	...	...	<b>73</b>	...	...	<b>73</b>
...	...	...	...	...	...	2 038	...	...	2 038
5,862	1,111	187	285	2 753	2 059	14 491	...	...	14 491
<b>8,799</b>	<b>2,711</b>	<b>1 977</b>	<b>1 702</b>	<b>4 032</b>	<b>670</b>	<b>27 326</b>	...	...	<b>27 326</b>
69,956	43,702	12 409	15 823	36 030	78 214	289 148	...	30	289 178
...	...	...	...	...	80	80	...	...	80
...	...	...	...	...	<b>72</b>	<b>72</b>	...	...	<b>72</b>
...	...	...	...	...	232	232	...	...	232
...	...	...	...	...	...	3 571	...	...	3 571
...	...	...	...	...	...	<b>3 513</b>	...	...	<b>3 513</b>
...	...	...	...	...	...	9 465	...	...	9 465
...	...	...	...	...	...	1 118	...	...	1 118
...	...	...	...	...	...	<b>485</b>	...	...	<b>485</b>
...	...	...	...	...	...	1 603	...	...	1 603

...	...	...	...	...	80	80	...	...	80
...	...	...	...	...	<b>72</b>	<b>72</b>	...	...	<b>72</b>
...	...	...	...	...	232	232	...	...	232

...	...	...	...	...	...	3 571	...	...	3 571
...	...	...	...	...	...	<b>3 513</b>	...	...	<b>3 513</b>
...	...	...	...	...	...	9 465	...	...	9 465

...	...	...	...	...	...	1 118	...	...	1 118
...	...	...	...	...	...	<b>485</b>	...	...	<b>485</b>
...	...	...	...	...	...	1 603	...	...	1 603

**Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés—Suite**  
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
Entente de développement économique et régional .....	...	...	734	...
	...	<b>642</b>	<b>90</b>	...
	...	11 211	15 553	29 172
Programme de rétablissement des bassins versants de la Colombie-Britannique—Renouvellement forestier .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Programme de gestion du bassin du Fraser .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Gestion de l'estuaire du Fraser .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Étude génétique sur le grand corégone dans le lac Playgreen (Manitoba) <sup>(3)</sup> .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Plan de mesure corrective pour le Port de Hamilton <sup>(4)</sup> .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Levés hydrographiques dans l'Arctique (antérieurement Hydrographie) .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Levés hydrographiques dans l'Arctique—Rankin Inlet .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Programme de retraite anticipée des pêcheurs de morue du nord .....	10 723	...	...	...
	<b>11 054</b>	...	...	...
	30 640	...	...	...
Opération de l'alevinier de la rivière Alouette .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Programme d'adaptation des travailleurs d'usines .....	...	...	...	...
	<b>512</b>	...	<b>14 720</b>	<b>274</b>
	11 562	...	25 911	5 348
Stratégie de conservation des terrains privés .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Pêches récréatives .....	...	...	...	2 375
	...	...	...	<b>3 776</b>
	...	...	51	10 753
Plan de mesure corrective .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Canal—Rivière saumon .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Récupération de truites arc-en-ciel soumises au marquage radio .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...

**11. 12 PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX  
À FRAIS PARTAGÉS**

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
...	...	...	...	...	...	734	...	...	734
...	...	...	...	...	...	<b>732</b>	...	...	<b>732</b>
16,765	...	...	...	...	...	72 701	...	...	72 701(f)
...	...	...	...	...	240	240	...	...	240
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	240	240	...	...	240
...	...	...	...	...	301	301	...	...	301
...	...	...	...	...	<b>275</b>	<b>275</b>	...	...	<b>275</b>
...	...	...	...	...	862	862	...	...	862
...	...	...	...	...	100	100	...	...	100
...	...	...	...	...	<b>90</b>	<b>90</b>	...	...	<b>90</b>
...	...	...	...	...	290	290	...	...	290
...	...	5	...	...	...	5	...	...	5
...	...	<b>40</b>	...	...	...	<b>40</b>	...	...	<b>40</b>
...	...	62	...	...	...	62	...	...	62
...	200	...	...	...	...	200	...	...	200
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	360	...	...	...	...	360	...	...	360
...	...	...	...	...	...	...	220	...	220
...	...	...	...	...	...	...	<b>457</b>	...	<b>457</b>
...	...	...	...	...	...	...	1 488	...	1 488(1)
...	...	...	...	...	...	...	222	...	222
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	222	...	222
...	...	...	...	...	...	10 723	...	...	10 723
...	...	...	...	...	...	<b>11 054</b>	...	...	<b>11 054</b>
...	...	...	...	...	...	30 640	...	...	30 640(1)
...	...	...	...	...	25	25	...	...	25
...	...	...	...	...	<b>25</b>	<b>25</b>	...	...	<b>25</b>
...	...	...	...	...	443	443	...	...	443
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	<b>15 506</b>	...	...	<b>15 506</b>
...	...	...	...	...	...	42 821	...	...	42 821(f)
...	...	...	...	...	15	15	...	...	15
...	...	...	...	...	<b>5</b>	<b>5</b>	...	...	<b>5</b>
...	...	...	...	...	20	20	...	...	20(f)
...	...	...	...	...	...	2 375	...	...	2 375
...	...	...	...	...	...	<b>3 776</b>	...	...	<b>3 776</b>
...	...	...	...	...	...	10 804	...	...	10 804(f)
...	3	...	...	...	...	3	...	...	3
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	3	...	...	...	...	3	...	...	3
...	...	...	...	...	10	10	...	...	10
...	...	...	...	...	<b>20</b>	<b>20</b>	...	...	<b>20</b>
...	...	...	...	...	156	156	...	...	156
...	...	...	...	...	400	400	...	...	400
...	...	...	...	...	<b>160</b>	<b>160</b>	...	...	<b>160</b>
...	...	...	...	...	560	560	...	...	560

**Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés—Suite**  
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
Programme de marquage des égouts pluviaux .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Total du portefeuille ministériel .....	15 412	...	734	2 375
	<b>15 564</b>	<b>642</b>	<b>14 810</b>	<b>4 050</b>
	53 270	11 211	41 515	45 273
<b>SANTÉ</b>				
<b>Ministère (Santé nationale et Bien-être social)</b>				
Nouveaux horizons .....	390	169	132	388
	<b>382</b>	<b>340</b>	<b>434</b>	<b>454</b>
	1 733 318	406 007	2 395 585	2 523 597
<b>DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES</b>				
<b>Ministère (Emploi et Immigration)</b>				
Entente sur le développement de l'emploi agricole .....	...	...	...	...
	...	<b>2</b>	<b>1</b>	...
	...	827	897	564
Traitement et réadaptation en matière d'alcoolisme et de toxicomanie .....	593	...	704	630
	<b>779</b>	...	<b>1 389</b>	<b>626</b>
	1 692	...	4 022	1 846
Régime d'assistance publique du Canada .....	207 480	36 411	285 068	206 529
	<b>199 172</b>	<b>36 237</b>	<b>263 867</b>	<b>203 274</b>
	2 139 198	478 146	2 943 954	2 932 558
Planification de l'emploi .....	8 086	1 743	5 836	11 746
	<b>14 631</b>	<b>2 153</b>	<b>9 923</b>	<b>22 274</b>
	324 264	44 589	235 862	334 617
Initiatives de désinstitutionnalisation .....	3 047	200	...	...
	<b>3 387</b>	<b>170</b>	...	...
	8 496	716	...	...
Nouveau-Brunswick au travail .....	...	...	...	6 000
	...	...	...	<b>7 273</b>
	...	...	...	17 833
Adaptation des travailleurs âgés .....	2 585	1 362	3 315	...
	<b>993</b>	...	<b>4 138</b>	<b>992</b>
	8 854	1 362	12 153	4 857
Initiatives stratégiques .....	3 705	2 204	5 002	8 371
	<b>2 321</b>	<b>159</b>	<b>1 212</b>	<b>6 520</b>
	6 026	2 363	6 214	14 891
Réadaptation professionnelle des personnes handicapées .....	4 566	360	7 746	4 755
	<b>4 219</b>	<b>364</b>	<b>8 193</b>	<b>5 646</b>
	52 387	5 264	85 547	74 346
Total du portefeuille ministériel .....	230 062	42 280	307 671	238 031
	<b>225 502</b>	<b>39 085</b>	<b>288 723</b>	<b>246 605</b>
	2 540 917	533 267	3 288 649	3 381 512

**II. 14 PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX  
À FRAIS PARTAGÉS**



Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	3	...	...	...	...	3	...	...	3
...	203	5	...	...	1 171	19 900	442	...	20 342
...	...	<b>40</b>	...	...	<b>647</b>	<b>35 753</b>	<b>457</b>	...	<b>36 210</b>
16,765	366	62	...	...	2 803	171 265	1 710	...	172 975
1,089	4,003	723	651	1 042	1 055	9 642	181	...	9 823
<b>2,609</b>	<b>5,429</b>	<b>1 263</b>	<b>706</b>	<b>1 019</b>	<b>1 995</b>	<b>14 631</b>	<b>178</b>	<b>194</b>	<b>15 003</b>
17,507,182	23,398,314	2 922 768	2 575 042	6 899 621	10 206 475	70 567 909	251 186	72 789	70 891 884
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>340</b>	<b>2</b>	...	...	...	...	<b>345</b>	...	...	<b>345</b>
10,264	12,311	2 773	2 175	3 464	2 446	35 721	...	...	35 721(f)
3,536	5,103	805	766	1 579	1 784	15 500	...	...	15 500
<b>7,870</b>	<b>11,584</b>	<b>379</b>	<b>1 432</b>	<b>2 252</b>	<b>4 063</b>	<b>30 374</b>	...	...	<b>30 374</b>
15,680	43,225	1 289	5 587	7 841	15 042	96 224	...	...	96 224
1,997,264	2,507,572	328 408	242 918	493 305	837 196	7 142 151	32 122	10 266	7 184 539
<b>2,030,544</b>	<b>2,576,230</b>	<b>331 487</b>	<b>236 493</b>	<b>479 365</b>	<b>882 177</b>	<b>7 238 846</b>	<b>28 991</b>	<b>11 581</b>	<b>7 279 418</b>
21,531,292	28,472,684	3 580 677	3 053 096	7 870 230	11 922 798	84 924 633	311 940	94 442	85 331 015
80,194	42,883	8 034	12 685	9 286	38 386	218 879	...	...	218 879
<b>91,752</b>	<b>88,080</b>	<b>11 909</b>	<b>13 951</b>	<b>32 113</b>	<b>44 341</b>	<b>331 127</b>	...	...	<b>331 127</b>
1,882,129	1,930,713	255 698	277 162	610 512	765 224	6 660 770	...	...	6 660 770
...	156	...	918	150	...	4 471	...	...	4 471
...	<b>169</b>	<b>350</b>	<b>550</b>	<b>150</b>	...	<b>4 776</b>	...	...	<b>4 776</b>
...	514	550	1 680	450	28	12 434	...	...	12 434
...	...	...	...	...	...	6 000	...	...	6 000
...	...	...	...	...	...	<b>7 273</b>	...	...	<b>7 273</b>
...	...	...	...	...	...	17 833	...	...	17 833
29,727	9,634	...	...	...	3 285	49 908	...	...	49 908
<b>37,620</b>	<b>8,598</b>	<b>33</b>	<b>185</b>	...	<b>7 816</b>	<b>60 375</b>	...	...	<b>60 375</b>
184,830	119,783	7 403	762	...	25 561	365 565	...	...	365 565
43,769	5,286	445	3 455	1 442	9 223	82 902	2 455	60	85 417
...	<b>17,194</b>	...	...	...	<b>1 994</b>	<b>29 400</b>	<b>675</b>	...	<b>30 075</b>
43,769	22,480	445	3 455	1 442	11 217	112 302	3 130	60	115 492
17,494	68,663	12 413	10 826	22 925	35 211	184 959	53	3 788	188 800
<b>24,575</b>	<b>71,382</b>	<b>6 453</b>	<b>10 375</b>	<b>25 349</b>	<b>41 101</b>	<b>197 657</b>	<b>3 128</b>	<b>115</b>	<b>200 900</b>
106,189	784,218	115 079	116 977	309 002	281 563	1 930 572	9 213	18 340	1 958 125
2,171,984	2,639,297	350 105	271 568	528 687	925 085	7 704 770	34 630	14 114	7 753 514
<b>2,192,701</b>	<b>2,773,239</b>	<b>350 611</b>	<b>262 986</b>	<b>539 229</b>	<b>981 492</b>	<b>7 900 173</b>	<b>32 794</b>	<b>11 696</b>	<b>7 944 663</b>
23,774,153	31,385,928	3 963 914	3 460 894	8 802 941	13 023 879	94 156 054	324 283	112 842	94 593 179

Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés—*Suite*  
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
<b>AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN</b>				
<b>Ministère</b>				
Route accès Atikamekw—C.N.A. ....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Mémoire d'entente Akwesasne et Mémoire d'entente — Groupe de travail spécial. ....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Groupe de gestion des hardes de Beverly et Kaminuriak de caribous .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Immobilisations et services communautaires de Fort McKay .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Chefs de l'Ontario—Fort McKay .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Indiens Cris—Conseil scolaire du Kativik (Baie-James) .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Association des trappeurs Indiens Cris .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Négociations d'une déclaration d'intention à caractère politique .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Négociations d'une déclaration d'intention à caractère politique — Participation à l'éducation .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Développement économique .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Protection des forêts .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Lignes hydro-électriques de surface .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Programme des infrastructures .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Réhabilitation des infrastructures—Schefferville .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
2,174	...	...	...	...	...	2 174	...	...	2 174
<b>2,857</b>	...	...	...	...	...	<b>2 857</b>	...	...	<b>2 857</b>
6,148	...	...	...	...	...	6 148	...	...	6 148
...	65	...	...	...	...	65	...	...	65
...	<b>65</b>	...	...	...	...	<b>65</b>	...	...	<b>65</b>
...	11,398	...	...	...	...	11 398	...	...	11 398
...	...	...	...	...	...	...	13	...	13
...	...	...	...	...	...	...	<b>13</b>	...	<b>13</b>
...	...	...	...	...	...	...	129	...	129
...	...	...	...	1 273	...	1 273	...	...	1 273
...	...	...	...	<b>135</b>	...	<b>135</b>	...	...	<b>135</b>
...	...	...	...	5 559	...	5 559	...	...	5 559(f)
...	50	...	...	...	...	50	...	...	50
...	<b>425</b>	...	...	...	...	<b>425</b>	...	...	<b>425</b>
...	950	...	...	...	...	950	...	...	950
44,763	...	...	...	...	...	44 763	...	...	44 763
<b>46,147</b>	...	...	...	...	...	<b>46 147</b>	...	...	<b>46 147</b>
533,242	...	...	...	...	...	533 242	...	...	533 242
82	...	...	...	...	...	82	...	...	82
<b>82</b>	...	...	...	...	...	<b>82</b>	...	...	<b>82</b>
1,378	...	...	...	...	...	1 378	...	...	1 378
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	<b>156</b>	...	...	...	...	<b>156</b>	...	...	<b>156</b>
...	2,467	...	...	...	...	2 467	...	...	2 467(f)
...	187	...	...	...	...	187	...	...	187
...	<b>187</b>	...	...	...	...	<b>187</b>	...	...	<b>187</b>
...	963	...	...	...	...	963	...	...	963
...	...	...	...	...	...	...	1 661	...	1 661
...	...	...	...	...	...	...	<b>5 955</b>	...	<b>5 955</b>
...	12	...	...	...	...	12	36 855	...	36 867(f)
...	970	...	...	...	...	970	...	...	970
...	<b>996</b>	...	...	...	...	<b>996</b>	...	...	<b>996</b>
...	7,720	...	...	...	...	7 720	...	...	7 720
...	...	16 050	...	...	...	16 050	...	...	16 050
...	...	<b>12 019</b>	...	...	...	<b>12 019</b>	...	...	<b>12 019</b>
1,000	...	49 509	...	...	...	50 509	...	...	50 509
...	...	...	...	...	...	...	3 105	...	3 105
...	...	...	...	...	...	...	<b>1 000</b>	...	<b>1 000</b>
...	...	...	...	...	...	...	4 105	...	4 105
340	...	...	...	...	...	340	...	...	340
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1,724	...	...	...	...	...	1 724	...	...	1 724

**Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés—Suite**  
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
Groupe d'observateurs internationaux durant la crise amérindienne de l'été 1990 .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Entente conjointe pour les immobilisations liées à l'éducation—AINC, Manow—Bandes NAN .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Développement des ressources naturelles .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Entente de Terre-Neuve .....	10 101	...	...	...
	<b>10 057</b>	...	...	...
	65 733	...	...	...
Nishnawbe—Aski Nation CFA .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Entente du Nord-Est du Québec .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Ententes sur les inondations du Nord .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Routes des réserves et routes d'accès .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Services sociaux .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Entente trilatérale—Algonquins du lac Barrière .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Développement économique trilatéral—Négociations .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Services trilatéraux aux Indiens .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Négociations de traité trilatérales .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Total du portefeuille ministériel .....	10 101	...	...	...
	<b>10 057</b>	...	...	...
	65 733	...	...	...

**11.18 PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX  
À FRAIS PARTAGÉS**

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
112	...	...	...	...	...	112	...	...	112
<b>56</b>	...	...	...	...	...	<b>56</b>	...	...	<b>56</b>
168	...	...	...	...	...	168	...	...	168(f)(1)
...	8,219	...	...	...	...	8 219	...	...	8 219
...	<b>7,036</b>	...	...	...	...	<b>7 036</b>	...	...	<b>7 036</b>
...	28,648	...	...	...	...	28 648	...	...	28 648
...	496	...	...	...	...	496	...	...	496
...	<b>500</b>	...	...	...	...	<b>500</b>	...	...	<b>500</b>
...	8,581	...	...	...	...	8 581	...	...	8 581
...	...	...	...	...	...	10 101	...	...	10 101
...	...	...	...	...	...	<b>10 057</b>	...	...	<b>10 057</b>
...	...	...	...	...	...	65 733	...	...	65 733
...	255	...	...	...	...	255	...	...	255
...	<b>350</b>	...	...	...	...	<b>350</b>	...	...	<b>350</b>
...	1,305	...	...	...	...	1 305	...	...	1 305
1,827	...	...	...	...	...	1 827	...	...	1 827
<b>1,671</b>	...	...	...	...	...	<b>1 671</b>	...	...	<b>1 671</b>
39,655	...	...	...	...	...	39 655	...	...	39 655
...	...	22 750	...	...	...	22 750	...	...	22 750
...	...	<b>1 462</b>	...	...	...	<b>1 462</b>	...	...	<b>1 462</b>
...	...	104 617	...	...	...	104 617	...	...	104 617
...	...	203	...	...	...	203	...	...	203
...	...	<b>204</b>	...	...	...	<b>204</b>	...	...	<b>204</b>
...	...	18 252	...	...	...	18 252	...	...	18 252
...	107,612	...	...	...	...	107 612	...	...	107 612
...	<b>121,466</b>	...	...	...	...	<b>121 466</b>	...	...	<b>121 466</b>
...	968,918	...	...	...	...	968 918	...	...	968 918
504	...	...	...	...	...	504	...	...	504
<b>812</b>	...	...	...	...	...	<b>812</b>	...	...	<b>812</b>
3,159	...	...	...	...	...	3 159	...	...	3 159
...	296	...	...	...	...	296	...	...	296
...	<b>296</b>	...	...	...	...	<b>296</b>	...	...	<b>296</b>
...	1,648	...	...	...	...	1 648	...	...	1 648
...	724	...	...	...	...	724	...	...	724
...	<b>835</b>	...	...	...	...	<b>835</b>	...	...	<b>835</b>
...	6,776	...	...	...	...	6 776	...	...	6 776
...	...	...	...	...	4 229	4 229	...	...	4 229
...	...	...	...	...	<b>3 273</b>	<b>3 273</b>	...	...	<b>3 273</b>
...	...	...	...	...	8 502	8 502	...	...	8 502
49,802	118,874	39 003	...	1 273	4 229	223 282	4 779	...	228 061
<b>51,625</b>	<b>132,312</b>	<b>13 685</b>	...	<b>135</b>	<b>3 273</b>	<b>211 087</b>	<b>6 968</b>	...	<b>218 055</b>
586,474	1,039,386	172 378	...	5 559	8 502	1 878 032	41 089	...	1 919 121

Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés—Suite

(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
<b>INDUSTRIE</b>				
<b>Ministère</b>				
Infrastructure Canada/Ontario .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Développement industriel et régional .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	630 651	310 879	690 209	561 133
Ententes auxiliaires en science et technologie .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Tourisme .....	...	...	...	...
	42	36	49	45
	948	886	4 730	841
Ententes de partage de coopération touristique .....	866	55	1 631	...
	1 683	605	2 335	406
	11 427	4 493	6 611	2 907
Ententes de partage économique de l'Ouest .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
<b>Bureau fédéral de développement régional (Québec)</b>				
Entente Canada/Québec sur le développement de l'industrie touristique .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Contributions à la province de Québec aux termes de l'Entente Travaux d'infrastructures Canada <sup>(5)</sup> .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Total du portefeuille ministériel .....	866	55	1 631	...
	1 725	641	2 384	451
	643 026	316 258	701 550	564 881
<b>JUSTICE</b>				
<b>Ministère</b>				
Armes à feu .....	222	74	464	446
	613	218	990	915
	835	292	1 454	1 361
Aide juridique .....	1 730	229	3 209	1 209
	1 730	215	3 209	1 209
	21 680	3 213	41 270	19 608
Assistance parajudiciaire auprès des Autochtones .....	86	...	92	...
	98	...	100	...
	1 337	52	262	...

...	259,124	...	...	...	...	259 124	...	...	259 124
...	<b>167,420</b>	...	...	...	...	<b>167 420</b>	...	...	<b>167 420</b>
...	426,544	...	...	...	...	426 544	...	...	426 544
58,518	...	...	...	1 406	...	59 924	...	264	60 188
<b>19,716</b>	...	<b>1 284</b>	<b>210</b>	<b>749</b>	<b>455</b>	<b>22 414</b>	...	...	<b>22 414</b>
409,575	277,847	312 968	193 718	142 342	162 075	3 691 397	30 708	13 439	3 735 544
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>77</b>	...	...	...	...	...	<b>77</b>	...	...	<b>77</b>
64,450	...	...	...	...	5 396	69 846	...	...	69 846
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>198</b>	<b>149</b>	<b>49</b>	<b>38</b>	<b>122</b>	<b>156</b>	<b>884</b>	<b>32</b>	<b>33</b>	<b>949</b>
4,387	9,130	2 834	887	3 536	5 737	33 916	366	349	34 631
383	...	...	...	...	...	2 935	1 426	874	5 235
<b>2,710</b>	<b>1,281</b>	...	...	<b>866</b>	...	<b>9 886</b>	...	<b>931</b>	<b>10 817</b>
3,612	1,281	...	...	3 738	...	34 069	2 894	4 038	41 001
...	...	967	690	...	1 484	3 141	...	...	3 141
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	967	2 554	...	1 484	5 005	...	...	5 005
2,165	...	...	...	...	...	2 165	...	...	2 165
<b>7,590</b>	...	...	...	...	...	<b>7 590</b>	...	...	<b>7 590</b>
21,384	...	...	...	...	...	21 384	...	...	21 384
197,368	...	...	...	...	...	197 368	...	...	197 368
<b>92,362</b>	...	...	...	...	...	<b>92 362</b>	...	...	<b>92 362</b>
289,730	...	...	...	...	...	289 730	...	...	289 730
258,434	259,124	967	690	1 406	1 484	524 657	1 426	1 138	527 221
<b>122,653</b>	<b>168,850</b>	<b>1 333</b>	<b>248</b>	<b>1 737</b>	<b>611</b>	<b>300 633</b>	<b>32</b>	<b>964</b>	<b>301 629</b>
793,138	714,802	316 769	197 159	149 616	174 692	4 571 891	33 968	17 826	4 623 685

802	2,074	356	249	698	495	5 880	129	101	6 110
<b>2,467</b>	<b>5,979</b>	<b>1 073</b>	<b>809</b>	<b>2 045</b>	<b>1 528</b>	<b>16 637</b>	<b>419</b>	<b>324</b>	<b>17 380</b>
3,269	8,053	1 429	1 058	2 743	2 023	22 517	548	425	23 490
16,646	41,420	3 452	2 585	6 586	9 159	86 225	1 658	427	88 310
<b>16,646</b>	<b>41,420</b>	<b>3 452</b>	<b>2 585</b>	<b>6 586</b>	<b>9 159</b>	<b>86 211</b>	<b>3 101</b>	<b>803</b>	<b>90 115</b>
240,388	482,931	46 562	37 002	91 600	116 405	1 100 659	19 461	6 324	1 126 444
456	907	315	500	931	...	...	...	...	...

Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés—Suite  
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
Aide juridique aux jeunes contrevenants .....	4 899	1 934	5 905	4 616
	<b>4 899</b>	<b>1 934</b>	<b>5 905</b>	<b>4 616</b>
	44 359	17 464	52 674	41 651
Total du portefeuille ministériel .....	6 937	2 237	9 670	6 271
	<b>7 340</b>	<b>2 367</b>	<b>10 204</b>	<b>6 740</b>
	68 211	21 021	95 660	62 620
<b>DÉFENSE NATIONALE</b>				
<b>Protection civile Canada</b>				
Aide financière relative aux catastrophes/ Programme de la protection civile conjointe .....	307	245	165	1 497
	<b>407</b>	<b>261</b>	<b>232</b>	<b>271</b>
	15 157	5 713	7 554	25 715
<b>RESSOURCES NATURELLES</b>				
<b>Ministère</b>				
Bureau de recherche et de technologie des sables bitumineux de l'Alberta .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Fonds de développement Canada/Terre-Neuve .....	5 230	...	...	...
	<b>17 592</b>	...	...	...
	196 297	...	...	...
Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers .....	1 841	...	...	...
	<b>1 950</b>	...	...	...
	23 196	...	...	...
Office Canada/Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers .....	...	...	759	...
	...	...	<b>750</b>	...
	...	...	5 065	...
Entente de coopération Canada/Île-du-Prince-Édouard sur le développement des énergies de remplacement et l'efficacité énergétique .....	...	...	...	...
	...	<b>34</b>	...	...
	...	3 840	...	...
Entente de coopération sur le développement du secteur forestier .....	610	...	5 284	333
	<b>5 077</b>	...	<b>11 080</b>	<b>6 411</b>
	42 545	...	65 915	49 343
Plan de développement de l'est du Québec .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Ententes auxiliaires de l'entente sur le développement du secteur forestier .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Entente sur le développement des ressources forestières .....	...	...	...	...
	...	<b>14</b>	...	...
	36 155	24 188	1 271	...
Développement de la technologie de l'information géographique .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	129	...	151	156



Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
28,523	61,030	5 677	7 098	14 156	17 178	151 016	3 945	1 055	156 016
<b>28,523</b>	<b>61,030</b>	<b>5 677</b>	<b>7 098</b>	<b>13 660</b>	<b>17 178</b>	<b>150 520</b>	<b>3 945</b>	<b>1 055</b>	<b>155 520</b>
328,283	574,397	52 334	64 195	127 233	158 130	1 460 720	45 230	13 461	1 519 411
46,427	105,431	9 800	10 432	22 371	27 759	247 335	6 111	1 722	255 168
<b>48,093</b>	<b>109,404</b>	<b>10 525</b>	<b>10 693</b>	<b>23 320</b>	<b>28 889</b>	<b>257 575</b>	<b>7 884</b>	<b>2 335</b>	<b>267 794</b>
577,844	1,075,146	104 840	106 900	236 957	290 506	2 639 705	70 679	21 864	2 732 248
46,359	1,397	461	154	515	3 957	55 057	404	528	55 989
<b>917</b>	<b>1,598</b>	<b>8 940</b>	<b>213</b>	<b>671</b>	<b>2 376</b>	<b>15 886</b>	<b>149</b>	<b>183</b>	<b>16 218</b>
116,069	21,416	57 551	10 608	44 089	26 178	330 050	3 622	4 004	337 676
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	<b>420</b>	...	<b>420</b>	...	...	<b>420</b>
...	...	...	...	6 905	...	6 905	...	...	6 905(f)
...	...	...	...	...	...	5 230	...	...	5 230
...	...	...	...	...	...	<b>17 592</b>	...	...	<b>17 592</b>
...	...	...	...	...	...	196 297	...	...	196 297
...	...	...	...	...	...	1 841	...	...	1 841
...	...	...	...	...	...	<b>1 950</b>	...	...	<b>1 950</b>
...	...	...	...	...	...	23 196	...	...	23 196
...	...	...	...	...	...	759	...	...	759
...	...	...	...	...	...	<b>750</b>	...	...	<b>750</b>
...	...	...	...	...	...	5 065	...	...	5 065
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	<b>34</b>	...	...	<b>34</b>
...	...	...	...	...	...	3 840	...	...	3 840(f)
...	...	...	...	...	...	6 227	202	332	6 761
...	...	...	...	...	...	<b>22 568</b>	<b>477</b>	<b>470</b>	<b>23 515</b>
...	...	...	...	...	...	157 803	1 474	1 649	160 926
366	...	...	...	...	...	366	...	...	366
<b>706</b>	...	...	...	...	...	<b>706</b>	...	...	<b>706</b>
7,990	...	...	...	...	...	7 990	...	...	7 990
15,957	2,993	...	...	...	...	18 950	...	...	18 950
<b>17,445</b>	<b>5,246</b>	...	...	...	...	<b>22 691</b>	...	...	<b>22 691</b>
225,645	18,834	...	...	...	127 665	372 144	...	...	372 144(1)
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	<b>14</b>	...	...	<b>14</b>
...	70,100	...	13 360	10 869	...	155 943	...	...	155 943(f)(1)
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
601	863	44	741	102	1 279	4 066	17	70	4 153(f)

**Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés—Suite**  
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
Ententes sur l'exploitation minérale .....	1 141	...	2 474	563
	<b>1 713</b>	...	<b>2 438</b>	<b>740</b>
	26 221	188	24 619	18 958
Ententes collectives sur les forêts .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Total du portefeuille ministériel .....	8 822	...	8 517	896
	<b>26 332</b>	<b>48</b>	<b>14 268</b>	<b>7 151</b>
	324 543	28 216	97 021	68 457

**TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

**Ministère (Travaux publics et Approvisionnements et Services)**

PROGRAMME DES BIENS IMMOBILIERS

Coût d'entretien du pont Perley et du pont MacDonald-Cartier .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...

**Société canadienne d'hypothèques et de logement**

Location de terrains, de logement en milieu urbain pour les Autochtones et logement à prix modique .....	51 147	8 390	49 821	34 378
	<b>52 719</b>	<b>8 026</b>	<b>52 854</b>	<b>32 187</b>
	536 523	73 972	584 817	334 636

Total du portefeuille ministériel .....	51 147	8 390	49 821	34 378
	<b>52 719</b>	<b>8 026</b>	<b>52 854</b>	<b>32 187</b>
	536 523	73 972	584 817	334 636

**SOLLICITEUR GÉNÉRAL**

**Ministère**

Police autochtone .....	32	54	1 124	57
	<b>44</b>	<b>48</b>	<b>614</b>	<b>8</b>
	407	490	4 329	71

**TRANSPORTS**

**Ministère**

Aide à la construction, à la rénovation et à l'amélioration des autoroutes, des routes secondaires et des routes d'accès .....	...	...	...	...
	...	<b>856</b>	...	...
	229 913	32 543	...	64 572

Programme de transition d'aide au transport des marchandises dans la région atlantique .....	2 289	...	9 402	26 000
	...	...	...	...
	2 289	...	9 402	26 000

Rénovations des autoroutes .....	51 000	...	15	32 700
	<b>59 059</b>	...	<b>582</b>	<b>10 900</b>
	224 018	...	67 049	158 609

Code canadien de sécurité .....	137	148	283	207
	...	...	...	...
	137	148	283	207

**II. 24 PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX  
À FRAIS PARTAGÉS**

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
10,288	2,686	544	369	1 019	1 128	20 212	268	384	20 864
<b>9,993</b>	<b>3,227</b>	<b>609</b>	<b>773</b>	<b>1 191</b>	<b>1 016</b>	<b>21 700</b>	...	...	<b>21 700</b>
84,976	25,914	17 418	7 147	4 414	9 090	218 945	4 280	2 956	226 181
...	...	1 108	995	861	17 539	20 503	...	...	20 503
...	...	<b>3 006</b>	<b>2 729</b>	<b>3 255</b>	<b>19 809</b>	<b>28 799</b>	...	...	<b>28 799</b>
...	...	13 181	13 230	11 830	88 201	126 442	...	...	126 442 <sup>(1)</sup>
26,611	5,679	1 652	1 364	1 880	18 667	74 088	470	716	75 274
<b>28,144</b>	<b>8,473</b>	<b>3 615</b>	<b>3 502</b>	<b>4 866</b>	<b>20 825</b>	<b>117 224</b>	<b>477</b>	<b>470</b>	<b>118 171</b>
319,212	115,711	30 643	34 478	34 120	226 235	1 278 636	5 771	4 675	1 289 082
...	2,119	...	...	...	...	2 119	...	...	2 119
...	<b>2,567</b>	...	...	...	...	<b>2 567</b>	...	...	<b>2 567</b>
...	16,546	...	...	...	...	16 546	...	...	16 546
182,415	416,481	52 940	101 950	78 753	97 802	1 074 077	103 321	4 376	1 181 774
<b>164,860</b>	<b>455,263</b>	<b>64 112</b>	<b>94 907</b>	<b>81 441</b>	<b>93 568</b>	<b>1 099 937</b>	<b>95 874</b>	<b>4 498</b>	<b>1 200 309</b>
1,639,646	4,428,470	588 818	1 036 797	896 837	786 860	10 907 376	887 395	33 880	11 828 651
182,415	418,600	52 940	101 950	78 753	97 802	1 076 196	103 321	4 376	1 183 893
<b>164,860</b>	<b>457,830</b>	<b>64 112</b>	<b>94 907</b>	<b>81 441</b>	<b>93 568</b>	<b>1 102 504</b>	<b>95 874</b>	<b>4 498</b>	<b>1 202 876</b>
1,639,646	4,445,016	588 818	1 036 797	896 837	786 860	10 923 922	887 395	33 880	11 845 197
6,976	13,829	2 430	4 725	3 452	2 781	35 460	594	886	36 940
<b>4,586</b>	<b>12,442</b>	<b>1 833</b>	<b>1 833</b>	<b>3 115</b>	<b>2 850</b>	<b>27 373</b>	<b>306</b>	<b>765</b>	<b>28 444</b>
14,699	99,431	25 060	20 686	22 370	22 154	209 697	2 722	5 974	218 393
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>5,747</b>	...	...	...	...	...	<b>6 603</b>	...	...	<b>6 603</b>
70,289	...	...	...	...	...	397 317	...	...	397 317 <sup>(f)</sup>
11,000	...	...	...	...	...	48 691	...	...	48 691
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
11,000	...	...	...	...	...	48 691	...	...	48 691
...	...	...	...	...	...	83 715	...	...	83 715
...	...	...	...	...	...	<b>70 541</b>	...	...	<b>70 541</b>
410	...	...	...	...	...	450 086	...	...	450 086
734	968	253	...	451	347	3 528	129	59	3 716
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
734	968	253	...	451	347	3 528	129	59	3 716

**Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés—Fin**  
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
Initiative stratégique d'investissement en capital—Autoroutes et aéroports.....	2 000	...	15 539	34 600
	<b>3 936</b>	...	<b>17 641</b>	<b>36 275</b>
	5 936	...	44 568	113 750
Étude des transports (EDER).....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Total du portefeuille ministériel .....	55 426	148	25 239	93 507
	<b>62 995</b>	<b>856</b>	<b>18 223</b>	<b>47 175</b>
	462 293	32 691	121 302	363 138
<b>DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN</b>				
Ententes régionales et économiques/ententes-cadres de développement .....	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Total global .....	407 426	74 323	442 541	426 143
	<b>445 774</b>	<b>74 288</b>	<b>439 117</b>	<b>404 956</b>
	6 687 448	1 628 683	7 605 319	8 061 245

Les montants en caractères romains représentent les dépenses de 1995-1996

Les montants en caractères gras représentent les dépenses de 1994-1995.

Les montants en italique représentent les dépenses depuis l'inauguration (y compris les dépenses de 1995-1996).

Les montants présentés dans les notes suivantes sont en milliers de dollars.

- (1) Modifie les *Comptes publics du Canada* de l'exercice précédent.
- (2) Un montant de 17 968 \$ (19 084 \$ en 1994-1995) a été émis au Conseil des ministres de l'éducation (Canada). Ces fonds sont ensuite distribués aux provinces.
- (3) Ce programme était préalablement rapporté sous le nom "Science biologique/développement hydroélectrique".
- (4) Ce programme était préalablement rapporté sous le nom "Étude de l'habitat du poisson".
- (5) Ce programme était préalablement rapporté sous le nom "Entente Canada/Québec sur le développement industriel et touristique".
- (6) Programme complété.

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
15,189	17,971	6 000	7 435	10 200	6 875	115 809	3 407	1 428	120 644
<b>18,870</b>	<b>15,229</b>	<b>12 019</b>	<b>8 250</b>	<b>8 645</b>	<b>5 918</b>	<b>126 783</b>	<b>2 956</b>	<b>2 035</b>	<b>131 774</b>
56,929	33,200	31 416	23 810	28 850	18 711	357 170	7 095	4 632	368 897
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>115</b>	...	...	...	...	...	<b>115</b>	...	...	<b>115</b>
308	...	...	...	...	...	308	...	...	308(f)
26,923	18,939	6 253	7 435	10 651	7 222	251 743	3 536	1 487	256 766
<b>24,732</b>	<b>15,229</b>	<b>12 019</b>	<b>8 250</b>	<b>8 645</b>	<b>5 918</b>	<b>204 042</b>	<b>2 956</b>	<b>2 035</b>	<b>209 033</b>
139,670	34,168	31 669	23 810	29 301	19 058	1 257 100	7 224	4 691	1 269 015
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	<b>67</b>	<b>52</b>	<b>119</b>	...	...	<b>119</b>
...	...	18 899	...	17 346	44 550	80 795	...	...	80 795
2,939,648	3,756,900	544 398	585 957	737 224	1 114 654	11 029 214	159 872	26 086	11 215 172
<b>2,928,987</b>	<b>3,896,276</b>	<b>585 899</b>	<b>728 767</b>	<b>804 946</b>	<b>1 164 907</b>	<b>11 473 917</b>	<b>149 342</b>	<b>24 349</b>	<b>11 647 608</b>
48,359,719	64,857,651	9 263 407	10 169 540	18 896 128	25 215 712	200 744 852	1 643 480	290 249	202 678 581

# SECTION 12

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*  
1995-1996

## **Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement**

### **SOMMAIRE**

	<i>Page</i>
Détail budgétaire par dotation.....	12.2
Commissions .....	12.15
Frais d'étude.....	12.18
Aide financière fournie aux chemins de fer par le gouvernement du Canada en 1995-1996.....	12.20
Revenus de placements.....	12.22
Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires .....	12.25

Détail budgétaire par dotation

Cet état présente les crédits budgétaires par dotation tels qu'approuvés par le Conseil du Trésor en vertu de l'article 31 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*(LGFP), de même que les dépenses connexes de l'exercice.

	Dotations		Dépenses	
	\$	\$	\$	\$
<b>AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE</b>				
<b>Ministère</b>				
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—				
Budget de fonctionnement . . . . .	683 026 740	658 381 329		
Moins : recettes affectées aux dépenses . . . . .	48 617 000	39 789 395		
	<u>634 409 740</u>	<u>618 591 934</u>		
Crédit 5—Commission canadienne des grains—Dépenses de fonctionnement—				
Budget de fonctionnement . . . . .	1 367 375	1 367 374		
Bloquées . . . . .	40 326 625			
	<u>41 694 000</u>	<u>1 367 374</u>		
Crédit 10—Dépenses en capital—				
Budget de fonctionnement—Dépenses en capital secondaires . . . . .	48 652 500	45 983 070		
Capital . . . . .	35 865 000	35 423 193		
	<u>84 517 500</u>	<u>81 406 263</u>		
Crédit 15—Subventions et contributions . . . . .	456 245 200 <sup>(1)</sup>	450 152 932		
Montants législatifs . . . . .	<u>1 448 703 255</u>	<u>1 409 901 663</u>		
<b>Total du ministère . . . . .</b>	<b><u>2 665 569 695</u></b>	<b><u>2 561 420 166</u></b>		
<b>Commission canadienne du lait</b>				
Crédit 20—Dépenses du programme . . . . .	2 468 000	2 461 315		
<b>Total du portefeuille ministériel . . . . .</b>	<b><u>2 668 037 695</u></b>	<b><u>2 563 881 481</u></b>		
<b>AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE</b>				
<b>Ministère</b>				
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—				
Budget de fonctionnement . . . . .	44 091 247	41 936 927		
Bloquées . . . . .	71 753			
	<u>44 163 000</u>	<u>41 936 927</u>		
Crédit 5—Subventions et contributions—				
Subventions et contributions . . . . .	307 811 531	302 045 903		
Bloquées . . . . .	1 754 472			
	<u>309 566 003</u>	<u>302 045 903</u>		
Montants législatifs . . . . .	<u>24 371 704</u>	<u>24 355 058</u>		
<b>Total du ministère . . . . .</b>	<b><u>378 100 707</u></b>	<b><u>368 337 888</u></b>		
<b>Société d'expansion du Cap-Breton</b>				
Crédit 10—Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton—				
Autres frais de fonctionnement . . . . .	15 038 000	15 038 000		
Bloquées . . . . .	2 500 000			
	<u>17 538 000</u>	<u>15 038 000</u>		
<b>Total du portefeuille ministériel . . . . .</b>	<b><u>395 638 707</u></b>	<b><u>383 375 888</u></b>		
<b>PATRIMOINE CANADIEN</b>				
<b>Ministère (Communications)</b>				
<b>PROGRAMME DES SERVICES DE GESTION MINISTÉRIELS</b>				
Crédit 1—Dépenses du programme—				
Budget de fonctionnement . . . . .	84 143 518	83 681 726		
Montants législatifs . . . . .	<u>8 578 113</u>	<u>8 262 631</u>		
	<u>92 721 631</u>	<u>91 944 357</u>		
<b>PROGRAMME DE L'IDENTITÉ CANADIENNE</b>				
Crédit 5—Dépenses de fonctionnement—				
Budget de fonctionnement . . . . .	62 578 518	61 628 871		
Bloquées . . . . .	24 000			
Moins : recettes affectées aux dépenses . . . . .	1 262 192	1 262 192		
	<u>61 340 326</u>	<u>60 366 679</u>		
Crédit 10—Subventions et contributions . . . . .	<u>454 507 350</u>	<u>454 394 158</u>		
Crédit 15—Versements à la Société canadienne des postes . . . . .	<u>69 279 000</u>	<u>69 279 000</u>		
Montants législatifs . . . . .	<u>6 395 483</u>	<u>6 395 483</u>		
	<u>591 522 159</u>	<u>590 435 320</u>		
<b>PROGRAMME PARCS CANADA</b>				
Crédit 25—Dépenses de fonctionnement—				
Budget de fonctionnement . . . . .	223 469 199	218 943 582		
Subventions et contributions . . . . .	21 015 922	20 986 678		
Réseaux routiers—				
Budget de fonctionnement . . . . .	7 771 900	7 645 074		
Moins : recettes affectées aux dépenses . . . . .	49 910 439	49 910 439		
	<u>202 346 582</u>	<u>197 664 895</u>		
Crédit 26b—Fonds renouvelable pour les unités d'entreprise de Parcs Canada . . . . .		1		
Crédit 27b—Fonds renouvelable pour les périmètres urbains de Parcs Canada (en vigueur le 1 <sup>er</sup> avril 1996) . . . . .		1		
Crédit 30—Dépenses en capital—				
Budget de fonctionnement—Dépenses en capital secondaires . . . . .	2 805 700	2 445 690		
Capital . . . . .	96 723 607	96 723 490		
Réseaux routiers . . . . .	23 325 200	23 290 550		
	<u>122 854 507</u>	<u>122 459 730</u>		
Montants législatifs . . . . .	<u>28 001 750</u>	<u>22 903 863</u>		
	<u>353 202 841</u>	<u>343 028 488</u>		
<b>Total du ministère . . . . .</b>	<b><u>1 037 446 631</u></b>	<b><u>1 025 408 165</u></b>		
<b>Conseil consultatif sur la situation de la femme</b>				
Crédit 35—Dépenses du programme—				
Budget de fonctionnement . . . . .	3 026 000	1 750 341		

## Détail budgétaire par dotation — Suite

	Dotations	Dépenses		Dotations	Dépenses
	\$	\$		\$	\$
<b>Conseil des Arts du Canada</b>			<b>Société du Centre national des Arts</b>		
Crédit 40—Paiements au Conseil des Arts du Canada .....	97 946 000	97 946 000	Crédit 90—Paiements à la Société du Centre national des Arts .....	19 685 600	19 685 600
<b>Société Radio-Canada</b>			<b>Commission des champs de bataille nationaux</b>		
Crédit 45—Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement .....	1 069 254 000	1 069 254 000	Crédit 95—Dépenses du programme—Budget de fonctionnement .....	4 413 000	4 411 775
Crédit 50—Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement .....	4 000 000	4 000 000	Montants législatifs .....	390 972	390 819
Crédit 55—Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses en capital .....	97 415 000	97 415 000		4 803 972	4 802 594
	1 170 669 000	1 170 669 000	<b>Commission de la Capitale nationale</b>		
<b>Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne</b>			Crédit 100—Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement .....	58 536 000	58 536 000
Crédit 60—Paiements à la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne—Autres frais de fonctionnement .....	109 034 000	108 986 777	Crédit 101b—Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour couvrir les dépenses faites au nom du gouvernement fédéral .....	8 020 000	8 020 000
Bloquées .....	1 300 000		Crédit 105—Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour les dépenses en capital .....	16 827 000	16 827 000
	110 334 000	108 986 777	Crédit 110—Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour les subventions et contributions .....	15 231 000	15 231 000
<b>Musée canadien des civilisations</b>				98 614 000	98 614 000
Crédit 65—Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital .....	46 204 000	46 204 000	<b>Office national du film</b>		
<b>Musée canadien de la nature</b>			Crédit 115—Fonds renouvelable de l'Office national du film—Déficit de fonctionnement—Budget de fonctionnement .....	86 902 038	86 823 462
Crédit 70—Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital .....	26 821 000	26 821 000	Subventions et contributions .....	387 850	387 850
<b>Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes</b>			Moins : recettes affectées aux dépenses .....	9 953 924	9 953 924
Crédit 75—Dépenses du programme—Budget de fonctionnement .....	33 092 180	32 695 972		77 335 964	77 257 388
Moins : recettes affectées aux dépenses .....	13 459 000	13 459 000	Montants législatifs .....	2 424 379	(1 847 804)
	19 633 180	19 236 972		79 760 343	75 409 584
Montants législatifs .....	3 287 719	3 284 804	<b>Musée des beaux-arts du Canada</b>		
	22 920 899	22 521 776	Crédit 120—Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital .....	30 574 596	30 574 596
<b>Archives nationales du Canada</b>			Crédit 125—Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection ...	3 000 000	3 000 000
Crédit 80—Dépenses de fonctionnement—Budget de fonctionnement .....	44 896 829	43 944 511		33 574 596	33 574 596
Subventions et contributions .....	2 148 000	2 147 941	<b>Bibliothèque nationale</b>		
	47 044 829	46 092 452	Crédit 130—Dépenses du programme—Budget de fonctionnement .....	32 773 228	32 756 974
Crédit 85—Dépenses en capital—Budget de fonctionnement—Dépenses en capital secondaires .....	2 881 000	2 619 540	Subventions et contributions .....	452 000	452 000
Capital .....	6 516 000	6 508 132	Système d'information .....	1 090 000	1 090 000
	9 397 000	9 127 672	Montants législatifs .....	34 315 228	34 298 974
Montants législatifs .....	4 458 604	4 457 255		2 592 466	2 587 000
	60 900 433	59 677 379		36 907 694	36 885 974



Détail budgétaire par dotation—Suite

	Dotations		Dépenses	
	\$	\$	\$	\$
<b>Musée national des sciences et de la technologie</b>				
Crédit 135—Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital .....	20 773 408	20 773 208		
<b>Commission de la fonction publique</b>				
Crédit 140—Dépenses du programme—Budget de fonctionnement .....	117 146 694	111 968 480		
Montants législatifs .....	17 429 860	11 143 905		
	134 576 554	123 112 385		
<b>Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice</b>				
Crédit 145—Dépenses de fonctionnement—Budget de fonctionnement .....	7 181 317	7 181 378		
Bloquées .....	5 000			
	7 186 317	7 181 378		
Crédit 150—Subventions .....	8 599 000	8 599 000		
Montants législatifs .....	627 863	627 520		
	16 413 180	16 407 898		
<b>Total du portefeuille ministériel .....</b>	<b>3 021 377 310</b>	<b>2 989 250 277</b>		
<b>CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION</b>				
<b>Ministère</b>				
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—Budget de fonctionnement .....	311 276 917	301 746 512		
Crédit 5—Dépenses en capital—Budget de fonctionnement—Dépenses en capital secondaires .....	8 122 500	5 546 024		
Capital .....	18 158 000	17 302 232		
	26 280 500	22 848 256		
Crédit 10—Subventions et contributions ..	253 123 622	245 465 865		
Montants législatifs .....	27 227 520	27 195 662		
<b>Total du ministère .....</b>	<b>617 908 559</b>	<b>597 256 295</b>		
<b>Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada</b>				
Crédit 15—Dépenses du programme—Budget de fonctionnement .....	69 448 000	67 215 391		
Capital .....	511 000	497 345		
	69 959 000	67 712 736		
Montants législatifs .....	7 776 726	7 755 000		
	77 735 726	75 467 736		
<b>Total du portefeuille ministériel .....</b>	<b>695 644 285</b>	<b>672 724 031</b>		
<b>ENVIRONNEMENT</b>				
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—Budget de fonctionnement .....	581 739 050	565 663 662		
Bloquées .....	2 787 217			
Moins : recettes affectées aux dépenses .....	47 248 110	47 248 110		
	537 278 157	518 415 552		
Crédit 5—Dépenses en capital—Budget de fonctionnement—Dépenses en capital secondaires .....	11 639 045	11 391 114		
Capital .....	38 731 632	38 423 364		
Bloquées .....	2 739 129			
	53 109 806	49 814 478		
Crédit 10—Subventions et contributions—Subventions et contributions .....	54 932 241	54 482 716		
Bloquées .....	465 559			
	55 397 800	54 482 716		
Montants législatifs .....	38 152 372	38 037 200		
<b>Total du portefeuille ministériel .....</b>	<b>683 938 135</b>	<b>660 749 946</b>		
<b>FINANCES</b>				
<b>Ministère</b>				
<b>PROGRAMME DES POLITIQUES FINANCIÈRES ET ÉCONOMIQUES</b>				
Crédit 1—Dépenses du programme—Budget de fonctionnement .....	64 245 952	63 591 374		
Bloquées .....	6 000			
Moins : recettes affectées aux dépenses .....	5 268 952	5 268 952		
	58 983 000	58 322 422		
Crédit 5—Subventions et contributions ..	820 000 000	325 774 689		
Montants législatifs .....	782 910 729	428 775 526		
	1 661 893 729	812 872 637		
<b>PROGRAMME DU SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE</b>				
Montants législatifs .....	46 876 582 900	46 876 582 900		
<b>PROGRAMME DES PAIEMENTS DE TRANSFERT FISCAL</b>				
Montants législatifs .....	8 815 750 717	8 815 750 717		
<b>PROGRAMME SPÉCIAL</b>				
Crédit 25—Paiements à la Caisse des réclamations étrangères .....	10 000			
Crédit 31b—Garantie de financement pour la Chine .....	1			
Montants législatifs .....	1 553 432 788	1 482 787 123		
	1 553 442 789	1 482 787 123		
<b>Total du ministère .....</b>	<b>58 907 670 135</b>	<b>57 987 993 377</b>		
<b>Vérificateur général</b>				
Crédit 35—Dépenses du programme—Budget de fonctionnement .....	46 407 000	45 756 967		
Subventions et contributions .....	404 000	398 000		
	46 811 000	46 154 967		
Montants législatifs .....	4 762 562	4 762 562		
	51 573 562	50 917 529		

12.4 AUTRES INFORMATIONS RELATIVES À L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT

Détail budgétaire par dotation—Suite

	Dotations	Dépenses		Dotations	Dépenses
	\$	\$		\$	\$
<b>Tribunal canadien du commerce extérieur</b>			Crédit 10—Subventions et contributions . . . . .		
Crédit 40—Dépenses du programme—			Montants législatifs . . . . .	430 358 901	374 678 050
Budget de fonctionnement . . . . .	7 297 000	7 023 688	<b>Total du ministère . . . . .</b>	<b>1 434 410 011</b>	<b>1 301 247 665</b>
Montants législatifs . . . . .	827 000	827 000	<b>Corporation commerciale canadienne</b>		
	8 124 000	7 850 688	Crédit 45—Dépenses du programme . . . . .		
				11 859 000	11 823 363
<b>Bureau du surintendant des institutions financières</b>			<b>Agence canadienne de développement international</b>		
Crédit 55—Dépenses du programme—			Crédit 16a—Dépenses de fonctionnement . . . . .		
Budget de fonctionnement . . . . .	41 766 250	40 687 374	Crédit 20—Subventions et contributions—		
Moins : recettes affectées aux dépenses . . . . .	39 098 000	38 082 542	Subventions et contributions . . . . .		
	2 668 250	2 604 832	Bloquées . . . . .		
Montants législatifs . . . . .	75 862 342	1 914 949	1 554 389 148		
	78 530 592	4 519 781	8 947 854		
			1 563 337 002		
<b>Total du portefeuille ministériel . . . . .</b>	<b>59 045 898 289</b>	<b>58 051 281 375</b>	Crédit 21b—Radiation de créances . . . . .		
			11 910 000		
			Montants législatifs . . . . .		
			161 822 672		
			1 828 892 639		
<b>PÊCHES ET OCÉANS</b>			<b>Société pour l'expansion des exportations</b>		
<b>Ministère</b>			Montants législatifs . . . . .		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—				71 701 261	71 701 261
Budget de fonctionnement . . . . .	959 877 105	958 885 196	<b>Centre de recherches pour le développement international</b>		
Autres frais de fonctionnement . . . . .	9 000 000	8 462 131	Crédit 35—Versements au Centre de recherches pour le développement international . . . . .		
Bloquées . . . . .	28 452 900		96 100 000		
Moins : recettes affectées aux dépenses . . . . .	12 617 468	12 617 468	<b>Commission mixte internationale</b>		
	984 712 537	954 729 859	Crédit 40—Dépenses du programme—		
			Budget de fonctionnement . . . . .		
Crédit 5—Dépenses en capital—			4 490 443		
Budget de fonctionnement—Dépenses en capital secondaires . . . . .	63 451 900	63 451 803	Montants législatifs . . . . .		
Capital . . . . .	85 994 700	85 994 600	298 000		
Bloquées . . . . .	24 466 100		4 788 443		
	173 912 700	149 446 403	4 411 829		
			<b>Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne</b>		
Crédit 10—Subventions et contributions—			Crédit 45—Dépenses du programme—		
Subventions et contributions . . . . .	78 845 818	78 845 799	Budget de fonctionnement . . . . .		
Bloquées . . . . .	131 852 647		2 105 000		
	210 698 465	78 845 799	Montants législatifs . . . . .		
Montants législatifs . . . . .	71 433 953	70 558 279	89 000		
<b>Total du portefeuille ministériel . . . . .</b>	<b>1 440 757 655</b>	<b>1 253 580 340</b>	2 194 000		
			1 713 635		
<b>AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL</b>			<b>Administration du pipe-line du Nord</b>		
<b>Ministère</b>			Crédit 50—Dépenses du programme—		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—			Budget de fonctionnement . . . . .		
Budget de fonctionnement . . . . .	816 765 498	789 360 071	235 000		
Centres canadien d'éducation—			Montants législatifs . . . . .		
Autorisation de dépenser de nouveau des recettes . . . . .	1		15 000		
Bloquées . . . . .	20 087 000		250 000		
Moins : recettes affectées aux dépenses . . . . .	2 276 710	1 615 442	<b>Total du portefeuille ministériel . . . . .</b>		
	834 575 789	787 744 629	<b>3 465 011 999</b>		
			<b>3 316 018 373</b>		
Crédit 5—Dépenses en capital—			<b>GOUVERNEUR GÉNÉRAL</b>		
Budget de fonctionnement—			Crédit 1—Dépenses du programme—		
Capital . . . . .	90 259 000	88 754 941	Budget de fonctionnement . . . . .		
Bloquées . . . . .	1 000 000		9 345 000		
	91 259 000	88 754 941	13 000		
			9 358 000		
			Montants législatifs . . . . .		
			1 055 424		
			1 055 077		
			<b>Total du portefeuille ministériel . . . . .</b>		
			<b>10 413 424</b>		
			<b>10 411 820</b>		

Détail budgétaire par dotation—Suite

	Dotations	Dépenses		Dotations	Dépenses
	\$	\$		\$	\$
<b>SANTÉ</b>			<b>DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES</b>		
<b>Ministère (Santé nationale et Bien-être social)</b>			<b>Ministère (Emploi et Immigration)</b>		
<b>PROGRAMME DE SANTÉ</b>			<b>PROGRAMME DES SERVICES GÉNÉRAUX</b>		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—			Crédit 1—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement.....	422 684 715	413 819 511	Budget de fonctionnement.....	246 475 353	240 333 206
Services de santé des Indiens—			Autres frais de fonctionnement.....	116 577 660	108 626 587
Budget de fonctionnement.....	161 549 900	160 205 456	Bloquées.....	12 737 000	
Recettes affectées aux dépenses.....	(14 796 000)	(13 451 618)	Moins : recettes affectées aux dépenses.....	277 187 000	277 187 000
Prestation de services de santé non assurés.....	443 494 600	438 363 478		98 603 013	71 772 793
Moins : recettes affectées aux dépenses.....	17 356 800	15 754 796	Montants législatifs.....	18 556 783	18 285 841
	995 576 415	983 182 031		117 159 796	90 058 634
Crédit 5—Dépenses en capital—					
Budget de fonctionnement—Dépenses en capital secondaires.....	9 216 700	8 970 070	<b>PROGRAMME D'EMPLOI ET D'ASSURANCE</b>		
Capital.....	29 778 900	29 778 827	Crédit 5—Dépenses de fonctionnement—		
Services de santé des Indiens—			Budget de fonctionnement.....	1 105 286 111	1 095 220 404
Capital.....	12 093 300	12 093 204	Bloquées.....	66 324 000	
	51 088 900	50 842 101	Moins : recettes affectées aux dépenses.....	954 658 000	954 658 000
Crédit 10—Subventions et contributions—				216 952 111	140 562 404
Subventions et contributions.....	179 285 300	177 948 243	Crédit 10—Subventions et contributions—		
Services de santé des Indiens—			Subventions et contributions.....	1 348 963 400	1 298 839 863
Subventions et contributions.....	387 090 200	387 090 140	Bloquées.....	19 671 068	
	566 375 500	565 038 383		1 368 634 468	1 298 839 863
Montants législatifs.....	7 283 143 791	7 283 099 343	Montants législatifs.....	122 952 034	122 952 034
<b>Total du ministère.....</b>	<b>8 896 184 606</b>	<b>8 882 161 858</b>		1 708 538 613	1 562 354 301
<b>Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses</b>			<b>PROGRAMME DU TRAVAIL</b>		
Crédit 15—Dépenses du programme—			Crédit 15—Dépenses de fonctionnement—		
Budget de fonctionnement.....	1 340 621	1 259 413	Budget de fonctionnement.....	49 522 499	47 536 798
Bloquées.....	58 000		Crédit 20—Subventions et contributions.....	6 294 000	5 566 730
	1 398 621	1 259 413	Montants législatifs.....	66 762 596	66 762 596
Montants législatifs.....	127 890	127 890		122 579 095	119 866 124
	1 526 511	1 387 303			
<b>Conseil de recherches médicales</b>			<b>PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DU REVENU</b>		
Crédit 20—Dépenses de fonctionnement—			Crédit 25—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement.....	7 727 250	7 577 324	Budget de fonctionnement.....	153 592 750	149 762 618
Crédit 25—Subventions.....	243 232 000	243 186 879	Projet de redéveloppement de la sécurité du revenu—		
Montants législatifs.....	486 600	485 000	Budget de fonctionnement.....	74 314 611	64 878 695
	251 445 850	251 249 203	Recettes affectées aux dépenses.....	(33 368 153)	(29 130 534)
<b>Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés</b>				129 500	
Crédit 30—Dépenses du programme—			Moins : recettes affectées aux dépenses.....	85 251 000	82 701 684
Budget de fonctionnement.....	3 068 500	2 895 129		109 417 708	102 809 095
Montants législatifs.....	259 125	259 081	Montants législatifs.....	21 050 404 167	21 050 404 167
	3 327 625	3 154 210		21 159 821 875	21 153 213 262
<b>Total du portefeuille ministériel.....</b>	<b>9 152 484 592</b>	<b>9 137 952 574</b>			

Détail budgétaire par dotation—Suite

	Dotations		Dépenses	
	\$	\$	\$	\$
<b>PROGRAMME DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET DE L'ÉDUCATION</b>				
Crédit 30—Dépenses de fonctionnement—				
Budget de fonctionnement.....	47 457 612	45 458 447		
Crédit 35—Subventions et contributions—				
Subventions et contributions.....	357 058 000	347 305 768		
Bloquées .....	3 000 000			
	360 058 000	347 305 768		
Montants législatifs .....	10 396 604 059	10 396 604 059		
	10 804 119 671	10 789 368 274		
<b>Total du ministère.....</b>	<b>33 912 219 050</b>	<b>33 714 860 595</b>		
<b>Conseil canadien des relations du travail</b>				
Crédit 40—Dépenses du programme—				
Budget de fonctionnement.....	8 287 000	7 988 958		
Montants législatifs .....	802 559	802 395		
	9 089 559	8 791 353		
<b>Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs</b>				
Crédit 45—Dépenses du programme—				
Budget de fonctionnement.....	1 580 000	1 323 337		
Montants législatifs .....	112 000	112 000		
	1 692 000	1 435 337		
<b>Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail</b>				
Crédit 50—Dépenses du programme—				
Budget de fonctionnement.....	6 991 921	6 574 693		
Moins : recettes affectées aux dépenses .....	4 841 000	4 649 517		
	2 150 921	1 925 176		
Montants législatifs .....	973	973		
	2 151 894	1 926 149		
<b>Total du portefeuille ministériel.....</b>	<b>33 925 152 503</b>	<b>33 727 013 434</b>		
<b>AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN</b>				
<b>Ministère</b>				
<b>PROGRAMME D'ADMINISTRATION</b>				
Crédit 1—Dépenses du programme—				
Budget de fonctionnement.....	43 581 860	42 823 667		
Subventions et contributions.....	458 000	458 000		
	44 039 860	43 281 667		
Montants législatifs .....	3 686 977	3 686 047		
	47 726 837	46 967 714		
<b>PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT</b>				
Crédit 5—Dépenses de fonctionnement—				
Budget de fonctionnement.....	209 420 392	198 970 895		
Crédit 6b—Radiation de créances .....	2 688 372	2 668 371		
Crédit 7b—Autorité réduite, Compte de développement économique des Indiens .....		1		
<b>Crédit 10—Dépenses en capital—</b>				
<b>Budget de fonctionnement—Dépenses en capital secondaires .....</b>				
	5 165 934	5 165 067		
<b>Capital.....</b>	<b>3 053 000</b>	<b>2 663 289</b>		
<b>Bloquées .....</b>	<b>124 066</b>	<b>7 828 356</b>		
	8 343 000	7 828 356		
<b>Crédit 15—Subventions et contributions—</b>				
<b>Subventions et contributions .....</b>				
	3 479 750 995	3 478 319 397		
<b>Bloquées .....</b>				
	32 081 911			
	3 511 832 906	3 478 319 397		
Montants législatifs.....	164 617 644	131 563 465		
	3 896 902 315	3 819 350 484		
<b>PROGRAMME DES AFFAIRES DU NORD</b>				
Crédit 35—Dépenses de fonctionnement—				
Budget de fonctionnement .....	74 407 497	69 151 653		
Crédit 36b—Radiation de créances.....	585 050	538 369		
Crédit 37b—Autorité réduite, Compte de développement économique des Indiens .....		1		
Crédit 40—Subventions et contributions ..	67 852 875 <sup>(2)</sup>	66 719 155		
Crédit 45—Paiements à la Société canadienne des postes .....	17 505 000	17 371 082		
Crédit 46a—Rebaptiser la Caisse de prêts aux Esquimaux à Caisse de prêts aux Inuit .....		1		
Montants législatifs.....	7 029 964	6 679 328		
	167 380 388	160 459 587		
<b>PROGRAMME DE PAIEMENTS DE TRANSFERT AUX GOUVERNEMENTS TERRITORIAUX</b>				
Crédit 50—Paiements de transfert au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et au gouvernement du Yukon—				
Subventions et contributions .....	1 195 980 700	1 195 689 398		
Bloquées .....	20 416 300			
	1 216 397 000	1 195 689 398		
<b>Total du ministère.....</b>	<b>5 328 406 540</b>	<b>5 222 467 183</b>		
<b>Commission canadienne des affaires polaires</b>				
Crédit 55—Dépenses du programme—				
Budget de fonctionnement .....	1 031 576	985 854		
Subventions et contributions .....	20 000	20 000		
Bloquées .....	1 588			
	1 053 164	1 005 854		
Montants législatifs.....	48 000	48 000		
	1 101 164	1 053 854		
<b>Total du portefeuille ministériel.....</b>	<b>5 329 507 704</b>	<b>5 223 521 037</b>		

Détail budgétaire par dotation—Suite

	Dotations		Dépenses	
	\$	\$	\$	\$
<b>INDUSTRIE</b>				
<b>Ministère</b>				
<b>PROGRAMME DU DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE ET DES SCIENCES</b>				
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—				
Budget de fonctionnement .....	394 023 795	384 422 815		
Bloquées .....	66 447			
Moins : recettes affectées aux dépenses .....	8 169 000	6 918 715		
	385 921 242	377 504 100		
Crédit 5—Dépenses en capital—				
Budget de fonctionnement—Dépenses en capital secondaires .....	30 393 036	28 615 215		
Capital .....	38 700 000	38 670 054		
	69 093 036	67 285 269		
Crédit 10—Subventions et contributions—				
Subventions et contributions .....	714 035 257	664 207 391		
Bloquées .....	10 000 000			
	724 035 257	664 207 391		
Montants législatifs .....	41 679 654	41 544 527		
	1 220 729 189	1 150 541 287		
<b>PROGRAMME DES SERVICES AXÉS SUR LE MARCHÉ</b>				
Crédit 25—Dépenses de fonctionnement—				
Budget de fonctionnement .....	113 992 147	104 597 032		
Subventions et contributions .....	1 074 000	1 047 000		
Bloquées .....	44 312			
Moins : recettes affectées aux dépenses .....	714 000	713 999		
	114 396 459	104 930 033		
Crédit 30—Dépenses en capital—				
Budget de fonctionnement—Dépenses en capital secondaires .....	13 270 531	12 612 912		
Capital .....	6 765 000	6 739 449		
	20 035 531	19 352 361		
Montants législatifs .....	44 473 005	9 310 744		
	178 904 995	133 593 138		
<b>Total du ministère .....</b>	<b>1 399 634 184</b>	<b>1 284 134 425</b>		
<b>Banque de développement du Canada</b>				
Crédit 60—Paiements à la Banque de développement du Canada .....	14 079 000	14 078 439		
<b>Agence spatiale canadienne</b>				
Crédit 35—Dépenses de fonctionnement—				
Budget de fonctionnement .....	50 925 443	48 667 229		
Dépenses en capital secondaires .....	2 285 397	2 211 440		
Bloquées .....	34 160			
	53 245 000	50 878 669		
Crédit 40—Dépenses en capital—				
Budget de fonctionnement—Dépenses en capital secondaires .....	6 441 055	6 506 460		
Capital .....	209 445 945	204 467 979		
Bloquées .....	1 100 000			
Moins : recettes affectées aux dépenses .....	9 300 000			
	207 687 000	210 974 439		
Crédit 45—Subventions et contributions—				
Subventions et contributions .....	36 186 400	32 643 255		
Bloquées .....	1 765 600			
	37 952 000	32 643 255		
Montants législatifs .....	3 141 319	3 123 000		
	302 025 319	297 619 363		
<b>Tribunal de la concurrence</b>				
Crédit 50—Dépenses du programme—				
Budget de fonctionnement .....	1 204 000	1 024 488		
Montants législatifs .....	75 000	75 000		
	1 279 000	1 099 488		
<b>Commission du droit d'auteur</b>				
Crédit 55—Dépenses du programme—				
Budget de fonctionnement .....	865 000	782 886		
Montants législatifs .....	78 000	78 000		
	943 000	860 886		
<b>Bureau fédéral de développement régional (Québec)</b>				
Crédit 45—Dépenses de fonctionnement—				
Budget de fonctionnement .....	26 957 276	25 522 370		
Crédit 50—Subventions et contributions—				
Subventions et contributions .....	304 937 947	304 398 086		
Bloquées .....	89 511 214			
	394 449 161	304 398 086		
Montants législatifs .....	46 316 592	46 299 107		
	467 723 029	376 219 563		
<b>Conseil national de recherches du Canada</b>				
Crédit 65—Dépenses de fonctionnement—				
Budget de fonctionnement .....	237 912 398	237 150 217		
Bloquées .....	1 129 627			
	239 042 025	237 150 217		
Crédit 70—Dépenses en capital—				
Budget de fonctionnement—Dépenses en capital secondaires .....	2 444 551	2 444 551		
Capital .....	34 452 450	34 444 788		
	36 897 001	36 889 339		
Crédit 75—Subventions et contributions ..	128 100 637	128 046 671		
Montants législatifs .....	67 678 017	52 265 253		
	471 717 680	454 351 480		
<b>Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie</b>				
Crédit 80—Dépenses de fonctionnement—				
Budget de fonctionnement .....	16 842 450	15 803 064		
Crédit 85—Subventions .....	451 856 000	451 856 000		
Montants législatifs .....	1 327 920	1 325 923		
	470 026 370	468 984 987		

Détail budgétaire par dotation—Suite

	Dotations		Dépenses	
	\$	\$	\$	\$
<b>Conseil de recherches en sciences humaines</b>				
Crédit 90—Dépenses de fonctionnement—				
Budget de fonctionnement.....	7 583 938	7 345 269		
Bloquées .....	43 562			
	7 627 500	7 345 269		
Crédit 95—Subventions.....	91 579 000	91 579 000		
Montants législatifs .....	644 327	644 282		
	99 850 827	99 568 551		
<b>Conseil canadien des normes</b>				
Crédit 100—Paiements au Conseil canadien des normes.....	5 264 000	5 264 000		
<b>Statistique Canada</b>				
Crédit 105—Dépenses du programme—				
Budget de fonctionnement.....	335 789 592	334 271 002		
Subventions et contributions.....	396 395	396 395		
Moins : recettes affectées aux dépenses .....	51 453 287	51 453 287		
	284 732 700	283 214 110		
Montants législatifs .....	31 463 057	31 444 143		
	316 195 757	314 658 253		
<b>Total du portefeuille ministériel.....</b>	<b>3 548 738 166</b>	<b>3 316 839 435</b>		
<b>JUSTICE</b>				
<b>Ministère</b>				
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—				
Budget de fonctionnement.....	175 305 139	173 097 250		
Crédit 5—Dépenses en capital—				
Budget de fonctionnement—Dépenses en capital secondaires .....	9 248 884	7 301 966		
Crédit 10—Subventions et contributions—				
Subventions et contributions.....	11 186 291	10 952 773		
Jeunes contrevenants .....	156 016 135	156 016 135		
Armes à feu .....	6 110 330	6 110 330		
Aide juridique .....	88 310 216	88 310 215		
	261 622 972	261 389 453		
Montants législatifs .....	17 718 899	17 686 125		
<b>Total du ministère.....</b>	<b>463 895 894</b>	<b>459 474 794</b>		
<b>Commission canadienne des droits de la personne</b>				
Crédit 15—Dépenses du programme—				
Budget de fonctionnement.....	15 837 900	15 335 172		
Montants législatifs .....	1 431 328	1 429 145		
	17 269 228	16 764 317		
<b>Commissaire à la magistrature fédérale</b>				
Crédit 20—Dépenses de fonctionnement—				
Budget de fonctionnement.....	4 610 845	4 382 608		
<b>Crédit 25—Conseil canadien de la magistrature—Dépenses de fonctionnement—</b>				
Budget de fonctionnement .....	599 019	566 204		
Montants législatifs.....	203 887 258	203 887 258		
	209 097 122	208 836 070		
<b>Cour fédérale du Canada</b>				
Crédit 30—Dépenses du programme—				
Budget de fonctionnement .....	26 635 000	26 299 957		
Bloquées .....	1 800 000			
	28 435 000	26 299 957		
Montants législatifs.....	2 672 469	2 666 443		
	31 107 469	28 966 400		
<b>Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada</b>				
Crédit 35—Dépenses du programme—				
Budget de fonctionnement .....	5 940 145	5 857 825		
Montants législatifs.....	660 090	659 441		
	6 600 235	6 517 266		
<b>Cour suprême du Canada</b>				
Crédit 40—Dépenses du programme—				
Budget de fonctionnement .....	12 162 912	11 554 828		
Bloquées .....	22 038			
	12 184 950	11 554 828		
Montants législatifs.....	3 889 756	3 889 756		
	16 074 706	15 444 584		
<b>Cour canadienne de l'impôt</b>				
Crédit 45—Dépenses du programme—				
Budget de fonctionnement .....	10 699 496	10 676 956		
Montants législatifs.....	758 250	757 428		
	11 457 746	11 434 384		
<b>Total du portefeuille ministériel.....</b>	<b>755 502 400</b>	<b>747 437 815</b>		
<b>DÉFENSE NATIONALE</b>				
<b>Ministère</b>				
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—				
Budget de fonctionnement .....	8 198 616 468	8 091 180 624		
Moins : recettes affectées aux dépenses .....	447 272 000	367 754 517		
	7 751 344 468	7 723 426 107		
Crédit 5—Dépenses en capital—				
Budget de fonctionnement—Dépenses en capital secondaires .....	48 575 690	48 575 690		
Capital.....	2 598 189 212	2 637 721 687		
	2 646 764 902	2 686 297 377		
Crédit 10—Subventions et contributions ..	200 368 999	194 965 938		
Montants législatifs.....	769 535 582	769 116 974		
<b>Total du ministère.....</b>	<b>11 368 013 951</b>	<b>11 373 806 396</b>		

Détail budgétaire par dotation—Suite

	Dotations		Dépenses			Dotations		Dépenses	
	\$	\$	\$	\$		\$	\$		
<b>Protection civile Canada</b>									
Crédit 15—Dépenses de fonctionnement—									
Budget de fonctionnement.....	10 871 700	9 841 779							
Crédit 20—Subventions et contributions .	56 118 415	56 084 153							
Montants législatifs .....	671 795	671 662							
	67 661 910	66 597 594							
<b>Total du portefeuille ministériel.....</b>	<b>11 435 675 861</b>	<b>11 440 403 990</b>							
<b>REVENU NATIONAL</b>									
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—									
Budget de fonctionnement.....	1 959 497 212	1 924 937 564							
La Société canadienne des postes—									
Importations par la poste et par									
messagerie.....	8 131 642	8 131 642							
Bloquées .....	1 125 674								
Moins : recettes affectées aux									
dépenses .....	115 136 000	115 136 000							
	1 853 618 528	1 817 933 206							
Crédit 5—Dépenses en capital—									
Budget de fonctionnement—Dépenses									
en capital secondaires .....	54 422 900	52 372 572							
Capital .....	9 158 600	8 902 563							
Bloquées .....	93 563								
	63 675 063	61 275 135							
Crédit 10—Contributions .....	94 417 000	91 763 435							
Montants législatifs .....	251 120 857	250 925 845							
<b>Total du portefeuille ministériel.....</b>	<b>2 262 831 448</b>	<b>2 221 897 621</b>							
<b>RESSOURCES NATURELLES</b>									
<b>Ministère</b>									
<b>PROGRAMME DE L'ÉNERGIE, DES MINES ET DES RESSOURCES</b>									
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—									
Budget de fonctionnement.....	371 387 233	366 417 544							
Bloquées .....	782 713								
	372 169 946	366 417 544							
Crédit 5—Dépenses en capital—									
Budget de fonctionnement—Dépenses									
en capital secondaires .....	20 483 797	18 885 750							
Capital .....	20 621 000	15 991 365							
Bloquées .....	6 938 717								
	48 043 514	34 877 115							
Crédit 10—Subventions et contributions—									
Subventions et contributions.....	198 366 100	159 024 055							
Moins : rajustements selon l'article									
37.1 de la <i>Loi sur la gestion</i>									
des finances publiques.....	38 076 187								
	160 289 913	159 024 055							
Montants législatifs .....	124 287 212	76 529 239							
	704 790 585	636 847 953							
<b>PROGRAMME DES FORÊTS</b>									
Crédit 20—Dépenses de fonctionnement—									
Budget de fonctionnement.....	104 244 065	102 205 203							
Moins : recettes affectées aux									
dépenses .....	617 000	166 173							
	103 627 065	102 039 030							
<b>Crédit 25—Dépenses en capital—</b>									
<b>Budget de fonctionnement—Dépenses</b>									
<b>  en capital secondaires .....</b>									
	3 042 829	3 008 897							
<b>Capital .....</b>									
	3 797 000	3 296 280							
<b>Bloquées .....</b>									
	2 486 172								
	9 326 001	6 305 177							
Crédit 30—Subventions et contributions .	72 714 000	72 452 049							
Montants législatifs.....	8 613 188	8 500 642							
	194 280 254	189 296 898							
<b>Total du ministère.....</b>	<b>899 070 839</b>	<b>826 144 851</b>							
<b>Commission de contrôle de l'énergie atomique</b>									
Crédit 35—Dépenses du programme—									
Budget de fonctionnement .....	40 439 301	38 448 631							
Subventions et contributions .....	680 000	639 590							
Bloquées .....	2 074 699								
	43 194 000	39 088 221							
Montants législatifs.....	3 433 655	3 411 000							
	46 627 655	42 499 221							
<b>Énergie atomique du Canada, Limitée</b>									
Crédit 40—Paiements à Énergie									
atomique du Canada, Limitée pour									
les dépenses de fonctionnement et									
les dépenses en capital .....	174 594 000	174 594 000							
<b>Office national de l'énergie</b>									
Crédit 45—Dépenses du programme—									
Budget de fonctionnement .....	27 725 000	23 232 072							
Montants législatifs.....	2 697 830	2 678 894							
	30 422 830	25 910 966							
<b>Total du portefeuille ministériel.....</b>	<b>1 150 715 324</b>	<b>1 069 149 038</b>							
<b>PARLEMENT</b>									
<b>Sénat</b>									
Crédit 1—Dépenses du programme—									
Budget de fonctionnement .....	30 204 000	29 144 319							
Subventions et contributions .....	350 000	303 336							
	30 554 000	29 447 655							
Montants législatifs.....	15 263 467	15 263 467							
	45 817 467	44 711 122							
<b>Chambre des communes</b>									
Crédit 5—Dépenses du programme—									
Budget de fonctionnement .....	156 451 000	146 157 277							
Subventions et contributions .....	656 000	634 061							
Moins : recettes affectées aux									
dépenses .....	1 290 000								
	155 817 000	146 791 338							
Montants législatifs.....	66 077 127	66 077 127							
	221 894 127	212 868 465							

12. 10 AUTRES INFORMATIONS RELATIVES  
À L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT

Détail budgétaire par dotation—Suite

	Dotations	Dépenses		Dotations	Dépenses
	\$	\$		\$	\$
<b>Bibliothèque du Parlement</b>			<b>Commissaire aux langues officielles</b>		
Crédit 10—Dépenses du programme . . . . .	14 198 000	13 869 389	Crédit 25—Dépenses du programme—		
Montants législatifs . . . . .	1 594 000	1 594 000	Budget de fonctionnement . . . . .	11 070 114	10 487 171
	15 792 000	15 463 389	Montants législatifs . . . . .	1 044 381	1 044 235
<b>Total du portefeuille ministériel . . . . .</b>	<b>283 503 594</b>	<b>273 042 976</b>		12 114 495	11 531 406
<b>CONSEIL PRIVÉ</b>			<b>Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie</b>		
<b>Ministère</b>			Crédit 30—Dépenses du programme—		
Crédit 1—Dépenses du programme—			Budget de fonctionnement . . . . .	3 296 178	2 853 136
Budget de fonctionnement . . . . .	72 037 565	71 999 620	Montants législatifs . . . . .	146 051	146 051
Subventions et contributions . . . . .	1 775 700	1 775 700		3 442 229	2 999 187
Commission d'enquête sur le déploie- ment des Forces canadiennes en Somalie . . . . .	6 186 100	5 896 533	<b>Commission des relations de travail dans la fonction publique</b>		
Bloquées . . . . .	80 121 400	79 671 853	Crédit 35—Dépenses du programme—		
Montants législatifs . . . . .	4 932 486	4 914 218	Budget de fonctionnement . . . . .	5 473 000	5 069 462
<b>Total du ministère . . . . .</b>	<b>85 053 886</b>	<b>84 586 071</b>	Montants législatifs . . . . .	489 436	480 000
<b>Centre canadien de gestion</b>				5 962 436	5 549 462
Crédit 5—Dépenses du programme—			<b>Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité</b>		
Budget de fonctionnement . . . . .	9 371 046	8 109 529	Crédit 40—Dépenses du programme—		
Subventions et contributions . . . . .	175 000	149 000	Budget de fonctionnement . . . . .	1 317 151	1 119 097
Montants législatifs . . . . .	9 546 046	8 258 529	Bloquées . . . . .	5 849	
	9 410 748	1 849 801	Montants législatifs . . . . .	1 323 000	1 119 097
	18 956 794	10 108 330		92 000	92 000
<b>Secrétariat des conférences inter-gouvernementales canadiennes</b>				1 415 000	1 211 097
Crédit 10—Dépenses du programme—			<b>Total du portefeuille ministériel . . . . .</b>	<b>180 727 927</b>	<b>168 544 981</b>
Budgets de fonctionnement . . . . .	2 938 902	2 673 472	<b>TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX</b>		
Bloquées . . . . .	98		<b>Ministère (Travaux publics et Approvisionnement et Services)</b>		
Montants législatifs . . . . .	2 939 000	2 673 472	PROGRAMME DES SERVICES		
	194 240	194 240	Crédit 1—Fonds renouvelable des Services d'architecture, de génie et de l'immobilier—Déficit de fonctionnement—		
<b>Total</b>	<b>3 133 240</b>	<b>2 867 712</b>	Autres frais de fonctionnement . . . . .	2 582 278 000	2 582 278 000
<b>Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports</b>			Moins : recettes affectées aux dépenses . . . . .	2 581 814 000	2 581 814 000
Crédit 15—Dépenses du programme—				464 000	464 000
Budget de fonctionnement . . . . .	22 367 000	21 468 719	Crédit 5—Fonds renouvelable des Services d'architecture, de génie et de l'immobilier—Activités à l'appui des objectifs généraux du gouvernement . . . . .	2 589 000	2 589 000
Montants législatifs . . . . .	2 367 002	2 361 995	Montants législatifs . . . . .	432 591 003	37 643 279
	24 734 002	23 830 714		435 644 003	40 696 279
<b>Directeur général des élections</b>			PROGRAMME DES BIENS IMMOBILIERS		
Crédit 20—Dépenses du programme—			Crédit 2b—Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers (en vigueur le 1 <sup>er</sup> avril 1995) . . . . .		1
Budget de fonctionnement . . . . .	2 679 167	2 647 225			
Bloquées . . . . .	22 833				
Montants législatifs . . . . .	2 702 000	2 647 225			
	23 213 845	23 213 777			
	25 915 845	25 861 002			



Détail budgétaire par dotation—Suite

	Dotations		Dépenses			Dotations		Dépenses	
	\$		\$			\$		\$	
Crédit 10—Dépenses de fonctionnement—					<b>Société canadienne des postes</b>				
Budget de fonctionnement.....	43 816 680		40 470 234		Crédit 40—Paiements à la Société				
Autres frais de fonctionnement.....	1 224 046 450		1 165 852 116		canadienne des postes à des fins				
Subventions et contributions.....	4 036 000		4 012 000		spéciales.....	14 000 000		14 000 000	
Moins : recettes affectées aux					Crédit 41a—Autorisation d'emprunter...		1		
dépenses.....	290 776 726		290 776 726						
	981 122 404		919 557 624			14 000 001		14 000 000	
Crédit 15—Dépenses en capital—					<b>Total du portefeuille ministériel.....</b>	<b>5 203 760 740</b>		<b>4 083 912 306</b>	
Budget de fonctionnement—Dépenses					<b>SOLLICITEUR GÉNÉRAL</b>				
en capital secondaires.....	660 000		616 942		<b>Ministère</b>				
Capital.....	247 963 500		228 190 355		Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—				
	248 623 500		228 807 297		Budget de fonctionnement.....	22 650 092		21 507 636	
Montants législatifs.....	404 952 625		399 470 210		Services de police communautaires des				
	1 634 698 530		1 547 835 131		Premières Nations.....	10 000 000		10 000 000	
					Bloquées.....	44 818		31 507 636	
						32 694 910			
<b>PROGRAMME DES APPROVISIONNE-</b>					Crédit 5—Subventions et contributions...	41 068 701		39 744 319	
<b>MENTS ET SERVICES</b>					Montants législatifs.....	1 901 156		1 901 156	
Crédit 20—Dépenses de fonctionnement—					<b>Total du ministère.....</b>	<b>75 664 767</b>		<b>73 153 111</b>	
Budget de fonctionnement.....	648 208 582		612 192 784		<b>Service canadien du renseignement de</b>				
Autres frais de fonctionnement.....	40 071 000		34 512 781		<b>sécurité</b>				
Moins : recettes affectées aux					Crédit 10—Dépenses du programme—				
dépenses.....	187 769 700		185 029 062		Budget de fonctionnement.....	186 969 456		184 154 499	
	500 509 882		461 676 503		Montants législatifs.....	141 196		97 103	
Crédit 21a—Dettes et obligations repré-						187 110 652		184 251 602	
sentant des rajustements au solde dû									
par CAE Aircraf Ltd.....	1 724 008		1 724 007		<b>Service correctionnel</b>				
Crédit 22b—Bureau de la traduction—					Crédit 15—Service pénitentiaire et Service				
Radiation des comptes.....	1				national des libérations conditionnel-				
Crédit 23b—Groupe Communication					les—Dépenses de fonctionnement—				
Canada—Radiation des comptes.....	1				Budget de fonctionnement.....	878 911 521		855 061 777	
Crédit 25—Dépenses en capital—					Subventions et contributions.....	1 189 969		1 166 548	
Budget de fonctionnement—Dépenses					Bloquées.....	2 907 866		856 228 325	
en capital secondaires.....	14 531 600		8 296 562			883 009 356			
Montants législatifs.....	566 003 714		59 159 804		Crédit 20—Service pénitentiaire et Service				
	1 082 769 206		530 856 876		national des libérations conditionnel-				
					les—Dépenses en capital—				
					Budget de fonctionnement—Dépenses				
<b>PROGRAMME DES SOCIÉTÉS</b>					en capital secondaires.....	7 430 646		7 131 772	
<b>D'ÉTAT</b>					Capital.....	171 652 000		169 017 730	
Crédit 30—Paiements à la Société						179 082 646		176 149 502	
du Vieux-Port de Montréal Inc.....	3 500 000		3 500 000		Montants législatifs.....	85 292 536		66 907 718	
Crédit 31a—Paiements à la Queens Quay						1 147 384 538		1 099 285 545	
West Land Corporation.....	7 500 000		7 500 000		<b>Commission nationale des libérations</b>				
	11 000 000		11 000 000		<b>conditionnelles</b>				
<b>Total du ministère.....</b>	<b>3 164 111 739</b>		<b>2 130 388 286</b>		Crédit 25—Dépenses du programme—				
					Budget de fonctionnement.....	23 754 750		23 325 366	
<b>Société canadienne d'hypothèques et de</b>					Montants législatifs.....	2 511 000		2 511 000	
<b>logement</b>						26 265 750		25 836 366	
Crédit 35—Dépenses de fonctionnement—									
Logement au marché.....	64 784 000		61 001 716						
Logement au social.....	1 928 212 000		1 848 492 086						
Aide au logement.....	32 653 000		30 030 218						
	2 025 649 000		1 939 524 020						

Détail budgétaire par dotation—Suite

	Dotations	Dépenses		Dotations	Dépenses
	\$	\$		\$	\$
<b>Bureau de l'enquêteur correctionnel</b>					
Crédit 30—Dépenses du programme—			Crédit 10—Subventions et contributions—		
Budget de fonctionnement.....	1 194 400	1 185 141	Subventions et contributions .....	397 174 000	390 885 802
Montants législatifs .....	125 000	125 000	Bloquées .....	1 728 000	
	<u>1 319 400</u>	<u>1 310 141</u>		<u>398 902 000</u>	<u>390 885 802</u>
<b>Gendarmerie royale du Canada</b>					
Crédit 35—Application de la Loi—			Crédit 15—Paiements à la Société Les		
Dépenses de fonctionnement—			Ponts Jacques-Cartier et Champlain		
Budget de fonctionnement.....	1 623 374 450	1 605 068 307	Incorporée.....	29 822 000	28 540 280
Subventions et contributions.....	1 414 248	917 549	Crédit 20—Paiements à Marine		
Moins : recettes affectées aux			Atlantique S.C.C.....	100 006 001	99 984 298
dépenses .....	732 552 698	732 552 698	Crédit 25—Paiements à VIA Rail Canada		
	<u>892 236 000</u>	<u>873 433 158</u>	Inc.....	300 977 000	300 977 000
Crédit 40—Application de la Loi—			Crédit 30—Paiements à l'Administration		
Dépenses en capital—			de la voie maritime du Saint-Laurent ..	78 590	
Budget de fonctionnement—Dépenses			Crédit 35—Paiements à l'Administration		
en capital secondaires .....	44 579 000	41 170 898	de pilotage des Laurentides .....	5 334 000	5 070 340
Capital .....	138 365 000	136 139 326	Crédit 36b—Paiements à la Société		
	<u>182 944 000</u>	<u>177 310 224</u>	canadienne des ports .....	1 921 411	1 921 410
Montants législatifs .....	222 739 858	220 374 457	Montants législatifs.....	1 211 752 251	1 209 628 139
	<u>1 297 919 858</u>	<u>1 271 117 839</u>	<b>Total du ministère.....</b>	<b>2 434 785 526</b>	<b>2 249 230 417</b>
<b>Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada</b>					
Crédit 45—Dépenses du programme—			<b>Tribunal de l'aviation civile</b>		
Budget de fonctionnement.....	780 644	631 743	Crédit 40—Dépenses du programme—		
Bloquées .....	5 456		Budget de fonctionnement .....	843 000	777 168
	<u>786 100</u>	<u>631 743</u>	Montants législatifs.....	62 000	62 000
Montants législatifs .....	39 000	39 000		<u>905 000</u>	<u>839 168</u>
	<u>825 100</u>	<u>670 743</u>	<b>Office national des transports</b>		
<b>Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada</b>					
Crédit 50—Dépenses du programme—			Crédit 50—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement.....	3 361 478	3 319 308	Budget de fonctionnement .....	27 633 468	27 633 468
Bloquées .....	17 616		Montants législatifs.....	269 798 455	269 783 958
	<u>3 379 094</u>	<u>3 319 308</u>		<u>297 431 923</u>	<u>297 417 426</u>
Montants législatifs .....	229 000	229 000	<b>Total du portefeuille ministériel .....</b>	<b>2 733 122 449</b>	<b>2 547 487 011</b>
	<u>3 608 094</u>	<u>3 548 308</u>	<b>CONSEIL DU TRÉSOR</b>		
<b>Total du portefeuille ministériel.....</b>	<b>2 740 098 159</b>	<b>2 659 173 655</b>	<b>Secrétariat</b>		
<b>TRANSPORTS</b>					
<b>Ministère</b>					
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—			PROGRAMME RELATIF À		
Budget de fonctionnement.....	1 157 736 283	1 113 767 359	L'ADMINISTRATION CENTRALE		
Bloquées .....	40 751 882		DE LA FONCTION PUBLIQUE		
Moins : recettes affectées aux			Crédit 1—Dépenses du programme—		
dépenses .....	1 198 488 164	1 198 488 164	Budget de fonctionnement .....	81 186 840	81 186 668
	<u>1</u>	<u>(84 720 805)</u>	Subventions et contributions .....	258 160	258 160
Crédit 5—Dépenses en capital—				<u>81 445 000</u>	<u>81 444 828</u>
Capital .....	319 704 002	296 943 953	Montants législatifs.....	7 072 719	7 068 042
Bloquées .....	66 288 270			<u>88 517 719</u>	<u>88 512 870</u>
	<u>385 992 272</u>	<u>296 943 953</u>	PROGRAMME DES ÉVENTUALITÉS		
			DU GOUVERNEMENT ET		
			PROGRAMMES FINANCÉS PAR		
			L'ADMINISTRATION CENTRALE		
			Crédit 5—Éventualités du gouvernement—		
			Bloquées .....	317 521 714	

Détail budgétaire par dotation—Fin

	Dotations		Dépenses			Dotations		Dépenses	
	\$		\$			\$		\$	
<b>PROGRAMME DE CONTRIBUTIONS DE L'EMPLOYEUR AUX RÉGIMES D'ASSURANCE</b>					<b>PROGRAMME DU BUREAU DE SERVICES JURIDIQUES DES PENSIONS</b>				
Crédit 15—Assurances de la fonction publique—					Crédit 15—Dépenses du programme—				
Budget de fonctionnement.....	812 606 973		714 607 880		Budget de fonctionnement.....	3 224 000		3 223 639	
Subventions et contributions.....	227 150		227 150		Bloquées.....	3 223 000		3 223 639	
Moins : recettes affectées aux dépenses.....	74 827 123		74 827 123		Montants législatifs.....	804 000		804 000	
	738 007 000		640 007 907			7 251 000		4 027 639	
Montants législatifs.....	502 296 532		502 296 532						
	1 240 303 532		1 142 304 439		<b>PROGRAMME DU TRIBUNAL D'APPEL DES ANCIENS COMBATTANTS</b>				
<b>Total du portefeuille ministériel.....</b>	<b>1 646 342 965</b>		<b>1 230 817 309</b>		Crédit 20—Dépenses du programme—				
<b>ANCIENS COMBATTANTS</b>					Budget de fonctionnement.....	1 327 000		1 326 427	
<b>Ministère</b>					Bloquées.....	1 440 000		1 326 427	
<b>PROGRAMME DES ANCIENS COMBATTANTS</b>					Montants législatifs.....	335 000		335 000	
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—						3 102 000		1 661 427	
Budget de fonctionnement.....	201 115 966		197 909 315		<b>PROGRAMME DU TRIBUNAL DES ANCIENS COMBATTANTS (RÉVISION ET APPEL)</b>				
Achat de services de santé.....	326 873 000		317 658 815		Crédit 21b—Dépenses du programme—				
	527 988 966		515 568 130		Budget de fonctionnement.....	4 033 000		3 866 403	
Crédit 5—Subventions et contributions—					<b>Total du portefeuille ministériel.....</b>	<b>2 020 995 881</b>		<b>1 937 249 928</b>	
Subventions et contributions.....	1 438 782 001		1 391 320 196		<b>DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN</b>				
Bloquées.....	16 710 913				Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—				
	1 455 492 914		1 391 320 196		Budget de fonctionnement.....	35 728 634		30 281 120	
Montants législatifs.....	18 337 876		18 334 270		Crédit 5—Subventions et contributions—				
	2 001 819 756		1 925 222 596		Subventions et contributions.....	337 459 638		321 264 565	
<b>PROGRAMME DE LA COMMISSION CANADIENNE DES PENSIONS</b>					Bloquées.....	92 745 731		321 264 565	
Crédit 10—Dépenses du programme—					Montants législatifs.....	11 403 455		11 403 138	
Budget de fonctionnement.....	2 028 125		2 027 863		<b>Total du portefeuille ministériel.....</b>	<b>477 337 458</b>		<b>362 948 823</b>	
Bloquées.....	2 318 000				<b>TOTAL GLOBAL.....</b>	<b>154 273 214 670</b>		<b>150 048 665 464</b>	
	4 346 125		2 027 863						
Montants législatifs.....	444 000		444 000						
	4 790 125		2 471 863						

(1) Un montant de 20 893 095 \$ disponible des exercices antérieurs a été inclus avec les montants législatifs.

(2) Un montant de 336 764 \$ disponible des exercices antérieurs a été inclus avec les montants législatifs.

**Commissions**

**Information générale par commission**

L'état suivant a pour but de présenter de l'information générale pour chaque commission impliquée dans une enquête ou une investigation publique.

	Membres		Autres traitements	Autres dépenses	Total
	Traitements	Frais de déplacement et de séjour*			
	\$	\$	\$	\$	\$

**CONSEIL PRIVÉ**

**Ministère**

Commission d'enquête sur le déploiement des Forces canadiennes en Somalie .....	63 500	93 713	1 971 099	3 966 176	6 094 488
---	--------	--------	-----------	-----------	-----------

Cette Commission a été établie par décret (CP 1995-442, daté du 20 mars 1995) en vertu de la partie I de la *Loi sur les enquêtes*. Le mandat de la Commission est de faire enquête et de faire rapport sur le fonctionnement de la chaîne de commandement, le leadership au sein de la chaîne de commandement, la discipline, les opérations, les mesures et les décisions des Forces canadiennes, ainsi que les mesures et les décisions du ministère de la Défense nationale, en ce qui a trait au déploiement des Forces canadiennes en Somalie et, notamment, sur les questions liées à la période antérieure au déploiement, aux opérations sur le théâtre et à la période qui a suivi le déploiement en Somalie.

Commission d'enquête sur l'approvisionnement en sang au Canada .....		1 018	1 391 949	3 388 700	4 781 667
--	--	-------	-----------	-----------	-----------

Cette Commission a été instituée par décret (CP 1993-1879 daté du 4 octobre 1993) en vertu de la partie I de la *Loi sur les enquêtes*. La Commission doit réviser et faire un rapport sur le mandat, l'organisation, la gestion, les opérations, le financement, et la réglementation de toutes les activités de l'approvisionnement en sang du Canada, incluant les événements entourant la contamination de l'approvisionnement en sang du Canada au début des années 1980.

Commission sur les revendications particulières des Indiens .....	185 000	178 629	1 805 661	1 996 063	4 165 353
---	---------	---------	-----------	-----------	-----------

Cette Commission a été instituée par décret (CP 1991-1329 daté du 15 juillet 1991) en vertu de la partie I de la *Loi sur les enquêtes*. La Commission a pour mandat de faire enquête et de présenter un rapport sur la question de savoir si une bande indienne a une revendication particulière fondée lorsqu'elle n'est pas d'accord sur la décision du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien de rejeter une demande de négociation ou sur les critères d'indemnisation retenus par le ministre pour le règlement d'une revendication. La Commission a aussi le mandat de fournir, ou d'arranger, des services de médiation.

## Commissions—*Suite*

### Information générale par commission—*Fin*

	Membres		Autres traitements	Autres dépenses	Total
	Traitements	Frais de déplacement et de séjour*			
	\$	\$	\$	\$	\$
Commission royale sur les peuples autochtones .....	413 625	131 529	1 467 573	2 403 613	4 416 340

Cette Commission a été instituée par décret (CP 1991-1597 daté du 26 août 1991) en vertu de la partie I de la *Loi sur les enquêtes*. La Commission a pour mandat de faire enquête sur l'évolution des relations entre les peuples autochtones (Indiens, Inuit et Métis), le gouvernement canadien, et la société canadienne dans son ensemble. On s'attend à ce qu'elle présente des solutions précises, inspirées de l'expérience recueillie au Canada comme à l'étranger, aux problèmes qui minent ces relations et avec lesquels les autochtones sont aux prises aujourd'hui.

#### SOLLICITEUR GÉNÉRAL

##### Service correctionnel

Commission d'enquête sur certains événements survenus à la prison pour femmes de Kingston .....		15 872	154 814	2 939 854	3 110 540
---	--	--------	---------	-----------	-----------

Cette Commission a été instituée par décret (CP 1995-608 daté du 10 avril 1995) en vertu de la *Loi sur les enquêtes*. La Commission a pour mandat de faire enquête et de présenter un rapport sur l'état et la gestion des affaires du Service correctionnel du Canada se rattachant aux incidents survenus à la prison pour femmes de Kingston (Ontario) à partir du 22 avril 1994, et sur la réaction du Service correctionnel du Canada. Terme échu le 31 mars 1996.

**Commissions—Fin**

**Détail sur les frais de déplacement et de séjour**

L'état suivant présente le total des frais de déplacement et de séjour payé à chaque membre de commissions.

Nom des membres	Dépenses en 1995-1996	Nom des membres	Dépenses en 1995-1996
	\$		\$
<b>CONSEIL PRIVÉ</b>		Corcoran C (Commissaire) . . . . .	43 791
<b>Ministère</b>		Gill A (Commissaire) . . . . .	24 873
Commission d'enquête sur le déploiement des Forces canadiennes en Somalie		Prentice J E (Commissaire) . . . . .	32 203
			<u>178 629</u>
Desbarats P (Commissaire) . . . . .	42 075	Commission royale sur les peuples autochtones	
Létourneau G (Commissaire et Président) . . . . .	13 418	Chartrand P (Commissaire) . . . . .	38 661
Rutherford R C (Commissaire) . . . . .	38 220	Dussault R (Co-président) . . . . .	38 334
	<u>93 713</u>	Erasmus G (Co-président) . . . . .	
Commission d'enquête sur l'approvisionnement en sang au Canada		Meekison P (Commissaire) . . . . .	32 964
		Robinson V (Commissaire) . . . . .	21 267
Krever L'hon H (Commissaire) . . . . .	1 018	Sillet M (Commissaire) . . . . .	303
		Wilson B (Commissaire) . . . . .	<u>131 529</u>
Commission sur les revendications particulières des Indiens		<b>SOLLICITEUR GÉNÉRAL</b>	
Augustine R (Commissaire) . . . . .	45 628	<b>Service correctionnel</b>	
Bellegarde J D (Co-président) . . . . .	32 134	Commission d'enquête sur certains événements survenus à la prison pour femmes de Kingston	
		Arbour L'Hon L (Commissaire) . . . . .	<u>15 872</u>

Agriculture et Agroalimentaire—						
Ministère .....	38	462 514	31 939	63 508	4 498	562 459
Agence de promotion économique du Canada atlantique—						
Ministère .....	3	137 961		27 870	222	166 053
Patrimoine canadien—						
Ministère (Communications) .....	11	100 810	2 924	482		104 216
Archives nationales du Canada .....	4	65 289				65 289
Office national du film .....	1	5 572		1 126	320	7 018
Bibliothèque nationale .....	3	26 013	1 367	2 800	645	30 825
Commission de la fonction publique .....	4	61 820	15 715			77 535
Citoyenneté et Immigration—						
Commission de l'immigration et du statut de réfugié						
du Canada .....	2	64 582		3 852		68 434
Environnement .....	38	457 613		25 283		482 896
Pêches et Océans—						
Ministère .....	4	51 692		1 684		53 376
Affaires étrangères et Commerce international—						
Ministère .....	3	59 528		(3)		59 528
Agence canadienne de développement						
international .....	9		3 857	42 254	6 970	53 081
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne .....	1	21 348		2 857	759	24 964
Santé—						
Ministère (Santé nationale et Bien-être social) .....	75	326 564	88 000	438 511	180	853 255
Développement des ressources humaines—						
Ministère (Emploi et Immigration) .....	46	48 521		24 576	818	73 915
Affaires indiennes et du Nord canadien—						
Ministère .....	9	248 395	7 379	16 821	12 853	285 448
Industrie—						
Ministère .....	3	60 051		3 552	1 800	65 403
Agence spatiale canadienne .....	2	23 870		2 004		25 874

Frais d'étude—Fin

Ministère et organisme	Nombre d'employés	Traitements <sup>(1)</sup>	Frais	Frais de scolarité <sup>(2)</sup>	Autres dépenses	Total
			de déplacement et de séjour			
		\$	\$	\$	\$	\$
Travaux publics et Services gouvernementaux — Ministère (Travaux publics et Approvisionnement et Services) . . . . .	1	18 512		2 000		20 512
Solliciteur général— Service correctionnel . . . . .	11	194 408		18 210		212 618
Gendarmerie royale du Canada . . . . .	13	55 861				55 861
Transports— Ministère . . . . .	3	21 659				21 659
Anciens combattants— Ministère . . . . .	13	215 946		7 524	620	224 090
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien . . . . .	3	17 568		2 560		20 128
<b>Total . . . . .</b>	<b>343</b>	<b>3 384 915</b>	<b>157 750</b>	<b>799 600</b>	<b>33 339</b>	<b>4 375 604</b>

- (1) Comprend les indemnités tenant lieu de traitements.
- (2) Comprend les indemnités pour livres.
- (3) Les frais de scolarité de deux employés sont payés par le Secrétariat du Conseil du Trésor.



**Aide financière fournie aux chemins de fer par le gouvernement du Canada en 1995-1996  
(avec chiffres cumulatifs jusqu'au 31 mars 1996)**

La *Loi sur la révision du capital des chemins de fer nationaux du Canada de 1952* a énoncé que «Le ministre doit inclure annuellement dans les Comptes publics un état sommaire de toute l'aide, y compris les concessions de terrains, les garanties et les subventions de capital, mais sans comprendre les allocations consenties d'après des statuts en vue du soulagement du chômage, fournie à quelque époque par le gouvernement du Canada à chacun des suivants: a) le réseau du National (Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada), y compris les compagnies auxquelles il a succédé, b) les chemins de fer du Pacifique (Canadien Pacifique Limitée) selon la définition qu'en donne la *Loi sur le National-Canadien et le Pacifique-Canadien*, y compris les compagnies auxquelles ils ont succédé, et c) tout autre chemin de fer».

L'état suivant présente l'aide financière budgétaire et non budgétaire en montrant les paiements annuels et cumulatifs. L'aide budgétaire cumulative comprend divers programmes de dépenses dont les sociétés ont bénéficié. Seuls les paiements individuels de 50 000 \$ ou plus sont rapportés dans cet état.

Les chemins de fer ont été interprétés dans le but d'inclure ce qui suit dans cet état: *i)* pour les Chemins de fer nationaux du Canada—toutes les compagnies possédées, opérées ou gérées par le Canadien National, *ii)* pour le Canadien Pacifique—seulement les compagnies engagées dans le transport, les communications et les activités hôtelières.

L'aide non budgétaire représente la variation nette concernant les prêts, placements et avances.

L'aide budgétaire représente une imputation aux crédits budgétaires qui agit sur le déficit ou l'excédent annuel du gouvernement.

	1995-1996	Aide budgétaire et non budgétaire cumulative au 31 mars 1996
	\$	\$
<b>RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA<sup>(1)</sup></b>		
Non budgétaire		
Remboursements de prêts et avances .....	(80 679 807)	...
Capital-actions émis .....	(2 278 866 774)	...
Total .....	(2 359 546 581)	...
Budgétaire		
Allocation aux employés de Terre-Neuve transférés aux Chemins de fer nationaux du Canada ..	1 333 266	
<i>Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique</i> .....	(s) 1 574 944	
<i>Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes</i> .....	2 157 565	
<i>Loi de 1987 sur les transports nationaux</i> .....	(s) 8 454 763	
<i>Loi sur les chemins de fer</i> .....	(s) 4 738 019	
Sécurité des chemins de fer .....	6 115 230	
Caisse de prévoyance des employés des chemins de fer .....	...	
<i>Loi sur la commercialisation du CN</i> .....	1 101 017 008	
Abolition des péages sur le pont Victoria .....	(s) 5 044 228	
<i>Loi sur le transport du grain de l'Ouest</i> .....	(s) 99 535 674	
Total .....	1 229 970 697	9 108 058 745
<b>CANADIEN PACIFIQUE LIMITÉE<sup>(1)</sup></b>		
Budgétaire		
<i>Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique</i> .....	(s) ...	
<i>Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes</i> .....	...	
<i>Loi de 1987 sur les transports nationaux</i> .....	1 092 896	
Sécurité des chemins de fer .....	1 879 080	
<i>Loi sur le transport du grain de l'Ouest</i> .....	(s) 108 772 476	
Total .....	111 744 452	5 021 399 946
<b>VIA RAIL CANADA INC.</b>		
Non budgétaire		
Capital-actions émis <sup>(2)</sup> .....	...	9 300 000
Budgétaire		
Coûts d'exploitation et aide au travail .....	300 977 000	8 212 339 052
<b>AUTRES CHEMINS DE FER</b>		
Budgétaire		
Algoma Central Railway— <i>Loi sur les chemins de fer</i> .....	(s) 2 304 443	47 565 454
BC Rail— <i>Loi sur le transport du grain de l'Ouest</i> .....	(s) 437 901	29 972 599
British Northern Railway .....	...	32 836
British Yukon Railway Company .....	...	4 500 000
Burlington Northern Inc— Sécurité des chemins de fer .....	...	530 087
Canada and Gulf Terminal Railway <sup>(3)</sup> .....	...	1 383 800

**12. 20 AUTRES INFORMATIONS RELATIVES  
À L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT**

**Aide financière fournie aux chemins de fer par le gouvernement du Canada en 1995-1996  
(avec chiffres cumulatifs jusqu'au 31 mars 1996) —Fin**

	1995-1996	Aide budgétaire et non budgétaire cumulative au 31 mars 1996
	\$	\$
Central Western Railway— <i>Loi sur le transport du grain de l'Ouest</i> . . . . . (s)	839 487	23 322 787
Chesapeake and Ohio Railway Company . . . . .	...	308 334
Consolidated Rail Corporation . . . . .	123 427	1 162 652
Devco Railway (Cumberland Railway Company) . . . . .	...	2 940 473
Dominion Atlantic Railway <sup>(4)</sup> — <i>Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes</i> . . . . .	...	2 860 476
Essex Terminal Railway . . . . .	...	486 944
Grand Falls Central Railway Co. Ltd.— <i>Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique</i> . . . . . (s)	124 678	2 280 592
Napierville Junction Railway . . . . .	...	255 572
Northern Alberta Railway <sup>(3)</sup> . . . . .	...	19 551 776
Ontario Northland . . . . .	...	52 401
Penn Central Railway . . . . .	...	153 691
Québec Central Railway <sup>(4)</sup> . . . . .	...	260 896
Québec North Shore and Labrador Railway— <i>Loi sur les chemins de fer</i> . . . . . (s)	2 664 218	26 130 373
Southern Rails Cooperatives Ltd— <i>Loi sur le transport du grain de l'Ouest</i> . . . . . (s)	216 113	2 323 731
Toronto, Hamilton and Buffalo Railway Company <sup>(4)</sup> . . . . .	...	1 060 574
Total . . . . .	6 710 267	167 136 048
<b>AUTRES</b>		
<b>Budgétaire</b>		
Albert Southern Railway, Nouveau-Brunswick . . . . .	...	50 460
Brantford, Waterloo and Lake Erie Railway . . . . .	...	57 600
Bruce Mines and Algoma Railway . . . . .	...	53 920
Canada Central Railway—Pont de la rivière de la paix . . . . .	...	175 000
Central Railway of Canada . . . . .	...	30 145
Colchester Coal and Railways Company . . . . .	...	12 800
Dominion Coal Company, Nouvelle-Écosse . . . . .	...	87 808
Edmonton, Dunvegan and British Columbia Railway . . . . .	...	338 382
Erie and Huron Railway . . . . .	...	96 000
Ha Ha Bay Railway, Nouveau-Brunswick . . . . .	...	231 462
Harvey Branch Railway, Nouveau-Brunswick . . . . .	...	5 554
Joggins Railway, Nouvelle-Écosse . . . . .	...	37 500
Klondyke Mines Railway . . . . .	...	197 184
Lake Erie, Essex and Detroit Railway . . . . .	...	118 400
Lake Erie and Detroit River Railway . . . . .	...	357 451
L'Assomption Railway, Québec . . . . .	...	11 200
Leamington and St Clair Railway . . . . .	...	51 200
Maritime Coal and Railway Company . . . . .	...	3 200
Minudie Coal Company, Nouvelle-Écosse . . . . .	...	18 544
North Railway . . . . .	...	250 000
North Shore Railway Company, Beersville Coal and Railway Company . . . . .	...	27 616
Northern New Brunswick Seaboard Railway Company . . . . .	...	108 160
Ottawa and New York Railway . . . . .	...	262 384
Pacific Great Eastern Railway . . . . .	...	2 478 500
Phillipsburg Junction and Quarry Company . . . . .	...	23 712
Pontiac and Renfrew Railway . . . . .	...	13 600
Terminal du Port Nelson . . . . .	...	6 240 096
Québec, Montmorency and Charlevoix Railway . . . . .	...	96 000
Reliquat du coût du bateau à vapeur Sheba . . . . .	...	78 611
Schomberg and Aurora Railway . . . . .	...	46 144
St Lawrence and Adirondack Railway . . . . .	...	149 482
St Louis Richibucto Railway . . . . .	...	22 400
Temiskaming and Northern Ontario Railway . . . . .	...	2 134 080
Total . . . . .	...	13 864 595
Total— Non budgétaire . . . . .	(2 359 546 581)	9 300 000
Budgétaire . . . . .	1 649 402 416	22 522 798 386

(s) Autorisation législative.

(1) Les concessions de terrains cumulatives données au Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada incluant les compagnies antérieures et compagnies affiliées, et à la Compagnie des Chemins de fer du Pacifique canadien et à d'autres compagnies dans ce réseau sont de 5,728,912 et 32,848,477 acres respectivement.

(2) Total des actions émises : 93,000 actions sans valeur au pair .

(3) Contrôlé par les Chemins de fer nationaux du Canada.

(4) Contrôlé par le Canadien Pacifique Limitée.

**COMPTES CONSOLIDÉS—**

Compte d'assurance-chômage ..... 227 859 339

**ACTIF À COURT TERME—**

Intérêts des dépôts bancaires ..... 369 950 388

**COMPTES D'OPÉRATIONS DE CHANGE—**

Réserves de liquidités internationales détenues dans le  
Compte du fonds des changes—  
Virement de bénéfices ..... 1 383 292 160  
Fonds monétaire international—Souscriptions—  
Virement de bénéfices ..... 40 328 319

**Total des comptes d'opérations de change** ..... 1 423 620 479

**PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES—****Sociétés d'État entreprises—**

Société d'assurance-dépôts du Canada ..... 123 199 316  
Société canadienne d'hypothèques et de logement ..... 680 107 292  
Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada ..... 7 317 644  
Société du crédit agricole ..... 207 751 516  
Fonds d'aide aux groupements agricoles ..... 671 609  
*1 019 047 377*

**Autres—**

Énergie atomique du Canada, Limitée ..... 997 457  
Banque du Canada—  
Virement de bénéfices ..... 1 841 162 874  
Corporation de développement des investissements du  
Canada—Dividendes ..... 10 000 000  
Société canadienne des ports—  
Intérêt ..... \$ 33 021  
Dividendes ..... 316 239

349 260

**Fonds de prêts interportuaire—**

Virement de bénéfices .....

## Revenus de placements — Suite

	Montant réalisé en 1995-1996 <sup>(1)</sup>		
	\$		
<b>ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD—</b>			
Agence de promotion économique du Canada atlantique— Entente-cadre sur le plan de développement.....	585 061		
Finances— Office du développement municipal et des prêts aux municipalités.....	21 365		
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver.....	85 410		
	691 836		
<b>NOUVEAU-BRUNSWICK—</b>			
Agence de promotion économique du Canada atlantique— Accord sur les zones spéciales et les autoroutes.....	1 087 009		
Finances— Office du développement municipal et des prêts aux municipalités.....	105 039		
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver.....	689 725		
Industrie— Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique.....	4 996		
Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique.....	1 578 884		
Ressources naturelles— Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité.....	528 791		
	3 994 444		
<b>QUÉBEC—</b>			
Industrie— Bureau fédéral de développement régional (Québec)— Accord sur les zones spéciales et les autoroutes.....	2 680 325		
Finances— Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces.....	58 944		
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités.....	1 309 338		
	4 048 607		
<b>ONTARIO—</b>			
Finances— Office du développement municipal et des prêts aux municipalités.....	67 022		
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver.....	655 170		
	722 192		
<b>MANITOBA—</b>			
Finances— Office du développement municipal et des prêts aux municipalités.....	28 492		
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver.....	68 434		
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien— Accord sur les zones spéciales et les autoroutes.....	148 307		
	245 233		
<b>SASKATCHEWAN—</b>			
Agriculture et Agroalimentaire— Centres de services agricoles.....	262 513		
Finances— Office du développement municipal et des prêts aux municipalités.....	4 503		
	267 016		
<b>ALBERTA—</b>			
Finances— Office du développement municipal et des prêts aux municipalités.....	46 687		
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver.....	7 401		
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien— Accord sur les zones spéciales et les autoroutes.....	102 128		
	156 216		
<b>COLOMBIE-BRITANNIQUE—</b>			
Finances— Office du développement municipal et des prêts aux municipalités.....		56 986	
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver.....		372 533	
		429 519	
<b>TERRITOIRES DU NORD-OUEST—</b>			
Finances— Fonds d'investissement pour les projets d'hiver.....		10 636	
Affaires indiennes et du Nord canadien— Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest.....		1 499	
		12 135	
<b>TERRITOIRE DU YUKON—</b>			
Affaires indiennes et du Nord canadien— Gouvernement du Territoire du Yukon.....		116 501	
		116 501	
Total des administrations provinciales et territoriales.....		21 766 382	
<b>Autres prêts, placements et avances—</b>			
Prêts et avances à justifier—			
Affaires étrangères et Commerce international—			
Employés affectés à l'étranger.....		554 932	
Autres—			
Agriculture et Agroalimentaire—			
Construction de bâtiments d'exposition à usages multiples.....			
		1 164 576	
Agence de promotion économique du Canada atlantique—			
Prêts aux entreprises de Terre-Neuve et du Labrador ..		20 755	
Citoyenneté et Immigration—			
Prêts d'aide et de transport.....		147 429	
Finances—			
Association récréative de la fonction publique d'Ottawa.....			
		2 680	
Pêches et Océans—			
Producteurs canadiens de poissons de fond congelés ..			
		12 500	
Entreprises de traitement de poissons de fond.....			
		12 500	
Affaires indiennes et du Nord canadien—			
Fonds de prêts aux Esquimaux.....			
		75 703	
Premières Nations de la Colombie-Britannique.....			
		20 952	
Fonds du développement économique des Indiens .....			
		905 143	
Conseil des Indiens du Yukon.....			
		384 213	
Revendicateurs autochtones.....			
		6 756 111	
Yukon Energy Corporation.....			
		3 484 472	
Défense nationale—			
Ensembles d'habitation des Forces canadiennes.....			
		416 790	
Ressources naturelles—			
Institut de recherche de l'Hydro-Québec.....			
		1 374 633	
Transports—			
Commissaires du port de Hamilton.....			
		10 828	
Anciens combattants 16TD41ccisisi			

Revenus de placements —Fin

	Montant réalisé en 1995-1996 <sup>(1)</sup>		Montant réalisé en 1995-1996 <sup>(1)</sup>
	\$		\$
<b>AUTRES COMPTES—</b>		Travaux publics et Services gouvernementaux —	
Agriculture et Agroalimentaire—		Groupe Communication Canada .....	7 972 304
Agence canadienne du pari mutuel .....	50 040	Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada .....	132 081
Intérêt sur vente de terrain irrigué—Autres .....	4 332	Fonds renouvelable des services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique .....	28 422
Régime d'assurance-revenu brut—Intérêt sur prêts .....	2 554 224	Fonds renouvelable des services optionnels .....	32 054
Patrimoine canadien—		Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada .....	24 414
Unités d'entreprise de Parcs Canada .....	50 247	Bureau de la traduction .....	24 596
Affaires étrangères et Commerce international—		Revenu de location de propriétés—Location—	
Intérêt sur les comptes de banque des délégations .....	55 091	Autres locations .....	738 503
Affaires indiennes et du Nord canadien—		Viking Rideau Corporation .....	195 537
Fonds d'aide domiciliaire aux Indiens—Logement sur réserve—Intérêt sur prêts garantis .....	292 684	Solliciteur général—	
Curragh Resources .....	92 126	Service correctionnel—Fonds renouvelable CORCAN .....	3 570 948
Société du crédit agricole .....	23 429	Gendarmerie royale du Canada—	
Eso Ltd—Surplus—Projet Norman Wells .....	99 765 623	Prêts et avances à des personnes affectées à l'étranger—	
Prêt en perpétuité Stoney .....	23 377	Intérêt .....	\$ 1 075
Industrie—		Virement de bénéfices .....	12 998
Hyundai Auto Canada Inc. ....	1 897 211		14 073
Bombardier Inc., groupe Canadair .....	28 058	<b>Total des autres comptes .....</b>	<b>119 163 117</b>
Intérêt sur une entente générale d'expansion—		<b>TOTAL DES REVENUS DE PLACEMENTS .....</b>	<b>5 216 725 173</b>
Province de la Colombie-Britannique .....	229 242	<b>Sommaire—</b>	
Défense nationale—		Intérêt .....	1 801 080 269
Intérêt sur prêts aux employés affectés à l'étranger .....	816 575	Virements de bénéfices .....	3 369 888 385
Intérêt gagné sur les fonds en dépôt avec les fournisseurs .....	31 860	Dividendes .....	44 678 748
Revenu national—		Autres .....	1 077 771
Bâtiments et terrains publics—Location .....	339 268	<b>Total .....</b>	<b>5 216 725 173</b>
Conseil privé—			
Fonds renouvelable RADIAN .....	176 798		

<sup>(1)</sup> Les montants inscrits sous cette colonne représentent de l'intérêt sauf indication contraire.

**Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires**

Cet état fournit le détail sur les frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires encourus au cours de l'exercice lorsqu'en service ministériel commandé. Aux fins de cet état, les frais de déplacement comprennent le transport, le logement, les repas et autres dépenses. Les éléments suivants sont exclus de cet état:

- les frais de déplacement du personnel rattaché aux ministres, ou des autres personnes voyageant avec les ministres et secrétaires parlementaires;
- les frais d'hospitalité encourus au nom du gouvernement lorsqu'ils sont considérés comme essentiels pour fins de courtoisie, ou pour faciliter la conduite d'affaires gouvernementales;
- les frais de déplacement des membres de la Chambre des communes au service de divers comités parlementaires;
- les frais de déménagement, de transport et de déplacement versés par la Chambre des communes au nom de ses membres. Ces dépenses sont déclarées dans un état distinct de la section 13 de ce volume intitulé "Chambre des communes - État des indemnités de session et de fonctions, et des frais de déplacement payés en 1995-96";
- toutes les dépenses du ministère de la Défense nationale pour l'utilisation des avions de propriété de l'État; et
- les frais de déplacement des membres de la Chambre des communes pour représenter le Canada à des conférences et réunions internationales. Ces dépenses sont déclarées dans un état distinct de la section 13 de ce volume intitulé "Affaires étrangères et Commerce international - Frais de déplacement pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales".

	Crédit	Montant		Crédit	Montant
		\$			\$
<b>AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE<sup>1)</sup></b>			<b>FINANCES</b>		
<b>Ministère</b>			<b>Ministère</b>		
<i>Ministre—</i>			<i>Ministre des Finances—</i>		
L'hon R E Goodale .....	1	65 474	L'hon P Martin .....	1	40 134
<i>Secrétaires parlementaires—</i>			<i>Secrétaire d'État (Institutions financières internationales)—</i>		
L Vanclief .....	1	14 543	L'hon D Peters .....	1	27 800
J Pickard .....	1	4 679	<i>Secrétaire parlementaire—</i>		
<b>PATRIMOINE CANADIEN</b>			D Walker .....		
<b>Ministère (Communications)</b>			1		
<i>Ministres—</i>			9 788		
L'hon M Dupuy .....	1	34 999	<b>PÊCHES ET OCÉANS</b>		
L'hon S Copps .....	1	5 375	<b>Ministère</b>		
<i>Secrétaires d'État (Multiculturalisme) et (Situation de la femme)—</i>			<i>Ministres—</i>		
L'hon S Finestone .....	1	12 254	L'hon B Tobin .....	1	86 344
L'hon H Fry .....	1	5 936	L'hon F Mifflin .....	1	4 413
<i>Secrétaire parlementaire—</i>			<i>Secrétaire d'État (Pêches et Océans) et (Agriculture et Agroalimentaire)—</i>		
A Guarnieri .....	1	4 436	L'hon F Robichaud .....	1	29 465 <sup>(1)</sup>
<b>CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION</b>			<i>Secrétaire parlementaire—</i>		
<b>Ministère</b>			H S Dhaliwal .....		
<i>Ministres—</i>			1		
L'hon S Marchi .....	1	15 385	<b>AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL</b>		
L'hon L Robillard .....	1	2 793	<b>Ministère</b>		
<i>Secrétaires parlementaires—</i>			<i>Ministres des Affaires étrangères—</i>		
M Clancy .....	1	11 783	L'hon A Ouellet .....	1	91 718
M Minna .....	1	493	L'hon L Axworthy .....	1	1 635
<b>ENVIRONNEMENT</b>			<i>Ministres du Commerce international—</i>		
<i>Ministres—</i>			L'hon R MacLaren .....		
L'hon S Copps .....	1	48 534	L'hon AC Eggleton .....	1	4 392
L'hon S Marchi .....	1	7 628	<i>Secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique)—</i>		
<i>Vice-première ministre—</i>			L'hon C Stewart .....		
L'hon S Copps .....	1	5 105	<i>Secrétaire d'État (Asie et Pacifique)—</i>		
<i>Secrétaire parlementaire—</i>			L'hon R Chan .....		
C Lincoln .....	1	28 147	1		
			33 399		
			<i>Secrétaires parlementaires—</i>		
			J Flis .....		
			1		
			19 702		
			M Mac Harb .....		
			1		
			29 359		
			R J MacDonald .....		
			1		
			2 792		

## Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires — Suite

	Crédit	Montant		Crédit	Montant
		\$			\$
<b>SANTÉ</b>			<b>RESSOURCES NATURELLES</b>		
<b>Ministère (Santé nationale et Bien-être social)</b>			<b>Ministère</b>		
<i>Ministres—</i>			<i>Ministre—</i>		
L'hon D Marleau .....	1	31 316	L'hon A McLellan .....	1	21 303 <sup>(3)</sup>
L'hon D Dingwall .....	1	7 461	<i>Secrétaire parlementaire—</i>		
<i>Secrétaire parlementaire—</i>			G S Rideout .....	1	11 556
H Fry .....	1	4 199	<b>CONSEIL PRIVÉ</b>		
<b>DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES</b>			<b>Ministère</b>		
<b>Ministère (Emploi et Immigration)</b>			<i>Premier ministre—</i>		
<i>Ministres du Développement des ressources humaines—</i>			Le très hon J Chrétien .....		
L'hon L Axworthy .....	1	44 593 <sup>(2)</sup>	1	6 446	
L'hon D Young .....	1	11 012	<i>Président du Conseil privé de la Reine pour le</i>		
<i>Ministre du Travail et ministre responsable</i>			<i>Canada, ministre des Affaires inter-</i>		
<i>de la campagne fédérale du prochain</i>			<i>gouvernementales et ministre chargé</i>		
<i>référendum du Québec—</i>			<i>du Renouveau de la fonction publique—</i>		
L'hon L Robillard .....	1	26 334	L'hon M Massé .....	1	8 683
<i>Ministre du Travail et Leader adjoint du gouvernement</i>			<i>Président du Conseil privé de la Reine pour le</i>		
<i>à la Chambre des communes—</i>			<i>Canada et ministre des Affaires</i>		
L'hon A Gagliano .....	1	1 081	<i>intergouvernementales—</i>		
<i>Secrétaire d'État (Formation et Jeunesse)—</i>			L'hon S Dion .....	1	2 263
L'hon E Blondin-Andrew .....	1	93 127	<i>Leader du gouvernement au Sénat et ministre</i>		
<i>Secrétaire parlementaire—</i>			<i>de l'alphabétisation—</i>		
M Bevilacqua .....	1	11 993	L'hon J Fairbairn .....	1	48 991
<b>AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD</b>			<i>Leader du gouvernement à la Chambre des</i>		
<b>CANADIEN</b>			<i>communes—</i>		
<b>Ministère</b>			L'hon H Gray .....		
<i>Ministre—</i>			1		
L'hon R Irwin .....	1	64 425	<i>Secrétaire d'État (Affaires parlementaires) et</i>		
<i>Secrétaires parlementaires—</i>			<i>Leader adjoint du gouvernement à la</i>		
J Anawak .....	1	25 470	<i>Chambre des communes—</i>		
Dr B Patry .....	1	5 104	L'hon A Gagliano .....	1	33 984
<b>INDUSTRIE</b>			<i>Secrétaires parlementaires—</i>		
<b>Ministère</b>			P Milliken .....		
<i>Ministre—</i>			1		
L'hon J Manley .....	1	75 490	J English .....		
<i>Secrétaire d'État (Sciences, recherche et</i>			1		
<i>développement)—</i>			<b>TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES</b>		
L'hon J Gerrard .....	1	61 036	<b>GOUVERNEMENTAUX</b>		
<i>Secrétaire d'État (Bureau fédéral de développement</i>			<b>Ministère (Travaux publics et</b>		
<i>régional (Québec))—</i>			<b>Approvisionnements et Services)</b>		
L'hon M Cauchon .....	45	8 546	<i>Ministres—</i>		
<b>JUSTICE</b>			L'hon D C Dingwall .....		
<b>Ministère</b>			20		
<i>Ministre et procureur général du Canada—</i>			L'hon D Marleau .....		
L'hon A Rock .....	1	45 725	20		
<i>Secrétaire parlementaire—</i>			<i>Secrétaire parlementaire—</i>		
R MacLellan .....	1	5 537	R Béclair .....		
<b>DÉFENSE NATIONALE</b>			20		
<b>Ministère</b>			1 538		
<i>Ministre—</i>			<b>SOLLICITEUR GÉNÉRAL</b>		
L'hon D M Collenette .....	1	13 741	<b>Ministère</b>		
<i>Secrétaire parlementaire—</i>			<i>Solliciteur général du Canada—</i>		
Contre-Amiral F Mifflin (retraité) .....	1	14 629	L'hon H Gray .....		
<b>REVENU NATIONAL</b>			1		
<b>Ministres—</b>			31 826		
L'hon D Anderson .....	1	27 906	<i>Secrétaires parlementaires—</i>		
L'hon J Stewart .....	1	4 831	P Gagnon .....		
<i>Secrétaire parlementaire—</i>			1		
S Whelan .....	1	1 293	N Discepola .....		
			1		
			137		
			<b>TRANSPORTS</b>		
			<b>Ministère</b>		
			<i>Ministres—</i>		
			L'hon D Young .....		
			1		
			L'hon D Anderson .....		
			1		
			57 648		
			2 827		

Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires —Fin

	Crédit	Montant		Crédit	Montant
		\$			\$
<b>CONSEIL DU TRÉSOR</b>			<b>ANCIENS COMBATTANTS</b>		
<b>Secrétariat</b>			<b>Ministère</b>		
<i>Présidents du Conseil du Trésor et ministres responsables de l'infrastructure—</i>			<i>Secrétaire d'État (Anciens combattants)—</i>		
L'hon A C Eggleton .....	1	29 558	L'hon L MacAulay .....	1	22 708
L'hon M Massé .....	1	9 448			
<i>Secrétaire parlementaire—</i>					
R J Duhamel .....	1	322			

- (1) Les dépenses du Secrétaire d'État (Agriculture et Agroalimentaire) sont présentées avec celles du Secrétaire d'État (Pêches et Océans) sous Pêches et Océans.
- (2) Avant le remaniement ministériel du 25 janvier 1996, l'honorable L Axworthy était responsable de deux portefeuilles et le budget était sous le Développement des ressources humaines. Un montant de 4 374 \$ a été dépensé pour ses frais de déplacement en tant que ministre à la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien et est présenté sous le Développement des ressources humaines.
- (3) L'honorable Anne McLellan est également l'interlocuteur fédéral pour les Métis et les Indiens non-inscrits. Un montant de 1 019 \$ a été recouvré du Conseil privé et est présenté sous les Ressources naturelles.



# SECTION 13

## COMPTES PUBLICS DU CANADA

1995-1996

### Autres informations diverses

#### SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Dépenses pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales (Affaires étrangères et Commerce international) .....	13.2
Frais de déplacement pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales (Affaires étrangères et Commerce international) .....	13.2
Paiements d'indemnités et frais d'administration (Développement des ressources humaines) .....	13.7
État des indemnités de session et de fonctions, et des frais de déplacement et de recherche payés en 1995-1996 (Parlement) .....	13.8
État des indemnités de session et de fonctions, et des frais de déplacement payés en 1995-1996 (Parlement) .....	13.10
Traitements des secrétaires parlementaires des ministres payés en 1995-1996 (Parlement) .....	13.14
Traitements et indemnités aux Secrétaires d'État (Conseil privé) .....	13.16
État des dépenses—Dépenses d'élections générales et d'élections partielles (Conseil privé) .....	13.17
Détail des dépenses par province—35 <sup>ième</sup> élection générale (Conseil privé) .....	13.17
Détail des dépenses par province—36 <sup>ième</sup> élection générale (Conseil privé) .....	13.18
Détail des dépenses par circonscription électorale—Élections partielles 1994-1995 (Conseil privé) .....	13.18
Détail des dépenses par circonscription électorale—Élections partielles 1995-1996 (Conseil privé) .....	13.18
État des dépenses par établissement (Solliciteur général) .....	13.19
Détail des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits (Conseil du Trésor) .....	13.22

**AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL**

**Dépenses pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales**

Conférences et réunions	Montant
	\$
Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE)—Ministériel	73 071
Réunion des chefs de gouvernement du Canada et des Antilles	135 440
Conférence des signataires de la Convention sur les changements climatiques	20 396
Conférence des épouses des chefs d'État et de gouvernement des Amériques	35 588
Conférence sur la lutte contre le terrorisme	105 915
Conférence ministérielle de la Francophonie	29 578
Conférence ministérielle préparatoire et le Sommet de la Francophonie	508 185
Visite du Gouverneur général en République tchèque et aux Pays-Bas	307 421
Réunion ministérielle sur le commerce dans l'hémisphère	9 200
Inauguration du président Menem d'Argentine	15 914
Réunion du Comité international olympique pour l'attribution des Jeux d'hiver de 2002	22 193
Réunion ministérielle du printemps du Conseil de l'Atlantique Nord et du Conseil de coopération de l'Atlantique Nord	24 812
Réunion ministérielle de l'automne du Conseil de l'Atlantique Nord et du Conseil de coopération de l'Atlantique Nord, et réunion du conseil ministériel de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)	63 720
Réunion du comité pour l'éducation de l'OCDE	12 027
Réunion ministérielle de l'OCDE	44 124
Organisation de l'Assemblée générale des États d'Amérique	76 763
Visite du Premier ministre à Dallas	35 604
Visite du Premier ministre à Londres, Paris, La Haye, et Moscou	679 421
Présence du Premier ministre aux funérailles de Yitzhak Rabin à Tel Aviv, rencontre des chefs de gouvernement du Commonwealth à Auckland, visite bilatérale en Australie et sommet de l'APEC à Osaka	1 552 840
Réunion ministérielle sur l'échange quadrilatérale	48 873
Conférence de révision et de reconduction des signataires du Traité de non-prolifération des armes nucléaires	98 342
Coûts initiaux, visite préparatoire et arrhes pour l'hôtel en vue de la visite du Premier ministre à Bucarest et à Moscou en avril 1996 (Réunion du G7/P8 sur la sécurité nucléaire)	119 870
Coûts initiaux et visite préparatoire en vue du sommet de Lyon	49 142
Mission commerciale d'Équipe Canada en Inde, au Pakistan, en Indonésie et en Malaisie	1 416 253
Conférence générale de l'UNESCO	51 908
Conseil économique et social des Nations Unies	60 623
Assemblée générale des Nations Unies	537 711
Conférence des Nations Unies sur les femmes	743 071
Conférences et réunions diverses	149 419
<b>Total</b>	<b>7 027 424</b>

**Frais de déplacement pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales**

	\$		\$
<i>Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE)—Ministériel</i>	<i>58 110</i>	Affaires étrangères et Commerce international Harley K, Lemieux P, Nelems M, Plouffe L, Smart D.	
Député de la Chambre des communes Ouellet L' hon A.		Défense nationale Barbe Y, Soundy W, Wynne P.	
Affaires étrangères et Commerce international Brodeur Y, Edwards L, Grinius M, Johnstone V, Kergin M, Théberge N, Whiting S.		Cabinet du Premier ministre/Bureau du Conseil privé Bartleman J, Benson I, Brooman K, Carisse J-M, Carle J, Chrétien C, Côté C, Deschambault D, Hartley B, Laurin A, MacInnis D, Parisot P, Prusakowski T, Read C, Swartman L, Wilson T.	
Autre Ouellet E.			
<i>Réunion des chefs de gouvernement du Canada et des Antilles</i>	<i>135 137</i>	<i>Conférence des signataires de la Convention sur les changements climatiques</i>	<i>2 445</i>
Députés de la Chambre des communes Augustine J, Chrétien Le très hon J, Stewart L' hon C.		Députés de la Chambre des communes Caccia L' hon C, Walker D.	

**13. 2 AUTRES INFORMATIONS DIVERSES**

## AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

## Frais de déplacement pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales — Suite

	\$		\$
<i>Conférence des épouses des chefs d'État et de gouvernement des Amériques</i> . . . . .	35 588	Gouvernements provinciaux Laurendeau M. Autres Kufka Dr H, Landry A, Michaud J, Pagé G, Roy L.	
Chef de la délégation Chrétien Mde A. Affaires étrangères et Commerce international Beaulieu R, Girling E, Lortie Amb M. Cabinet du Premier ministre Bondar M, Hosek C, Lee K.		<i>Visite du Gouverneur général en République tchèque et aux Pays-Bas</i> . . . . .	216 902
<i>Conférence sur la lutte contre le terrorisme</i> . . . . .	102 937	Gouverneur général Leblanc Le très hon R. Députés de la Chambre des communes Eggleton L'hon A, Gerrard L'hon J. Affaires étrangères et Commerce international Hudson A, Lebel J, Lederman L, Lessard M, Mace M, Portelance R. Maison du gouvernement Chevrier Y, Fram K, Gillis J, Gothe P, Gough J, Higgins K, Hood M, Jodoin N, Jolivet G, Laing W, Larocque J, Lortie L, O'Brien K, Roy M, Smyth T, Webb R, Wilson P. Industrie Farmer V, Lajeunesse J. Autre Fowler LeBlanc D.	
Députés de la Chambre des communes Axworthy L'hon L, Chrétien Le très hon J. Affaires étrangères et Commerce international Johnstone V, Lappe C, Pearson M, Portelance R, Smith G. Cabinet du Premier ministre/Bureau du Conseil privé Bartleman J, Bertrand J, Brooman K, Carisse J-M, Carle J, Chrétien C, Côté C, Deschambault D, Donolo P, Hartley B, Laurin A, Lilkoff M-C, MacInnis D, Pilon T, Read C.		<i>Réunion ministérielle sur le commerce dans l'hémisphère</i> . . . . .	9 200
<i>Conférence ministérielle de la Francophonie</i> . . . . .	27 448	Député de la Chambre des communes McLaren L'hon R. Affaires étrangères et Commerce international Hancock J, Lessard M. Autre MacLaren L.	
Député de la Chambre des communes Pettigrew L'hon P. Agence canadienne de développement international Corneau H, Couture R. Affaires étrangères et Commerce international Boulet D, de Lorimier L, Elliott R, Hubert J-P, Laprade S, Poirier G, Racine A, Rousseau H, Tobin P.		<i>Inauguration du président Menem d'Argentine</i> . . . . .	15 914
<i>Conférence ministérielle préparatoire et le Sommet de la Francophonie</i> . . . . .	432 548	Député de la Chambre des communes Marchi L'hon S. Autre Marchi L.	
Députés de la Chambre des communes Chrétien Le très hon J, Ouellet L'hon A. Députés du Sénat De Bané L'hon P, Gauthier J-R. Agence canadienne de développement international Couture R, Labelle H. Affaires étrangères et Commerce international Beauchamp R, Bilodeau J, Brodeur Y, de Lorimier L, Delouya A, Dubois C, Elliott R, Engel B, Ferguson I, Filion F, Fortin J, Goulet N, Hubert J-P, Johnstone V, Lachapelle L, Laporte Amb S, Laprade S, Laverdure C, Poirier G, Portelance R, Raymond V, Topin P.		<i>Réunion du Comité international olympique pour l'attribution des Jeux d'hiver de 2002</i> . . . . .	22 193
Défense nationale Lacasse M, Picard J-P. Cabinet du Premier ministre/Bureau du Conseil privé Bartleman J, Benson I, Brooman K, Carisse J-M, Deschambault D, Garceau P, Hartley B, LeBlanc D, Legros G, MacInnis D, Parisot P, Pelletier J, Pilon T, Schryburt M, Swartman L, Tessier I, Tremblay E.		Député de la Chambre des communes Coppes L'hon S. Environnement Dee D, Fabian L, Hébert R, May-Cuconato L.	
		<i>Réunion ministérielle du printemps du Conseil de l'Atlantique Nord et du Conseil de coopération de l'Atlantique Nord</i> . . . . .	19 373
		Député de la Chambre des communes Ouellet L'hon A. Affaires étrangères et Commerce international Brodeur Y, Johnstone V, Pearson M. Autre Ouellet E.	

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Frais de déplacement pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales — Suite

\$	\$
<p>Réunion ministérielle de l'automne du Conseil de l'Atlantique Nord et du Conseil de coopération de l'Atlantique Nord, et réunion du conseil ministériel de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe(OSCE). . . . . 63 586</p> <p>Députés de la Chambre des communes Lavigne R, Ouellet L'hon A.</p> <p>Affaires étrangères et Commerce international Brodeur Y, Gartshore G, Johnstone V, Jurschewsky S, Kergin M, McKellar P, McRea R, Morrill K, Pearson M, Théberge N, Walker P.</p> <p>Autre Ouellet E.</p> <p>Réunion du comité pour l'éducation de l'OCDE . . . . . 12 027</p> <p>Affaires étrangères et Commerce international Valaskakis Amb K.</p> <p>Développement des ressources humaines Nixon M.</p> <p>Gouvernements provinciaux Ady L'hon J.</p> <p>Autre Molloy G.</p> <p>Réunion ministérielle de l'OCDE . . . . . 43 017</p> <p>Député de la Chambre des communes MacLaren L'hon R.</p> <p>Affaires étrangères et Commerce international Gardiner S, Giroux P, Glasgow L, Hancock J, Picard B, Waddell D.</p> <p>Autre MacLaren L.</p> <p>Organisation de l'Assemblée générale des États d'Amérique. . . . . 59 274</p> <p>Députés de la Chambre des communes Ouellet L'hon A, Stewart L'hon C.</p> <p>Agence canadienne de développement international Wood J.</p> <p>Affaires étrangères et Commerce international Brodeur Y, Crosby L, Deslauriers J, Dickson B, Dow A, Dupuis A, Guttman T, Hickman H, Johnstone V, Landry G, McCallion K, McDonald K, St-Jean B, Topin P.</p> <p>Défense nationale Novak S.</p> <p>Gendarmerie royale du Canada Bérubé A.</p> <p>Visite du Premier ministre à Dallas . . . . . 26 189</p> <p>Député de la Chambre des communes Chrétien Le très hon J.</p> <p>Défense nationale Lecuyer L, Messier G.</p> <p>Cabinet du Premier ministre/Bureau du Conseil privé Brousseau C, Carisse J-M, Carle J, Donolo P, Legros G, McAdoo M, Pilon T, Tremblay E.</p>	<p>Visite du Premier ministre à Londres, Paris, La Haye, et Moscou. . . . . 534 571</p> <p>Député de la Chambre des communes Chrétien Le très hon J.</p> <p>Affaires étrangères et Commerce international Lebel J, Lemieux P, Pigeon L, Portelance R, Smith G.</p> <p>Défense nationale Biehn R, Bowen K, Jobin S, Leblanc S, Quinn A, Senn L, Thompson R, Willis G.</p> <p>Cabinet du Premier ministre/Bureau du Conseil privé Anderson D, Bartleman J, Bertrand J, Bondar M, Brooman K, Carisse J-M, Carle J, Chahal R, Chrétien C, Côté C, Deschambault D, Donolo P, Faubert M, Hosek C, Laurin A, LeBlanc D, Lee K, Legros G, MacInnis D, McAdoo M, Parisot P, Pelletier J, Pilon T, Prusakowski T, Robillard L, Tessier I, Tremblay E.</p> <p>Travaux publics et Services gouvernementaux Kiriloff N, Saharov I.</p> <p>Présence du Premier Ministre aux funérailles de Yitzhak Rabin à Tel Aviv, rencontre des chefs de gouvernement du Commonwealth à Auckland, visite bilatérale en Australie et sommet de l'APEC à Osaka. . . . . 1 242 639</p> <p>Députés de la Chambre des communes Chan L'hon R, Chrétien Le très hon J, MacLaren L'hon R, Ouellet L'hon A, Stewart L'hon C.</p> <p>Agence canadienne du développement international Corneau H.</p> <p>Affaires étrangères et Commerce international Armstrong B, Baillargeon C, Bennett H, Bentley J, Boudreau J, Brodeur Y, Brownrigg C, Chatterson D, Chiasson R, Clugston M, Crowe J, Curtis J, Deegan S, Dehler M, Edwards L, Etheridge N, Fujioko R, Gautron Y, Geals R, Giroux P, Gosselin J, Hardinge D, Henderson S, Hepburn L, Hutchins R, Johnstone V, Kergin M, Kern M, Klassen J, Lambert J, Lebel J, Lessard M, Martin M, Matsumoto K, McRae F, Moore R, Morrisson J, Mullins G, Nelems M, O'Connell C, Pappas C, Paquin K, Paul D, Pearson M, Picard B, Portelance R, Shiraishi Y, Stewart C, Taketama M, Watanabe S, Wayand J, Wright S, Young C.</p> <p>Défense nationale Bauer P, Bennink I, Lacasse M, Picard J-P, Richardson K, Spence T.</p> <p>Cabinet du Premier ministre/Bureau du Conseil privé Anderson D, Bartleman J, Bertrand J, Bondar M, Brooman K, Cameron D, Carisse J-M, Carle J, Chahal R, Chrétien C, Côté C, Deschambault D, Dona C, Donolo P, Faubert M, Fournier T, Fung M, Hartley B, Laurin A, LeBlanc D, Lee K, Legros G, Lilkoff M-C, McInnis D, Pelletier J, Pilon T, Prusakowski T, Robillard L, Schryburt C, Schryburt M, Tessier I, Tremblay E, Wilson T.</p>

13. 4 AUTRES INFORMATIONS DIVERSES

**AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL**

**Frais de déplacement pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales —Suite**

	\$		\$
Travaux publics et Services gouvernementaux Nakamura-Brunet S.		Ministres Callbeck L'hon C, Filmon L'hon G, Harcourt L'hon M, Harris L'hon M, McKenna L'hon F, Savage L'hon J, Wells L'hon C.	
Autres Chan M, MacLaren L, Stewart D.		Affaires étrangères et Commerce international Cartwright S, Deegan S, Edwards L, Kern M, Lebel J, Lemieux P, Lessard M, Pigeon L, Portelance R.	
<i>Réunion ministérielle sur l'échange quadrilatérale. . . . .</i>	<i>48 457</i>	Défense nationale Aucion R, Filion O, Gauthier I, Gingras A, King R, Maheau M-J, Nielson P, St-Pierre N, Willis G.	
Député de la Chambre des communes MacLaren L'hon R.		Cabinet du Premier ministre/Bureau du Conseil privé Anderson D, Bartleman J, Benson I, Bertrand J, Brooman K, Cameron D, Carisse J-M, Carle J, Chahal R, Chrétien C, Cober D, Côté C, Deschambault D, Dona C, Donolo P, Faubert M, Fung M, Hartley B, Hosek C, Laurin A, Leblanc D, Lee K, Legros G, MacInnis D, Parisot P, Pelletier J, Pilon T, Prusakowski T, Read C, Robillard L, Schryburt C, Tessier I, Wilson T.	
Affaires étrangères et Commerce international Carin B, Cartwright S, Giroux P, Hancock J, Kilpatrick A, Lessard M, Picard B, Waddel D, Weekes J.		Gouvernements provinciaux Egan R, French D, Gaudet G, Harling C, Hastings G, Jenkins-Smith M, Kozak E, MacKenzie S, Munnock S, Reid R, Saunders A, Sokolyk T, Sparkes P.	
Autre MacLaren L.		<i>Conférence générale de l'UNESCO. . . . .</i>	<i>40 708</i>
<i>Conférence de révision et de reconduction des signataires du Traité de non-prolifération des armes nucléaires. . . . .</i>	<i>93 307</i>	Député de la Chambre des communes Dupuy L'hon M.	
Député de la Chambre des communes Ouellet L'hon A.		Affaires étrangères et Commerce international Brossard-Jurkovich M-J, Kramer J, Orr J.	
Commission de contrôle de l'énergie atomique Casterton J, Harvie J.		Patrimoine canadien Terrillon MacKay L.	
Affaires étrangères et Commerce international Brodeur Y, Cocker P, Johnstone V, Jurschewsky S, MacKinnon P, Pearson M, Pollack A, Raif T, Sinclair D, Théberge N, Tognet G, Westdal C.		Gouvernements provinciaux Atkinson L'hon P.	
Défense nationale Craig K.		Commission canadienne pour l'UNESCO Agnaiëff M, Conlay M, Fagnon G, Launay V, Phillips C, Scott M, Young G.	
<i>Coûts initiaux, visite préparatoire et arrhes pour l'hôtel en vue de la visite du Premier ministre à Bucarest et à Moscou en avril 1996 (Réunion du G7/P8 sur la sécurité nucléaire). . . . .</i>	<i>119 870</i>	<i>Conseil économique et social des Nations Unies. . . . .</i>	<i>60 623</i>
Affaires étrangères et Commerce international Lebel J, Pigeon L.		Agence canadienne du développement international Bolduc J-P, Volkoff A.	
Cabinet du Premier ministre/Bureau du Conseil privé Chrétien C, Faubert M, Fung M, Robillard L.		Affaires étrangères et Commerce international Archibald R, Baillargeon C, Burack E, Irish J, Kramer J, Laker M, Smith G.	
<i>Coûts initiaux et visite préparatoire en vue du sommet de Lyon. . . . .</i>	<i>39 543</i>	<i>Assemblée générale des Nations Unies. . . . .</i>	<i>443 094</i>
Affaires étrangères et Commerce international Boucher C, Coutts S, Pigeon L, Shapardanov C.		Députés de la Chambre des communes Assad M, Chan L'hon R, Chrétien Le très hon J, English J, Ouellet L'hon A, Stewart L'hon C.	
Cabinet du Premier ministre/Bureau du Conseil privé Carle J, Chrétien C, Legros G, Lovey M.		Vérificateur général Bibeau J.	
<i>Mission commerciale d'Équipe Canada en Inde, au Pakistan, en Indonésie et en Malaisie. . . . .</i>	<i>1 040 211</i>		
Députés de la Chambre des communes Chan L'hon R, Chrétien Le très hon J, Dhaliwal H, MacLaren L'hon R, Malhi G.			
Membre du Sénat Hébert L'hon J.			

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Frais de déplacement pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales —Fin

	\$	\$
Agence canadienne du développement international Frasier H.		Membres du Sénat Cohen L'hon E, Pearson L'hon L.
Affaires étrangères et Commerce international Asselin K, Bishop A, Brodeur Y, Deegan S, Dion A, Doherty M, Dubois D, Fowler R, Glauser M, Johnstone V, Kergin M, Koundakjian V, Lafrance L, Lamarche S, Lavertu G, McVey D, Miller B, Mlacak K, Nelems M, Pearson M, Perlain C, Portelance R, Poupart I, Sherrin M, Shore A, Sinclair D, Splinter P, Stuckless C, Touchette J, Walker D.		Agence canadienne du développement international Girvan M, Labelle H, Rivington D.
Défense nationale Barber T, Blackmore L.		Affaires étrangères et Commerce international Archibald R, Bird S, Buck K, Delouya A, Dion A, Heddleston R, Hepburn L, Hynes R, Lavoie L, Leduc R, Robertson S, Taylor S.
Cabinet du Premier ministre/Bureau du Conseil privé Bartleman J, Bondar M, Brooman K, Carisse J-M, Carle J, Chahal R, Côté C, Donolo P, Faubert M, Hartley B, Hosek C, MacInnis D, Schryburt C, Tremblay E.		Développement des ressources humaines Arniel B.
Autres Benjamin M, Ouellet E, Roche D.		Secrétaire d'État (Formation et Jeunesse) Corston L.
<i>Conférence des Nations Unies sur les femmes . . . . .</i> 645 362		Situation de la femme Bergeron -de Villiers L, Claxton J, Ferderber R, Latourelle R, McKeeby D, McRea C, Napoli S, Raymond V, Regehr S, Roy T, Waugh N.
Députés de la Chambre des communes Augustine J, Blondin-Andrews L'hon E, Catterall M, Clancy M, Finestone L'hon S, Fry H, Gagnon C, Hayes S, McLaughlin L'hon A, Torsney P.		Gouvernements provinciaux Ballantyne P, Blackburn L'hon J, Harvey T, Heron-Hebert S, Malavoy M, Vodrey L'hon R.
		Autres Anawak C, Beck P, Bélair M, Cook R, Côté-Harper G, Dion-Stout M, Dowse S, Leung E, Michael L, Pépin L, Riche N, Simms G, Tremblay M, Verthuy M.

## DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

Paiements d'indemnités et frais d'administration <sup>(1)</sup>

Détails	Paiements	Frais	Total des
	d'indemnités <sup>(2)</sup>	d'administration <sup>(3)</sup>	paiements
	\$	\$	\$
Terre-Neuve .....	1 619 505	248 603	1 868 108
Île-du-Prince-Édouard .....	436 263	101 780	538 043
Nouvelle-Écosse—Fédéral .....	3 668 651	311 176	3 979 827
Nouvelle-Écosse—Société de développement du Cap-Breton (SDCB) .....	11 624 988	790 453	12 415 441
Nouvelle-Écosse—SDCB (article 9a) .....	4 795 891	206 885	5 002 776
Nouvelle-Écosse—Vieille silicose .....	614 527	18 426	632 953
Nouveau-Brunswick .....	1 064 910	545 013	1 609 923
Québec .....	12 434 616	3 051 291	15 485 907
Ontario .....	32 928 858	4 771 174	37 700 032
Manitoba .....	1 876 684	726 491	2 603 175
Saskatchewan .....	1 576 423	545 947	2 122 370
Alberta .....	3 642 312	812 297	4 454 609
Colombie-Britannique .....	6 642 132	2 019 547	8 661 679
Paiements à l'égard d'employés engagés sur place hors du Canada .....	147 392		147 392
Indemnités supplémentaires versées à certaines veuves de marins marchands et aux enfants à leur charge .....	6 900		6 900
Indemnités à des employés engagés occasionnels du Québec CT 1979-29 .....	52 600		52 600
Paiements aux commissions des accidents du travail (CAT) pour paiements en trop des indemnités Sommes excédentaires versées à des réclamants (cas de subrogation) .....	12 949		12 949
Salaires recouverts et retournés à d'autres ministères de l'État (cas de subrogation) .....	691 947		691 947
Frais juridiques, médicaux et professionnels (cas de subrogation) .....	566 301		566 301
Indemnités à des détenus .....	199 778		199 778
	102 373		102 373
	84 706 000	14 149 083	98 855 083
Moins : recouvrements			
Frais d'administration recouverts des organismes de l'État .....		4 781 188	4 781 188
Coûts de réclamations recouverts des organismes de l'État .....	29 083 194		29 083 194
Montants recouverts de tiers responsables (subrogation) .....	2 857 907		2 857 907
Paiement en trop pour indemnités recouverts des sociétés d'État .....	25 076		25 076
Recouvrement d'indemnités versées à des détenus .....	102 373		102 373
	32 068 550	4 781 188	36 849 738
Dépenses nettes .....	52 637 450	9 367 895	62 005 345

<sup>(1)</sup> Ces paiements et frais sont imputés à une autorisation de dépenses législative intitulée "Paiements d'indemnités à des agents de l'État (*Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*) et à des marins marchands (*Loi sur l'indemnisation des marins marchands*)" (voir le Sommaire du portefeuille ministériel de la section II du volume II (partie I)).

<sup>(2)</sup> Comprend les paiements nets d'indemnisation concernant :

- a) les employés de l'État (*Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*);
- b) les marins marchands (*Loi sur l'indemnisation des marins marchands*); et
- c) les employés des mines maintenant dirigées par la Société de développement du Cap-Breton qui ont contracté la silicose avant l'acquisition desdites mines par la Société.

<sup>(3)</sup> Représente la quote-part du gouvernement fédéral des frais d'administration des commissions provinciales des accidents de travail. Les réclamations des employés admissibles aux indemnités sont examinées par les commissions provinciales des accidents de travail sur les fonds avancés par le gouvernement fédéral.

PARLEMENT

Sénat

État des indemnités de session et de fonctions, et des frais de déplacement et de recherche payés en 1995-1996<sup>(1)</sup>

Honorables sénateurs	Indemnités de session	Indemnités de fonctions	Frais de déplacement	Frais de recherche	Honorables sénateurs	Indemnités de session	Indemnités de fonctions	Frais de déplacement	Frais de recherche
	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Adams W	64 400	10 100	61 449	4 430	Keon W J	64 400	10 100		40 141
Anderson D	33 989	5 331	15 535	17 545	Kinsella N A	64 400	10 100	25 333	47 851
Andreychuk R	64 400	10 100	50 073	34 526	<i>Whip de l'Opposition</i>	4 800			
Angus D	64 400	10 100	15 248	27 051	Kirby M	64 400	10 100	44 426	45 934
Atkins N K	64 400	10 100	39 830	44 880	Kolber L	63 080	8 780	10 457	30 713
Austin J	64 400	10 100	41 877	21 194	Landry J P	6 107	958	859	5 082
Bacon L	64 400	10 100	7 833	38 026	Lavoie-Roux T	64 400	10 100	5 552	18 558
Balfour J	64 400	10 100	26 209	22 663	Lawson E M	64 400	10 100	36 604	14 523
Beaudoin G	64 400	10 100	4 934	47 105	Lebreton M	64 400	10 100	10 328	37 719
Berntson E A	64 400	10 100	45 107	36 028	Lewis P D	64 400	10 100	32 149	120
<i>Leader adjoint de l'Opposition</i>	9 400				Losier-Cool R-M	64 400	10 100	42 591	50 910
Bolduc R	64 400	10 100	17 469	15 459	Lucier P	64 400	10 100	62 435	40 468
Bonnell L	64 400	10 100	29 111	38 401	Lynch-Staunton J	64 400	10 100	13 663	2 045
Bosa P	64 400	10 100	11 735	33 363	<i>Leader de l'Opposition</i>	23 800			
Bryden J	64 400	10 100	25 871	4 947	MacDonald F	64 400	10 100	52 871	48 118
Buchanan J	64 400	10 100	49 295	38 237	MacDonald J M	64 400	10 100	9 033	17 352
Carney P	64 400	10 100	28 278	50 239	MacEachen A J	64 400	10 100	22 979	57 965
Carstairs S	64 400	10 100	51 783	49 914	Maheu S	10 733	1 683	816	12 609
Charbonneau G	64 400	10 100	5 223	48 336	Marchand L	64 400	10 100	47 439	16 342
Cochrane E	64 400	10 100	30 260	49 089	Meighen M A	64 400	10 100	26 858	45 233
Cogger M B	64 400	10 100	6 781	33 052	Milne L	33 989	5 331	14 875	36 467
Cohen E J	64 400	10 100	31 629	41 567	Molgat G L	64 400	10 100	64 612	28 859
Comeau G J	64 400	10 100	36 684	32 276	<i>Président du Sénat</i>	31 000			
Cools A C	64 400	10 100	57 882	55 842	Murray L	64 400	10 100	19 827	13 967
Corbin E	64 400	10 100	29 993	48 388	Neiman J B	28 264	4 433	15 431	22 238
Davey K	64 400	10 100	16 087	20 444	Nolin P C	64 400	10 100	19 850	48 499
De Bane P	64 400	10 100	30 865	37 827	Oliver D H	64 400	10 100	66 334	49 978
Desmarais J N	21 467	3 231	2 240	17 548	Olson H A	60 072	9 421	38 728	13 968
Deware M M	64 400	10 100	33 401	41 991	Ottenheimer G	64 400	10 100	43 284	31 260
Di Nino C	64 400	10 100	19 545	9 403	Pearson L	64 400	10 100	5 729	44 268
Doodly C W	64 400	10 100	23 681	12 215	Perrault R J	64 400	10 100	33 385	16 234
Doyle R J	64 400	10 100	10 583	14 539	Petten W J	64 400	10 100	36 143	4 617
Eyton J T	64 400	10 100	9 810	17 308	Phillips O H	64 400	10 100	40 502	19 295
Fairbairn J	64 400	10 100	14 912	8 758	Pitfield P M	64 280	9 980		15 763
Forrestall J M	64 400	10 100	42 319	24 187	Poulin M P	33 989	5 331	10 080	42 210
Gauthier J-R	64 400	10 100	2 407	20 722	Prud'homme M	64 400	10 100	13 392	9 033
Ghitter R	64 400	10 100	41 923	26 490	Riel M	64 400	10 100	9 861	5 168
Gigantes P D	64 400	10 100	32 503	41 830	Rivest J-C	64 400	10 100	12 051	42 501
Grafstein J S	63 980	9 680	18 700	7 090	Rizzuto P	64 400	10 100	7 597	38 459
Graham B A	64 400	10 100	49 113	54 989	Roberge F	64 400	10 100	24 677	34 805
<i>Leader adjoint du Gouvernement</i>	14 900				Robertson B M	64 400	10 100	51 163	15 934
Grimard N	64 400	10 100	36 099	45 722	Robichaud L J	64 400	10 100	7 750	27 899
Gustafson L J	64 400	10 100	47 750	17 246	Rompkey W	33 810	5 302	54 519	31 375
Haidasz S	64 400	10 100	29 911	50 989	Rossiter E	64 400	10 100	29 843	12 678
Hastings E	64 400	10 100	14 687	7 830	Roux J-L	64 400	10 100	7 702	20 103
Hays D P	64 400	10 100	62 809	55 976	Simard J-M <sup>(2)</sup>	64 400	10 100	26 671	64 178
Hébert J	64 400	10 100	10 327	50 574	Sparrow H O	64 400	10 100	20 714	35 580
<i>Whip du Gouvernement</i>	7 500				Spivak M	64 400	10 100	44 747	45 359
Hervieux-Payette C	64 400	10 100	10 025	39 574	Stanbury R J	64 220	9 920	22 431	21 131
Jessiman D J	64 400	10 100	57 414	19 856	Stewart J B	64 400	10 100	28 187	510
Johnson J	64 400	10 100	34 098	37 761	St-Germain G	64 400	10 100	72 156	47 639
Kelleher J F	64 400	10 100	37 127	23 463	Stollery P	64 400	10 100	40 214	49 330
Kelly W M	64 400	10 100	26 363	64 841	Stratton T R	64 400	10 100	37 751	44 349
Kenny C	64 400	10 100	33 793	64 773	Sylvain J	53 667	8 417	9 354	31 951
					Taylor N	4 328	679		15 912
					Thériault L N	56 442	8 852	63 858	49 594



## PARLEMENT

## Sénat

État des indemnités de session et de fonctions, et des frais de déplacement et de recherche payés en 1995-1996<sup>(1)</sup> ---Fin

Honorables sénateurs	Indemnités de session	Indemnités de fonctions	Frais de déplacement	Frais de recherche	Honorables sénateurs	Indemnités de session	Indemnités de fonctions	Frais de déplacement	Frais de recherche
	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Thompson A. ....	64 400	10 100	5 073	12 095	Watt C. ....	64 400	10 100	37 887	32 874
Tkachuk D. ....	64 400	10 100	78 460	38 920	Wood D. ....	64 400	10 100	17 047	40 162
Twinn W P. ....	64 280	9 980	41 680	25 302	Total.....	6 712 897	1 036 509	3 086 539	3 378 651

<sup>(1)</sup> La Loi n° 2 de 1993 sur la compression des dépenses publiques autorise le gel des indemnités de session des sénateurs à leur niveau de 1992, soit de 64 400 \$ pour 1993, 1994, 1995 et 1996.

<sup>(2)</sup> Ce montant de frais de recherche est en partie compensé par les économies réalisées à la rubrique rémunération des employés, ce sénateur ayant choisi de ne pas engager de secrétaire.

**PARLEMENT**  
**Chambre des communes**

**État des indemnités de session et de fonctions, et des frais de déplacement payés en 1995-1996**

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Indemnités de fonctions	Frais de déplacement <sup>(1)</sup>	Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Indemnités de fonctions	Frais de déplacement <sup>(1)</sup>
	\$	\$	\$		\$	\$	\$
Abbott J .....	64 400	21 300	68 491	Catterall M .....	64 400	21 300	12 081
Ablonczy D .....	64 400	21 300	46 987	<i>Indemnité à titre de whip</i>			
Adams P .....	64 400	21 300	29 683	<i>suppléant du gouvernement.....</i>	7 500		
Alcock R .....	64 400	21 300	69 441	Cauchon L'hon M.....	64 400	21 300	20 879
Allmand L'hon W .....	64 400	21 300	26 022	Chamberlain B .....	64 400	21 300	30 123
Althouse V .....	64 400	26 200	46 662	Chan L'hon R .....	64 400	21 300	105 517
Anawak J L.....	64 400	28 200	168 551	Charest L'hon J J .....	64 400	21 300	38 607
Anderson L'hon D.....	64 400	21 300	55 574	Chatters D .....	64 400	26 200	69 972
Arseneault G H .....	64 400	21 300	47 711	Chrétien Le très hon J .....	64 400	21 300	600
Assad M .....	64 400	21 300	30 241	Chrétien J-G .....	64 400	21 300	49 880
Assadourian S .....	64 400	21 300	40 470	Clancy M.....	64 400	21 300	55 458
Asselin G .....	64 400	21 300	44 874	Cohen S .....	64 400	21 300	54 962
Augustine J .....	64 400	21 300	34 608	Collenette L'hon D.....	64 400	21 300	29 836
Axworthy C .....	64 400	21 300	72 768	Collins B .....	64 400	21 300	80 620
Axworthy L'hon L.....	64 400	21 300	60 252	Comuzzi J .....	64 400	26 200	34 044
Bachand C .....	64 400	21 300	30 859	Copps L'hon S.....	64 400	21 300	33 123
Baker G S.....	64 400	26 200	106 678	Cowling M .....	64 400	21 300	72 696
Bakopanos E .....	64 400	21 300	21 411	Crawford R .....	64 400	21 300	27 264
Barnes S .....	64 400	21 300	36 671	Crête P .....	64 400	21 300	38 795
Beaumier C .....	64 400	21 300	32 179	Culbert H.....	64 400	21 300	53 158
Bélaïr R .....	64 400	26 200	81 332	Cullen R .....	1 212	401	2 974
Bélangier M .....	64 400	21 300	8 590	Cummins J .....	64 400	21 300	72 602
Bélisle R .....	64 400	21 300	17 630	Dalphon-D-Guiral M .....	64 400	21 300	20 387
Bellehumeur M .....	64 400	21 300	45 858	<i>Indemnité à titre de whip suppléant</i>			
Bellemare E .....	64 400	21 300	5 145	<i>de l'Opposition officielle.....</i>	775		
Benoit L E .....	64 400	21 300	41 503	<i>Indemnité à titre de whip en</i>			
Bergeron S .....	64 400	21 300	16 617	<i>chef de l'Opposition officielle ..</i>	1 403		
Bernier G .....	64 400	21 300	43 492	Daviault M .....	64 400	21 300	23 494
Bernier M .....	64 400	21 300	41 540	Debien M.....	64 400	21 300	20 964
Bernier Y .....	64 400	21 300	84 801	de Jong S.....	64 400	21 300	51 626
Bertrand R .....	64 400	21 300	35 560	de Savoye P.....	64 400	21 300	32 544
Bethel J .....	64 400	21 300	49 001	Deshaies B .....	64 400	26 200	42 621
Bevilacqua M.....	64 400	21 300	52 420	DeVillers P .....	64 400	21 300	27 674
Bhaduria J .....	64 400	21 300	49 428	Dhaliwal H .....	64 400	21 300	53 116
Blaikie B .....	64 400	21 300	61 661	Dingwall L'hon D C.....	64 400	21 300	42 372
Blondin-Andrew L'hon E.....	64 400	28 200	172 238	Dion L'hon S.....	1 212	401	
Bodnar M.....	64 400	21 300	59 667	Discepolo N.....	64 400	21 300	28 200
Bonin R .....	64 400	21 300	31 139	Dromisky S .....	64 400	21 300	62 614
Bouchard L'hon L.....	50 897	16 834	23 910	Dubé A .....	64 400	21 300	31 327
<i>Indemnité à titre de chef de</i>				Duceppe G .....	64 400	21 300	33 900
<i>l'Opposition officielle.....</i>	38 805			<i>Indemnité à titre de whip en</i>			
Boudria D.....	64 400	21 300	29 552	<i>chef de l'Opposition officielle ..</i>	10 432		
<i>Indemnité à titre de whip</i>				<i>Indemnité à titre de chef de</i>			
<i>en chef du gouvernement .....</i>	13 200			<i>l'Opposition officielle .....</i>	4 369		
Breitkreuz C.....	64 400	26 200	60 987	<i>Indemnité à titre de Leader</i>			
Breitkreuz G.....	64 400	21 300	49 884	<i>de l'Opposition officielle</i>			
Bridgman M.....	64 400	21 300	56 257	<i>à la Chambre .....</i>	2 530		
Brien P .....	64 400	21 300	48 463	Duhamel R J .....	64 400	21 300	71 365
Brown B .....	64 400	21 300	33 125	Dumas M.....	64 400	21 300	16 339
Brown J .....	64 400	21 300	75 121	Duncan J .....	64 400	26 200	71 509
Brushett D .....	64 400	21 300	49 260	Dupuy L'hon M .....	64 400	21 300	18 956
Bryden J .....	64 400	21 300	42 129	Easter W .....	64 400	21 300	57 647
Byrne G .....	1 212	493	3 402	Eggleton L'hon A .....	64 400	21 300	38 862
Caccia L'hon C L.....	64 400	21 300	28 464	English J .....	64 400	21 300	36 735
Calder M .....	64 400	21 300	36 735	Epp K .....	64 400	21 300	34 477
Campbell B .....	64 400	21 300	49 785	Fewchuk R .....	64 400	21 300	70 506
Cannis J .....	64 400	21 300	26 293	Fillion G .....	64 400	21 300	41 341
Canuel R .....	64 400	21 300	52 382	Finestone L'hon S.....	64 400	21 300	24 632
Caron A .....	64 400	21 300	33 021	Finlay J .....	64 400	21 300	46 806

**PARLEMENT**  
**Chambre des communes**

**État des indemnités de session et de fonctions, et des frais de déplacement payés en 1995-1996 — Suite**

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Indemnités de fonctions	Frais de déplacement <sup>(1)</sup>	Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Indemnités de fonctions	Frais de déplacement <sup>(1)</sup>
	\$	\$	\$		\$	\$	\$
Flis J. ....	64 400	21 300	36 324	Kerpan A. ....	64 400	21 300	39 043
Fontana J. ....	64 400	21 300	48 402	Keyes S. ....	64 400	21 300	41 137
Forseth P.E. ....	64 400	21 300	67 446	Kilger B. ....	64 400	21 300	37 408
Frazer J. ....	64 400	21 300	43 513	<i>Indemnité à titre de</i>			
Fry L'hon H. ....	64 400	21 300	84 362	<i>vice-président adjoint</i>			
Gaffney B. ....	64 400	21 300	6 629	<i>des Comités pléniers</i> .....	9 534		
Gagliano L'hon A. ....	64 400	21 300	22 783	<i>Indemnité à titre de</i>			
Gagnon C. ....	64 400	21 300	27 644	<i>vice-président</i>			
Gagnon P. ....	64 400	21 300	58 302	<i>des Comités pléniers</i> .....	966		
Galloway R. ....	64 400	21 300	45 414	Kilgour D. ....	64 400	21 300	52 167
Gauthier M. ....	64 400	21 300	47 327	<i>Indemnité à titre de vice-</i>			
<i>Indemnité à titre de Leader</i>				<i>président et président des</i>			
<i>de l'Opposition officielle</i>				<i>Comités pléniers</i> .....	25 700		
<i>à la Chambre</i> .....	20 928			Kirkby G. ....	64 400	26 200	83 149
<i>Indemnité à titre de chef de</i>				Knutson G. ....	64 400	21 300	54 372
<i>l'Opposition officielle</i> .....	5 926			Kraft Sloan K. ....	64 400	21 300	40 506
Gerrard L'hon J. ....	64 400	21 300	93 120	Lalonde F. ....	64 400	21 300	25 355
Gilmour B. ....	64 400	21 300	68 054	Landry J. ....	64 400	21 300	53 521
Godfrey J. ....	64 400	21 300	39 730	Langlois F. ....	64 400	21 300	61 774
Godin M. ....	64 400	21 300	22 619	Lastewka W. ....	64 400	21 300	34 125
Goodale L'hon R. ....	64 400	21 300	50 727	Laurin R. ....	64 400	21 300	23 153
Gouk J. ....	64 400	21 300	75 124	<i>Indemnité à titre de</i>			
Graham B. ....	64 400	21 300	30 887	<i>whip en chef de</i>			
Gray L'hon H. ....	64 400	21 300	35 850	<i>l'Opposition officielle</i> .....	1 364		
Grey D. ....	64 400	21 300	70 693	<i>Indemnité à titre de</i>			
Grose I. ....	64 400	21 300	26 655	<i>whip suppléant de</i>			
Grubel H. ....	64 400	21 300	59 043	<i>l'Opposition officielle</i> .....	6 725		
Guarnieri A. ....	64 400	21 300	37 210	Lavigne L. ....	64 400	21 300	17 667
Guay M. ....	64 400	21 300	46 310	Lavigne R. ....	64 400	21 300	27 967
Guimond M. ....	64 400	21 300	37 776	Lebel G. ....	64 400	21 300	32 804
Hanger A. ....	64 400	21 300	43 045	LeBlanc F.G. ....	64 400	21 300	50 293
Hanrahan H. ....	64 400	21 300	44 069	Leblanc N. ....	64 400	21 300	19 089
Harb M. ....	64 400	21 300	4 102	Lee D. ....	64 400	21 300	30 806
Harper Ed. ....	64 400	21 300	26 425	Lefebvre R. ....	64 400	21 300	55 096
Harper Elijah. ....	64 400	26 200	106 200	Leroux G. ....	64 400	21 300	39 952
Harper S. ....	64 400	21 300	40 548	Leroux J.H. ....	64 400	21 300	33 148
Harris R. ....	64 400	26 200	72 924	Lincoln C. ....	64 400	21 300	27 557
Hart J. ....	64 400	21 300	64 220	Loney J. ....	64 400	21 300	82 305
Harvard J. ....	64 400	21 300	68 794	Loubier Y. ....	64 400	21 300	31 728
Hayes S. ....	64 400	21 300	33 142	MacAulay L'hon L. ....	64 400	21 300	91 083
Hermanson E. ....	64 400	21 300	69 274	MacDonald R. ....	64 400	21 300	74 700
<i>Indemnité à titre de Leader</i>				MacLaren L'hon R. ....	52 455	17 349	32 865
<i>autre parti d'opposition</i>				MacLellan R. ....	64 400	21 300	49 228
<i>à la Chambre</i> .....	3 367			Maheu S. ....	53 667	17 750	22 225
Hickey B. ....	64 400	21 300	71 475	<i>Indemnité à titre de vice-</i>			
Hill G. ....	64 400	21 300	47 067	<i>présidente des Comités</i>			
Hill J. ....	64 400	26 200	49 729	<i>pléniers</i> .....	8 750		
Hoeppner J.E. ....	64 400	21 300	43 376	Malhi G. ....	64 400	21 300	31 495
Hopkins L. ....	64 400	21 300	20 100	Maloney J. ....	64 400	21 300	47 399
Hubbard C. ....	64 400	21 300	45 363	Manley L'hon J. ....	64 400	21 300	
Ianno T. ....	64 400	21 300	27 216	Manning P. ....	64 400	21 300	80 607
Iftody D. ....	64 400	21 300	63 180	<i>Indemnité à titre de chef</i>			
Irwin L'hon R. ....	64 400	21 300	47 633	<i>autre parti d'opposition</i> .....	29 500		
Jackson O.L. ....	64 400	21 300	38 836	Marchand J-P. ....	64 400	21 300	27 405
Jacob J-M. ....	64 400	21 300	33 231	Marchi L'hon S. ....	64 400	21 300	35 531
Jennings D. ....	64 400	21 300	61 339	Marleau L'hon D. ....	64 400	21 300	32 191
Johnston D. ....	64 400	21 300	43 867	Martin K. ....	64 400	21 300	24 631
Jordan J. ....	64 400	21 300	21 762	Martin L'hon P. ....	64 400	21 300	20 146
Karygiannis J. ....	64 400	21 300	19 442	Massé L'hon M. ....	64 400	21 300	1 569

**PARLEMENT**  
**Chambre des communes**

**État des indemnités de session et de fonctions, et des frais de déplacement payés en 1995-1996 — Suite**

Députés de la Chambre des communes	Indemnités	Indemnités	Frais de	Députés de la Chambre des communes	Indemnités	Indemnités	Frais de
	de session	de fonctions	déplacement <sup>(1)</sup>		de session	de fonctions	déplacement <sup>(1)</sup>
	\$	\$	\$		\$	\$	\$
Mayfield P W.....	64 400	26 200	62 462	Rideout G S.....	64 400	21 300	46 776
McClelland I.....	64 400	21 300	44 473	Riis N A.....	64 400	21 300	102 246
McCormick L.....	64 400	21 300	53 314	Ringma B.....	64 400	21 300	51 640
McGuire J.....	64 400	21 300	59 762	<i>Indemnité à titre de</i>			
McKinnon G.....	64 400	21 300	78 944	<i>Whip en chef</i>			
McLaughlin L'hon A.....	64 400	26 200	45 453	<i>Autre parti d'opposition.....</i>	5 000		
McLellan L'hon A.....	64 400	21 300	70 261	Ringuette-Maltais P.....	64 400	21 300	51 512
McTeague D.....	64 400	21 300	37 200	<i>Indemnité à titre de</i>			
McWhinney T.....	64 400	21 300	79 487	<i>vice-présidente adjointe</i>			
Ménard R.....	64 400	21 300	7 908	<i>des Comités plénières.....</i>	935		
Mercier P.....	64 400	21 300	14 226	Robichaud L'hon F.....	64 400	21 300	49 120
Meredith V.....	64 400	21 300	54 316	Robillard L'hon L.....	64 400	21 300	4 031
Mifflin L'hon F J.....	64 400	26 200	70 643	Robinson S J.....	64 400	21 300	90 663
Milliken P.....	64 400	21 300	27 192	Rocheleau Y.....	64 400	21 300	20 984
Mills B.....	64 400	21 300	66 595	Rock L'hon A.....	64 400	21 300	33 121
Mills D J.....	64 400	21 300	33 883	Rompkey L'hon W.....	30 590	12 445	56 632
Minna M.....	64 400	21 300	28 611	St-Laurent B.....	64 400	26 200	66 084
Mitchell A.....	64 400	21 300	49 977	St. Denis B.....	64 400	21 300	70 815
Morrison L.....	64 400	21 300	28 626	Sauvageau B.....	64 400	21 300	36 312
Murphy J.....	64 400	21 300	69 156	Schmidt W.....	64 400	21 300	45 341
Murray I.....	64 400	21 300	16 754	Scott A.....	64 400	21 300	45 003
Nault R D.....	64 400	26 200	86 390	Scott M.....	64 400	26 200	72 460
Nunez O.....	64 400	21 300	23 932	Serré B.....	64 400	26 200	38 530
Nunziata J.....	64 400	21 300	36 248	Shepherd A.....	64 400	21 300	27 558
O'Brien L.....	1 212	493	775	Sheridan G.....	64 400	21 300	78 914
O'Brien P.....	64 400	21 300	44 086	Silye J.....	64 400	21 300	39 809
O'Reilly J.....	64 400	21 300	34 263	<i>Indemnité à titre de</i>			
Ouellet L'hon A.....	52 455	17 349	6 161	<i>Whip en chef autre</i>			
Pagtakhan R.....	64 400	21 300	62 559	<i>parti d'opposition.....</i>	2 500		
Paradis D.....	64 400	21 300	37 582	Simmons L'hon R C.....	64 400	21 300	69 015
Paré.....	64 400	21 300	26 399	Skoke R.....	64 400	21 300	56 928
Parent L'hon G.....	64 400	21 300	46 825	Solberg M.....	64 400	21 300	69 017
<i>Indemnité à titre de Président de</i>				Solomon J.....	64 400	21 300	76 929
<i>la Chambre des communes.....</i>	49 100			Speaker R.....	64 400	21 300	51 482
Parrish C.....	64 400	21 300	28 496	<i>Indemnité à titre de Leader</i>			
Patry B.....	64 400	21 300	17 206	<i>autre parti d'opposition</i>			
Payne J.....	64 400	21 300	76 068	<i>à la Chambre.....</i>	6 733		
Penson C.....	64 400	26 200	47 516	Speller B.....	64 400	21 300	61 109
Peric J.....	64 400	21 300	22 801	Steckle P.....	64 400	21 300	53 967
Peters L'hon D.....	64 400	21 300	32 791	Stewart L'hon C.....	64 400	21 300	26 770
Peterson J.....	64 400	21 300	48 632	Stewart L'hon J.....	64 400	21 300	34 255
Pettigrew L'hon P S.....	1 212	401		Stinson D.....	64 400	21 300	53 915
Phinney B.....	64 400	21 300	36 565	Strahl C.....	64 400	21 300	55 310
Picard P.....	64 400	21 300	30 718	Szabo P.....	64 400	21 300	47 431
Pickard J.....	64 400	21 300	46 252	Taylor L.....	64 400	26 200	68 684
Pillitteri G.....	64 400	21 300	37 416	Telegdi A.....	64 400	21 300	30 260
Plamondon L.....	64 400	21 300	51 263	Terrana A.....	64 400	21 300	65 332
Pomerleau R.....	64 400	21 300	24 315	Thalheimer P.....	64 400	21 300	48 706
Proud G.....	64 400	21 300	71 724	Thompson M.....	64 400	21 300	51 017
Ramsay J.....	64 400	21 300	49 840	Tobin L'hon B.....	52 628	21 411	44 434
Reed J.....	64 400	21 300	38 761	Torsney P.....	64 400	21 300	34 146
Regan G.....	64 400	21 300	43 110	Tremblay B.....	64 400	21 300	21 294
Richardson J.....	64 400	21 300	29 962	Tremblay Stéphan.....	1 212	401	106

**PARLEMENT**  
**Chambre des communes**

**État des indemnités de session et de fonctions, et des frais de déplacement payés en 1995-1996 —Fin**

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Indemnités de fonctions	Frais de déplacement <sup>(1)</sup>	Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Indemnités de fonctions	Frais de déplacement <sup>(1)</sup>
	\$	\$	\$		\$	\$	\$
Tremblay Suzanne .....	64 400	21 300	50 721	Wells D .....	64 400	21 300	69 078
Ur R-M .....	64 400	21 300	32 874	Whelan S .....	64 400	21 300	44 249
Valeri T .....	64 400	21 300	28 116	White R .....	64 400	21 300	84 626
Vanclief L .....	64 400	21 300	29 143	White T .....	64 400	21 300	53 976
Venne P .....	64 400	21 300	20 205	Williams J .....	64 400	21 300	75 350
Verran H .....	64 400	21 300	66 814	Wood B .....	64 400	21 300	37 565
Volpe J .....	64 400	21 300	31 179	Young L'hon D .....	64 400	21 300	35 664
Walker D .....	64 400	21 300	84 600	Zed P .....	64 400	21 300	65 959
Wappel T .....	64 400	21 300	30 120	Anciens députés <sup>(2)</sup> .....			63 097
Wayne E .....	64 400	21 300	43 912	Total .....	19 167 606	6 383 028	13 636 035

<sup>(1)</sup> Cette colonne exclut:

- les indemnités de déplacement des ministres et des secrétaires parlementaires lorsqu'en service mini stériel commandé. Ces dépenses sont déclarées dans un état distinct de la section 12 de ce volume intitulé "Indemnités de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires";
- les indemnités de déplacement des membres au service de divers comités parlementaires;
- toutes les dépenses du ministère de la Défense nationale pour l'utilisation des avions de propriété de l'État; et
- toutes les indemnités de déplacement des membres pour représenter le Canada à des conférences et réunions internationales. Ces dépenses sont déclarées dans un état distinct de cette section intitulé "Affaires étrangères et Commerce international - Frais de déplacement pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales".

<sup>(2)</sup> Déménagement et autres dépenses.

**PARLEMENT**  
**Chambre des communes**

**Traitements des secrétaires parlementaires des ministres payés en 1995-1996**

Noms	Secrétaire parlementaire du	Montant
		\$
Anawak J I	ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien du 6 décembre 1994 au 22 février 1996 . . . . .	9 414
Arseneault G H	vice-premier ministre, ministre des Communications et ministre du Multiculturalisme et de la Citoyenneté (vice-premier ministre et ministre du Patrimoine canadien) du 23 février 1996 au 21 février 1997 . . . . .	1 086
Augustine J	Premier ministre du 6 décembre 1994 au 22 février 1996 . . . . .	9 414
Barnes S C	ministre du Revenu national du 23 février 1996 au 21 février 1997 . . . . .	1 086
Bélaïr R	ministre des Approvisionnements et Services et ministre des Travaux publics (ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux) du 6 décembre 1994 au 22 février 1996 . . . . .	9 414
Bevilacqua M	ministre du Travail du 6 décembre 1994 au 6 septembre 1995 ministre de l'Emploi et de l'Immigration (ministre du Perfectionnement des ressources humaines) du 6 décembre 1994 au 22 février 1996 . . . . .	9 414
Bodnar M P	ministre de l'Industrie, ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique et ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien du 23 février 1996 au 21 février 1997 . . . . .	1 086
Campbell B R	ministre des Finances du 23 février 1996 au 21 février 1997 . . . . .	1 086
Clancy M C	ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration du 6 décembre 1994 au 22 février 1996 . . . . .	9 414
Cowling M	ministre des Ressources naturelles du 23 février 1996 au 21 février 1997 . . . . .	1 086
DeVillers P	président du Conseil privé de la Reine pour le Canada (président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre des Affaires intergouvernementales) du 23 février 1996 au 21 février 1997 . . . . .	1 086
Dhaliwal H	ministre des Pêches et des Océans du 6 décembre 1994 au 22 février 1996 . . . . .	9 414
Discepola N	Solliciteur général du Canada du 23 février 1996 au 21 février 1997 . . . . .	1 086
Duhamel R J	président du Conseil du Trésor du 6 décembre 1994 au 22 février 1996 . . . . .	9 414
English J	président du Conseil privé de la Reine pour le Canada (président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre des Affaires intergouvernementales) du 6 décembre 1994 au 22 février 1996 . . . . .	9 414
Flis J P	secrétaire d'État aux Affaires extérieures (ministre des Affaires étrangères) du 6 décembre 1994 au 5 décembre 1995 ministre des Affaires étrangères du 6 décembre 1995 au 22 février 1996 . . . . .	9 414
Fontana J F	ministre des Transports du 6 décembre 1994 au 22 février 1996 . . . . .	9 414
Fry H		

## PARLEMENT

## Chambre des communes

## Traitements des secrétaires parlementaires des ministres payés en 1995-1996 ---Fin

Noms	Secrétaire parlementaire du	Montant	Noms	Secrétaire parlementaire du	Montant
		\$			\$
Nault R D	ministre du Travail du 6 septembre 1995 au 22 février 1996 ministre de l'Emploi et de l'Immigration (ministre du Développement des ressources humaines) du 23 février 1996 au 21 février 1997 . . . . .	5 979	Rideout G S	ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et ministre des Forêts (ministre des Ressources naturelles) du 6 décembre 1994 au 5 décembre 1995 ministre des Ressources naturelles du 6 décembre 1995 au 22 février, 1996 . . . . .	9 414
Pagtakhan R	Premier ministre du 23 février 1996 au 21 février 1997 . . . . .	1 086	Vanclief L	ministre de l'Agriculture (ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire) du 6 décembre 1994 au 5 décembre 1995 ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du 6 décembre 1995 au 22 février 1996 . . . . .	9 414
Patry B	ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien du 23 février 1996 au 21 février 1997 . . . . .	1 086	Volpe J	ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (ministre de la Santé) du 23 février 1996 au 21 février 1997 . . . . .	1 086
Pickard J	ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du 23 février 1996 au 21 février 1997 . . . . .	1 086	Walker D	ministre des Finances du 6 décembre 1994 au 22 février 1996 . . . . .	9 414
Proud G A	ministre du Travail du 23 février 1996 au 21 février 1997 . . . . .	1 086	Whelan S	ministre du Revenu national du 6 décembre 1994 au 22 février 1996 . . . . .	9 414
Richardson J	ministre de la Défense nationale et ministre des Anciens combattants du 23 février 1996 au 21 février 1997 . . . . .	1 086	Zed P	leader du gouvernement à la Chambre des communes du 23 février 1996 au 21 février 1997 . . . . .	1 086
			Total . . . . .		246 841

CONSEIL PRIVÉ

Traitements et indemnités aux Secrétaires d'État

	Traitements	Indemnités	Total
	\$	\$	\$
NOMS DES SECRÉTAIRES D'ÉTAT (pour la période du 1 <sup>er</sup> avril 1995 au 31 mars 1996)			
Blondin-Andrew L'hon E . . . . .	34 984	2 000	36 984
Cauchon L'hon M . . . . .	6 488	371	6 859
Chan L'hon R . . . . .	34 984	2 000	36 984
Finestone L'hon S . . . . .	28 495	1 629	30 124
Fry L'hon H . . . . .	6 488	371	6 859
Gagliano L'hon A . . . . .	28 495	1 629	30 124
Gerrard L'hon J . . . . .	34 984	2 000	36 984
MacAulay L'hon L . . . . .	34 984	2 000	36 984
Peters L'hon D . . . . .	34 984	2 000	36 984
Robichaud L'hon F . . . . .	34 984	2 000	36 984
Stewart L'hon C . . . . .	34 984	2 000	36 984
Total . . . . .	314 854	18 000	332 854



## CONSEIL PRIVÉ

## Bureau du directeur général des élections

## État des dépenses—Dépenses d'élections générales et d'élections partielles

	Fonctions préliminaires	Conduite des élections	Programme d'information aux électeurs	Règles électorales spéciales	Autres activités <sup>(1)</sup>	Activités des élections des Territoires du Nord-Ouest	Activités de révision des circonscriptions électorales	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
35 <sup>ème</sup> élection générale—Loi électorale du Canada.....		269 975						269 975
36 <sup>ème</sup> élection générale—Loi électorale du Canada.....	5 911 991		700 591	58 032	5 948 531			12 619 145
Élections partielles 1994-1995—Loi électorale du Canada.....	537	40 272	8 872					49 681
Élections partielles 1995-1996—Loi électorale du Canada.....	62 008	1 865 132	382 818	34 369	75 664			2 419 991
Bureau chef d'Ottawa.....	22 028		189 386	21 661	5 909 456			6 142 531
Loi électorale des Territoires du Nord- Ouest.....						928 171		928 171
Loi sur la révision des limites des circons- criptions électorales.....							292 027	292 027
Total.....	5 996 564	2 175 379	1 281 667	114 062	11 933 651	928 171	292 027	22 721 521

(1) Les dépenses rapportées sous cette colonne comprennent les systèmes d'information, le projet du registre des électeurs et la liste informatisée des électeurs.

Détail des dépenses par province—35<sup>ème</sup> élection générale

	Fonctions préliminaires	Conduite des élections	Programme d'information aux électeurs	Règles électorales spéciales	Autres activités <sup>(1)</sup>	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Bureau chef.....		360 241				360 241
Terre-Neuve.....		(3 706)				(3 706)
Île-du-Prince-Édouard.....		160				160
Nouvelle-Écosse.....		11 472				11 472
Nouveau-Brunswick.....		(385)				(385)
Québec.....		(16 918)				(16 918)
Ontario.....		(47 944)				(47 944)
Manitoba.....		(21 293)				(21 293)
Saskatchewan.....		(1 077)				(1 077)
Alberta.....		(243)				(243)
Colombie-Britannique.....		(10 274)				(10 274)
Territoire du Yukon.....						
Territoires du Nord-Ouest.....		(58)				(58)
Total.....		269 975				269 975

(1) Les dépenses rapportées sous cette colonne comprennent les systèmes d'information, le projet du registre des électeurs et la liste informatisée des électeurs.

**CONSEIL PRIVÉ**

**Bureau du directeur général des élections**

**Détail des dépenses par province — 36<sup>ième</sup> élection générale**

	Fonctions préliminaires	Conduite des élections	Programme d'information aux électeurs	Règles électorales spéciales	Autres activités <sup>(1)</sup>	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Bureau chef .....	5 857 429		700 591	56 248	5 948 531	12 562 799
Terre-Neuve .....	680					680
Île-du-Prince-Édouard .....	566			1 784		2 350
Nouvelle-Écosse .....	1 282					1 282
Nouveau-Brunswick .....	647					647
Québec .....	16 952					16 952
Ontario .....	17 858					17 858
Manitoba .....	620					620
Saskatchewan .....	2 580					2 580
Alberta .....	3 046					3 046
Colombie-Britannique .....	8 245					8 245
Territoire du Yukon .....	1 845					1 845
Territoires du Nord-Ouest .....	241					241
<b>Total .....</b>	<b>5 911 991</b>		<b>700 591</b>	<b>58 032</b>	<b>5 948 531</b>	<b>12 619 145</b>

<sup>(1)</sup> Les dépenses rapportées sous cette colonne comprennent les systèmes d'information, le projet du regi stre des électeurs et la liste informatisée des électeurs.

**Détail des dépenses par circonscription électorale — Élections partielles 1994-1995**

	Fonctions préliminaires	Conduite des élections	Programme d'information aux électeurs	Règles électorales spéciales	Autres activités <sup>(1)</sup>	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Bureau chef .....	537	69 949	8 872			79 358
Saint-Henri—Westmount .....		(3 908)				(3 908)
Brome—Missisquoi .....		(28 711)				(28 711)
Ottawa—Vanier .....		2 942				2 942
<b>Total .....</b>	<b>537</b>	<b>40 272</b>	<b>8 872</b>			<b>49 681</b>

<sup>(1)</sup> Les dépenses rapportées sous cette colonne comprennent les systèmes d'information, le projet du regi stre des électeurs et la liste informatisée des électeurs.

**Détail des dépenses par circonscription électorale — Élections partielles 1995-1996**

	Fonctions préliminaires	Conduite des élections	Programme d'information aux électeurs	Règles électorales spéciales	Autres activités <sup>(1)</sup>	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Bureau chef .....	52 868	63 812	382 818	2 135		501 633
Humber—St Barbe—Baie Verte .....	2 002	333 985		5 073	11 739	352 799
Labrador .....	5 549	202 516		4 788	7 697	220 550
Papineau—St Michel .....		289 406		5 640	12 846	307 892
St Laurent—Cartierville .....		321 710		5 494	19 918	347 122
Lac St Jean .....	792	320 014		5 544	11 079	337 429
Etobicoke Nord .....	797	333 689		5 695	12 385	352 566
<b>Total .....</b>	<b>62 008</b>	<b>1 865 132</b>	<b>382 818</b>	<b>34 369</b>	<b>75 664</b>	<b>2 419 991</b>

<sup>(1)</sup> Les dépenses rapportées sous cette colonne comprennent les systèmes d'information, le projet du regi stre des électeurs et la liste informatisée des électeurs.

**13.18 AUTRES INFORMATIONS DIVERSES**

## SOLLICITEUR GÉNÉRAL

## Service correctionnel

## État des dépenses par établissement

	Fonctionnement et entretien	Construction, améliorations et matériel	Total
	\$	\$	\$
Administration centrale nationale, Ottawa, Ont .....	58 478 252	18 142 392	76 620 644
Administration régionale, Moncton, N-B .....	5 898 186	872 087	6 770 273
Collège de formation de l'Atlantique, Moncton, N-B .....	975 799	6 300	982 099
Services groupés, Moncton, N-B .....	4 104 375	414 226	4 518 601
Établissement Springhill, Springhill, N-É .....	22 760 085	2 983 288	25 743 373
Pénitencier Dorchester, Dorchester, N-B .....	22 566 577	1 671 481	24 238 058
Établissement Westmorland, Dorchester, N-B .....	8 788 231	1 533 757	10 321 988
Établissement Atlantique, Renous, N-B .....	15 805 115	849 579	16 654 694
Établissement Nova pour délinquantes, Truro, N-É .....	1 925 332	2 433 040	4 358 372
Bureau de libération du district de la Nouvelle-Écosse, Halifax, N-É .....	230 687	23 159	253 846
Centre communautaire correctionnel du Centre Carleton, Halifax, N-É .....	471 168		471 168
Bureau sectoriel de libération de Kentville, Kentville, N-É .....	814 976	32 438	847 414
Bureau sectoriel de libération de Halifax, Halifax, N-É .....	2 654 358	42 318	2 696 676
Bureau sectoriel de libération de Truro, Truro, N-É .....	953 016	16 419	969 435
Bureau sectoriel de libération de Sydney, Sydney, N-É .....	604 214		604 214
Centre communautaire correctionnel Annexe Carleton, Halifax, N-É .....	528 050		528 050
Bureau de libération du district du Nouveau-Brunswick - Î-P-É, Moncton, N-B .....	421 207	76 739	497 946
Bureau sectoriel de libération de Moncton, Moncton, N-B .....	1 740 190	2 950	1 743 140
Bureau sectoriel de libération de Charlottetown, Charlottetown, Î-P-É .....	465 319		465 319
Bureau sectoriel de libération de Bathurst, Bathurst, N-B .....	519 479	47 358	566 837
Bureau sectoriel de libération de Saint John, Saint John, N-B .....	883 878	2 080	885 958
Bureau sectoriel de libération de Fredericton, Fredericton, N-B .....	371 474		371 474
Centre communautaire correctionnel de Parrtown, Saint John, N-B .....	643 353	212 898	856 251
Bureau de libération du district de Terre-Neuve, St John's, T-N .....	347 371		347 371
Bureau sectoriel de libération de St John's, St John's, T-N .....	1 394 082	18 893	1 412 975
Bureau sectoriel de libération de Corner Brook, Corner Brook, T-N .....	657 014	3 734	660 748
Bureau sectoriel de libération de Grand Falls, Grand Falls, T-N .....	135 098	22 035	157 133
Centre communautaire correctionnel de Terre-Neuve, St John's, T-N .....	557 173	41 477	598 650
Administration régionale, Laval, Qué .....	2 876 407	1 346 685	4 223 092
Collège de formation du Québec, Laval, Qué .....	2 578 562	192 430	2 770 992
Services groupés, Laval, Qué .....	3 987 974	399 950	4 387 924
Établissement Montée Saint-Francois, Laval, Qué .....	9 866 871	2 276 905	12 143 776
Centre fédéral de formation, Laval, Qué .....	16 960 024	3 051 464	20 011 488
Établissement Donnacona, Donnacona, Qué .....	21 502 099	1 316 402	22 818 501
Établissement Joliette, Joliette, Qué .....	707 628	6 843 266	7 550 894
Établissement Leclerc, Laval, Qué .....	21 978 793	2 766 355	24 745 148
Établissement Archambault, Sainte-Anne-des-Plaines, Qué .....	21 880 154	2 039 501	23 919 655
Établissement Sainte-Anne-des-Plaines, Sainte-Anne-des-Plaines, Qué .....	8 992 633	2 826 642	11 819 275
Centre régional de réception - Québec, Sainte-Anne-des-Plaines, Qué .....	30 769 318	5 197 011	35 966 329
Établissement Drummond, Drummondville, Qué .....	16 129 659	1 458 363	17 588 022
Établissement Cowansville, Cowansville, Qué .....	20 220 591	1 379 748	21 600 339
Établissement La Macaza, L'Annonciation, Qué .....	13 527 997	4 330 617	17 858 614
Établissement Port-Cartier, Port-Cartier, Qué .....	15 665 351	635 892	16 301 243
Bureau de libération du district de Montréal - Métropolitain, Montréal, Qué .....	2 148 535	232 933	2 381 468
Bureau sectoriel de libération de Longueuil, Longueuil, Qué .....	812 138		812 138
Bureau sectoriel de libération de Ville-Marie, Montréal, Qué .....	4 008 027		4 008 027
Bureau sectoriel de libération de Lafontaine, Montréal, Qué .....	4 174 410		4 174 410
Centre communautaire correctionnel JB Martineau, Montréal, Qué .....	388 316	908 413	1 296 729
Centre communautaire correctionnel Ogilvy, Montréal, Qué .....	754 220	86 535	840 755
Centre communautaire correctionnel Sherbrooke, Montréal, Qué .....	517 900	539 845	1 057 745
Bureau sectoriel de libération de Langelier, St-Léonard, Qué .....	3 208 186		3 208 186
Bureau sectoriel de libération de Granby, Granby, Qué .....	1 995 661		1 995 661
Centre communautaire correctionnel Hochelaga, Montréal, Qué .....	544 791	204 921	749 712
Bureau sectoriel de libération de Sherbrooke, Montréal, Qué .....	79 134		79 134
Bureau de libération du district est/ouest du Québec, St-Jérôme, Qué .....	892 663	342 373	1 235 036
Bureau sectoriel de libération de Québec, Québec, Qué .....	2 498 755	11 344	2 510 099
Bureau sectoriel de libération de Rimouski, Rimouski, Qué .....	543 812		543 812

Bureau sectoriel de libération de Chicoutimi, Chicoutimi, Qué . . . . .	454 654		454 654
Bureau sectoriel de libération de Trois-Rivières, Trois-Rivières, Qué . . . . .	1 338 534		1 338 534
Bureau sectoriel de libération de Laval, Laval, Qué . . . . .	2 112 488		2 112 488
Bureau sectoriel de libération de Hull, Hull, Qué . . . . .	1 304 982		1 304 982
Bureau sectoriel de libération des Laurentides, St-Jérôme, Qué . . . . .	2 068 402	51 573	2 119 975
Bureau sectoriel de libération de Lanaudière, Lachenaie, Qué . . . . .	957 741		957 741
Administration régionale, Kingston, Ont . . . . .	9 608 389	3 322 832	12 931 221
Collège du personnel de l'Ontario, Kingston, Ont . . . . .	3 484 768	702 457	4 187 225
Services groupés, Kingston, Ont . . . . .	4 973 428	43 205	5 016 633
Centre régional de traitement, Kingston, Ont . . . . .	12 327 223	77 616	12 404 839
Pénitencier de Kingston, Kingston, Ont . . . . .	20 274 975	8 689 848	28 964 823
Établissement Millhaven, Bath, Ont . . . . .	24 594 819	2 177 090	26 771 909
Sécurité moyenne nouvelle - Ontario, Kingston, Ont . . . . .	548 185	6 670 095	7 218 280
Établissement Bath, Bath, Ont . . . . .	12 531 660	3 959 522	16 491 182
Prison pour femmes, Kingston, Ont . . . . .	9 286 564	499 034	9 785 598
Maison Isabel MacNeil, Kingston, Ont . . . . .	834 859		834 859
Établissement Collins Bay, Kingston, Ont . . . . .	20 027 362	1 569 724	21 597 086
Établissement Frontenac, Kingston, Ont . . . . .	8 233 047	2 073 547	10 306 594
Établissement Beaver Creek, Gravenhurst, Ont . . . . .	6 582 645	1 281 051	7 863 696
Établissement Joyceville, Kingston, Ont . . . . .	20 585 174	2 686 127	23 271 301
Établissement Pittsburgh, Kingston, Ont . . . . .	4 834 107	8 822 247	13 656 354
Établissement Warkworth, Campbellford, Ont . . . . .	22 703 272	3 483 332	26 186 604
Établissement Grand Valley pour délinquantes, Kitchener, Ont . . . . .	1 763 464	8 914 932	10 678 396
Bureau de libération du district de l'est Ontario, Kingston, Ont . . . . .	4 951 211	115 217	5 066 428
Bureau sectoriel de libération de Barrie, Barrie, Ont			

## SOLLICITEUR GÉNÉRAL

## Service correctionnel

## État des dépenses par établissement —Fin

	Fonctionnement et entretien	Construction, améliorations et matériel	Total
	\$	\$	\$
Établissement Drumheller, Drumheller, Alb . . . . .	22 110 799	2 281 612	24 392 411
Établissement Grand Cache, Grand Cache, Alb . . . . .	8 761 384	4 993 778	13 755 162
Établissement à sécurité moyenne pour femmes autochtones, Hobbema, Alb . . . . .	297 203	3 630 214	3 927 417
Établissement Bowden, Innisfail, Alb . . . . .	23 902 801	1 702 646	25 605 447
Établissement Edmonton pour délinquantes, Edmonton, Alb . . . . .	2 863 851	7 587 652	10 451 503
Établissement Edmonton, Edmonton, Alb . . . . .	20 176 814	1 426 816	21 603 630
Bureau de libération du district du NO Ontario-Manitoba, Winnipeg, Man . . . . .	3 452 068	48 305	3 500 373
Centre communautaire correctionnel Osborne, Winnipeg, Man . . . . .	572 819	8 636	581 455
Bureau sectoriel de libération de Brandon, Brandon, Man . . . . .	420 209	7 389	427 598
Bureau sectoriel de libération de Thunder Bay, Thunder Bay, Ont . . . . .	223 453	5 864	229 317
Bureau sectoriel de libération de Kenora, Kenora, Ont . . . . .	56 640	5 864	62 504
Bureau sectoriel de libération de Thompson, Thompson, Man . . . . .	266 842	7 389	274 231
Bureau de libération du district de Saskatchewan, Regina, Sask . . . . .	845 515	68 369	913 884
Centre communautaire correctionnel Oskana, Regina, Sask . . . . .	601 058	13 775	614 833
Bureau sectoriel de libération de Prince Albert, Prince Albert, Sask . . . . .	811 674	23 123	834 797
Bureau sectoriel de libération de Saskatoon, Saskatoon, Sask . . . . .	644 429		644 429
Bureau sectoriel de libération de Yellowknife, Yellowknife, TN-O . . . . .	706 296	12 104	718 400
Bureau de libération du district du nord de l'Alberta, Edmonton, Alb . . . . .	3 500 904	23 483	3 524 387
Centre Grierson, Edmonton, Alb . . . . .	212 661	476 009	688 670
Bureau sectoriel de libération de Red Deer, Red Deer, Alb . . . . .	31 395	19 471	50 866
Bureau de libération du district du sud de l'Alberta, Calgary, Alb . . . . .	1 510 662		1 510 662
Bureau sectoriel de libération de Lethbridge, Lethbridge, Alb . . . . .	39 556		39 556
Administration régionale, Clearbrook, C-B . . . . .	2 199 597	6 640	2 206 237
Collège de formation du Pacifique, Mission, C-B . . . . .	1 549 525	15 306	1 564 831
Services groupés, Clearbrook, C-B . . . . .	11 725 865	2 221 938	13 947 803
Établissement William Head, Victoria, C-B . . . . .	10 257 913	826 918	11 084 831
Établissement Matsqui, Abbotsford, C-B . . . . .	18 996 439	2 928 794	21 925 233
Centre régional du santé, Abbotsford, C-B . . . . .	17 716 956	421 221	18 138 177
Établissement Mountain, Agassiz, C-B . . . . .	13 240 382	2 231 368	15 471 750
Établissement Kent, Agassiz, C-B . . . . .	17 232 279	541 811	17 774 090
Établissement Elbow Lake, Harrison Mills, C-B . . . . .	3 413 633	1 176 010	4 589 643
Établissement Ferndale, Mission, C-B . . . . .	3 822 777	4 469 787	8 292 564
Établissement Mission, Mission, C-B . . . . .	12 373 114	622 322	12 995 436
Bureau de libération du district de Vancouver, Vancouver, C-B . . . . .	3 412 515	41 338	3 453 853
Bureau de libération du district de l'île de Vancouver, Victoria, C-B . . . . .	1 254 808	34 046	1 288 854
Bureau sectoriel de libération de Nanaimo, Nanaimo, C-B . . . . .	281 575		281 575
Bureau de libération du district de Victoria, Victoria, C-B . . . . .	576 655		576 655
Bureau de libération du district de Fraser Valley, Abbotsford, C-B . . . . .	974 015	17 590	991 605
Bureau sectoriel de libération d'Abbotsford, Abbotsford, C-B . . . . .	766 853		766 853
Centre communautaire correctionnel Sumas, Abbotsford, C-B . . . . .	749 636		749 636
Bureau sectoriel de libération de Chilliwack, Chilliwack, C-B . . . . .	164 672		164 672
Bureau de libération du district de l'intérieur du nord, Prince George, C-B . . . . .	3 359 986	46 673	3 406 659
Bureau sectoriel de libération de l'intérieur du nord, Prince George, C-B . . . . .	85 094		85 094
Total . . . . .	923 900 596	176 319 225	1 100 219 821

CONSEIL DU TRÉSOR

Détail des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits

Ministère et organisme	Crédit visé	Sommes virées du Conseil du Trésor	
		Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Crédit 10 Repro- graphie
		\$	\$
Agriculture et Agroalimentaire—			
Ministère—			
Dépenses de fonctionnement . . . . .	1	508 253	
Patrimoine canadien—			
Ministère (Communications)—			
Programme des services de gestion ministériels—			
Dépenses du programme . . . . .	1	2 284 502	
Programme de l'identité canadienne—			
Dépenses de fonctionnement . . . . .	5	931 011	
Programme Parcs Canada—			
Dépenses de fonctionnement . . . . .	25	4 505 287	
Musée canadien de la nature—			
Dépenses de fonctionnement et de capital . . . . .	70	344 000	
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes—			
Dépenses du programme . . . . .	75	955 180	
Office national du film—			
Fonds renouvelable—Déficit de fonctionnement . . . . .	115	1 704 293	
Musée des beaux-arts du Canada—			
Dépenses de fonctionnement et de capital . . . . .	120	163 596	
Bibliothèque nationale—			
Dépenses du programme . . . . .	130	244 000	
Musée national des sciences et de la technologie—			
Dépenses de fonctionnement et de capital . . . . .	135	214 408	
Environnement—			
Dépenses de fonctionnement . . . . .	1	18 000 000	
Affaires étrangères et Commerce international—			
Commission mixte internationale—			
Dépenses du programme . . . . .	40	330 443	
Gouverneur général—			
Dépenses du programme . . . . .	1	325 000	
Développement des ressources humaines—			
Ministère (Emploi et Immigration)—			
Programme des services généraux—			
Dépenses du programme . . . . .	1	2 059 000	
Programme d'emploi et d'assurance—			
Dépenses de fonctionnement . . . . .	5	4 552 000	
Programme du travail—			
Dépenses de fonctionnement . . . . .	15	1 800 000	
Programme de la sécurité du revenu—			
Dépenses de fonctionnement . . . . .	25	410 000	
Programme du développement social et de l'éducation—			
Dépenses de fonctionnement . . . . .	30	1 700 000	
Industrie—			
Ministère—			
Programme du développement de l'industrie et des sciences—			
Dépenses de fonctionnement . . . . .	1	12 496 190	
Programme des services axés sur le marché—			
Dépenses de fonctionnement . . . . .	25	3 716 342	
Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada . . . . .	S	1 500 000	
Statistique Canada—			
Dépenses du programme . . . . .	105	2 756 700	
Justice—			
Commissariats à l'informatique et à la protection de la vie privée du Canada—			
Dépenses du programme . . . . .	35	52 056	
Ressources naturelles—			
Ministère—			
Programme de l'énergie, des mines et des ressources—			
Dépenses de fonctionnement . . . . .	1	5 000 000	
Programme des forêts—			
Dépenses de fonctionnement . . . . .	20	6 300 000	

## CONSEIL DU TRÉSOR

## Détail des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits —Fin

Ministère et organisme	Crédit visé	Sommes virées du Conseil du Trésor	
		Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Crédit 10 Repro- graphie
		\$	\$
Parlement—			
Sénat—			
Dépenses du programme . . . . .	1	797 000	
Conseil privé—			
Commissaire aux langues officielles—			
Dépenses du programme . . . . .	25	540 543	
Travaux publics et Services gouvernementaux—			
Ministère (Travaux publics et Approvisionnement et Services)—			
Programme des approvisionnements et services—			
Fonds renouvelable du Groupe Communication Canada . . . . .	S	935 714	
Solliciteur général—			
Service correctionnel—			
Service pénitencier et service des libérations conditionnelles—			
Dépenses de fonctionnement . . . . .	15	30 300 000	
Fonds renouvelable CORCAN . . . . .	S	394 206	
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada —			
Dépenses du programme . . . . .	50	21 094	
Transports—			
Office national des transports—			
Dépenses du programme . . . . .	50	226 468	
Conseil du Trésor—			
Secrétariat—			
Programme relatif à l'administration centrale de la fonction publique—			
Dépenses du programme . . . . .	1	3 886 000	2 369 000
Anciens combattants—			
Ministère—			
Programme des anciens combattants—			
Dépenses de fonctionnement . . . . .	1	22 525 000	
Total . . . . .		132 478 286	2 369 000

# SECTION 14

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*

1995-1996

**Index**



REMARQUE—LES CHIFFRES EN CARACTÈRE GRAS  
RENVOIENT AUX SECTIONS

**A**

ACTIF À COURT TERME, *voir volume I, section 7*  
 Agence canadienne du pari mutuel, Fonds renouvelable de l', (états financiers) **1.2**  
 Aide financière fournie aux chemins de fer par le gouvernement du Canada en 1995-1996, **12.20**  
 Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, *voir volume II (partie I), section 1*  
 Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, *voir volume II (partie I), section 1*  
 Autorisations disponibles des exercices antérieurs, *voir volume II (partie I), section 1*  
 Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice, *voir volume II (partie I), section 1*  
 Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de la Couronne, *voir volume II (partie I), section 1*  
 AUTRES INFORMATIONS DIVERSES, **13**  
 AUTRES INFORMATIONS RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS, *voir volume I, section 10*  
 AUTRES INFORMATIONS RELATIVES À L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT, **12**  
 Avances à justifier, **3.27**

**B**

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports, (état(s) financier(s)), **2.2**  
 Bureau de la traduction, **1.6**  
 Bureau des passeports, Fonds renouvelable du, (états financiers), **1.11**

**C**

Centre canadien de gestion, (état(s) financier(s)), **2.5**  
 Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail, (état(s) financier(s)), **2.7**  
 Commission canadienne des affaires polaires, (état(s) financier(s)), **2.11**  
 Commission canadienne des grains, Fonds renouvelable de la, (états financiers), **1.15**  
 Commission de contrôle de l'énergie atomique, (état(s) financier(s)), **2.13**  
 Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada, (état(s) financier(s)), **2.17**  
 Commission des champs de bataille nationaux, (état(s) financier(s)), **2.22**  
 Commissions, **12.15**  
 COMPTES CONSOLIDÉS, *voir volume I, section 4*  
 COMPTES D'OPÉRATIONS DE CHANGE, *voir volume I, section 8*  
 Conseil de recherches en sciences humaines, (état(s) financier(s)), **2.25**  
 Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, (état(s) financier(s)), **2.28**  
 Conseil de recherches médicales, (état(s) financier(s)), **2.32**  
 Conseil national de recherches du Canada, (état(s) financier(s)), **2.36**  
 Conseils et Vérification Canada, Fonds renouvelable de, (états financiers), **1.20**

**C—Fin**

CONSTRUCTION OU ACQUISITION DE MATÉRIEL ET D'OUTILLAGE, **7**  
 CONSTRUCTION OU ACQUISITION DE TERRAINS, BÂTIMENTS ET OUVRAGES, **6**  
 CORCAN, Fonds renouvelable, (états financiers), **1.24**  
 Créances — radiations ou renonciations, **3.23**

**D**

DÉBITEURS, **4**  
 Dépenses ministérielles par article courant, *voir volume II (partie I), section 1*  
 Dépenses ministérielles par catégorie, *voir volume II (partie I), section 1*  
 Dépenses pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales (Affaires étrangères et Commerce international), **13.2**  
 Détail budgétaire par dotation, **12.2**  
 Détail des autres dépenses de programmes des autres portefeuilles ministériels, *voir volume II (partie I), section 1*  
 Détail des autres paiements de transfert, *voir volume II (partie I), section 1*  
 Détail des dépenses par circonscription électorale—Élections partielles 1994-1995 (Conseil privé), **13.18**  
 Détail des dépenses par circonscription électorale—Élections partielles 1995-1996 (Conseil privé), **13.18**  
 Détail des dépenses par province—35<sup>ème</sup> élection générale (Conseil privé), **13.17**  
 Détail des dépenses par province—36<sup>ème</sup> élection générale (Conseil privé), **13.18**  
 Détail des montants disponibles pour être dépensés, *voir la section ministérielle appropriée du volume II (partie I)*  
 Détail des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits (Conseil du Trésor), **13.22**  
 DETTE PORTANT INTÉRÊT, *voir volume I, section 6*  
 Directeur de l'établissement de soldats, (état(s) financier(s)), **2.39**  
 Directeur des terres destinées aux Anciens combattants, (état(s) financier(s)), **2.40**

**E**

État des dépenses—Dépenses d'élections générales et d'élections partielles (Conseil privé), **13.17**  
 État des dépenses par établissement (Solliciteur général), **13.19**  
 État des indemnités de session et de fonctions, et des frais de déplacement payés en 1995-1996 (Parlement), **13.10**  
 État des indemnités de session et de fonctions, et des frais de déplacement et de recherche payés en 1995-1996 (Parlement), **13.8**  
 État des recettes et dépenses, *voir volume II (partie I), section 1*  
 ÉTATS FINANCIERS DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET D'AUTRES ENTITÉS, **2**  
 ÉTATS FINANCIERS DES FONDS RENOUELABLES, **1**  
 ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU CANADA ET OPINIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL, *voir volume I, section 1*

**F**

Frais de déplacement des ministres et des secrétaires parlementaires, **12.25**  
 Frais d'étude, **12.18**  
**FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE, 9**  
 Frais de déplacement pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales (Affaires étrangères et Commerce international), **13.2**

**G**

Géomatique Canada, Fonds renouvelable de, (états financiers), **1.28**  
 Groupe Communication Canada, Fonds renouvelable du, (états financiers), **1.33**

**I**

**INFORMATIONS FINANCIÈRES SUPPLÉMENTAIRES,**  
*voir volume I, section 2*  
**INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES EXIGÉES PAR LA LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES****3**

**M**

Montants adjugés par une cour, **10.24**

**O**

Objectif des programmes et description des activités, *voir la section ministérielle appropriée du volume II (partie I)*  
 Office de la propriété intellectuelle du Canada, Fonds renouvelable de l', (états financiers), **1.39**  
 Office des prix des produits de la pêche, (état(s) financier(s)), **2.41**  
 Office des produits agricoles, (état(s) financier(s)), **2.45**  
 Office national du film, Fonds renouvelable de l', (états financiers), **1.44**

**P**

Paiements de réclamations contre l'État, **10.2**  
**PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT, PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX ET MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR, 10**  
 Paiements à titre gracieux, **10.15**  
**PAIEMENTS DE TRANSFERT, 8**  
 Paiements de transfert, *voir la section ministérielle appropriée du volume II (partie I)*  
 Paiements d'indemnités et frais d'administration (Développement des ressources humaines), **13.7**  
**PASSIF À COURT TERME ET PROVISIONS,**  
*voir volume I, section 5*  
 Perfectionnement et de la formation du personnel, Fonds renouvelable du, (états financiers), **1.51**  
 Pertes de fonds et de biens publics, **3.30**  
**PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES, voir volume I, section 9**  
 Production de défense, Fonds renouvelable de la, (états financiers), **1.55**  
**PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS, 11**

**P—Fin**

Programmes par activité, *voir la section ministérielle appropriée du volume II (partie I)*  
 Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel, voir volume II (partie I), section 1  
 Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel, voir volume II (partie I), section 1  
 Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives), voir volume II (partie I), section 1

**R**

**RADIAN, Fonds renouvelable,**  
 (états financiers), **1.57**  
 Récapitulation des dépenses externes par article courant, *voir volume II (partie I), section 1*  
 Récapitulation des dépenses externes par catégorie, *voir volume II (partie I), section 1*  
 Récapitulation des recettes externes par catégorie principale, *voir volume II (partie I), section 1*  
 Recettes, *voir la section ministérielle appropriée du volume II (partie I)*  
 Recettes ministérielles par catégorie principale, *voir volume II (partie I), section 1*  
**RECETTES, DÉPENSES ET DÉFICIT ACCUMULÉ,**  
*voir volume I, section 3*  
 Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes, **3.2**  
 Revenus de placements, **12.22**

**S**

Services d'architecture, de génie et de l'immobilier, Fonds renouvelable des, (états financiers), **1.60**  
 Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique, Fonds renouvelable des, (états financiers), **1.70**  
 Services optionnels, Fonds renouvelable des, (états financiers), **1.76**  
**SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX, 5**  
 Sommaire du portefeuille ministériel (de la provenance et de l'utilisation des autorisations), *voir la section ministérielle appropriée du volume II (partie I)*

**T**

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie, (état(s) financier(s)), **2.42**  
 Traitements des secrétaires parlementaires des ministres payés en 1995-1996 (Parlement), **13.14**  
 Traitements et indemnités aux Secrétaires d'État (Conseil privé), **13.16**

**U**

Unités d'entreprise de Parcs Canada, Fonds renouvelable de l', (états financiers), **1.81**